

# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Conventions avec les communautés religieuses  
Haut-Commissariat à la Protection nationale  
S.à r.l. simplifiée

p. 677  
p. 684  
p. 673

Sommaire des séances publiques n°s 45 et 46  
Sommaire des questions parlementaires

p. 701  
p. Q246

45<sup>e</sup> séance  
46<sup>e</sup> séance

Mercredi 13 juillet 2016  
Jeudi 14 juillet 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## 136 projets de loi adoptés au cours de 46 séances

Une session chargée se termine au Parlement luxembourgeois et la prochaine s'annonce « encore plus chargée », a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une conférence de presse des membres de la Conférence des Présidents le lundi 10 octobre à la veille du début de la nouvelle session parlementaire. Il y a retracé les points forts de la session 2015-2016 et évoqué les défis qui attendent la Chambre au cours de l'année parlementaire 2016-2017.

### Le bilan des travaux législatifs

En 2015-2016, 143 projets de loi ont été déposés au Parlement; 136 projets de loi ont été adoptés au cours des 46 séances publiques de la session dont 77% par plus de 50 des 60 députés. Les députés ont passé quelque 180 heures au sein de la salle plénière. Le gros du travail législatif est cependant effectué au sein des commissions parlementaires: 676 réunions de commission ont été comptabilisées au cours des douze derniers mois.

Le Président de la Chambre des Députés a également détaillé les initiatives du Parlement pour initier des débats sur des sujets d'actualité comme le Brexit ou encore pour poser des limites au Gouvernement concernant entre

autres les accords de libre-échange (CETA et TTIP) au sujet desquels deux motions avaient été adoptées.

### Impliquer davantage les citoyens

M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur les efforts de la Chambre des Députés pour impliquer les citoyens dans le processus démocratique. Quelque 160 pétitions ont été déposées au cours de l'année parlementaire dont 153 sur le site Internet de la Chambre. Sept des 13 débats publics concernant des pétitions (ayant dépassé le seuil des 4.500 signatures en six semaines) ont été organisés au cours de la dernière session; quatre autres suivront dans les semaines à venir. Au cours des douze derniers mois, quelque 4.200 citoyens ont visité la Chambre des Députés, dont plus de la moitié au cours de la journée des portes ouvertes fin septembre.

Un nouvel exercice qui témoigne de l'ouverture du Parlement est l'implication des citoyens dans l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Suite à une audition publique organisée en juillet, les députés sont actuellement en train de rediscuter les propositions des citoyens. Certaines propositions seront reprises dans le texte élaboré par les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.



Conférence de presse des membres de la Conférence des Présidents

### Une nouvelle session chargée

Pour ce qui est de la session à venir, le Président de la Chambre des Députés a énuméré

toute une liste de réformes importantes qui figureront au programme des députés dont la réforme fiscale et le budget, la réforme de la police ou encore celle de la politique familiale.

## Stop aux bombardements massifs de civils en Syrie



Une pétition contre les bombardements de civils fut remise au Président de la Chambre.

Dans le cadre du lancement de leur campagne annuelle de mobilisation, une délégation de Handicap International a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 30 septembre 2016.

L'objectif de l'entrevue était double:

- d'un côté, la responsable des actions de Handicap International en Syrie, Madame Maelle Pelletier, a témoigné de la réalité sur le terrain en transmettant un message de désespoir de la part de la population civile;

- de l'autre, cinq lycéens ont remis une pétition contre les bombardements massifs de civils qui a récolté 3.353 signatures. Cette pétition a été transmise à la commission parlementaire compétente.

La campagne de mobilisation de Handicap International fut officiellement lancée le 1<sup>er</sup> octobre 2016 par la traditionnelle pyramide de chaussures à la Place d'Armes et durera jusqu'en décembre 2017.

## La Chambre des Députés recrute

Le mercredi, **7 décembre 2016**, la Chambre des Députés organisera des **examens-concours** en vue d'engager plusieurs fonctionnaires (M/F) dans la carrière supérieure de l'attaché et dans la carrière moyenne du rédacteur pour les besoins de ses services:

### ■ Relations publiques (réf. CHD12) tâche complète

formation demandée: un cycle universitaire complet de quatre années ou plus en journalisme, communication ou sciences politiques

### ■ Compte rendu (réf. CHD13) tâche complète

formation demandée: un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoise en vigueur

### ■ Service informatique (réf. CHD14) tâche complète

formation demandée: un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoise en vigueur

### ■ Service juridique (réf. CHD15) 50% d'une tâche complète

formation demandée: un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoise en vigueur

Une description précise des postes vacants et des exigences en matière de compétences et de qualifications ainsi que les modalités de candidature détaillées peuvent être consultées sur le site internet de la Chambre des Députés

[www.chd.lu](http://www.chd.lu) (Actualité/Offres d'emploi).

Les candidats sont priés d'adresser leur demande de participation à l'examen-concours, manuscrite et motivée, avec toutes les pièces requises, en mentionnant la référence exacte du poste brigué, au service des Ressources humaines de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au vendredi, 21 octobre 2016, au plus tard.

# Échange de vues sur la gestion des réfugiés

La gestion de l'afflux des réfugiés et leur intégration étaient au cœur d'un échange de vues entre députés luxembourgeois et allemands, le 28 septembre 2016, à la Chambre des Députés.

La délégation du groupe d'amitié parlementaire de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et du Benelux a été reçue par le Président du Parlement luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, et le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux, M. Roger Negri.

La rencontre a été l'occasion pour les députés d'échanger leurs bonnes pratiques et expériences dans la gestion des réfugiés.

Un autre sujet de discussion furent les efforts communs dans la lutte contre les centrales nucléaires vétustes à proximité des frontières luxembourgeoises et allemandes.



Parlementaires luxembourgeois et allemands réunis à la Chambre

Réunion d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

## Renforcer les mesures de confiance et la bonne gouvernance



(de gauche à droite) Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas

La réunion d'automne 2016 de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) du 29 septembre au 2 octobre 2016 à Skopje (Macédoine) était placée sous le thème «Renforcer les mesures de

confiance et la bonne gouvernance dans la région de l'OSCE».

Lors de la première session, les quelque 170 parlementaires des 57 pays membres de l'OSCE présents se sont penchés plus en détail sur la bonne gouvernance comme base

pour soutenir le développement économique dans la région de l'OSCE.

Dans son discours, le Vice-Président de l'Assemblée parlementaire, M. Azay Guliyev, a souligné que le développement économique peut contribuer à trouver des réponses à certains défis, comme la migration.

La deuxième session était consacrée à une table ronde avec les chefs des opérations de terrain de la région de l'OSCE à Skopje, en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie. Les discussions portaient notamment sur le rôle de l'OSCE en ce qui concerne le développement des institutions démocratiques et des droits de l'Homme en Europe du Sud-Est.

La crise migratoire était au centre des débats de la troisième session, portant sur l'amélioration de la gouvernance des migrations internationales dans le respect des droits de l'Homme.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Gusty Graas.

## L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» que Mme Sarah Brock (1<sup>re</sup> rangée à droite), nommée aux fonctions d'attaché au Service des Relations publiques, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Friesen (au milieu), le 23 septembre 2016.

L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, Mme Isabelle Barra (1<sup>re</sup> rangée à gauche) et M. Benoît Reiter (2<sup>e</sup> rangée au milieu), ainsi que des responsables du Service des Relations publiques, M. Maurice Molitor (2<sup>e</sup> rangée à gauche), et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (2<sup>e</sup> rangée à droite).



## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



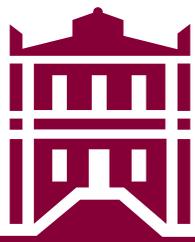
...S.E. M. Heinrich Bernhard Kreft, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne



...S.E. Mme Rossella Franchini Sherifis - Ambassadeur de la République italienne



...M. Michel Audet, Délégué général du Québec à Bruxelles



### Modernisation du droit des sociétés

**5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises**

Les dispositions proposées poursuivent l'objectif de moderniser sans entraver, apporter une sécurité juridique dans un contexte international par ailleurs attentif à la protection des droits des associés minoritaires sans pour autant édicter un droit dirigiste contraire à l'esprit et aux intérêts de son économie. Par cette réforme, le Grand-Duché de Luxembourg est désormais doté d'une législation sociétaire moderne, bénéficiant des enseignements d'une analyse comparative plus spécialement axée sur les droits belge et français, sources d'inspiration traditionnelles du droit luxembourgeois des sociétés, sans que le fruit de cette analyse n'aboutisse à établir un cadre rigide mais plutôt à procurer aux entreprises un ensemble d'outils et de techniques leur permettant de s'inscrire dans une perspective dynamique de développement.

#### Modifications du Code civil

Le projet de loi 5730 modernise le droit des sociétés luxembourgeois, d'abord en introduisant des droits jusqu'alors non prévus par le Code civil, garantissant par là même une meilleure sécurité juridique.

- Ainsi, un nouvel article 1852bis détermine les droits respectifs du nu-proprétaire et de l'usufruitier en cas de démembrement de la propriété des titres. L'approche adoptée en vue de répondre aux questions qui se posent dans le contexte actuel a consisté en l'élaboration de règles qui vaudront pour les sociétés en général (civiles et commerciales) - et dont l'article 1852bis fait partie - ainsi que de règles conçues spécifiquement soit pour les sociétés commerciales en général soit pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée en vue de répondre aux interrogations plus spécifiques à ces divers types de sociétés.

- Un nouvel alinéa 3 à l'article 1853 du Code civil introduit les «tracking shares» en droit des sociétés luxembourgeois. Lorsqu'il existe plusieurs catégories de titres, le contrat social peut lier leurs droits financiers respectifs à la performance d'un ou de plusieurs actifs ou activités de la société. Les «tracking shares», telles qu'utilisées actuellement dans la pratique dans un grand nombre de sociétés, notamment dans le domaine des véhicules d'investissement du type «private equity», ne sont pas en contradiction avec les principes fondamentaux du droit des sociétés luxembourgeois et peuvent donc être reconnues comme valables.

Il est proposé de consacrer expressément cette possibilité par un texte positif du droit des sociétés luxembourgeois en insérant le texte dans le titre IX du Code civil, de sorte qu'il constitue le droit commun en matière de droit des sociétés et puisse donc s'appliquer à tous types de sociétés, civiles ou commerciales.

- L'article 1855 est quant à lui complété pour permettre aux conventions de portage dans le cadre de cessions d'actions d'échapper à la prohibition des clauses léonines. Les conventions de portage sont des montages fréquemment rencontrés, par lesquelles des organismes financiers (banques ou, plus souvent, filiales spécialisées) «souscrivent ou achètent les titres d'une société dont une personne physique ou morale souhaite prendre le contrôle, tout en se faisant promettre par cette dernière (généralement, par le biais d'une promesse unilatérale d'achat) que ces titres leur seront rachetés au terme d'une période déterminée. En contrepartie de cette intervention, les organismes financiers perçoivent généralement une rémunération fixe, calculée en fonction du taux du marché financier. Le prix de rachat des titres, convenu à l'avance, est ainsi lui-même calculé sur la base du prix d'achat par le porteur, majoré d'un intérêt prorata temporis et éventuellement diminué des dividendes perçus par le porteur ou encore du prix de la cession, en cours de portage, du droit préférentiel de souscription». L'alinéa 3 de l'article 1855 du Code civil luxembourgeois codifie les enseignements issus des jurisprudences française et belge précitées et permettra donc l'élaboration des montages destinés à assurer la cession de droits

sociaux puisse se faire dans la sécurité juridique.

- Le nouvel article 1865bis introduit une réglementation régissant la «dissolution-confusion» en s'inspirant de la législation française. Ce texte règle le problème de l'automatisme de la dissolution d'une société par la réunion de toutes les parts sociales en une main en accordant un certain délai à l'associé unique, soit pour transformer la société en une société unipersonnelle, soit pour trouver un ou plusieurs nouveaux associés.

#### Modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

- Une première nouveauté consiste pour les sociétés commerciales de pouvoir se transformer en toute autre forme de société commerciale ou civile.

- Le projet de loi procède en outre à un toilettage au niveau de certaines questions de forme: ainsi est consacré le terme de «dénomination sociale» pour toutes formes de sociétés. A plusieurs endroits est introduit le concept uniformisé «d'apport en nature».

- Un nouvel article 11ter introduit le droit pour les sociétés en général d'émettre des obligations. Dans la mesure où l'emprunt obligataire peut constituer une source de financement précieuse pour toute société, il est proposé de permettre aux sociétés dotées de la personnalité juridique, à savoir les sociétés commerciales énumérées à l'article 2, alinéa 1er de la loi du 10 août 1915 et les sociétés civiles, en vertu de l'art. 3 de la loi du 10 août 1915, d'être investies de la faculté de recourir à l'emprunt obligataire «simple» (c'est-à-dire non convertible ou assorti de droits de souscription) par la voie d'une émission privée ou publique d'obligations nominatives ou au porteur.

- Toutefois, il s'agit d'éviter que des sociétés conçues comme étant des sociétés fermées puissent recourir à l'émission d'obligations convertibles ou assorties d'un droit de souscription, raison pour laquelle l'article 11quater suivant soumet l'émission d'obligations convertibles, de tous autres instruments de créance convertibles en capital ou de droits de souscription, isolés ou attachés à un autre titre par des sociétés autres que des sociétés anonymes, aux dispositions légales concernant la cession de parts ou d'actions ou à celles concernant l'agrément de non-associés. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas d'une cession entre vifs ou de la transmission à cause de mort, l'agrément pouvant être donné à l'avance.

- Le projet de loi 5730 uniformise par ailleurs autant que faire se peut les causes de nullité des sociétés dotées de la personnalité juridique et ce dans un but de protection des intérêts des tiers dans la mesure où l'existence de la société ne pourra être remise en cause en dehors des causes limitativement énoncées par la loi.

#### Modifications touchant au régime des sociétés anonymes

- Le présent projet inscrit dans la loi du 10 août 1915 la technique de l'émission d'actions sous le pair comptable des anciennes, technique existant en droit belge. Afin de respecter le droit des actionnaires, l'opération doit faire l'objet d'un rapport détaillé du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, portant notamment sur le prix d'émission et sur les conséquences financières de l'opération pour les actionnaires. Le rapport devra pouvoir être consulté par les actionnaires avant la tenue de l'assemblée générale.

L'ajout d'un paragraphe 7 à l'article 32 vise à permettre expressément au conseil d'administration ou, le cas échéant, au directoire, de faire usage de la technique d'émission d'actions sans mention de valeur nominale en deçà du pair comptable des actions anciennes de la même catégorie dans le cadre du capital autorisé.

- L'article 32-3 est complété par un nouveau paragraphe 5bis qui introduit en droit luxembourgeois la possibilité pour une société anonyme d'émettre des actions gratuites aux membres de son personnel. Cette disposition s'inspire du code de commerce français, tout en prévoyant un régime considérablement allégé et adapté au droit luxembourgeois et en laissant une plus grande marge de décision aux organes de la société.

- Un nouvel encadrement est mis en place concernant les instruments et créances conver-

tibles par l'article 32-4. Le droit d'émission d'obligations convertibles ou d'autres instruments donnant accès au capital par le conseil d'administration est limité à une durée de cinq ans. Aussi, les opérations de conversion ou de souscription attachées à ces instruments pourront avoir lieu en dehors de cette période.

- Il est proposé d'abroger l'article 44 de la loi du 10 août 1915 avec ses restrictions à l'émission des actions sans droit de vote en termes de pourcentage du capital social et en termes de droits financiers privilégiés auxquels elles doivent donner droit.

- En contrepartie l'article 45 est complété par l'insertion d'un nouveau paragraphe 2 qui précise que les droits financiers des actions sans droit de vote doivent être fixés dans les statuts, ceci à la fin d'assurer une information adéquate des tiers et une sécurité juridique accrue pour les détenteurs d'actions sans droit de vote.

- Un nouvel article 54 autorise le droit au conseil d'administration de décider la création de comités dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

- D'après les articles 60-1 et 60-2, les statuts peuvent autoriser le conseil d'administration à déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction ou un directeur général, sans que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur l'ensemble des actes réservés au conseil d'administration en vertu d'autres dispositions de la loi. Dans la pratique, il s'agit en effet d'une fonction très commune, dont la mission pourra dépasser celle de l'administrateur délégué, confinée à la gestion journalière. Cette possibilité présentera un intérêt et une flexibilité supplémentaire pour les sociétés dont le volume d'activités ne justifie pas la nomination d'un comité de direction, mais qui ont néanmoins besoin d'un exécutif fort et avec des pouvoirs plus étendus que l'administrateur délégué. Il est entendu que la nomination d'un directeur général est un choix alternatif à l'institution d'un comité de direction et que ces deux organes ne sauraient coexister dans une seule et même société.

- L'article 63bis introduit une *actio mandati* pour les minoritaires représentant au moins 10 pourcent du capital. Il s'agit d'une action appartenant à la société mais qui est exercée pour son compte par des actionnaires minoritaires ou titulaires de parts bénéficiaires contre les membres du conseil d'administration ou du directoire ou du conseil de surveillance.

- L'article 67-1 est modifié de manière à supprimer l'exigence d'unanimité pour décider du changement de nationalité de la société. Afin de favoriser la mobilité des sociétés, il importe de faciliter les transferts de siège. Les statuts peuvent cependant continuer à prévoir une exigence d'unanimité.

- Les articles 101-18 et suivants introduisent en droit luxembourgeois la société par actions simplifiée. Les auteurs proposent d'introduire cette nouvelle forme de société reprise du droit

français. Compte tenu des différences entre le droit français et le droit luxembourgeois en matière de sociétés, les textes d'inspiration française ont été adaptés à la situation luxembourgeoise.

#### Modifications touchant au régime des sociétés coopératives

- Le régime du droit des sociétés coopératives est modernisé en abaissant l'exigence actuelle du minimum de sept membres à deux personnes pour la constitution d'une telle société.

- La législation est par ailleurs adaptée à la pratique actuelle de permettre à la société coopérative de se constituer en société à responsabilité limitée ou illimitée.

#### Modifications touchant au régime des sociétés à responsabilité limitée

- L'article 182 fixe le capital social à 12.000 euros, contre actuellement 12.394,68 euros. Le seuil maximal actuel de 40 associés sera relevé à 100 pour procéder à la constitution d'une S.à r.l. En cas de dépassement de ce seuil, un délai d'un an est octroyé afin de régulariser la situation de la société.

L'article 182 introduit également un régime de parts rachetables, soumis à certaines garanties pour les associés, dans les S.à r.l. Les conditions et les modalités de rachat sont fixées par les statuts.

Enfin, l'article 182 crée la possibilité pour les S.à r.l. d'émettre des titres nominatifs de parts bénéficiaires non représentatifs du capital social.

- L'article 183 permet la réalisation d'apports en industrie dans la S.à r.l.. Cet apport ne concourt pas à la formation de capital et est partant dispensé de contrôle par un réviseur d'entreprise.

#### Disposition particulière

Une disposition particulière habilite le Grand-Duc à coordonner le texte de la loi.

#### Dispositions transitoires

Les sociétés actuellement constituées ont le choix de se conformer aux nouvelles dispositions dès leur entrée en vigueur ou alors de se faire endéans vingt-quatre mois à partir de la publication du texte modifié au Mémorial. Dans l'intervalle, ces sociétés demeurent régies par les dispositions législatives et réglementaires antérieures. Il s'entend que l'article V en son point 1 ne porte que sur les statuts et donc sur les dispositions de ces statuts qui nécessitent une adaptation à la suite de la loi nouvelle. Par conséquent, dans la mesure où des dispositions des statuts ne sont pas incompatibles avec la loi nouvelle et qu'une adaptation de ces dispositions statutaires ne s'impose pas, c'est le régime de droit commun de l'entrée en vigueur immédiate de la nouvelle loi qui s'applique par principe et la loi ancienne ne demeure applicable qu'aux dispositions des statuts contraires à la loi ancienne (principe de la loi nouvelle).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 08.06.2007

Rapporteur: M. Franz Fayot

#### Travaux de la Commission juridique

(Présidents: M. Gilles Roth jusqu'au 07.10.2013, Mme Viviane Loschetter depuis décembre 2013):

- 07.01.2009 Présentation du projet de loi
- 07.05.2009 Adoption d'amendements parlementaires
- 28.03.2012 Décision quant à l'instauration d'une sous-commission afférente
- 28.05.2014 Création de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»
- 01.04.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 23.03.2016 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 16.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
- 11.07.2016 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

#### Travaux de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

- 19.06.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 26.06.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (examen des articles 1<sup>er</sup> à 22-9 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)



03.07.2014	Continuation de l'examen des articles (art. 6 à 26-5 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)
04.09.2014	Continuation de l'examen des articles (art. 11bis à 26-5 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)
02.10.2014	Continuation de l'examen des articles (articles 13 à 26-5 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales) Désignation d'un rapporteur
09.10.2014	Continuation de l'examen des articles
13.11.2014	Continuation de l'examen des articles
20.11.2014	Continuation de l'examen des articles
27.11.2014	Continuation de l'examen des articles
04.12.2014	Continuation de l'examen des articles
11.12.2014	Continuation de l'examen des articles
22.12.2014	Continuation de l'examen des articles
08.01.2015	Continuation de l'examen des articles
15.01.2015	Continuation de l'examen des articles
22.01.2015	Continuation de l'examen des articles
29.01.2015	Continuation de l'examen des articles
05.02.2015	Continuation de l'examen des articles
12.02.2015	Continuation de l'examen des articles
23.02.2015	Continuation de l'examen des articles
12.03.2015	Continuation de l'examen des articles
19.03.2015	Continuation de l'examen des articles
23.03.2015	Finalisation de l'examen des articles
14.03.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique: 13.07.2016  
Loi du 10 août 2016  
Mémorial A: 2016, n°167, page 2742

## Haut-Commissariat à la Protection nationale

**6475 - Projet de loi portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et modifiant**

**a) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire**

**b) la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe**

**c) la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel**

**d) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État**

**e) la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics**

**f) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

Le projet de loi a pour objet de créer une administration dénommée Haut-Commissariat à la

Protection nationale et de régler l'organisation de la protection des infrastructures critiques. Il définit les notions de «concept de protection nationale», «crise», «gestion de crises» et «infrastructure critique» avant d'attribuer au HCPN, qui est placé sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la Protection nationale, ses missions et attributions quant aux mesures

- a) de prévention de crises,
- b) d'anticipation de crises,
- c) de gestion de crises.

La Protection nationale se réalisera donc autour de deux axes principaux, à savoir la prévention et l'anticipation de crises et, en cas de survenance d'une crise, la gestion de celle-ci.

Le projet de loi prévoit une série de dispositions au sujet de la désignation et de la protection des infrastructures critiques qui est basée surtout sur une communication efficace des informations qui sont nécessaires dans le contexte de la prévention ou de la gestion d'une crise.

À noter que la lacune législative invoquée par le Conseil d'État, à savoir le manque de base légale suffisante pour constater avec toute la précision requise l'existence d'un état d'urgence autorisant le HCPN à exercer certains des pouvoirs lui conférés, fait actuellement l'objet de la proposition de révision n°6938 au sujet de l'article 32(4) de la Constitution.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement a exprimé son ambition de proposer un nouveau statut de société à responsabilité limitée à 1 euro. Le présent projet de loi met en œuvre cet objectif par la proposition d'introduire en droit luxembourgeois la «Société à responsabilité limitée simplifiée», en abrégé la «S.à r.l.-S».

Partant du constat que l'apport de capital minimum obligatoire est souvent considéré par les jeunes entrepreneurs et/ou ceux disposant de peu de ressources comme un obstacle difficile à surmonter, cette initiative gouvernementale a pour objectif de stimuler l'esprit d'entreprise en facilitant à ces entrepreneurs l'accès à la création d'entreprise par la réduction des coûts à la constitution, un processus d'établissement plus simple, rapide et efficace, et surtout, par une réduction considérable des exigences de souscription et de libération actuellement imposées par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après la «Loi de 1915»). Partant, l'accès à ce véhicule sociétaire permettra de faire bénéficier les entrepreneurs personnes physiques d'une structure juridique leur offrant non seulement une protection en termes de responsabilité et de protection de leur patrimoine propre, mais aussi en termes de meilleure visibilité.

Quant aux personnes cibles, le projet de loi s'adresse en particulier aux entrepreneurs personnes physiques qui souhaitent démarrer des activités qui n'exigent de par leur nature pas obligatoirement un capital de départ important, par exemple parce qu'une infrastructure importante n'est pas nécessaire à l'accomplissement de leurs activités. La S.à r.l.-S sera ainsi un bon levier pour notamment des prestations de services nécessitant peu de capitaux.

Sur un plan macroéconomique, le Gouvernement espère contribuer à la stimulation de la croissance, de la création d'emplois et à l'innovation au Grand-Duché de Luxembourg.

Il convient de noter que, par ce projet, le Luxembourg s'inscrit dans un mouvement plus général des États membres de l'Union européenne qui prennent un par un les devants pour rendre leur droit des sociétés plus compétitif et faciliter la constitution de sociétés. Ainsi, si la France a choisi de privilégier la voie de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée («ÉIRL») avec la création d'un patrimoine d'affectation, l'Allemagne ou encore la Belgique ont créé une variante de leurs sociétés à responsabilité limitée, à savoir la «Unternehmensgesellschaft» ou «Mini-GmbH» et la «SPRL-Starter». Avec une simplification du régime de la «BV», connu aussi sous le nom de «Flex-BV», en vigueur depuis le premier octobre 2012, le droit néerlandais permet désormais également la constitution de sociétés à responsabilité limitée plus souples.

Quant aux sources d'inspiration, la S.à r.l.-S puise aussi bien dans le droit belge que dans le droit allemand, tout en tirant bénéfice des appréciations doctrinales qui ont pu suivre la création de leur instrument national. Une attention particulière a été portée à la loi belge du 15 janvier 2014 qui a eu notamment pour objectif d'améliorer le statut de la «SPRL-Starter».

Ainsi, à l'instar des droits allemand et belge, le choix a également été porté sur la création d'une variante d'une forme juridique existante, celui-ci ayant été principalement dicté par la conviction que ce modèle atteindra les mêmes objectifs que la création d'une nouvelle forme juridique. Pour le surplus, cette solution a le mérite de limiter le nombre de modifications à effectuer dans notre législation et également de construire sur une forme juridique existante avec laquelle le citoyen est déjà familier, à savoir la S.à r.l. Ceci permettra de créer une variante de la S.à r.l. «classique» régie par les articles 179 et suivants de la Loi de 1915 à laquelle s'appliqueront ces dernières, sauf dispositions spéciales.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 02.02.2015

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

04.03.2015 Présentation du projet de loi

29.04.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

03.05.2016 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

30.05.2016 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

01.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

11.07.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°157, page 2662

## Archives du Service de renseignement

**6850 - Projet de loi portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État**

Le présent projet de loi, déposé en date du 6 août 2015, a pour objet de mettre en place un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État, désigné ci-après le «SRE».

Suite aux révélations en 2012 de nombreux dysfonctionnements au sein du SRE, une réforme de l'organisation du SRE a été déposée à la Chambre des Députés le 2 avril 2014 par le Premier Ministre, Ministre d'État, sous forme du projet de loi 6675. Ensemble avec cette réorganisation du SRE, le présent projet de loi tend à donner suite aux conclusions et aux recommandations, détaillées dans le rapport final du 5 juillet 2013 de la Commission d'enquête sur le SRE, qui a été instaurée par la Chambre des Députés en date du 4 décembre 2012 afin d'examiner les méthodes opératoires du SRE et d'en vérifier leur légalité.

L'existence d'archives qui comportent les informations et les renseignements collectés par le SRE sous forme de fiches individuelles sur support de papier et microfilms «a été révélée au

grand public par l'intermédiaire de la publication (tant la consultation publique de l'enregistrement sonore en version intégrale que la publication écrite par extrait) du Verbatim de l'entretien du 31 janvier 2007 entre le Premier Ministre, Ministre d'État, et le directeur de l'époque du Service de Renseignement de l'État, enregistré par ce dernier à l'insu du premier à l'aide d'une montre bracelet comportant un dispositif d'enregistrement<sup>1</sup>».

Suite à ces révélations, la Commission d'enquête parlementaire a retenu dans son rapport final une série de recommandations au sujet des fiches individuelles précitées. Selon une première recommandation «le traitement, l'utilisation et la conservation doivent (...) être confiés à un organe disposant de compétences et des connaissances techniques et scientifiques nécessairement requises, en l'occurrence à l'institut culturel des "Archives nationales de Luxembourg"<sup>2</sup>». Le 2 octobre 2013, la banque de données du SRE a été démenagée aux Archives nationales qui déposent les fiches personnelles dans une pièce sécurisée conformément à l'article 21 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

<sup>1</sup> Rapport de la Commission d'enquête parlementaire, page 18, point I, 3, A), 1.c).

<sup>2</sup> Rapport de la Commission d'enquête parlementaire, page 136, point IV, 3.a).

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.09.2012

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

19.09.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

08.06.2016 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État

15.06.2016 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22.06.2016 Adoption d'une série d'amendements

06.07.2016 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°137, page 2342

## S.à r.l. simplifiée

**6777 - Projet de loi modifiant, en vue d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée:**

**1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et**

**2. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité des comptes annuels des entreprises**



Ensuite, le rapport précité recommande de «réunir tous les documents et pièces constituant cette banque de données en vue de procéder à une (i) conservation, (ii) une classification et (iii) un inventaire en vue de leur utilisation à des fins historiques et administratives<sup>1</sup> tout en considérant «que ces documents ne devraient en aucun cas être détruits<sup>2</sup>». Or, conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 précitée, les données à caractère personnel devraient être détruites du fait que leur durée de conservation a dépassé la nécessité légitime. Le présent projet de loi a donc pour objet de créer une base légale à la conservation et l'utilisation à des fins d'exploitation historique des données personnelles collectées par le SRE.

L'exploitation scientifique qui sera réalisée par un groupe d'experts composé de chercheurs-historiens est d'une finalité importante qui consiste à examiner si le SRE a effectué un espionnage de la vie et des activités politiques au Luxembourg pendant la période de 1960 à 2001. Selon le Directeur de la «Gauck-Behörde», M. Roland Jahn, avec lequel les membres de la Commission de contrôle parlementaire ont eu des discussions à ce sujet, cette démarche consistant dans une dérogation au droit commun devrait cependant rester l'exception.

Dans un souci d'objectivité et de respect du principe de la liberté scientifique, le membre du Gouvernement ayant le Service de renseignement de l'État dans ses attributions lancera un appel de candidature par le biais d'un marché public de services par lequel ledit membre du Gouvernement confie à des experts externes, sélectionnés par un comité d'évaluation, la mission de recensement, d'exploitation et de tri des données historiques du SRE.

Les chercheurs-historiens chargés du recensement, de l'exploitation et du tri des données historiques du SRE pourront se faire assister dans leur mission par des agents des Archives nationales. En effet, la Commission a décidé de donner suite à la remarque du Conseil d'État que le travail d'inventaire et de tri devrait être confié à des experts en archivistique, ce qui permettra une appréciation plus objective de la notion d'«intérêt historique» des différents éléments des banques de données du SRE.

Le projet de loi prévoit les trois cas de figure suivants concernant le stockage définitif des banques de données historiques endéans les six mois qui suivent la date de signature du rapport final des experts:

1. sont versées aux Archives nationales les banques de données historiques pouvant être déclassifiées et auxquelles les experts attribuent un intérêt historique national;
2. sont versées aux archives actuelles du SRE les banques de données historiques appartenant à des services de renseignement étrangers ou à des organisations internationales ou supranationales ainsi que les banques de données historiques demeurant nécessaires à l'accomplissement des missions du SRE;
3. sont détruites par le SRE après avoir établi un certificat de destruction signé par un membre des Archives nationales et un membre du SRE les banques de données historiques ne demeurant plus nécessaires à l'accomplissement des missions du SRE.

La solution trouvée au sujet de la question s'il faut archiver ou détruire les fiches personnelles se caractérise par une approche nuancée qui s'inscrit dans la volonté du législateur de protéger les personnes contre la divulgation de leurs données personnelles à des tiers non autorisés. Cette volonté est exprimée également dans le paragraphe 15 de l'article 4 du présent projet qui dispose que le rapport final rédigé par les experts ne pourra pas contenir des données à caractère personnel au sens de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Finalement, le présent projet de loi a pour objet de régler l'accès aux archives historiques par les experts, les membres du SRE et les personnes concernées ayant introduit une demande d'accès. Ce droit à l'accès est réglé de manière que les besoins de la recherche historique ne sont pas en contradiction avec le droit à la vie privée des personnes concernées.

<sup>1</sup> Rapport de la Commission d'enquête parlementaire, page 136, point IV, 3.a).

<sup>2</sup> Rapport de la Commission d'enquête parlementaire, page 137, point IV, 3.a).

**nancier annuel à l'Église orthodoxe au Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte orthodoxe, conférant la personnalité juridique aux Églises orthodoxes et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église orthodoxe hellénique du Luxembourg, d'autre part, et de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises Orthodoxes Roumaine et Serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises**

### ...les Églises protestantes

**6873 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église protestante du Luxembourg et à l'Église protestante réformée du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte protestant, conférant la personnalité juridique aux Églises protestantes et portant abrogation de la loi du 23 novembre 1982 portant approbation de la convention de reconnaissance de l'Église protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emplois rémunérés par l'État, et de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église protestante du Luxembourg, d'autre part**

### ...la Communauté musulmane

**6874 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte musulman et conférant la personnalité juridique à l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg**

Les présents projets de loi s'inscrivent dans le cadre de la réforme des relations entre l'État et les cultes et ont pour objet de soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés certaines dispositions des conventions signées le 26 janvier 2015 par le Gouvernement avec les cultes catholique, israélite, anglican, ortho-

doxe, protestant et musulman. Ces conventions, dont certaines remplacent des conventions signées avec différents cultes entre 1982 et 2004, visent à régler les relations entre l'État et ces cultes.

L'article 22 de la Constitution n'exige pas l'approbation par la Chambre des Députés des conventions dans leur ensemble, mais uniquement les dispositions dont la mise en application est subordonnée à une intervention du pouvoir législatif, dont l'attribution de la personnalité juridique aux organes respectifs des cultes, l'introduction de l'exemption fiscale en faveur des communautés religieuses au niveau des droits de transcription et d'enregistrement ainsi que la fixation du soutien financier qui sera accordé aux communautés religieuses. Les autres dispositions de la convention avec l'Église catholique qui nécessitent l'approbation du législateur ne font pas partie des présents projets de loi. En effet, la modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises a déjà été réalisée par la loi du 17 mars 2016 modifiant le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises et la création d'un Fonds de la gestion des édifices religieux du culte catholique fera l'objet d'un projet de loi différent.

Dans son avis du 23 février 2016, le Conseil d'État a marqué son accord à l'approche retenue de ne soumettre pour approbation au législateur uniquement que les matières qui nécessitent, en application de l'article 22 de la Constitution, l'intervention de ce dernier.

La neutralité de l'État en matière religieuse implique la garantie de la liberté de conscience, la liberté positive et négative de religion, mais n'exclut pas la coopération entre les pouvoirs publics et les communautés cultuelles, étant donné qu'elles continuent à occuper une place dans la sphère publique.

Les nouvelles conventions tiennent compte des réalités sociétales et sociologiques, à savoir l'augmentation du nombre de non-croyants, l'évolution de la pondération en ce qui concerne l'appartenance aux différentes religions présentes au Luxembourg, l'augmentation du nombre de personnes pouvant être croyantes mais ne se sentant pas liées à une communauté et la baisse des taux de pratique.

Les conventions précitées qui ont été négociées d'un commun accord avec les communautés religieuses renforcent l'autonomie, la neutralité et l'indépendance réciproques entre l'État et les cultes et tiennent compte du pluralisme religieux dans notre pays et de la place de la dimension religieuse dans notre société tout en cherchant un équilibre raisonnable entre l'autodétermination des communautés religieuses et le futur soutien financier public.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.08.2015

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

- 13.04.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Continuation des travaux
- 25.04.2016 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 01.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°158, page 2666

## Conventions avec...

### ...l'Église catholique

**6869 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte catholique et portant**

1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché
2. modification de certaines dispositions du Code du Travail
3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes
4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

### ...la communauté israélite

**6870 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien fi-**

**nancier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part**

### ...l'Église anglicane

**6871 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église anglicane du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte anglican, conférant la personnalité juridique à ladite Église et portant abrogation de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église**

### ...l'Église orthodoxe

**6872 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien fi-**

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Cultes, le 09.09.2015

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

- 03.05.2016 Présentation et examen des projets de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 11.05.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 29.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 06.07.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°147, page 2514



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter  
et Instagram





## Fonds d'investissement alternatifs

### 6929 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de:

1. la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

2. la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

5. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; et de

6. la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

L'objet du présent projet de loi est de créer, sous la dénomination de «fonds d'investissement alternatifs réservés» (FIAR), un nouveau statut de fonds d'investissement alternatif qui, contrairement aux OPC, FIS et SICAR, n'est pas soumis à l'agrément et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), tout en bénéficiant de toutes les flexibilités de structuration dont bénéficient les OPC, FIS et SICAR. En ce qui concerne les autres caractéristiques de ce nouveau type de fonds d'investissement alternatif, elles sont quasiment identiques à celles des FIS. Le présent projet de loi s'inspire dès lors étroitement du texte de la Loi FIS.

Comme pour les FIS, les FIAR sont réservés à des investisseurs avertis, c'est-à-dire des investisseurs institutionnels, des investisseurs professionnels, des investisseurs qui investissent un minimum de 125.000 euros.

Les promoteurs d'un FIA luxembourgeois ont notamment le choix de constituer le FIA

a) sous forme de FIS, de SICAR ou d'un OPC soumis à la partie II de la Loi OPC qui sera sou-

mis à l'agrément et la surveillance de la CSSF ou bien

b) sous forme de FIAR qui ne sera pas agréé et surveillé par la CSSF.

Les promoteurs peuvent ainsi choisir l'un ou l'autre régime selon la préférence qu'ils ont pour un véhicule réglementé (OPC, FIS ou SICAR) ou un véhicule similaire non réglementé (FIAR). Ils devront faire ce choix en fonction de leurs préférences et en considération des investisseurs potentiels.

De plus, l'absence de procédure d'agrément a pour effet de raccourcir le délai de mise en place du fonds. Le FIAR offre par là au gestionnaire une plus grande réactivité par rapport aux demandes des investisseurs.

Le gestionnaire du FIAR doit être une personne autorisée à cette fin. Il peut être domicilié au Luxembourg ou dans un autre État membre de l'UE.

Le FIAR n'a pas de limites en termes d'investissement et n'est pas soumis aux règles de diversification des risques applicables le cas échéant à des fonds réglementés. Les comptes doivent être révisés annuellement par un «réviseur d'entreprise agréé».

Comme un FIS, le FIAR devra disposer d'un capital minimum de 1.250.000 euros qui devra être atteint dans les 12 mois à partir de la date d'incorporation du fonds.

Le FIAR aura la possibilité de créer une structure avec plusieurs compartiments («umbrella structure»). Chaque compartiment pourra avoir une politique d'investissement spécifique, des investisseurs propres, une structure de coût et une politique de distribution propres.

Le FIAR est un nouveau produit qui vient s'ajouter à la gamme des véhicules d'investissement disponibles au Luxembourg. Le présent projet de loi réagit aux demandes du marché pour un tel produit. Il devra aider la place financière du Grand-Duché à consolider sa place de leader mondial dans ce domaine, position acquise depuis des années par un cadre législatif intelligent et un know-how de longue date.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.03.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

05.07.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

08.07.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°139, page 2362

## Audit des comptes annuels et consolidés

### 6969 - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;

- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit

Le présent projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2014/56/UE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et la mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Les nouvelles règles visent à améliorer la qualité de l'audit légal au sein de l'UE. Les principales mesures concernent le renforcement de l'indépendance des contrôleurs légaux, l'amélioration de la valeur informative du rapport d'audit et une meilleure supervision de l'audit au sein de l'Union européenne. Des exigences plus strictes s'appliquent aux entités d'intérêt public.

Les principales modifications opérées par la directive portent sur les points suivants:

- clarification du rôle de l'auditeur légal et introduction de règles rigoureuses visant à renforcer son indépendance;

- introduction d'un passeport européen pour les services de contrôle légal des comptes dans l'optique de la création d'un marché unique;

- utilisation des normes d'audit internationales pour les contrôles légaux des comptes afin de garantir un niveau élevé de qualité, avec une application des normes proportionnée à la taille et à la complexité de l'entreprise;

- amélioration de la supervision des auditeurs, avec des autorités de supervision de l'audit indépendantes, disposant des pouvoirs d'enquête et de sanctions nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

- amélioration de la coordination entre autorités compétentes des États membres.

Les principales dispositions du règlement (UE) n°537/2014 concernent la rotation obligatoire des firmes d'audit, la limitation des services autres que l'audit, l'extension du contenu du rapport d'audit, l'établissement d'un rapport détaillé au comité d'audit, la création d'un organisme de coordination des autorités de supervision nationales de l'audit, le «Committee of European Auditing Oversight Bodies».

Le projet de loi procède à l'abrogation de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit et de remplacer le cadre légal en la matière actuellement en vigueur. Il est néanmoins à noter que l'essentiel des dispositions de la loi de 2009 seront reprises dans la nouvelle loi. Certaines dispositions qui étaient précédemment incluses dans la directive sont dorénavant reprises dans le règlement et sont d'application directe dans les États membres.

Le titre I du projet de loi concerne l'organisation de la profession de l'audit et transpose en droit luxembourgeois la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et met en œuvre les dispositions nationales prévues dans le règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE. Le titre II du projet de loi est consacré à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut des réviseurs d'entreprises (IRE). Les dispositions afférentes s'inspirent étroitement des dispositions de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

Le projet de loi apporte en outre des modifications ponctuelles par rapport à la loi de 2009, qui vont au-delà de la transposition de la réforme européenne de l'audit. En font partie tout d'abord l'élargissement des attributions du réviseur d'entreprises qui sera désormais autorisé à prêter toutes les missions réservées auparavant par la loi de 2009 aux seuls réviseurs d'entreprises agréés, à l'exception du contrôle légal des comptes, et ensuite l'attribution à la CSSF de la compétence pour recevoir les réclamations de tiers en matière de contrôle légal des comptes.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.12.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

16.02.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

23.02.2016 Suite de la présentation du projet de loi

21.06.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements

08.07.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°140, page 2376

## Taxe d'abonnement

### 6963 - Projet de loi

- portant introduction en matière de taxe d'abonnement de l'obligation de dépôt électronique des déclarations par les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement;

- modifiant la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- modifiant la loi modifiée du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques;

- modifiant l'article 2200 du Code civil; et

- abrogeant l'article 2201 du Code civil

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans le cadre d'une modernisation des procédures applicables à l'Administration de l'Enregistrement

et des Domaines (AED) en matière de taxe d'abonnement, d'enregistrement et de régime hypothécaire. En ce qui concerne les deux dernières matières, il s'agit surtout de tirer les conséquences d'une dématérialisation des procédures réalisée à la suite de l'introduction d'outils informatiques - par l'application de la «publicité foncière» entre l'AED, l'Administration du Cadastre et de la Topographie ainsi que le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) - et rendant superflus les registres sous forme papier (art. 2 à 4).

Cette modernisation des procédures - combinée à l'objectif visant à améliorer l'efficacité de la gestion administrative interne - motive aussi l'introduction de l'obligation de faire parvenir sous forme électronique à l'administration leurs déclarations en matière de taxe d'abonnement, à l'instar du système «eTVA» qui a fait entre-temps ses preuves pour les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement qui sont redevables de cette taxe (art.1).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.03.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

03.05.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

16.06.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

08.07.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

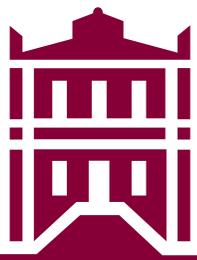
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°141, page 2390





## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum  
- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner  
- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot (intervention de M. Michel Wolter)  
- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Gast Gibéryen  
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. 6777 - Projet de loi modifiant, en vue d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée:

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et  
2. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité des comptes annuels des entreprises  
- Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot  
- Discussion générale: M. Léon Gloden (dépôt d'une motion), Mme Josée Lorsché, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding, M. Marc Baum (interventions de M. Félix Braz, Ministre de la Justice)  
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel  
- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 5. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 6. 6869 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte catholique et portant

1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché  
2. modification de certaines dispositions du Code du Travail  
3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant réfixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes  
4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

6870 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part

6871 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église anglicane du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte anglican, conférant la personnalité juridique à ladite Église et portant abrogation de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église

6872 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église orthodoxe au Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte orthodoxe, conférant la personnalité juridique aux Églises orthodoxes et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église orthodoxe hellénique du Luxembourg, d'autre part, et de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises orthodoxes roumaine et serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public auxdites Églises

6873 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église protestante du Luxembourg et à l'Église protestante réformée du Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte protestant, conférant la personnalité juridique aux Églises protestantes et portant abrogation de la loi du 23 novembre 1982 portant approbation de la convention de reconnaissance de l'Église protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emplois rémunérés par l'État, et de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église protestante du Luxembourg, d'autre part

6874 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, arrêtant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte musulman et conférant la personnalité juridique à l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Lex Delles  
- Discussion générale: M. Gilles Roth (intervention de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes), M. Alex Bodry (intervention de M. Gilles Roth), M. Claude Adam (interventions de M. Laurent Zeimet et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Lex Delles et M. Gilles Roth), M. Marc Baum  
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes (intervention de M. Fernand Kartheiser)  
- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

### 7. 6475 - Projet de loi portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et modifiant

a) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire  
b) la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe  
c) la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel  
d) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État  
e) la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics  
f) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger  
- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Cécile Hemmen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Eugène Berger)  
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Nancy Arendt)  
- M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 8. 6850 - Projet de loi portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

- Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Eugène Berger  
- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Alex Bodry et M. Claude Haagen), M. Marc Baum  
- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz et Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Sézung op. Gudde Mëtteg! Déi klassesch Fro...

► M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Här President, déi klassesch Äntwert.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Also kënnen mer direkt zum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7009, eng Ofännerung vum Artikel 42 vum Jugendgesetz. Den honorabele Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass scho prett. An hien huet direkt d'Wuert.

## 2. 7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► M. Gilles Baum (DP), rapporteur.- Schéine gudde Mëtteg, Här President. Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi, dee mer elo hei de Mëtten diskutéieren, de 7009, deen huet a sengem Virfeld e bësse fir Onrou gesuergt. Déi eng hu gemengt, mir géifen d'Kannergeld e bëssen no hanne verschiben, déi aner hu gemengt, et hätt eppes mat de Studentebourssen ze dinn. Ma et huet weder mat deem engen nach mat deem aneren eppes ze dinn. Et huet eppes ze di mam Projet de loi 6410, dee mer am Februar hei gestëmmt hunn, deen d'Qualitéitskritären an der Kannerbetreierung festleet an d'Tarifkatioun vum Chèque-service accueil.

Bon, fir lech et ze soen: Alles, wat mat der Qualitéit an der Kannerbetreierung ze dinn huet, dat wäert, wéi geplangt, am September dëst Joer a Kraaft trieden. Ech nennen do den nationale Referenzkader; ech nennen och de Plan d'action, deen all Crèche an all Maison relais muss opstellen, fir hir Aktivitéiten ze beleeden; ech nennen och d'Formation continue vum de Leit, déi an deene Struktur schaffen; an natierlech och de Rekrutement an den Engagement vum Agents régionaux, déi dem SNJ affektéiert sinn an och wäerten dann am Laf vum September

hir Aarbecht ophuelen, fir de Lien ze maachen tëschent dem Ministère an deene verschiddene Crèchen, fir déi Qualitéitskritären ze kontrolléieren, anzehalen an natierlech gegebenfalls ze verbessern.

Wat mer haut de Mëtte proposéieren em ee Joer ze verleeën, dat ass d'Tarifkatioun, dat heescht, dat, wat d'Eltere sollen am Kader vum Chèque-service bezuelen. Ech denken, dass deen een oder anere Kolleg heibanne sech schonn eng Kéier mat där Thematik vum der Tarifkatioun vum de Chèques-service-accueil beschäftigt huet. Dat ass wierklech e ganz spannend Feld, awer och keen einfacht Feld.

Et gëtt dräi verschidden Tariffer. Et ass den Tarif CSA, den Tarif chèque-service accueil, wou Der wësst, dass all Kand dräi Stonnen d'Woch gratis huet. Da gëtt et den Tarif socio-éducatif an et gëtt de plein Tarif. An ech muss lech soen, als Elteren, wann een do muss derduerchgoen, do gëtt een net wierklech emmer ganz gutt eens dermat.

Dir wësst och, dass mer virgesinn haten, an deem Gesetz d'Tarifkatioun e bëssen unzepas-sen. Dat heescht, de Rang vum Kand, dee sollt

net méi spillen. An doduerjer hätte mer missen de System vum der Tarifkatioun ganz ëmbauen.

Haut an zwou Woche wäert den Här Minister an d'Éducatiounskommissioun kommen an e wäert eis do säi Projet virstelle fir déi bilingual Sproochfërderung fir d'Kannerbetreierung. Déi eng Leit soen, et wär einfach déi gratis Kannerbetreierung. Ech gesinn do hannendru vill, vill méi, näamlech eng ganz grouss Chance. Mä ech wëll awer net op dat virgräifen. Dat wäert dann zu deem Moment kommen, wa mer hei och am Plenum wäerten d'Gesetz stëmmen.

Dir hutt matkritt, dass am Kader vum der zweesproocheger Kannerbetreierung fir d'Kanner tëschent engem a véier Joer 20 Stonne wäerte fir déi Kanner gratis sinn. Dat heescht, mir missten an deem dote Kader dee System vum der Tarifkatioun nach eng Kéier upassen. Fir dat ze évitéieren, wäerte mer de System vum

der Tarifikatioun, de System vun der Berechnung vun de Chèques-service accueil ëm ee Joer verréckelen, fir dass mer net souwuel d'Administratioun an d'Eltere mussen nach eng Kéier an Zäit vun zwee Joer mat zwee neien Tarifikatiounssystemer beschäftegen oder vläicht souguer, wat d'Administratioun ueget, be- laaschten.

Mir wäerten dann d'nächst Joer am September e System hunn, wéi d'Chèque-servicen ofgerechent ginn an de Crèchen, an de Maison-relais, dee souwuel méi einfach ass ze verstoen an deen och méi einfach ass ze handele fir eis Administratioun.

Dat ass dat, wat mer haut maachen. De Punkt 42 aus dem 6410, dee verleeë mer einfach ee Joer no hannen. Dat heescht, mir änneren d'Joer nach näischt un der Ofrechnung. Awer dann d'nächst Joer huele mer dat a Betruecht, wat virgesi war an natierlech och déi 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, déi am Kader vun der bilingualer Sproochfërderung den Elteren zoustinn.

Dat wär et schon. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Rapporteur. Déi éischt Riednerin ass d'Françoise Hetto-Gaasch, dat och scho prett ass.

#### Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Februar gouf d'Gesetz iwwert d'Qualitätsverbesserungen an de Kannerbetrieuingsstrukturen heibanne gestëmmt. A mat dësem Gesetz gouf och en neie Berechnungsmodus fir d'Chèques-service accueil agefouert, dee laut deem Gesetz sollt d'nächst Joer den 1. Januar a Kraaft treden.

Véier Méint méi spéit fällt dem Minister op, dass dat an der Praxis awer wäert wuel e bësse Komplikatoune mat sech bréngen, well schliisslech wëlle mer am Hierscht 2017 jo mat där gratis Kannerbetreuung ab engem Joer mat bilingualer Frëifërderung ufänken. De Minister schwätzt an deem Kontext vun 20 Stonnen d'Woch gratis Betreuung.

An der Praxis heescht dat elo, esou wéi mer dat elo erkläert kritt hunn, dass an deem Fall dee Berechnungsmodus, deen eigentlech géif ab Januar zielen, am Hierscht dann nees misst adaptéiert ginn. Tjo, dorunner hätt een e bëssen éischter missen denken!

Et stelle sech awer och zu dëser bilingualer gratis Betreuung ab engem Joer och haut nach ëmmer ganz vill Froen, Här Minister, besonnesch well mer deem Zäitpunkt, dem Hierscht 2017, geféierlech no op de Pelz réckelen. Mir brauchen e Gesamtkonzept iwwer Sproochfërderung, well nëmmen dann, wa mer e Gesamtkonzept hunn, wann een alles vu vireran duerchduecht an och konzipéiert huet, da kann ee sech esou penibel Saache wéi dat heiten erspieren: näämlech véier Méint nodeems e Gesetz gestëmmt ass, nees zréck an d'Chamber mussen ze kommen, fir gewëssen Artikelen dovunner ausser Kraaft ze setzen.

Aus de Medie si mer gewuer ginn, dass déi gratis Betreuung ronn 80 Millioune wäert kaschten. Wourobber baséiert Dir déi Chifferen? Ass an deem Chiffer eng Betreuung fir all Kanner virgesinn? Wou soll déi Betreuung stattfannen? A wéi engen Infrastrukturen? Mat wéi engem Personal? Wéi soll dat alles an der Praxis konkret ëmgesat ginn? A wéi konsequent soll virun allem déi ganz Sproochfërderung do stattfannen?

A wou, Här Minister, ass dann do Äert wëssenschaftlech Konzept, wat beschtefalls och uknäppt un de Précoce? Bon, mir hunn elo héieren, mir kréien dat an zwou Woche virgestallt. Mir sinn natierlech ganz gespaant dorobber, mä ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass et entwécklungspsychologesch gesinn extrem geféierlech ass, eppes ze maachen, wann een net genee weess, wat ee soll maachen, a virun allem och net, wéi een et soll maachen.

Wisou werfen ech nees dës Froen op? Ma ganz einfach, well mer déi Detailler bis haut nach ëmmer net virleien hunn, ausser engem approximative Käschtepunkt, deen et a sech huet. Mir klameren elo e puer Artikelen aus fir eppes, wat kënnt, wou kee genee weess, wat kënnt. Mä eppes wësse mer: Et wäert eis 80 Millioune pro Joer kaschten.

Dës gratis bilingualer Erziehung steet op ganz wackeleger Féiss. Et ass en Experiment, dat op Käschte vun deene ganz kleng Kanner ge-

maach gëtt. A wéinst dësem Experiment solle mer haut déi Adaptatioune stëmmen.

A sengem Avis weist sech dann de Conseil d'État och relativ erstaunt driwwer, dass d'Chambres professionnelles net ëm hiren Avis gefrot gi sinn. An op eis Nofro hi gëschter an der Kommissioun hutt Dir gesot, Här Minister, dass nach keng Avisen do wieren. Jo, et pour cause! Well Dir hutt eréischt de 7.7., also virun emol net enger Woch, den Avis gefrot. Dat ass wuel dat, wat een ënner engem korrekten Émgang mat de Berufskummere versteeet.

Mir hunn als CSV de 6410 aus ganz ville verschiddene Grënn net gestëmmt. A well mer haut op en Neits de Beweis geliiwert kréien, dass net vun A bis B iwwerluecht ginn ass an dass sech awer och net un déi allgemeng Regele gehale gëtt, déi normalerweis applizéiert ginn, wann ee mat engem Gesetz ëmgeet, wäerte mer dat heiten och ganz sécher net stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och fir d'Explikatioune vun Här Baum. Deen huet relativ gutt an treffend erkläert, firwat dat een d'Leit net soll an zwee Joer zwou Berechnungen aussetzen. Duerfir wäerte mir als LSAP dësem Projet hei zoustëmmen, fir d'Leit net zweemol onnëtz ze beschwéieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech schlësse mech den Aussoe vu mengem Virriedner un. An ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Den Här Baum huet eis hei mat grousser Begeeschterung d'Iddi vun dësem Projet de loi presentéiert. Dofir soe mer em Merci.

Mir sinn awer hei erëm eng Kéier e bëssen am Beräich vun der politescher Legendebildung. Wann d'DP hei schwätzt vun enger gratis Kannerbetreuung, da muss ech widerhuelen, wat mer scho gesot hunn als ADR: Et gëtt keng gratis Betreuung vu Kanner! All d'Steierbezueler an dësem Land droen dozou bäi.

A wat dat Interessant dobäi ass, dat ass, dass och déi Leit, déi hir Kanner wëlle selwer doheem erziehen, deenen hir Prioritéit dat wär, duerch hir Steieren elo e System vun dëser Regierung musse matfinanzéieren, deen deenen engen eng Méiglechkeet gëtt, déi wëllen hir Kanner an enger Struktur erziehen, an deenen aneren déi Méiglechkeet net gëtt.

Et ass näämlech och nach esou, dass déi, déi elo iwwer hir Steieren deen eesäitege System musse matfinanzéieren, déi Allocatioune am sougenannten Zukunftspak ewechgeholl kruten, déi se bis elo do haben. Et ass also e fundamental ongerechte System. D'ADR vertritt eng ganz aner Approche: iwwer e Familljegel, wat all Famill soll zeguttkommen, wou all Famill da fir sech kann decidéieren, wéi e Modell fir si dee beschte wär. Et ass also eng Iddi, déi mir vum Prinzip hier net kënne matdroen.

Eng zweet Iwwerleeung ass déi vun där multilingualer Kannererziehung, wou mer bis haut net déi geréngsten Anung hunn, wéi sech déi soll an der Praxis kënnen ëmsetzen. Och do hu mir awer als ADR e prinzipiell aneren Usatzpunkt wéi d'Regierung. Mir denken, dass hei am Land Lëtzebuergesch soll Integratiounssprooch sinn - an nëmmen d'Lëtzebuergesch soll Integratiounssprooch sinn! -, dass mer solle probéieren, d'Kanner esou fréi wéi méiglech op eis Sprooch hinzeféieren, déi auslännesch Kanner, fir datt mer och an Zukunft nach eng kohärent a solidaresch Gesellschaft kënnen sinn, déi sech ronderëm eng Sprooch an dësem Land zesummefënnt. An dat ka keng aner si wéi déi Lëtzebuergesch Sprooch!

An déi drëtt Observatioun, déi och mat Recht scho vun der Virriednerin, der Madamm Hetto, bruecht gouf, déi absolut korrekt ass, dat ass, dass d'Gesetz einfach vum reng Handwierklechen hier, esou wéi e Gesetz soll gemaach ginn, weist, dass dës Regierung déi Schrëtt, déi se a Richtung vun där sougenannter gratis Kannererziehung wëllt maachen, net duerchduecht huet. Déi Tatsaach, dass mer elo mussen en deelweise Report vun deem Gesetz envisagéieren, ass e klöre Beweis. D'Behandlung vun de Berufskummere ass en zweete Beweis an déi Richtung.

Alles dat gesot, wäerte mer natierlech der ADR-Linn trei bleiwen an dësem wichtege Beräich an d'Gesetz net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här David Wagner ass prett.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir haten eis schon enthalen am Abrëll, wéi d'Gesetz gestëmmt gouf. A mir sinn och schon drop agaangen, aus wat fir enge Grënn.

Mir hu prinzipiell e Problem mam Prinzip selwer vun de Chèque-servicen, well et jo der Iddi vun der Sélectivité sociale entspréngt. A mir entgéngen deem Prinzip de Prinzip vun dem Service universel, dee misst ugebuede ginn. Et ass eng Pente, déi ee guer net soll goen, well a Realitéit: Wat geschitt? Mir finanzéieren mat Steiergelder och privat Infrastrukturen, déi komplizéiert ze kontrolléieren sinn. Dofir gouf d'Gesetz jo am Abrëll och nach modifizéiert.

Dat heescht, mir hunn en immensen Opwand, amplaz dohinnerzegen an derfir ze suergen, dass een zum allerallergréissten Deel effentlech Infrastrukturen, Kannerbetrieuingsinfrastrukturen hätt, déi derfir géife suergen, dass eng héich qualitativ effentlech Betreuung géif geleescht ginn, an y compris och qualitativ héich fir déi Leit, déi do schaffen; well dat ass och net gewäerleescht an deenen aneren Infrastrukturen.

Ech wëll net drop agoen, firwat mer elo mussen erëm eng Kéier, e puer Méint drop, dat Gesetz modifizéieren, mä prinzipiell kënnen mir deem Gesetz net zoustëmmen. Mir wäerten eis dann, genausou wéi déi leschte Kéier, enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do mat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Erziehungsminister.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll just kuerz den Deputéierte Merci soen, op d'mannst deenen, déi der Propos vun der Regierung hei nokommen, fir et den Elteren ze erspieren, dass se elo iwwer ee Joer méi deier Facturë fir d'Kannerbetreuung géifen heem kréien, an dann duerno nees erëm eng Kéier, op d'mannst zum Deel, dätlech géifen entlaascht ginn.

Dat ass eben dat, wat mer hei wëllen évitéieren. Mir hätte gär, amplaz datt d'Eltere veronsécht ginn, eng kloer Politik. Déi kënnen mer, denken ech, eréischt ab 2017 och ëmsetzen. Mir wäerten an den nächste Woche communiquéieren iwwert deen neie Prinzip vun där gratis multilingualer Frëifërderung. Den Här Baum huet et gesot: Mir hu Rendez-vous an der Educatiounskommissioun, fir d'Konzept virzestellen, och e Projet de loi virzestellen, wann en duerch d'Regierung gaangen ass.

Duerfir denken ech, do kënt nach munches op eis duer, wat ze diskutéieren ass. Duerfir wëll ech och elo net am Detail op all déi aner Froen agoen. Déi kënnen mer dann eréischt richtig beäntweren, wann den Text virliit.

Merci.

#### (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7009 iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7009 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioune. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

#### (Interruption)

Mir huelen den Här Anzia nach mat.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Wa mer dann déi Stëmm vun der leschter Se-konn mat derbäihuelen, si mer bei 32 Jo-Stëmmen, 26 Nee-Stëmmen an 2 Abstentioune. Domat ass de Projet uegeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur

(par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 5730, de Projet de loi iwwert déi kommerziell Gesellschaften oder „sociétés commerciales“, wéi et op Franséisch heescht. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Franz Fayot.

### 3. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

#### Rapport de la Commission juridique

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, néng Joer huet d'Commission juridique an zwee Joer huet d'Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» un dësere Reform vum Gesellschaftsrecht, déi mir elo haut hei kënnen an der Chamber stëmmen, geschafft. Et ass dofir fir Are Rapporteur, an ech mengen och fir all déi aner Leit, déi un dësem Projet geschafft hunn, d'Leit aus dem Justizministère, d'Leit aus der Chamber, d'Sekretärin aus der Chamber, mä och d'Kollegen aus der Sous-commission, de Léon Gloden, de Roy Reding, d'Viviane Loschetter an de fréiere Kolleg Guy Arendt, haut e spezielle Moment.

D'Sous-commission eleng war zënter hirer Schafung Métt 2014 26-mol zesummen, an d'Commission juridique huet an där Zäit den Text dräimol amendéiert. Firwat esou oft? Dat war esou, well d'Sous-commission net nëmmen den Avis vum Statsrot verschafft huet, mä de ganze Projet erëm op de Leescht geholl huet an all d'Avise mat analyséiert huet, déi säit der éischter Lettre d'amendement vun 2009 komm sinn.

Ech géif hei och gäre betounen, dass mer an där Sous-commission an deene laange Sessioune an am Échange mam Ministère eng ege Reflexioun an eng ege Linn zu dësem Projet de loi entwéckelt hunn. A mir hunn eis zu all Amendement Gedanke gemaach. An déi Gedanke sinn elo d'Interpretatioun, déi deen Text hei guidéiert.

De Statsrot huet den Text an d'Amendementen dozou am Ganze véiermol aviséiert. An och d'Chambres professionnelles hunn e sëllegen Avisen heizou geschriwwen.

Viru mir gouf et dräi aner Rapporteur. Dat weist och, dass dësere Projet de loi zimlech intensiv war an e grouse Verschleiss u Leit mat sech bruecht huet. Dat waren de Patrick Santer, de Jean-Louis Schiltz an de Léon Gloden. An och si hunn allen dräi hire Mérite dobäi, dass dësere Projet haut ka gewielt ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Här President, dat heiten ass kee Projet „grand public“.

#### (Interruption par M. Alex Bodry)

En ass de Moien op RTL am „Moiesjournal“ emol net erwäant ginn.

#### (Exclamations)

► **Une voix.** - Sieft net traureg!

► **Une autre voix.** - Da kënt en am „Owesjournal“...

#### (Brouhaha)

► **M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur.- Mä et sief gesot,...

► **Mme Viviane Loschetter** (d*éi gréng*).- Très bien!

► **M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur.- ...dass e ronn 300 Abonnenten huet um Site vun der Chamber. Et sinn also Leit, déi sech fir dësen Dossier interesséieren. Dat ass méi wéi duebel esou vill wéi deen nächsten Dossier an der Lëscht vun den Abonnenter vun der Chamber.

D'Praktiker vum Gesellschaftsrecht kënnen elo ongeféier op 200 Säite Commentaires des articles zrëckgräifen an och nach op méi déifgräifend Analysen an de Procès-verballe vun der Sous-commission. An ech kann lech soen als een, dee selwer regelméisseg den Droit des sociétés praktizéiert, dass dat hei eng wäertvoll Quell gëtt fir déi Leit, déi mam Gesellschaftsrecht ze dinn hunn.

Här President, den Interessi un där Reform erklärt sech doduerch, dass d'Gesellschaftsrecht souzesoen de Réibau ass vun eiser Wirtschaft. Bei eis, wéi an deene meeschten anere Länner, féint d'wirtschaftlech Aktivitéit haut bal just nach enner Form vu Gesellschafte statt. Wéi déi verschidde Forme vu Gesellschafte sech bilden, wat d'Responsabilitéit vun hiren Aktionären an Administrateuren ass, wéi se Décisiounen huelen, hir Konte kontrolléiert ginn, wéi se sech finanzéieren, wéi se sech ëmwandelen, wéi se verschwannen, bref, alles, wat am Liewe vun enger Gesellschaft ka geschéien, dat steet an deem Gesetz vun 1915.

D'Gesellschaftsrecht ass dofir e bësse wéi en Haus, dat méi oder manner funktionell ass. Dat Fundament, dat zënter der Aféierung vum Gesellschaftsgesetz am Joer 1915 besteet, huet sech bewisen. Mä wéi bei esou manchen schéinen alen Häiser, muss et och munchmol renovéiert ginn an heiansdo erweidert ginn. An dat ass dat, wat mer haut maache mat dësem Projet de loi.

Eng Aushielegung vun deem alen Haus ass dat heiten awer net. Mir hale fest un deene grouse Prinzipien, déi viru méi wéi honnert Joer vun de Juristen Albert Nyssens a Jean Corbiau definiert goufen an op deenen d'Gesetz vun 1915 berout, nämlech d'vertraglech Fräiheet, d'Liberté contractuelle, an d'Rechtssécherheet fir Dréttpersonen, déi mat der Gesellschaft ze dinn hunn.

De Léon Metzler, Rapporteur vum Gesetz, eminente Jurist vun Esch an ee vun deenen éischte Lénks-Deputéierten hei an der Chamber, huet a sengem Rapport den 29. Abrëll 1914 an der Chamber d'Enjeu vum zukünftige Gesetz wéi folgt beschriwwen:

«Deux intérêts caractérisent la situation du Grand-Duché au regard du régime légal des sociétés commerciales; c'est que d'abord les richesses nationales de notre sol offrent l'occasion d'une productivité très variée», et ass deemools an der Haaptsaach ëm d'Entwécklung vun der Siderurgie a vun der Industrie gaangen, «et c'est en second lieu que les capitaux indigènes ne suffisent pas à alimenter les entreprises que nous voyons naître chez nous.

En d'autres termes, notre fortune nationale n'intervient que pour partie dans la formation des capitaux constitutifs des sociétés commerciales; nous devons donc songer à attirer les capitaux étrangers; et quel serait le moyen de faire appel à l'épargne de l'étranger sinon de créer un type de législation aussi libéral que possible, ...», ech erënneren drun, dass deemools d'Gesellschaften nach hu missen approuvéiert ginn duerch eng administrativ Décisioun, «...un type de législation exempt de toute contrainte inutile? Il y va donc pour nous d'un grand intérêt, non seulement de voir créer sur notre sol, sous forme de sociétés, des entreprises multiples, mais encore de voir ces entreprises nouvelles emprunter la nationalité de notre pays, c'est-à-dire de leur voir faire choix du Grand-Duché comme siège social de leur activité. Ce point revêt une importance primordiale, non seulement au regard de l'impôt, mais surtout au point de vue des multiples avantages sociaux qu'il y a à voir choisir une des localités du pays comme siège de la société anonyme.»

Et sinn also déi zwee Prinzipien, déi zum Succès vun eiser wirtschaftlecher Entwécklung bäigedroen hunn. Et sinn dofir och déi zwee Prinzipien, déi eis an eisen Aarbechten an dëser Reform guidéiert hunn.

Mä mir hunn och versicht, eist Gesellschaftsrecht der Zäit unzepassen an un déi aktuell Praxis, déi oft op wackelege Féiss stoung. Mir schafe mat dësem Gesetz juristesche Sécherheeten aus dem Wee, wat nees eng kéier hëlleft, déi wirtschaftlech Innovatioun an d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze féerden.

Här President, ech kommen dann op de Contenu vun der Reform. Ech muss direkt soen, dass et onméiglech ass, e Projet de loi mat 300 Amendementen a 15 Minuten ze

resüméieren. Ech hu probéiert, déi wichtegst Punkten hei zesammenzefaassen, mä ech bieden ëm Aert Verständnis, dass dës Zesammenfassung net komplett ass. Ech muss do op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

Dës Reform modifiéiert fir unzefänke verschidde Dispositiounen aus dem Code civil iwwert d'Gesellschaften: an zwar d'Artikelen 1852 a folgend iwwert de Contrat de société. Da modifiéiert deen heite Projet de loi d'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Gesellschaftsrecht, wou bei Wäitem déi meeschten Annerunge gemaach ginn. A schlussendlech gëtt nach d'Gesetz vun 2002 iwwert de Regëster vun de Gesellschaften modifizéiert.

D'Ännerungen, déi mer virhuelen, betreffe bal all Gesellschaftsformen, déi mer zu Lëtzebuerg kennen, mä virun allem awer d'Société anonyme an d'Société à responsabilité limitée.

Här President, ech géif da gären op verschidde Ännerungen agoen, ugefaange mam Code civil. Am Code civil moderniséiere mer d'Opdeelung vu Rechter tëschent dem Nu-propriétaire an dem Usufruitier am Fall, wou sech béid de Besëtzer vun Aktien deelen. An dës Ännerung féint och hiren Nidderschlag bei deene verschidde Forme vu Gesellschaften, wéi d'Société anonyme an d'Société à responsabilité limitée.

Mir féieren da formell d'Méiglechkeet vu sougenannten „actions traçantes“ an d'Lëtzebuurger Gesellschaftsrecht an. Esou Aktie si gebonnen un eng bestëmmten Aktivitéit vun enger Gesellschaft a schëdden och nëmmen Dividenden aus um Benefiss vun deenen Aktivitéiten, onofhängeg vun aneren Aktivitéite vun där selwechter Gesellschaft.

Déi „tracking shares“ gëtt et scho méi laang an den USA an och aneren net europäesche Länner. An och bei ons zu Lëtzebuerg gëtt dat scho gemaach. Mä och wann dës Praxis net géint dat aktuell Recht verstéisst, steet se op wackelege Féiss. Mir wollten awer dofir eng kloer Basis schafen, well dës Instrument ass wichteg, zum Beispill fir de Secteur vum Private Equity.

Mir klären och nach d'Regele ronderëm déi sougenannt „conventions de portage“, déi doranner bestinn, dass eng Gesellschaft oder eng Persoun Bedeelegungen un enger anerer Gesellschaft keeft an hält an duerno un eng Dréttpersoun verkeeft géint eng Kommissioun. Och dat ass eng Praxis, déi mer zu Lëtzebuerg kennen, déi oft praktizéiert gëtt a wou mer dofir juristesche Sécherheet schafe wëllen. Et geet hei drëm kloerzestellen en particulier, dass dës Konventiounen net géint de Verbuet vun deene sougenannten „clauses léonines“ verstoussen.

Ech kommen dann op d'Gesetz vun 1915. Am Gesetz vun 1915 féiere mer d'Méiglechkeet a fir kommerziell Gesellschaften, sech och an zivill Gesellschaften ëmzewandelen, an ëmgedréit d'selwecht.

An engem neien Artikel 11ter féiere mer nach d'Méiglechkeet a fir d'Gesellschaften allgemeng, sech méi breet iwwert de Wee vun engem Emprunt obligataire ze finanzéieren. Dat ass bis elo just bei enger Rei vu Gesellschaftsformen méiglech. Bei Obligatiounen, déi an Aktie kënnen ëmgewandelt ginn, sougenannt „konvertibel Obligatiounen“, encadréieren a limitéiere mir dat Recht awer bei zouene Gesellschaften, wou nei Associéé mussen zougelooss ginn, wéi zum Beispill den Särten.

All dës Dispositiounen am Code civil an am Gesetz vun 1915 si generell a gëllen deemno fir all Forme vu Gesellschaften.

Här President, ech kommen dann och op d'Ännerungen ze schwätzen, déi spezifesch Forme vu Gesellschaften treffen, ugefaange mat der Société anonyme.

Bei den SAe féiere mer d'Méiglechkeet a fir Aktiegemeinschaften, och Aktien ënner hirem sougenannten „pair comptable“ erauszeginn. Dat ass de Fall, wou eng Gesellschaft Aktien huet ouni Valeur nominale, also de Wäert vun den Aktien bezunn ass op d'Kapital vun der Gesellschaft. Eng Konditioun dofir ass, dass dat am Interessi vun der Gesellschaft geschitt. An zweetens muss d'Assemblée générale dozou zoustëmmen, zum Beispill, wann d'Gesellschaft dréngend nei Finanzmittel brauch.

En neien Artikel féiert dann och d'Recht fir d'Société anonyme an, de Membere vum Personal gratis Aktien auszudeelen. Dat ass eng Reform, déi nom franséische Modell gemaacht gëtt.

Mir schafen ausserdem déi gesetzlech festgeleucht Unanimitéit vun der Assemblée générale of, déi néideg ass, fir e Changement de nationalité vun enger Société anonyme ze maachen. Doduerch kënnen Lëtzebuurger Gesellschaften elo méi einfach hire Sëtz an d'Ausland verleeën. D'Mobilitéit vun de Gesellschaften ass och haut e Kompetitivitéitsfacteur, och bei eis am Land.

Mir féieren ausserdem nach d'Société par actions simplifiée an, eng nei a vereinfacht Form vu Société anonyme.

An dann nach ee Punkt, wat d'Gouvernance vun den SAen ueget: Mat deem neie Gesetz erlaube mer dem Verwaltungsrot, och formell sougenannt Direktiounscomitéen anzeféieren. Och dat ass eng Praxis, déi et elo scho gëtt, déi awer och juristesche nei einwandfrei ass an där mer elo mat dësem Amendement eng juristesche fest Basis ginn.

Och bei den Särle komme munch Changementer. Ech nennen der hei just e puer. Op där enger Säit rënne mer de Capital social no ënnen of, op 12.000 Euro. An op där anerer Säit limitéiere mer d'Zuel vun Associéen an enger Sàrl net méi op 40, mä op 100. D'Sàrl si jo am Gesetz vun 1915 an am Esprit Familljegesellschaften, déi natierlech zou sinn, well et gëllt, de perséinleche familiäre Charakter vun där Gesellschaft ze schützen. Duerch d'Ännerung vum Artikel 189 lackere mer den zouene Charakter vun den Särten e bëssen op.

Och op aneren Aspekter passe mer d'Sàrl un d'SA un: D'Sàrl kann elo Akonten op Dividenden ausschëdden a si kann e Capital autoriséé aféieren, deen der Gérance et erlaabt, nei Partene auszeginn.

D'Kooperativen, déi jo e bëssen a Vergiessenheet geroden, ausser vläicht am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou se scheinbar en neien Otem kréien, ginn och op e puer Punkten amendéiert, zum Beispill och hei de Minimum vun de Membere bei siwen: Mir setzen dee Minimum erof op zwou Persounen.

Här President, ech gesinn, dass meng Zäit ofleef. Dierf ech lech froen, e puer Minutte vu menger Zäit als LSAP-Riedner ze huelen, wat mer dann erlaabt, net méi duerno missen nach eng kéier speziell erauszekommen?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Maacht dat roueg fäerdeg, well dat do ass e wichteg Gesetz.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Follegt der Chamber, Här Fayot, a fuert weider.

► **M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur.- Här President,...

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...hunn e Präzedenzfall.

► **M. Franz Fayot** (LSAP), rapporteur.- Här President, et ginn nach vill aner wichteg Ännerungen duerch dës Gesetz gemaach an et ass schonn e bësse frustrant, net kënnen hei drop anzegoen. Mä ech mengen, dat ass definitiv net méiglech.

Ech géif awer nach gär zum Schluss ervirhiewen, dass mer och en neie Regimm aféiere fir d'Transformatioun vu Gesellschaften vun enger Form an eng aner, wat et bis elo an där Form nach net gëtt.

Här President, eng Saach muss ech nach preziséieren, wat d'Akraaftriede vum Gesetz ueget. Et ass hei eng Diskussioun ginn iwwert d'Bedeutung vun den Dispositions transitoires. Mir sinn eis bewosst, dass d'Gesellschaften net einfach vun haut op muer all dës Ännerungen an hire Statute Rechnung kënnen droen. Wéi gesot, geet et zum Deel hei ëm ganz komplex Modifikatiounen. An dofir hu mer am Gesetz eng Transitiounsperiod vun zwee Joer virgesinn, fir de Gesellschaften et ze erlaben, an hirem Rhythmus déi nei Dispositiounen an hire Statuten ëmsetzen ze kënnen.

Während där Zäit gëlle selbstverständlech och fir déi Statuten, déi nach net geännert goufen, a bei deenen Dispositiounen, déi net konform sinn zum neie Gesetz, nach weiderhin déi Regelen aus deem ale Gesetz. Mä déi al Regelen, an dat ass wichteg, begrenze sech awer op just déi Dispositiounen aus den Artikelen. Fir de Rescht ass och fir déi Gesellschaften schonn dat neit Gesetz direkt uwendbar.

Ech muss och nach hei mentionnéieren, dass mer de Moien nach eng Erreur matérielle korrigéiert hunn am Artikel 26quinquies, wou de Statsrot op en Oubli higewisen hat, allerdéngs mat engem Feeler a senger Proposition de texte. Dat hu mer de Moie par échange de lettres mam Statsrot geléist a rectificéiert.

Här President, eng aner wichteg Dispositioun am Gesetz ass déi, déi dem Grand-Duc et erlaabt, duerch Reglement en Texte coordonné vum Gesetz vun 1915 virzebereeden. Fir de Moment gëtt et eng Hallewull vun inoffiziellen Texten coordonnés vum Gesetz vun 1915 an dat ass keng gutt Situatioun an ass eng Source vu Rechtssécherheet. Dofir ass et, mengen ech, ze begrëssen, dass de Ministère elo esou en Texte coordonné kann zesummestellen an deen dann och verëffentleche kann, wat hoffentlech esou schnell wéi méiglech geschitt.

Am Résumé géif ech gären nach eng kéier soen, dass d'Commission juridique d'Rad am Gesellschaftsrecht net nei erfonden huet. Mir hunn näischt Extravagantes gemaach, mä mir hu virun allem versicht, méi Rechtssécherheet ze schafen an, wéi gesot, ze moderniséieren. Et war eis extrem wichteg, am aktuelle Kontext näischt ze decidéieren, wat nees hätt kënnen zu internationaler Kritik géint Lëtzebuerg a seng Finanzplaz féieren.

Mir hunn hei keng Trickserie gemaach a mir hu Suerg gedroen, dass d'Eegeschafte vun eise Gesellschaften erhalte bleiwen. Lëtzebuerg gëtt keen Delaware an Europa. Lëtzebuerg bleift senger Traditioun vum Siege réel trei. An ech mengen, dat wär och eng gutt Saach an Zäiten, wou d'Substanz vun de Gesellschaften eng ëmmer méi gross Roll spillt.

Här President, fir mech ginn heimat e spannende parlamentareschen Dossier an zwee Joer Aarbecht zu Enn. An ech freeë mech elo schonn op d'Gesetz, wat da vläicht d'Gesetz vum 10. August 2016 iwwert d'Sociétés commerciales gëtt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden. Här Gloden.

**Discussion générale**

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Merci, Här President. Haut steet um Ordre du jour eng Jorhonnertreform, nämlech d'Reform vum Gesellschaftsrecht. Dat heescht net, dass mer eis Gesellschaft reforméieren. An awer! Den Droit des sociétés huet och eng Influenz op eist Gesellschaftsliewen, well vill Aktivitéiten an eiser Gesellschaft, sief et wirtschaftlecher, ziviller oder souguer am Bénévolat, ënnert där enger oder anerer Form vun enger Gesellschaft exercéiert ginn.

Erlaabt mer kuerz, op den Historique vum Gesetz vum 10. August 1915 anzegoen. Den 28. Dezember 1882 huet d'Lëtzebuurger Regierung de Professor Albert Nyssens gefrot, dee Professor an der Universitéit Louvain war, fir en Avant-projet de loi iwwert d'Sociétés commerciales ze schreiwen. Den deemolegen Direkter vun der Lëtzebuurger Justiz, de Paul Eyschen, huet den Här Nyssens gefrot, dass den Avant-projet de loi op dem belsche Gesetz sollt opgebaut ginn, ouni awer ze vergiessen, dass Lëtzebuerg enk Rapporte besonnesch mat Däitschland hätt.

Den Avant-projet vun 1884 war baséiert op der Fräiheet fir d'Associéen an där enger Säit an der Sécuritéit vun den Tiersen op där anerer Säit, dës duerch eng Responsabilisatioun vun de Fondateuren an den Administrateuren, wat haut och nach ëmmer d'Leitlinie vun deem aktuellen a vun deem neien Droit des sociétés sinn.

Mä dës Avant-projet war der Regierung ze vill innovativ. An d'Regierung huet de Professor Jean Corbiau, och Professor an der Uni zu Louvain, gefrot, fir en neien Avant-projet de loi ze schreiwen. De Professor Corbiau huet säin Avant-projet den 1. Januar 1906 der Regierung iwwermittelt, deen e Copy-paste vun dem belsche Gesetz war an nëmmen déi Dispositiounen modifizéiert huet, iwwert déi et och Jurisprudenz gouf, andeems se déi eng oder aner Dispositioun prezisiéiert huet.

De Statsrot huet deemools ënnerstrach, dass d'Liberté des conventions eent vun de Fundamenteuren vun eiser Legislatioun wier an nëmmen zu dësem Prinzip dierft derogéiert ginn „pour motifs graves“.

Ervirzesträichen ass, dass deemools d'Politiker sech schonns bewosst waren, dass Lëtzebuerg nëmme kéint ekonomesch staark sinn, wa Lëtzebuerg géif probéieren, international Investisseuren unzezéien a seng Economie an den internationale Kader ze setzen. Deemools huet de Statsrot schonns der Regierung nogeluecht, esou schnell wéi méiglech Conventions contre double imposition ofzeschleissen.

Deen éischte Projet hat virgesinn, dass ee misst eng Autorisatioun vun der Regierung kréien, fir eng Gesellschaft kënnen ze grënnen. De Statsrot war deemools géint dës Mesure an huet virgeschloen, dass jiddereen eng Gesellschaft ka grënnen, mä dass d'Fondateuren an d'Administrateuren Responsabilitéiten hunn an dass en Officier public kontrolléiert, ob d'Konditiounen, fir eng Gesellschaft ze grënnen, erfëllt sinn.

De 6. Oktober 1911 huet den deemolegen Deputéierte Léon Metzler, Chef vum Service juri-

dique vun der ARBED, eng Rei Amendementer erabruucht. Besonnesch seng Amendementer iwwer d'Emission vun Obligatiounen sinn ze ernimmen. Schonn deemools huet den Deputéierte Metzler drop gehalen, datt am Kader vun der Emission vun Obligatiounen eng ganz Rei Informatiounen iwwer d'Gesellschaft misste publizéiert ginn. Et war och hien, dee fierderféierend war beim Gesetz vum 18. September 1933 iwwer d'Société à responsabilité limitée.

D'Spezialkommissioun vun der Chamber huet sech kloer fir de Projet Corbiau, mat e puer Ännerungen, ausgeschwat. D'Gesetz, wat also quasi de Projet Corbiau war, ass den 28. Juli 1915 à l'unanimité vun der Chamber gestëmmt ginn. An d'Grande-Duchesse Marie-Adélaïde huet d'Gesetz den 10. August 1915 sanktionéiert.

No dësem Gesetz ass 1933, wéi gesot, d'Société à responsabilité limitée agefouert ginn. Hei gouf sech um däitsche Gesetz orientéiert.

Déi éischt 50 Joer ass d'Gesetz just fënnemol geännert ginn: 1922, 1927, 1930, 1933 an 1948. Vun 1972 un ass d'Gesetz méi oft geännert ginn, besonnesch ënner der Influenz natierlech vun den europäeschen Direktiven, wat mir am Fachjargon nennen: éischt Direktiv, zweet Direktiv etc.

D'Grondiddi vun 1915 ass bliwwen iwwer déi lescht 100 Joren. An och an dësem Projet de loi ass den Haaptprinzip, datt d'Gesellschaft fir d'Éischt e Kontrakt ënner Associéierten ass. De Kontrakt besteet vun deem Moment un, wou d'Associéierten d'Statuten ënnerschreiven.

Haut hutt Der awer och ganz oft niewent de Statuten e Pacte d'associés, wat d'Jurisprudenz als e parastatutäert Dokument bezechent.

Här President, wa mer haut dëse Projet de loi stëmme, hu mer bal néng Joer dru geschafft, well dëse Projet ass den 8. Juni 2007 deponéiert ginn. An, wéi de Rapporteur et sot, véier Rapporturen hunn un dësem Gesetz geschafft: Fir d'Éischt dräi schwärzer, an et ass finalement dem Franz Fayot d'Éier zoukomm, als Rapporteur vun der Jorhonnertreform an d'Geschicht anzegoen.

Ech wéilt och vun dëser Plaz dem Franz Fayot Merci soen a schlësse mech och un déi Mercien un, déi de Rapporteur hei scho gesot huet.

Ongeféier 300 Amendementer sinn erabruucht ginn. Wat sinn d'Objektive vun dësem Projet de loi? Éischt Objektive: d'Modernisatioun vun dem Gesetz opgrond vun der Jurisprudenz an opgrond vun de lëtzebuergesche Spezifisitéiten. Zweet Objektive: de Maintien vun der Liberté contractuelle tëscht den Associéierten. Drëtt Objektive: den Akteuren nei Outile ginn, fir méi Flexibilitéit ze kréien. Véiert Objektive: d'Sécurité juridique, speziell vis-à-vis vun den Tieren vun der Gesellschaft duerch eng Responsabiliséierung vun den Akteuren ze garantéieren. Fënneft Objektive: Déi zwou Gesellschaften, déi am meeschte vun de Modifikatiounen duerch dëse Projet de loi betraff sinn, sinn d'SA an d'Sàrl, déi Gesellschaften, déi am meeschte geholl ginn. Hei ass probéiert ginn, d'Regelen unzepassen, ze uniformiséieren, do, wou et méiglech war.

Et géif ze laang daueren, op all d'Changementer anzegoen, déi dëst Gesetz mat sech bréngt. An de Rapporteur ass en long et en large a sengem schréffleche Rapport dorobber agaangen. Ech wéll just hei e puer Punkten ervirhiewen.

D'Modifikatiounen betreffend d'Kapital: De Capital autorisé gëtt och elo fir d'Sàrl agefouert. Datt d'Aktie mussen eng Valeur égale hunn, gëtt bei der SA suppriméiert. Et kann een och elo Aktien émettéieren ënner dem Pair compatible. Et kann ee bei enger SA gratis Aktien émettéieren, wat besonnesch fir Employéierten interessant ka sinn.

Eng vun deene groussen Neierungen ass, datt déi sougenannten „tracking shares“ fir all Type de société agefouert ginn.

D'Modifikatiounen betreffend d'Apporten: Bei enger SA wéi bei enger Sàrl kann een och en Apport en industrie maachen. Dat heescht, datt ee keng Suen abränge muss oder en Immeuble, mä säin Know-how zum Beispill. En contrepartie kann een awer nëmmen Titres kréien, déi net d'Kapital representéieren.

Ënner deem neie Gesetz kann och elo eng Sàrl hir Parten zrëckkafen. Dat war bis elo nëmmen de Fall bei der SA.

An enger SA kann een haut scho Aktien émettéieren ouni Droit de vote. D'Contrepartie muss dann awer e spezielle finanzielle Privileeg sinn. Hei leeë mer elo manner streng Konditiounen fest, fir esou Aktien ze émettéieren.

Eng Sàrl däerf keng Parts sociales ouni Droit de vote émettéieren. Mä si kann awer Parts bénéficiaires émettéieren. Eng Sàrl kann och elo selwer Aktie fir sech halen, wat bis elo net de Fall war.

Zu de Modifikatiounen vun den Assemblées générales: Do gi bei der SA d'Modalités de convocation vereinfacht.

Wann ee wéllt d'Nationalitéit vun enger Gesellschaft änneren, huet ee bis elo bei enger SA a bei enger Sàrl d'Unanimité gebraucht. Dat ännert elo. Et sinn elo déiselwecht Quorumen a Majoritéiten, wéi wann een eng Modifikatioun vun de Statute mécht.

Ënner dem aktuelle Gesetz muss een, wann een de Siège vun enger Gesellschaft an eng aner Gemeng wéllt transferéieren, eng Modification statutaire duerch en Notairesakt maachen. Souwuel bei der SA wéi bei der Sàrl geet dat elo duerch einfach Décisioun vum Verwaltungsrat.

Wat jo och ëmmer erëm e rekurrente Problem ass, dat sinn d'Rechter vun den Actionnaires minoritaires. Hei sinn e puer Modifikatiounen agefouert ginn, déi hir Rechter stäerken.

Betreffend d'Modifikatiounen vun den Organes de direction et de gestion: Bei der SA kann een och elo e PDG oder e Comité de direction nennen. Wat et haut scho an der Praxis gëtt, gëtt elo formaliséiert.

Bei den Dividende konnt ee just bei enger SA ënner dem aktuelle Gesetz Interimsdividenden ausbezuelen. Dat ass och elo méiglech ënner verschiddene Konditiounen bei enger Sàrl.

Dann nach e Wuert zu den Dispositions transitoires, de Rapporteur ass dorobber agaangen. Ech deelen do seng Meenung, datt dat nei Gesetz applikabel ass vun deem Moment un, wou et en vigueur trëtt. An déi Statuten, déi Dispositionen hunn, déi konträr zu deem neie Gesetz sinn, ginn ënner deem ale Gesetz interpretéiert während enger Phase transitoire vun zwee Joer.

Här President, Dir gesitt, dës Reform ënnerstëtzt d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz. Et erlaabt awer och engem Bäcker- oder Metzlerbetriber, sech esou opzestellen, wéi hien dat brauch.

De Pierre Van Ommeslaghe, e berühmten Droitsproff vun der Université libre vu Brüssel, huet an engem Colloque hei zu Lëtzebuerg iwwer d'Reform vum Gesellschaftsrecht gesot: «Le modèle luxembourgeois mérite la plus grande attention - notamment de la part des législateurs voisins - car il est la synthèse, d'une part, d'études droit comparé permettant un choix des meilleures institutions expérimentées à l'étranger et, d'autre part, des particularités du génie propre luxembourgeois. Cet apport spécifiquement luxembourgeois - dont le droit et la pratique luxembourgeois se sont déjà imprégnés depuis longtemps - se caractérise notamment par le souci de conserver dans les institutions juridiques notamment le droit commercial et le droit financier, une souplesse et une liberté contractuelle aussi étendues qu'elles permettent, d'une part, la sécurité des tiers et notamment des investisseurs et, d'autre part, les contraintes du droit européen pour réaliser un équilibre difficile entre ces tendances.»

Här President, ech behaapte bei dësem Projet de loi: Mission accomplie! An ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gloden. An nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat mer haut hei zum Vott kréien, ass eng Réflexion de fond vun deem ganze Gesellschaftsrecht, wat 100 Joer al ass. An déi Réflexion de fond huet vill Zäit, vill Joren, awer och immens vill Aarbecht kascht. Dat ass elo gemaach. An ech denken, datt, wéi de Rapporteur et gesot huet, et eng Multitude vu Saachen sinn, déi an hire spezifeschen Eigenschaften, an hire spezifesche Forme vu Sociéitéiten, déi een am Rapport féint, vu wichtege Incidence wäerte sinn, net nëmmen, well mer e Gesetz, wat 100 Joer al ass, moderniséieren, mä well mer d'Gesetz och adaptéieren un d'Gegebenheete vun haut.

Ech erënneren och drun, an dat ass eigentlech mäin zweete Punkt, datt mer konfrontéiert sinn - „konfrontéiert“, ben -, datt mer duerch d'Europäesch Unioun an doriwwer eraus duerch all déi Direktiven, déi mer och am Droit des sociétés hunn, eng ganz Rétsch vun Reglementatiounen méttlerweil hunn, déi hir eege Legislatioun hunn, déi hir eege Gesetzter hunn an déi mer am Fong geholl hu missen aus deem Gesetz vun 1915 erauszéien, well se duerch aner a scho méi modern Gesetzter voire d'Transposition vun Direktiven emgesat gi waren.

An dat huet déi Aarbecht d'autant méi schwéier gemaach, well eigentlech huet ee sech misse mat deem beschäftegen, wat iwwer bliwwen ass. A mat deem sech beschäftegen, wat iwwer bliwwen ass, weist dann déi ganz Komplexitéit an déi ganz Feinaarbecht, déi dëse Projet do mat sech bruecht huet.

Mir moderniséieren effektiv net nëmmen d'Gesellschaftsrecht, mä mir introduzéieren Dealer, oder net Dealer, mä Notiounen vum Gesellschaftsrecht och am Code civil, wou mer nottamment, an dat ass och scho gesot ginn, d'Relatiounen tëscht Propriétaires an Usufruitiers regelen, mä net nëmmen. An och de Code civil gëtt doduerch up to date gesat a virun allem wäerten déi Wäisszonen, déi Grozonen, déi juristesche Nettkloerheeten, déi mer bis elo haten, elo verschwannen.

D'Dispositions transitoires hunn och, hunn ech mer soe gelooss vum Rapporteur, en etlech Kappzerbrieches bruecht, well mer awer all Kéiers hu missen deen ale System an deen neie System ënner d'Lupp huelen, fir effektiv herno ze kucken, que ça tienne la route, datt, wa mer dat Gesetz elo haut stëmme, muer onst Gesellschaftsrecht awer nach ëmmer ze verstoen ass an datt et ëmsetzbar ass fir déi Gesellschaften, déi do sinn, a fir déi Gesellschaften, déi sech wäerte kréieren. An do denken ech nottamment an deen nächste Projet de loi, deen direkt hannendrukënt, d'Sàrl simplifié, déi direkt do mat considéiert ginn ass.

VLäicht eng lescht a wichteg Notioun, dat sinn d'Guidelines, déi am Fong geholl ons begleet hu säit 2009 - „ons“: loosse mer emol soen d'Chamber, d'Sous-commission an d'Commission juridique begleet hunn -, säitdeem dee Projet 2009 déposéiert ginn ass.

Zwee Punkten: Engersäits déi Besuergebnis, fir d'Sécurité juridique ze garantéieren voire ze renforcieren, an deen zweete Punkt, dat ass, d'Liberté contractuelle ze férdere. Déi Liberté contractuelle ze férdere, déi et eben och erlaabt, ons Kompetitivitéit hei an dësem Land och weiderhin ze stäipen: De Leit, déi eng Gesellschaft wëllen opmaachen, wéi gesot, eng gewësse Fräiheet ze loosse, déi awer erëm an deem Kader sech befënt, deen d'Gesetzter virginn, nämmlech kloer a propper Artikelen aus dem Gesetz, wou keen derlaanschtënt a wou d'Kontroll och all Kéiers garantéiert ass.

Déi zwee Punkten, engersäits d'Sécurité juridique garantéieren, anerersäits d'Liberté contractuelle férdere, mengen ech, sinn zwou Notiounen, déi fir dëst Land wichteg sinn, noutwendeg sinn. An et sinn am Fong geholl déi, déi och en Atout maachen, fir ze soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg ons solle weider druginn an de Gesellschaften. Do erëm denken ech un deen Projet de loi, deen elo hannendru wäert kommen. Et ass wichteg, datt mir ons hei opstelle fir d'Zukunft, datt mer de Leit - an deene jonke Leit! - et weiderhin garantéieren an net erschwieren, hei hiert eegent Geschäft opzemaachen an hei an dësem Land och d'Ekonomie esou weider ze férdere.

Déi 200 Amendementer weisen och, firwat mer herno och e Rapport hunn, deen iwwer 233 Säiten huet. An dat muss ee sech awer emol op der Zong zergoe loosse, virun allem fir déi Leit, déi un deem Rapport geschafft hunn. An ech wéll elo net hei Mercien ausdeelen, mä ech wéll awer ënnersträchen...

(**Interruption**)

Dat dierf een net méi!

Mä ech wéll awer ënnersträchen, an dat mat aller Seriositéit...

(**Brouhaha**)

...an dat mat aller Seriositéit, datt, wa mer net kompetent Juriste gehat hätten en la matière, mä och aner, datt mer déi 200 Amendementer, déi och herno den Explicatif eigentlech duerstellen an déi Säite fëllen am Rapport, well dat meescht ass dat, dann hätte mer - bon, an natierlech och e Gesetz aus eisem Nopeschland, un deem ee sech och konnt orientéieren -, dann hätte mer déi Aarbecht hei net fäerdegbruecht!

Obwuel et de Moien dann net ernimmt ginn ass am Radio an obwuel et e Projet de loi ass, wou ech awer woen, hei zouzeginn, datt wéinég Leit duerch all déi Artikelen alles bis an de leschte Jota konnten assimiléieren, ass dat e Gesetz, wat extrem wichteg ass, well et Kloerheit schafft, well et Kontrollméiglechkeete schafft, well et e propper Gesetz ass, fir an Zukunft och propper d'Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg kënnen ze féieren.

An dofir ginn déi gréng och den Accord zu deem Projet.

Ech soen lech Merci an ech félicitéieren deene Leit, déi méi intensiv un deem Projet geschafft hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An domat huet d'Wuert direkt d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech wéll virop mech och uschlëssen un de Merci un de Rapporteur Franz Fayot wéi och un d'Rapporteurin vu vir-drun an d'ganz Souskommissioun an d'ganz Equippen, déi all dru geschafft hunn. Dat hei ass e Rapport, dee wierklech extrem opfält, net nëmme wat d'Quantitéit ugeet, mä och d'Qualitéit!

Här President, d'Modernisatioun vum Droit des sociétés, et ass och schonn hei ugeklongen, ass wierklech eng Jorhonnertgeschicht. Vun 1915 bis haut ass versicht ginn, Sécurité juridique an deem ganze Secteur, dee sech ganz gutt zu Lëtzebuerg entwéckelt huet, ze maachen. An ech mengen, déi ganz Modifikatiounen: Wann een an dem schréffleche Rapport kuckt, wat alles scho vu Modifikatiounen komm ass vum Gesetz vun 1915, dann ass dat hei, dëse Projet de loi, also net deen éischten, an ech mengen, vu wéi éis Gesellschaft virugeet en général, wäert et héchstwahrscheinlech och net dee leschte sinn.

Et ass effektiv esou, dass d'Betriebslandschaft sech permanent ännert. Et kommen andauernd nei Technologien, nei Iddien, nei Gesellschaftsmodeller, nei Formele vu Kooperatioun, vu Finanzéierung, Innovatioun am Inland an am Ausland. An dat alles beinhalt, dass mer e Kader brauchen, e gudden Kader, wou all Zorte vu Sociéité sech zu Lëtzebuerg kënnen entwéckelen, ouni dass iergendee seng Opportunitéite blockéiert kritt.

D'Betriber, ob kleng oder grouss, sinn nun eemol d'Réckgrat vun onserer Ekonomie, och vun onserer Finanzplaz. An ouni floréierend Betriber gëtt et keng nei Aarbechtsplazen.

De Rapporteur huet och zu Recht geschriwwen an och gesot, dass e gudden Kader néideg ass fir d'Privatinitiative, well ouni kloer Spillregele gëtt et keng Sécurité juridique. An dat war u sech ëmmer de grouse Label vun Gesetz vun 1915. Deen hale mir hei och héich. Well ouni Sécurité juridique sinn et och d'Investisseuren, déi zrëckschrecken, fir massiv ze investéieren.

Nieft de Betriber mussen mer awer och an dësem Projet ervirhiewen, dass d'Personen, déi mat de Betriber ze doen hunn - dat ass och ee Volet vun der Sécurité juridique -, mussen kloer am A behale ginn, fir dass deenen hir Rechter a Flichten och ganz kloer ofgeséichert sinn.

Ech kann net op all d'Detailler hei agoen. Meng zwee Virriedner, déi jo allen zwee - och de Léon Gloden - Rapporteur waren, hu schonn e ganze Koup vun der substantifique Moelle vun dësem Projet de loi lech hei presentéiert. Ech wéll awer op e puer Punkten agoen, déi mer um Häerz leien, déi mer och ganz gutt gefalen als Label vun dësem Projet de loi.

Dat éischt, dat ass eng ganz wichteg Innovatioun, well et an Zukunft all etabléiert Sociéitéit méiglech ass, all aner Form vu Sociéitéit unzehuelen. Dat heescht, et ass eng Transformatioun, déi méiglech ass. An dat ass eng massiv Vereinfachung vum System! Bis haut waren esou vill Hürden ze huelen, dass dat wierklech net evident war, prozeduraler a Finanzhürden, an dat gëtt vereinfacht. An dat steet dem System ganz gutt zu Gesicht.

Well mir wëssen alleguerten, dass Sociéitéiten, wéi d'Menscheliewen, ganz oft Verännerungen bréngen. Ganz oft, wann eng Kreatioun gemaach gëtt vun enger Sociéitéit, da gëtt net vill Kapital gebraucht, da gëtt geschafft. Mä nottamment, wann et Produktiounsfirmae sinn, wann d'Firma sech normal entwéckelt, dann op eemol brauch een nei Investissementer, well nei Weeër beschratt gi sinn. An duerfir mussen mer eng bestëmmte Flexibilitéit erlaben, fir dass déi Firmaen esou virukommen.

Eng aner Innovatioun, Modifikatioun, déi mer hei ganz gutt am Gesetz gefält, dat ass d'Méiglechkeet, déi d'SA huet, fir dem Personal gratis Aktien ze ginn. Dat ass u sech eppes, wou mer wierklech d'Rad net nei erfannen, well wann een emol kuckt, wat an de Länner ronderëm eis ass, an haaptsächlech an Übersee: Dat ass e System, dee lassgaangen ass am Ufank mat Silicon Valley, wou e ganze Koup Grousskonzerner praktesch a Garagen entstanen sinn, wou déi éischt Mataarbechter, déi dem Succès vun de Firmae bäigedroen hunn, déi deelweis och nach haut do sinn, mat Aktie belount gi sinn, well iwwerhaupt net genuch Geld do war, fir uerdentlech Salären ze bezuelen.

Am Ufank waren déi Aktien, bien entendu, net vill wäert. Mä dann hunn d'Firmaen ugefaangen, sech gutt ze dévelopéieren. Herno sinn déi Leit alleguerten gutt bezuelt ginn a souguer zu Fortuné komm. An dofir kann dee System vun deene gratis Aktie fir d'Personal e ganze Koup gutt Mesurë mat sech bréngen. Et muss natierlech ëmmer streng gehandhabt ginn.

En anert Beispill, wat Der och alleguerete kennt, wat nom selwechte System funktionéiert, ass Facebook. Facebook, dat brauch ech lech och net ze soen: eng Success Story, mat dem System vun den Aktien, déi un d'Personal gaange sinn. An, wéi gesot, et ass jo net nëmmen eng Saach, dass d'Aktien eriwerginn, et ass d'Gemeinschaftsgefühl vun alleguereten de Leit, déi dee Moment net en onzichtbare Patron hunn, fir dee se schaffen, mä déi sech vill méi an där Sociéitéit agebonne fillen, déi vill méi motivéiert sinn, fir do matzeschaffen, well et jo net nëmmen em dem Patron säi Portmonni geet, mä och em hiren eegenen.

Dat ass eng Saach, déi mer u sech ganz gutt gefält, an déi well ech wierklech ënnersträchen.

Ech kéint lech nach Tonne vu Saache soen, mä ech mengen, déi wichteg Saache si gesot ginn. Ech soen lech just einfach, quitte dass ech dee ganze Rapport minutiös versicht hunn, duerchzeliesen: Déi Saach, déi geet an déi richteg Richtung!

D'Sécurité juridique ass garantéiert, d'Finanzsituatioun ass esou flexibiliséiert, dass u sech den Développement vun de Betriber gesond hei zu Lëtzebuerg ka viruoen. D'Tiersen, all Mënsch, dee mat de Firmae ka schaffen, sinn och ofgeséichert. D'Personal kritt nei Perspektiven.

Dat sinn u sech véier Komponenten, déi fir mech schon ausschlaggebend sinn, fir ze soen: Et ass e gudder Projet! An dofir bréngen ech ganz einfach hei den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da ginn ech d'Wuert un den Här „Roy“ Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

**(Hilarité)**

Ech well hei kuerz am Numm vu mengem Kollege Roy Reding, deen an där Souskommission war, och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudder Rapport, deen e gemaach huet.

Ech muss lech soen, ech war eng Kéier de Kollege Reding an déi Kommissioun ersetzen an ech hu während den zéng Minutten, déi ech et do ausgehalen hunn, zwou Feststellungen gemaach: Déi Éischt war, dass ech dervun iwwerzeegt war, datt déi Kommissioun gutt géif eens ginn, wann ech net do wier,...

**(Hilarité)**

...well ech absolutt, muss ech soen, näischt dervu verstanen hunn.

An déi zweet Feststellung war, datt ech awer konnt do feststellen, datt mer d'Chance hunn, an der Kommissioun parteiüwergreifend gutt Juriste setzen ze hunn, déi d'Matière kann hunn an duerfir och iwwer eng ganz laang Zäit hei eng gutt Aarbecht gemaach hunn.

An de Kollege Roy Reding huet zu mir gesot, et wier e gutt Gesetz a mir kéinten et mat voller Iwwerzeugung stëmmen!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann huet d'Wuert den Här David Wagner. Neen? Keen?

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do gesitt Der, wéi fein dass ech war, an elo wellt Dir net! Dann huet direkt d'Wuert den Här Justizminister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Well jo an der Chamber sech mat de Mercie soll ageschränkt ginn, wollt ech just soen, dass ech fannen, dass de Franz Fayot ganz gutt geschafft huet. Dat ass da kee Merci. An ech fannen, dass déi ganz Commission juridique, a besonnesch och déi Leit aus der Souskommissioun, ganz gutt geschafft hunn, wat hei wierklech net einfach war.

Et wier jo schéi gewiescht, wann et geklappt hätt, wann desen Text virun engem Roy hätt kenne gestëmmt ginn. Dat war déi Hoffnung, déi verschidde Leit insgeheim haten, dass de Projet hätt kënnen nach virum Summer 2015 gestëmmt ginn. Dat huet net ganz geklappt. Da sinn et eben elo 101 Joer, fir de Vott ze huelle vun deem neien Text. Mä d'Haaptsaach ass, mir hunn den Text haut an der Ofstëmmung.

Desen Text war ganz laang ënnerwee - virun ass gesot ginn, néng Joer -, en fait sinn et der nach bal zéng méi! D'Iwwerleungen am Justizministerium hunn ugefaangen 1997 iwwer eng

Reform vum Gesetz vun 1915. An et huet zéng Joer gedauert, bis et dann zum Dépôt vun engem Text koum, dat och mat Hëllef vum Laboratoire de droit économique vun der Uni Lëtzebuerg, déi sech och an der Zwëschenzäit mat ageschalt hat.

An esou koum et dann 2007 zum Dépôt, plus déi néng Joer, déi et gebraucht huet bis haut zum Vott, maachen insgesamt - néng Joer, wou dee Projet an der Chamber ënnerwee war, plus déi zéng Joer virun -, also insgesamt 19 Joer!

Dat ass natierlech ganz laang. Mä eigentlech ass dat guer net esou schlecht. Den Här Gloden huet et viru rappeliert: De Projet vun 1915, dee war bal 35 Joer ënnerwee. Esou gesinn hu mer déi Zäit bal halbéiert kritt ee Jorhonnert méi spéit, wat eis dann awer net méi gradesou ganz lues wierke léisst, wéi et vläicht den Androck hat.

Ech muss awer och soen zu der Verteidigung vum Projet, deen 2007 déposéiert ginn ass: An deene leschten néng, zéng Joer huet sech d'Finanz- an d'Wirtschaftsbild vun eisem Land ganz vill verännert.

Eist Gesellschaftsrecht ass e wichteg Bestanddeel vun eiser Finanzplaz. An des Reform vum Gesetz vum 10. August 1915 huet dann och als Haaptzil, eist Gesellschaftsrecht méi kompetitiv an och besonnesch méi zäitgeméis zu maachen. Dofir war et noutwendeg an de leschte Joren, ëmmer nees nei Adaptatiounen, nei Iwwerleungen afléissen ze loosson an de Projet an Annerunge virzehuelen.

Dofir, mengen ech, kann een haut net soen, dass de Projet, deen 2007 déposéiert ginn ass, kee gudder Projet gewiescht wier. Mä en huet och missen déi Upassungen an déi Entwécklung matmaachen.

Et ass ëmsou méi wichteg, dass eist Gesellschaftsrecht attraktiv bleift an e wesentleche Bestanddeel och ass fir d'Entscheidungen, déi d'Sociétéiten treffen, déi zum Beispill hir Aktivitéiten op Lëtzebuerg wëlle verleeën.

Mir hunn haut ronn 120.000 aktiv Gesellschaften zu Lëtzebuerg. Et ass also en Element vun där Diskussioun. A mir hu jo d'lescht Woch nach iwwer ännelech Entwécklungen am Kader vum Brexit geschwat. An dofir well ech haut hei ënnersträchen, dass d'Gesellschaftsrecht minimum esou wichteg ass wéi all déi aner Aspekter, déi d'lescht Woch hei an der Debatte erwänt gi sinn, vu wege Positionnement oder méi aggressiv oder mander aggressiv. De Positionnement fënnt an der Substanz statt, net an den Deklaratiounen, net an de Pressekonferenzen.

An een Haaptelement vun der Substanz, ob eist Land attraktiv ass, eis Finanzplaz attraktiv ass, ass ouni Zweifel eist Sociéitéitrecht. Dat ëmsou méi, wou jo an de leschte Jore verschidden aner Instrumenter, mat deene mer laang geschafft hunn, an hirer Wierkung ageschränkt gi sinn.

Haut sinn et net méi d'Souveränitéitsnischen, déi ausschlaggebend sinn. Haut ass et wesentlech méi de Volet vun der Sociéitéitgesetzgebung, deen entscheidend ass. Och d'Steiere si wuel e wichteg Element. Mä och d'Steieren entscheeden net all Entscheidung vun enger Entreprise. Aner Elementer gehéieren dozou. An den Droit des sociétés ass e wesentlech Element bei der Gestaltung vun der Néierloosung vun enger Gesellschaft zu Lëtzebuerg, ob et eng Lëtzebuurger Entreprise ass oder eng auslännesch.

Dofir mengen ech och, dass et net schlëmm ass, dass deen Text laang ënnerwee war. En huet wuel vill Pappen a Mämme verschlass an där Zäit. Dee Projet geet op insgesamt véier Rapporturen zréck. An et hunn net manner wéi fënnf Ministeren - fënnf Ministeren! - dee Projet vun der Iwwerleung am Ministère bis haut zum ofschléissende Vott begleet. Dat ass schon zimlech exceptionnel an der Lëtzebuurger parlamentarescher Geschicht. Mä d'Bedeutung vum Text ass och deementspreechend.

Ech well, Här President, net nach eng Kéier widderhuelen, wat souwuel de Franz Fayot wéi awer och den Här Gloden, d'Madamm Loschetter an d'Madamm Beissel schon alles gesot hunn.

Ech well dofir och ofschléissen an nach eng Kéier d'Bedeutung vun deser Reform ënnersträchen an awer och soen, dass ech frou sinn, dass d'Chamber der Regierung, dem Grand-Duc och d'Méiglechkeet gëtt, eng Kodifikatioun vum Gesellschaftsrecht virzehuelen. Dofir hu mer elo eng Base légale. Dat ass eng wichteg Saach.

Ech well och hei nach eng Kéier ënnersträchen, dass all d'Sociétéiten, déi mer haut zu Lëtzebuerg hunn, elo wäerte 24 Méint Zäit hunn, fir hir Statuten an Harmonie ze bréngen mat deem neie Gesetz. Dat ass e verstännege Déla. En ass net ze laang, mä en ass och net esou gestalt, dass en déi Betriber elo géif exzessiv ënner Drock setzen.

Ech mengen, mir hu mat deem heiten Text, mat där viller Aarbecht, déi drastécht, deem ville gudder Wëllen, en Text, dee Lëtzebuerg brauch an deen eis elo hoffentlech och erëm fir eng laang Zäit wäert kompetitiv opstellen, och wann ech bezweifelen, au vu vun de leschten zéng Joer, vun der rasanter Entwécklung, déi mer kann hunn, dass mer elo erëm eng Kéier wäerten ee Jorhonnert d'Fangere kënnen dovun loosson. Dat, mengen ech, wäert net nach eng Kéier klappen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. An domat si mer un Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5730 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 5730 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

**(Interruption)**

War den Apparat net un?

Dann hu mer folgend Resultat: 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet 6777 iwwert déi vereinfacht Prozedur, fir eng Société à responsabilité limitée ze grënnen, déi sougenannt „Een-Euro-Gesellschaft“.

An den Här Franz Fayot ass prett fir de Rapport. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**4. 6777 - Projet de loi modifiant, en vue d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée:**

**1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et**

**2. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité des comptes annuels des entreprises**

**Rapport de la Commission juridique**

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, mir hunn elo just mam Vott vum Projet de loi 5730 d'Lëtzebuurger Gesellschaftsrecht moderniséiert. A mir kommen elo zu engem weidere Baustee vun der Moderniséierung vun eisem Gesellschaftsrecht an enger anerer Mesure en faveur vum Lëtzebuurger Entrepreneuriat.

Mir schwätzen elo iwwert d'Afféierung vun der Een-Euro-Gesellschaft, der Société à responsabilité limitée simplifiée.

Ech si schon a menger Ried virun op d'Wichtigkeet vun engem moderne Gesellschaftsrecht fir d'Ekonomie vum Land agaangen. An dese Projet de loi huet och domadder ze dinn.

Mat der Afféierung vun der Een-Euro-Gesellschaft setze mer haut als Majoritéit e weidere

Punkt aus eisem Regierungsprogramm em. D'Zil ass et, de Wuesstum, d'Schafe vun Aarbechtsplazen an d'Innovatioun mat deser neier Form vu Gesellschaft ze fërderen. Mir maachen et heimat méi einfach, fir et virun allem Jonken ze erlaben, hir Iddien ze konkretiséieren, andeems mer hinnen et erméiglechen, mat engem vill méi klengen Startkapital wéi bis elo eng Gesellschaft ze grënnen.

Des Form vu Gesellschaft ass net fir all Aktivitéit gutt, mä nëmme fir déi kommerziell Aktivitéiten, déi wéineg Kapital erfuerechen, zum Beispill, an typescherweis, am Beräich vum Design, der Grafik, den Internetservicer, wou et eigentlech - fir et ze schematiséieren - duergeet, dass e Jonke sech mat sengem Laptop iergendwou hisetzt an ufängt mat schaffen, natierlech wann en déi néideg Kreativitéit dofir huet.

Mir hunn eis natierlech beim Ausschaffe vun deem Text un auslännesche Beispiller inspiréiert. Des vereinfacht Gesellschaft gëtt et schonns säit enger Rei Joren an eisen Nopeschlänner. A Frankräich ass et den Entrepreneur individuel à responsabilité limitée, an Däitschland ass et déi sougenannt „Mini-GmbH“ an an der Belsch gëtt et och eng Variant vun enger vereinfachter Sàrl, „Starter“ heescht se do.

Genau wéi eis Nopeschlänner hu mir eis bei der Een-Euro-Gesellschaft och fir eng Variant vun der Sàrl entscheet. Dat huet den Avantage, dass mer net allze vill an eisem Gesellschaftsrecht änneren mussen an dass mer kënnen zréckgräifen op eng Gesellschaftsform, déi och haut scho vill vu PMEe gebraucht gëtt an déi hir Preuve gemaach huet.

Deemno gëlle fir déi nei Een-Euro-Gesellschaften all d'Regelen, déi och fir déi normal Sàrl gëllen, et sief dann, d'Gesetz gesäit Ausname vir. Mir hunn eis fir dës Gesetz virun allem un de Beispiller vun Däitschland - wou d'Unternehmensgesellschaft e grouse Succès ass - an der Belsch inspiréiert.

Wat sinn d'Charakteristike vun deser Een-Euro-Gesellschaft? Abee, virun allem soll et fir d'Konstitutioun vun enger Sàrl simplifiée méi schnell goen. Mir vereinfachen also d'Prozedur, andeems mer et den Interesséierten erlaben, d'Gesellschaft och „sous seing privé“ ze grënnen an net onbedéngt méi, wéi bei enger normaler Sàrl, misse bei en Notaire ze goen.

Deemno wéi komplizéiert den Objet vun der Gesellschaft ass, ass et natierlech ëmmer nach unzeroden, op eng juristesche Expertise zréckzegeifen. Fir déi méi einfach Aktivitéite wäert et deemnächst Modeller vu Statute ginn, déi d'Chambres professionnelles de Leit zur Verfügung stellen.

Eng Viraussetzung ass awer, dass déi Concernenéiert am Virfeld vun der Kreatioun vun enger Een-Euro-Gesellschaft eng Autorisation d'établissement kréien. Dat ass eng zousätzlech Garantie fir de Seriö vum deene Leit, déi esou eng Gesellschaft grënnen. Dat ass awer och de Grund, firwat dës Gesetz eréischt ab dem 16. Januar 2017 wäert a Kraaft treden, well et eben déi Bréck tëschent dem Ministère de l'Économie an dem Registre de Commerce, dee muss gesot kréien, dass déi Autorisation d'établissement scho besteet, haut nach net gëtt. De CTIE muss dat eréischt opriichten.

Mir fërderen heimat also virun allem d'Schafe vun neie Gesellschaften a verschiddene Secteuren vun der reeller Ekonomie. Et ass also wichteg ze soen, dass mer hei net am Finanzsektor sinn.

Wéi den Numm et verréit, läit déi aner grouss Innovatioun doranner, dass et duergeet mat engem Kapital vun 1 Euro, fir d'Sàrl-S ze grënnen. Dir wësst, dass fir eng normal Sàrl een 12.000 - elo säit der Reform vu virun e puer Minutten -, 12.000 Euro brauch. Viru waren et 12.300 an eppes. Dat ass wuelverstanen e Minimum! De Betreffene kann och méi wéi just 1 Euro Kapital a seng Gesellschaft investéieren, allerdéngs awer net méi wéi 12.000 Euro, well soss muss en eng normal Sàrl grënnen.

Fir ze ënnersträchen, dass et sech bei deser neier Gesellschaftsform virun allem em en Instrument handelt, fir eng Aktivitéit an d'Liewen ze ruffen, muss d'Sàrl-S all Joer e gewëssenen Deel vun hirem Benefiss an eng speziell Reserv ginn, an dat, bis dass d'Kapital vun 12.000 Euro erreicht ass. An dann ass et un de Grënner ze decidéieren, ob se d'Gesellschaft an eng normal Sàrl transforméieren oder net.

D'Iddi ass hei also schon, dass et soll eng Aide au démarrage sinn an dass dann no där Phase de démarrage deen Entrepreneur, wann et dann e Succès ass, sech an eng herkömmlech Form vu Gesellschaft transforméiert.

Mir hunn op alle Fall d'Décisioun geholl, an deem Projéit de loi keng Limitatioun an der Zäit virzugesinn, wéini eng Sàrl-S e gewëssenen Niveau u Kapital erreeche muss. Allerdéngs soll déi Gesellschaftsform schonn, wéi gesot, als en Transitiounsinstrument verstane ginn. Et ass awer esou, dass een déi Reserv och kéint méi héich wéi 12.000 Euro opstocken, ouni sech missen ze transforméieren. Et kann een also wäit méi wéi 12.000 Euro an déi Reserv do stiechen.

Här President, eng kloer Limitatioun gesäit de Gesetzesprojéit awer bei de Grënner vun der Sàrl-S vir. Nëmme physisch Persounen däerfen Associé vun enger Een-Euro-Gesellschaft ginn. Kierperschafte sinn ausgeschloss. Domat sollen Abuse verhënnert ginn, wouduerch Gesellschaften sech kéinten hanner enger Villzuel vun Een-Euro-Gesellschaften verstoppen.

Am nämlechte Sënn kann déiselwecht Persoun och just Associé an enger Een-Euro-Gesellschaft sinn. Wann eng Persoun a méi Een-Euro-Gesellschaften Associé ass, dann dréit se solidaresch d'Responsabilitéit fir d'Obligatiounen vun all deenen aneren Een-Euro-Gesellschaften, an deene si nach Associé ass. Physisch Persounen, déi Associé an enger Een-Euro-Gesellschaft sinn, kënnen awer och Associé sinn an anere Gesellschaften, déi ënnert den normale Forme virgesi sinn. Dës Limitatioun géllt also nëmme fir d'Sàrl-S.

Et gëtt eng eenzeg Ausnam, nämlech am Fall, wou eng Persoun Parten ierft vun enger Een-Euro-Gesellschaft an och schonn Associé vun enger anerer Een-Euro-Gesellschaft ass: Da ka si béid Associéfunctiounen kumuléieren.

Här President, dat sinn am Résumé d'Speziffisitéit vun der neier Gesellschaftsform, oder vun der Variant vun enger besteeënder Gesellschaftsform, déi mer haut hei aféieren.

D'Avise vun de Chambres professionnelles zu deemem Text waren zum Deel och kritesch. Zum enge gouf d'Fro gestallt, ob den Text wäit genuch geet. D'Chambre des Métiers fäert zum Beispill, dass déi nei Gesellschaftsform nach zu schwéierfällg ass. Dozou muss een awer soen, dass et hei dréms geet, de richtegen Équilibre ze fannen tëschent op där enger Sait der Méiglechkeet ze innovéieren an op där anerer Sait, awer och d'Sécherheet vun Dréitpersounen ze garantéieren.

Mir hu kloer gesot, dass dës Form vu Gesellschaft fir jonk Entrepreneuren adaptéiert ass, déi weinige Kapital brauchen, fir hir Entrepreneuren ze starten. Si ass net géeegeent fir eng Entreprise, déi deier Infrastrukturen oder Material brauch. Et ass kloer, dass eng Bank an deem Fall och weider Garantié fir eventuell Kreditter fuerdert, soudass déi manner héich Kapitaluspréich dann net wierklech vun Notze sinn.

D'Chambre des Salariés huet de Risiko vum Recours op sougenannten „faux indépendants“ monéiert. Deemo géif een, amplatz Salarié anezustellen, fir d'Aarbecht ze maachen, d'Leit dozou forcéieren, sech ënnert der Form vun enger Een-Euro-Gesellschaft ze konstituieren an déi dann ustellen. Iwwert dee Wee kéint een da souwuel d'Aarbechtslegislatioun wéi och d'Sécurité-sociales-Legislatioun contournéieren.

Et ass an deem Kontext wichteg, dass d'Inspection du travail et des mines punktuell Kontrolle mécht - punktuell, awer regelméissig Kontrolle mécht -, fir sécherzestellen, dass do keng Abusen entstinn, an dass se och kuckt, dass sech hannert den Sàrl-S keng ganz gewéinlech Employéé verstoppen.

Voilà, ech mengen, dat wär dat, wat ee kéint zu deemem Projéit de loi soen. Wou, mengen ech, awer wierklech Hoffnungen bestinn, och am Kader vum Programm vun der Regierung, fir Lëtzebuerg ze enger Start-up-Natioun ze maachen, wou mer effektiv jonken Entrepreneuren gären hëllefen, schnell an d'Gäng ze kommen, ass dat heiten e wichteg Instrument an déi Richtung.

Aus deene Grënn mengen ech - an och aus der Siicht vun der LSAP-Fraktioun -, dass dat heiten e gudder Projéit ass. An ech géif dann och domadder den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Léon Gloden.

#### Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Merci un de Rapporteur. Et geet hei ëm en Typ vu Sociétéit, déi soll d'Entrepreneuriat férdere a soumat och der Wirtschaft en „boost“ ginn.

Déi meescht Parteien heibannen haben an hirem Wahlprogramm eppes iwwert d'Sàrl simplifié drastoen. Am CSV-Wahlprogramm stoung dran: „Wir werden eine genaue Analyse der Sàrl simplifiée durchführen.“ Et ass och kee Geheimnis, dass d'Chambre de Commerce ënner hirem deemolege Generaldirekter, dem Pierre Gramagna, ëmmer drop gedréckt huet, fir eng Sàrl à 1 euro an engem Gesetzestext ze verankeren.

Den aktuelle Projéit de loi inspiréiert sech haaptsächlech um Belschen Text an awer och um däitschen Text. An der Belsch ass dës Sàrl 2010 agefouert ginn. Opgrond vun deem net grouse Succès hu se 2014 den Text substanzuell ofgeännert, Modifikatiounen, déi mir och zum Deel an eisem Projéit de loi iwwerholl hunn.

De Rapporteur ass op déi eenzel Dispositiounen agaangen. Ech wëll dat elo net hei nach eng Kéier rappéléieren, ech weisen awer op eng Rei berechtigt Suergen a Kritikke vun deene verschiddenen Institutionen an Organismen hin.

E Belschen Artikel betreffend d'Analys iwwert d'Sàrl à 1 euro vun den Hären Edouard-Jean Navez a Michel Coipel ass intituléiert: «La société privée à responsabilité limitée starter: initiative salulaire ou miroir aux alouettes?» Am „Lëtzebuerg Land“ war eng Kéier en Artikel vum Michèle Sinner iwwert dës nei Form vu Gesellschaft intituléiert: „Geisterbeschwörung mit Laptop“.

De Virdeel ass, dass een dës Gesellschaft mat 1 Euro ka grënne. D'Grondiddi vum Gesellschaftsrecht ass jo, dass een de Patrimoine privé vu sengem Patrimoine professionnel kann trennen. Wann d'Gesellschaft eng Kéier net méi esou gutt dosteet, jo, wa se souguer muss an d'Faillite goen, dann ass de Virdeel, dass den Associé net mat sengem Privatverméigen haft.

Geet also elo en Entrepreneur, deen eng Gesellschaft mat 1 Euro gegrënnt huet, bei eng Bank, fir e Prêt zum Beispill ze kréien, huet e jo kee Kapital an der Gesellschaft, wat hien en Garantie kéint ginn. Hei wäert et also héchstwahrscheinlech dorobber erauslafen, dass d'Banken als Garantie och Kautioun mindestens en Deel vum Privatverméigen verlaangen.

Domadder wär dann d'Ratio legis vun all Gesellschaft verluer, well d'Grenz tëschent Patrimoine privé a Patrimoine professionnel net méi ginn ass. An der Belsch hu se genau dës Erfahrung gemaach.

D'Ënnerkapitaliséierung kann och e Risikofacteur sinn, deemno wat fir e Business ee wëllt maachen. Ech erënnere drun, dass hei de Champ d'application sech op d'Gesellschaft bezitt, déi eng Autorisation de faire le commerce brauchen. Dat geet also theoretisch vun dem Start-upper iwwert de Bäcker bis bei den Entrepreneur.

De Statsrot deelt dës Bedenken. D'Sàrl à 1 euro kann duerch Ausfäll vum engem Formulaire gegrënnt ginn. Et brauch een also keen Notairesakt. De Virdeel wier, gëtt gesot, et géif also méi séier goen. Eh ben, och haut kann een, wann een d'Dokumenter all zesammen huet, eng Gesellschaft an engem Dag grënne. An d'Gesellschaft ass no der Ennerschréit beim Notaire direkt operationell.

D'Sàrl mat 1 Euro kann effektiv mat manner Käschte gegrënnt ginn, well keng Notaireskäschten ufalen an och d'Immatrikulatioun manner deier ass, soudatt ee grosso modo ka soen, dass ee fir eng normal Sàrl tëschent 12.800 an 13.500 Euro muss rechnen, wougeint een eng Sàrl simplifiée mat ronn 190 Euro ka grënne.

An engem Dag eng Gesellschaft mat 1 Euro grënne, kléngt cool a sexy. Et muss een awer wëssen, dass een, wann ee sech an esou eng Aventure wëllt lancéieren, e gudder Businessplang muss hunn, sozial Verantwortung muss bereet sinn ze droen a sech op d'hënnesch Been ze setzen, fir sai Business ze développéieren.

D'Berodung säitens vu Professionellen ass also net onwichtig, zemoos wann ee Start-upper ass a sech fir d'Éischte Kéier an e Business lancéiert.

Ech erënnere drun: D'Zuel vun de Failliten ass dës Joer an d'Luucht gaangen. Duerch den Dram vun enger Een-Euro-Gesellschaft lancéiere sech vläicht eng Rei Leit blauäueg an d'Entrepreneuriat an da kann den Dram schnell zum Albdram ginn!

D'Chambre des Salariés souwuel wéi d'Gewerkschaften hunn och hir Bedenke geäussert, well se fäerten, dass d'Salarié géifen opgefuerdert gi vun de Patronen, eng Sàrl simplifiée ze grënne, soudatt se net ënnert dem Statut vum Salariat engagéiert ginn, mä als Indépendant.

Et ass ze hoffen a mir wënschen eis et alleguer, dass dës nei Projéit de loi sengem Zil gerecht gëtt.

Opgrond vun all dëse Remarquen déposéieren ech eng Motioun, déi vum Simone Beissel, Franz Fayot, Viviane Loschetter a mir selwer ënnerschriwwen ginn ass, an där mer d'Regierung opfuerdere, an dräi Joer e Bilan virzeleeën iwwert d'Applikatioun vun deemem neie Gesetz.

#### Motion

*La Chambre des Députés, considérant d'une part, que*

*- le projet de loi n°6777 a pour objectif de faciliter l'accès, notamment pour les jeunes, à l'entrepreneuriat via la création d'un nouveau type de société, la société à responsabilité limitée simplifiée (Sàrl-S);*

*- le régime juridique de la Sàrl-S allège sur plusieurs points le régime applicable à la société à responsabilité «ordinaire», notamment en ce qui concerne les exigences en matière de capital social et les formalités de constitution;*

*- ce régime juridique vise à permettre à la Sàrl-S de devenir l'outil favori d'entrepreneurs souhaitant démarrer leur activité;*

*considérant d'autre part, que*

*- dans leurs avis respectifs, la Chambre des Notaires et la Chambre des Salariés ont exprimé la crainte que la nouvelle structure puisse être malmenée et aboutir à la promotion d'une indépendance fictive qui pourrait priver d'anciens salariés devenus «entrepreneurs» de la protection qu'offre le droit du travail et partant créer un nouveau type de dumping social;*

*- dans les avis précités il est aussi mis en exergue, qu'au vu du fait qu'une Sàrl-S peut être fondée avec 1 euro, les établissements financiers requièrent des garanties supplémentaires de la part du fondateur d'une Sàrl-S, à savoir la mise en gage d'une partie du patrimoine privé;*

*notant par ailleurs que le nombre de faillites a augmenté au cours du premier semestre 2016 par rapport à la même période de 2015 et que la société à responsabilité limitée «ordinaire» est la forme juridique la plus touchée par les faillites avec 66,23% du total des déconfitures;*

*qu'il ne peut être exclu que l'allègement des modalités de constitution des Sàrl-S, au vu des considérations précitées, pourrait aboutir à une hausse des faillites;*

*invite le Gouvernement*

*à présenter à la Chambre des Députés un bilan trois ans après l'adoption de la présente loi en projet relevant:*

*- le nombre de constitutions de Sàrl-S;*

*- les difficultés rencontrées par ces Sàrl-S pour démarrer leurs activités;*

*- le nombre de Sàrl-S ayant décidé une augmentation de capital depuis leur constitution;*

*- le nombre de Sàrl-S déclarées en faillite, voire mises en liquidation depuis l'entrée en vigueur de la loi.*

(s.) Léon Gloden, Simone Beissel, Franz Fayot, Viviane Loschetter.

Här President, zum Schluss ginn ech lech nach den Accord vun der Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gloden. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projéit de loi kritt déi klassesch Société à responsabilité limitée eng kleng Schwëster mam Numm Sàrl simplifiée.

De Rapporteur Franz Fayot huet et scho gutt erkläert: D'Grondiddi vun deemem Gesetzesprojéit ass, kuerz gesot, d'Grënnung vun enger Entreprise mat just 1 Euro Startkapital ze erméiglechen an d'Prozedure bei der Grënnung ze vereinfachen.

Quitte dass eng Rei Niewekäschten an der Héicht vun eppes iwwer 100 Euro mat där Grënnung verbonne sinn, läit d'Investitioun awer wäit ënnert deenen 12.000 a méi Euro, déi fir d'Kreatioun vun enger traditioneller Sàrl gebraucht ginn.

Domat geet Lëtzebuerg op deeselwechte Wee wéi eis dräi Nopeschlänner, och dat ass scho gesot ginn. Déi sinn 2010 an 2011 op dee Wee gaangen, Frankräich mam Entrepreneur individuel à responsabilité limitée, d'Belsch mat der Société privée à responsabilité limitée an Däitschland mat der Mini-GmbH oder Ein-Euro-GmbH, op déi ech kuerz wéilt agoen.

Ausschlaggebend fir déi däitsch Reform war d'Tatsaach, dass déi klassesch Gesellschaften mat beschränkter Haftung, wéi se an Däitschland genannt ginn, der grousser Konkurrenz vun iwwer 4.000 brittesche Limited-Gesellschaften ausgesat waren. Dës Gesellschaften hunn déi däitsch Gesellschaften souzosen ënnerwandert an hunn och eng ganz Rei juristesche Onkloerheete geschafen, mam Resultat, dass Däitsch-

land säin eegene Modell mam Numm Mini-GmbH geschafen huet.

Jiddwerfalls war d'Beléiftheet awer bewisen, d'Beléiftheet vu manner kapitalintensive Firmen. De Boom an Däitschland war onverkennbar.

Als Gréng gi mir dovun aus, dass d'Sàrl simplifiée als Lëtzebuerg Variant zu eiser classescher Sàrl op gradesou vill Interessi an eisem Land wäert stousse wéi an Däitschland.

An Däitschland hunn déi Gréng déi entsprechend Reform 2010 ënnerstëtzt. An och zu Lëtzebuerg steet déi gréng Fraktioun voll a ganz hannert deemem Projéit de loi, net well eist Land vu brittesche Limited-Gesellschaften iwwerschwemmt gëtt an dowéinst en nationale Géigemodell muss opstellen, mä mir ënnerstëtzen deem Projéit de loi, well mer wierklech iwwerzeegt sinn, dass d'Sàrl simplifiée déi Lëtzebuerg Wirtschaft wäert beliewen, dass se de Wee an d'Selbstständigkeit wäert férdere an dass dës vereinfacht Méiglechkeet, eng Entreprise ze grënne, wäert verhënnere, dass Vill kreativ an engagéiert Biergerinnen a Bierger sech am Ausland wäerten nidderloosen, wou et dës Form vu Gesellschaft scho souwisou gëtt.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mir sinn nämlech der Meinung, dass eng Sàrl simplifiée dat ideaalt Sprangbriet ass, fir déi wirtschaftlech Onofhängegkeet och zu Lëtzebuerg ze erreeche bei jonke Leit.

Ganz oft steet dat héicht Basiskapital och a kenger Relatioun mat den niddregen Zommen, déi fir de Fonctionnement vun der Entreprise gebraucht ginn. Wann eng Persoun zum Beispill fir de Fonctionnement vun enger Firma just e Computer brauch, da sinn déi 12.000 Euro a méi, déi dës Persoun fir d'Grënnung vun der Firma brauch, proportional gesi vill ze héich. D'Konsequenz ass natierlech déi, dass déi Persoun op d'Grënnung vun der Firma verzicht. Mat deem Projéit de loi soll dee Problem geléist ginn, well en d'Startkapital, wéi gesot, op e Minimum reduzéiert an donieft och d'Prozedure vereinfacht.

Donieft ass et mir awer och wichteg ze betounen, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Sàrl simplifiée net als Finalitéit en tant que tel soll ugesi ginn. Do sti mir voll derhannert. En Een-Euro-Gesellschafter soll wa méiglechen den Défi ugoen, fir sech weiderzuentwéckelen. E soll versichen, genuch Eegekapital unzesammelen, fir dass en am Laf vun der Zäit de Statut vun der classescher Sàrl kann erreechen. Op déi Manéier kritt en d'Chance, sech definitiv um Lëtzebuerg Marché ze implantéieren an ze behaupten. Natierlech muss e se och gescheit notzen.

An deem Sënn ass d'Sàrl simplifiée also kee Bequeemlechkeetspflaster fir liddreg Leit, déi net vill kënnen investéieren oder net vill wëlle schaffen, mä éischer en Trampolin, deen enger motivierter Persoun d'Méiglechkeet gëtt, fir hiert Potenzial an hir Talenter och ouni héicht Startkapital voll zur Geltung ze bréngen.

Op dës Manéier baut déi Persoun sech net nëmme hir eegen Zukunft op, si kann och selwer zum Employeur ginn an Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg schafen, déi dem Lëtzebuerg Aarbechtsmaart zeguttkommen. Schonn eleng dës Argumenter rechtfertigen an eisen Aen dës Projéit de loi.

Doriwwer eraus si mir awer och iwwerzeegt, dass dës Modell sech ganz besonnesch an eisem klengen Lëtzebuerg eegent, net nëmme, well mir e Land mat kuerze Weeër a gudder gesellschaftlechen a sozialen Netzer sinn. Lëtzebuerg strieft och scho seit Laangem e Wirtschaftsmodell un, deen op Innovation, op Kreativitéit, op Initiativgeescht setzt, e Modell, dee mat konkrete Projéite muss ënnerstëtzt a geférdert ginn. Dat hei ass ee vun aneren.

Ech denken hei un all déi Secteuren, déi net op riseg Investissementer ugewise sinn, mä ganz eleng op kreativ Geeschter a couragéiert Leit. Zu deene Secteuren gehéieren, wéi scho gesot, den Internetsektor, mä och déi lokal Produktioun, déi ëmmer méi Unhänger fënnt: den Design, den Numérique, d'Medien, d'Konscht an d'Kreatioun am Allgemengen, wou ganz innovativ a beléift Projéite méiglech sinn, wa se richtig ugepaakt ginn. Dat bescht Beispill ass am Süden unzutreffen: Et ass de Projéit 1535°C mat der Kreativfabrik an dräi alen Arcelors-Halen zu Déifferdeng, en Atelier, deen der Kreatioun op ville Pläng gewidmet ass a ganz vill Succès kennt.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, fir eis ass et duerfir net vun ongeféier, dass d'Chambre de Commerce sech ganz positiv vis-à-vis vun dëser Reform geäussert huet. An et ass och net vun ongeféier, dass d'Madamm Linda Bos, onofhängeg Designerin a



Matgrënnerin vun der beléifert Initiativ „Lët'z go local“ mat mëttlerweil 120 Memberen an dëser Reform e grouse Fortschritt gesäit; dëst natierlech stellvertriedend fir vill aner kreativ a couragéiert Biergerinnen a Bierger, déi mir ganz sécher zu Lëtzebuerg hunn, mä déi een net gesäit.

Här President, natierlech gëtt et kee Geschäftsmodell, deen nëmme Sonnesäiten huet. Grad wéi hanner anere Forme vu Gesellschaften verstoppe sech och hei eng Rei Schietsäiten, déi net dierfen ignoréiert ginn. An dat ass och net geschitt. D'Chambre des Salariés weist beispillsweis op de Problem vun den „faux indépendants“ oder der Schäinindépendance hin als eng vun de gréisste Geforen, déi vun deemem Projet de loi ausgeet. Déi Gefor entsteeft nottamment, wéi och schonn erkläert ginn ass, wann eng Firma amplax Personal direkt anstellen, potenziell Employéen dermat beoptragt, eng Sàrl simplifié ze grënnen an dann iwwert dee Wee mat hinnen zesummeschafft.

Déi Leit, och wa se sech Entrepreneur dierfen nennen, sinn dee Moment net nëmme ofhängeg vun den Décisiounen vum grouse Brudder, si risikéieren och Affär ze gi vun der finanzieller Ausbeutung a vum Netrespekt vum Aarbechtsrecht. Et ass fir eis onemstridden, datt d'Salariatskummer hei e ganz wichtege a pertinente Punkt opgeworf huet. Et ass dee Punkt, deen och an Däitschland fir vill Gesprächsstoff gesuergt huet. D'Unternehmensgesellschaften, ofgekierzt UG, wéi se an Däitschland genannt ginn, sinn dowéinst vu verschiddene Journalisten mat Titele wéi „Unter Gaunern“, „Unter Geiern“ oder „Unsaubere Geschäfte“ verspott ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deem muss een dann awer entgéinthalen, datt de Problem vun der Schäinindépendance net speziell duerch dese Projet de loi geschafene oder verschäerft gëtt. Dese Problem besteet souwiesou a ville Secteuren an e muss mat alle Mëttele bekämpft ginn; beispillsweis och am Transport- an Taxiwesen, mä och an anere soi-disant on-offhängege Beräicher, wou d'Akteuren eigentlich just a Réseau fonctionnéieren, ouni datt se bekannt sinn.

Eng aner Kritik, déi och op Lëtzebuerg zoutrëffe kann, koom vun däitsche Juristen an Notairen. Si hu bemängelt, datt den extrem niddrege Kapitalasaz vu just 1 Euro op kee Fall kann duergoen, fir eng Entrepreneuraktivitéit sénnvoll an dauerhaft auszeüben. „Ennerkapitaliséierung“ ass dat Wuert, wat och den Här Gloden gebraucht huet. Och dat ass net falsch. Derbäi kënnt, datt eng gutt durchduechte Planung e Businessplang viraussetzt, eng seriö Kontabilitéit, eng juristesche Berodung, déi een a munche Fäll och néideg huet, an eng gutt Kommunikatioun. Alles dat si Facteuren, déi zousätzlech Käschte verursaachen a vun Ufank u mussen a Betruecht gezu ginn, wann d'Entreprise wierklech dauerhaft wëllt iwwerliewen.

Eng weider Fro an deem Kontext ass déi, awéiwäit eng Bank iwwerhaapt bereet ass, engem Chef vun esou enger Entreprise eng Kreditkaart am Numm vun der Firma zur Verfügung ze stellen, well en einfach net op eng finanziell Garantie kann zréckgräifen. Och déi Suerg ass berechtigt, si soll awer net de Grund ginn, fir Schwarzmolerei ze bedriewen oder fir d'Banken aus der Verantwortung ze loosene. Grad hei kënnen d'Banken nämmlech hir Responsabilité sociale enner Beweis stellen an eng konstruktiv Partnerschaft mat deene Sociétés opbauen, wou ee jo och muss wëssen, datt d'Autorisation d'établissement scho vu vireran eng gewësse Garantie duerstellt.

Eis gréisst Suerg ass a bleift enner dem Stréch déi, datt dëst Gesetz net dierf ausgenutzt ginn, fir d'Aarbechtsrecht ze violéieren a Gaunerbetriber zouzeloosse wéi déi, déi ech virdru beschriwwen hunn. Dese Risiko ass an der Chamberskommissioun beschwat ginn an en ass och mam Aarbechtsminister Nicolas Schmit diskutiert ginn. An deem Kontext, an dat ass begrëssenswäert, huet de Minister drop higewisen, datt Kontrolle vun der ITM wäerte stattfannen, wat natierlech bedeit, datt d'ITM och deementspreechend muss opgestallt ginn. En Défi, deen net nëmme dëst Gesetz betrëfft, mä d'ITM am Allgemengen, wou nach e gewëssenen Nohuelbedarf besteet.

Ofschlëssend, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech nach eemol betounen a mech freeën, datt dem Justizminister Félix Braz mat deemem Projet de loi e wichtege Schratt gelongen ass, e Schratt an eng lieweg Wirtschaft, eng lieweg Lokalwirtschaft. Eng lieweg Wirtschaft brauch nämmlech net nëmme Courage, Kreativitéit an d'Eegeninitiative vu ville Leit, eng lieweg Wirtschaft brauch virun allem och Gesetzer wéi dat heiten, déi de richtige Kader setzen, fir datt jonk Mënschen hiert eegent Schicksal ouni groussen Opwand an ouni grouse Dépense selwer an d'Hand kënnen huelen.

An deem Sënn ass dës Reform eng Moosnam, déi jonken Talenter Diere wäert opmaachen.

An et ass eng Moosnam fir den Emploi zu Lëtzebuerg, fir eis lokal Economie mat alle Virdeeler a Stärkten, déi mer scho kennen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Simone Beissel als nächst Riednerin.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi gewinnt und virop mäi Merci un de Rapporteur Franz Fayot fir säi gudder schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'Sàrl simplifié ass säit Laangem vu ganz ville Säite gefuerdert ginn, an elo kënnt se endlech. Virun allem jonk Entrepreneur a Start-uppe waarden drop, fir d'Méiglechkeet ze kréien, fir eben ouni e groust Eegekapital hir Geschäftsideen ëmzesetzen an hiren Dram vun der Eegestännegkeet ze realiséieren.

D'Opbréngung vun engem Ufankskapital vun ongeféier an der Héicht vun 12.000 an esou vill Euro war an ass nach ëmmer eng Hürd fir ganz vill jonk Entrepreneur. Effektiv, wann ee Jonke vun der Universitéit heemkënn an en huet net d'Chance, fir Elteren ze hunn, déi finanzkräfteg sinn, oder soss iergendeen, deen him op d'Been hëllef, da kënnen 12.000 Euro och 2016 nach trozdeem eng Zomm sinn, déi an enger Héicht ass, déi de Jonken net pakt. An et ass u sech da schued, wann dee ganzen Entrepreneursgescht, dee mer jo solle férdere, dann net ka realiséiert ginn, trotz Courage, Kompetenz, Motivatioun, gudden Iddien, a sech dann décidéiert gëtt, fir net am Privatsektor ze bleiwen an iergendwéi e Salariatsverhältnis anzegoen. An dann ass dee ganzen Dram vun der Eegestännegkeet kapott. Dofir ass et wichtig, dass mer dat haut hei maachen.

Et sinn e ganze Koup Jonker, déi hunn Iddien, déi fir den Ufank kee groussen Invest brauchen. An dofir ass déi Sàrl simplifié wierklech wëllkomm. Ech denken, an et ass scho bei menge Virriedner hei ugeklongen, nottamment u Secteure wéi IT, Softwareprogrammierung, Berodung an esou weider, wou een net direkt e groust Kapital brauch.

Ganz sécher, an do si mer eis all eens, wann ee gläich ufänke wëllt, eng Produktionsfirma op d'Been ze setzen, wat jo ganz vill an der Form vun der Sàrl gemaach gëtt, da geet et mat 1 Euro natierlech net duer, well et ass keng Bank, déi lech dee Moment wierklech dat Geld léint, wat Der braucht, fir eng Produktionsfirma op d'Been ze setzen.

Mir hunn also elo bei der Sàrl wierklech e Paradigmewissel hei, well nientend der Sàrl unipersonnelle kënnt elo eng nei weider Ouverture mat där Sàrl, déi ee ka kréie mat 1 Euro a wou trozdeem elo e ganze Koup Jonker kënnen vun den Avantagé vun der Sàrl profitéieren. Well, wéi gesot, zwee Drëttel vun eise Lëtzeburger Firmaen, well mer jo e relativ grouse Sektor vu PMEen hunn, fonctionnéieren enner dem System vun der Sàrl.

Firwat? Well eben, den Numm seet et, do Responsabilité limité ass, eng bestëmmte Sécherheet fir deen, dee wëllt eng Firma kréieren, ouni dass säin Eegekapital an dat vun der Famill muss direkt an den Asaz goen. Da kann d'Famill geschützt ginn. Et ass awer net esou e groust Kapital, dass direkt muss mat Aktionäre geschafft ginn, wat jo eng ganz aner Nues huet an e ganz anere Genre Butten huet wéi elo eng Sàrl.

Andeems mer et an Zukunft dann elo mat deemem Konstrukt erméiglechen, dass ee Sécherheet kritt, och mat 1 Euro, bréngt mer et also fäerdeg, jonke Leit, Start-uppen hir Dreem kënnen an d'Wierklechkeet ëmzesetzen. Eng Ofsécherung gëtt et jo: Et muss een een Deel vun de Benefissen direkt a Reserven tassel. Et ass och wichtig, dass d'Leit gewinnt ginn ze spueren. Well normalerweis och, beim Benefiss gëtt jo normalerweis een Deel gehalen an een Deel gëtt ausgeschott. Hei ginn d'Saachen an d'Reserve gemaach.

Bon, an da muss een ebe kucken - de Franz Fayot huet dat ganz kloer ëmraus, wat mer fir Diskussiounen haten -, wat geschitt, wann een da bei déi berüümt 12.000 Euro kënnt, fir ze wëssen: Wat maache mer dann elo? Gi mer an eng Sàrl? Mä ech mengen, wa mer op deem Niveau sinn, dann hunn allegueren déi Jonk scho gutt geschafft. An da kréie se och déi néideg Berodung, fir dann déi richteg Décisiounen ze huelen.

Ech ginn net weider an d'Detailer an. Meng Virriedner hunn dat scho ganz gutt hei ennerstrach. Ech wëll awer nach Folgendes soen: Lëtzebuerg muss hei matmaachen. Mir kënnen eis et net erlaben, Jonker a manner Jonker, déi gutt Iddien hunn - well mer jo andauernd den Entrepreneursgescht wëlle férdere -, eleng ze

loossen, just well se eben net dat néidegt Startkapital hunn, fir hir Iddien ëmzesetzen a sech eben an d'Eegestännegkeet ze evolüieren, e Projet de vie ze realiséieren, en Dram. An ech mengen, dat ass fir all Jonken en Incentive, an dat solle mer ennerstëtzen.

All Aarbechtsplaz, déi duerch de Fait, dass net genuch Kapital do ass, fir eng Firma ze grënnen, verluer geet, ass eng Situatioun, wou mer erëm eng Persoun eventuell net aus der Aarbechtslosegkeet erauskreien. An Dir wësst: All Aarbechtslosegkeet ass e mënschlecht Schicksal, dat mat Momenter schwéier ze verdauen ass. An dofir ass dat hei och eng positiv Reaktioun, fir nei Aarbechtsplazen ze kreieren an dee Moment och an deem Sektour Remedur ze schafen.

Mir erfannen d'Rad hei net nei. Am Ausland gëtt de Konstrukt vun der Sàrl simplifié, och wa se heiansdo anescht heescht, scho länger gebraucht. D'Amerikaner an d'Chineese brauche se massiv, nottamment wa se Transfere maachen, Investe an anere Länner, wou se net wëlle grouss investéieren, ebe just well se nëmme wëlle punktuell Aktiounen do maachen. An ech mengen, mir si gutt beroden, dass mer eis elo un déi grouse Well vun Sàrl-simplifiéen, déi net nëmme duerch Europa geet, mä déi amgaangen ass duerch d'ganz Welt ze schwuppen oder ze schwappen, dass mer eis do hannendrunhänken. An da si mer am gudder Peloton. Well Dir wësst, e gudder Peloton ass ëmmer wichtig, an egal wat fir enger Disziplin.

Mä, ee Souci - et ass schonn ugeklonge bei menge Virriedner, an do kommen ech zu der praktescher Ëmsetzung vun deemem neie Projet de loi -, ee Souci, dee mer hunn, mat all deene Bedenken, déi mer vu riets a léns gehéiert hunn an déi och justifiéiert sinn, dat ass, dass mer d'Fiabilitéit an d'Faisabilitéit vun deemem Konstrukt kënnen garantéieren.

An dofir - dat ass och vu menge Virriedner schonn ennerstrach ginn, an ech ennersträchen dat och ganz formell - hätte mer gär a mir froen dat jo och, dass regelméisseg, a mir proposéieren elo eng Zäitspann vun dräi Joer - well all juristesche Konstrukt, ier en dobause bei de Leit ass an d'Leit sech kënnen organiséieren, muss awer eng Ulafzäit kréien -, dass also a regelméissegem Ofstänn, an elo an enger eisichter Period vun dräi Joer, eng ganz seriö Evaluatioun gemaach gëtt: Wéi gräift et? Wat sinn eventuell d'Problemer vun de jonken Entrepreneur? Wou kënnen mer hëllef? Wou kënnen mer Remedur schafen, fir dass mer dee flotte juristesche Konstrukt, dee ganz modern a vereinfachte Konstrukt um Liewen halen an de Leit kënnen hëllef an deem Sektour? An dat ass jo e gudder Label fir eis ganz Economie.

Dofir, opgrond vun deenen Iwwerleeungen, bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Deen nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen, d'Simone Beissel huet et elo grad ganz gutt op de Punkt bruecht: Gëtt et Fäll, wou een eng Firma kann opmaachen, wou een net onbedéngt 12.000 Euro Kapital brauch? D'Antwort ass ganz kloer: Jo! Gëtt et awer eng Aktivitéit, wou ee mat 1 Euro Kapital auskënn? Do ass d'Antwort genauou kloer: Neen!

D'Chambre des Métiers huet dat an hirem Avis ganz gutt op de Punkt bruecht, andeem se gesot huet, et wier en „leurre“. Well all Fournisseur kuckt natierlech: Wat ass d'Kapitalisatioun vun där Gesellschaft? An all Bank verlaangt perséinlech Garantien. Et ass also an eisen Aen eng Illusioun, en Etiketteschwindel, wann ee seet, et géif een hei méiglech maachen, datt Mënsche sech eng Existenz opbaue mat engem Kapital vun 1 Euro.

Ech gi méi wäit, ech soen: Et ass e Gimmick! Et gëtt hei virgespigelt, wéi wa Saache géifen einfach ginn, déi net einfach ginn. Jo, et ass wouer, elo hunn ech dann, fir esou eng Sàrl simplifié ze grënnen, nëmme nach Fraise vun 261 Euro. An am Projet de loi gëtt da gesot, eng normal Sàrl hätt Fraise vun 12.800 Euro.

Wat natierlech komplett falsch ass, well dat Kapital vun 12.000 Euro, wat ech muss hunn an enger normaler Sàrl, kann ech jo verwenden. Ech verwenden dat, fir mäi Kontabel ze bezuelen, mäi Conseil juridique, mäin eischte Loyer, meng eischt Pai vu mengem eischte Salarie; dat ass e Mindestloun vu jo dann awer 2.500 Euro mat de Charge-socialen. Ech kann dat Kapital benotzen! Et ass net e Coût, mä dat ass Geld, wat der Gesellschaft zur Verfügung steet a wat fir si ka benotzt ginn.

Da seet de Fränz Fayot: „Mir maachen d'Saachen elo méi schnell.“ Dat wier ganz gudd, wa

mer et kéinte méi schnell maachen, mä et ass net méi schnell! Wisou? Well et gëtt verlaangt, datt dat heiten nëmme kënnen Leit maachen, déi schonn eng Autorisation d'établissement hunn. Dat dauert méi wéi 24 Stonnen.

De Kolleg Gloden huet et mat Recht gesot: En Notairesakt mécht een haut zu Lëtzebuerg, wann ee preparéiert ass a säi Certificat de blocage huet, bannent 24 Stonnen! Vläch bannent zwee Deeg; ganz bestëmmt bannent enger Woch! Eng Autorisation d'établissement hunn ech ganz bestëmmt net bannent enger Woch. Déi bürokratesch Hürd ass also vill méi schlëmm wéi d'Dauer vum Notairesakt.

An da kënnt dat Schlëmmst: Mir limitéieren dat heiten op Leit, déi eng Autorisation de commerce brauchen. D'Kollegin Lorsché huet geschwat vu Konscht a Medien. An et gouf ëmmer erëm de Fall zitéiert vum Webdesigner. Ma dat si Leit, déi brauche keng Autorisation de commerce! Dat sinn Activités purement civiles, intellectuelles. Dat ass kee Commerce! Déi sinn net soumis à autorisation d'établissement! Si kënnen tout au plus e Bréif kréie vum Ministère, datt se déi net brauchen, mä si kréien net eng Autorisation, well si brauche keng Autorisation. Dat heescht, all déi Leit, vun deenen Der hei schwätzt, kënnen keng Sàrl simplifié maachen! Dat ass Fakt.

Wa mer wierklech wëlle simplifiéieren... Ech si ganz d'accord, datt mer iwwert d'Héicht vum Kapital schwätzen, mä wa mer wierklech wëlle simplifiéieren, ma da kommt, mir schafen endlech déi onsäglech Autorisation d'établissement of, ausser fir ganz speziell Beruffer natierlech: Handwierker, Architekten, all déi Beruffer, déi speziell reglementéiert sinn, Agence-immobiliären, all déi Firmen, wou kann e Schued entstoe fir de Konsument, Konstruktionsfirmen. Mä fir de Rescht: Kommt, mir schafen déi Autorisation d'établissement of! An da gëtt d'Grënnung vun enger Firma vill méi schnell. Da férdere mer den Entrepreneursgescht an dann hu mer tatsächlech eppes gemaach, nottamment och fir d'Start-uppen.

An de Fränz Fayot huet gemengt, grad fir Start-uppe wier dat heiten e fantastescht Instrument. Hei ass dat eenzegt Gesetz, wat mer hei am Land hunn, wou mer d'Héicht vum Capital social no uewe limitéieren. A grad interessant Start-uppe brauche ganz bestëmmt méi wéi 12.000 Euro Kapital.

Et ass also e Leurre, et ass en Etiketteschwindel, et ass e Gimmick vun der Gambia-Regierung! An duerfir wäerte mir als ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et ass eigentlech schonn erstaunlech, datt souguer déi Leit, déi en faveur vun deemem Gesetz sinn, net midd ginn, op d'Geforen an op déi negativ, déi potenziell negativ Auswierkung vun deemem Gesetz opmierksam ze maachen. Et ass méi wéi eng harmlos Verännerung vum Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales. Et ass och méi wéi just eng kleng Schwëster vun der Sàrl. Mir mengen, datt et ganz vill problematesch Konsequenze schéngt ze hunn.

Et stëmmt, datt sech d'Aféierung vun där doter Form vu Sociétés aschreift an en europäesche Kader. Aner Länner wéi Däitschland, Frankräich, d'Belch, Holland hunn och schonn esou oder esou äänlech Entreprises oder eng rechtlich Rumm, déi esou oder esou Entreprises erlaabt.

D'Konsequenze vun deemem Projet bleiwen awer duerfir och en vue ze kucken vun deem, wéi et an den Nopeschlänner ass, an och déi negativ Konsequenzen dovunner. Well eppes ass awer, mengen ech, sécher: datt et drëm geet, Regele no ennen ze nivelléieren. Dat ass méi wéi eng administrativ Vereinfachung. Et ass en Nivellement no enne vu verschiddene Kontrollméiglechkeeten, vun der Transparenz, och wat d'Lein an och wat d'sozial Standarden ueget. Dat soen net nëmme mir, mä dat seet och d'Salariatskummer; et ass schonn e puermol op deen Avis higewise ginn. Dat soen awer och Notairen, déi och zu deemem Projet e ganz kriteschen Avis geschriwwen hunn.

(**Interruption**)

Ech wëll hei besonnesch op dräi Punkten agoen, déi mir an deemem Gesetz kritiséieren:

Éischtens soll d'Sàrl simplifié net, esou wéi dat bis elo üblech war, obligatoresch mat engem Acte notarié gegrennt ginn, mä de Grënner

oder soss eng Privatpersoun soll dësen Akt einfach selwer verfaassen an ënnerschreien, a gegebenenfalls mat sengen Associéien. Dës minimal Kontrollfunktoun vum Acte notarié, wou et notament och ëm d'Identifikatioun gaangen ass, huet bis haut bei Firmegrënne gesspillt a war awer och e bescheidene Garde-fou, duerch dee méiglech Abusen oder soss Problemer schon am Ufank konnten erkannt ginn. Et ass zumindest elo net ausgesetz, datt mat der Sàrl simplifiéer per Gesetz potenziell och eng gewëssen Opacitét do erakéint.

Mir sinn och, zweetens, der Meenung, datt d'Sàrl simplifiéer, d'Notioun vun der Verantwortung...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Här President, dierf ech eng Fro stellen? Den Här Baum huet elo an engem Niewesaz quasi gesot, duerch dëst Instrument kéim elo Opacitét dran eran. Ech géif gären erkläert kréien, wéi hei kann Opacitét entstoën.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Einfach doduercher eleng schon, datt bei Geldtransferen et elo esou ass - iwwer 10.000 Euro -, datt et eng Kontroll iwwert d'Hierkonft vun dese Gelder gëtt. Bei deser Gesellschaftsform gëtt et keng Kontroll iwwert d'Hierkonft vun de Gelder! Dat ass awer en Deel vun där Opacitét, déi zumindest potenziell als Gefor hei besteet.

Zweetens si mer der Meenung, datt mat der Sàrl simplifiéer d'Notioun vun der Verantwortung vum Entrepreneur wesentlech ofgeschwächt gëtt. Doduercher, datt eng Persoun oder Persounen, déi eng Gesellschaft wëlle grënnen, e gewëssent Minimalkapital zesummekréie mussen, wéi dat bis elo de Fall war, ier se kënnen eng Entreprise grënnen, war awer och do e Garde-fou, fir kënnen dovunner auszegoen, datt dee Projet duerchduecht an eng Zäit geräift ass an datt et eng reell Volontéit ginn ass, fir op de Wee vun där Firmegrënne ze goen, an datt den Entrepreneur och verantwortlech mat senger Entreprise ëmgeet, och besonnesch doduercher, datt e selwer e gewëssene Risiko agaan ass.

Doduercher, datt et elo scho mam symboleschen Euro Startkapital méiglech ass, eng Sociéitéit ze grënnen, stéisst dat d'Dier an eisen Aen op fir eng Rei vu weineg duerchduchte Firmegrënne an deemstspriechend och Faillitten. Well och schon haut stelle rezent gegrennten Sàrlen mat dem Minimum vun 12.000 an eppes Euro Startkapital bal d'Halschent vun de Faillitten zu Lëtzebuerg duer. A mir mengen, datt d'Baisse vum Niveau vun Startkapital sécher net dozou féiere wäert, datt den Niveau oder den Undeel vun de Faillitte wäert erofgoen.

Verantwortungen a Verflüchtungen huet en Entrepreneur der eigentlech vill: par rapport zu de Créancier, andeem e seng Schold zréckbezilt, par rapport och zum Stat, par rapport zu deene Steieren an och Cotisatiounen, déi e bezuele muss, an och par rapport zu de Salariéen, well näischt verhënnert, datt och eng Sàrl simplifiéer Personal beschäftegt. An et ass d'Personal, wat an éischer Linn bei enger Faillite am schlémmste beträff ass.

Dat riskéiert bei deemem Typ vun Entreprise net besser ze ginn, well vu virera kee Minimalbetrag erfuerdert ass. Et handelt sech also an eisen Aen ëm e Gesetz, dat d'Fräiheet vum Entrepreneuriat weider op d'Spëtzt dreift, mä et awer gläichzäiteg duerch déi extrem beschränkten Haftung vum Risiko wesentlech befreit. E Risiko, deen awer d'Grundlag ass vun där liberaler Aktivitéit. An e Risiko a seng Käschten am Fall vun der Faillite, déi dann op d'Allgemengheet a respektiv op potenziell Salariéen ofgewälzt kënne ginn.

Drëtens: d'Auswierkung vum der Sàrl simplifiéer op d'Aarbechtswelt, op d'Léin, d'Aarbechtsbedingungen a generell op d'Entwécklung vun den Aarbechtskonditiounen. An deene leschte Méint gouf ganz vill vun där sougenannter „Uberisatioun“ geschwat. E Begrëff, dee vill verschidde Konnotationen huet, mä deen ech hei am Kontext vun deser Debatt als Court-circuitage géif bezeichne vun de Prinzipie vum traditionelle Salariat an der sozialer Ofsecherung, déi domadder zesammenhängt.

Mat der Aféierung vun der Sàrl simplifiéer kéint dës Entwécklung och zu Lëtzebuerg anrieden an a ville Beräicher verallgemengert ginn. Natierlech hu mir fir Uber, wat d'Taxien ugeet, eng Reglementatioun, déi elo net direkt dovunner beträff ass, mä dee Prinzip, deen do hannendrustécht, deen och genannt ginn ass, dee vun der Schänselfbststännegkeet, leeft Gefor, iwwerhandzuhuelen.

Ech sinn och net berouegt vun deenen Explikatiounen, déi den Här Fayot als Rapporteur ginn huet, datt d'ITM dat kontrolléiere géif, well grad an deem dote Beräich schéngen eis d'Kontrollen awer ganz schwierig ze sinn. Well et geet jo zum Deel drëm, datt Leit vun doheem aus schaffen, och wa se am Dénsgcht fir eng aner Entreprise schaffen, a mir stellen eis et ganz schwierig vir, wéi déi Kontrollen am Konkrete sollen ausgesinn.

Et riskéiert duerch dese System ze enger verallgemengter Selbstausbeutung ze kommen. D'Associéien vun enger Sàrl simplifiéer ënnerleien nämlech als Patron net de Schutzbestimmung vum Code du Travail. Si brauche kee Mindestloun ze kréien. Iwwerstone ginn net kontrolléiert an och net bezuelt. Si bilden - oder zumindest ass et eng Gefor, datt et dorop erausleef - eng Zort deloyal Konkurrenz géigeniwwer vu Salariéer vu Betriber, déi natierlech vun der Applikatioun vum Aarbechtsrecht profitéieren an doduercher och potenziell kënne méi deier sinn.

D'Konsequenze vun esou enger Entwécklung riskéiere Loundumping, mander Embauchen a méi prekär Aarbecht ze sinn. Et ass jo net nëmmen d'Fro, datt mer Aarbechtsplaze schafen, mä et ass jo och d'Fro, wéi eng Aarbechtsplaze mer schafen!

Här President, d'Regierung huet dës Ännerung vum Gesetz vun de Sociétés commerciales zwar als eng Moossnam zur Schafung vu méi Aarbechtsplazen ugekënnegt, mä esou wéi mir et gesinn, besteet d'Gefor, datt de Géigendeel Realitéit ka gi respektiv datt nei Plazen ëmmer méi onsécher gi respektiv ëmmer méi schlecht bezuelt ginn.

Mir mengen, datt esou oder esou fir d'Leit, déi schaffe ginn, dëst Gesetz net onbedéngt eppes Positives bréngt. Mir stëmme dowéinst dergéint, well mer der Meenung sinn, datt et onnéideg ass. Et wäert net zu vill neien Entrepreneur kommen, a si wäerten och net de Start bilde vun enger erfollegräicher Carrière. Mä d'Méiglechkeet, datt d'Zuel vun de Faillitte weider no uewe geet, ass immens grouss. Et wäert weder Aarbechtsplaze schafen, mä éischer zu Loundumping féieren. An et kann an eisen Aen net d'Grundlag si vun enger nohalteger ekonomescher Entwécklung.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Justizminister, de Félix Braz.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Wéi fänkt e Betrib un? Well e Geld huet oder well en eng Iddi huet?

Haut fänken d'Betriber un, wa se eng Iddi hunn, an net well se zoufälleg vill Kapital geierft hu vun den Elteren oder vun de Grousselteren an da gi se dat emol aus. Au départ ass eng Iddi, besonnesch an enger Zäit, wou d'Wueren net méi produzéiert ginn. Iddie sinn haut Wueren. Déi muss een net virdrun opwendeg produzéiert hunn, materialiséiert hunn. Haut kann een ufänke mat schaffen, wann een déi richteg Iddi huet an dofir och Clienté fënt.

An dat Beispill, wat den Här Baum elo falsch gemaach huet bei der Madamm Lorsché, ass awer e ganz gutt Beispill: D'Beispill vum Webdesigner, dat ass e richtig! Mat der aktueller Legislatioun misst een, deen eng Iddi huet, deen eppes kann, deen ausser engem Laptop näischt brauch, fir seng Aktivitéit kënnen unzefänken, haut dann awer emol 12.000 Euro iergendwou zesummefanne goen, ier e kéint lassleëen. Dobäi brauch e sech eigentlech nëmmen de Laptop unzëeegnen. Dat geet duer. Méi Geld brauch en net.

#### (Interruption par M. Marc Baum)

De Rescht huet en alles! De Rescht huet en alles.

#### (Interruption)

Dat ass net datselwecht, Här Baum. Dir musst och elo schon akzeptéieren, dass ech lech probéieren ze äntwerten.

Dee kann dann haut duerch dëst Gesetz effektiv mat sengem Outil de travail lassleëen. An da gëtt gesot, deen hätt dann duerno eigentlech jo nëmme Problemer, well en hätt jo keng Suen. Ma neen, neen! Dee fänkt jo dann eng Aktivitéit un, wou e Clienté kritt, wou e Rechnung kann ausstellen, wou en do u Sue kënt. Et geet net drëm, dass déi Firmen do Firme sinn ouni Suen. Och déi wäerte Suen hunn. Déi wäerte sech entwéckelen an hoffentlech aus där Sàrl simplifiéer erauskommen. Mä déi brauchen awer keng, fir unzefänken, wa se dat hunn, wat se brauchen, an déi richteg Iddi hunn a Clienté fannen. An da kréie se och d'Suen, wa se hir Rechnunge kënne verschécken.

Iddie sinn haut Betriber. Innovation, Esprit d'entreprise, sech eppes traue, Entrepreneurs-

geescht hunn, mat dat Flottst, wat et gëtt an enger Gesellschaft wéi där Lëtzebuergescher, déi eng open Economie huet a wou d'Leit sech mat hire Potenzialen kënnen entwéckelen. Dat ass dach eng vun de schéinsten Notiounen, déi mer kennen: den Esprit d'entrepreneur. An dëst Gesetz wëllt genau dat dote méi liicht maachen a méi liicht zougänglech maache fir déi Leit, déi déi richteg Iddien hunn.

De Léon Gloden huet geschwat vum „démarrage“. Ech benotzen éischer den Term vum „décollage“. Et geet net nëmmen drëm, um Buedem Gas ze ginn, et geet wierklech drëm, och an der Sàrl simplifiéer kënnen ofzehiewen, dann, en vol, hoffentlech e laangen a rouege Vol ze hunn. Mä et ass méi wéi nëmmen den Démarrage. Hei geet et wierklech ëm den Décollage vun der Entreprise, dass déi an d'Aktivitéit ka kommen. An dofir sinn eng Rei wichteg Elementer dran.

1 Euro Kapital geet duer. Et dierf awer méi sinn. Et ass kee Verbuet, 2.000 Euro oder 3.000 oder 4.000 oder 5.000 Euro ze hunn. Et ass falsch ze soen, et wär nëmmen 1 Euro. Dat dierf ee wuel, mä et dierf een och méi wéi 1 Euro hunn. Et dierf een och säi Material an d'Kapital abréngen. Dat huet och eng Valeur. Et ass net nëmmen den Euro, deen een aus der Täsch hëlt. Kommt, mir maachen et net méi vereinfacht, wéi et a Wierklechkeet ass!

Et muss een net méi bei den Notaire goen. Et dierf een awer bei en Affekot goen; et muss een net. Et kritt keen eppes verbueden, mä déi, déi et eleng fäerdegbréngen, mat der Ënnerstützung vun der Chambre de Commerce a mat deene Formulieren, déi et gëtt, ma deene geet dat och duer. Een, dee sech wëllt dorüwer eraus ofsécheren, professionelle Conseil kréien, deen dierf weiderhin alles maachen. Dëst Gesetz verbitt dat net! Mir erlabe just e vereinfachte Kader dofir.

Da sinn eng Rei Suergen artikuliert ginn, notament vun der Chambre des Salariés, awer net nëmmen. Ech wëll soen, dass ech déi Suerge ganz eescht geholl hunn. Ech mengen awer, mir hunn déi Suerge beäntwert. Da muss een och bei d'Antwort bis kommen, och hei an der Debatt. Et dierf een net bei der Fro stoe bleiwen. An déi Froen, déi ee selwer stellt, muss een och selwer beäntwerten. Mir hunn eng Antwort op déi Froe ginn, déi gestallt gi sinn, notament vun der Chambre des Salariés.

Déi éischt Suerge war: Wa mer esou eng Sàrl simplifiéer schafen, da gëtt dat mësbrauch vun enger Rei Leit, fir esou eng Këscht mat honnert Tirang vu Sociéitéiten opzebauen, vu dass se nëmmen iwwerall 1 Euro Kapital müssen drastiechen, fir duerno alles immens opaque ze maache mat Verschachtelungen. Dat ass eng reell Gefor. An dat gëtt et zum Deel am Ausland, wou wierklech Leit mat Sociéitéiten eng Abberzuel där Mini-GmbHen an där heiter Sàrl gegrennt hunn, fir duerno all méiglech Operatiounen an Transfere kënnen ze maachen, bis hin zur Onkenntlechkeet. Dat geet mat deemem Gesetz net, aus e puer Grënn.

Éische Grond: Keng Kierperschaft dierf am Kapital vun enger Sàrl simplifiéer sinn. An kënnen nëmme Privatpersounen sinn. An all Privatpersoun kann nëmmen an enger Sàrl simplifiéer sinn. Domadder ass déi Gefor zu Lëtzebuerg eliminéiert, an net just méi schwéier gemaach oder e besse verhënnert. Si ass eliminéiert! Dat gëtt et mat eise Gesetz mat Sécherheet net! Dat sinn awer wesentlech Aspekter.

Dann d'Fro vun der Schänindependance. Och mat deem Argument hu mer eis beschäftegt. Éischts muss een awer soen, dass dat Argument do net spezifesch gëllt fir d'Sàrl simplifiéer. Dat kann ee jo och soe bei der normaler Sàrl. Och haut kann ee schon e Mataarbechter dozou bréngen, dass en eng normal Sàrl constituéiert, fir en dann an enger Schänindependance ze hunn. Dat ass also iwwerhaupt keng Spezifitéit vun der Sàrl simplifiéer an domadder och keen Element, wat duergeet, fir d'Sàrl simplifiéer ze delegitiméieren.

Well och bei engem Kapital vun 12.000 Euro - den Här Reding huet et jo erkläert -, dat Kapital ass jo net blockéiert! Dir kënt jo haut och eng Sàrl grënnen, Dir leet de Certificat vun der Bank dohin, dass Der 12.000 Euro hutt, an deen Dag drop sinn déi 12.000 Euro fort! Et ass also och haut iwwerhaupt kee Problem, eng Schänindependance am Kader vun enger Sàrl ze grënnen, wann net opgepasst gëtt. Et ass also sécher keen Argument géint d'Sàrl simplifiéer.

D'Chambre des Salariés huet iwwregens net gesot, si wär dergéint, dass eng Sàrl simplifiéer zu Lëtzebuerg géif agefouert ginn! Esou hunn déi dat guer net gesot! D'Chambre des Salariés huet just gesot, fir där Gefor vun de Schänindependancen ze begéinen, sollt een e System opstellen, deen et erlaabt, eng Kontroll, eng permanent Kontroll vun deenen Sàrl-simplifiéer ze maachen.

A si hu sech dobäi esou e System ausgeduecht vu Reporting, e ganz breedene a komplizierte System vum Reporting, mam Resultat, dass, wann een dat op all Sàrl simplifiéer applizéiert hätt, dann hätt ee wuel deen Zweck do erreicht an erfëllt, mä et hätt ee praktesch all Avantage vun der Sàrl simplifiéer gläichzäiteg eliminéiert. Dat war also eng Léisung, déi ze vill schwéierfällig war, déi net proportionéiert an zilorientéiert gewiescht wär.

Dofir hu mer och mam Aarbechtsministère geschwat, ob haut d'ITM d'Méiglechkeeten huet, d'Moyenen huet oder ob se zousätzlech legal Moyene bräicht, fir kënnen stéchproufaarteg bei den Sàrl-simplifiéer ze kontrolléieren. An dat geet och wëlllegen duer. An d'Antwort vum Aarbechtsministère war: „Mir kënnen dat. Mir hunn déi Base légale, déi mer brauchen. Mir brauchen an deemem Gesetz keng weider Base légale.“

Dat ass d'Antwort vum Aarbechtsministère, an dat war och d'Kritik vun der Chambre des Salariés. D'Chambre des Salariés war net der Meenung, dass een zu Lëtzebuerg dat heiten iwwerhaupt net brauch. Dat, mengen ech awer, si wesentlech Informatiounen.

A mir wësse jo och, a wéi enge Secteuren dass déi meeschte Gefore lauerer, déi sinn och viru genannt ginn: am Transportsecteur, bei den Taxien. A wann een do gezielt a stéchproufaarteg virgeet, huet ee ganz grouss Chancen, déi meeschte Verrenkungen, déi et haut scho bei der Sàrl gëtt, dann och eventuell bei der Sàrl simplifiéer kënnen opzepräifen.

Dann huet den Här Baum och gesot, duerch d'Sàrl simplifiéer kéim et elo zur Opacitét bei de Geldtransferen. Ech weess wierklech net, wou Der dat Argument hierhuet! Well fir d'Banke gëllen hir Obligatiounen fir ze kontrolléieren komplett onofhängeg dovun, wat fir eng Sociéitéiteform dass et ass. Eng Bank muss haut bei jiddwengem den „know your customer“ anhalen. Si hunn d'Obligatioun, alles ze dénoncéieren, wat hinnen op iergendeng Aart a Weis bei enger Transaktioun suspekt schéngt, a si müssen all Dispositiounen respektéieren bei der Lutte géint de Blanchiment. Wou Der do en Ënnerscheed wëllt maachen, ob et eng SA ass oder eng Privatpersoun oder eng Sàrl oder eng Sàrl simplifiéer, dat huet kee Rapport! Et ass also en Argument, wat och keen Argument géint d'Sàrl simplifiéer ass.

Am Resümee, Här President, mengen ech, dass mer hei en zousätzlechen Outil den Entrepreneur am Land zur Verfügung stellen. Ech behaupten net, dass dëst Gesetz e Wonnerméttel ass, dass dëst Gesetz d'Lëtzebuergescher Wirtschaft wäert revolutionéieren. Ech soen awer grad esou däitlech, dass dëst Gesetz net ouni Notzen ass. Et gëtt Leit, et gëtt Iddien, et gëtt Secteuren, et gëtt Initiativen, fir déi et passend ass!

A mir hu wuel drop opgepasst, dass et keng Abusen heimadder gëtt: duerch d'Aschränkung, dass nëmme Personne-physiquë kënnen eng grënnen, duerch d'Aschränkung, dass all Personne physique nëmmen an enger kann dra sinn, dass een eng Autorisation d'établissement brauch opgrond vum Gesetz vun 2011 - dat huet de Champ d'application -, an d'Aart a Weis, wéi mir dat zu Lëtzebuerg maachen, contrairement zu deene Länner, déi et viru eis gemaach hunn, well mir waren net de First mover, an dofir hu mir aus hire Feeler geléiert. Eist Gesetz ass kloer perimetréiert. D'Gefor vun Abusen ass ganz geréng.

Si erfëllt awer hiren Zweck. Et ass kee Wonnerméttel, mä si huet och net keen Notzen. Et ass en Outil, dee passend ass fir eng Rei vun Aktivitéiten a fir eng Rei vun Entrepreneur. Déi brauchen dat. Anerer brauchen dat heiten net. An nach anerer wäerten heimadder och keen Unfug kënne maachen.

Et ass e gutt Gesetz, wat eis Wirtschaft brauch. An ech soen all deene Merci, déi d'Gesetz wäerten ënnerstëtzen. An ech sinn och bereet, déi Motioun, déi proposéiert ginn ass, unzuehuelen, well se déi pertinent Froe stellt, déi mer mat engem Bilan solle beäntwerten. An ech sinn iwwerzeegt, dass dëst Gesetz an deenen nächste Méint vill Uklang wäert fannen.

A wann och ëmmer nees gesot gëtt, dass esou vill Faillitte bäikommen: Wësst Der, d'Zuel vu Faillitte steigt och nëmmen dann, wann och d'Zuel vu Grënnege vu Betriber steigt. Wat mer méi Betribsgrënnege hunn, wat natierlech och d'Gefor méi grouss ass, dass och Betriber Faillite maachen. Dat wäert hei net anescht ginn! Et wäerten och Leit eng Sàrl simplifiéer grënnen, déi Faillite wäert maachen. Mä et wäerten der awer och vill gegrennt ginn, déi nom Décollage hiren Envol huelen, déi duerno wäerten an eng normal Sàrl kënnen ëmgewandelt ginn an duerno och wäerte ville Leit eng Aarbecht ginn an enger Economie, déi sech entwéckelt an den Entrepreneur entgéintkënt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6777 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6777 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6777 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

An da géife mer zur Motioun iwwergoen.

**Motion 1**

Si Wuertmeldungen zur Motioun?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall. D'Regierung huet jo dozou Stellung och bezunn.

Insistéiert d'Chamber op en elektronesch Vott oder kënnen mer mat Handophiewen iwwert d'Motioun ofstëmmen?

**(Assentiment)**

**Vote sur la motion 1**

D'accord. Ma da géif ech lech bieden, ze weisen, wien derfir ass.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint? Enthaltung?

D'Motioun 1 ass unanime ugeholl.

### 5. 5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (suite)

Da wollt ech lech nach op eppes opmierksam maachen zum Projet de loi 5730, dee mer virudrun ofgestëmmt hunn. Ech hat vergiess, lech drop opmierksam ze maachen, dass eng Erreur de renvoi sech am Artikel II.9bis ageschlach huet. Dat ass am Text, wou mer driwwer ofgestëmmt hunn, rectificéiert ginn. De Statsrot ass och vun där Ännerung a Kenntnis gesat ginn.

Ass d'Chamber mat mir d'accord, dass mer iwwert deen ofgeännerten Text ofgestëmmt hunn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou. D'Dispens hat ech jo gefrot. Merci!

Mir géifen dann zum nächsten, oder deenen nächste Projeten iwwergoen. Dat sinn d'Projeten 6869 bis 6874. Et geet do ëm Konventiounen tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften. D'Riedezäit ass nom Modell 1 virgesinn. A mir waren eis eens, dass mer d'Presentatioun an d'Diskussioun zu all deene Projeten an engem Jet géife maachen. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

### 6. 6869 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, arrétant les exemptions

en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte catholique et portant

**1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché**

**2. modification de certaines dispositions du Code du Travail**

**3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes**

**4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État**

**6870 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part**

**6871 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église anglicane du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte anglican, conférant la personnalité juridique à ladite Église et portant abrogation de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église**

**6872 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église orthodoxe au Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte orthodoxe, conférant la personnalité juridique aux Églises orthodoxes et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église orthodoxe hellénique du Luxembourg, d'autre part, et de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises orthodoxes roumaine et serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises**

**6873 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église protestante du Luxembourg et à l'Église protestante réformée du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte protestant, conférant la personnalité juridique aux Églises protestantes et portant abrogation de la loi du 23 novembre 1982 portant approbation de la convention de reconnaissance de l'Église protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emplois rémunérés par l'État, et de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église protestante du Luxembourg, d'autre part**

**6874 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du sou-**

**tien financier annuel à la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte musulman et conférant la personnalité juridique à l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg**

**Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur les projets de loi n°6869, n°6870, n°6871, n°6872, n°6873 et n°6874**

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci villmools, Här President. „Um ihrem eigentlichen Auftrag zu genügen, muss die Kirche immer wieder die Anstrengung unternehmen, sich von der Weltlichkeit der Welt zu lösen. (...) Die Geschichte kommt der Kirche in gewisser Weise durch die verschiedenen Epochen der Säkularisierung zur Hilfe, die zu ihrer Läuterung und inneren Reform wesentlich beigetragen haben.“

(...) die Streichung von Privilegien oder Ähnliches - bedeuteten nämlich jedes Mal eine tief greifende Entweltlichung der Kirche (...).

Die von materiellen und politischen Lasten und Privilegien befreite Kirche kann sich besser und auf wahrhaft christliche Weise der ganzen Welt zuwenden, wirklich weltoffen sein. Sie kann ihre Berufung zum Dienst der Anbetung Gottes und zum Dienst des Nächsten wieder unbefangener leben.“

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Madamm Presidentin, léif Kollegeen, déi Wierder, déi ech lech elo grad virgelies hunn, stammen aus dem Mond vum Poopst Benedikt XVI.,...

**(Interruptions)**

Net direkt vu mir.

...wéi dese bei enger Visitt an Däitschland am September 2011 eng Ried am Freiburger Konzerthaus gehalten huet. Dës Ried ass vu ville Kierchenexperten a Journalisten als eng Fuerderung fir méi Trennung vu Kierch a Stat verstanen ginn.

Och zu Lëtzebuerg gouf a gëtt nach ëmmer vill iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat geschwat. Dobäi hat zumindest dës Regierung ni wëlles, all Relatiounen tëschent dem Stat an der Kierch ze kappen, also eng vollkommen Trennung vu Kierch a Stat ze forcieren.

Am Regierungsaccord huet et 2013 geheescht: «Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.»

D'Verhältnis tëschent Stat a Cultes soll also nei geregelt ginn. Vun Trennung vu Kierch a Stat kann iwwerhaupt keng rieds sinn. An dobäi wëll ech och direkt drop hiweisen, dass d'Bezeichnung „Trennung vu Kierch a Stat“ schonn e bëssen ambigü ass, well et gëtt net nëmmen eng Kierch oder eng Relioun zu Lëtzebuerg, mä därer e puer. Ech kommen duerno nach dorobber ze schwätzen.

Am Regierungsprogramm vun 2013 heescht et weider: «Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes.»

Dës Négociatiounen hunn am Joer 2014 ugefaangen an haten als Resultat, dass de 26. Januar 2015 Konventiounen mat sechs verschidde Glawensgemeinschaften konnten ënnerschriwwen ginn. Et sinn dës déi kathoulesch Kierch, d'israelesch Communautéit, d'anglikanesch Kierch, d'orthodox Kierch, déi protestantesch Kierch an d'muselmanesch Communautéit zu Lëtzebuerg.

Et handelt sech ëm déi Culten, déi zu Lëtzebuerg offiziell unerkannt sinn no de Kritären, déi d'Chamber selwer an enger Motioun vum 18. Juni 1998 festgehalten huet: Et muss sech ëm eng global unerkannte Relioun handelen. De Culte muss an op d'mannst engem anere Memberstat an der Europäescher Unioun offiziell unerkannt sinn. Den Ordre public muss vun der Glawensgemeinschaft respektéiert ginn. D'Glawensgemeinschaft muss zu Lëtzebuerg mat enger Struktur etabléiert sinn a schlisslelech genuch Unhänger op lëtzebuergeschem Territoire hunn.

D'Schura, also d'Assemblée vun der muslimescher Communautéit, erfëllt all dës Kritären, wat erkläert, firwat och mat hir fir déi éischte Kéier eng Konventioun ofgeschloss gouf. Et wier och schwéier novollzéierbar gewiescht, wann een déi ronn 10.000 bis 12.000

Moslemen, déi ënner 32 Nationalitéiten zu Lëtzebuerg liewen, komplett ignoréiert hätt.

Déi sechs Projets de loi, iwwert déi mer haut schwätzen an déi den 9. September 2015 vum Premier- a Kultusminister Xavier Bettel an der Chamber déposéiert goufen, hunn als Objet, en Deel vun de virdu genante Konventiounen per Gesetz ëmzesetzen.

Virun allem d'Konventioun mat der kathoulescher Kierch huet net nëmmen d'Finanzéierung als Objet, mä och nach zum Beispill d'Afféiere vun engem Wäerteunterrecht, d'Ofschafe vun gewëssen Obligatiounen vun de Gemenge vis-à-vis vun de Kierchfabricken an d'Kreatioun vun engem Fong, deen d'Kierchfabricken ersetze soll. Dës Punkte goufen oder ginn iwwer aner Projets de loi geregelt wéi déi, iwwert déi mer haut hei befannen.

Aner Inhalter aus de Konventiounen brauchen net vum Législateur approuvéiert ze ginn, wéi zum Beispill, dass d'Culté sech dozou verpflichtet hunn, kee Personal méi ënnert dem Statut vun engem Ministre du culte anzustellen, wouop ech duerno nach eng Kéier am Detail ze schwätzen kommen.

Et ass op verschidde Plazen d'Fro opgeworf ginn, ob net d'Konventiounen hätte misse als Ganzt vun der Chamber approuvéiert ginn. Effektiv goufen zum Beispill d'Konventiounen aus dem Joer 1997 mat dem Bistum, der israelescher Communautéit, der protestantescher Kierch an der orthodoxer Kierch der Chamber ganz zur Approbatioun ënnerbreet.

Dat ass awer laut Artikel 22 vun eiser Verfassung net néideg, well virgesinn ass, dass just déi Dispositiounen vu Konventiounen musse vun der Chamber approuvéiert ginn, déi och effektiv eng Interventioun vum Législateur brauchen.

De Statsrot huet sech a sengem Avis vum 24. Februar 2016 mat dëser Approche vun der Regierung averstane gewisen a preziséiert, dass et sech hei net ëm eng nei oder aussergewéinlech Virgoansweis handelt. De Statsrot rappeléiert nämlech, dass déi héich Kierperschaft schonn e puermol déi Interpretatioun vum Artikel 22 verdeedegt huet, esou zum Beispill an hirem Avis vum 9. Dezember 2003 iwwert de Projet de loi, deen en Avenant zur Konventioun vum 31. Oktober 1997 mat der orthodoxer Kierch approuvéiere sollt.

Där Beispiller gëtt et der nach e puer méi. An ech verweise fir den Detail op den Avis vum Statsrot zu dësem Projet de loi.

Ech wëll awer nach bemerken, dass ausserdeem d'Konventiounen un d'Projets de loi souwéi och un de schrëftleche Rapport als Annex drugehaange goufen, soudass jiddwereen heibanne sech konnt e geneet Bild vun hirem Inhalt maachen.

Madamm Presidentin, wéi ech scho gesot hunn, hunn déi sechs Projets de loi als Objet, déi jeeeweileg Finanzéierung vun den unerkannte Reliounsgemeinschaften zu Lëtzebuerg ze regelen. Fir dës ze maachen, hunn d'Projets de loi och nach eng Partie aner Punkte missten abordéieren.

Fir unzefänke muss natierlech all Culte eng Personnalité juridique besetzen, fir dass de Stat och Sue kann iwwerweisen. Fir déi eng Reliounsgemeinschaft war dat kee Problem, vu dass hir Personnalité juridique schonn existéiert. D'Gesetz vum 30. Abrëll 1981 huet de Bistum constituéiert, deen offiziell vum Bëschof, dem Vicaire général oder engem Delegierte vertruede gëtt. Dës Gesetz gëtt bäibehalen, vu dass de Projet de loi net virgesäit, et ze abrogieren.

D'Personnalités juridiques vum Consistoire israélite an der Église anglicane ginn och bäibehalen, andeems eng Dispositioun, déi elo schonn en vigueur ass, einfach iwwerholl gëtt.

D'Schura hirsäits kritt mat hirem Projet de loi fir déi éischte Kéier eng Personnalité juridique de droit public vum Législateur zougessprach.

Wat d'Cultes orthodoxe et protestant ubelaangt, war d'Saach e bësse méi komplizéiert. De Moment erkenne mer folgend Personnalités juridiques un: déi griechesch-orthodox Kierch, déi rumänesch-orthodox Kierch, déi serbesch-orthodox Kierch, d'Église protestante an d'Église protestante réformée.

Déi initial Versioun vun de Projets de loi huet virgesinn, dës Personnalités juridiques ofzeschaffen a se duerch zwou Personnalités juridiques ze ersetzen, an zwar déi vun der orthodoxer Kierch tout court a vun der protestantescher Kierch tout court.

No respektiven Oppositions formelles vum Statsrot huet d'Kommissioun allerdéngs déci-

déiert, der griichesch-orthodoxer, serbesch-orthodoxer, rumänesch-orthodoxer a russesch-orthodoxer Kierch d'Personnalité juridique ze attribuieren a si an der Eglise orthodoxe ze regroupieren.

Si ginn och zesumme vum Métropolit- Archevêque de Belgique, Exarque des Pays-Bas et du Luxembourg vertrauen. D'Kommissioun huet och décidéiert, dass d'Projets de loi dem Consistoire administratif de l'Eglise protestante an der jeeeweilege Consistoire vum der Eglise protestante an der Eglise protestante réformée d'Personnalité juridique zougestinn.

Nodeems all unerkannte Culte och seng eege Personnalité juridique huet, kann de Stat och ouni Problemer Suen iwwerweisen. Ouni Problemer heescht am Sënn vun dese Projets de loi, dass awer nach zwou Konditiounen mussen erfüllt sinn: Eischtens ginn d'Konte vun de Culte mat iwwer 500.000 Euro zum Schluss vum Joer vun engem Réviseur d'entreprises respektiv vun engem Commissaire aux comptes kontrolléiert. D'Sue vum Stat ginn, konform zu de gültige Gesetze, bis spéitstens den 30. Juni all Joer iwwerweisen.

Zweetens mussen d'Relioungsgemeinschaften den Ordre public an d'Mënscherechter respektieren, esou wéi se duerch d'Verfassung an international Normen zu Lëtzebuerg gëllen. Wann des zwou Konditiounen erfüllt sinn, steet dem Iwwerweiser vun der finanzieller Ennerstëtzung näischt méi am Wee.

An de Konventionen mat de Culte goufe verschidden Enveloppen festgehale: 125.000 Euro fir d'anglikanesch Kierch, 285.000 Euro fir d'orthodox Kierch, 315.000 Euro fir de Consistoire israélite, 450.000 Euro fir d'Protestanten, 450.000 Euro fir d'Schura a 6.750.000 Euro fir de Bistum.

De Bistum kritt also ronn 6,7 Milliounen Euro respektiv 15-mol méi wéi déi zweetgréisste Communautéit zu Lëtzebuerg. Domat gëtt also der Realitéit um Terrain an der predominanter Positioun vun der kathoulescher Kierch hei zu Lëtzebuerg Rechnung gedroen.

De Moment ginn d'Traitementer an d'Pensioune vum agestallte Personal, déi als Ministres du culte ugesi ginn, zulaaschte vum Statsbudget ausbezuel, well si automatesch un de Stat vum Statsbeamten assimiléiert ginn. Dëst ass geregelt am Artikel 106 vun eiser aktueller Verfassung.

Als Géigeleeschtung zur finanzieller Enveloppe hu sech d'Culte verpflichtet, keng Ministres du culte méi anzustellen, déi laut Artikel 106 zulaaschte vum Statsbudget bezuel misste ginn. Ech kommen duerno nach eng Kéier drop zrëck.

Déi staatlech finanziell Ennerstëtzung soll et de Culten erlaben, Personal enner engem private Statut, also als Salarié anzustellen. Dëst bréngt direkt dräi Regelen mat sech, déi mat de Projets de loi an d'Gesetz ageschriwwen ginn.

Eischtens wäert kee Ministre du culte, dee vum Ofschloss vun de Konventionen agestallt gouf, säi Statut verléieren, soudass säin Traitementer a seng Pensioune weiderhin aus dem Statsbudget bezuel ginn.

Zweetens gëtt d'finanziell Ennerstëtzung eréischt dann un e Culte ausbezuel, wann hire respektive Montant méi héich ass wéi d'Zomm vun de Pensiounen an den Traitementer, déi nach un d'Ministres du culte vun deem Culte ausbezuel ginn. Dee Moment, wou dat de Fall ass, gëtt d'Differenz vun deenen zwee Montanten ausbezuel, bis dass iergendwann de volle Montant iwwerwise gi kann.

Drëttes mussen zwou Dispositiounen am Code du Travail geännert ginn. Et handelt sech hei ëm d'Dispositiounen betreffend d'Schaffen um Sonndeg, déi logescherweis net fir déi nei Salarié vun de Culten applikabel kënnen sinn, genausou weineg wéi se applikabel si fir déi aktuell Ministres du culte.

Elo ass an der Press an och an der Chamberskommissioun d'Fro opgeworf ginn, ob d'Culte net awer, wéi virdu, Ministres du culte kënnen astellen, well den Artikel 106 aus der Verfassung jo net ofgeschaaft an och net ofgeännert gouf.

Effektiv bleift den Artikel 106 applikabel, mä nëmme fir déi Leit, déi ënnert deem ale Regime agestallt goufen. Et muss een nämmlech den Artikel 106 zesumme mam Artikel 22 liesen, deen et de Reliounsgemeinschaften erlaabt, Konventionen ze ënnerschreien, also vun enger Autonomie organisationnelle an enger Liberté contractuelle ze profitieren. D'Culte hu sech, konform zum Artikel 22, dozou verpflichtet, ebe kee Personal méi anzustellen,

dat ënnert d'Applikatioun vum Artikel 106 vun der Verfassung fält.

Och de Statsrot gesäit hei kee Problem a seet, dass d'Suppressioun vum Artikel 106 keng prä-label Konditioun ass, fir d'Konventionen ëmzesetzen. Iwwregens gouf den Artikel 106 schon ageschränkt, andeems d'Zuel vun de Ministres du culte par convention limitéiert gouf. De Statsrot erënnert och u säin Arrêt vum 28. Juni 1916, an deem hie preziséiert, dass d'Traitementer, déi un d'Ministres du culte ausbezuel ginn, un d'Établissements culturels attachéiert sinn an net un déi betraffe Persounen. Et sinn also d'Établissements culturels, déi hiert Recht fräi kënnen aschränken, ouni dass d'Rechter vu Persoune beréiert ginn.

Als lescht Mesure gesinn d'Projets de loi dann och nach vir, dass all Mutation immobilière en faveur vun engem vun de sechs Culte befreit ass vun deenen übblechen Droits de timbre, Droits d'enregistrement an Droits de transcription.

Wat sinn elo déi grouss Virdeeler vun deem neje Rekrutierungsmodus fir d'Culte? Fir d'Éischt emol sinn déi nei Konventionen a virun allem déi finanziell Enveloppen, déi all Joer ausbezuel ginn, e kloer Statement opsäite vum Stat. Mir stinn zur fräier Reliounsausübung zu Lëtzebuerg, ouni dass de Stat sech ze vill amëscht.

D'Reliounsfräiheet ass zu Lëtzebuerg ganz kloer gestärkt ginn, an dat net nëmmen, well all gréisser vertraude Relioun zu Lëtzebuerg elo och vum Stat unerkannt gëtt, mä och, well all Relioun weess, dass si iwwert déi nächst Jore finanziell ofgeséchert ass.

Dann hunn d'Culte awer och un Autonomie an u Fräiheet derbäigewonnen. De Stat mëscht sech net méi an hir Ugeleeënheeten an a si kënnen selwer decidieren, wéi vill Personal, mat wat fir engem Salaire, si brauchen a wellen astellen.

Et ass mer nach eng Kéier wichteg, ze betounen, dass et sech heibäi net ëm eng Trennung vu Kierch a Stat handelt, mä ëm eng Neiregelung vun de Reliounen tëschent dem Stat an de Culten.

Et ass eng Realitéit, dass nach ëmmer vill Leit zu Lëtzebuerg reliés a gleeweg sinn an hire Glawen an enger Reliounsgemeinschaft ausüben wellen. Jo, vill Leit fannen an hirem Glawen hir ganz perséinlech Daseinsberechtigung. Dese Glawen huet keen ze jugéieren, och net de Stat!

Et gëtt Leit zu Lëtzebuerg, déi e Kulturkrich wollten an nach ëmmer wellen. Ech si frou, dass des Leit weder an der Regierung nach an de Reliounsgemeinschaften ze fanne sinn. Bëid Säiten hu sech exemplaresch verhalten an zesummen eng Léisung fonnt. Dat verdéngt Respekt an Unerkennung!

Mir wollte kee Kulturkrich a scho guer kee Reliounekrich. Et ass wichteg, dass d'Schura elo offiziell unerkannt gëtt a keng Relioun sech benodelegt spiert. Mir kënnen houfreg drop sinn, dass zu Lëtzebuerg esou vill Unhänger vu verschiddene Reliounen friddlech mateneen an zesumme liewen. Dat ass net selbstverständlech, wann een déi international Aktualitéit verfollegt.

Madamm Presidentin, léif Kolleegen, ech hu mat engem Zitat vum Poopst Benedikt ugefaangen a géif gare mat engem Zitat aus där nämlecher Ried ophalen: „Eine vom Weltlichen entlastete Kirche vermag gerade auch im sozial-karitativen Bereich den Menschen, den Leidenden wie ihren Helfern, die besondere Lebenskraft des christlichen Glaubens zu vermitteln.“

Relioun a Glawe sinn amstand, Aussergewéinlech aus verschiddene Mënschen ervirzebréngen, souwuel am negative wéi och am positive Sënn. Dat Negativ gesi mer all Dag an den Norichten, an ech wëll och op deser Plaz net weider dorop agoen. Loosst eis awer unerkennen, dass besonnesch am karitativen a soziale Beräich d'Relioungsgemeinschaften eng ganz wichteg Roll spillen. An ech gesinn déi Projets de loi, iwwert déi mer haut schwätzen, och e bëssen an deem Sënn.

Jo, et geet hei virun allem drëm, de Rekrutement vum Personal ofzesécheren. Et kënnen awer och nei Projekte lancéiert ginn. Et ass elo schonn um Terrain bei ville Leit en neien Elan ze spieren, deen duerch déi nei Konventionen ugefacht gouf. Vill Responsablen vun eenzelne Culten, mat deenen ech Gesprécher gefouert hunn, hu mir dat och genau esou bestätegt.

Dës Projets de loi bedeiten net d'Enn vun de Reliounen zu Lëtzebuerg. Ganz am Géigendeel: Si sinn de Garant fir d'Reliounsfräiheet zu Lëtzebuerg!

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Härren, loosst mech, fir ofzeschleissen, nach den Accord zu dese Projets de loi vun der Demokratescher Partei abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Rapporteur Lex Delles. Als éischtens ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll fir d'Éischt dem Lex Delles Merci soe fir säin objektiven an och ganz neutrale Rapport, deen e vun dese Gesetzesprojete gemaach huet.

Eist Land, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Härren, brauch geregelt Verhältnisse tëschent Kierchen a Stat. Dëst ass haut vläicht méi wichteg wéi jee! De Glawen ass Privatsaach, mä d'Verbredde vu reliés Messagen an hiren Inhalt ginn de Stat och eppes un.

D'CSV begréisst duerfir, dass déi eenzel Konventionen, déi mir haut virleien hunn, de Respekt vun de Grondrechter, der éffentlecher Uerdnung an den demokratesche Wäerter an de Vierdergrond stellen.

D'CSV huet och notéiert, dass déi eenzel Reliounsgemeinschaften sech géintwärt dem Stat vertraglech verpflichtet hunn, d'effentlech Uerdnung och unzëerkennen. Bei der Fro vun dem Respekt vun der éffentlecher Uerdnung ass et fir d'CSV wuelverstanen déi Lëtzebuergere éffentlech Uerdnung, déi spillt, esou wéi se hei am Land verstanen, unerkannt an och geléift gëtt. Et ass net d'effentlech Uerdnung, wéi déi reliés Communautéit se verstee.

D'CSV begréisst et och, dass déi zu Lëtzebuerg unerkannte Reliounsgemeinschaften et fäerdegbruecht hunn, aus engem Mond ze schwätzen. Duerfir soe mir och jo zu neie Konventionen. Mir soen awer neen zu der Aart a Weis, wéi d'Regierung hei virgaangen ass.

D'CSV bedauert kloer an daitlech, dass des Konventionen dach enner engem gewëssen Drock zustane komm sinn. Den 20. Januar 2015 sot de Statsminister Xavier Bettel op deser Chambertribün dat heiten: „Mir schreien all zesumme Geschicht - an ech insistieren op den 'all zesummen': Regierung, Chamber a Culten.“ De Statsminister huet op den „zesummen“ gepocht, woubäi den „zesummen“ fir eis e bësse méi schwéier novollzéierbar ass.

Déi Konventionen, déi deemools ënnerschriwwen goufen, sinn ënnert dem Drock vun engem Referendum zustane komm. Esou hunn et zumindest d'Kierchevertreider an och vill aner Leit, Gleeweger an Ongleeweger, ëmfonnt.

Déi ominéis véiert Referendumsfro, déi do sollt heeschen: „Befürworten Sie die Idee, dass der Staat nicht mehr die Verpflichtung hat, die Gehälter und Pensionen der Geistlichen und Laienhelfer der anerkannten Glaubensgemeinschaften zu übernehmen?“, hat eiser Meenung no haaptsächlech dach den Zweck, fir e gewëssen Drock auszuüben, ass dach de Libellé vun deser Fro sensiblement eigentlech deesewechte gewiescht, wéi deen heitegen Artikel 106 vun der Verfassung.

Well wéi konnt eng Regierung engersäits higoen a soen: „Mir setzen eis un een Dësch mat de Kierchen, well mer wellen diskutieren,“ - dat ass jo och richteg - „wéi an Zukunft déi Konventionen sollen ausgesinn“, a fir am selwechten Otemzuch eigentlech ze soen: „A mir stellen d'Referendumsfro.“ An dann, an de Woche vum Ofschloss vun de Verhandlungen, ze soen: „Wa mer eis elo net eens ginn, da kënt d'Referendumsfro wierklech. A wann Der se wëllt eraus hunn, da musse mir eis eens ginn.“

Abees, soubal een eens war, ass déi véiert Referendumsfro och wierklech gestrach ginn. Wat mat deenen dräi anere Froen geschitt ass, do hatten d'Lëtzebuergere de 7. Juni d'lescht Joer, mengen ech, eng kloer Sprooch geschwat.

Madamm Presidentin, och d'CSV hat an hirem Wahlprogramm vir, d'Relationen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften nei ze regelen. Mir hätten dat awer am Konsens mat de Communautéite gemaach an net ënnert dem Drock vun engem Referendumsfro.

Fir d'CSV sinn déi Konventionen, déi ofgeschloss goufen, e Gesamtpackage. Esou gouf et an der Chamber och presentéiert. Erauskomm ass awer éischter e Saucissonnage!

Mat der kathoulescher Kierch goufen de 26. Januar 2015 gläich dräi Konventionen ënnerschriwwen: eng iwwert de Finanzement vun de Paschtéeschgehälter - oder villméi de Kultusdänger -, eng iwwert d'Kierchfabriken...

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes.** - Et gëtt vill méi bëlleg!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...eng iwwert d'Kierchfabriken an déi drëtt, Här Statsminister, iwwert de Wäerteunterrecht.

Dës dräi Konventionen tëschent dem Stat an der kathoulescher Kierch stinn a géigesäiteger

Ofhängegkeet zueneen. Haut stëmme mir awer just iwwert déi Konventionen of, déi déi finanziell an administrativ Relationen tëschent dem Stat an der kathoulescher Kierch regelt. De Gesetzesprojet iwwert d'Kierchfabriken ass net prett, fir ofgestëmmt ze ginn. Als Ganzt geduecht, ginn d'Konventionen elo eigentlech häpperchersweis ëmgesat. An dat kann d'CSV net guttheeschen!

Just zur Erënnerung: Den 20. Januar 2015 krut d'Institutionskommissioun vun der Chamber een net ënnerschriwwene Projet vun engem Konvention fir sämtlech Glawensgemeinschaften presentéiert. Déi eenzeg Konvention huet geescht: «Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et les communautés religieuses établies au Luxembourg». Si huet zu engem Deel bestanen aus engem Rei vu Bestëmmungen, déi sämtlech Glawensgemeinschaften concernéiert hunn. Zousätzlech gouf et an engem zweetem Deel nach engem Rei vu spezifische Bestëmmungen fir jiddwer eenzel Glawensgemeinschaft. Dës eenzeg Konvention sollt dann och zesumme vun alle Glawensgemeinschaften ënnerschriwwen ginn.

Opgrond vun deser Konvention gouf dunn eng Motioun vun de Majoritéitsparteien DP, LSAP an déi gréng mat 32 Stëmme vu 60 den 21. Januar 2015 gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert huet, «à formaliser l'accord avec les communautés religieuses au Luxembourg qui permettra de redéfinir les relations entre l'État et les cultes dans le cadre d'une nouvelle convention conformément aux objectifs fixés dans le programme gouvernemental» an zweetens «à prendre les initiatives législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la mise en œuvre de cet accord».

Obschonns d'Chamber den 21. Januar 2015 een Accord majoritaire mat 32 géint 28 Stëmme ginn huet fir eng Konvention, nämmlech den Accord fir sämtlech Glawensgemeinschaften ofzeschleissen, sinn, fënnf Deeg duerno, nämmlech de 26. Januar 2015, dunn awer eenzel Konventionen pro Glawensgemeinschaft ënnerschriwwen ginn. A fir d'kathoulesch Kierch gouf et net nëmmen eng Konvention, mä der gläich dräi! Eng fir de Finanzement vun de Kultusdänger, eng separat fir d'Kierchfabriken an eng drëtt, wéi virdu gesot, fir de gemeinsame Wäerteunterrecht.

D'Majoritéitsdeputéiert hunn also den 21. Januar 2015 der Regierung hir Zoustëmmung per Motioun ginn op een Accord, deen als solchen ni formell ënnerschriwwen ginn ass! D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass déi ganz Konventionen eigentlech e Package sollen duerstellen an dowéinst och zesummen hätte sollen à terme a Kraaft trieden. D'Majoritéit vertritt hei definitiv eng aner Vue.

Madamm Presidentin, fir d'CSV stelle sech inhaltlech nach engem Rei méi fundamental juristeschen Froen, deenen och de Statsrot net op de Grond gaangen ass.

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Projeten, déi der Chamber haut virleien, si sécherlech kee Léierstéck vum legislative Prozess. D'Projeten zeeche sech aus, an eisen Aen, duerch eng Rei vu Rechtsensécherheeten, déi et derwärt gewiescht wieren, am Virfeld an och am Detail ze diskutieren an ze klären. Rechtsensécherheeten, déi riskieren, d'Relationen tëschent dem Stat an de Kierchen och an den nächste Joren ze belaauchten.

Zur Konformitéit vum Gesetz iwwert d'kathoulesch Kierch par rapport zum internationale Recht: 1801, zu engem Zäitpunkt, wéi Lëtzebuerg nach en Departement vu Frankräich war, huet déi franséisch Regierung ee Konkordat mat dem deemolege Poopst Pius VII. ënnerschriwwen.

Weder d'Regierung nach de Statsrot sinn op d'Fro agaangen, ob dese Konkordat haut nach Bestand huet oder net. Et ass sécherlech eng ganz schwiereg Fro, déi iwwert déi lescht Jorzengeen zu villen Debatten an der Doktrin gefouert huet. Mä och wann d'Antwort op des Fro villschichtig a komplex ass, esou wier et wichteg gewiescht, sech mat där Fro am Virfeld ze befaassen.

Firwat ass eigentlech déi Fro esou wichteg? Dese Konkordat, sollt en dann nach Bestand hunn, huet d'Valeur vun engem internationalen Traité. Dat heescht, dass all Gesetz, am konkrete Fall dat Gesetz, wat d'Chamber haut soll stëmmen, dass all Gesetz konform sollt sinn zu diesem Konkordat. Ass dat net de Fall, stellt sech nämmlech d'Rechtméissegkeet vum Gesetz virun de Gerichter.

Fir d'Elsass a Frankräich, dat, äänlech wéi Lëtzebuerg, net ëmmer zu deesewechte Land gehéiert huet, huet de franséische Statsrot nämmlech decidéiert, dass de Konkordat nach Bestand hätt. D'Gesetz iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat, dat déi franséisch Assemblée nationale am Joer 1905 gestëmmt huet, appliquéiert sech net am Elsass.

Zur Fro, ob de Konkordat zu Lëtzebuerg nach Bestand huet oder net, gëtt et sécherlech eng Rei politesch Meenungen, déi an der Vergaangenheet geäussert goufen. Et gëtt och Étüden an et gëtt verschidden Avisen. Esou ass de Professor Jörg Gerkrath an engem Avis, deen d'DP als Fraktioun sengerzäit 2012 an Optrag ginn hat, zur Konkursioun komm, dass de Konkordat kee Bestand méi hätt. Fir aner Juristen, esou de Professor Alexis Pauly, ass de Konkordat net formell abrogéiert.

D'Fro, Madam Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie recht huet, ass eigentlech net wichteg. Mä de Problem ass deen, dass et jiddefalls keng definitiv Kloeerheet gëtt. Fir dat ze ënnersträchen, folgend Feststellung: A sengem Avis zu dem Gesetz vun 1998, wat de Lex Delles och virdu mentionnéiert huet, dat bis elo och d'Relatiounen tëschent dem Stat an der kathoulescher Kierch regelt, ass de Statsrot eigentlech indirekt op d'Fro vun der Validitéit vun dem Konkordat agaangen. De Statsrot huet deemools ee positiven Avis zum Gesetz ginn, dat mat der Begrënnung allerdingen, dass all Artikel aus dem Gesetz kompatibel mat dem Konkordat wier.

Am anere Fall, sot de Statsrot, hätt d'Konvention net dierfe mam Bistum, mä hätt misse mam Vatikan ausgehandelt ginn. Mä implizitt heescht déi Iwwerleeung awer och, dass de Statsrot 1997 der Meenung war, dass de Konkordat nach mat eenzelnen Artikelen gülteg wier.

Och den Expertebericht aus dem Joer 2012 iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun de Reliounscommunitäten zu Lëtzebuerg geet op dës kruzial Fro an a kennt zur Konkursioun, dass d'Validitéit vun dem Konkordat zwar ni formell duerch en onofhängege Stat Lëtzebuerg unerkannt ginn ass, mä de Konkordat selwer och ni formell abrogéiert ginn ass.

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Drëtens stinn iwwregens och d'Artikelen vun der Konvention vum 26. Messidor vum Joer 9, also dem Konkordat, haut nach an eisem Code administratif. An den Artikel 14, dee beseet do ganz kloer: «Le Gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle.»

Eng Foussnott vun dem Code administratif hält dann och fest: «Bien que la question, si le régime du Concordat de 1801 est resté en vigueur dans le Grand-Duché, en tout ou en partie, soit des plus controversée.» Also och do seet de Code administratif mat senger Foussnott, wéi en haut nach publizéiert ass, dass déi Fro net definitiv gekläert ass!

Et ass awer fir d'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, dach liicht onverständlech, ënnert deene Virbemierkungen, dass de Statsrot a sengem Avis net op dës wesentlech Fro ee fir alle Mol ageet. Eng Fro, déi sech iwwregens och nach wäert beim Ofschafe vun dem Dekret iwwert d'Kierchfabriken an deemselwechte Moos stellen.

De Refus vun der Regierung a vum Statsrot, sech mat där Fro vun der Konformitéit oder net vun dem Projet de loi mat dem internationale Recht ze beschäftege respektiv dës Fro definitiv ze klären, féiert also zu enger Rechtsongesécherheet. Effektiv ass et net sécher, dass dat neit Gesetz konform zum Artikel 14 vun dem Konkordat ass: Een Artikel, dee seet, dass d'Regierung de Paschtéier hir Gehälter bezuele muss.

Dëse Risiko muss net antrieden, mä e kann antrieden, soudass een haut net ausschléisse kann, dass eis Geriichter d'Rechtméissegkeet vun deem Gesetz, dat haut gestëmmt gëtt, emol a Fro stelle kënnen.

Zweetens: d'Konformitéit vun de Gesetzer, déi mer haut stëmmen, oder de Projets de loi par rapport zu dem Artikel 106 vun der Verfassung. Den Artikel 106 vun der Verfassung seet: «Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.»

Dësen Artikel spillt fir all unerkannte Glawensgemeinschaften. Säin histoireschen Ursprung allerdingen läit an de Reliounen tëschent dem Stat mat der kathoulescher Kierch, well den Artikel 106, deen ass nämlech 1848 an eis Verfassung ageschriwwen ginn, laut der Doktrin an dem Statsrot als Fortsetzung vun den Obligationen, déi de Stat via Konkordat mam Vatikan sengerzäit agaangen ass. Den Artikel 106 gëtt an der Doktrin beschriwwen als eng natierlech Schold - wat een och ëmmer dorënner versteet -, déi de Stat vis-à-vis vun der Kierch huet. Dëst als Konterpartie vun der Beschlagnamung vun de Gidder vun der Kierch duerch de Stat.

D'Fro, déi sech hei stellt, ass eigentlech ze kucken, ob den Artikel 106 vun der Verfassung

der Kierch iwwerhaupt ee Recht gëtt, op dat d'Kierch verzichte kann, oder awer, ob den Artikel 106 eng Obligation fir de Stat geschafen huet, déi net kann ausser Kraaft gesat ginn, besonnesch virum Hannergrond vum Artikel 113 vun eiser Verfassung, dee seet: «Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue.»

An enger Affär vum 10. Mee 1911 huet de Statsrot an deem Kontext vun enger Obligation geschwat. A sengem Avis zum Gesetz vun 1998, wat mer virdu schonns ugefuert hunn, also nach relativ rezent, sot och de Statsrot zu där Fro: «(...) la prise en charge par l'État des rémunérations et des pensions des ministres du culte découle d'une source constitutionnelle spécifique et autonome. (...) Les compétences réservées au législateur en application de l'article 106 (...) portent uniquement sur la détermination des traitements (...)» An anere Wieder schafft den Artikel 106 per se ee Recht fir d'Kierchen.

An dem Avis zu dem Gesetz, dat der Chamber haut virläit, huet de Statsrot eng méi nuancéiert Position - fir dat dann emol fein auszedrücken - ageholt. Eng Position, déi dann awer och, richteraus gesot, méi Froen opwerft, wéi se der klären deet. De Statsrot seet a sengem Avis, dass déi kierchlech Gemeinschaften sech am Kader vun hirer Liberté contractuelle, an de Lex Delles huet et virdu gesot, engagéiert hätten, keng Geeschlech méi anzustellen, déi de Stat bezilt. De Statsrot vertritt d'Opfaassung, dass all reliéis Communautéit fräi ass, dat Recht, dat si no Artikel 106 huet, an Usproch ze huelen oder net.

Weider seet de Statsrot: «Étant donné que les cultes n'engageront plus des ministres des cultes au sens de l'article 106 de la Constitution, le régime de cet article ne s'appliquera plus à l'avenir et les projets de loi (...) sont compatibles avec ledit article 106.» An anere Wieder, Här President, vertritt de Statsrot d'Meenung, dass all reliéis Gemeinschaft selwer decidéiere kann, ob se op d'Rechter, déi se no Artikel 106 vun der Verfassung huet, verzicht oder net.

Dës Position, also den Artikel 106, ee Recht, op dat d'Kierch fräiwëlleg verzichte kënnen, féiert an duebeler Hisiicht awer zu enger Onsécherheet:

Éischtens ass dat eng Position, déi weder an der Doktrin nach histoiresch vun dem Statsrot gedeelt gëtt - ech hu virdu d'Argumenter ugefuert -, soudass et net sécher ass, dass d'Gesetz enger Iwwerpräiwung duerch eist Verfassungsgeriicht standhält.

Zweetens heescht dat virun allem och, dass all Kierchegemeinschaft selwer entscheet, ob si op hir Rechter no Artikel 106 verzicht oder net. Wat geschitt dann awer elo, wa muer eng Kierchegemeinschaft fret, dass se vum Artikel 106 awer profitéiere wëllt? Dem Statsrot senger Liesaart no kann eng Regierung dat net refuséieren, ouni géint den Artikel 106, soulaang en an der Verfassung steet, ze verstoussen.

De Rapport d'experts aus dem Joer 2012 iwwert d'Relatiounen zu Lëtzebuerg tëschent de Kierchen an dem Stat kennt zur Konkursioun: «En ce qui concerne la rédaction de l'article, prévoit le financement des traitements et pensions est restrictif, en ce sens qu'il impose la forme de soutien financier que l'État apporte aux communautés cultuelles, excluant...» - excluant! - «...par exemple l'octroi d'une subvention globale plutôt que le paiement des traitements.» Dat seet, wéi gesot, den Expertebericht vum Joer 2012.

D'CSV, Här President, ass duerfir der Meenung, dass et och net geet, dass zwou Parteien iwwer ee Recht vun engem Einzelne verfügen, nämlech dat konstitutionellt Recht vun engem Geeschlechen, seng Pai vum Stat - vum Stat! - ze kréien. Dat ass fir d'CSV doriwwer eraus och e geféierleche Précédent an anere Beräicher, wou Leit eigentlech individuell Verfassungsrechter zouerkannt kréien, an Associatiounen oder Syndikater géifen dorops verzichten.

Drëtens, d'Gesetz ass op verschiddene Plazen extrem onprezis. An dat ass och eng weider Source vu Rechtsongesécherheet. D'Interpretationsdivergenze sinn au vum der dach oft schwammeger Terminologie, déi d'Projet-de-loie gebrauchen, elo schonns virprogramméiert.

Zu der Kontroll vun de Konte vun de Kierchegemeinschaften. Laut Konvention muss all Kierchegemeinschaft hir Konte vun engem Réviseur iwwerpräuwe loosser. D'Konten an de Rapport vum Réviseur mussen dem Kultusminister, an deem Fall dem Statsminister a Persoun, zur Informatioun zougestallt ginn. Souwäit steet et an de Konventionen.

D'Gesetz geet awer méi wäit. Laut Gesetz kann de Stat selwer sur place goen a kontrolléieren, wat mat de Sue geschitt, well et ass nämlech eng Referenz op d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 am Text vum Projet de loi.

De Generalvikar vun der kathoulescher Kierch huet de Chamberspräsident an engem Bréif vum 3. Mäerz 2016 dorobber higewisen, dass si net averstane si mat där Ajoute, well dat net dem Text vun der Konvention entsprécht. De facto entsprécht d'Gesetz also net der Konvention, déi tëschent zwee Partner ënnerschriwwen ginn ass. Dës Konvention huet awer hiren Ursprung am Artikel 22 vun der Verfassung. Ee Widdersproch also tëschent Gesetz a Konvention. Eng Konvention, déi eng verfassungsrechtlich Basis opgrond vun dem Artikel 22 vun eiser Constitution huet, also schonn nees eng nei Rechtsongesécherheet.

Zu dem Respekt vun de Mënscherechter duerch d'Kierchegemeinschaften. De Stat dierf eng Kierchegemeinschaft net finanziell ënnerstëtzen - dat ass am Projet de loi esou festgesat, an de Lex Delles huet dat och ënnerstrach -, falls si d'Mënscherechter respektiv d'effentlech Uerdnung net respektéiert. Laut Konvention muss d'Kierchegemeinschaft souguer all Member... Ech widerhuelen nach eng Kéier: D'Kierchegemeinschaft muss der Konvention no all Member écartéieren, deen dës Prinzipien net akzeptéiert. Et geet also vun uewe bis no ënnen.

Elo ass et sécherlech esou, dass den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter toleréiert, dass d'Liberté religieuse verschidde Rechter kann ausser Kraaft setzen. Esou dierf zum Beispill d'kathoulesch Kierch enger Fra refuséieren, fir Paschtouer ze ginn - haut nach -, mä dës Violatioun do muss sech strikt op d'intern Organisatioun vun där betreffender Kierchegemeinschaft beschränken.

Wéi ass et dann awer elo, wann eng Kierchegemeinschaft zum Beispill enger Fra an engem Mann verbitt, zu darselwechter Entrée an d'Haus vun der Glawensgemeinschaft eranzugeen? A wat geschitt virun allem, wann eng verschleiert Persoun géint ee kommunaal Reglement, also och géint den Ordre public verstéisst? Firwat huet d'Regierung - dat ass eis Fro - keng Prozedur festgeschriwwen, no där se d'Ausbeuele vun der finanzieller Enveloppe refuséiere kann?

E weidere Punkt: zu der Acquisitioun vun engem Immeuble duerch eng Kierchegemeinschaft. Eng Kierchegemeinschaft brauch op Immoilientransaktiounen keng Taxen a keng Enregistrementraisens ze bezuelen, dat ënnert der Konditioun, dass dës Transaktioun «dans l'intérêt...», esou wéi et an dem Gesetz heescht, «... de l'exercice du culte» gemaach gëtt.

De Statsrot huet d'Fro opgeworf, wat dat dann heescht, an d'Regierung opgefuert, och dës Expressioun ze definéieren. An eis, Här President, als CSV géif et och interesséieren, wat dat dann heescht: «dans l'intérêt de l'exercice du culte». Wann eng Immobilie kauft gëtt, fir Coursen zum Beispill ofzehalen, wat heescht do den Exercice du culte? Wat heescht den Exercice du culte, wann eng Immobilie kauft gëtt, fir d'Weiterbildung ze organiséieren? Wat heescht den Exercice du culte, wann eng Immobilie kauft gëtt, fir e Versammlungsraum ze schafen? Rezent Beispiller aus der Aktualitéit kënnen dozou dengen.

Wou fänkt den Exercice du culte un a wou hält och den Exercice du culte virun allem op? An der Institutionskommissioun huet d'Regierung gesot, dat misst d'Steierverwaltung dann decidéieren. D'CSV hätt et begreist, wann d'Regierung hir Responsabilitéit hei geholl hätt an der Verwaltung an deem Fall net de Schwarze Péiter zougeschouert hätt.

Iwwregens wier dës Virgeewensweis, nämlech dass d'Gesetz prezisiéiert hätt, wat dann Exercice du culte ass a wat et net ass, vill méi am Aklang gewiescht mat dem Artikel 101 vun eiser Verfassung, deen do seet: «Nulle exemption (...) ne peut être établie que par une loi.» An deem Fall ass déi waarm Gromper awer bei den Enregistrementsdirekter iwwergaangen, an de Verwaltungsdirekter, dee muss elo am Endeffekt decidéieren, wat zum Exercice du culte gehéiert a wat net.

Als Schlussfolgerung, Här President: Wat ass dann elo vun där Reform, déi d'Relatioun tëschent Stat a Kierche regelt, zréckzebehalen? Wéi sollt déi Reform qualifizéiert ginn? Ass et eng grouss strukturell Reform, déi ugekënnegt gi war betreffend d'Trennung vu Kierch a Stat, oder ass et éischer eng punktuell Adaptatioun, déi sech virun allem um budgetäre Plang auswirkt?

D'Kritären, déi d'Regierung am Préambule vun de Konventionen opféiert, fir ze justifiéieren, firwat mat verschiddene Glawensgemeinschaften eng Konvention ënnerschriwwen gouf a mat aneren net, si grosso modo déiselwecht Kritären, déi och schonns 1998 an enger Motioun vun enger deemoleger CSV/LSAP-Majoritéit - dat waren nach Zäiten! - festgehal goun, nämlech: D'Relioun muss weltwäit unerkannt sinn; d'Glawensgemeinschaft muss déi lëtzebuergesch effentlech Rechtsuerdung

respektéieren; d'Glawensgemeinschaft muss fest hei zu Lëtzebuerg an der Gesellschaft verankert sinn. Op deem Punkt also keng fundamental Neierung.

D'Trennung vu Kierch a Stat? Wat ass dann elo fundamental changéiert? Laut Exposé des motifs vun de Gesetzer ass d'Relioun eng Privatsaach. Am gläichen Otemzuch gëtt geschriwwen, dass d'Reliounen eng wichteg Roll an der Gesellschaft hunn an duerfir och finanziell ënnerstëtzt ginn. Dat ass och net direkt nei. Nei ass effektiv, dass an Zukunft de Chef vum jeeeweilige Kultus net méi vum Kultusminister muss approvéiert ginn; an der Vergaangenheet awer och éischer eng Pro-forma-Approbatoun wéi e wirklecht Vetorecht.

Wéi an der Vergaangenheet accordéiert d'Regierung de Kierchen d'Recht, verschidden Artikelen aus dem Code du Travail betreffend d'Aarbechtszäiten net ze respektéieren. Wéi an der Vergaangenheet sinn d'Glawensgemeinschaften och an Zukunft fräi, fir sech territorial ze organiséieren. Wéi an der Vergaangenheet ass fir all Glawensgemeinschaft een Organ respektiv eng Persoun virgesinn, déi d'Kierch vis-à-vis vum Stat vertritt. Wéi an der Vergaangenheet accordéiert de Législateur der Kierchegemeinschaft eng Personnalité juridique.

Op verschiddene Punkte ginn déi nei Konventionen souguer méi wäit wéi an der Vergaangenheet. Déi fiskal Avantagé vun de Kierchegemeinschaften bei der Acquisitioun vun engem Immeuble ginn effektiv méi grouss. De Stat gëtt sech fir d'Zukunft d'Recht, d'Finanze vun de Kultusgemeinschaften sur place ze kontrolléieren. Punkten, déi eigentlech net erlaben, vun enger méi grousser Trennung vu Kierch a Stat ze schwätzen.

Et bleift eigentlech déi eenzeg fundamental Annerung par rapport zu der aktueller Situatioun: D'Gehälter vun de Ministres des cultes ginn net méi direkt vum Stat iwwerholl, mä d'Kierchegemeinschaften kréien eng finanziell Enveloppe vum Stat, fir d'Gehälter kënnen ze bezuelen.

Am Moment iwwerhëlt de Stat ronn 24 Milliounen Euro u Gehälter, an Zukunft nach ronn 8,5 Milliounen Euro. Eleng bei der kathoulescher Kierch geet de Chiffer da méttelfristeg, vu d'Iwwergangbestëmmungen, vun 22 Milliounen op 6,5 Milliounen zréck. Dat ass am Endeffekt dee grousser Wiessel; éischer net strukturell, mä éischer eng politesch, ideologisch Spuermoossnam, dat Ganz verpaakt an engem Gesetz, wat ënner Drock zustane komm ass, wat...

#### (Interruption)

...verfassungsrechtlich zweifelhaft ass a wat risquéiert, op méi wéi engem Punkt rechtlech net d'Strooss ze halen.

Här President, d'CSV wäert aus deene Grënn dës Gesetzesprojeten net zoustëmmen. Ech soen lech alleguerter Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. An den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gewëssensfräiheet, d'Versammlungsrecht, d'Glawensfräiheet, déi positiv an déi negativ, dat heescht och d'Recht, sech net an engem Glawen ze bedeelegen, d'Netdiskriminéierung, d'Neutralitéit vum Stat a Reliounsfroe garantéieren d'Grondrechter a Fräiheeten.

Lëtzebuerg leeft an esou engem System. Lëtzebuerg leeft och an engem System vun Trennung vu Kierch a Stat. Keng radikal, keng absolut Trennung, mä iwwert déi lescht Jorzéngten eng progressiv Entflechtung vun dem Stat an de Kierchen. De facto an de jure. Lëtzebuerg leeft an esou engem System vun Netamëschung vum Stat an d'Interna vun der Kierch; an dat gëtt nach eng Kéier mat dës Konventionen méi staark prononcéiert. Awer och e System, wou d'Kierch sech aus den Affären vum Stat erauszehalen hunn.

An ech si frou, dass mer an esou engem System liewen. Eis aktuell Verfassung ass déi, opgrond vun där och déi Konventionen hei geholl gi sinn an déi Gesetzer wäerte gestëmmt ginn. Déi garantéiert déi Grondrechten, déi d'Relioun an d'Culten ugeet am Artikel 19. Déi nei Verfassung soll zousätzlech d'Prinzipie vun Neutralitéit an Trennung vu Stat a Glawensgemeinschaften an d'Verfassung iwwerhuelen.

Hei ass mat 55 Stëmmen, bei 5 Géigestëmmen d'lescht Joer eng Resolutioun gestëmmt ginn, wou mer eis eens gesat hunn, ënner aneren och, fir den Artikel 106 vun eiser Verfassung,

deen haut d'Obligatioun vum Stat festleet, fir d'Gehälter an d'Pensiounen vun de Ministres des cultes ze iwwerhuelen, ersatzlos aus der Verfassung ze sträichen. Den Artikel 22 verschwënnt eigentlech och aus dem neie Verfassungstext. E gëtt allerdéngs ersat duerch eng Referenz eigentlech an eng Aart Gesetz iwwert d'Relioune, mat der Méiglechkeet, fir och weider Konventiounen, Stat an unerkannte Glawensgemeinschaften, ze féieren.

Mä loosse mer net an d'Zukunft kucken, och wann dat Ganz jo eigentlech e Pak duerstellt, an et kann een dat, mengen ech, net als Saucissonnage hei betruachten. Hei ass e globalen Accord fonnt ginn, no net einfache Verhandlungen, deen och, mengen ech, nëmmen an déser politescher Konstellatioun méiglech gewiescht wär, well ech jo och d'Absichte vun der CSV, well ech se scho laang genuch cōtoyéieren, kennen an där doter Hisiicht.

D'CSV wollt ëmmer de belseche System hei zu Lëtzebuerg aféieren. Formal gesinn dann, d'Netglawensgemeinschaften mat de Glawensgemeinschaften gläichstellen, déi belsch Texter huelen. An da wäre sécherlech... Et wäre vläicht d'Enveloppen financiéres vun haut agefruer ginn, an da wär dat schéi weidergelaf wéi bis elo.

Dat Ganz natierlech ugeräichert mat Experteberichter virdrun, fir op der Zäitschinn iergendwéi och eng gewëssen Akzeptanz da fir esou kleng Modifikatiounen ze kréien. Et ass déi klassesch Aart a Weis, wéi d'CSV un esou Reformen erugeet. An esou wär et wahrscheinlech och gaangen, wa se no de leschte Wahlen nach weider an der Regierung bliwwen wär.

Bon, des Koalitioun huet eng aner Approche gehat. Si ass deen Dossier behäert ugaangen. Si ass e relativ schnell ugaangen am Ufank vun hirer Mandatsperiod. A si huet dat och gemaach op engem kloere Wieleroptrag, deen déi dräi Parteien haten opgrond vun hire Wahlprogrammer, fir deen dote Problem behäert unzuegoen.

#### (Interruptions diverses)

Bon. Ech géif lech bieden, déi Wahlprogramm vun deenen dräi Parteien ze liesen, och ze liesen, wat déi Politiker während der Wahlkampagne zu deenen dote Froe gesot hunn! Dat hei ass genau an déi Richtung, wou déi dräi Wahlprogrammer, mat Nuancé vun engem Wahlprogramm op deen aneren, op jidde Fall awer gaange sinn. An hei gétt also dat gemaach, wat u sech déi dräi Parteien... Ech schwätze fir meng Partei. Do hunn ech guer kee Problem, fir de Wahlprogramm nach eng Kéier hei ze zitieren. Mir sinn amgaangen, deen hei schrëttweis ëmzesetzen.

An et ass och, mengen ech, gutt esou, dass ee sämtlech Aspekter behandelt, well nëmmen e globalen Accord ass méiglech. An deen Accord ass net duerch en Diktat vun enger Regierung erreicht ginn, déi dat de toute façon net hätt kënnen maachen. D'Regierung ass jo gebonnen un déi besteeënd Konventiounen a si ka jo net eesäitig dohinnegeen an déi lafend Konventiounen mat de Culten opkënnegen. Also huet se Verhandlungen ugefaangen, fir déi Konventiounen ze änneren, a gläichzäitig och e politeschen Accord gesicht, wat déi zukünftig Verfassungsbestëmmungen zu de Culten ugeet. An do hu mer jo och hei an der Chamber deen Accord fonnt; et sief, d'CSV géif hir Zoustëmmung reniieren zu deenen dote Punkten.

Voilà, dat ass, mengen ech, d'Approche gewiescht an deem Ganzen.

Haut si mer dann net mam éischten Text befaast, deen déi dote Matière betrëfft, mä et ass eigentlech schon deen drëtt, deen déi Matière vun de Relatiounen Kierchen a Stat betrëfft. Deen éischten, dat war kee Gesetzesprojekt. Et war, mengen ech, symbolesch wichteg, well och do ass schon zéng Joer laang driwwer diskutiert ginn an et ass strictement näischt passéiert. Dat sinn d'zivil Zeremonien, wat den Nationalfeierdag ugeet. Ech mengen, dat ass esou en Erfolg, dass keen, egal wat fir eng politesche Konstellatioun, wäert drun denken, dat erëm eng Kéier réckgängig ze maachen.

Et ass weidergaange mat der Reform, Deelreform vum Dekret iwwert d'Kierchefabriken, wou erausgeholl ginn ass d'Obligatioun haaptsächlech vun de Gemengen, fir d'Defiziter vun de Kierchefabriken ze droen, wou och erausgeholl ginn ass d'Obligatioun, fir eng Wunneng fir de Paschtouer gratis zur Verfügung ze stellen. Alles dat, mengen ech, si wichteg Deelaspekter vun där ganzer Problematik. Dat ass och effektiv mam Accord mat de be-  
traffene Konventiounen geschitt.

A schliisslech dann de Projet, deen mer elo viru Kuerzem gestëmmt hunn, wat d'Afféierung

vum Wäerteunterrecht am Lycée ugeet. De Projet de loi iwwert de Wäerteunterrecht an der Grondschoul ass jo schon deponéiert. Dee wäerte mer also och dann deemnächst hei an der Chamber diskutieren.

An da schlussendlech dese Projet, deen de finanzielle Volet vun de Relatiounen nei regelt, ouni eng Revolutioun duerzestellen. Dat huet jo eng bis elo, mengen ech, kee behaupt. Dat hei ass keng radikal Revolutioun mat deem, wat war, mä et ass eng weider Etapp an enger Entwécklung, wéi se iwwer laang Jorzéngte gaangen ass, wat d'Relatiounen vun de Culté mam Stat ugeet. Eng weider Etapp, déi nach méi staark eigentlech d'Iddi vun der Trennung vu Stat a Kierche betount, virun allem awer och vun der Autonomie vun de Glawensgemeinschaften par rapport zum Stat, déi eng manner staark Ofhängegkeet kréie par rapport zum Stat.

An anere Länner si grouss Reliounen, wéi... D'protestantesch Kierch a Schweden huet gefrot, fir aus deem System vun de Finanzéierung vum Stat erauszekommen, well de Stat sech natierlech - wat d'Contrepartie misst sinn, déi awer zu Lëtzebuerg ni esou exercéiert ginn ass - an alles agemëscht huet, all Nominatiounen an där Kierch huet misse mat approvieren. A si soten: „Neen, wann ech gelift befreit eis dovunner!“ Hir Constitutioun ass als Lescht geännert ginn op Demande hi vun der Kierch, well se net méi wollt ënnert der Tutelle an der finanzieller Ofhängegkeet vum Stat stoen.

Abee, hei gi mer e Schratt an déi dote Richtung. Déi heite Reform ass an der historischer Entwécklung vun deene punktuellen Ofännungen, déi iwwer eng ganz laang Zäitperiod komm sinn, wat d'Relatiounen mat de Culten ugeet, haaptsächlech natierlech och d'Relatiounen mat där gréisster Glawensgemeinschaft, der kathoulescher Kierch hei zu Lëtzebuerg.

D'Glawensgemeinschaften genéissen hei zu Lëtzebuerg, an dat ass gutt esou, Autonomie a Selbstbestëmmung. An ech mengen, dass dës Element vum eiser Gesellschaft duerch des Konventiounen méi gestärkt gëtt an net geschwächt gëtt. D'Kooperatioun téschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften bleibt bestoen. Déi gëtt net verbueden. Si kritt en anere Charakter. Si verléiert hire spezielle Charakter, dee se bis elo hat, mä selbstverständlech bleift déi Kooperatioun Stat/Kierchen e Bestanddeel vun der méi breeder Sphär vun de Relatiounen, déi de Stat mat anere relevante gesellschaftleche Gruppe flegt. An dozou gehéiere selbstverständlech och sämtlech Glawensgemeinschaften, sämtlech Kierchen hei zu Lëtzebuerg.

D'Kierchen/d'Relioune sinn e Bestanddeel vun eiser Gesellschaft, sinn awer net en Deel vum Lëtzeburger Stat. Glawen ass an éischer Hisiicht eng privat Ugeleeënheet, mä Reliounen, och Weltanschauung sinn awer e gesellschaftleche Phenomeen, deen een net kann aus dem éffentleche Raum erausdrängen, deen dran ass, wou ee sech awer vläicht muss iwwerleeën, och Regele festzeleeën, wat deen dote Punkt ugeet. De Fait religieux ass also eng gesellschaftlech Realitéit, déi een net kann an och net därer ignorieren.

D'kathoulesch Kierch war och eigentlech hei zu Lëtzebuerg, zumindest de jour comme de nuit, eng Statskierch, esou wéi ee se an eenzelnen anere Länner kennt huet. De facto hat se natierlech eng ganz staark Positioun iwwer laang Jorzéngten hin. A si huet sécherlech bis elo eng ganz Rësch vu Privilegien genoss, déi aner Reliounen, déi wuel esou respektabel sinn, net haten.

Hei ass während iwwer 100 Joer géint de Gläichheitsprinzip verstouss ginn, wéi en an eiser Verfassung verankert ass, dass all Glawensgemeinschaften, déi eng gewësse Relevanz hunn, déi eng gewëssene Support hunn, déi hei zu Lëtzebuerg verankert sinn, dass mer déi och d'selwecht behandelt hunn. Dat huet wéineg Leit opgereegt bis elo.

A besonnesch eng CSV, déi elo, anstatt sech zum Fong ze positionieren, eigentlech bal ausschliisslech juristesche Froen hei opgeworf huet, huet komescherweis vergiess, an deene leschte Jorzéngten déi dote Fro ze thematisieren. Et huet se net schockéiert, dass, entgéint dem Gläichheitsprinzip, nëmmen eng kathoulesch Kierch iwwert d'Kierchefabrik Privilegien huet, dass nëmmen eng kathoulesch Kierch Reliounsunterrecht an de Schoulen därer halen.

Dee flagrante Verstouss, net nëmme géint eise Verfassungsprinzip vun der Gläichheit virum Gesetz, mä och géintivwer internationale Konventiounen, wéi der Europäescher Mënschenrechtskonventioun, do gëtt et x Jurisprudenzen iwwert deen dote Punkt, deen huet d'CSV ni schrecklech opgereegt.

Just, kann ech mech erënneren, am Kader vu Koalitionsverhandlungen, déi mer emol hatten, wou da vereinbart ginn ass, wann éiere

géif en Uerteel kommen, dass och missten aner Reliounen Zougang kréien zu de Schoulen, dass een da misst an eng aner Richtung goe mat engem eenheetlechen Unterrecht, awer et misst séchergestallt ginn, dass déi Leit, déi déi Coursen halen, och professionell ofgeséichert wäeren. Méi wäit ass dat bis elo net gaangen. Eigentlech en Ageständnis, dass een duerch wousst, dass hei grouss Prinzipien, grouss Rechtsprinzipien zu Lëtzebuerg mat Féiss getréppelt ginn.

Abee, dat gëtt hei geännert. An dat ass, mengen ech, dee grouse Schratt, dee mer hei maachen. De Gläichheitsprinzip vun de Glawensgemeinschaften gëtt an Zukunft voll respektéiert, wann des Koalitioun fäerdeg ass mat hirer Neidefinierung vun de Relatiounen téschent de Kierchen an dem Stat.

Et kënt och Transparenz an d'Finanzsituatioun eran. Do, wou eng komplett Opaciteit, mat der Connivence vun de politesche Sphären, geherrscht huet, wat d'Kierchen, a besonnesch wat d'kathoulesch Kierch ugeet, gëtt iwwert deen heiten Text garantéiert, dass musse Kontrolle gemaach ginn, dass muss publizéiert ginn, dass endlech also och an deem dote Punkt Liicht an déi finanziell Affäre vun de Glawensgemeinschaften erakënn. Wat jo och normal ass, well se jo och vum Stat deelsubventionéiert ginn an och an Zukunft wäerte weider deelsubventionéiert vum Stat ginn, och wann d'Enveloppe méi kleng si wéi déi, déi se haut hunn.

Mir mengen, dass déi Enveloppen ugepasst sinn och un déi Substanz, déi déi eenzel Kierchen eigentlech haut nach hunn. Och eng kathoulesch Kierch huet net méi dee Stack vun Unhänger, dee se nach virun enger, zwou Generatiounen hat. Déi Zuele schwätzen eng ganz kloer Sprooch. Si huet awer komescherweis nach ëmmer d'Zuel vun de Posten, déi déiselwecht ass. Déi huet net geännert!

Ech war schonn derbäi als Regierungsvertreieder bei de Verhandlungen mat de Kierchen, déi zur éischer Konventioun gefouert hu vun 1998. Firwat ass et iwwerhaapt zu deene Konventiounen komm? Wéi ass huet mat där gréisster Kierch hei zu Lëtzebuerg de Stat ni dru geduecht? Well si natierlech net wollten - do gesäit een, wie wem eppes virschreift - esou Konventiounen ofschléissen. Also net well mat enger klenger Gemeinschaft fir d'Éischt eng ofgeschloss ginn ass, mä well bis dato d'kathoulesch Kierch ganz gutt mat där Situatioun gefuer ass. Si huet alles kritt, wat se gäre gehat hätt, bis op eemol Zweifel komm sinn, ob dann déi Dispositioun notament vum Artikel 106, déi vum Ministre des cultes schwätzt, dann esou kloer ass, wéi gemengt ginn ass.

Wien ass dann de Ministre des cultes? Wien definéiert dat? Ass dat d'Glawensgemeinschaft selwer? Ka se dat no eegenem Gutdünke maachen, an en Drëtten - de Stat - därer bezuelen? Oder misst een net déi Definitioun huelen, wéi se war dee Moment, wéi déi Verfassungsbestëmmung festgeschriwwen ginn ass?

An da si mer an enger Situatioun, wou eigentlech keng Laie méi därer iwwert de Statsbudget bezuelt ginn. Or stellt ee fest, an dat war dat, wat d'kathoulesch Kierch gesicht huet an där Konventioun vun '98, dass do an der Definitiv vum deene Posten, déi da vum Stat weider gedroe ginn, eng Opzielung gemaach ginn ass vun deenen eenzelne Posten. A wann ech dat richteg abschätzen - ech si kee grouse Spezialist -, sinn iwwert d'Halschent vun deene Posten Netgeeschlechter, also, an enger strikter Ausleeung vun der Notioun vun de Ministres des cultes, net déi, déi eigentlech mussen hir Gehälter an hir Pensiounen vum Stat bezuelt kréien.

Et kann een also soen, wann een dat restriktiv ausleet, dass déi Konventioun vun '98 wäit iwwert dat erausgaangen ass, obwuel et ni esou duergestellt ginn ass, wat eigentlech d'Obligation constitutionnelle wär, fir Käschten, Personalkäschten ze iwwerhuelen.

Op där anerer Säit sinn et Kräfte ginn, déi déi dote Konventioun wollten, well zumindest en Deckel agefouert ginn ass vu Posten, well wann een dat net gemaach hätt, dann hätten kënnen eigentlech d'Kierche weider Lëschten eragi vu Leit, déi si beschäftegt hätten, a wou dann de Stat zu honnert Prozent déi Käschten an d'Nofolgekäschten iwwerholl hätt. Dat waren d'Intéreten, wéi et se sengerzäit waren: eng gewësse Rechtssécherheet ze kréien.

Mä all déi juristesche Froen, déi elo vum CSV-Spreecher hei ervirgedroe si ginn, déi hu sech alleguer praktesch schon '98 gestallt! Ech ka mech net erënneren, dass mer laang iwwert d'Konkordat hei an der Chamber diskutiert hätte beim Gesetz, dat déi Konventioun mat eenzelne Kierche festgeluecht huet. Or, déi Froe stelle sech éiweg.

An ech halen et och do mam Jean-Claude Juncker, deen hat eng fest Positioun als Statsminister. Dee sot: „De Konkordat ass zu Lëtzebuerg

net méi uwendbar.“ Dat war seng fest politesch Iwwerzeugung. An dat huet en och nach bei den Debatten hei an der Chamber e puermol widderholl gehat. Dat ass, soen ech och, meng fest Iwwerzeugung, notament opgrond vun engem Artikel vun eiser Verfassung, dee komescherweis vu gewëssene Säiten ni zitiert gëtt. Ech verstinn et net. Eng Verfassung, mengen ech, déi muss een ëmmer bis zum Schluss liesen.

Do sinn heiansdo déi interessant Artikelen. Et ass den Artikel 119. Deen ass bei den Dispositiounen transitoires. An dee seet eppes ganz Geheimnisvolles. Dee seet: «En attendant la conclusion des conventions prévues à l'article 22», dat sinn d'Konventiounen mat deenen eenzelne Kierchen, «les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.»

Dat heescht also emgedréit: Wa bis déi Konventiounen geholl sinn, da verfallen duerch eis Constitutioun all besteeënd al Dispositiounen, déi d'Culture betreffen, menger Usiicht no, ënner anerem den Dekret, deen d'Kierchefabriken instauréiert, soudass sech d'Fro stellt, ob zënter 1998 iwwerhaapt nach deen Dekret iwwert d'Kierchefabriken iergendeng juristesche Valeur huet. Duerfir freeën ech mech drop, wa Leit wëllen herno eng Kéier virun d'Gerichter treden, da kréie se och déi dote Fro vläicht gekläert. Mä et geet vläicht net an deem Sënn, wéi si sech dat virstellen.

Hei gi mer also an e ganz komplex Feld eran. An ech mengen, et soll ee sech net hei verfanke an juristesche Spëtzfëndegkeeten, déi een eréischt entdeckt, wann een net méi op där Säit ass, déi d'Texter mécht. Déi hu sech allequerten d'selwecht gestallt och 1998. Déi bleiwen esou kloer oder onkloer, wéi een et gesäit. Et ass op jidde Fall net de Feeler vun der Majoritéit, wann dat esou ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Bodry, entschëllegt! Den Här Roth, wann Der erlaabt, wëllt eng Zwëschebemierkung maachen.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Wann den Här Roth dat Bedürfnis huet, da soll e sengem Bedürfnis nokommen.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Dat do ass zweedeiteg.

#### (Hilarité)

Här Bodry, Dir hutt Är Meinung an der Fro vum Konkordat.

#### (Interruption)

Mir sinn eis eens: Ganz kloer ass et net. Dir sot zwar, Dir hutt Är fest Iwwerzeugung. Ech erlabe mer, lech awer trotzdeem ze korrigieren. Dir hutt gesot, déi Fro, déi wier ni an der Chamber opgeworf ginn. Ech hunn hei d'Travaux préparatoires an notament de Rapport vun der Institutionskommission zu dem Gesetz vun '98. Do waren dann derbäi: den Här Biltgen - *Président-rapporteur* -, den Här Asselborn, den Här Bourg, den Här Helminger, den Här Henckes, den Här Klein, den Här Lux souguer, den Här Mosar, den Här Rippinger, d'Madamm Renée Wagener an den Här Weiler.

Abee, do ass ganz kloer festgehale ginn an deem Rapport: «Il reste que le concordat de 1801 qui a été suivi de la publication d'articles organiques (...) n'a jamais été aboli expressément.» Dat heescht,...

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Jo, bon, dat ass awer keng grouse Nouvelle, dat do.

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Jo, jo.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Selbstverständlech! Selbstverständlech, ech hunn hei...

#### (Interruptions)

Ech hunn hei geschwat vun engem Artikel vun der Verfassung, et ass natierlech eng Abrogation implicite gewiescht. Mä selbstverständlech ass dat do richteg. Dat wëllt awer net heeschen, dass en nach en vigueur ass.

Dir leet doraus eraus Saachen, déi eigentlech ni d'CSV-Thees, ni offiziell CSV-Thees waren. Ech si laang genuch mam Jean-Claude Juncker an der Regierung gewiescht, wou ëmmer gesot ginn ass: „D'Konkordat besteet net méi, an d'Lëtzeburger Regierung refuséiert, mam Vatikan iwwer en neit Konkordat ze schwätzen.“ Dat war déi gängig Positioun vun CSV-géierte Regierungen. D'LSAP hat do keng aner Meinung an där Hisiicht wéi d'CSV. Wann d'CSV elo hir Meinung ännert, da solle se dat explizieren, firwat se elo net méi déi Positioun hunn, déi de Jean-Claude Juncker als Statsminister ëmmer hei och an der Chamber kloer zum Ausdrock bruecht huet.

Wa mer zrëckkucken, an et ass zum Deel vum Rapport gemaach ginn, deem ech meng Unerkennung géif ausschwatze fir déi Aarbecht an deem heiten Dossier, da gesäit een, dass och déi Konventiounen, dat war ëmmer

schwierig. Dat huet sech iwwer laang Zäit vollzunn. An eis Verfassung ass och deelweis..., et ass en anere Punkt, deen huet den Här Roth vergiess opzezielen, wat net a seng Argumentatioun erapast: Wann een den 106 liest, och dee muss ee bis zum Schluss liesen, do steet nach esou eppes Droleges dran, dass eigentlech per Gesetz dat muss geregelt ginn, dat Iwwerhuele vun de Gehälter an der Pensioun, dass do e Gesetz nach muss kommen, fir dat ze maachen.

Wivill Jorzéngten ass ausbezuelt ginn, ouni dass e Gesetz bestanen huet? Dat ass also géint de Verfassungstext ausbezuelt ginn. Vu wíem? Opground vu wat fir enger juristescher Grondlag ass dat gemaach ginn?

Déi Gesetzer sinn eréischt komm '98. Op jidde Fall bestinn déi Gesetzer net, Här Meyers, zënter dass mer deen Text dran hunn. An do ass also während laanger Zäit - während laanger Zäit! - och ausbezuelt ginn, ouni dass eigentlech kloer war, wéi dat prezis ze regele wär.

Nëmme fir ze soen, wann een elo hei den Däwel an den Detail siche geet, wa mer e bëssen an der Vergaangenheet kucken, da gesäit ee jo, dass dat heiten esou eng sensibel Matière war, dass déi successiv Regierung sech eigentlech d'Fangeren net wollten dorunner verbrennen. Si hu versicht, eng Situatioun, déi bestanen huet, weiderlafen ze loossen, soulaang wéi et gaangen ass. A wann et dann net méi gaangen ass, ass da probéiert ginn, un dat eent oder dat anert Riedchen dréien ze goen.

An dat schéngt mer, mengen ech, also immens wichteg ze sinn, dass een, bei alle berechete Froen, déi ee sech därerf hei stellen, wat déi juristesche Basis vun deem Ganzen ugeet, hei sollt net méi kritesch sinn, wéi ee virdu während laange Jore war mat deem Besteeënden. Et geet, wéi gesot, bei der Definitivum vun Ministre des cultes un, bis hin zu anere juristesche Froen, déi sech stellen.

Mir hunn och e ganz spezielle System hei. Ech mengen, do si mer eis eens, dass mer dat wëllen eigentlech behiwen. Ech mengen, et ass jo en Accord do, dass mer an eng Form vun Unerkennung vun de Reliounen oder Aschreiwung vun de Reliounen, Glawensgemeinschaften sollen erakommen, wéi eng ganz Partie Länner dat och virgesinn hunn. Zemoos fir kloerzestellen: Wat sinn d'Bedéngungen, fir dass ee kann en Deel vu senge Finanzen also och iwwert de Stat iwwerholl kréien?

An do si mer an enger droleger Situatioun, dat kënnt jo immens rar vir, dass et eng Motioun ass vun der Chamber, déi dat mécht. Eng Motioun, iwwregens, do louch den Här Roth falsch, eng Motioun, déi deemools erabruucht ginn ass, dat war enger LSAP/CSV-Regierung, si ass ennerschriwwen vu fénnef DP-Deputierten a si ass herno mat Handophiewes - ech war och paff, wéi ech dat nogelies hunn - eestëmmege, seet de Sitzungspräsident, deemools, hunn ech nogelies, eestëmmege vun der ganzer Chamber ugeholl ginn.

An déi seet eben, dass d'Relioune mussen weltwäit unerkannt sinn, dass d'Glawensgemeinschaften mussen mindestens an engem vun den EU-Länner offiziell unerkannt sinn. Se mussen bereet sinn, sech der öffentlecher Uerdnung ze ennerwerfen. A si muss zu Lëtzebuerg etabléiert sinn an op eng genügend grousse representativ Unhängerschaft zielen. Dat sinn u sech déi Kritären, déi feststinn an un déi am Fong déi successiv Regierung probéiert hunn, sech grosso modo ze halen.

Méi laangwierig war déi Konventionensdiskussion ronderëm d'muslimesch Gemeinschaft. Do hunn ech gelies am Expertebericht vun 2012, ech hat dat och net méi esou an Erënnung, dass 2007 schon déi deemoleg Regierung de Go ginn hat fir déi Konvention. Ech ka mech erënnere, den Här Biltgen, mengen ech, ass deemools an eis Kommissioun getréppelt komm an en ass e bësse bredouille aus där Kommissiounssitzung erausgaangen, well d'Begeeschterung vun de Parlamentarier, fir dee Moment op deen dote Wee ze goen, déi war net iwwerschwenglech.

An dat huet och erkläert, wéi esou eigentlech net schon eisichter déi Konvention gemaach ginn ass. Do ware sengerzäit och an der Schura, mengen ech, Schwierigkeeten. Et war d'Fro vun der Representativitéit, déi sech stellt huet. An elo si mer glécklecherweis esou wäit, dass mer eigentlech och mat där doter Glawensgemeinschaft, wat entre-temps déi zweetgréisst hei am Land ass, dass mer mat där och kënnen eng Konvention, ennernt deene Bedéngungen, déi ech virdu genannt hunn, ofschléissen. Domadder gëtt dem Gläichheitsprinzip vun eiser Verfassung och Genüge geden.

Ech gesinn hei, meng Zäit ass amgaange schrecklech ofzelafen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd schon ofgehaangen.

### (Hilarité)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech si schon ofgelaf. Ech si scho priméiert. Dann, mengen ech, sollt ech elo maachen, dass ech einfach zum Schluss kommen...

### (Hilarité)

...vu mengen Iwwerleungen. Ech mengen och, dass de Rapporteur inhaltlech alles gesot huet, wat en ze soen hat. Ech hunn e bëssen en Exkurs gemaach an d'Vergaangenheet.

Ech wëll zum Schluss nach folgend Satz just soen, dass an eisen Aen, an den Ae vun der LSAP-Fraktioun des Konvention, des Gesetzer den Ausdruck si vun engem toleranten, engem oppenen, laizistesche Stat, engem Stat, deen net ausgrenzt, mä dee verbënnt, am Respekt vun der Autonomie vun de Kierchen, engem Stat, deen awer an der Glawensfro selbstverständlech zu Neutralitéit an Onofhängegkeet verflucht ass.

Mir wäerten also des Konventionen stëmmen, well se d'Resultat si vun engem moderner politescher Visioun vun engem pluralistescher Gesellschaft, d'Resultat awer och si vu fair geféierte Verhandlungen tëschent responsabele Partnern a Parteien, en Text, dee sécherlech net den Hardliner wäert gefalen, deene klerikalen an deenen antiklerikalen. Dat wësse mer. Mä ech mengen awer, dass et en Text ass, dee vun der Mëtt vun der Gesellschaft, an do sinn nach ëmmer déi meeschte Leit, gedroe gëtt. An duerfir wäerte mer deen heiten Text gäre stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bodry. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn un eisichter Stell emol frou, dass mer Juristen hei an der Chamber hunn, engersäits Juriste wéi den Här Roth, deen op enger Rei Punkten Awänn hat - et huet mech schon e bëssen erstaunt, dass d'CSV eigentlech op juristesche Aart a Weis hiren Neen zu dese Gesetzer erkläert huet -, en huet gesot: „Ass déi Validitéit vun Konkordat vun 1801 nach do oder net?“ En huet gesot: „Den Artikel 106, dee seet, dass mer eigentlech d'Paie mussen bezuelen.“ Elo soe mer: „Wa mer da fräiwëllig wëllen drop verzichten an et fret awer ee se, wat geschitt dann?“ An en huet och gesot, dass d'Gesetz onprezis wier. - Dat fannen ech ganz korrekt, dass een déi Froen hei opwert.

An ech sinn natierlech och frou, dass mer Juristen hu wéi den Här Bodry, deen da ka soen: „Majo, déi Froen do hate mer eigentlech och schon, ier mer déi heite Konventionen gemaach hunn. Déi hate mer schon d'selwecht bei deene Konventionen virdrun.“

Soudatt ech géif mengen, dass hei dee juristesche Match schwéier ze entscheeden ass. Ech muss allerdéngs nach derbäisoen: Fir eis ass et esou, dass mir net wëlle méi grousse Verfassungsschützer si wéi de Statsrot, a soulaang wéi mer eis mat den Aweise vum Statsrot net an d'Hoer kommen, ass dat fir eis trotzdem an der Rei, fir esou virzegoen, wéi mer hei virginn.

Den honorabele Rapporteur Lex Delles huet am Joer 2011 ugefaange mat sengem Rapport, andeems en en Extrait aus enger Ried vum Poopst zitéiert huet. Ech wëll och an d'Joer 2011 zrëckgoen, allerdéngs net bei de Poopst, mä op de 7. Juni 2011. Do war näamlech op Initiativ vun déi gréng en Débat d'orientation hei an der Chamber, wou mer iwwert d'Relationen tëschent dem Stat an de Gemengen op där enger Säit an de Cultes religieux op där anerer Säit debattéiert hunn.

Mir hate deemools eis Ufro op fénnef Punkten ennerdeelt. Am eisichte Punkt hu mer vun engem Législation dépassée geschwat. Do ass et, enner anerem a virun allem, em d'Kierchefabrik gaangen, wou mer gesot hunn: „Et ass schon erstaunlech, dass ee Buergermeeschter, fir an der Kierchefabrik kënnen ze sinn, muss de kathoulesche Glaf hunn.“ An den honorabele Paul-Henri Meyers huet eis och nach do opgekläert, dass déi Kierchefabrik eigentlech och komesch zesummegesat gëtt aus den Honorables du village, wou och d'Fraen net derzou gehéieren.

Deen zweete Punkt iwwersprangen ech, well ech op deen zrëckkommen. Deen drëtten Punkt, dee mer opgeworf hate, dat war d'Fro iwwert d'Bâtiments d'église. Do hu mer scho légiféréiert. Och wann net alles geschwat ass, mä do hu mer awer schon, mengen ech, gutt geschafft.

Da war e véierte Punkt „l'acte officiel de la fête nationale“, a wann een do zrëck liese geet, wéi eng Froen dat sech och vun CSV-Säit gestallt gi sinn, wien dann do dierft schwätzen a wien eventuell net dierft schwätzen a wien invitéiert géif ginn a wou dann ee Lieu wier, deen digne

fir déi Feier wier, do muss een awer scho soen: Do hu mer exzellent geschafft an dat relativ schnell. An och den Här Bodry huet scho gesot: „Dat ass eigentlech net méi ewechzedenden, egal wéi d'politesch Konstellatioun ass, fir esou een offiziellen Akt zum Nationalfeierdag ze maachen.“

An e fénnefte Punkt, dee mer opgeworf hate, war den Enseignement aux valeurs. Do hate mer d'lescht Woch en eisichte Schratt gemaach, andeems mer de gemeinsame Wäerteunterricht am Secondaire votéiert hunn. An do soll jo dann d'Joer drop dat am Fondamental och kommen.

Den zweete Punkt, deen ech ausgelooos hat, iwwert dee mer och geschwat hate, dat war de Punkt iwwert de Finanzement vun de Culten, d'Fro vum Verdeeel vun de staatleche finanziellen Hëllef an déi verschidde Culten. A mir hate deemools gesot, déi géifen der sozialer Realitéit vun haut net méi entsprechen, do misst méi Transparenz an d'Verdeelung erakommen.

Zënter 1998 hu mer Konventionen mat bal alle reliése Gemeinschaften, Konventionen, déi och an der Chamber votéiert gi sinn. An an deem Zesummenhang huet d'Chamber, dat ass och schon haut ernimmt ginn, unanime 1998 eng Motioun gestëmmt, an do steet als eisichte Punkt dran, dass d'Regierung opgefuehert gëtt, fir Konventionen mat deene Gemeinschaften ofzeschléissen, déi bis elo nach keng hunn.

An da kommen an där Motioun d'Kritären, déi d'Chamber fixéiert, déi déi reliése Gemeinschaften müssen erfüllen, fir dass esou eng Konvention mat hinne kann ofgeschloss ginn. An och déi Kritäre sinn allgemeng akzeptéiert ginn.

An et ass och schon deemools verhandelt ginn, wéi ee kéint mat der muselmanescher Gemeinschaft och zu esou enger Konvention kommen.

An ech zitieren dann nach eng Kéier de Paul-Henri Meyers vum 7. Juni 2011, wat déi Konventionen ugeet. Do huet en an engem Punkt mir kënnen recht ginn: „dass déi Konventionen an enger gewëssener Zäit ofgeschloss si ginn, dass se den Tatsachen, de Bedierfneser, den Opfaassung vun där Zäit entsprechen, an dass ee muss kucken, ob déi Konventionen haut nach deene Konditionen, deene Bedierfneser, deenen Opfaassungen entsprechen. Ech mengen, et muss een och probéieren, (...) dass een (..) eng gewëssen Uniformitéit géif an déi Konventionen kréien.“

Abee, ech hunn d'Gefill, wéi wann d'Regierung grad just dat gemaach hätt. Si huet déi Konventionen der Zäit ugepasst a si huet och probéiert, esou wäit wéi dat méiglech ass, deene Konventionen en uniforme Charakter ze ginn.

Den 21. Januar 2015 hat ech hei an der Chamber am Kader vun der Debatt no der Deklaratioun vun eiser Premier iwwert den Accord tëschent dem Stat an de reliése Gemeinschaften, enner anerem, Folgendes gesot - ech hu gesot: „Mir si frou iwwert desen Accord, well mir zu deene Leit gehéieren, déi wëllen, dass Leit, déi reliéis sinn, net géint Leit, déi net reliéis sinn, ausgespillt solle ginn an och emgedréit.“ (veuillez lire: „Mir si frou iwwert déi Konventionen, well mer net zu deene Leit gehéieren, déi wëlle Leit, déi reliéis sinn, géint Leit, déi net reliéis sinn, ausspillen oder emgedréit.“)

Ech hat och en Zitat, wat zrëckzeféieren ass op den Abbé Pierre, ugefouert, wou ech gesot hunn: „Et geet am 21. Johonnert an der westlecher Welt net méi em den Ennerscheid tëschent deenen, déi gleewen, an deenen, déi net gleewen, et geet villméi em den Ennerscheid tëschent deenen, déi interesséiert sinn, an deenen, déi onberéiert bliwen.“

An emsou méi friem war mer d'Ausso, ech hat dat och schon d'lescht Woch gesot, vum Här Zeimet, dee gesot huet: „Déi Leit, déi gleewen, an déi, déi net gleewen, ginn net eens mateneen.“ Néierens stellen ech dat an der Gesellschaft fest. Wa Spannunge sinn tëschent Reliounen oder Netreliounen, dann ass dat oft en Ausdruck vun - dat hat den Här Zeimet och gesot, do ginn ech em recht - Mëssbrauch vu Reliounen, Mëssbrauch vu Glawen.

### (Interruption par M. Laurent Zeimet)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Maacht de Mikro wann ech gelift un, Här Zeimet!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Däerf ech?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir däerft.

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här Präsident. Ech wollt just dem Här Adam soen: Ech hunn net gesot, si géifen net eens ginn, mä se géife sech ëmmer manner verstoen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Gutt. Merci. Ech huelen dann dat doten zur Kenntnis. Ech sinn awer och der Meinung, dass se sech och verstinn. A wa se sech net verstinn, dann huet dat eppes mat extremen Usiichten ze dinn oder mat Mëssbrauch vum Glawen. An dat, mengen ech, steet dann nach op engem anere Blat.

Mir sinn der Meinung, dass et gutt ass, dass d'Relationen tëschent dem Stat an de Reliounen geregelt ginn. Mir mengen, dass de Phénomène religieux ee gesellschaftleche Fait ass.

Déi Konventionen sinn d'Resultat vun engem Accord tëschent der Regierung an de Reliounsgemeinschaften. An ech hat och deemools vun engem historesche Moment geschwat, engem historesche Moment, dass mer eisichtens an där awer relativ kuerzer Zäit zu deene Konventionen komm sinn, an och engem historesche Moment, well d'CSV deene Konventionen net wollt zoustëmmen, déi d'Regierung mat de Culten ausgeschafft hat.

Dat ass natierlech der CSV hiert gutt Recht. Dat ass eigentlech en neie Moment, deen ech wéinst der Saach bedauern, deen ech op engem anerer Säit awer och begrëissen.

Den aktuelle Generalsekretär vun der CSV... elo sinn ech erëm bei lech, Här Zeimet, Dir hat och d'lescht Woch hei am Raum gesot, et géife Punkte ginn, wou Dir net mat Arem Bëschof averstane wiert.

An der Vergaangenheet huet et oft esou ausgesinn, wéi wann déi Partei mam C am Numm déi eenzeg wier, déi mat der Kierch eppes un Hutt hätt. Wann een am Ausland oft liberal oder sozialdemokratesch oder gréng Politiker an engem Amt an enger Reliounsgemeinschaft hat, da war dat zu Lëtzebuerg eigentlech ni esou. An et géif mech och heiansdo wierklech interesséieren, wéi e politesche Geescht an de Kierchefabriken, déi sech jo bekanntlech aus den Notables du village zesummesetzen, vertrueden ass.

Vläicht ännert sech jo eppes. Interessanterweis hat jo och de fréiere Generalvikar Mathias Schiltz leschte Freideg bei engem öffentlechen Hearing an der Chamber am Kader vun der Verfassungsreform e sozialistesche fransésche Politiker - de Bernard Cazeneuve - aus engem Interview zitéiert. Zween Punkte waren dem Här Schiltz wichteg: «Le respect s'exprime par la laïcité, qui garantit la liberté de croire, ou de ne pas croire, et dès lors qu'on a fait le choix libre de sa religion, garantit aussi qu'on puisse la pratiquer librement.» Dat ass genau dat, wat ech soen, wann ech soen, dass fir eis den Artikel 19 genauou wichteg ass wéi den Artikel 20 vun eiser Verfassung: D'Leit sollen därerf gleewen, wa se wëllen, awer och net mussen gleewen, wa se net wëllen, an dat selbstverständlech am géigesäitege Respekt.

Den zweete Punkt ass dee vun der Réflexion spirituelle. De Cazeneuve sot: «Je vois mal (...) comment un être humain peut avoir une vie riche et dense s'il ne s'ouvre pas, à un moment, à la réflexion spirituelle.» Dat ass, mengen ech, eng perséinlech Usicht vun engem Politiker, eng privat Usicht. Dat ass awer och eng interessant Vue.

Mech erënnert dat un en Erliefnis a menger Yoga-Formatioun. Do si mer an engem Raum, do si Käerzen, do sinn Zeechen, do si Figuren, do ass och eng Zort Altar an do hänken engersäits e Shiva, e Buddha an e Jesus. An no engem Cours, da seet de Yoga-Formateur: „Elo setze mer eis op de Buedem an da verbeuge mer eis virun där Gottheit, virun där mer wëllen.“ An interessanterweis seet en hannendrop: „An déi, déi sech net virun enger Gottheit wëlle verbeugen, déi setze sech einfach op de Buedem a si genéissen d'Rou am Sall.“ Dat ass mäi Verständnis vun Toleranz an och vun enger gewëssener Spiritualitéit, wou ech och der Meinung sinn, dass ouni déi d'Gesellschaft awer e Stéck méi aarm ass.

déi gréng si frou iwwert déi sechs Konventionen, déi mer haut zur Ofstëmmung hei virleien hunn. An effektiv ass et d'kathoulesch Kierch déi am meeschte Waasser an hire Wäin muss schédden, eng kathoulesch Kierch, déi net stoe bliwwen ass, déi sech weiderentwéckelt huet, dat gesäit een u ganz ville Punkten.

Ee Punkt dierft schon d'Zeitung vun Äerzbischof sinn, wann ee bedenkt, dass ee viru Joren oder viru Jorzéngte keng Annonce an déi Zeitung krut, wann een net mam Här begreue ginn ass oder net mam Här bestuet ginn ass. Bon, ech muss lech soen: Dir kënnt kucken, haut op der leschter Säit vun där selwechter Zeitung, do steet, dass iergendeng Madamm, ee moderne Mediestar, hir Brëscht als ze grousse empfénnt an déi méi kleng maache loosse wëllt, mä hire Mann schéngt dat net ze wëllen.



Dat ass en Zeechen derfir, datt och d'Zeitung vum Bistum net stoe bliwwen ass,...

**(Hilarité et brouhaha)**

...datt sech villes entwéckelt huet.

Wann een dat viru 40 Joer gesot hätt, datt mer eng Kéier esou wäit kéimen, dat hätt kee Mënsch engem gegleef.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Do war dat mat méi grouss oder méi kleng maachen och nach net esou aktuell.

► **M. Claude Adam (déi gréng)**.- Haut, wéi gesot, steet an d'ärselwechter Zeitung fir Wahrheit und Recht, den Énntitel ass nach ëmmer d'selwecht, datt et virun allem fir d'kathoulesch Kierch finanziell Abousse gëtt. Jo, vu ronn 24 Milliounen komme mer do an deenen nächste Jore schrëttweis op 6.750.000 Euro. Dat ass eng Upassung un d'Zäit. A well mer de Pacta sunt servanda zréckbehalen hunn, geet dat natierlech och net vun engem Moment op deen aneren, mä mer gi schrëttweis dohinner. A mir fannen dat och richtig esou.

Et gëtt eng ganz Rei gutt Grënn, datt mer d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften regelen. Eng Ursach ass zum Beispill d'Transparenz, eng weider ass den noutwendegen Dialog. Och wann de Stat sech net an déi intern Reliounsgemeinschaften amëscht - an do gi mer jo och e Schratt méi wäit, och d'Reliounsgemeinschaften kréie méi Fräiheet -, dann ass et awer net onwichtig, datt de Stat weess, wat op sengem Territoire leeft. An duerfir ass och déi Präambel zu der Konventioun ee wichtegen Deel vum Ganzen.

Gutt a wichtig ass, datt dosteet, datt déi reliéis Communautéiten eis constitutionnel Rechter a Fräiheeten, d'Mënscherechter, d'demokratesch Wäerter an d'Gläichstellung vu Mann a Fra mussen garantéieren, wa se wëllen eng Konventioun mam Stat maachen. A wie sech net drun hält, kritt keng Suen.

Eng Reliounsgemeinschaft huet d'Recht ze soen, datt se net frou ass iwwer verschidden Aussoen, iwwer Texter, iwwer Biller, iwwer Kariaturen. Dat fällt ënner Meenungsfräiheet. Mä eng Reliounsgemeinschaft däerf awer net d'Pressefräiheet a Fro stellen, och net d'Gläichheet tëschent Mann a Fra a Fro stellen.

Mir wëllen net erëm mussen zréck déi Kämpf nach eng Kéier féieren, déi mer an deene leschten 20, 30 Joer erfollegräich gefouert hunn, wou mer ewechkomm si vun enger iwwerholener a falscher Sexualmoral, wou mer ewechkomm si vun engem Bild vun Ongläichheet tëschent Mann a Fra an esou weider an esou virun. An duerfir fanne mer déi Präambel och ganz wichteg.

An deem Sënn bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deene sechs Projete-loien, déi mer haut virleien hunn, an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och. An als nächste Riedner huet d'Wuert den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Lex Delles, fir säin objektive Rapport, deenen en zu deem Gesetz oder Gesetzer gemaach huet.

Dës Gesetzer sinn d'Konsequenze vu Konventiounen, déi d'Regierung mat sechs Reliounsgemeinschaften de 26. Januar 2015 ënnerschriwwen huet. Duerch dës Gesetzer ginn Deeler vun dese Konventiounen ëmgesat. Mir haten och an der Vergaangenheet scho Konventiounen, et ass virdu geschwat ginn, vun '98. Déi Konventiounen sinn och Jean-Asselborn-Konventiounen deemools genannt ginn, well vill Leit iwwerrascht waren, datt den Hauptmann hei an der Chamber vun der LSAP am Fong führend war bei deene Konventiounen. An d'ADR huet an all deene Joren, ech kommen duerno nach drop zréck, ni de Konventiounen zougestëmmt.

Déi Konventiounen, déi mer bis elo haten, ware mat der kathoulescher Kierch, der israelitescher, der anglikanescher, orthodoxer an der protestantescher. Nei ass elo dës Kéier, datt och mat der musulmanescher Communautéit eng Konventioun geschloss ginn ass.

Den Här Rapporteur huet virduen hei gesot, datt et am Fong e Prinzip wier, datt mat deene Reliounen, déi europawäit unerkannt wieren, de Lëtzebuurger Stat géif och Konventiounen maachen.

Ech wëll just drun erënneren, datt d'Scientologen unerkannt sinn an England, a Portugal, a

Spuenien, a Slowenien, Kroatien an an Ungarn. An anere Wieder: Wann déi also géifen eng Demande maachen, géif laut der Logik vum Rapporteur och hei zu Lëtzebuerg eng Konventioun mat deene gemaach ginn.

Wéi sinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Gibéryen, erlaabt Dir, dass de Rapporteur eng Bemierkung oder Prezisioun doriwwer mécht?

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo. Ganz gär.

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur**.- Jo, ech wollt just preziséieren, dass ech dat net esou gesot hunn. Ech hat gesot, dass eng Motioun vum 18. Juni 1998, déi hei an der Chamber unanime gestëmmt ginn ass, genau déi Saachen do festhält. Dat ass eng Motioun, déi hei an der Chamber unanime gestëmmt ginn ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dann huele mer dat zur Kenntnis, datt also opgrond vun där Motioun, déi deemools dann hei an der Chamber gestëmmt ginn ass...

► **Une voix**.- Unanime!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Unanime, datt mussen mer dann nokucken, wéi dat genau war.

**(Hilarité)**

Sou kann een emol a Bedrängnis kommen, mä ech huelen dat awer...

**(Hilarité)**

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Richtig ass richtig. Also ech mengen, wat de Kolleeg Delles elo hei gesot huet, kann een net falschmaachen. A wann et richtig ass, da muss een et och akzeptéieren.

Wéi sinn déi Konventiounen hei zustane komm? Ech mengen, et ass opgrond vun der Regierungserklärung, wou déi nei Regierung festgehalten huet, a Richtung vun Trennung vu Kierch a Stat ze goen.

Mä et muss een awer déi ganz Diskussiounen hei iwwer d'Konventiounen, mat dem Verhandel vum deene Konventiounen, an de Kontext setze vum Referendum vum 7. Juni d'lescht Joer, wou véier Froen am Fong am Ufank do stoungen. A speziell am Zesammenhang mat där véierter Fro muss een déi Konventiounen ginn, wou am Fong proposéiert gi war vun der Regierung, datt niewent deenen dräi Froen, déi zur Ofstëmmung komm sinn, eng véiert war, wou am Fong gefrot ginn ass: „Ënnerstëtzt Dir d'Iddi, dass de Stat net méi d'Obligatioun huet, d'Gehälter an d'Pensiounen vun unerkannte Cultiwen ze iwwerhuelen?“

Mat deser véierter Fro ass am Fong op d'Reliounsgemeinschaften, a virun allem op d'kathoulesch Kierch - ech géif net soen, wéi de Kolleeg Roth gesot huet, datt en Drock ausgeübt gouf -, mä si si regelrecht erpresst ginn! D'Chamber wousst, datt se... Gambia, entschëllegt, Gambia wousst, datt d'Reliounen, oder d'kathoulesch Kierch net frou wär mat deser Fro a virun allem och net déi Fro beim Referendum wollt gestallt kréien.

Et kann een also soen, datt dat vläicht e clevere Schachzuch war vun der Gambia, fir déi Fro an de Referendum mat eranzubringen, wëssend, datt et sech da wahrscheinlech vill méi llicht verhandele léisst mat der kathoulescher Kierch, wéi wann déi Fro net am Raum géif stoen.

Haut géif ech soen: Wann déi Fro gestallt gi wär, déi vill Leit gäre gestallt kritt hätten hei am Land, a wann ee weess, datt déi aner dräi Froen zu 80% quasi mat Nee beäntwert gi sinn, sinn ech iwwerzeegt, datt déi heite Fro, zwar dann net mat Neen, mä mat Jo beäntwert gi wier, vläicht keng 80%, mä eng Majoritéit. Mä duerno ass een ëmmer méi gescheit. Am Virus wousst dat op jidde Fall keen.

Fir datt also déi véierter Fro gestrach ginn ass, hunn d'Reliounsgemeinschaften missen dës Konventioun ënnerschreiwen. Awer net nëmmen d'Gemeinschaften vun de Reliounen hu missen ënnerschreiwen, mä och eis Kolleegen vun der CSV hu missen en Akt matmaachen, an zwar hu se missen, éier d'Konventiounen ënnerschriwwen gi sinn, well d'Konventiounen sinn de 26. Januar ënnerschriwwen ginn, fënnf Deeg virduen hei an der Chamber enger Resolutioun zougestëmmt.

Eng Resolutioun, déi bannent 48 Stonnen tëschent der Regierung an der CSV ausgehandelt ginn ass, well mer jo ënner engem Zäitdrock stoungen! Engem Zäitdrock, wat d'Prozedur fir de Referendum ubelaangt: Et huet missen e Gesetz gestëmmt ginn. A fir datt d'Délaie konnte respektéiert ginn, stoung mer ënner Zäitdrock. An duerfir huet missen déi Resolutioun kuerzfristeg ausgehandelt ginn tëschent der Regierung an der CSV a se ass den 21. Januar hei an der Chamber gestëmmt ginn. A fënnf Deeg duerno, de 26. Januar, sinn eréischt d'Konventiounen mat de Kierchen ënnerschriwwen ginn.

Mä déi Resolutioun, déi d'ADR net matgestëmmt huet, an d'Kolleege vun deene Lénken hu se och net matgestëmmt, déi Resolutioun huet et awer a sech. An do wollt ech am Fong och soen, datt eng gewësse Kontradiktioun zu deem besteet, wat de Kolleeg Gilles Roth de Mëtteg hei gesot huet, wou en am Fong gesot huet: Den Artikel 106 vun eiser aktueller Constitutioun, dat wier am Fong eng Konsequenz vum Konkordat, wou am Fong d'Kierchen och zum Deel enteegent gi sinn an op där anerer Säit de Stat d'est Engagement geholl gehat hätt, fir dann eben d'Gehälter an d'Pensiounen vun de Paschtéier ze iwwerhuelen.

Mä de Kolleeg Gilles Roth huet hei ganz vill vum Artikel 106 geschwat. An et muss een awer soen, datt an der Resolutioun d'CSV domat averstane war, datt den Artikel 106 an der Verfassung ersatzlos gestrach gëtt: «de ne pas reprendre l'article 106 actuel de la Constitution dans le corps du texte de la proposition de révision de la Constitution». Also ersatzlos!

Well an deem neien Text, dee soll amplaz kommen, do ass vun der Neutralitéit vum Stat geschwat ginn, et ass vun der Separatioun vum Stat a vun de reliéise Communautéiten geschwat ginn an et ass gesot ginn, datt d'Relatioun tëschent dem Stat an de Kierche géif iwwer Konventiounen ausgehandelt ginn. Mä et ass net méi an deem neien Text geschwat ginn, datt de Stat och géif d'Gehälter an d'Pensiounen vun de Paschtéier iwwerhuelen.

Also sinn net nëmmen d'Kierchen hei erpresst ginn, mä och d'CSV ass hei mat erpresst ginn an huet missen an der Chamber déi Resolutioun hei stëmmen, éier d'Regierung bereet war, fënnf Deeg méi spéit, mat de Gemeinschaften déi Konventiounen ze ënnerschreiwen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Gibéryen, erlaabt Dir, dass den Här Roth eng Prezisioun gëtt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Här President, ech hunn haut déi beschten Zäit, well meng Auer leeft net.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Also, Här Gibéryen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Mä meng awer!

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- ...mir si jo net ëmmer divergenter Meenung, mä ech wëll dat awer just, mengen ech, hei kloerstellen. De Problem fir d'CSV ass folgenden: Mir hunn haut den Artikel 106, esou wéi en elo nach an der Verfassung steet, an der CSV hir Positioun, an déi hu mer sengerzäit och ausgedréckt, dass mir gesot hunn: „Mä den 106, dee muss geännert ginn, fir dass dës Projete de loi kënnen gestëmmt ginn.“ An ech mengen, d'Regierungs-parteei waren och zimlech d'ärselwechter Meenung, well soss hätte se jo net de Leit praktesch deeselwechte Libellé vun dem 106 an de Referendum dragesat. Esou, dass si och déi Onsécherheeten... Also, do ass eise Rasonnement schonns, mengen ech, kohärent.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ech géif zwar mengen, datt Der hei elo éineschter déi ganzen Zäit plädéiert hutt an lech haaptsächlech op den Artikel 106 behaapt hutt, fir Är Argumentatioun ze ënnermaueren. An Dir sidd awer domat averstan, datt den Artikel 106 ersatzlos gestrach gëtt. Ersatzlos gestrach gëtt! Well am neien Artikel, deen an där Resolutioun steet, steet näischt méi dra vu Bezuele vu Gehälter a Pensiounen, wou Der Ären Accord ginn hutt. Duerfir musst Dir, mengen ech, och Är Argumentatioun relativéieren.

Här President, dat, wat am Fong wesentlech ass, datt dës Konventiounen ënner Erpressung zustane komm sinn. An eng Regierung, déi hire Verhandlungspartner muss erpressen, fir zu engem Resultat ze kommen, där Regierung hir Argumenter mussen schwach sinn!

An et muss ee sech och duerfir de Wäert vun esou enger Konventiounen virstellen, déi ënner Erpressung zustane komm ass. Am Droit civil wier et kloer, wann noweisbar en Akt gemaach gëtt, wou erpresst gëtt an et géif geklot ginn, an et wier noweisbar, datt een erpresst gi wier, wier esou en Akt ongültig. D'Politik tickt awer nun emol eben aneschtens. An do schéngt et dann normal ze sinn, datt kann erpresst ginn.

Eng weider Fro, déi sech stellt, dat ass, mat wem d'Regierung hei verhandelt huet. Si huet wuel mat den Haaptleit vun deenen eenzelne Reliounsgemeinschaften verhandelt, mä op déi awer d'Recht haten an e Mandat haten, fir kënnen ze verhandelen, dat ass net gekläert ginn.

Et ass bei der kathoulescher Kierch net gekläert ginn, ob de Bëschof e Recht hat, am Numm vun de Kierchefabriken ze verhandelen. Et ass haut nach net gekläert. Et ass och net bei der protestantescher oder orthodoxer Kierch gekuckt ginn, ob déi der Pluralitéit vun hiren eenzelne Reliounen Rechnung gedroen hunn. Och dat ass alles net gekläert ginn.

Här President, d'ADR huet an der Vergaangenheet kenge Konventiounen zougestëmmt. An, wéi gesot, mir wäerten och duerfir haut deser Konventioun net zougestëmmt.

D'ADR ass fir eng Trennung vu Kierch a Stat. An ech war am Fong iwwerrascht, datt de Rapporteur - hie verbessert mech elo vläicht erëm - virduen och gesot huet, dat hei wier keng Trennung vu Kierch a Stat.

Am Respekt awer, seet d'ADR, misst déi Trennung geholl ginn. Am Respekt vun der Aarbecht vun de Reliounsgemeinschaften, déi déi an der Vergaangenheet hei an eiser Gesellschaft geleescht hunn, an och am Respekt vun deem, wat se an der Zukunft an eiser Gesellschaft nach mussen leeschten.

D'ADR huet duerfir proposéiert, datt een d'Finanzéierung sollt maachen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Gibéryen, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Wéi wäit sinn ech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Ech hunn lech schonn zwou Minutten drop ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo, gutt, Här President. Da kommen ech zur Konklusioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Dir misst awer elo...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et ass kee Problem, Här President. D'ADR ass...

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Proportional.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- D'ADR ass der Meenung, datt een hätt sollen d'Finanzéierung iwwer den „otto per mille“ maachen. Dat heescht, ech hunn dat schonn e puermol gesot, duerfir kann ech mech méi kuerzfaassen, wou jiddwer Einzelne bei senger Steuererklärung deklaréiert, wat fir enger Relioun e seng Promille wëllt zoukomme loosse oder wat fir enger Kierch. Oder och kenger Kierch, da ginn déi Suen un e sozialen Zweck. Dat wier keng Steuerhéijung. An dann hätt jiddwieren d'Méiglechkeet, eng Kierch ze finanzéieren oder och net an och wat fir eng Kierch. Mä mat deem System behale mer déi Diskussioun erëm weider iwwer d'Finanzéierung.

A wann een d'„Tageblatt“ vun haut liest, déi hunn eng grouss Opmaachung gemaach, wou se och soen: Och an Zukunft gëtt d'Finanzéierung vun de Paschtéier an de Kierche weiderhin deier.

Mir behale also déi Diskussioun, well mer net de Courage haten, eng regelrecht Finanzéierung ze maachen, wat och da gerecht gewiescht wier. An dat wier och en Encouragement gewiescht fir d'Kierchen, géif ech soen, fir dann eng gutt Aarbecht ze maachen. Dann hätte se och vill Leit, déi hinne géife Suen zoukomme loosse. Mä, wéi gesot, mir wäerten dese Konventiounen, an deem Sënn, net stëmmen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Une voix**.- 0,5 Promill.

**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- An d'Wuert huet elo de leschte Riedner, wann ech dat richtig gesinn, zu deemem Projet, den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Merci, Här President. Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Esou ass, der Iwwerliwwerung no, Jesus zitéiert ginn, wéi e vun de Pharisäer gefrot ginn ass, ob een dann dem César misst, ob si da misste Steiere bezuelen dem César. An dovunner ausgangen ass och schonn am frëie Chrëschtentum eng Konzeptioun, datt et eng Trennung gëtt tëschent enger weltlecher Sphär op där enger Säit, an enger spiritueller, reliéiser Sphär op där anerer Säit.

An eigentlech ass dat och den Hannergrond vun den Diskussiounen, déi mer hei féieren, ëm d'Entflechtung, wéi den Här Bodry richtig gesot huet, d'Trennung. Well ech mengen, et ass eng Trennung vun dem Stat an de reliéise Communautéiten. A wa mir vu reliéise Communautéiten schwätzen, da menge mer natierlech am éischte Sënn déi gréissten an déi och am meeschten historeschen Afloss an d'Verwuerzung vun deem Stat hat.

Dës Regierung ass drugangen an huet fënnf Bëraicher, déi virduen och vu menge Virriedner ervirgehuewe gi sinn, sech erausgesicht, fir déi Trennung weiderzedreiwen, bis hin zu deem, wat mer elo hei virleien hunn, der Fro vun der staatlecher Subventiounéierung vu reliéise Communautéiten.



Iwwer all déi verschidde Beräicher kéint ee vill soen an zum Deel ass dat jo och schonn an de parlamentareschen Debatte geschitt. Fir eis als Lénk gëtt et bei all deene Froe sécherlech eng Diskussioun iwwer den Tempo, d'Envergure oder eventuell net d'Envergure vun all deenen eenzelnen Dispositiounen. A mir streiden an diskutéieren och ganz gäre mat der Regierung doriwwer. Mä mer mengen, datt mer awer an engem Punkt mat der Regierung op enger Linn sinn, datt et nëmlech richteg ass, datt et eng Trennung tëschent dem Stat an de Cultë muss ginn, an datt déi och fir Lëtzebuerg schonn eigentlech laang iwwerfälleg ass.

D'Relioun, oder d'Relioune als Glawensinhalt an d'Kierchen als hir institutionell Verriedung hunn näischt an der Struktur, an der Organisatioun vum Stat verluer. An ëmgekiert huet de Stat näischt an der Struktur, an der Organisatioun vun de Relioune verluer.

Dëst ass och, et ass virdu schonn e puermol gesot ginn, eigentlech festgehalen ginn, datt an der neier Verfassungspropositioun, de Projet 6030, och de Begrëff vun der Separatioun selwer dran ass. Deen neien Artikel 114 seet: «En matière religieuse et idéologique, l'État respecte en vertu du principe de séparation, les principes de neutralité et d'impartialité.»

Wa mir als Lénk also vun engem État laïque schwätzen, da menge mer grondsätzlech och dat domadder. D'Relioun ass a bleift awer en integralen Deel vun der Gesellschaft. De Fait religieux kann och net vum Stat ignoréiert ginn an och déi öffentlech Ausübung vun der Relioun kann net a Fro gestallt ginn.

Mä déi iwwer Jorhonnerten anachronisteschen zum Deel geféierlech Verwurzelung mam Stat muss opgi ginn. Dat heescht awer net, datt de laizistesche Stat keng Relatioune mat de Verriedunge vun de Relioune sollt hunn. Duerfir ass et och kee Widdersproch u sech, datt de Stat Konventiounen mat Reliounsgemeinschaften kann hunn. Awer, esou menge mir, natierlech toute proportion gardée - ech kommen nach drop zrëck - an, an dat ass och e wichtege Kritär, am Kader vun deene Regeln, déi fir déi ganz Gesellschaft gëllen.

Et ass duerfir och falsch ze behaupten, de konfessionell neutrale Stat wëilt d'Kierchen oder d'Relioune aus der Gesellschaft oder aus der Öffentlichkeit erausdrécken. Déi Leit, déi esou eppes soen, ech mengen, déi vermischen, bewosst oder onbewosst, zwou verschidde Bedeitunge vun deem Begrëff „öffentlech“. Engersäits „öffentlech“ am Sënn vun „staatlech“, esou wéi d'öffentlech Hand oder déi öffentlech Schoul, an anersäits „öffentlech“ am Sënn vun „jiddwerengem zougänglech“, esou wéi en öffentlechen Débat, en öffentleche Raum. An ech mengen, datt et kee gëtt, deen d'Relioune an hir Institutionen aus der öffentlecher Debatt oder aus dem öffentleche Raum eraus wëilt hunn.

A mer gesinn och, datt den Afloss vun der kathoulescher Kierch an der Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg awer nach ëmmer e groussen ass. De Bistum ass awer och nach ëmmer Besëtzer vun der gréisster Dageszeitung hei am Land. Eng politesch Partei dréit an hirem Nimm eng explizit Referenz op eng Reliounszugehéierregkeet an och eng Gewerkschaft mécht dat. An et gëtt bedeitend Organisatiounen am soziale Beräich, déi hir philosophesch Orientéierung aus der kathoulescher Sozialléier hunn. An dat ass och legitim an et gëtt och vum kengem a Fro gestallt.

Här President, d'Regierung ass d'Trennung vu Kierch a Stat ugaangen a Form vun engem Prozess, vun enger Transformatioun vun de Relatiounen. Dat souwuel op der Zäitschinn: Et ass also e Prozess, dee grad bei deem heite Projet iwwer Joren dauert. An et ass awer och e Prozess am Sënn vun der Auseenansetzung, vu Verhandlung a vu kontroversen Diskussiounen mat de reliéise Communautéiten. Mir mengen, datt dat prinzipiell de richtige Wee ass, och wann eventuell den Detail vun där enger oder anerer Dispositioun eis net ganz schmaacht.

Mir begrëssen och ausdrécklech, datt mat deenen Texter d'islamesch Communautéit offiziell, oder formal, unerkannt gëtt a gläichgestallt gëtt mat de Reliounsgemeinschaften, deenen aneren zu Lëtzebuerg. A mer mengen och, datt d'Dominanz vun der kathoulescher Kierch an hirem Subventionnement iwwer déi aner Communautéiten an enger iwwer Jore goender Entwécklung sech un d'Realitéit vun der Gesellschaft upasst an och upasse muss.

Här President, dëst gesot, gëtt et awer natierlech och eng Rei Kriticken, déi een un deenen Texter ausmaache kann. Mir hunn, éischters, virdu ganz laang iwwer den Artikel 106 vun der Verfassung geschwat. Et ass zu ënnerschiddlechen Interpretatiounen komm, oder et ass eng Auseenansetzung iwwer d'Bedeitung vun deem Artikel 106 ginn - deen och nach bestoe bleift, esou wéi et am Moment virgesinn ass op jidde Fall -, dee bestoe bleift, wann dëst

Gesetz a Kraaft ass. Well déi nei Verfassung, do wësse mer net, wéini déi da soll Realitéit ginn.

Duerfir kritiséiere mer, datt net gläichzäitig - an dozou schéngt et jo awer och eng qualifizéiert Majoritéit ze ginn - een de Wee ageschloen huet, fir den Artikel 106, esou wéi et an der Resolutioun virgeschloen ginn ass, ersatzlos ze strächen an duerfir deen anere Punkt an d'Verfassung eranzehuelen. Dat heescht, datt een eng punktuell Verfassungsreform virgezunn hätt, esou wéi dat jo och kee Problem war, wann et ëm aner wesentlech Beräicher vun der Verfassung gaangen ass, wéi den Artikel 32.(3) oder - nach méi wichteg - den État d'urgence, den Artikel 32.(4).

**(Interruption par M. Alex Bodry)**

Dir braucht eng qualifizéiert Majoritéit.

**(Interruption par M. Alex Bodry)**

Ech mengen awer, datt et op jidde Fall e wichteg Zeeche gewiescht wier, besonnesch well domadder de Prinzip vun der Separatioun, déi jo explizit an deem neien Artikel 114 als Prinzip eng Valeur gehat hätt an déi d'Trennung vun deenen zwou Sphäre kloer festgehalen hätt, datt dat e wichteg Symbol gewiescht wier, datt een elo schonn hätt missen ugoen.

Mir mengen awer och, datt eng Gefor doran besteet, datt een net ännert, an eenzel... - den Här Roth huet virdu schonn Undeutungen an déi Richtung gemaach, datt eventuell juristesche Onkloerheete géife bestoen. Ech mengen, déi eigentlech Gefor besteet net an de juristeschen Onkloerheeten, mä éischer doranner, datt, wann een dee Verfassungsartikel net matännert, et eventuell méiglech ass, dee Prozess vun der Separatioun reversibel ze maachen doduerch, datt den Artikel géif weider bestoen an et einfach Majoritéiten, zukünfteg Majoritéite kënne sinn, déi dee fortschrittliche Prozess kéinte réckgängig maachen.

Här President, mir mengen awer och als Kritik, datt déi reliéise Communautéite weiderhin eng disproportionéiert an an eisen Ae prädominant Roll par rapport zu anere weltanschaulichen Orientéierung behalen, an och, datt an deenen heiten Texter hinnen eng ganz Rëtsch Exceptiounen zougestane ginn, déi eis net onbedéngt an der Envergure esou ganz alichten, zum Beispill wat d'Aarbechtsrecht ugeet, wou et net méi d'Ministre-des-cultë sinn, déi vun der Aarbechtszäitregulung fir Sonndes- a Feiertagsaarbecht ausgeschloss sinn, mä all Salarié vun deene Culten, also och Sekretären a Botzfrauen. Mir mengen, datt dat eng Exceptioun ass, déi net hätt misse sinn.

Mir mengen och, d'Taxe d'enregistrement, datt een dat awer zumindest hätt kënnen a Fro stellen. A mer mengen och, datt eis d'Montante vun der Subventioun fir déi eenzel Communautéiten eigentlech awer zimlech arbiträr erschéngen an och an hirem Héicht awer kënnen a Fro gestallt ginn.

Här President, ech mierken, och meng Zäit leeft mer fort. Mir mengen, datt deenen Deel, des Gesetz, Gesetzesprojeten, déi mer hei virleien hu vun der Entflechtung vu Kierch a Stat, an déi richteg Richtung ginn. A mer hätten eis och nach roueg e bësse méi Courage gewënscht.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Premier-, Stats- a Kultusminister, den Här Xavier Bettel.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes.** - Merci, Här President. Erlaabt mer, dass ech den Orateurs, speziell dem Rapporteur, och Merci soen.

Ech wäert elo net an den Detail goen, et si ganz vill Saache jo och gesot ginn. E puer Froen, déi gestallt gi sinn. Déi éischt ass, firwat net alles beienee komm ass.

Et ass vläicht een Ensembl vun Texter, wou mer d'Modernisatioun vun eiser Gesellschaft an d'Relatioun och mat de Cultë wëllen 2016 endlech schreiwen. Deen een Deel ass beim Här Meisch, deen aneren Deel ass beim Här Kersch an een Deel ass bei mir. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass déi Texter, déi och a verschidde Kommissiounen traitéiert ginn, dann awer de Wee bis an de Plenum fannen an och gestëmmt kënne ginn.

Déi Konventioun si vum 26. Januar 2015. An ech wëll just hei zur Informatioun, Här President, awer soen, dass kee gezwonge war, se ze ënnerschreiwen!

Mir sinn an engem fräien, demokrateschen Stat, wou mer sechs Méint mat deene verschidde Communautéiten zesummen diskutéiert hunn an do zu engem Accord komm sinn, wou déi Verrieder vun deene verschidde Cultë fräi waren, des Konventiounen ze ënnerschreiwen oder net. An hei wor keng Obligatioun, dass

iergendeen hätt missen iergendeppes ënnerschreiwen. Dat heiten ass, wéi gesot, net an der Hetz, mä no laangen Diskussiounen, wou mer wierklech och op déi verschidde Punkten agaange sinn, ënnerschriwwen ginn.

Den honorablen Här Bodry huet et scho gesot, Här President: Deem enge geet et ze wäit, deem anere geet et net wäit genuch. Mir sinn hei der Meenung, dass mer keng Revolutioun, mä eng Evolutioun gebraucht hunn. Mir hunn eng Evolutioun gebraucht, an ech hunn et och scho virun e puer Minutte gesot: Mir sinn 2016 ukomm!

Mir hunn e Fait religieux, deen et gëtt. Dës Regierung ass net mat dem Motto komm, fir ze soen: „Mir wëllen alles zerstéieren, wat e reliéisen Aspekt kann hunn.“ Au contraire, mir respektéieren de reliéisen Aspekt. Mir wëllen de reliéise Communautéiten d'Autonomie ginn; mir wëllen déi Onofhängegkeet ginn, déi se och froen, an awer och d'Moyene ginn, fir dass se kënne fonctionnéieren, mä en toute indépendance, an net, dass mir eis bei hinnen améschen oder si sech bei eis améschen.

Dowéinst, fir elo ze soen Trennung oder net Trennung: Fir eis ass et wichteg, dass jiddweree säi Wee geet, d'Culten an de Stat, a mir de Culten d'Méiglechkeet ginn, fir hire Wee mat hire Leit, mat hire Memberen, mat hire Gleewegen och kënnen ze goen.

Jo, eng reliéise Neutralitéit vum Stat ass wichteg an eng reliéise Neutralitéit vum Stat verhënnert net, eng Kooperatioun och mat engem Culte kënnen ze hunn.

Mat wem hu mer elo ënnerschriwwen? Mir hunn dat mat de Katholicken, mat de Protestanten, mat den Orthodoxen, mat den Anglikaner, mat de Judden a mat de Mosleme, well d'Schura elo och organiséiert a federéiert ass.

An ech erlabe mer just, op déi Europäesch Mënscherechtskonventioun och anzegoen, Här President, déi seet «de traiter de manière comparable ce qui est comparable». Dat heescht, dass all Reliounsgemeinschaft no deene selwechte Kritären och ze behandelen a keen ze bevir- oder ze benodelegen ass. An ech mengen, dass dat och an dese Konventiounen richteg ass.

Déi finanziell Contributioun, déi vum Stat kënn an déi de reliéise Communautéiten zoukënn, stellt den adequate Bäitrag duer, fir - justement - dass déi Communautéiten och mat hire Memberen hir Aarbecht kënne maachen a fir dass och déi Aarbecht, déi se och fir d'Allgemengheet maachen, do unerkannt gëtt.

Pacta sunt servanda ass wichteg. Mir hu gemengt, dass et wichteg wier, fir déi Engagementer, déi geholl gi sinn... Mir kënnen net rétroactivement e Gesetz änneren, andeem mer soen: Déi Obligatiounen, déi haut Realitéit sinn, ziele muer net méi. An dat ass och vis-à-vis vun der Prévisibilitéit, déi jo fir des Regierung eppes ass, wat wichteg ass, wou mer eis dann eben désengagéiere mat der Zäit, mä awer déi Engagementer, déi haut richteg sinn, awer och nach ëmmer zielen.

Hei ass gesot ginn: „Jo, mä hei ass e Réviseur, deen dat muss iwwerpréieren.“ Jo, et sinn öffentlech Gelder! Mir sinn der Meenung, dass, wann et öffentlech Gelder sinn, d'Comptabilité publique muss och zielen an dass do och muss vérifiéiert ginn, dass déi öffentlech Gelder à bon escient gebraucht ginn.

Mir hunn een Usprichpartner och elo. Virdrun ass gesot ginn, dat wier och scho virdrun de Fall gewiescht. Neen, mir hate bei verschidde Communautéiten e puer Usprichpartner hunn.

Dat heescht am Fong, Här President, duerch déi Konventiounen, déi mer mat deene verschidde Communautéiten elo ënnerschriwwen hunn, gëtt et, wéi gesot, eng Onofhängegkeet, eng Autonomie, eng Neutralitéit, déi de Stat och ze garantéieren huet. De Stat ass net do, fir ze soen, wat richteg oder wat falsch ass, soulaang se déi Rechter respektéieren, also den Ordre public respektéieren an och dat an déi Richtung maachen, an dat war och de Sënn vun deser Konventioun.

Ech hunn et virdu gesot, verschidde Leit hätte léiwer gehat, mir hätten alle Zeeche vu Relioun gestrach a mir hätten alles gemaach, fir ze soen, dass dat banni muss sinn. Aner Leit hu gesot, mir dierften näischt änneren. Fir eis ass et wichteg, dass mer eis de Realitéiten och upassen an enger moderner Gesellschaft.

Et ass scho vun e puer Leit hei zitéiert ginn: déi Cérémonie civile. Dat ass e Beispill. Et ass déi offiziell Zeremonie. Mir nenne se zivil, mä et ass eng offiziell Zeremonie. De Statsakt fir den Nationalfeierdag ass eng Zeremonie.

Viru véier Joer wor deen offiziellen Deel eng Militärparad an e reliéisen Akt. Mir mengen, dass et wichteg ass, dass den Nationalfeierdag

een Akt ass, deen en ziville Charakter huet, den Hauptstatsakt gëtt et, oui - oui! - déi aner Saache wëllen ofzeschaffen, mä fir de Respekt justement an eiser Gesellschaft ze hunn, fir dass deen, deen op der reliéiser Zeremonie wëllt präsent sinn, ka goen; deen, dee wëllt op d'Militärparad goen, ka goen, an deen, deen eng zivill Zeremonie wëllt, déi net reliéise an net militäresch ass, do och präsent ka sinn.

A wann ech mech erënneren un déi Froen, déi ech kritt hunn. Déi éischt Zeremonie, déi mer gemaach hunn, wor den 23. Juni 2014. Den Dag drop krut ech vum President vun der CSV, vum Här Spautz, eng Question parlementaire gestallt: „Wat huet dat doten elo kascht?“

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes.** - „Wat huet dat dote kascht? Wat huet dat kascht virdrun an elo?“

Den Här Fayot huet mer eng Question parlementaire gestallt, fir ze wëssen, firwat ech och d'Invitatiounen fir deen offiziellen Akt virun zesummen dat éischt Joer mat den Invitatiounen vum Bëschof verschéckt hunn.

**(Brouhaha)**

Ech si frou, an ech hu ganz kloer erkläert, dass dat och de Fait war, well de Bistum net déi ganz Lëschten hat a mer hei eben och an där Transitioun, an där Evolutioun, déi mer hunn, dem Bistum proposéiert hunn, d'Invitatiounen zesummen ze verschécken.

Ech si frou, dass mer haut net méi op esou Diskussiounen elo aginn, dass mer et fäerdegbréngen, ze gesinn, dass déi zivill Zeremonie, deen offiziellen Akt, eppes ass, wat wierklech e grouse Succès huet, wou ech och frou sinn, dass...

**(Brouhaha)**

...d'Deputéierten, Här President, mat lech un der Spëtz, awer toutes les couleurs représentiert sinn. A mir bréngen et fäerdeg, mat deem doten Text...

**(Brouhaha)**

An ech si frou, verschidde Leit soen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes.** - Verschidde Leit, Här President, soen eis, et géif näischt draстоen, mä si géifen net derfir stëmmen. Ech wëll lech just soen: Dat heiten ass genau dat, wat een e Mëttelwee nennt, e Mëttelwee, e gesonde Mënscheverstand a virun allem, dass mer och an deem Land an onser Gesellschaft 2016 endlech schreiwe kënnen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Premierminister. Den Här Kartheiser huet gentiment de Fanger gewisen.

**(Brouhaha général)**

Här Kartheiser, fir eng Fro.

**(Brouhaha général)**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President, an och Merci dem Här Premierminister, datt en eng Fro erlaabt. Ech hu gär nogelauschtert, wéi den Här Premierminister den Éloge gemaach huet vun enger Initiativ, déi e geholl huet, fir den Nationalfeierdag op eng aner Manéier ze begoen, wéi dat virdrun de Fall war.

Meng Fro un den Här Premierminister ass: Gesäit hien net déi Gefor, déi ech op jidde Fall gesinn, datt déi Discoursen op där Feier ëmmer méi politesch ginn an datt eng Feier wéi den Nationalfeierdag eventuell da kéint mësbrauch ginn, fir déi eng oder aner méi politesch Ried ze halen?

**(Brouhaha général)**

Ech soen lech Merci.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes.** - Här President, ech muss lech soen...

**(Interruptions)**

Ech si jo Initiator als Statsministère gewiescht vun deser Zeremonie. An ech hu rarement e Moment gesinn, wou mer esou zesummegehalen hunn, wéi an der Zivillzeremonie. An ech si frou, dass et déi gëtt.

**(Brouhaha général)**

An ech hoffen, dass déi nächst Regierungen se och bäibehalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

**(Brouhaha général)**

Merci dem Här Statsminister. An ech mengen, mir wärem prett, fir elo a grousser Disziplin déi vill Votten zu deene ville Projeten ze entaméieren.

**(Brouhaha général)**

Mir géifen ufänken. Kolleginnen a Kollegen, wa vill duerjernee geschwat gëtt, versteet kee méi säin eegent Wuert!

**(Interruptions)**

► **Une voix.** - Ech si frou, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma et schéngt, wéi wa jiddweree frou wär.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! Sou, da géife mer och elo d'Resultat vun eisem Frousinn kontrolléieren.

**(Hilarité)****Vote sur l'ensemble du projet de loi 6869**

An ech géif d'Ofstëmmung lancéieren iwwert deen éischte Projet, den 6869 betreffend déi kathoulesch Kierch.

De Vott ass eriwwer. Ofstëmmungsresultat: 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiouneen.

**(Brouhaha)**

Wann Der erlaabt, géif ech d'Fro iwwert d'Dispens zum Schluss stellen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6870**

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem 6870, betreffend déi jiddesch Communautéit. D'Procuratiouneen.

De Vott ass ofgeschloss. Datselwecht Resultat: 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiouneen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6871**

A mer géifen zum Projet 6871 iwwergoen, der Konventioun mat der anglikanescher Kierch.

De Vott fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiouneen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer. Resultat: 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiouneen. Och de Projet 6871 ass ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6872**

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 6872 betreffend déi orthodox Kierch. An de Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiouneen.

De Vott ass ofgeschloss. 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiouneen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6873**

De Projet de loi 6873, betreffend déi protestantesch Kierch. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiouneen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer. D'Resultat ass 32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiouneen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6874**

Dann de Projet de loi 6874, betreffend déi musulmanesch Communautéit.

**(Interruptions)**

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiouneen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer, mat deemselwechte Resultat.

**(Brouhaha)**

32-mol Jo, 26-mol Neen, 2 Abstentiouneen. Domat wärem all d'Projete mat deemselwechte Resultat ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

**Dispense du second vote constitutionnel des projets de loi 6869, 6870, 6871, 6872, 6873, 6874**

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Brouhaha général)**

Fir d'Projeten alleguer?

**(Assentiment)**

Merci.

**(Interruption par M. Alex Bodry)**

Domat hu mer d'Diskussioun an de Vott zu deene Projete betreffend d'Konventiounen ofgeschloss.

A mir géifen zu eisem nächste Punkt, dem Projet de loi 6475, iwwergoen, deen déi gesetzlech Basis fir d'Schafung vun der Administratioun vum Haut-Commissariat vun der Protection nationale wäert schafen. An d'Wuert huet de Rapporteur vum Projet, den Här Eugène Berger.

**7. 6475 - Projet de loi portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et modifiant****a) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire****b) la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe****c) la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel****d) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État****e) la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics****f) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État****Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle**

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Mir hoffen a wënschen eis all, datt mer hei am Land vu groussen Acci-

denter, Terrorattacken, Epidemien oder Naturkatastrophe verschont bleiwen. Mä Lëtzebuerg ass keng Insel, déi virun all Kris oder Ongléck geschützt ass.

A bei deene Krisen, déi kéinte passéieren, sinn der Fantasie leider keng Grenze gesat. Dat kéint goe vun engem Zuchongléck, engem chemeschen Accident an engem groussen Wunnengsgebitt, der Staumauer, déi kéint briechen, bis hin zu terroristesche Bombenattacken op der Gare oder soss op öffentleche Plazen. Ech mengen och, kaum auszudenken ass, wa mer de Super-GAU zu Cattenom hätten, wou d'Existenz vun eisem ganze Land op der Kipp géif stoen.

Och wa mer also allegueren hoffen, intensiv hoffen, datt mer ni eng schro Kris musse konfrontéieren, musse mer awer als Land all Méiglech maachen, fir Krisen ze évitéieren a virbereet ze sinn, wann dat Onméiglecht géif antrieden.

Wéi organiséiere mer a koordinéiere mer konkret d'Preventioun awer och d'Gestioun vu Krisen hei zu Lëtzebuerg? Dat ass den Objet vun deemem Projet de loi.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg en Organ, dat fir Preventioun a Koordinatioun a Krisefäll a fir d'Protection nationale zoustänneg ass an och elo schonn an der Praxis funktionéiert. Et handelt sech ëm den Haut-Commissariat à la protection nationale. An deem Haut-Commissariat - och nach aner Denominatiouneen - gëtt och schonn a verschiddene legalen Texter ernimmt. Ech denken do un Arrêteen oder och u Règlement-grand-ducullen.

Och wann een an den Historique kuckt, da geet eigentlech scho vun 1959 u rieds vun esou engem Haut-Commissariat. 1963 war dat nach méi op de Conflit armé orientéiert. 2001 huet en awer och scho funktionéiert, ënner anerem am Kontext vun dem sougenannten „Nine-Eleven“. 2003 hate mer eng Vullegripp, wou och bei där Epidemie den Haut-Commissariat eng Rei Aufgaben iwwerholl huet.

Mä deem Haut-Commissariat war eigentlech ni gesetzlech festgeschriwwen ginn an engem Gesetzesprojekt oder an engem Projet de loi. A mat deemem Gesetz hei huele mer dat dann no. Et ass e Gesetz, vun deem eng éischt Versioun am September 2012 an der Chamber déposéiert gi war an ënner dee mer dann haut de Schlussstréch zéien, respektiv ginn och dervun aus, datt mer och herno eng grouss Majoritéit hunn, fir dann hei definitiv e legale Kader fir een Haut-Commissariat ze kreéieren. Aus dem Haut-Commissariat gëtt dann eng staatlech Verwaltung. Mir schafen heimadder also dat néidegt Kadergesetz.

Och an deem Gesetz hei wäerte mer preziséieren, wat d'Aufgabe sinn, souwuel bei der Anticipatioun, bei der Preventioun an herno och bei der Gestioun vu Krisen. An an der Logik och vun der Preventioun respektiv der Gestioun vun de Krise schwätze mer hei am Gesetz och vun deene sougenannten „Infrastructures critiques“.

Ech wëll och direkt soen, datt dee Projet de loi eng liicht aner Nues kritt huet a senger leschter Versioun wéi déi, déi en hat, wéi en déposéiert ginn ass. An där initialer Versioun stoung ënner anerem och, nieft der Kreatioun vum Haut-Commissariat, awer déi ganz Struktur vun der Protection nationale, wou och aner - ech soen emol - Organer derbäi sinn, an déi waren och do virgesinn an deemem Text.

An deemem Text waren de Conseil supérieur de la protection nationale, eng Cellule de crise an och d'Comités nationaux formell ageschriwwen. De Statsrot hat awer do ganz staark Bedenken. De Statsrot huet insistéiert, datt eigentlech de Grand-Duc respektiv de Minister iwwert de sougenannte Pouvoir réglementaire spontané, dat ass den Artikel 76 vun der Verfassung, kéint dës interministeriell Organer kreéieren, an datt déi net missten an d'Gesetz ageschriwwen ginn. Mir hu se dann duerfir erëm erausgeholl.

Et kann een op där anerer Säit soen, datt gëtt dann eng gewësse Fräiheet a Souplesse, wann een eventuell dat eent oder anert vun deenen Organer an Zukunft wëllt liicht emänneren oder vläicht nach en anert derbäisetzen.

Bon, et muss een awer trotzdem soen, mir si liicht verwonnert gewiescht iwwert déi Remarque respektiv d'Insistance vum Conseil d'État, well mer awer op anere Plazen an de Gesetzter esou Comités interministériels stoen hunn. Mä mir hunn awer gemengt, et wier gutt, wa mer géifen dem Conseil d'État hei folgen.

Mir hunn och an där Logik an der Kommissioun d'ANSSI erausgeholl, dat ass eigentlech d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. Do kann et och sinn, datt eventuell an Zukunft do aus där ANSSI eng eegestänneg Administratioun oder en Etablissement public kéint ginn.



Vu datt also all déi Elementer, déi ech elo opgezitt hunn, vun där ganzer Struktur vun der Protection nationale net méi am Projet de loi stinn, wäert ech och net weider dorobber agoen. Et war awer trotzdem interessant, muss ech soen, datt mer se eng Kéier an der Kommissioun genau beschriwwen kruten, erkläert kruten, well een awer net soll vergiessen, datt nieft dem Haut-Commissariat an deemem Text natierlech bei enger Gestion de crise all déi aner Organer vun der Protection nationale, d'Cellule de crise an esou weider, och eng wichteg Roll an der Praxis spillen.

Dese Projet de loi, wat mécht en och? En definiert als Eischt emol eng Kéier an engem Gesetz d'Termen, déi am Kader vun der Protection nationale wichteg sinn. Wat kann iwwerhaupt als Kris qualifizéiert ginn? Wat bedeit d'Gestion de crise? Wat sinn d'kritesch Infrastrukturen am Kader vun der Protection nationale?

An ech wëll och an deemem Kontext umierken, datt jo eng Proposition de révision vum Artikel 32.(4) vun eiser Verfassung virläit an de Moment och beim Statsrot läit, fir aviséiert ze ginn. An déi Proposition de révision huet jo als Objet, den Etat d'urgence och am Kader vun enger nationaler Kris méiglech ze maachen, well dat de Moment nëmmen eigentlech bei enger internationaler Kris méiglech ass. An déi Texter, wann een déi kuckt, ass et wierklech och esou, datt ee sech do inspiréiert huet un der Definition, déi mer hei am Gesetz hunn iwwert d'Kris.

Bon, den Haaptobjekt also vun deemem Projet de loi ass d'Kreatioun vun deem Haut-Commissariat mat sengen Attributiounen, mat senger Missionen, déi sech dann haaptsächlech ëm zwou Achse bewegen.

Eischtens soll den Haut-Commissariat eigentlech anticipéiere respektiv preventiv wirken. An dann, zweetens, wann eben eng Kris kënn oder net ze verhënnere war, soll dann den HCPN dës Kris géieren an d'Aktiounen vun deene verschiddenen Administratiounen, Services, Police, Pompjeeën, de Services de secours an alle concernéierten Instanzen - där gëtt et der sécherlech jee no Kris nach anerer - da koordinéieren. Ech mengen, wat och wichteg ass, datt enner anere d'Kommunikatioun och soll koordinéiert ginn. Dat heescht, do kënnen och verschidden Instanzen kommuniquéieren: Dat kann d'Police, d'Justiz sinn, dat kënnen aner Administratiounen sinn. Mä dat ass ëmmer awer geduecht, datt do d'Koordinatioun och bei deem Haut-Commissariat läit.

Bon, eng vun den Haaptaufgaben ass et am Endeffekt, wa bis eng Kris do ass, natierlech alles ze maachen, alles an d'Weeër ze leeden, fir datt eigentlech déi Kris och esou schnell wéi méiglech ka beendegt ginn.

Wichtig ass och, datt den Haut-Commissariat ënnert d'Autoritéit vun deem Minister gestallt ass, den d'Protection nationale enner sech huet. Ech mengen, dat läit och op der Hand. Den Haut-Commissariat gëtt och de Point de contact oder Lëtzebuergeschen Usprechpartner bei verschiddenen europäeschen oder internationalen Instanzen oder Institutiounen.

An ech mengen, et ass jo och wichteg, deen internationalen Aspekt oder déi Kooperatioun ervirzestrichen, well dat an der Praxis ganz oft jo awer de Fall ass, datt een do, wann een esou Krisen huet - ech denken elo emol net un eng terroristesch Attack -, mä bei Epidemien, bei esou Fäll jo oft dat net op Lëtzebuerg beschränkt ass, mä datt dat vläicht an engem gréisseren Kontext, an Europa oder esou, da passéiert, an datt een do natierlech dann och hei zu Lëtzebuerg eng Ulaftell huet, fir mat deene respektive Stellen am Ausland do kënnen och da sech ofzeschwätze respektiv Aktiounen ze huelen.

Wat fir eng sinn dat, déi konkret Aufgabe bei der Preventioun, bei der Anticipatioun? Ech mengen, dat ass, déi eenzel Situatiounen ze analyséieren, déi kënnen virkommen, an ze kucken: Wéi kann een dann, wann eppes géif passéieren, koordinéieren, organiséieren? Am Konkreten ass dat ganz oft, krute mer an der Kommissioun gesot, datt ee fir eng ganz Rei Situatiounen awer och, ech kommen nach drop, bei kriteschen Infrastrukture Pläng opstellt. Datt een do eigentlech Pläng opstellt, wou een dann herno eng Aart, ech soen emol, Gebrauchsweisung hätt, wéi een da géif virgoen.

Dann, ech hat et elo grad erwänt, e wichtige Volet vum Projet de loi, dat ass och dee mat de sougenannten Infrastructures critiques. Wat ass eng Infrastructure critique? Ech hat virdund de Stauséi zu Esch/Sauer erwänt. Dat kann awer och eng Pipeline, eng wichteg Pipeline sinn. Dat kann eventuell och hei d'Chamber sinn, well jo hei awer den éischte Pouvoir vum Land ass, dee kéint d'Zilscheif gi vun enger terroristescher Attack.

Mä bon, iwwer e Règlement grand-ducal wäerten allegueren déi wichteg Infrastrukturen oder déi kritesch Infrastrukturen opgeléicht ginn. An dann ass et och esou, datt natierlech och muss gekuckt ginn: Wat geschitt elo, oder wéi behandle mer déi Infrastructures critiques?

Et ass esou, datt dat kënnen Administratiounen sinn oder Gebaier sinn, déi vun Administratiounen verwalt ginn. Dat kënnen awer och eventuell privat Infrastrukture sinn. Ech denken do zum Beispill un déi ganz SES, déi awer och e gewëssen Intérêt national huet an och zum Beispill kéint attackéiert ginn.

Bon, an der Kommissioun, wëll ech och soen, datt mer do Diskussiounen haten, awéieren eigentlech den HCPN kéint bei private Gremien oder bei private Leit, fir et emol esou ze formuléieren, och Informatiounen nofroes respektiv och deenen eng gewëssen Obligatioun ginn, fir esou Pläng auszeschaffen. Bon, mir hunn do eng Diskussioun gehat a mir haten nach en Amendement gemaach.

Et kann ee keng Injunctioun maachen, mä et ass esou formuléiert, datt awer all déi privat Institutiounen eigentlech gefrot ginn, fir all déi néideg Informatiounen ze gi fir e Plan de prévention de crise, respektiv wa bis eng Kris do wier, fir dann déi Informatiounen ze kréien. Et sinn zwar, musse mer och éierlech soen, keng Sanktiounen virgesinn.

Mä mir stellen eis awer an der Praxis vir, wa wierklech eng Kris wier an et bräicht ee ganz wichteg Informatiounen, datt do awer jiddweree sech et géif dräimol iwwerleeën, fir ze refuséieren, déi Informatiounen erauszeginn. Et gëtt eng Ausnam, datt ass, wann et eng Informatioun ass, déi dem Secret d'Instruction ënnerläit, datt een déi net ka froen.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wat sinn nach Obligatiounen eigentlech an deem Sënn fir déi Gestionnaire vun Infrastructures critiques? Dat ass eben, ech hunn et scho gesot, datt se Sécherheitspläng sollen auschaffen op Recommendation vum HCPN. Dann ass et och esou, datt an all Infrastructure critique soll e Korrespondent designéiert ginn, deen am Kontakt ass mat dem HCPN, besonnesch eben, wann et da géif zu engem Incident kommen.

An et ass och esou, dat ass och e wichtige Punkt, datt, wann eng Kris wier, wann en Incident wier, och dann ee Member vum HCPN kéint do op d'Plaz goen, fir och matzehliefen, an esou enger Infrastruktur d'Koordinatioun ze maachen oder mathëllefen ze organiséieren, fir dann d'Kris ze bekämpfen.

Bon, ech mengen, dat hei sinn, géif ech soen, déi wichtigst Elementer, déi hei am Gesetz stinn. Weider Detailler fannt Der dann a mengem schrëftleche Rapport.

Ech géif soen, mat deemem Text si mer gutt opgestallt, no der Devise „be prepared“. Mä meng Konklusiounen, Madamm Presidentin, wäerten lech trotzdem e bësse verwonnen, well ech hoffen als Rapporteur, datt, trotz elo engem legale Kader, den HCPN an Zukunft am beschte keng Aarbecht géif kréien, datt eigentlech d'Gesetz praktesch iwwerflësseg wier, well dat géif ënnert dem Stréch heeschen, datt mer och an Zukunft keng Krisen hätten a se och net misste géieren.

Ech soe Merci a géif an engems och den Accord vun der Fraktioun vun der DP hei mat erbréngen.

#### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Rapporteur Eugène Berger. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. De Mëtteg steet hei e Projet de loi zum Vott, an den Här Berger huet et och scho gesot, wou ech der Meenung sinn, datt mer alleguer am léifsten hätten, datt mer dese Projet de loi net misste stëmmen, well mer am léifsten hätten, datt et keng Krisen an Accidenter géife ginn hei zu Lëtzebuerg. Bis elo hate mer jo nach Gléck, datt mer zum Beispill vun Terrorattacke verschont bliwwen sinn, a mir hoffen, datt dat opgrond vun der gudder Aarbecht vun eise SREL, den Autorités judiciaires et policières weider esou wäert bleiwen.

Den Haut-Commissariat à la protection nationale ass keen M16 an huet och keng „licence to kill“. Bien au contraire! Wéi et am Exposé des motifs vum Projet de loi heescht: «Le Gouvernement se propose en premier lieu de traduire dans un instrument légal sa volonté d'accentuer le caractère civil de la gestion des crises.»

De Rapporteur ass a sengem schrëftlechen an och mëndleche Rapport op den Historique

vum Haut-Commissariat à la protection nationale agaangen. Ech wëll op deser Plaz net alles répétéieren. Just dës Remarque: Et ass dach e bëssen erstaunlech, datt den Haut-Commissariat à la protection nationale deemools just duerch e Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 1963 agefouert ginn ass an net duerch e Gesetz.

Dese Projet de loi ass vum deemolege Statsminister Jean-Claude Juncker 2012 déposéiert ginn. D'Mission vum Haut-Commissariat à la protection nationale muss een a säi Contexte historique situéieren. Esou ass et och net erstaunlech, datt nom Schluss vum Kale Krich d'Regierung décidéiert hat den 12. November 1993, d'Organer vun der Protection nationale an den Dornröschenschlof ze leeën. Den HCPN ass dann erëm reaktivéiert ginn no den Attacken zu New York 2001.

Zënter 2003 ass d'Regierung regelméisseg awer zesummekomm am Kader vun der Gestiou oder Preventioun vu verschiddenen Krisen. Ech erënnere just hei un déi sougenannte Vullgripp-Epidemie.

Zum Projet de loi. Wéini ass den Haut-Commissariat à la protection nationale kompetent? En ass zoustänneg, éischters fir d'Prévention de crise, zweetens fir d'Mesures d'anticipation vun enger Kris an drëtens fir d'Mesures de gestion de crise.

Den Haut-Commissariat ass och zoustänneg, am Kader vu senger Missionen, fir d'Protektioun vun den Infrastructures critiques. Dat sinn Infrastrukturen, déi indispensable si fir d'Sauvegarde vun den Intérêts vitaux oder vun de Besoins essentiels vun eise Land oder fir en Deel vun eise Land.

De Propriétaire vun esou enger Infrastruktur muss dem HCPN déi néideg Informatiounen matdeelen, zum Beispill e Plan de sécurité, souwéi eng Kontaktperson, déi de Relais tëschent dem Propriétaire an dem HCPN mécht. Déi prezis Designatioun vun enger Infrastructure critique geschitt duerch e Règlement grand-ducal.

Eng Rei Diskussiounen hate mer an der Kommissioun betreffend d'Pouvoir vum HCPN, wann een exzeptionell Mesuren huele muss. Hei stellt sech d'Fro, wéi bei all Gestion de crise: Wéi wäit kann een déi normal Gesetzer ausser Kraaft setzen? Wéi wäit kann ee goen, wat si Mesures proportionnelles? Hei stinn zwee fundamental Rechter niewenteneen: de Schutz vum Bierger senger Privatsphäre op där enger Säit, op där anerer Säit de Schutz vum Bierger duerch de Stat viru Krisen oder Menacen.

De Statsrot war der Meenung, datt fir dese Projet de loi ee Cadre normatif d'exception néideg wier. An der aktueller Verfassung besteet dese Pouvoir exorbitant awer just am Kader vun enger internationaler Kris. De Statsrot huet verlaangt, datt och eng Basis geschafe gëtt, fir esou Mesuren ze huelen am Kader vun enger nationaler Kris. Am Kader vun der Reform vun der aktueller Verfassung hu mer d'Iddi vun enger nationaler Kris mat an den Artikel 47 afléisse gelooss duerch de Baisaz «En cas de (...) ou menaces réelles pour les intérêts vitaux ou les besoins essentiels de tout ou partie du pays ou de la population». Dës Kritären, Madamm Presidentin, sinn och an d'Definition vun der Kris an deemem Projet de loi mat ageschriwwen ginn.

Mir hunn dës Diskussiounen och besonnesch am Kader vum Artikel 32 Paragraf 3 vun deemem Projet de loi gefouert, wou den Haut-Commissaire vun der Protection nationale oder säin Delegéierte ka bei jiddwereen, dee gebonnen ass duerch e Secret professionnel, Informatiounen froe goen.

Am initialen Text ass vun Injunctioun geschwat ginn. Op Drock vun der CSV-Fraktioun ass dese Saz méi soft gemaach ginn. Den Haut-Commissaire huet just d'Méiglechkeet ze froen, Informatiounen ze kréien, déi duerch de Secret professionnel couvréiert sinn. A wann een d'Informatioun net gëtt, opgrond vu sengem Secret, kann een och net poursuiviéiert ginn, well keng Sanktiounen virgesi sinn. Gëtt een awer d'Informatiounen, steet ausdrécklech am Projet de loi, datt een net bestrooft ka ginn.

Op där anerer Säit ass ervirzestrichen, datt hei net den Affekt oder den Dokter an éischter Linn viséiert ass, mä d'Entreprises, déi, le cas échéant, géifen hire Secret professionnel opposéieren, wann den Haut-Commissaire zum Beispill misst Informatiounen kréie par rapport zu Substanzen, déi schiedlech sinn, am Kader vun engem Accident, wéi mer dat elo viru Kuerzem bei ArcelorMittal haten, déi Stol geliwwert kritt hunn, wou Iwwereschter vu Bomben dra ware mat geféierleche Substanzen.

Den HCPN däerf dës Informatiounen och just froen, wann d'Kris do ass, oder am Kader vun der Protektioun vun den Infrastructures critiques.

Den HCPN ass eng Verwaltung. Den initiale Projet de loi hat virgesinn, datt den HCPN présidéiert gëtt vum Haut-Commissaire. De Statsrot huet mat Recht drop insistéiert, sous peine d'opposition formelle, datt de Ministre en charge, wann en elo nolauschtert, vun der Protection nationale muss responsabel si vum HCPN an net e Beamten.

Madamm Presidentin, niewent deene feste Beamten, déi fir den HCPN schaffen, kann den HCPN och duerch Personal vum Stat compléiert ginn.

Eng vun de wichtigste Missiounen vum HCPN ass et, eng effikass Kommunikatioun tëschent deene verschiddenen Interventiounsgruppen ze assuréieren, wann eppes geschitt. Et ass scho bal anodin ervirzestrichen, datt eng effikass Kommunikatioun ka Liewe retten, kann d'Effete vun engem Accident minimiséieren.

Oft genuch héiert een am Ausland, zum Beispill am Kader vun den Attacken zu Bréssel, datt schlecht tëschent deene Responsabele communiquéiert a folglech kooperéiert ginn ass. Dëst ass absolutt ze vermeiden!

Well mir mussen eis eppes bewosst sinn: Trotz SREL, trotz HCPN, trotz Police, trotz Justiz, trotz aneren Organisme kann ee keng honnertprozenteg Sécherheet garantéieren. Geschitt eppes, muss een awer op d'mannst garantéieren, datt eng effikass Kommunikatioun geschitt, fir esou schnell wéi méiglech de betroffene Leit kënnen ze hëllefen. C'est une obligation de résultat!

Zum Schluss, Madamm Presidentin, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

#### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Gloden. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen** (LSAP).- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dat Gesetz, wat mer haut hei am Parlament stëmme wäerten, ass geduecht, fir eist Land viru enger Kris, a wann dat net méiglech ass, während enger Kris ze schützen.

An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg riskéiert eng Naturkatastroph oder awer en Accident, wéi zum Beispill d'Explosioun vun engem Atomreaktor, mä awer och en Attentat, direkt Auswierkungen net just op Deeler, mä awer op eise ganzen Territoire ze hunn! An esou engem Fall mussen déi gefuerdert Ministären, Administratiounen an och Services séier op eng koordinéiert Manéier agraifen, fir nach méi schlëmm Konsequenzen ze verhënnere. Koordinatioun ass an deem Fall vu ganz grousser Bedeutung.

Déi essenziell Roll soll an Zukunft dann den Haut-Commissariat à la protection nationale, kuerz HCPN, iwwerhuelen. Enner der Autoritéit vum zoustännege Minister fir d'Protection nationale huet den HCPN duerno d'Mission, fir d'Krisen ze géieren.

Den HCPN huet awer och a sengen Attributiounen, mir hunn et héieren, d'Preventioun an och d'Anticipatioun vu Krisen. Eng weider wichteg Missioun vum Haut-Commissariat à la protection nationale ass dann awer och de Schutz vun de kriteschen Infrastrukture vum Land. An heimat kritt dee Schutz och eng legal Basis.

Madamm Presidentin, Dir gesitt, wéi wichteg dese Gesetzestext fir d'Land an och eis Leit ass. Mir hoffen allegueren, dass mer ni a vollem Mooss brauchen op d'Attributiounen vum HCPN zréckzegraifen. Mä mir mussen awer preparéiert sinn!

Et gëtt e Besoin, fir am Beräich vun der nationaler Sécherheet ze léigféieren. Dat, wéi scho gesot, fir d'Koordinatioun tëschent den nationalen Organer ze verbesseren, mä awer och, fir d'Koordinatioun tëschent den Organer op europäeschem Niveau ze garantéieren.

Den Ament huet Lëtzebuerg näämlech keng esou eng zentral Struktur, déi fir d'Koordinatioun mat anere Staten oder internationalen Organisatiounen a Krisefäll zoustänneg ass. Fir seng Missionen erfëllen ze kënnen, féiere mer eng Rei speziell Dispositiounen zugonschte vum HCPN an. Zum Beispill d'Recht, fir ze réquisitionnéieren oder sécherheetsrelevant Informatiounen ze sammelen an ze traitéieren am Respekt vun de jeeeweile Gesetzer.

D'Gesetz iwwert d'Requisitiounen während engem arméierte Konflikt, enger schlëmm internationaler Kris oder enger Katastroph souwéi och d'Gesetz iwwert de Schutz vu privaten

Date gi modifizéiert, fir kloer ze ënnersträchen, dass dës aussergewéinlech Moosnamen nëmmen am Fall vun enger Kris kënnen benotzt ginn, esou wéi am Text iwwert d'Schafe vum HCPN definéiert. Ech kommen awer nach méi am Detail op dës speziell Mesuren zrëck.

D'Fro ass awer och: Wéi ass d'Kris am Gesetzestext eigentlech definéiert? «Tout événement qui, par sa nature ou ses effets, porte préjudice aux intérêts vitaux ou aux besoins essentiels de tout ou partie du pays ou de la population, qui requiert des décisions urgentes et qui exige une coordination au niveau national des actions du Gouvernement, des administrations, des services et organismes relevant des pouvoirs publics, et, si besoin en est, également au niveau international.»

Madamm Presidentin, a sengem éischten Avis zu dësem Gesetzestext hat de Statsrot recommandéiert, Annerungen an der Verfassung virzehuelen, fir der Regierung aussergewéinlech Pouvoiren ze ginn am Fall vun enger nationaler Kris, äänlech wéi den Artikel 32.(4) dat jo mécht, wann et ëm eng international Kris geet. Den LSAP-Deputéierten Alex Bodry huet an deem Kontext eng Proposition de loi age-recht. An d'Institutionskommission waart den Ament op den Avis vum Statsrot, fir mat hiren Aarbechte kënnen weiderzefueren.

Dëse Gesetzestext ass natierlech och an deem méi breede Kontext ze kucken. An där Proposition hu mer drop opgepasst, fir der Regierung net einfach am Fall vun enger Kris e Blanc-seing ze ginn. Fir ze verhënnere, dass eng Regierung Abuse mat deenen aussergewéinleche Pouvoiren dreift, hu mer eng Rei Garde-fouen agebaut, ënner anerem d'Kontroll vum Parlament an och d'Limitatioun an der Zäit vun dëse Pouvoiren.

Et gouf an deem Kontext eng Rei Kriticken an der Zivillgesellschaft, dass dës Pouvoiren nach méi streng missten encadréiert ginn. Mir sinn och absolutt bereet, dat ze maachen. Mir mussen eis awer och bewusst sinn, an d'Diskussionen haut hunn dat och ënnerstrach, dass een net all Katastroph oder kriminell Dot ka virgesinn. D'Regierung muss also och e gewësene Spillraum hunn, fir am Eeschtfall intervenéieren ze kënnen, dat ënner der direkter Kontroll vum Parlament an de Gerichter, fir méiglech Mëssbräich auszeschleissen.

An deem Gesetz hei geet et net ëm déi aussergewéinlech Pouvoiren, iwwert déi am Kader vun den Aarbechten am Artikel 32.(4) vun der Verfassung rieds geet. An dësem Gesetz regelt mir just, wéi den Haut-Commissariat à la protection nationale déi aktuell Gesetze kan asetzen, fir eng Kris ze prévenéieren, ze anticipéieren respektiv ze géréieren.

Ausnam zum allgemenge gesetzleche Kader ass d'Aféierung an dësem Gesetz vun der Méiglechkeet fir den HCPN, och Informatiounen froen ze kënnen, déi ënner de Secret professionnel oder awer de Secret protégé pour une clause contractuelle falen; awer nëmmen ënner der Konditioun, dass déi Informatiounen noutwendeg sinn, fir dass den HCPN seng Mission erfëlle kann.

Am Fall vun enger Kris oder der Imminenz vun enger Kris kritt de Regierungsrat d'Méiglechkeet, fir Requisitionen ze decidéieren, an dat, wéi scho gesot, am besteende gesetzleche Kader. Den Haut-Commissariat à la protection nationale kann da perséinlech Daten am Kader vu senger Missioun verschaffen, muss dofir awer och d'Autorisatioun vun der nationaler Datschutzkommission, der CNPD, am Virus kréien.

Madamm Presidentin, ech widerhuelen hei zum Deel Saachen, op déi d'Riedner vu virdu schonn agaange sinn, mä et ass eis als LSAP och ganz wichteg ze ënnersträchen an och kloerzestellen, dass mir hei net en neit Organ mat exorbitante Pouvoiren an d'Liewe ruffen. Dat ass ganz evidenterweis net de Fall. De Proportionalitéitsprinzip, dee gëtt hei voll a ganz respektéiert.

Den HCPN kann also nëmmen op dës dach intrusiv Moosnamen zrëckgräifen, esou wäit dës absolutt noutwendeg sinn, fir d'Sécherheet vun de Leit an dem Land och ze garantéieren. Et ass eis als LSAP och wichteg ze ënnersträchen, dass d'Responsabilitéit iwwert den HCPN bei engem zoustännege Minister läit. En agéiert also ënner dësem Minister senger Autoritéit.

Ier ech elo op de Schutz vun de kriteschen Infrastrukturen, eng weider Missioun vum HCPN, ze schwätze kommen, wëll ech awer nach eng Kéier drop insistéieren, dass den Haut-Commissariat déi néideg finanziell an och mënschlech Ressourcen zur Verfügung stellt, fir déi

komplex Aarbechten, iwwert déi hei rieds geet, kënnen ze maachen. Dat ass eng Konditioun sine qua non, fir dass dëst Organ och uerdentlech funktionnéiere kann a senger Missioun gerechert ginn.

Madamm Presidentin, ech kommen dann elo zum Schluss bei de Schutz vun de kriteschen Infrastrukturen. Ech mengen, ech brauch net méi allze vill drop anzegoen. Meng Virgänger hunn dat Wichtigst scho gesot, dofir just nach e puer Remarquen. Et ass fir jiddwereen, mengen ech, evident, dass am Fall vun enger Kris virun allem strategesch ganz wichteg Infrastrukturen musse geschützt ginn, sief dat awer elo öffentlecher oder privater.

Bei den öffentlechen Infrastrukturen ass et relativ einfach, de jeeweiligen Infrastrukture Virschrëften ze maachen an deem Sënn. Méi komplizéiert gëtt et eigentlech bei privaten Infrastrukturen, wou de Stat net Propriétaire ass. Hei gëllt et, en Équiliber ze fannen tëschent deem sougenannte Gemeinwohl an och dem Droit à la propriété, esou wéi et an eiser Verfassung verankert ass.

Esou Infrastrukturen musse virun allem emol identifizéiert an och enregistriert ginn. Dofir mussen déi Betreffenden dem HCPN och eng Rei Informatiounen liwweren, wann dëse se da freet. Den HCPN kann dem Propriétaire vun der Infrastruktur doropshin eng Rei Recommandatiounen maachen, fir seng Infrastruktur esou beschuens ze schützen.

Weider muss déi Infrastruktur e sougenannte Sécherheetsplang ausschaffen, fir d'Kontinuitéit vun den Aktivitéiten och kënnen ze garantéieren. An de Propriétaire muss och e Responsabelen designéieren, deen als Kontaktperson disponibel ass fir den HCPN.

Och am Sënn vun der Proportionalitéit ass e Propriétaire nëmmen da forcéiert, fir den Accès op säi Site ze garantéieren, wann et sech ëm en extremen Noutfall handelt, an e muss awer och doriwirer informéiert ginn.

Domat, Madamm Presidentin, hätt ech dat Wichtigst zu dësem Gesetz gesot, ouni awer ze vergiessen, fir dem Rapporteur, dem Eugène Berger, e ganz häerzleche Merci auszudrücke fir säi schrëftlechen an och säi mündleche Rapport, an ouni awer och ze vergiessen, dass ech heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun wëllt ginn.

An ech soe Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Hemmen. Als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Adam agedruewen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Et ass net ëmmer einfach, fir als Véierter inwiewer e Projet de loi ze schwätzen. Et ass besonnesch schwierig, wa schonn dräi Leit virdu ganz kompetent iwwer eng schwierig Matière geschwat hunn.

(**Interruptions par M. Alex Bodry et M. Fernand Kartheiser**)

Jo, Här Kartheiser, Dir sidd nach e bësse méi schlecht drun. Dat ass och richtig, jo.

Dee Projet de loi hei, deen ass jo schonn den 3.9.2012, also ënner der viregter Regierung déposéiert ginn. An deen huet och dunn nach e bësse méi bescheide just geheescht „Projet de loi relative à la protection nationale“. Ech weess net, ob et schonn erwänt ginn ass, mä deemools war - et huet mech gefreet, wéi ech dat nach eng Kéier gelies hunn - d'Madamm Christine Doerner Rapportrice.

(**Interruption**)

Den Text ass dräimol amendéiert ginn: zweemol vun der Regierung an eng Kéier vun der Chamberskommission. Den Intitulé huet changéiert, an den Här Berger ass neie Rapporteur ginn.

Déi Amendementer ware praktesch ausschliesslech eng Reaktioun op déi successiv Rapporte vum Conseil d'Etat.

Den Haut-Commissariat à la protection nationale ass et schonn ëmmer ginn. Erstaunlech, dat ass och scho gesot ginn, ass, dass et eigentlech keng gesetzlech Basis fir dee Projet ginn ass. Den Historique vun der Protection nationale a vum Haut-Commissariat à la protection nationale geet zrëck op den Arrêté grand-ducal vum 31.12.1959. Dësen Arrêté, dee gouf duerch de Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 1963 ersat. An dat ass och nach bis haut déi reglementaresch Basis vun der Protection nationale.

Eng ganz Rei Comités mixtes si gegrënnt ginn. Mixtes, well se sech zum Deel aus Militär an zum Deel aus Zivilisten zesummesetzt hunn. An den 12. November 1993, nom Kale Krich, och dat ass scho gesot ginn, hat den deemo-

lege Conseil de Gouvernement d'Organer vun der Protection nationale op Ais geluecht. Wat mussen dat Zäite gewiescht sinn! De Bedroungsfacteur muss den deemolege Responsabelen zimlech kleng erschéngt sinn.

Als Suiten op déi terroristesch Attacke vum...

(**Interruption et hilarité**)

...11. September 2001 - dat ass zwar elo kee Moment, fir ze laachen -, do war et dann eriwirer mat deem schéinen...

(**Interruption**)

...Heile-Welt-Bild. Ech kucken op Är Säit, Här Kartheiser. Da fällt et mer méi licht.

(**Brouhaha**)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Dir Dammen an Dir Hären, kommt, macht nach e klengen Effort!

► **Une voix.** - Dat hei ass net seriö.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Adam, wann Der wëllt, fuert virun.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Als Suiten op déi terroristesch Attacke vum 11. September 2001, ënner anerem op d'Zwillingstierm vum World Trade Center zu New York, huet déi deemoleg Regierung am Dezember 2001 decidéiert, all Mesurë vun der Protection nationale ze reaktivéieren an auszeweiden.

Mam Projet de loi 6475 kritt den HCPN eng legal Basis. Preventioun, Anticipatioun, Gestiou sinn déi grouss Linne vum HCPN senger Missionen. An et ass scho gesot ginn: Eng gutt Gestiou ka Liewe retten.

De Projet de loi organiséiert och d'Protektioun vun de kriteschen Infrastrukturen. An den HCPN ass den nationale Point de contact fir Lëtzebuerg fir aner europäesch international Institutionen an Organisatiounen, déi am Krisfall mussen zesummeschaffen.

Mir haten och an der Kommissionssetzung vum 8. Juni eng Rei Dossieren opgezielt kritt, wou den Haut-Commissariat à la protection nationale aktiv ginn ass. Ech deele leider net dem Optimismus vu menge Kolleegen, dem Här Berger an dem Här Gloden, déi gemengt hunn: Hoffentlech brauche mer et ni!

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mir brauchen en elo schonn. Mir hunn en oft gebraucht. Mir hoffen, dass et net zu wierklech nach méi grave Krise kënn. Et sinn och Beispiller opgezielt ginn. D'Dossieren, déi vum Haut-Commissariat à la protection nationale géréiert gi sinn, waren zum Beispill: Vullegripp, Schwéngs-gripp 2009. Och Actes de piraterie maritime sinn där Dossiere gewiescht, Cyberattacken, a schlussendlech och nach 2014-2016 d'Koordinatioun an d'Planifikatioun, fir eng Äntwert op d'Ebolakris ze fannen.

D'Beispiller weisen och, dass de militäreschen Aspekt net deen eenzegen ass, wat d'Dossiere vum HCPN betrëfft. De militäreschen Aspekt rutscht souguer éischer an den Hannergrond an déi zivill Aspekter vun der Gestion de crise ginn accentuéiert. Den Haut-Commissariat ass dann och net méi e retraitéierte Chef d'état-major, mä e gëtt op Proposition vum Membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la protection nationale nomméiert.

Iwwerschneidunge mat der Constitutionsreform, wat den Etat d'urgence ueget, och do hat d'Madamm Hemmen schonn drop higewisen: D'Kris, déi am Artikel 2 vun dësem Gesetz definéiert ass, ass méi vast wéi den Etat d'urgence. Et ka sech niewent politeschen, terroristeschen oder militäreschen Zeenarien och ëm Pandemien handelen, Naturkatastrophen, industriell Accidenter an esou weider.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis drop higewisen, dass et gutt wier, wann et eng äänlech Léisung am Fall vun enger nationaler Kris géif ginn, wéi et am Artikel 32.(4) vun der Constitution am Fall fir international Krise virgesinn ass, an dass et wichteg wier, wann e Regierungsmember d'Cellule de crise géif presidéieren. Dat hu mer dann och festgehalten.

An et ass och gesot ginn: Den honorabele Président vun der Institutionskommission, den Här Bodry, huet eng Proposition de révision de la Constitution vum Artikel 32.(4) agereecht. Mengen Informatiounen no ass och den Avis vum Statsrot imminent. Dee soll nach virun der Sommervakanz virleien. D'Resultat vun der Constitutionsreform huet also och en Impakt dorobber, wéi gutt den HCPN seng Aarbecht wäert kënnen maachen.

De Statsrot huet zu Recht drop higewisen, dass et ëmmer delikat ass, wann et ëm d'Sammelen an d'Weidgeri vu geheimen Informatiounen geet. Dat ass a bleibt ëmmer ee Spagat, wann et ëm Sécherheet geet. Engersäits musse mer déi perséinlech Fräiheeten - an de Schutz vun de perséinlechen Daten gehéiert onweigerlech

dozou - schützen. Si gehéieren zu de Mënscherechter. Anerersäits muss den HCPN och kënnen a Krisensituatiounen effikass schaffen. An och Preventioun an Anticipatioun gehéieren zu senger Missiounen.

Déi Formulatioun, wéi de Statsrot se proposéiert huet a wou och d'CSV Drock gemaach huet an d'LSAP derfir war an déi gréng derfir waren a jiddwereen derfir war, déi Formulatioun, déi mer dann och am fäerdegen Text iwwerholl hunn, schéngt eis e gangbare Kompromëss ze sinn.

An duerfir bréngen ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem häerzleche Merci un den Här Berger fir e ganz komplette Rapport. Ech mengen, et wor wierklech interessant, em nozelauschten.

Et ass positiv, dass mer endlech e Gesetz iwwert den Haut-Commissariat kréien, nodeem mer laang nëmme reglementaresch Basen haten. Aus deem Grond stëmmt d'ADR d'Gesetz och mat, mä et muss een awer och derbäisoen: Mir stëmme et mat ouni Begeeschterung, well et ass u sech e schwaacht Gesetz an enger wichtiger Matière.

Zënter Jorzéngten hätte mer eben esou e Gesetz gebraucht. An et ass en Zeechen, dass déi Regierungen, déi bis elo do waren, net ëmmer där nationaler Sécherheet déi Prioritéit ginn hunn, déi se verdéngt hätt, soss hätte mer scho laang en effikass Gesetz.

Et ass och, mengen ech, symptomatesch fir eng mangelhaft Sécherheetskultur, dass nom Enn vun Kale Krich déi Servicer vum HCPN, déi existéiert hunn, en veilleuse gesat gi sinn, well et si jo ëmmer erëm méiglech Krisen a Situatiounen, déi en Agräifen néideg maachen, eng Planung néideg maachen, déi sech kënnen presentéieren, sief et zu Kettenuewen, sief et op iergendenger anerer Plaz, gesondheetlech oder anescht, soudatt et net seriö ass, esou Strukturen net déi néideg politesch Ennerstëtzung ze ginn.

Haut schafe mer eng Struktur, wat positiv ass, mä eng Struktur, där mer weder déi néideg Moyene ginn nach - hu mir den Androck - déi mer mat deem néidege politesche Wellen ënnerstëtzen. Et huet eng Rei vu Schwaachpunkten, dëst Gesetz. Et huet de Mérite ze existéieren, mä, wéi gesot, et huet eng Rei vu Schwaachpunkten: Et gëtt keen Organigramm, et gëtt keng minimal Personalstärkten. D'Zesummenaarbecht mat wichtige Akteuren am Sécherheitsberäich, wéi der Arméi, dem SREL, sinn net regléiert.

D'Dossiere vun nationaler Sécherheet. Hei ass zum Beispill och geschwat ginn, dass Informatiounen kënnen gefrot ginn, wat néideg ass a wat richtig ass, mä d'Justiz ass och ausgeholl. Et kann ee sech awer bal net virstellen, dass hei de Secret d'instruction kann invoquéiert ginn am Kader vun enger nationaler Kris - mir schwätzen hei vu Katastrophen, vun Noutfall; mir musse wëssen, iwwer wat mer schwätzen -, an da wär en Untersuchungsrichter do, deen zum Beispill Informatiounen iwwer e geplangten Terrorakt huet am Kader vun enger Instruktioun an deen dann awer dat Recht huet, dem HCPN oder anere Sécherheitsorganer déi Informatiounen an esou enger Situatioun virzënthalen.

Hei muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Rédacteurs vun dësem Text realistesch genuch an esou eng Situatioun erugaange sinn, well soss kéinte mer esou Ausname jo bal net envisagéieren. Hei misst eng Obligatioun fir d'Justiz sinn, wéi se bei anere besteet, dass, wa mer wierklech mat engem Katastrophfall konfrontéiert sinn, mer dann awer och déi Informatiounen deelen a benotzen, déi mer hunn als Stat.

Et wär och néideg gewiescht, an do hätte mer eis kënnen um gudden Beispill vun anere Staaten inspiréieren, vun der Schwäiz, vu Schweden, fir dem HCPN am Virfeld d'Méiglechkeet ze ginn, Rotschléi ze gi beim Bau vu kriteschen Infrastrukturen, bei den öffentlechen Ausschreiwungen, bei de Prozeduren, bei Bauerlabnissen, Baugeneemegungen, fir do seng Suggestiounen ze maachen, fir schonn am Virfeld, an dofir och dacks méi bëlle, wéi wann et herno muss gemaach ginn, Rotschléi ze ginn, wéi eng kritesch Infrastruktur am beschten ze sécheren ass. An anere Länner gëtt et gemaach. Firwat hei net?

Hei ass souguer eppes anescht gemaach ginn. Hei gëtt souguer un der Definitioun vun de kriteschen Infrastrukturen gefréckelt, fir der eigentlech méiglechst mann mussen ze schützen. Am

éischte Projet de loi ass jo gesot ginn, an och d'Chambre des Salariés hat dat kritiséiert, datt eng ganz Rei vun u sech kriteschen Infrastrukturen net sollen als kritesch Infrastrukture bezechent ginn, fir Käschten ze spueren.

Dat ass natierlech e Wee, wou ee sech ka froen... Do sinn derbäi Flughafeninstallatiounen, Pylonen, Waasserquellen an esou weider, wou dann awer souguer d'Chambre des Salariés seet: „Mir müssen der nationaler Sécherheet eng absolutt Prioritéit ginn.“ Also, ech mengen, wa mer schonn e Gesetz hei maachen, fir iwwer Katastrophen ze schwätzen, wéi iwwer Noutschutz, da wier awer och, soe mer emol, en integralen éierlechen Émgang mat dem Begrëff vun der kritescher Infrastruktur ubruecht gewiescht.

Et ass och esou, datt mer oppe Froen hunn. Den Här Berger hat a sengem Rapport gesot, datt mer nach net wëssen, wat elo kënn mat enger Agence nationale de la sécurité de systèmes d'information. Et ass awer essenziell, datt mer och am Krisefall Kommunikatiounsméiglechkeeten am Land behalen, datt déi Systemer fonctionnéieren, datt mer den Internet hunn an aner Kommunikatiounsméiglechkeeten, datt déi geséichert sinn.

Haut wësse mer net: Kënn esou eng Agence? Vläch kann den Här Statsminister eis et soen. Wéini kënn et? Wéi eng Kompetenzen, an enger wéi enger Rechtsform? Alles dat an engem zentrale Beräich fir eis Économie an iwwerhaupt fir eist Liewen als Gesellschaft, nämlech am Beräich vun de Kommunikatiounen, wësse mer haut nach net, wou et higeeet.

Datt de private Secteur muss enk agebonne sinn, ass an eisen Aen och eng Selbstverständlechkeet, well eng ganz Rei vun deene relevanten Infrastrukture sinn nun eemol a privater Hand an net a staatlécher Hand. Dofir ass den Dialog mam private Secteur vun essenzieller Wichtigkeet.

An et hätt ee wierklech och kenne méi wäit goen. Wann den HCPN Recommandatioune mécht, am staatléchen Interessi, am Interessi vun der ganzer Gesellschaft, dann hätt een och kenne denken, fir ze soen: Kann de Stat dann net iwwer Garantien oder iwwer aner finanziell Mëtelen och derzou bäidroen, datt Infrastrukturen, déi a privater Hand sinn, esou ausgebaut ginn, datt hir Sécherheet am Interessi vun der ganzer Gesellschaft besser kann assuréiert ginn? Hei ass also d'Zusammenarbeit mam private Secteur, souwuel wat den Dialog ueget wéi och déi finanziell Ennerstëtzung, verbesserungswürdeg.

D'Kompetenze vum HCPN sinn e puermol ugeschwat ginn a sinn hei ugeschwat ginn an engem Sënn: Eigentlech, mir ginn dem HCPN gewësse Kompetenzen, fir Informatiounen ze froen, awer mir dierfen em Gottes wëllen net ze wäit goen. A mir schwätzen, wéi gesot, vu Katastrophefäll. Et ass souguer esou gewiescht, datt eng Diskussioun war mam Statsrot, wou da gesot gëtt: „Jo, si kënnen awer net, wa se müssen an eng Infrastruktur kucke goen an engem Katastrophefall oder just virdrun, fir ze kucken, a wéi engem Zoustand déi Saache sinn, déi Leit dierfen awer op kee Fall déi exorbitant“ - esou gouf gesot - „Pouvoir vun engem Officier de police judiciaire kréien.“

Och do muss ee vergläichen: Wat maache mer dann an anere Beräicher? Am Dezember 2014 huet dës Regierung eis e Gesetz proposéiert, wat och gestëmmt ginn ass, zum Beispill iwwert d'Produits phytopharmaceutiques. Do kann ee soen, dat ass vläch manner wichteg wéi déi grouss Katastrophen, iwwert déi mer hei schwätzen, mä do ass et engem Beamte vun der Administration de la gestion de l'eau, vun der Émweltverwaltung an esou weider, méiglech: „Ils peuvent pénétrer de jour et de nuit, lorsqu'il existe des indices graves“ an esou weider. Da kenne se «de jour et de nuit dans les locaux, installations» an esou weider, bei relativ - am Vergläich zu deem, iwwert dat mer hei schwätzen - Klenggekeeten eragoen. Geet et awer em eng national Katastroph, ass dat net méiglech!

Och do stellt sech d'Fro, ob mer d'Proportionalitéit, vun där hei esou vill geschwat gëtt, de Principe de proportionalitéit da respektéieren, ob mer net a méi kleng Situatiounen de Leit enorm Pouvoir ginn. An hei an zentrale Krisefäll a Katastrophefäll, well dovunner schwätze mer, hunn déi Leit emol net de Pouvoir vun engem Officier de police judiciaire, fir kenne verschidde Kontrollen ze maachen.

Da sinn déi Prozeduren och schwach. Déi verschidden Infrastrukture müssen den HCPN informéieren, wa se en Defizit constatéieren. Mä et wär dach besser gewiescht, eng normal Informatiounsroutine do eranzubringen, déi och da kontrollabel wär, datt zum Beispill e järeleche Rapport muss gemaach ginn, an net nëmmer eng Persoun, déi als Usprechpartner gëllt.

Alles dat ass um schwächstméiglechen Niveau gehalen. Gutt, et huet de Mérite, datt mer elo emol eppes hunn. Dofir stëmme mer et och mat. Mä dat ganz Gesetz ass esou schwach, datt et muss spéider nogebessert ginn, wa mer em wierklech och wëllen eng Effikasitéit ginn.

Dann ass de Rôle vun der Regierung och eng Reflexioun wäert. Mir haten hei viru Kuerzem d'Diskussioun iwwert d'Gesetz vum SREL, vum Geheimdéngscht. Do ass e Comité ministériel. Do sinn dräi Ministeren, déi dës Prozedur oder déi Prozedur müssen autoriséieren. Bis an den Detail era muss se Protokoller kucken an alles regelen. Do geet et drëm, Verantwortung ënner Ministeren ze verdeelen, well ee jo net derlaanscht kënn, awer ee Minister weinstens als responsabel ze tituléieren. An hei wor emol kee Minister virgesinn, fir eng Cellule de crise ze géréieren! Dat sollt vun engem Beamte gemaach ginn. An et ass de Statsrot, dee gesot huet, datt e Minister et muss maachen.

Et huet een den Androck: Beim SREL soll d'Verantwortung esou breet wéi méiglech verdeelt ginn, fir datt de Statsminister net selwer muss d'Verantwortung droen, an hei, wann et em eng Kris geet, dann ass op eemol kee Minister méi do, an et ass de Statsrot, dee seet: „Et muss awer weinstens emol e Minister déi Cellule de crise do leeden.“ Also, mir hunn den Androck, wa mer dat eent an dat anert vergläichen, datt e Reflex an dëser Regierung besteet, fir sech viru der Verantwortung a Krisenzäiten ze drécken!

► **Une voix.** - Ah!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dann ass de politesche Wëlle jo och net do, elo schonn, wann et drëm geet, déi essenziell Interesse vum Land ze schützen, zum Beispill wann et em den Approvisionnement vum Land a Pétrolprodukte geet. Eng Saach, déi mer säit Jore vernoléisseg.

Mir haten eng Question parlementaire am Januar 2016 gestallt, fir emol ze froen: Wou ass dann déi Agence de stockage vu Pétrolprodukten drun, déi sollt geschaaft ginn? Wou sinn dann déi Tanklager, déi eis solle garantéieren... Mir hate jo och scho viru e puer Joer an engem Wanter bal déi Situatioun, datt mer dréche louchen als Land. Huet d'Regierung dann an der Tëschenzäit weinstens an engem Beräich, deen elo normal ass, wou mer EU-NATO-Obligatiounen hunn, fir eis gewësse Reserven ze ginn...

Hei am Land, wou sinn dann déi Infrastrukture geschafte ginn, nodeem jorelaang de Problem bekannt ass, nodeem jorelaang schonn institutionell an op anere Pläng geschwat gëtt, fir datt mer Tanklager kréien, datt mer Reserven hei am Land hunn? D'Antwort schéngt neen ze sinn. Op jidde Fall hu mir nach néierens Tanke gesinn. An et ass um Statsminister, fir eis haut ze soen, ob d'Regierung da weinstens an deem dote Beräich bis elo déi Moosname geholl huet, déi eis garantéieren, datt mer déi am Fall vu Problemer vun Approvisionnement awer kenne garantéieren.

Ma, Här Statsminister, Dir hutt jo gläich d'Wuert no mir, da kënn Der dem Land dann erklären, wou déi Pétrolreserve leien, déi mer müssen hunn. A sot eis wann ech gelift net „an der Belsch“, well wann e Krisefall ass, da muss ee se jo och nach hei an d'Land kréien!

Dat alles gesot, soe mir als ADR: Jo, mir stëmmen dat Gesetz mat. Et ass gutt,...

(**Interruption**)

...datt mer e Gesetz iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale hunn. Mir soen awer gläichzäitig: Dëst Gesetz ass ze schwach! A mir hunn deen dréngende Verdacht, datt hei wéi an anere Beräicher dës Regierung hir Verantwortung net kann droen, datt se et entweder net wëllt oder net kann.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **Une voix.** - Souguer den Här Reding ass net iwwerzeegt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De leschte Riader fir deen heite Projet ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Nodeem mer elo schonn e puermol d'ganz Geschicht vum Haut-Commissariat à la protection nationale in extenso héieren hunn, wëllt ech...

(**Interruption**)

Dat wäert ech och net maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Just den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Dat wier zu dësem Zäitpunkt eng Umoosung.

Wat fir eis wichteg an deem Ganzen ass, dat ass, datt mer hei e Gesetz hunn, wat d'Prevention an d'Gestioun vu Krise regelt a wat eng Definition vun der Kris gëtt, nämlech all Evenement «qui par sa nature ou ses effets, porte préjudice aux intérêts vitaux ou aux besoins essentiels de tout ou partie du pays ou de la population».

Dat ass dat, wat mer viru e puer Wochen, «tout ou partie de la population», gesinn haten, wéi den HCPN och zu Déifferdeng intervenéiert ass, wou et glécklecherweis sech erausgestallt huet, datt näischt war. Am schlëmmste Fall, wann do eppes gewiescht wier, da wier den HCPN do gewiescht, fir déi Kris ze géréieren. E kritt heimadder eng legal Basis.

Do, wou mir awer ganz kritesch an net dermat d'accord sinn, ass, datt deeselwechten Text soll dee sinn, deen den État d'urgence an der Verfassung definéiert. Deen État d'urgence, deen dann der Regierung plein Pouvoir gëtt, op jidde Fall zäitlech begrenzt plein Pouvoir, dee Gesetzer kann ausser Kraaft setzen. Mir mengen, datt grad dat Beispill Déifferdeng, och wann et méi grouss oder méi schlëmm gewiescht wier, bewisen hätt, datt mer déi néideg Moyenen hunn an de Gesetzer an datt mer duerfir keen Ausnamezustandsregime op jidde Fall op Basis vun esou enger Définition brauchen.

Dëst gesot, Här President, menge mer, datt dat heite Gesetz eng Verstärkung an e weidert Argument vun deem ass, datt mer kënnen op legal Basis och Krise géréieren a Krise managen an datt mer net en Ausnamezustand brauchen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An zum Ofschloss vun der Diskussioun huet den Här Premier- a Statsminister d'Wuert.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur an den Orateure Merci soen.

Säit méi wéi 50 Joer ass et zu kenger Reform vum HCPN komm. Dat wor 1963, wou et komm ass. An ech mengen, d'Realitäten an d'Besoinen vun deemools an déi vun haut si wierklech net déiselwecht, an et wor héich Zäit, dass mer deen Text haut stëmmen.

Et war am Ufank éischer eng Koordinatiounsa Krisegestiounsroll. Am Fall notament vum Conflit armé si mer haut an enger ganz anerer Situatioun. A viru allem net nëmmer a Krisegestioun, mä och Krisepreventioun. An d'Protektioun och vun de kriteschen Infrastrukture gëtt hei wierklech ofgedeckt.

Ech wëll dem Här Reimen - ech weess, et zitéiert een normalerweis keng Beamten, mä - wierklech Merci soe fir déi Aarbecht, déi e mécht, well en huet eng kleng Équipe. A wann ech kucken, wat se gemaach hunn an deene leschte Méint, also säitdeem ech op d'mannst Chef vun dëser Regierung sinn, déi Pläng, déi se alleguerten ausgeschafft hunn, a wann ee kuckt, wat alles haut vu Pläng do ass - Pandemie, Piraterie maritime, Blackout, Cattenom, Cyber, Intempéries, déi national Planifikatioun bei Ebola an och d'Hëllef bei de Strukturen fir d'Refugiéien -, gesäit een, wéi eng Aarbecht awer gemaach ginn ass vun deem kleng Service. A wierklech do all de Respekt!

Et ass e Koordinatiounsorgan, deen interministeriell ass. Duerfir ass en och ënnert dem Premierminister. Hei gëtt gesot, et wieren Dérobade vu Responsabilitéit. Dat ass wierklech net de Fall. Et ass ënnert der Responsabilitéit vum Premierminister. Ech hunn eng permanent Consultatioun och mam Här Reimen. An wann Décisiounen ze huele sinn, huelen ech se a keen aneren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - En anere Punkt, deen och nach wichteg ass, Här President, just fir...

(**Brouhaha**)

Ech hunn d'Gefill, ech hätt verschidde Leit hei op der lénker Bänk erwächt, mä...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Awer just, soulaang Der Premierminister sidd. Et ass de Premierminister, dee se huet.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Wéi gesot hei: D'Responsabilitéit si kloer.

Hei sinn och e puer Froen gestallt ginn. Hei gëtt gesot: „Et ass keng Diskussioun tëschent HCPN a Bâtiments publics.“ Wou steet dat, dass keng Consultatioun ass? Selbstverständlech steet den HCPN zur Verfügung, fir mat de Bâtimentspubliken zesammenzeschaffe bei Mindeststandarden, déi bei Gebailechkeete sinn.

A wou steet, dass hei mat privaten Akteuren net kann diskutéiert ginn? Et ass jo nämlech e

politeschen öffentlechen Akt vun engem Règlement grand-ducal, deen dann och déi Infrastrukturen, déi kriddelech sinn, zréckbehält. An dat heescht, dass déi dann duerno och virdrun, also a priori an duerno a posteriori, mat de Privatakteuren och diskutéiert ginn.

Ech si frou, wa mer haut eng legal Basis kréien,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...an ech gesinn, dass d'CSV sech mat freet, duerfir sinn ech nach méi frou, Här President,...

(**Brouhaha général**)

...dass mer eng Base légale elo fir dat wichteg Organ kréie fir d'gutt Fonctionnement vum Stat. An erlaabt mer just nach eng Kéier, hinne Merci ze soen, well et ass eng Équipe, déi ganz engagéiert ass, net op d'Auer kuckt a gutt Aarbecht mécht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Statsminister. Mir kommen dann zum Vott vum...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Parole après ministre, Här President!

► **Une voix.** - Ooh!

► **Une autre voix.** - Sou spéit!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat kann ech lech net refuséieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President.

► **Une voix.** - Leider! Leider!

(**Brouhaha général**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wollt wierklech elo net abuséieren, Här President, mä ech mengen,...

(**Brouhaha général**)

...et steet eng ganz wichteg Fro am Raum, déi ech dem Här Statsminister gestallt hunn, op déi mer keng Antwort kritt hunn. Dat ass déi no den Tanklageren a vum Approvisionnement vum Land a Produits pétroliers. Den Här Statsminister kann eis bestëmmt soen, wou mer elo do dru sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech wëll just soen, dass mer haut iwwert den Text iwwert den HCPN stëmmen. Ech weess net, wat de Lien ass mat den Tanklageren hei am Land.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, domat si mer um Enn vun der Diskussioun. A mer...

(**Interruptions**)

...ginn zur Ofstëmmung iwwer.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6475 et dispense du second vote constitutionnel**

D'perséinlech Stëmmen, d'Procuratioun, an d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. An ech stelle fest, dass d'Freed méi grouss war wéi bei anere Projeten, well mer Unanimitéit hunn.

(**Brouhaha général**)

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marcel Oberweis), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

**(Interruption par M. Xavier Bettel)**

An ech wär dann och nach frou, wann ech d'Dispens vun lech kréich vum zweete Vott.

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6850 betreffend d'Archive vum Service de renseignement. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

## 8. 6850 - Projet de loi portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'Etat

**Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle**

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech wollt och schonn direkt am Viraus soen, datt ech hoffen, och fir mäin nächste Rapport hei d'Unanimitéit ze kréien, dat wier och ganz flott.

Fir nach eng Kéier de Rapport hei an de Kontext ze setzen: Nodeems mer elo ganz rezent, dat war den 9. Juni, d'Reform vum SREL, dem Service de renseignement, hei am Haus gestëmmt hunn, setze mer dann haut de leschte parlamentareschen Akt vun deem, wat 2013 mat dem Asetze vun enger parlamentarescher Enquêtekommission ugefaangen hat.

Dee Projet de loi, iwwert dee mer haut befanen, setzt eng ganz wichteg Recommandatioun aus dem Ofschlossrapport vun der Commission d'enquête vun 2013 em, wou et a mengen Aen em ee vun deene sensibelste Punkten am Dossier geet, well hei dach am Mëttelpunkt eng ganz Rei, Honnerten, wann net Dausenden, vun ongescholtene Bierger am Viséier vum SREL stoungen an der Vergaangengeet.

**(Interruption)**

Et geet hei em d'Opschaffe vun engem vun deene systemateschsten Dysfonctionnementen vun dem Geheimdengscht, dee praktesch net nëmmen iwwer Joren, mä iwwer Jorzéngte Fichen ugeluecht huet mat zum Deel ganz perséinlechen Donnéeën vun de Bierger.

Iwwer Jore goufen hei Bierger am Land observéiert, spezifesch Daten iwwer se gesammelt, well se, dans le sens large, politesch aktiv waren. Dat ware Leit, déi zum Beispill enger Friddensbewegung ugehéiert hunn. Dat ware Biergerinnen a Bierger, déi eventuell enger Naturschutzorganisatioun, ONG tätég waren. Dat ware Gewerkschaftler. Dat ware Leit, déi enger bestëmmter politescher Partei e Mandat haten oder aktiv waren. Dat ware vläicht Leit, déi e kritesche Lieserbréif am „Lëtzebuurger Wort“ geschriwwen haten an nach vill anerer méi.

An zu kengem Moment waren dat jo awer Bierger, déi iergendeng Gefor fir d'Sécherheet an d'Integritéit vum Land duergestallt hunn. Et gouf also keng Ursach, och keng legal Basis am Endeffekt, och mat deene fréiere Gesetzer beim SREL, fir esou Bierger ze bespëzelen.

Ech mengen, et kann een hei näischt guttrieden, näischt schérieden: Schlussendlech dat, wat gemaach ginn ass vum Geheimdengscht fréier, dat war, wat een nennt, politesch Bespëzeling bis hin zu politescher Iwwerwachung.

An ech mengen, datt d'Effentlechkeet iwwerhaapt d'Existenz vun deene sougenannten „SREL-Archiven“, wat awer éischer SREL-Fichiere sinn, gewuer gouf, dat war jo d'Resultat och vu pertinenter journalistescher Aarbecht am Kontext vun där sougenannter „SREL-Affär“, vun där mer wëssen, datt déi jo ugaangen ass mat där Revelatioun, datt de fréiere Premierminister mat enger Auer ofgehéiert gi war duerch de fréiere Geheimdengschtschef. An ech mengen, duerfir huet och schlussendlech sech d'Enquêtekommission mat där Problematik beschäftegt an duerfir och dann déi verschidde Recommandatiounen heizou formuléiert.

Ech mengen, déi éischt Recommandatioun vun der Enquêtekommission, déi hu mer jo emgesat respektiv eng Rei Recommandatiounen hu mer emgesat bei der SREL-Reform. A wat hei méi spezifesch déi Données personnelles ubelaangt, déi Datesammlung, do war eigentlech och eng Recommandatioun am Rapport, an dat war déi, datt se geséichert solle ginn, datt

se den Nationalarchive sollen uvertraut ginn, fir datt se virun allem net sollte verluer goen.

Bon, ech mengen, déi zweete Recommandatioun, déi dann zu dësem Kontext war, dat ass eben, datt d'Enquêtekommission gesot huet, et wier wichteg, et wier noutwendeg, datt déi gesammelt Fichen op alle Fall net sollten zerstéiert ginn, op alle Fall net an enger éischer Phas, fir datt een eigentlech kéint dann eng Klassifikatioun, en Inventar maachen a virun allem, datt ee se och kann historesch opschaffen, fir datt se fir historesch, administrativ Zwecker dann herno kënnen gebraucht ginn. An ebe fir dëser Recommandatioun nozekommen, ass da vun der Regierung relativ schnell och dëse Projet de loi geschriwwen ginn.

An ech mengen, vun Ufank un ass ee sech bei esou engem Gesetz bewosst, datt een hei sech op engem ganz schmuele Grat beweegt. Engem Grat téschent den Uspréich vun der Protektioun vun de perséinlechen Donnéeën, dem perséinlechen Dateschutz op där enger Säit, an awer och dem Wonsch an, ech géif emol soen, der Noutwendegkeet vun der historescher Opschaffung vun esou enger ganzer Geschicht, vun esou engem ganzen Evenement.

An, wéi mer wëssen, hu mer jo en Dateschutzgesetz vun 2002, dat eigentlech seet: All perséinlech Donnéeën mussen eigentlech zerstéiert ginn, soubal se net méi gebraucht gi respektiv wa se och illegal erstallt gi sinn. An ech mengen, hei ass dat natierlech kloer de Fall. Dat si Fichen, déi zum gréissten Deel illegal an ouni d'Wësse vun de Leit erstallt gi sinn. An duerfir muss een elo op ee Wee goen, an dee si mer hei gaangen, datt een eigentlech e Projet de loi gemaach huet, wou een eng Derogatioun zu dem Dateschutzgesetz gemaach huet, fir eben da kënnen déi historesch Opschaffung ze maachen.

Mir hunn eis och do inspiréiert. Ech mengen, an Däitschland gëtt et d'Gauck-Behörde, dat ass jo wuel eng vun deene bekanntesten Institutiounen, wann et drëms geet, fir am Kontext vun historescher Opschaffung vu politescher Spionage Erfahrung ze hunn. A mir haten dunn och als Kommissioun décidéiert, fir mam aktuellen Direkter vun der Gauck-Behörde, dem Här Roland Jahn, eng Kéier zesummenzekommen, fir da mat him de Projet ze beschwätze respektiv och seng Vuen anzehuelen, wéi mer kéinte virgoen.

An och de Roland Jahn huet suggeréiert, fir datt een also géif an déi Richtung goe vun enger Démarche d'exception, dat heescht, datt een op alle Fall awer, wann een esou eng Exception zum Dateschutz mécht, dat och soll an engem Gesetz kloermaachen, also op enger gesetzlecher Basis dat géif maachen.

Ech mengen, duerfir ass also och dëse Projet de loi, wou mer dat da festhalen, datt fir déi historesch Opschaffung eng Ausnam gemaach gëtt zu deenen allgemenggültige Regelen. An ech mengen, duerfir war et eis och wichteg, well de Rapport war eigentlech och scho säit praktesch deem Moment, wou mer deen anere Projet vun de Konklusiounen zur Enquêtekommission, d'SREL-Reform, gestëmmt haten, fäerdeg, mä mer haten en op Stand-by gesat, well mer wierklech dann och wollten den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données hunn, ier mer géifen awer dann definitiv dem Rapport zoustëmmen. Mir kruten deen Avis och. An ech mengen, dat huet och keng gréisser Problemer du gemaach.

Wat sinn elo déi wichtegst Elementer vun dem Projet de loi?

Eng Haaptfro ass déi, wéi mer dann elo déi historesch Opschaffung organiséieren, wéi déi duerchgefouert gëtt. An d'Regierung huet déi Optioun geholl, fir en Appel de candidatures, fir et emol esou ze formuléieren, ze maachen, fir d'Historiker ze lancéieren, wou dann eigentlech och jiddwer Historiker, deen interesséiert ass, sech ka mellen, ka postuléieren.

Et ass och esou, datt net den definitive Choix vun deenen Historiker, déi ausgewielt ginn, vun der Regierung gemaach gëtt, mä do ass e Comité, also e Comité de sélection et d'évaluation, deen agesat ginn ass, deen dann deen definitive Choix mécht, wou Leit designéiert gi vun der Regierung, mä awer och vun anere Gremien, a wou och - ech mengen, dat ass awer vläicht och wichteg ze erwänen hei an deem héijen Haus - zwee Deputéierten..., dat heescht, et ass net, datt mir zwee Leit, Experten, designéieren, mä et sinn zwee Deputéierten, déi och dann an dee Comité d'évaluation genannt ginn, fir eben d'Selektioun vun deenen Historiker ze maachen.

Et mussen minimum zwee Historiker sinn, also et soll net den Job vun engem eenzege ginn. Et kann awer och e Grupp vun Historiker sinn, déi e spezifesch Projet presentéieren, fir dat dann ze maachen.

An, bon, ech mengen, et ass dann och d'Aarbecht vun deenen Experten, vun deene Wë-

senschaftler, fir do dann déi ganz Opaarbechtung ze maachen. Ech mengen, dat, wat d'Finalitéit ass, ass, se sollen erausfannen, dokumentéieren eben, a wat fir engem Mooss téschent 1960 an 2001, awer och nach vläicht doriwir eraus, eng gewëss Zort vu Spionage bedriwwen ginn ass, wéi mer se eben do kannt hunn.

Bei där Aarbecht ass am Gesetz och virgesinn, datt d'Historiker sech vun Experte vun den Nationalarchive kënnen ënnerstëtze loosssen, well et hei jo och vill em Tri vu Fiché geet. An d'Experten, déi sëtzen do dann an den Nationalarchiven. Ech mengen, dat ass och eng Ouverture, déi mer gemaach hunn an déi och vum Statsrot suggeréiert gi war, well en Historiker ass net ëmmer onbedéngt gläichzesse mat engem Spezialist vum Archivar.

Et ass och virgesinn, datt bei dësen Aarbechten e SREL-Beamten, -mataarbechter kann derbäi sinn. Hie kann op där enger Säit Hëllef och bréngen. An et kéint jo awer sinn, ech weess zwar net, ech hunn ni an déi Fichen eragesinn, datt do vläicht déi eng oder aner klassifizéiert Fiche wier, déi och eventuell op enger legaler Basis gemaach gi wier an déi och dann an där ganzer Prozedur offiziell richtig klassifizéiert wier, datt hien also och do dann eventuell Accès dorobber kéint hunn, well hie jo dann och déi Lizenz huet, fir dat ze maachen.

Ech mengen, wa Mataarbechter vum SREL do kënnen op d'Fichen Zougrëff hunn, déi klassifizéiert wieren, wann et där nach géife ginn, déi och legal klassifizéiert wieren, da muss dat awer och no dem Prinzip goe vun dem Gesetz vun 2002, datt se mussen genau soen, wéini se dat gemaach hunn, firwat se dat gemaach hunn an esou weider.

Ech mengen, dat ass deen ee Punkt, wéi also déi ganz historesch Opaarbechtung organiséiert gëtt, wien dat ka maachen, wien Abléck an d'Fichen huet.

An dann déi aner grouss Fro, an dat ass och, muss ee soen, an der Kommissioun an och doriwir eraus kontrovers diskutéiert ginn, dat ass: Wat geschitt mat deene Fichen, mat deene Fiché mat den Données personnelles no der historescher Opaarbechtung?

Ech mengen, do sinn d'Meenunge ausereegaangen. Dat ass gaange vun „alles halen“ bis eben „alles zerstéieren“. An dat ass och dat, wat ech viru gesot hunn, datt mer hei eben an engem Kontext sinn, wou dat ëmmer esou téschent deenen zwou Exigenzen natierlech hin an hier ka goen, vun der Protection des données a vun dem awer geschichtleche Wäert, deen déi ganz Fichen hunn.

Ech mengen, a mengen Aen huet de Projet de loi do den Équilibre fonnt téschent deenen zwou Noutwendegkeeten. Wann déi Aarbecht ofgeschloss ass, gëtt en Ofschlossrapport gemaach. Dee gëtt dann och presentéiert. Et muss een och soen, datt do am Prinzip, wann do e Rapport erauskënnt och mat Beispill oder wat weess ech, wéi herno déi Aarbecht ausgesäit, eigentlech d'Donnée-personnelle solle gestrach sinn oder net erkenntlech sinn.

Et kënnen awer, wann de Wonsch do ass vun deene Leit, déi concernéiert sinn, wann déi hiren Accord gi respektiv wa se net méi liewen, hir Nofaren, d'Kanner, oder mat deene se nach zum Schluss an engem Stot zesummegeliéft hunn, déi d'Autorisatioun ginn, datt do och also awer Nimm nach lisibel oder visibel bleiwen an deem Ofschlossrapport.

Mä, bon, dat heescht, herno huet ee bei de Fichen eigentlech dräi grouss Kategorien. Zum engem huet een da Fichen, déi ee wäert halen, déi dann den Nationalarchiven och uvertraut ginn an déi wierklech beispillhaft sinn, fir och déi geschichtlech Opaarbechtung ze illustréieren. Dat gëtt och d'Méiglechkeet, fir datt eventuell an enger spéiderer Etapp ënner engem anere Bléckwénkel zukünfteg Historiker vläicht nach eng Kéier de Bléck drop werfen.

Da sinn och Fichen, déi eventuell klassifizéiert ware respektiv déi vläicht auslännesche Geheimdengschter gehéiert hunn an déi da kéinten dem Service de renseignement zrëckgefouert ginn, wou se awer géifen dann ënnert déi normal Prozedur falen.

Wéi gesot, ech hunn éischer eng Appréciation - et ass awer eng perséinlech -, datt net ganz vill där Fichen do dra sinn, déi eventuell do kéinten dem SREL restituéiert ginn oder wou nach iergendwéi eng Fiche dra wier, déi nach fir eng aktuell Missioun, Aktioun vum SREL relevant wier. Dat gleewen ech och kaum.

An dann all déi aner Donnéeën, also déi net fir en historeschen - wéi soll ech soen? -, fir d'Geschicht an den Nationalarchiven zrëckbehalen ginn, déi net bei der SREL ginn, déi ginn dann eben zerstéiert, fir datt mer eben och domat der Exigenz vum Gesetz vun 2002 dann och kënnen entsprechen.

Et ass och virgesinn, Dir wësst, datt en cours de route eng Rei Bierger sech gemellt haten, vun hirem Recht och Gebrauch gemaach hunn, fir ze froen, ob eng Fiche do wier iwwer si, an Abléck ze hunn. Déi Méiglechkeet besteet och nach weider, wann d'Historiker amgaange sinn, dat ze maachen, respektiv wann d'Historiker Fiché kucken, an et louch schonn eng Demande vir vu fréier vun de Leit, da kréie se dat dann och matgedeelt, fir datt se dat da kënnen consuléieren.

Ech mengen, dat wieren déi Haaptakzenter vun dësem Gesetz. An, Här President, ech mengen, mat dësem Projet de loi setze mer dann de leschten Deel vun de Recommandatiounen vun der Enquêtekommission am Kontext vun den Dysfonctionnementen vum Geheimdengscht em, déi 2013 relevéiert gi waren. An ech hoffen, datt mer domadder och definitiv kënnen en onrümlecht Kapitel aus der rezenter Geschichte vun Lëtzebuerg ofschléissen.

An ouni de Rapport vun den Historiker ofzawaarden, ass fir mech eng politesch Konklusioun haut awer och scho ganz kloer; dat ass da vläicht eppes, wou ech mer erlaben, iwwer meng Roll als Rapporteur erauszegoen. Ech mengen, wa mer eppes aus der rezenter Geschichte vum Geheimdengscht solle léieren, dann ass et dat: Politesch Spionage dierf et zu Lëtzebuerg ni méi ginn!

Ech géif dann och heimadder direkt den Accord vu menger Fraktioun abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Rapporteur. An éische Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

**Discussion générale**

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. De Rapporteur huet beschriwwen, wat Inhalt war am Detail, an ass och e weéng op d'Geschicht aangaangen. Ech wëll an deene kuerze Wieder, déi ech hei wëll soen, e puer Froen an e puer Problemer prezis opwerfen, déi mer an der Diskussioun haten, wéi mer dat Gesetz hei virbereet hunn a wéi mer driwwer geschwat hunn.

Déi éischt Feststellung ass déi, an déi huet jiddweree gemaach, datt d'Existenz vun dësem Archiv a sengem Back-up net der legaler Situatioun vun haut entsprécht, net der aktueller Gesetzgebung, an notament dem Gesetz vun 2. August vun 2002 iwwert d'Protection des données personnelles no misst zerstéiert ginn, och misst elo schonn zerstéiert sinn, well d'Durée de conservation, wat d'Durée de conservation légitime vun dësen Donnéeën ka sinn, sécherlech dépasséiert ass, och wann et sech deelweis em Donnéeën handelt, déi ënner anerem awer och Donnéeën sinn, fir Clearancen ze ginn, a vun der ANS (veuillez lire: vun der Autorité nationale de sécurité) derbäi waren. Ech wëll dat awer derzou soen zu deem, wat de Rapporteur als Beschreibung gemaach huet.

D'Enquêtekommission 2013, wéi se déi Diskussioun gefouert huet, huet awer eppes anescht décidéiert. Si huet décidéiert, datt déi Archiven, esou wéi se wäeren, net géifen zerstéiert ginn, aus deem prezise Grond, well d'Kommissioun wollt, datt eng Conservatioun, eng Klassifikatioun an en Inventaire vun deenen Donnéeën géife gemaach ginn, fir datt ee se duerno zu historeschen an zu administrativen Zwecker kéint gebrauchen. Dat war déizäit an engem méi hëtzege Klima eng Diskussioun, déi awer den Accord vu jiddwerengem fonnt huet an duerno och an deene leschte Méint da vun der Institutiounskommission a vun deene Leit, déi sech em dësen Dossier bekëmmert hunn, huet missen exekutéiert ginn.

A sécherlech huet sech d'Fro gestallt: Wéi exekutéiere mer dat? An déi éischt Fro, déi sech gestallt huet, och an der Frostellung, déi d'Regierung gemaach huet, dat war: A wat fir e Kader solle mer dat Ganz setzen? An d'Fro huet sech gestallt: Jo, brauche mer e Gesetz oder brauche mer keent? An d'Antwort op déi Fro war relativ fréi relativ kloer och: Mir brauchen e Gesetz, aus zwee Grënn. Deen éische Grond ass, fir emol iwwerhaapt där Décioun vun der Commission d'enquête eng legal Basis ze ginn.

En Archiv, wat par rapport zu der normaler Gesetzgebung, esou wéi se haut ass, am Fong net méi sollt existéieren, huet missen, fir datt et konnt weider existéieren, e Gesetz kréien, fir dat Weiderbestoen iwwerhaapt ze autoriséieren - éischstens.

An zweetens, natierlech och, wann een an esou Archive schaffe wëllt goen, wann ee se wëllt historesch opaarbechten, well se awer e confidentielle Charakter evidenteweis hunn, kann et och net sinn, datt een d'Aart a Weis, wéi dru geschafft gëtt, d'Konditiounen, wéi vu wem an enner wat fir enge Prinzipien déi Aarbecht gemaach gëtt, kéint einfach ministeriell décidéiere loosssen.

Do war et fir eis relativ fréi kloer, datt dee Kader nëmmen konnt legal gesat ginn an huet och misse iwwer Gesetz extrem prezis gesat ginn, well och wann déi Donnéeën e gewëssenen Alter hunn, esou ass et awer nach ëmmer evident, datt e ganz grouse perséinleche Charakter an deenen eenzelnen Donnéeën ass, déi do konservéiert sinn.

Et ass och eng Diskussioun entstanen, eng gewësse Kontrovers entstanen tëschent zwee Prinzipien, déi eis alleguer extrem wichteg sinn. Wann een decidéiert, datt ee Recherche mécht, wann een decidéiert, datt een u sech déi Archive fir eng historesch Analys opmécht, dann ass een an dësem Fall tëschent zwee gréisseren Prinzipie gewiescht.

Deen éischte Prinzip, dat war dee vum Recht vun der Recherche, fir iwwer u sech all déi Donnéeën, déi do sinn, kënnen ze verfüegen, fir eng historesch, akademesch Recherche ze maachen. Den Accès also, esou wéi dat bei enger klassischer Recherche ass, misst theoretesch ilimitéiert sinn, misst direkt sinn, misst komplett sinn, misst an der Integralitéit sinn, an et misst och duerno, an dat war dee wesentleche Punkt, eng Liberté de publication doraus entstoen, wann een da wëllt all de Prinzipie vun der fräier Recherche gerecht ginn. Dat war op där enger Säit de grouse Prinzip.

Op där anerer Säit war de Prinzip dee vum Recht vun deem Einzelnen, fir seng perséinlech Donnéeë geschützt ze wëssen. Am Kader vum Gesetz vum 2. August 2002 ass et och kloer, a wat fir engem Kontext dee Schutz sech muss anfangen, well do ass prezis definéiert, wéi deen do Typ vun Donnéeën - Données à caractère personnel - daerf konservéiert, traitéiert a gebraucht ginn. An et ass natierlech extrem schwierig gewiescht, fir e Matenee vun deene Prinzipien och méiglech ze maachen.

Dat ass d'ailleurs eng Diskussioun, déi mer net nëmmen an dësem Text ermënnen. Mir sinn och amgaangen, an deene ganzen Diskussiounen, déi mer ronderëm d'Neischreiwene, d'Neiproposéiere vun enger Constitutioun amgaange sinn ze maachen, am Fong äänlech Diskussiounen ermënzefannen.

Op där enger Säit hu mer an där Propositioun, déi mer an der Constitutioun elo gemaach hunn, eng sougenannt „Autodeterminatioun“ vun den Donnéeën-personellen drageschriwwene, wou jiddweree kann decidéieren, wat mat sengen eegenen Donnéeën da sollt geschéien, op där enger Säit.

An op där anerer Säit si mer och elo amgaangen, op Basis vun deenen Diskussiounen, déi de leschte Freideg waren, mat all deene Leit, déi eis Propositiounen erageschéckt hunn, eis Iddien ze maachen iwwer d'Liberté académique an d'Fräiheet vun der Recherche, déi méiglecherweis, deemo wéi d'Diskussiounen lafen, och emol kéinten eng Introduktioun an eis Constitutioun fannen, wou dann och zwee Prinzipien, déi awer heiansdo kontradiktöresch sinn, constitutionnelle Charakter mat all deene Froe fonnt hunn, déi mer natierlech an dëser Diskussioun, wou mer elo hei sinn, och festgehalten hunn.

De Prinzip, dee sech an dësem Text ermënnen, deen ass a verschiddene Punkten ze deklinéieren, déi awer alleguer ënnereneen interagéieren. Deen éischte Punkt, a fir eis war dee wichteg, dat ass, datt mer wëlle beim Droit commun am Prinzip bleiwen. Dat heescht, datt déi gültig Gesetzgebung iwwer d'Protection des données och a priori applikabel bleift. Éischte Prinzip.

Zweete Prinzip, deen dann derbäigesat ginn ass, datt ass, datt eng legal Basis geschafft gëtt fir d'Conservatioun an d'Utilisatioun vun deenen heiten Archiven, déi dann och nommément als gesetzlech Ausnam considéiert ginn an och extrem prezis an der Definitioun beschriwwene sinn, soudatt et sech nu wierklech ëm en extrem restriktiv Gesetz handelt, wat just op déi Donnéeën ageet an extrem prezis drop ageet, a wou dann och gesot gëtt: Wann déi Ausnam an der Utilisatioun eng Kéier eriwirget, da muss mer ermënnen an den Droit commun zréckfale.

Deen ee Prinzip an deenen anere Prinzip waren eis an dësem Kontext extrem wichteg. An et gëtt och extrem prezis definéiert, wat mat deenen eenzelnen Donnéeën dann daerf gemaach ginn, an dat ass ofhängeg natierlech vum Typ vun den Donnéeën. De Rapporteur huet et beschriwwen: Déi eng, déi sollen un d'Archive-nationale weidergi ginn, déi en historeschen Hannergrond hunn a wou och wichteg ass, datt ee se historesch hält; déi aner an d'Archive vum Service de renseignement zréckgoen am Fall, wou et sech ëm Donnéeën handelt, déi nach eng operativ Valeur hunn; an déi drëtt zerstéiert ginn, déi net noutwendeg sinn, weder fir dat eent nach fir dat anert, soudatt mer dann ermënnen am Kader vum Droit commun handelen.

An eisen Ae war dat eng nuanciéiert Approche, déi probéiert, zumindest am Text, dee mer elo haut hunn, deem Historeschen op där enger Säit an deem Perséinlechen, der Protektioun vun deem Perséinlechen op där anerer Säit och gesetzlech gerecht ze ginn.

Dat heescht implizit awer och, datt mer bei zukünftege Sammlunge vun äänlechen Donnéeën déi Regeln - déi am Kader vun dem Gesetz vum SREL, deen d'lescht Woch gestëmmt ginn ass - och an Zukunft extrem prezis mussen anhalen. Dat heescht, d'Zerstéierung vun neie SREL-Archiven, déi ugeluecht ginn, no ganz prezise Kritären, déi nach mussen an de Reglementer definéiert ginn, a wou et och un der Kontrollkommissioun vun der Chamber ass, fir dann ze verifiéieren, datt déi Kritären, déi do festgesat gi vun der Zerstéierung vun den Donnéeën, och prezis agehale ginn an nächster Zäit. Och dat ass eng Missioun, där d'SREL-Kommissioun oder d'Kontrollkommissioun vum SREL an Zukunft sech muss unhuelen.

Wichtig ass natierlech och gewiescht an deem ganze Kontext, wéi dann déi wëssenschaftlech Exploitatioun vun deenen Donnéeë géif gemaach ginn. Well och do, wann een d'Fräiheet vun der Recherche scho considéiert, war et kloer, datt awer och am Kader vun der Recherche, dann, wa se gemaach gëtt, dann, wann an d'Archive gekuckt gëtt, et méiglech wär, fir alles domat ze maachen, well et sech ëm privat Donnéeën handelt. An do sinn eng Rei Prinzipien, déi hu missen ugeschwat ginn.

Deen éischte Prinzip, dat war: Wie soll dann iwwerhaupt kënnen eng Recherche an deenen Archive maachen? An do ware verschidde Méiglecheeten, déi och duerdiskutéiert gi sinn. Dat éischt an dat Klasescht, dat wär déi gewiescht, et hätt ee beim Stat een oder zwee Leit agestellt an et hätt een deene gesot, als Employé vum Stat: „Maacht eis elo déi Aarbecht do, maacht eis déi Analys!“

Och do war et wichteg, datt mer net, an eisen Aen, op deen do Wee gaange sinn, well dat wär eng sougenannte staatlech Recherche gewiescht an et hätt am Fong dee Relent gehat, dee mer am Fong net wollten, an zwar, datt et u sech staatlech dann och esou encadréiert gewiescht wär, datt déi Fräiheet vun der Recherche net méi erméiglecht gi wär, well se an e Carcan eragedréckt gi wär, wou et ëmmer hätt kënnen ugezweifelt ginn. Et huet also missen de Kader esou gestallt ginn, datt déi Fräiheet och vu jiddweringem kéint akzeptéiert ginn.

Déi zweet Méiglecheet, dat wär et, ganz opzemaachen, esou wéi zum Beispill bei den Archive vum Här Gauck, wou eng ganz Rei Recherche kënnen gemaach ginn. Or, do sinn natierlech och eng ganz Rei Problemer gewiescht. Bei den Archive vum Gauck waren der u sech, déi sollte konservéiert ginn iwwer déi ganz laang Zäit, déi och vun engem Onrechtsstat gesammelt gi waren. Se hätten also e ganz anere Charakter.

Och dee Wee, fir déi total opzemaache fir all Typen vu Recherchen iwwer Joren eraus, huet eis an deem Moment net sénnvoll geschéngt an ass eis als problematesch virkomm, well et sech hei ëm sensibel Donnéeën handelt a well de Stat och an eisen Aen nach ëmmer eng Responsabilitéit hat, fir d'Protektioun vun deenen Donnéeën ze garantéieren.

Duerfir ass eng Zort Zwëschemmodell gewielt ginn tëschent der Fräiheet vun der Recherche an der Protektioun vun den Donnéeën, dee sech charakteriséiert, éischtens, duerch en Appell vu Kandidaturen; zweetens duerch eng Equipe vun Experten, déi muss agesat ginn; drëttens duerch e Comité d'évaluation, wou dann och zwee Deputéierten derbäi sinn. Eppes, wat mer am Fong ganz exceptionnellement maachen, well et net normal ass, datt d'Chamber als législative Pouvoir sech an esou Décisionen amëscht. Well dat hei awer de Wonsch war vun der Chamber, fir et ze maachen, well et aus enger Commission d'enquête erauskomm ass, wollten, ech mengen, déi meescht Fraktiounen sech och där Responsabilitéit net entzéien.

Quitte datt sech déi Fro ëmmer stellt: Fir wie schwätzen dann déi Deputéierten, déi dohinergaange sinn? Ass dat an hirem perséinlechen Numm? Ass dat an dem Numm vun der Chamber? Mat wem schwätze se sech dann of? Eng Rei Froen, déi nach muss gekläert ginn. Mä op jidde Fall ass et elo emol gesetzlech festgehalten.

Och d'Missioun si ganz kloer beschriwwen: natierlech fir d'Éischt e Rapport maachen, deen en historesche Charakter huet, deen awer verbuede krut, d'Donnée-personnellé mat ze integréieren, à moins, datt déi Leit, déi concernéiert sinn, oder hir Familjen, dat expressis verbis erlaben. - E ganz wichtige Punkt an eisen Aen.

Deen zweeten, dat ass, datt se awer net nëmmen e Rapport solle maachen, mä och déi

ganz Klassementer, och déi ganz Recensementer vun den Donnéeën, fir dann déi Andeelung an dräi grouss Bléck vun deene verschiddenen Typen vun Donnéeën, déi een do ermënnen, kënnen ze maachen.

An dat Drëtt, dat ass, datt natierlech d'Gesetz och déi noutwendeg Conditions matérielles schaaft, fir datt déi Aarbecht enner uerdentleche Konditiounen ka gemaach ginn.

Déi aner Fro, déi sech nach hannendru gestallt huet, dat ass: Wie soll dann nach Accès zu deenen Donnéeë kréien? Och bei der Gauck-Behörde ass dat relativ oppen a ganz large behandelt ginn, aus deene Grënn, déi ech virdu genannt hunn.

Hei hu sech eng Rei Froen gestallt: Wie kann dann op wat fir eng Donnéeën Accès kréien? An d'Antwort war relativ kloer, huet eis och logesch geschéngt, aus deene Prinzipien, déi ech virdu genannt hunn: Deejeinegen, dee perséinlech concernéiert ass, kann Accès zu senger perséinlechen Donnéeë kréien. Den Accès gëtt also autoriséiert. Jiddweree fir dat, wat hie concernéiert. A wann eng ganz Rei Demanden erakommen, da kënnen déi natierlech och traitéiert ginn.

An déi, déi elo erakomm sinn a wou u sech scho festgehale ginn ass, datt déi eenzel Leit hir Donnéeë kéinte kucken, dat ass am Fong geholl momentan oui legal Basis gemaach ginn, mä mat dem Accord quasiment vu jiddweringem. Deem gi mer also momentan, also mat dësem Gesetz, eng legal Basis, déi wichteg ass.

En conclusion zu dësem Text wéilt ech soen, datt dësen Text d'Exekutioun ass vun de Konklusiounen, déi d'Enquêtékommisioun 2013 gestëmmt huet; datt dësen Text noutwendeg ass, wann ee wéllt déi festgesaten Zilsetzung vun der Enquêtékommisioun errechen; datt et oui propper, kloer a legal Basis net méiglech wär, déi Exploitatioun ze maachen; datt dësen Text, an eisen Aen, sécherlech en Ausnametext ass an datt mer duerno an den Droit commun vun der Conservatioun an der Protektioun vun den Donnéeën zréckfale; datt, an eisen Aen, dësen Text prezis genuch ass, fir ze garantéieren, datt dës perséinlech Informatiounen geschützt bleiwen, och wa Recherche driwwer gemaach gëtt.

Ech wëll just zum Schluss als leschte Saz nach derzoufüegen, datt et fir mech wichteg ass, datt et fir eis wichteg ass, datt gekuckt gëtt, datt och an Zukunft dësen Text mat all senger Contrainten a sengem Kader prezis agehale gëtt, an datt en net am Laf vun der Dauer, wéi dat alt heiansdo geet, ëmmer an ëmmer méi Opweechunge kritt, wat d'Protektioun vun den Donnéeën personelles ueget.

Ech mengen, datt een do an enger Zäit vu Leaksen, déi hei riets a léns an uewen an ënne geschéien, extrem muss drop oppassen, datt mer de Respekt vun deem, wat mer haut stëmmen, och an deenen nächsten zwee, dräi, véier Joer kënnen anhalen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi och schonn de Rapporteur, den Här Berger, et ervirgehuewen huet, ass deen heite Gesetzesprojet eng direkt Folleg vun den Debatten a vun där Enquête ronderëm d'Dysfonctionnement beim Service de renseignement.

Wann ee sech daerf hei kuerz zréckversetzen an den Dezember 2012, wéi d'Kommissioun déi Enquêtékommisioun agesat huet, do ass ganz kloer, dass notament och déi Aktivitéit viséiert waren, déi de Service de renseignement vun 1960 u bis zum Enn vum Kale Krich hat, also déi éischt 30 Joer praktesch vu senger Existenz. Et geet rieds «d'examiner les méthodes opératives du Service de renseignement depuis sa création et d'en vérifier la légalité.»

Et ass also een Element vun deem Rapport vun eisen Enquäten. Déi hu sech also och ëm déi spezifesch Problematik vun der Iwwerwaachung a vun der Uleeung vun enger Kartei am Service de renseignement gedréit, an déi jo och dokumentéieren, mat wat fir enge Methoden eigentlech de Service de renseignement sengerzäit geschafft huet a wat fir eng Aktivitéiten am Viséier vun deem Service de renseignement waren.

Ech deelen net esou séier d'Aschätzung vum CSV-Spriecher, dem Här Wiseler, hei, deen éischer, mengen ech, wollt d'Bild hei zeechen, dass déi Datei do, oder déi Aktivitéit vum Service vun haut aus gekuckt net de Gesetzer géifen entsprechen.

Ech soen hei ganz kloer, an dat war och feste Bestanddeel vun eise Konklusiounen vun eisem

Rapport d'enquête, dass et sécher och esou ass, dass schonn deemools déi Uleeung vun där Datei a wichtige Elementer net den deemolege Gesetzer entsprach huet. Also, kloer gesot: Dat war illegal, wat sengerzäit gemaach ginn ass, méi oder manner mam Seege vun de respektive Statsministeren, déi vun 1960 u bis viru Kuerzem eigentlech d'Responsabilitéit iwwer deen dote Service hatten. Quitte, dass se sech vläicht net drëms bekëmmert hunn am Detail, mä dat ka si aus hirer politescher Responsabilitéit hei net eraushuelen.

An ech wëll vläicht och, fir et awer hei nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, kuerz zitéieren aus dem Rapport vum 5. Juli 2013, also dee virun dräi Joer hei ugeholl ginn ass vun der Enquêtékommisioun, déi eng Descriptioun e bësse mécht vun där Datei, déi mer elo probéieren, enger neier Bestëmmung eigentlech zouzeféieren a wou mer et wëlle méiglech maachen, dass iwwerhaupt kann eng detailléiert historesch Auswärtung gemaach gi vum Inhalt vun där doter Datei. Wat natierlech mat Stéchprouwen net méiglech ass. Do kritt een eng éischt Impressioun, mä méi wäit konnt een eigentlech net goen. Dat hei gëtt eigentlech déi gesetzlech Grondlag duerfir, dass iwwerhaupt Historiker, Experte sech kënnen mat där doter Matière befaassen.

Ech zitieren aus deem Rapport op Säit 39: «Les milliers de fiches individuelles que contiennent les archives de l'époque démontrent bien que, pendant les décennies de la guerre froide, il était chose courante d'épier les faits et gestes de toutes personnes ou associations soupçonnées d'être un tant soit peu critique face au fonctionnement du gouvernement en place.»

De la création du Service de renseignement jusqu'à la chute du mur de Berlin, les activités du Service de renseignement étaient caractérisées par une suspicion générale contre tout mouvement d'opposition ou simplement critique par rapport à l'État. Le cadre légal faible et vague du SREL laissait en outre une large marge de manœuvre à ses collaborateurs. Les anciennes archives témoignent du système d'observations et de filatures mis en place par le Service de renseignement à cette époque. Les fichiers comportent non seulement des rapports détaillés sur les activités de nombreuses associations de la société civile de l'époque, mais aussi une multitude d'informations personnelles sur des citoyens politiquement engagés. On y trouve même des annotations concernant les mouvements des comptes bancaires de certaines personnes. Ceci laisse supposer que la violation du secret bancaire était chose courante.

Ces actes de surveillance et de fichage ne servaient pas uniquement à assurer la protection extérieure du pays. Il s'agissait effectivement en partie d'une observation d'adversaires politiques qui ne représentaient à aucun moment un quelconque risque pour la sécurité publique.» Enn vun dësem Zitat.

An Dir kennt och de berühmte Sproch vum Här Mille a sengem Gespréich mam Statsminister sengerzäit, wat en iwwer seng Auer opgeholl huet: „Do war jo alles, wat net stramm konservativ war, war statsgefäerdend.“ Also automatesch och am Viséier vum Service de renseignement.

Dat ass déi traureg Realitéit aus där doter Zäit. Déi soll een net beschéinegen. Et soll ee sécherlech och eenzel Elementer vun deem Ganzen net dramatiséieren, well déi Stéchprouwen, déi mer sengerzäit als Enquêtékommisioun virgeholl hunn, hu gewisen, dass ganz villes fichéiert war, hunn awer och gewisen, dass munch Dosiere sech drop beschränkt hunn, fir u sech eng Rei vun Zeitungsartikelen oder Statute vun Associatiounen ermënzegen.

Anerer allerdéngs waren och derbäi, wou Mikrofilmer hannendrunhungen a wou ee gesinn huet, dass déi Leit wierklech observéiert gi si bis an d'Privatliewen eran. Et ass hei scho geschwat gi vun Extrakte vu Bankkonten, déi derbäi waren, Fluchtticketen an äänleches méi. Dat heescht, an eenzelnen Elementer ass et scho ganz, ganz wäit gaangen. Dat war schonn echte politesche Spionage, deen iwwer Strecken do gefouert ginn ass.

Dat ass d'Realitéit. Do soll een dat net elo versiche klengzerieden. Duerfir ass et och wichteg, dass mer eis als Kollektivitéit eigentlech mat deem dote méi däischeren Aspekt vun där Periöd in extenso befaassen.

Selwer mengen ech, d'Commission d'enquête war concernéiert mat deenen ale Fichieren, déi am Keller - déi Leit, déi derbäi waren, wëssen dat nach - vun dem aktuelle Service de rensei-

gnement ënnerbruecht waren. Dat ass also en Handfichier gewiescht mat Kartonskärtercher, schéin no alem Muster, a wou heiansdo dann e Mikrofilm drunhoung, deen eng Referenz gemaach huet dann op aner Dokumenter.

Et ass dat, wat mer konnte kucken. Mir hu Stéchprouwe virgeholl. Mir hu virun allem awer och am Januar 2013 décidéiert - och fir ze verhénnen, dass eventuell Preuvë kéinte verschwannen -, dat Ganzt ze versigelen, mat der Hëllef vun der Police judiciaire, déi eis do bäistoung.

Do hat ech dann ëmmer de Privileeg, fir all Kéiers als President erëm eng Kéier derbäi ze sinn, wann et erëm opgemaach ginn ass, fir dass konnten d'Demandé vum Leit traitéiert ginn, déi ugefrot hunn, ob dann hiren Numm och an deem Fichier wär.

A schlussendlech hu mer och derfir gesuergt, dass kuerz virun der Opléisung vum Parlament - well domadder war d'Versigelaktioun automatesch opgehuewen - och déi ganz al Handarchive séchergestallt sollte ginn an engem speziellen Zëmmer vun den Nationalarchiven, och mat enger spezieller Regelung, wat den Zougang zu deem Zëmmer do ugeet, fir dass also séchergestallt ass, dass elo nach ka weider op deem doten Dokument, op deem dote Fichier geschaff ginn. Dat haaptsächlech, fir also eng historesch Opschaffung vun där ganzer Periode vun den Aktivitéite vum Service de renseignement ze maachen.

Ech mengen, et ass och selbstverständlech esou, et ass haut net den Objet, wéi gesot, vun eis, fir op déi politesch Responsabilitéiten anzegoen, mä et stëmmt ee scho friem, dass en fait et awer esou schéngt, dass plus ou moins déi Leit, déi direkt mam Service de renseignement ze dinn haten, woussten, dass esou Archiven do wäeren. Déi woussten och, dass se déi lescht Joren natierlech net méi aktivéiert ware praktesch. Mä et huet keen Anstalt gemaach, fir iergendeppes domadder unzefänken. Et huet sech wahrscheinlech kee getraut ze soen, si sollen zerstéiert ginn. A wahrscheinlech war d'Hoffnung do, et géif iergendwéini eng Kéier an de Vergiess geroden. Mä dem Här Mille seng Aueraktioun huet derzou gefouert, dass et net an de Vergiess geroden ass. An ech mengen, et ass och richtig, dass mer eis elo konkret domadder beschäftegen.

Wichtig war, dass och séchergestallt war... An eis Dateschutzbestëmmunge si gutt, mengen ech, an där doter Hisicht. Nach muss mer derfir suergen, dass se och respektéiert ginn. An eisem Dateschutzgesetz, wat mer jo e puermol scho modifizéiert hunn, mä deem seng Grondbasis awer op 2002 zrëckgeet, wann ech mech net iren, ass jo och speziell d'Méiglechkeet virgesinn, dass souguer bei Datebanken, déi mat Sécuritétsfroen ze dinn hunn, de Bierger do d'Méiglechkeet huet, fir en Accès ze kréien. Keen direkten Accès, mä en indirekten Accès duerch eng Spezialkommissioun, déi zesummegeesat ass aus dem Procureur général d'État respektiv sengem Verrieder an zwee Membere vun der nationaler Dateschutzkommissioun: Et ass déi berüümt Ad-hoc-Kommissioun am Artikel 17.2 vum Gesetz iwwert den Dateschutz.

Dat huet och gutt fonctionnéiert. Déi Leit hunn et méiglech gemaach, dass wierklech, wa Bierger Nofroen haten, ob si dann an där doter Kartei wäeren, dat nogekuckt ginn ass. D'Antwort ass hinne matgedeelt ginn an och dat, wat iwwer si dra war, konnten déi Leit akucken. Do ass also, mengen ech, wierklech eng propper Aarbecht gemaach gi vun deenen zoustännege Stellen. An eise legale System, wéi mer en hunn, huet och gutt fonctionnéiert.

Ech wëll och soen, dass och an där Zäit vun Enn 2013 bis Mee 2014, also um Héichpunkt praktesch vun där ganzer Diskussioun ronderëm d'Dysfonctionnement am Service de renseignement an och déi al Handdateien, eng ronn 250 Ufroe vu Bierger gemaach gi sinn. 250 Leit hunn ugefrot, fir Zougang ze kréien zu den Datebanken. An, wéi gesot, deen ass hinnen och da gewäert ginn, quitte dass natierlech net jiddwereen herno an deem Handarchiv dra war, deen ugefrot huet. Mä ech mengen, dat huet awer gutt fonctionnéiert. Et war also eng relativ staark Nofro do, fir gewuer ze ginn, wéi et sech domadder huet.

Wat war d'Envergnung eigentlech vun där Kartei, wou mer haut wëllen hei regelen, wat den zukünftegen Accès ugeet? Och do waren am Ufank ganz droleg Zuelen am Gespréich. Ech mengen, et war och de fréieren Direkter, den Här Mille, dee responsabel war fir eng éischt Zuel, déi doruechter geegeschtert ass. Ech mengen, do war rieds ee Moment vun 300.000 - 300.000! - Fichen, déi do wäeren.

Ech referéiere mech awer elo op déi Aussoen, déi eis de fréiere Statsminister Juncker hei virun der Enquêtekommissioun ginn huet, opgrond vun deenen Elementer, déi hien, denken ech, vum Service de renseignement kritt huet, an hie schwätzt do... Ech loosse elo den individuelle Fichier, wat d'Autorité d'habilitation de sécurité ugeet, emol ewech, dat ass en anereren Domän, dat sinn iwwer 6.000 individuell Fichieren, mä dat war all Kéiers verbonne mat iergendenger Prozedur, fir ze kontrolléieren, ob d'Leit d'Clearance kéinte kréien. Mä den eigentlechen Handfichier, wou een dovunner kann ausgoen, dass do an engem gewëssene Mooss och politesch Spionage duerchgefouert ginn ass, dat si 4.168 individuell Fichieren an 2.270 Fichieren iwwer Vereenegungen oder Gesellschaften.

Dat sinn déi Donnéeën, déi eis sengerzäit zur Verfügung gestallt gi sinn. Et bleift, dass dat dote fir dach awer e klengt Land schon eng beträchtlech Envergnung hat, déi et néideg mécht, fir sech nach weider mat deem doten Thema ze beschäftegen.

Wat war d'Recommandatioun vun der Enquêtekommissioun an hirem schrëftleche Rapport? Do war gesot ginn: Ma den Traitement, de Gebrauch an d'Konservéierung vun där doter aler Datei vum Service de renseignement, dat soll den Nationalarchiven zougefouert ginn. Déi Donnéeën sollen da klassifizéiert ginn an inventoriéiert ginn, fir dass et also méiglech ass, dass mer eng historesch objektiv Opaarbechtung vun den Aktivitéite vum Service de renseignement während där ganzer Periode vum sougenannte Kale Krich hei kënnen an deenen nächste Joren duerchféieren.

Weider ass gewäerleescht, dat ass och scho vun de Virriedner ervirgestrach ginn, dass all concernéiert Persoun weider Zougang zu hiren eegenen Donnéeën hunn. Do ännert sech also näischt während där nächster Zäit, soulaang déi ganz historesch Opschaffung dauert. Et ass jo virgesinn, dass déi soll u sech am Prinzip zwee Joer daueren, an do hunn d'Leit déi dote Méiglechkeet.

Sécherlech hat d'Kommissioun sech déi ganz Operatioun méi schnell a méi einfach juristesche virgestallt an hire Konklusiounen. Et huet sech awer relativ schnell erausgestallt, dass ee mat dem Droit commun, mat eisem Dateschutzgesetz eigentlech kaum virukéint op deem dote Punkt an dass muss speziell léigifizéiert ginn, fir et hei méiglech ze maachen, dass Drëttpersounen op esou Donnéeën kënnen zrëckgräifen.

Zemoos well et jo Donnéeën sinn, déi eigentlech zu engem gudden Deel illegal gesammelt gi sinn, ouni d'Wëssen natierlech vun deene Persounen, déi betraff sinn. An dann ass et, mengen ech, net esou, dass een einfach kann zouloossen, dass Drëttpersounen, wat och ëmmer hir Absichte sinn, e fräien Zougang zu deenen doten Donnéeën hunn, ouni dass déi betraffe Leit selwer hiren Accord géife ginn, fir dat ze maachen.

Elo hu mer et awer och net esou gesinn, dass mer Dausende vu Leit a Vereenegunge géife fir hiren Accord froen, fir kënnen déi Aarbechten do ze maachen. Dat geet, wéi gesot, bis op 1960 zrëck. Et ass ganz schwéier, déi Aarbecht do ze maachen an och an der Proportionalitéit vum Opwand bal net ze consideréieren.

Duerfir ass probéiert ginn, hei op där enger Säit d'Recht op Informatioun ze berücksichtigen, op historesch Opschaffung, wéi gesot, vun där ganzer Aktivitéit vum Service de renseignement - Aktivitéiten, déi jo am Numm vum Stat awer duerchgefouert gi sinn -, an d'Recht natierlech op de Schutz och vun der Privatsphäre a vu perséinlechen Donnéeën, dat mer wierklech och muss wuel esou héichhale wéi dat éischt. Et ass also en Ofweie vu gewëssenen Zätsetzungen, Rechter a Fräiheeten, wat mer hei wëlle maachen.

An deen Text, dee schlussendlech zrëckbehalte ginn ass an dem Regierungsprojekt an deen eigentlech an der Philosophie net geännert huet bis zum Schluss, ass deen, dass hei probéiert ginn ass, en Equiliber hierzustellen téschent deenen zwou Méiglechkeeten, wou besonnesch mer eigentlech ofgewacht si vun zwou méi extreme Positiounen, déi een hätt kënnen anhuelen, fir un déi heite Problematik erunzegoen.

Déi éischt extrem Positioun wär gewiescht: Mir halen eis eigentlech un den Droit commun an da mussen en fait all déi illegal gesammelt Donnéeën zerstéiert ginn, kënnen net weider bliwen. Eng Aktivitéit, déi verbueden ass, déi kann een net nodréiglech erëm eng Kéier legaliséieren iwwer iergendee Wee. Dat wär eigentlech déi ganz strikt Aart a Weis, fir et ze maachen.

Domat wär et natierlech awer onméiglech gewiescht, fir méi en déiwien Abléck an déi Vergaangenheet, an d'Aktivitéite vum Service de renseignement ze kréien, fir ze gesinn, mat wat

fir engen Objektiven, mat wat fir enge Methoden eigentlech sengerzäit geschafft ginn ass, wou awer, mengen ech, och en historeschen, en nationalen Intérêt besteet, fir dat erauszufannen.

Déi zweet extrem Positioun wär déi gewiescht: Et wär een total vum allgemengen Dateschutzrecht ofgewach an et hätt ee gesot: „Hei ass fir d'est Land esou eng wichteg Fro, dass mer all Prinzipien, déi mer soss beim Dateschutz héichhalen, ignoréieren a mir maache just de Konträr eigentlech vun deem, wat d'Dateschutzgesetz virschreift, obwuel do illegal Donnéeën dra sinn, obwuel d'Leit näischt dovunner wëssen, dass iwwer si Donnéeën gesammelt ginn.“ Also, ouni si ze froen, bleift elo dat Ganzt fir all Eiwegkeeten erhalen, dass jiddwereen nach kann an 20, 30, 40 Joer nach eng Kéier op déi dote Punkten zrëckkommen.“

Mir hu gemengt, dass een déi zwou extrem, duerchaus denkbar a vertriedbar Léisunge sollt hei écartéieren. Et ass probéiert ginn, wéi scho gesot, eng équilibréiert Léisung hei schlussendlech ze proposéieren, nodeem mer och effektiv den... Et war e ganz interessant Gespréich, wat mer an der Kontrollkommissioun vum Service de renseignement hate mam Här Jahn vun der sougenannter „Gauck-Behörde“, deen eis och un d'Häerz geluecht huet - e sot: „Wann Der vum Droit commun ofwächt, musst Der immens gutt Grënn hunn. Déi muss wierklech kloer sinn, dass déi priméiere par rapport zu allen anere Gesichtsunkten, déi Der normalerweise muss consideréieren.“

Mir hu gemengt, dass mer awer elo an enger net vergläichbarer Situatioun wäeren zu deem, wat de System an der DDR war, dass een also net kéint déi Léisungen, déi fir d'Opschaffung vun der DDR-Vergaangenheet gebraucht gi sinn, hei op Lëtzebuerg applizéieren op deem dote Punkt. Mir sinn also net esou wäit gaangen.

Et ginn elo d'Viraussetzung geschafft, dass eng historesch Aarbecht ka gemaach ginn: Déi Historiker, déi kënnen nach zousätzlech op Experten zrëckgräifen. Déi Historiker, déi ginn och begleet vun engem Comité d'évaluation, deen, mengen ech, och ganz équilibréiert zesummegeesat ginn ass mat zwee Statsverrieder, zwee Unisproffen an zwee Deputéierten, wat - dat ginn ech gären zou - e bëssen eng partikular Zesummesetzung vun engem Begleecomité ass.

An dobäi ass et esou, dass déi och u sech awer zäitlech begrenzt sinn. Déi Missiounen, déi Kontrakter sinn eigentlech op zwee Joer begrenzt, an da muss se e finale Rapport, e schrëftleche Rapport presentéieren. An dee Rapport muss och effentlech sinn. Dat ass am Gesetz hei ausdrécklech verankert.

Duerno kënt et dann zu enger Opdeelung vun deenen Donnéeën, wéi se an der Datei haut dra sinn. Déi eng ginn an d'Nationalarchiven, si bliwen also erhalen. Anerer ginn an d'Archive vum Service de renseignement, well se nach kënnen fir déi Aktivitéiten do genotzt ginn doduerjer, dass se haaptsächlech och natierlech de Besëtzi si vun auslännesche Geheimdëngschter. An en drëtten Deel wäert da schlussendlech zerstéiert ginn, woumat mer dann eigentlech do méi no erëm eng Kéier beim Droit commun ukomm sinn.

Fir eis als LSAP-Fraktioun ass dat heiten en noutwendigen Text, dee kënt, fir déi historesch Opaarbechtung, déi mer indispensable fannen, kënnen propper ze maachen. Et ass eng direkt Folleg vun der Enquête iwwert d'Dysfonctionnement am Service de renseignement. Dat ass also, mengen ech, eng wichteg Etapp, déi mer hei ginn, eng wichteg Konklusioun, déi mer émsetze vun eisen Aarbechten an der Enquêtekommissioun. Duerfir wäerte mer och dat heite Gesetz stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter fir déi gréng.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech denken, dass et scho wichtig an interessant war, dass grad mäi Virriedner hei geschwat huet. Hien ass am Fong geholl en Zäitzei vun deem, wat an der Enquêtekommissioun geschwat ginn ass, wat och do offenbaart ginn ass. Eng Reason de plus, fir elo dat Gesetz haut ze stëmmen. Mä ech denken, dee Rappel, dee mer gemaach kritt hu vun engem, deen derbäi war, war schon impressionnant, well et goufen effektiv erschreckend Découverté vu systematesche Bëspëtzelenge vun der Zivillgesellschaft gemaach a virun allem d'Zréckhale vun enger ganzer Rei vu privaten Donnéeën vun Otto-Jedermann-Bierger a -Biergerin, ouni dass hien oder si iwwerhaupt eng bloss Anung dovunner hat.

Eng zimlech grouss Zuel vun enger ganzer Rei vu Bierger a Biergerinnen, déi eigentlech

éischer eng Unerkennung verdéngt hätte fir hiren Asaz, meeschtens am Kader vun ONGen oder Gewerkschaften, Associatiounen. Mä eben en zivilen Asaz, deen net ëmmer politesch neutral wor; dat muss een och zouginn. An zu den Zäite vum sougenannte Kale Krich a senger dach awer hysterischer Panik virum „Béisen iwverall“ sinn eng ganz Rei vun dese Leit séier vum engagéierte Mënsch zum verdächtige potenziellen Terrorist mutéiert.

Et ass schon immens vill gesot ginn, a vu déi spät Zäit huet et wierklech och net vill Sënn, fir nach eng Kéier datselwecht ze soen, mä et gëtt awer eng Rëtsch vu Punkten, an ech wäert mech och dorop beschränken, déi immens wichtig si fir déi gréng Fraktioun an déi ech och dann dofir hei wëllt ernimmen.

Eigentlech begrësse mir déi Demande, déi Fuerderung vum Conseil d'État, fir den Intitulé ze änneren, deen et esou vill méi richtig ass an och vill méi zrëckgëtt, em wat et haut eigentlech geet. Well d'est Gesetz vun haut huet eigentlech als oberst Zil, eng Derogatioun zum Dateschutzgesetz vun 2002 ze maachen.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Et geet hei eigentlech net em déi ganz Archive vum SREL, et geet och net em Archives historiques, mä et geet em Banques de données historiques, a méi prezis em Données personnelles.

Et geet och hei net em eng grouss an allgemeng historesch Opschaffung, et geet net em en Effort collectif de réflexion autour de la question des archives secrètes, wéi et am Rapport steet. Et geet ausschliesslech em déi Zäitspan vum 1960 bis 2001. An an deser Zäitspan geet et em eng Datebank, déi de SREL sech op eng illegal Manéier ugeluecht huet. Eng Datebank vun nominativ Kaarten, Fichieren a Mikro-fichieren, déi zu der Pabeierkartei gehéieren, souwéi em d'Kopie vun desen Dokumenter.

Mir schafen also mat deem Gesetz eng Zort Ouverture, fir kënnen mat Daten émszegoen, wéi et eigentlech soss net erlaabt wier. An dat ass dat, wat ons haut elo hei haaptsächlech beschäftegt.

An dat ass och scho gesot ginn: Et wor mat Sécherheit d'Besuergnis vun der zoustänneger Kommissioun, awer och d'Besuergnis vun der grénger Fraktioun, fir d'Protection des données engersäits an den Droit à la formation anerersäits matenee kompatibel ze maachen. An et ass och dréms gaangen, dese sensibelen Equiliber ze fannen, well mir grad an esou engem delikaten Domän net den Androck dierfen opkomme loosse, dass mir net wëilten oder net kéinten zur ganzer Oplklärung bäidroen. Bon, mir regelen och herno, wat mat deenen Donnéeën geschitt, mat desen dräi Méiglechkeeten. A mir regelen och, dass mer zum Droit commun zrëckkommen.

Et gëtt och geregelt, dass de Rapport final vun den Experte sech och muss un d'Dateschutzgesetz vun 2002 halen. Keng Donnéeën mat perséinlechen Daten dierfen am Rapport ze fanne si respektiv muss geschwäert ginn. An och den Avis vun der CNPD ass doranner méi wéi kloer.

Fir ons ass et awer... Oder éischer emgedréit: Mir hunn den Droit d'accès limité réglementé fir zwee auserwielte Chercheuren. A fir ons ass et awer schon eng Iwwerleung wäert gewiescht, an déi hu mer och gemaach an onser Fraktioun, well d'Recherche domadder net fräi ass, wat fir ons prinzipiell e Problem ass, well mer ons an eng Situatioun setzen, wou mer ons kënnen eben de Reproche gefale loosse, dass d'Recherche net objektiv ka garantéiert ginn an d'Liberté scientifique net ginn ass. Dat ass e bëssen déi Versioun, déi eng extrem, déi de Kolleg Bodyr virdrun ernimmt huet.

Mir befannen eis hei e bëssen an enger Situatioun, wéi wa mer e Choix misste maachen téschent engersäits der Garantie vum Dateschutz fir all eenzel Privatpersoun, an anerersäits der Garantie vun der fräier an objektiver Recherche. Eng vun deenen zwee... Oder vläicht an deser ausgewielter Solutioun: Déi zwou mussen e bësse vun hirem opginn.

Et ass en delikate Sujet. Mir stëmmen nawell dem Prinzip zou, dass den Émgang mam Dateschutz vun der privater Persoun all Garantie muss bewahren. Et ass eng Fuerderung, déi oft an och an anereren Dossier priméiert. An et schéngt ons logesch, dass mer schlussendlech hei keng Ausnam zu deem Prinzip maachen, trotz gesetzlecher Derogatioun, fir déi historesch Opschaffung vun deem wichtige Deel vun der Zäitgeschicht kënnen ze maachen.

Dat zweet Uleies war fir ons den Droit d'accès un Date vun deene jeeweilige concernéierte Persounen. Déi Persounen, déi fichéiert gi sinn, dass déi déiselwecht bliwen, vun deene Leit, déi schon ugefrot hunn a kucke waren, an deene Leit, déi elo vläicht nom Ufank vun der Expertemissioun och nach wäerten ufroen.



Mir wësse jo schon, datt vill Leit Abléck haten. A mir sinn der Meinung, datt déi Méiglechkeet muss kënnen onageschränkt bleiwe fir déi ganz Period, a sengem Dossier, a seng Fichieren Asiicht ze hunn. Et muss och der Persoun, déi an deem Kontext fichéiert ass, kënnen fräigestallt ginn, iwwer hire Fichier ze communiquéieren, esou wéi si et fir wichteg a richtig fénnt.

Schlussendlech ass et fir ons wichteg a richtig, datt och gegebenenfalls d'Données personnelles ebe verschafft gi vun deenen Expert-historien an datt déi och dem Archivegesetz no traitéiert ginn, och wann eben déi perséinlech Donnée geschwärtzt muss ginn. Deen Deel, deen herno an d'Archive kënn, bleift awer herno e wichtige Témoignage vun deem, wat geschitt ass. An doduerch, datt et e wichtige Témoignage ass vun deem, wat geschitt ass a wat net méi dierf zrëckgeschéien, huet dat schon en historesche Wäert.

An domadder ginn ech och d'Zoustëmmung vun onser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Loschetter. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem ech elo d'Dokumente zu deem Gesetz gelies hunn an all menge Virriedner nogelauschert hunn, hunn ech den Androck, datt ech sielen an enger Situatioun an deser Chamber war, wou esou vill Konfusioun, esou vill Onsicherheit, esou vill Duerjeer war bei engem Gesetz, wéi bei deem heiten!

Et ass jo emol net kloer, zu wat et wierklech déngt a wéi et soll libelléiert sinn, wat den Zweck ass. D'Leit schwätze vun „Zwëschemodell“, vun „Gratwanderung“, vun engem „schwierigen Équiliber“. Et ass eng Konfusioun.

Wat ass Sënn an Zweck vun deem Gesetz? Mir haten an der Commission d'enquête iwwert de Geheimdéngscht e kloeren Optrag: Dat wor d'Konservatioun, d'Klassifikatioun, den Inventaire vu Fichen. Do ass och näischt gesot gi vun externen Experten. Et ass guer näischt gesot gi vun deem, wat soll gemaach ginn. An domadder wore mir och d'accord, well dat hat natierlech an deem Kontext, wou mer waren, e kloeren Zweck an e politeschen Hannergrond.

Mä elo ass eppes anescht doraus entstane, eng aner Fro, déi eigentlech iwwert d'Mandat vun där Commission d'enquête wäit eraus geet. Elo maache mer dann eng Enquête op en Espionnage, la vie et les activités politiques, wat do gemaach ginn ass am Kale Krich, mat engem Projet de recherche. Dat ass also eppes anescht vun där Ausgangssituatioun, wou mer waren an der Commission d'enquête.

A fir eis stelle sech emol am Ufank vun der Diskussioun dräi Froen.

Déi éischt Fro ass: Wann een dann esou e Projet de recherche wëllt maachen, d'Méthode opérative kucken, géif dann iwwerhaupt dat Archiv, wat elo zur Verfügung gestallt gëtt, näamlech déi Données personnelles, duergoen, fir dat ze maachen, wann een dat da wëllt maachen? D'Antwort ass kloer: Neen, well d'Méthode opérative vun engem Geheimdéngscht am Kale Krich geet iwwer Fiches personnelles eraus. Also, dat heescht net, datt mer elo der Meinung wären, aner Archive sollten opgoen ouni legal Basis. Och dat misst eng separat Diskussioun sinn.

Déi zweet Considéatioun ass: Déi Iddi eleng, fir hei vun alle Parteien ze héiere vun engem Espionnage politique, dat ass dach schon eng politesch Viragehollenheet géintiwwer engem Resultat vun enger Enquête! Firwat schwätzt een net vun Observatioun? Firwat schwätzt een net vu Surveillance? Firwat schwätzt een net vun Aktivitéite vun SREL?

Et gëtt direkt emol ënnerstallt, datt eng Activité d'espionnage war, wat eng politesch orientéiert Stellungnam ass. An dat gëtt dat nach mat der Stasi, mat der Gauck-Behörde verglach, wou mer op där enger Säit en Onrechtsstat hate mat politescher Dénonciation, mat Prisong, mat Ennerdrückung, wéi dat an der DDR de Fall war, an op där anerer Säit hei Lëtzebuerg als fräien demokratesche Stat, wou vläicht net alles richtig gelaf ass, mä ouni déi Ennerdrückungsmaschinerie, déi mer aus dem Warschauer Pakt kannt hunn.

Ech hunn den Androck, datt verschidde Leit, wa se iwwert de Kale Krich schwätzen, ënner Amnesie leiden. Hu mir dann hei vergiess, wat dat geheescht huet, de Kale Krich? Dat wor e Krich. Et wor e Kale Krich, mä et wor e Krich. Et wor eng Ennerdrückung. Et wor e Block vu Länner, deenen hir Ugrëffpläng géint eis um Enn vun Kale Krich publizéiert goufen. An hei gëtt esou gemaach, wéi wa keng Gefor bestanen hätt.

An déi drëtt a fundamental Fro ass déi, ob déi Démarche, déi elo hei gewielt ginn ass vun der Regierung, dann net nach eng Kéier d'Privatsphär vun deene Leit violéiert, déi deemools schon ënner Observatioun stoungen - hei gëtt gesot, ënner Spionage -, ob mer net de Risiko vun enger Reviolatioun vun der Privatsphär hei leiden, an ob net den Usaz gewiescht wär, nodeem mer den Optrag vun der Commission d'enquête erfüllt hätten, fir einfach eng Destruktioun vun deene Fichieren ze maachen, fir hir Privatsphär definitiv ze schützen.

Wa mer elo Projet-de-recherche maachen, wéi dat elo hei virgesinn ass, da muss mer emol e puer Konditiounen anhalen. Dat éischt ass: Natierlech ass d'Roll vun de Geheimdéngschter e wichtige Deel aus der Geschicht vun Kale Krich a muss gekuckt ginn, wann een dat da wëllt - an ech mengen, et ass sënnavoll, et ze kucken -, mä d'Mandat muss kloer an éierlech sinn. Et muss kloer sinn, wat d'Zil ass, net wéi hei, wou probéiert gëtt, alles esou hallef ze maachen an e bëssen an dann nach de Risiko ze lafen, fir d'Privatsphär erëm ze verletzen.

Et muss ee wëssen, ob een hei den Optrag vun der Commission d'enquête wëllt erfüllen - dofir brauche mer keng extern Experten, dofir brauche mer keng Projets de recherche - oder ob et ëm eng Geschicht vun SREL geet. An dat ass dann e ganz aneren Exercice, mä dee kann hei net erfüllt ginn an där Form, wéi mer et haut proposéiert kréien.

Dat Zweet ass: Den historesche Kontext muss respektéiert ginn. An am Gesetz steet am Artikel 3.(2), de Contexte géopolitique misst zur Interpretatioun erugezu ginn. Datselwecht gëllt fir d'allgemeng Praxis vun de Geheimdéngschter an Europa an Amerika a fir de Modus Operandi. Och dat muss an der Konditioun vun der Zäit gekuckt ginn, an net mat de politeschen Ae vun 2016.

Déi ausgewielten Historiker mussen héije wëssenschaftleche Kritären entsprechen. Si mussen d'Land an d'Sproche kënnen. Am Gesetz steet keng Konditioun an deem Sënn. A si mussen eng Méthodologie respektéieren, déi den Numm verdéngt. Mir hate Rapporten hei a leschter Zäit an der Chamber, déi sech wëssenschaftlech nennen, awer elementaren Uspréich vun der wëssenschaftlecher Méthodologie net gerecht si ginn.

Déi Historiker sollen eng Clearance hunn. Wat heescht déi Clause de confidentialité, déi elo virgeschriwwen ass? Wa Geheimnisser verode ginn, wann d'Privatsphär vu verschidde Leit violéiert gëtt duerch déi Leit, wat sinn dann d'Konsequenzen, wa se just eng Clause de violation oder eng Clause de confidentialité do ënnerschreiw an déi da violéieren? Ass dat iwwerzeugend?

Bräichte se net awer eng Clearance? Si komme mat Geheimnisser, net nëmme eventuell lëtzebuergesche Geheimnisser, och déi vun auslänneschen Déngschter, a Kontakt, an da gi mir hin a mir erlaben en Zougang zu lëtzebuergeschen an eventuell auslänneschen Informatiounen, ouni gewësse Sécherheitsuferderungen ze verlaangen. Och dat ass net seriö. Wéi sti mir do géintiwwer auslännesche Geheimdéngschter, wa mir do Donnéeën, sensibel Donnéeën eventuell, einfach Leit ginn, déi keng Clearance hunn, wou mer d'Verauensverhältnis vun deene Leit net virdu gekuckt hunn?

D'Mataarbechter vun SREL kënnen hëlfe, wa se gefrot ginn, fir ze hëlfe. Anerersäits seet d'Gesetz am Artikel 3.(11), datt den Direkter vun SREL responsabel fir den Traitement vun den Donnéeën ass. Wéi kann en Direkter responsabel fir den Traitement vun Donnéeën sinn, wa seng Mataarbechter bei deenen Aarbechten emol net kënnen derbäi sinn, wa se net extra invitéiert ginn? Onrealistes!

D'Mataarbechter vun den Nationalarchiven, déi kënnen awer dauernd derbäi sinn. Hunn déi dann eng Clearance? Wéi ginn déi ëm mat Staatsgeheimnisser, déi se eventuell kenneléieren? Wéi ginn déi ëm mat privaten Donnéeën, déi se gewuer gi vu Leit, déi nach liewen, a mat Donnéeën, déi eventuell duerch Violatioun vun Bankgeheimnis oder anere Saache gemelt goufen? Och dat ass net kloer.

D'Resultater vun der Recherche, déi kënnen einfach esou publizéiert ginn. Do gëtt sech op en abstrakte Prinzip beruff, d'Liberté de la recherche, deen net spezifizéiert ass. En interessant Konzept. Ech kann dat hei elo net diskutéieren, well mer d'Zäit feelt.

Mä wéi ass et mam Schutz vun der Privatsphär? Wéi ass et mam Schutz vu Staatsgeheimnisser? An da komme mer hin, an da steet an engem Gesetz: D'Experten definéieren, wat den Intérêt historique national ass. Wou... A wéi engem Land gëtt et dat?

Hei ass eng Kommissioun, do sëtze Profen vun der Uni dran, da ginn do Experten, zwee oder méi, en Team, wou net gesot ass, wéi eng Qualifikatiounen déi mussen hunn, an dann defi-

nieren déi Experten ouni staatlech Awierkung, wat en Intérêt historique national ass. Et ass d'Aufgab vun enger Regierung an d'Verantwortung vun enger Regierung, fir dat festzuleeën, an net vun iergendwelchen, ouni se wëllen ze dénigréieren, et si vläicht ganz kompetent Leit... Mä hei stiel sech d'Regierung aus enger Verantwortung, fir ze definéieren, wat den Intérêt historique national ass a wat net.

Dann ass et fir eis vun essenzieller Wichtigkeet, wann elo déi Données personnelles do sinn an deenen Archiven an d'Experte solle se kucken - déi Experten hu weider kee Recht, fir an d'Privatsphär vun de Leit wullen ze goen -, firwat gi mer dann net de Leit d'Méiglechkeet, selwer ze decidéieren, ob se den Experten Zougang zu hiren eegenen Donnéeën erlaben oder net? Hei gëtt dat virusgesat.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

An dat, wat déi Parteien, d'Gambia-Parteien eigentlech dem Stat fréier reprochéiert hunn, datt de Service de renseignement d'Privatsphär vun de Leit violéiert hätt - illegal, gëtt gesot -, dat maache se dach hei och! Firwat gitt Der net de Leit d'Méiglechkeet, déi Fichen an den Archiven hunn, selwer ze decidéieren, ob d'Experten hir Fiché kënnen kucken oder net? Dann hätt Der d'Privatsphär respektéiert! Da wäert Der kredibel! Elo sidd Der et net, well Dir maacht datselwech en enger anerer Form wéi dat, wat Der deenen anere virdu reprochéiert hutt: Dir gitt privat Donnéeën vu Leit eraus!

Dann, an de Konklusione vun der Commission d'enquête steet ausdrécklech en Droit à l'oubli. An den Droit à l'oubli, dat heescht fir eis d'Zerstéierung vu privaten Donnéeën an net nach hir Konservéierung an ech weess net op wéi vill Joer, dat ass net preziséiert. Mä op jidde Fall ass och do eng Kontradiktioun an dem Optrag vun der Enquêtékommisssioun, deen Droit à l'oubli gesot huet, an deem, wat elo hei geplangt ass.

Fir eis ass kloer: Mir verschléissen eis kenger wëssenschaftlecher Recherche: mat enger kloer legaler Basis, engem kloer politeschen Optrag, enger kloer politescher Verantwortung. Wann hei Leit identifiziéiert kënnen ginn, si oder hir Virfaren, da muss den Droit d'opposition existéieren, den Droit à la discrétion, de Respekt virun deene Leit an hirer Privatsphär. An dat ass hei och net garantéiert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An eiser Konklusio, well ech mengen, leider mat eisen zéng Minutte muss een ëmmer relativ séier sinn, an ech géif zum Beispill iwwert dat Konzept vun der Liberté scientifique vill méi laang hei diskutéieren.

Mä de Mandat ass konfus. De Mandat ass net konform zu deem, wat d'Commission d'enquête parlementaire hei festgeluecht huet. Et geet driwwer eraus an dem Hannergedanken, fir nodréiglech e politesche Prozess géintiwwer dem Geheimdéngscht ze maachen. Et mengt ee bal, wéi gesot, d'Leit géife bewosst verkennen, wat de Kale Krich war. Oder Verschiddeener wëlle vläicht hir eege Vergaangenheet hei e bësse schéischwätzen.

Et sinn am Kale Krich Leit ginn... Et gëtt ëmmer gesot, déi wären à aucun moment eng Gefor gewiescht. Et goufen der, déi eng Fénneft Kolonn wollten sinn! Et goufen der, déi eise Gesellschaftssystem an eis demokratesch Fräiheeten a Fro gestallt hunn! Et goufen der, déi eng Gefor fir eis demokratesch a fräi Gesellschaft woren! Loosse mer et net vergiessen.

Mä dat, wéi hei domadder ëmgaange gëtt, mat deem Héritage, dat ass lichtfankeg. Wéi gesot, de Stat riskéiert hei eng zweete Kéier, d'Privatsphär vun deene Leit ze verletzen. Dat ass eppes, wat mir net wëllen ënnerstetzen. Mir riskéieren, eist Veruansverhältnis zu auslännesche Staten op d'Spill ze setzen.

► **Une voix.** - Hoho!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mir riskéieren en irresponsablen Émgang mat perséinlechen Donnéeën. An dat seet d'Commission nationale pour la protection des données: «Elle regrette (...) le manque de précision dans le projet de loi quant aux conditions et modalités d'utilisation des données par les experts pendant leur mission.» Eng Regierung, déi sech uschéckt, heihinnerzekommen an ze soen: „Et ass dach schlëmm, wat geschitt ass,“ - a si huet recht, wann dat wouer ass - „datt do privat Donnéeën gesammelt gi sinn!“ - a si mécht haut u sech d'Dier op, fir eng zweete Kéier d'Violatioun vun de private Rechter vun de Leit ze erméiglechen, déi huet wierklech kee Grund, houffreg op hir Aarbecht ze sinn!

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

(**Hilarité et interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De leschte Riedner ass den...

(**Interruption**)

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat ass ganz richtig!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De leschte Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass just de Contraire vun deem, wat den Här Gibéryen an der Kommissioun sot.

► **Une voix.** - Genau de Contraire!

(**Brouhaha**)

► **Une autre voix.** - Dir hutt dee matgedroen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...steet net am Rapport.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Am Rapport ass d'Zerstéierung net virgesinn, just de Contraire: d'Klassifizéierung an den Inventaire! An den Inventaire, deen zerstéiert een net!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mä den Droit à l'oubli steet do. An Dir respektéiert deen net!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Kuckt d'Konklusioenen! Dir vermëscht Saachen hei mateneen, wéi Der andauernd Saache vermëscht. Sécher!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann ech heihikommen, liesen ech...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass Är Spezialitéit!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An elo huet just den Här Baum d'Wuert. Här Baum, fänkt un!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass de Geck mam Här Gibéryen gemaach, dat do.

(**Interruption**)

Domadder hutt Der och keng Problemer.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Bodry, haalt wann ech gelift d'Diskussioun um politeschen Niveau...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...amplaz mat déplacéierte perséinleche Bemierkungen ze probéieren, politesch ze sinn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech weisen Är Kontradiktiounen op. Dat hutt Der net gären, gell Diert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hu guer näischt dergéint, wann Dir Kontradiktiounen opweist, wa se politesch korrekt sinn, wëssenschaftlech stéckhalteg an net op engem niddrege perséinlechen Niveau.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här Baum, setzt lech duerch! Setzt lech duerch!

(**Brouhaha**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech soen nach eng Kéier: Dir sot hei de Contraire vun deem, wat den Här Gibéryen matgemaach huet an der Kommissioun.

► **Une voix.** - Neen, nach net.

► **Une autre voix.** - Dat sidd Dir net.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Voilà. Här President, fir dann och nach mäi Pfefferkär hei bäizeleëen: Wéi mer virun e puer Wochen dat neit SRELS-Gesetz vottéiert haten, géint eis Stëmmen, dunn ass e Reportage um 100,7 gelaf, en Interview mam Charel Hoffmann, dee fréieren, also fréier-fréieren Direkter vun Geheimdéngscht, wou et och iwwer Contre-espionnage gaangen ass. An den Här Kartheiser gëtt jo net midd ze soen, wéi schweier a wéi geféierlech déi Aarbecht war. An esou gefrot ginn, de Charel Hoffmann, mat wéi ville Fäll vu Contre-espionnage hien dann an där schwieriger Aufgab ze di gehat hätt. An esou huet gesot, datt effektiv senges Wëssens keen esou ee Fall opgedeckt gi wier. Ech kann dat awer net aschätzen; ech sinn en Nogebuereen zu där Zäit. Ech denke just, et muss ee Saachen och relativéieren kënnen.

Här President, d'Enquêtékommisssioun, déi de 4. Dezember 2012 agesat gouf, hat zum Zil, déi operativ Methode vun SREL zanter senger Grënnung an d'Legalitéit dovunner ze iwwerpräieren en vue vun engem Rapport mat Konklusioenen, déi der Chamber de 5. Juni 2013 presentéiert goufen. Mir kennen d'Geschicht.

Während der Enquête ass d'Kommissioun op Dausende vu Fiché vu Persounen an Organisa-



tioune gestouss, déi vum SREL an de Jore 60 bis 2001 gréisstendeels illegal ugeluecht goufen. Illegal, och schonn zu de Kritäre vun der deemoleger Legislatioun.

De lëtzebuergesche Geheimdengscht huet also während Jore politesch Spionage no banne géint seng Bierger gefouert; géint en Deel vu senge Bierger. Dës Fiché waren Deel vun der Enquête an och Deel vum Rapport. Och wann d'Kommissioun net d'Méiglechkeet an d'Fäegkeeten hat - den Här Bodry huet vu Stéhprouwe geschwat -, se intensiv ze analyséieren, esou ware si nawell Deel vun effentlechen Débat. Ganz vill Lëtzebuergere waren dovunner betraff, well se, wéi den Direkter Marco Mille an deem berüumten Auereninterview gesot huet, „net stramm konservativ“ waren. Zur politescher Responsabilitéit gehéiert dann och, datt et eng Antwort ginn ass vum Premierminister, deem deemolegen, dee gesot huet: „Jo, jo.“ Dat heescht, en Ageständnis vun där doter Praxis.

Eng vun den immediatsten Konsequenzen vun deem Rapport, zu deem, wéi gesot, och dësen Deel vun de SREL-Archive gehéiert huet, war d'Opléisung vum Parlament an d'Ausruffe vun Neiwahlen, déi zu där heiteger politescher Koalitioun gefouert hunn. Et war en historesche Moment, egal wéi een dee bewäert.

Dee Rapport, dee vun de Parteien, déi och elo an der Regierung sinn, guttgeheescht gouf, hat eng Retsch Recommendationen; dorënner hu sech déi zwou éischt direkt op d'Fiché bezunn. An zwar gouf festgehalen, datt: éischters, dat Ganz, «l'ensemble des documents et informations», dat Ganz an Dokumenter an Informatiounen, déi an där Datebank wieren, eng historesch Bedeitung hatt a se duerfir op kee Fall, «en aucun cas», zerstéiert dierfe ginn; zweetens, dës Datebank un d'Nationalarchive sollt goen; fir, drëttens, Konservéierung, Klassifizéierung an Inventariséierung, mam Zil, fir se fir historesch an administrativ Zwecker ze benotzen; an natierlech, véiertens, datt déi Betraffen dës Dokumenter consultéiere kéinten.

D'Kommissioun war also fest iwwerzeegt vun der Noutwendegkeet vun der historescher Opaarbechtung vun dese Fichieren an domadder och vun der Opschaffung vun der Roll vum Geheimdengscht oder vun engem Deel vun der Roll vum Geheimdengscht an a kuerz nom Kale Krich.

Här President, mir mengen, datt dese Gesetzestext, dee mer virleien hunn, där Ambitioun net gerecht gétt. Jo, e riskéiert souguer a verschidene Beräicher Fakten ze schafen, déi irréversibel sinn.

Entgéint deem, wat ee kéint mengen, geet et bei dësem Gesetzesprojekt manner ëm den Erhalt oder d'Konservéierung vun deenen Donnéeën, wéi ëm d'Méiglechkeet, se ze zerstéiere respektiv se erëm an de Besëtz vum SREL zrëckzeiwwerféieren.

En Expertegrupp aus Chercheurs historiens huet déi duebel Aufgab vum, éischters, Tri vun den Donnéeën a vun, zweetens, engem wëssenschaftleche Rapport vum Inhalt vun deenen Donnéeën aus der Datebank. Zum Tri vun den Donnéeën gehéiert, datt als éischt déi Informatiounen vun der Datebank, déi vun auslännesche Servicer oder Organisatiounen komm sinn an deenen hir Propriétéit et ass, an déi Dokumenter, déi de SREL elo nach brauch fir d'Weidererfüllung vu senge Missiounen, datt déi erëm sollen un de SREL zrëckgoen.

A wien tranchéiert dat wuel? Ma wuel éischer de SREL selwer, well, wéi de Statsrot scho bal zynesch seet: «Le Conseil d'État voit en effet mal des experts-historiens décider des besoins actuels du SRE sans l'assistance de ce dernier.»

Als zweet Element vum Tri ginn dann all déi Donnéeën, wou den Expertegrupp féint, datt se net engem Intérêt historique national géifen entsprechen, zerstéiert. Mä dat ass awer eng komesch Notioun: den Intérêt historique national. A wien definéiert, wat dat dann ass? An dësem Fall den Expertegrupp selwer!

An och hei kann ee sech, zesumme mam Statsrot, just wonneren, well et eng onkloer

Notioun ass, déi gegebenenfalls iwwert d'Destruktioun vun Donnéeën entscheet. Eng Notioun, déi och net am Gesetzesprojekt 6913 iwwert den Archiving virkënt. Et ass also net d'Logik vum Archivéieren oder Erhalen, déi priméiert, mä eng, déi d'Dier wäit opmécht zu dierchaus willkürlechen Interpretatiounen.

De Statsrot gesäit dat och esou a schreift: «L'appréciation (...) de la notion utilisée (...) „intérêt historique national“ (...) risque d'évoluer dans le temps et partant comporte le risque majeur de vouer à la destruction des données apparemment de peu d'importance à l'heure du tri, mais qui pourraient se révéler cruciales plus tard.»

An hirem Avis zum Gesetzesprojekt iwwert den Archiving, den 6913, begréisst d'Associatioun vun de Bibliothécairen, Archivisten an Dokumentaristen d'Kritären, déi an deem dote Gesetz sinn, wat mer virleien hunn, mä wou de Statsrot nach keen Avis dozou ginn huet. Déi Kritären, déi do drastinn, ginn ausdrécklech begréisst, well se en Arbitraire versichen, esou gutt wéi et geet, auszuschléissen. En Arbitraire, deen awer och schonn an der Vergaangenheet zu der Zerstéierung vun Dokumenter gefouert huet, wourobber d'ALBAD, d'Organisatioun och opmierksam mécht. An hei, hei komme just déi Dokumenter, déi deen doten Tri iwwerstinn, dann an d'Nationalarchiven a bleiwe fir d'Fuerschung zougänglech.

Et gétt zwar e Rapport vun den Experte gemaach, deen alleguerten d'Dokumenter berücksichtege soll, mä spéitstens sechs Méint duerno verschwénnt een Deel vun den Dokumenter dann erëm an de SREL an en aneren Deel gétt zerstéiert. Wéi grouss déi Proportiounen sinn a wéi grouss domadder iwwerhaupt nach dat ass, wat der Nowelt erhalte bleift, datt ass am Moment iwwerhaupt net ofzegesinn!

Här President, historesch a wëssenschaftlech Fuerschung sinn awer ënnert deenen dote Konditiounen schwéier méiglech, well e wichtige Bestanddeel vu wëssenschaftlecher Recherche ass d'Iwwerprüfbarkeet vun Donnéeën. Awer do, wou Sourcë feelen, well se eventuell zerstéiert sinn, ass dat och net méi dran.

Och do huet de Statsrot zu Recht den ursprénglechen Titel vum Gesetz a Fro gestallt, wéi en am Ufank geheescht huet: «régissant les archives historiques du Service de renseignement de l'État». An de Statsrot seet: Dat sinn net d'Archiven, well zu den Archive vum SREL gehéiert nach wesentlech méi! Mä dat, wat hei gemengt ass, ass d'Auswärtung vu just engem begrenzter Zuel vu Fichen, déi am Kader vun der parlamentarescher Enquête saiséiert goufen.

Also der Analys vun deem Expertegrupp gehéiere just déi fonnten Dokumenter an an net de SREL-Archiv. Also, et ass och keng historesch Analys iwwert de SREL, wou een déi awer eventuell bräicht, déi Archiven, fir kënnen Zesummenhäng feststellen. Zesummenhäng, wou et am Exposé des motifs vum Gesetz heescht, datt et drëm géif goen: «le cheminement qui va du recueil de l'information à la prise de décision, constitue une deuxième dimension de l'analyse du renseignement. (...) Cette approche (...) permet dès lors de reconstituer l'écheveau complexe des processus de décision en politique étrangère et d'analyser les facteurs géopolitiques et économiques des années 1960 à 2001.»

Mä ech froen: Wéi soll dat do méiglech sinn, mat enger just ageschränkter Datelag an net mat engem Accès zu de SREL-Archiven? Wéi soll de Wee da kënnen analyséiert gi vun der einzelner Informatioun, déi recueilléiert ginn ass, bis zum politeschen Décisionsprozess? Well duerfir misst een dach aneren Archive gesinn och vun aneren Institutiounen. Dëst ass awer net den Optrag an de Champ d'étude vun dem Expertegrupp.

Här President, mir fäerten, datt hei esou gemaach gétt, wéi wann et ëm d'wëssenschaftlech historesch Opaarbechtung vun den Aktivitéiten vum Geheimdengscht aus de Joren 1960

bis 2001 géif goen. Mir mengen, datt esou eng Opaarbechtung zu historeschen Zwecker, ënnert deenen dote Viraussetzungen, awer ganz schwéier méiglech ass! An datt se virun allem zukünftige Fuersungen duerch d'Méiglechkeet vun der Zerstéierung entzu gétt, well hei de gesetzleche Kader dofir geschafte gétt.

Mir liesen aus deem heiten Text, vum Exposé des motifs iwwert d'Prozedur vun der Nominatioun vum Expertegrupp bis zu den Dispositiounen iwwert d'Weiderverwendung vun där Datebank, iwwerdäitlech d'Handschrëft vum Geheimdengscht eraus. Mir mengen, datt hei geheimdengschlech Considéatiounen iwwerweien an Iwwerleeungen iwwerweie par rapport zu historeschen.

De Rapporteur huet säi Rapport domadder opgehalen, datt e gemengt huet, datt an dësem Fall en onrümlecht Kapitel zougeschloe géif ginn. Mir mengen, datt historesch Aarbecht awer grad doranner besteet, Kapitelen, och wa se onrümlech sinn, opzeschloen an ze erfuerschen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt de Premier- a Statsminister.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Villmools Merci, Här President. Dese Gesetzesprojekt iwwert d'Archive vum Service de renseignement ass jo am Fong eng Optragsaarbecht, déi d'Regierung kritt huet vun enger parlamentarescher Enquêtekommissioun, déi an hirem Rapport vum 5. Juli 2013 déi Saache recommandéiert huet.

Ech stellen och fest - dat, wat den Här Bodry virdu gesot huet -, dass tatsächlech am Ufank an de Konklusioone stoung: «que ces documents ne devraient en aucun cas être détruits». Dat war an de Konklusioone vun der Kommissioun!

Haut gétt gesot, et soll alles zerstéiert ginn, direkt. Tatsächlech, dat steet hei schwaarz op wäiss, dat ass net eng Erfindung vum Deputéierte Bodry. Dowéinst sinn ech e bëssen och iwwerrascht iwwert déi Interpretatioun, déi haut da gemaach gétt, dass een iwwerhaupt näischt soll halen an direkt alles soll zerstéieren.

Firwat? Ech ginn elo net méi op den Detail an iwwert déi dräi verschidde Kategorien. Ech mengen, verschidde Leit hunn et och scho gesot. Mä et sinn deemools Saache geschitt, déi net an der Rei waren.

Ech war als Member vun där Kommissioun mat an de Keller. Mir hunn do festgestallt, dass Leit ënner Observatioun waren, wann Der et esou wëllt nennen, op jidde Fall um Radar ware vum Service de renseignement, déi sech wierklech näischt virzwerfen haten. Mä einfach, well een eng Kéier a Russland war, a Rumänien war, well ee Kontakt hat mam Centre Pouchkine oder op engem Concert war, dat ass duergaangen deemools, fir kënnen vum Service de renseignement op d'mannst op de Radar gesat ze ginn. Dat ass eng Tatsaach. An ech mengen, dass et ganz, ganz wichteg ass, dass mer och déi Saachen, dee politeschen Espionnage, wann een dat och esou wëllt nennen, op jidde Fall dat ënnerbannen.

Déi Donnéeën, déi perséinlech Donnéeën si vun 1960 bis 2001 - dat ass net während e puer Joren, mä vu 1960 bis 2001 - vum Service de renseignement gesammelt ginn an déi sollen ebe vun deem Grupp vun Experten historesch a wëssenschaftlech och ausgewäert ginn.

Ech hat a menger Deklaratioun, Här President, den 10. Dezember 2013 iwwert de Regierungsprogramm jo och schonn ugekënnegt gehat, dass all d'Regierungsparteien de Wëllen haten, sech de Recommendationen vun der Enquêtekommissioun och unzuschléissen an déi gesammelt Donnéeën enger Analys ze ënnerzëien an e spezifescht Gesetz zu dësem Zweck auszuschaffen. Dat ass d'Resultat vun deem Text, dee mer haut an der Chamber och stëmmen.

Dëst Spezialgesetz dréit dobäi zwou Exigenze Rechnung, déi an onsen Ae ganz, ganz wichteg

sinn: Dat ass de legitime Schutz vun der Privatsphär an d'Recht vun der Allgemengheet an och vun deene Betraffenen, ze wëssen, ënner wéi enger Form an a wéi engem Ausmooss justement tëschent de Joren 1960 an 2001 et zu politescher Iwwerwaachung och zu Lëtzebuerg komm ass.

Ech ginn elo net drop an op den Appel à candidatures, mä fir eis ass et immens wichteg, dass mer mat der Chamber an och zesumme mat der Uni Lëtzebuerg a mat der Regierung do dee Grupp, dee Comité d'évaluation hunn.

Mir sinn der Meenung, dass dat näamlech och de Garant ass, Här President, dass dee Projet am beschten den Ufuorderungen och vun der Enquêtekommissioun kann entgéintkommen an dass och déi bescht akademesch Standards hei respektéiert ginn. Ech mengen, dass et am Intérêt och vun der Aarbecht ass.

Jo, mir mussen an eis och kucken. Mir sollen aus der Geschicht och d'Lektioune léieren. Dofir si mer der Meenung, dass déi heiten Aarbecht net vu Muttwëll ass. Et ass eng Responsabilitéit vun eis alleguerten, ze wëssen, vu wou mer kommen, fir och ze wëssen, wouhi mer ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen zum Projet de loi 6850 a mer kënnen zu der Ofstëmmung iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6850 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 59 Deputéierten hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 54-mol Jo a 5-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6850 est adopté par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Marcel Oberweis), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

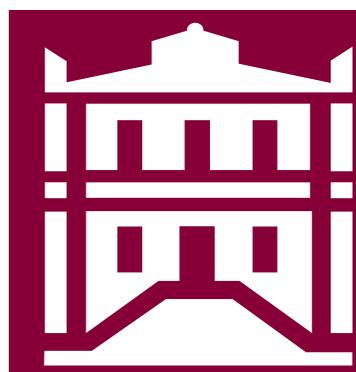
Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

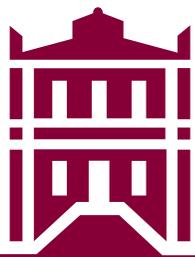
Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechten ukomm a mer gesinn eis erëm muer de Mëtteg ëm zwou Auer. Merci an e schéine Rescht vum Owend nach!

(Fin de la séance publique à 20.52 heures)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 6969 - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;

- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

### 3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. 6929 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de:

1. la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

2. la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

5. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et de

6. la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Franz Fayot (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 5. 6969 - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;

- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. 6963 - Projet de loi

- portant introduction en matière de taxe d'abonnement de l'obligation de dépôt électronique des déclarations par les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement;

- modifiant la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- modifiant la loi modifiée du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques;

- modifiant l'article 2200 du Code civil; et

- abrogeant l'article 2201 du Code civil

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 7. 6972 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 8. 6971 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, signé à Bruxelles, le 5 février 2015

- Sans rapport et sans débats

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 9. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- Vote sur la candidature unique

### 10. Discours de M. le Président

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Pierre Gramegna, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et gesäit esou aus, wéi wa mer prett wieren, an duerfir maachen ech d'Sézung op. E schéine gudde Mëtteg!

Ech froen direkt den Här Finanzminister, ob d'Regierung eng Matdeelung ze maachen huet.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Näischt Spezielles, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da kënnen mer direkt zum Projet de loi 6969 iwwergoen, eng europäesch Direktiv, déi d'Prozedur vum Audit nei regele soll. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur vum Projet, den Här André Bauler.

## 2. 6969 - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;

- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Auditfirme spillen an der heiteger Welt eng wichteg Roll, well se d'Konte vu grouse Firmen an Institutiounen ënnert d'Lupp huelen an esou sécherstellen, dass d'finanziell Situatioun, esou wéi se beschriwwen gëtt, och der Realitéit entsprécht.

Duerch dës Kontroll kënnen Drëttakteuren, zum Beispill potenziell Investisseuren a Kreditinstitute, ganz sécher sinn, dass dat, wat si an de Joresberichter liesen, der Wourecht voll a ganz entsprécht an dass d'Firma se net op d'Aen dréckt. An enger Welt, an där d'Kapital ganz mobill ass a wou Investitiounen dacks e ganz wichteg Element fir de Wuesstum bedeiten, sinn d'Auditfirme souzesoen d'Wiechter vun den États financiers. Haut geet et drëm, dës wichteg Roll weider ze festegen, andeems besonnesch EU-wäit harmoniséiert Norme fir d'Professioun vum Audit festgehele ginn, dést en vue vun engem fonctionnéierende Bannemaart.

Här President, de Gesetzesprojet mat der Nummer 6969 gouf den 18. März 2016 vum Finanzminister déposéiert. Den 28. Abrëll huet

den Institut des réviseurs d'entreprises en Avis zum Gesetzestext ugehol. D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de Gesetzestext den 3. Mee ënnert d'Lupp geholl, ier de Statsrot dunn de 7. Juni säin Avis zum Text ofginn huet. D'Handelskummer huet hiren Avis och dësen Dag formuliert. De 16. Juni huet d'Finanz- a Budgetskommissioun, och Cofibu genannt, eng Rei Amendementer festgehalen, déi de Statsrot de 5. Juli a sengem Avis complémentaires analyséiert huet. De schrëftleche Rapport gouf dunn den 8. Juli an der Cofibu guttgeheescht.

Schonn am Joer 1998 hat d'EU-Kommissioun festgehalen, dass et an der Europäescher Unioun keng harmoniséiert Approche gëtt, wat déi legal Kontroll vun de Konten ueget. D'Direktiv 2006/43 vum 17. Mee 2006 war dunn e wichteg Schrëtt an d'Richtung vu gemeinsamen Standarden, wat d'Auditen ueget. Et ass besonnesch ëm d'Konditioun vum Agrément a vum Enregistrement vun deene Persounen gaangen, déi en Audit maachen, genau sou wéi ëm d'Onofhängegkeet vun den Auditfirmen.

Dëst ass wichteg, wann eng fair, eng gerecht Konkurrenz tëschent den Auditfirmen an der EU erreicht soll ginn, dat andeems d'Servicer vun deenen eenzelne Firme vergläichbar kënnen sinn oder kënnen ginn. Dës Direktiv ass duerch d'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert de Beruff vum Audit an eist nationaalt Recht iwwerdroe ginn.

Am Joer 2016, also no der Finanzkris, war d'EU-Kommissioun der Meenung, dass d'Transparenz an d'Objektivitéit vun den Auditfirmen nach ze wënschen iwwreg loosse géifen, dést och, well d'Auditfirmen an deene Jore virun der Kris hir Aarbecht net ëmmer esou gemaach hunn, wéi se hätte sollen. Wann d'Investisseu-

ren den Auditfirme selwer awer net méi gleewen, well deenen hir Reputatioun ugeschloen ass, da fléisst natierlech vill manner Kapital duerch d'Ekonomie.

D'Kommissioun huet des Weideren och drop higewisen, dass et néideg wier, nach méi eng harmoniséiert Approche zu esou Auditen ze hunn. Si huet duerfir eng Direktiv op de Wee bruecht, déi dës Problematik an de Grëff kréie soll, d'Direktiv 2014/56 vum 16. Abrëll 2014.

Här President, op dëser Plaz geet et drëms, déi ugeschwaten Direktiv an eist Lëtzeburger Recht ze transposéieren. Mir abrogéieren dat besteeënd Gesetz vum 2009 a schreiwen d'Regelen zu den Auditfirmen nei, dést fir d'Qualitéit vun esou Auditen ze verbessern. Et geet besonnesch ëm d'Onofhängegkeet vun den Auditeuren, déi gestärkt soll ginn, an ëm d'Afierung vu strenge Regelen an dësem Kontext. Fir eng héich Qualitéit vun Informatiounen, déi an esou engem Audit matgeliehwert ginn, ze garantéieren, ginn international Auditnorme benotzt, fir déi legal Kontroll vun de Konten duerchgefieren.

Doriwwer eraus heescht et och, d'Iwwerwachung vun den Auditfirmen ze verbessern EU-wäit, dést duerch onofhängeg Iwwerwachungsautoritéiten, déi iwwer Sanktionsmëglichektee verfügen an och de Pouvoir hunn, fir eng Enquête kënnen duerchgefieren.

Ech wëll drop hiweisen, dass d'CSSF an dësem Kader Reklamatiounen vun Drëttpersounen unhuele kann. Esou gëtt awer och zum Beispill en europäesche Pass oder Passeport fir d'Ser-

vicé vum legale Contrôle vun de Konten agefouert, dat an der Optik, fir ee Marché unique ze verwickelen. Des Weidere gëtt d'Koordinatioun tëschent den nationale Kontrollautoritéit verbessert, andeems de sougenannte Committee of European Auditing Oversight Bodies geschaf gëtt, deen all déi national Institutionen zesammenzitt.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn awer och nach punktuell Ännerungen um Gesetz vun 2009 virgeholl, déi iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Auditreform ginn. Dozou gehéiert eng Ausdehnung vun de Befugnisse vum Réviseur d'entreprises. Doriwwer eraus kritt d'CSSF, wéi d'éinescht bemierkt, d'Kompetenz, fir Reklamatiounen vun Drëttpersonen entgéintzuehuelen, wann et ëm de legale Contrôle vun de Konte geet.

Här President, d'Kontabilität ass haut eng héich technesch a prezis, well norméiert Sprooch, an d'Auditfirmen mussen kucken, dass dës Sprooch richteg benotzt gëtt, well wann et zu lertümmer an der Kontabilität kënnt an déi ginn net behuuewen, da kann et an eise moderne Finanzsystem oder Finanzapparat zu Feelerwécklungen kommen. Et ass duerfir nëmme richteg, dass mir haut en Text virun eis leien hunn, deen de Beruff vum Audit oder Auditeur stäerkt, soudass dës Leit hirer Aarbecht an aller Seriositéit bezéiungswies Gewëssenhaftegkeet nogoe kënnen.

Dat gesot, soen ech alle Bedeelegten, dem Finanzminister, senge Beamte Merci. Ech wëll dat bei dësem Merci och beloussen. Ech ginn natierlech och heimat den Accord vun der demokratischer Fraktioun. An, Här President, ech bedanke mech fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur fir säin exzellente Rapport. **(Interruptions et hilarité)**

An ech géif schonn am Virus dem Här Laurent Mosar Merci soen.

**(Hilarité générale)**

**Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir sidd ze schnell de Mëtten!

Merci natierlech och vun eiser Säit un eisen exzellente Rapporteur André Bauler, deen amgaangen ass, sech zu engem ausgewiesene Finanzspezialist ze entwéckelen. Vu datt den Här Bauler esou kloer an detailléiert a sengen Aussoe war, brauch ech eigentlech net ganz vill derbäizesetzen. Ech wollt trotzdem nach eng Kéier déi dräi Hauptpunkte vun dësem Projet de loi resüméieren, wat eng Transpositioun vun enger Direktiv ass.

Fir d'Alleréischts gëtt nach eng Kéier d'Roll vum Auditeur ganz kloer definéiert.

Zweetens - an dat ass e Punkt, mengen ech, Här Finanzminister, dee gëtt ëmmer méi wichteg -: Och hei gëtt den europäesche Pass agefouert. Mir hunn an deene leschten Deeg, besonnesch am Kontext vum Brexit, ëmmer erëm héieren, wéi wichteg den europäesche Pass ass, fir datt och an Zukunft kënnen allegueren déi Auditeuren, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, och vun deem europäesche Pass profitéieren, wat hinnen dann och d'Méiglechkeet gëtt, am EU-Ausland aktiv ze sinn.

An da ginn awer och eng Rei vun internationalen Norme weider fortgeschriwwen. Och dat ass en äusserst wichtige Punkt.

Ech wollt vläicht ganz kuerz, Här Finanzminister, zwee Punkten eng Kéier kuerz uschneiden, an ech wär och frou, wann Der eis vläicht herno kéint do déi eng oder aner Äntwert ginn.

Fir d'Alleréischts ass et jo esou, datt dat hei en extrem komplexen Dossier ass mat schrecklech villen Artikelen. Wéi gesot, de Rapporteur huet versicht, sech do derduerch ze beginn. An do sinn natierlech eng ganz Rei vun Dispositiounen, déi si relativ flou, wat och net aneschters ka si bei esou engem Projet. An do, mengen ech, schéngt mer wichteg ze sinn, datt awer elo op verschidde Punkten d'CSSF Prezisiounen gëtt fir d'Professioun vum Audit, wéi och sollen déi Artikelen ausgeluecht ginn. Ech wëll och do op den Avis vum Institut des réviseurs hiweisen, dee sech och mat där doter Thematik beschäftegt huet. Also ech wier wierklech frou, wann och esou schnell wéi méiglech d'CSSF do kéint Prezisiounen ginn.

Ech wëll och soen, ech gesinn dat net als en Nodeel, datt hei op enger Rei vu Punkte mer net ze vill prezis sinn. Dat gëtt eis och eng gewësse Marge de manœuvre. Mä et wier awer trotzdem wichteg, Här Finanzminister, wann

do d'CSSF relativ schnell géif déi Prezisiounen ginn.

En zweete Punkt, wou ech lech wollt sensibiliséieren - mä ech mengen, Dir sidd sensibiliséiert -, dat ass natierlech, wann elo deen europäesche Pass do agefouert gëtt, heescht dat jo och, datt aner Auditeuren direkt hei kënnen op Lëtzebuerg kommen. Déi kënnen sech och melle fir öffentlech Ausschreibungen. Dat ass ëmmer eppes, wat fir eng relativ grouss Konkurrenz ka suergen.

Mir ass an der zoustänneger Kommissioun vun Are Leit gesot ginn, datt do awer gewësse Konditiounen wäeren, nottamment datt, wann auslännesch Auditeure kommen, se missten awer hei zu Lëtzebuerg e Büro hunn, datt se eigentlech net einfach esou kéinte kommen. Wéi gesot, ech wollt lech nach eng Kéier fir deen dote Sujet sensibiliséieren.

Pour le reste si mir natierlech mat deem Projet de loi d'accord a mir ginn och eis Zoustëmmung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann huet d'Wuert den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleginnen, Här Minister, wa mer haut iwwert den Audit schwätzen, denke mer natierlech allegueren haapt-sächlech emol un d'Big Four. An ech géif gären hei drun erënneren, dass virun net allze laanger Zäit déi Big Four nach hei zu fénnf wäeren. Ufank 2000er Joren, kënnt Der lech erënneren, ass Arthur Andersen am Sog vun Enron-Skandal ënnergaangen. An deemools ass dunn an der Nofolleg dozou the Sarbanes-Oxley Act an Amerika verabschit ginn.

De Sarbanes-Oxley Act, dat war e Gesetz, wat als Éischt méi schaarf Regelen am Beräich vum Audit édictéiert huet. Et huet deemools fir déi éischte Kéier déi Notioun vu Conflict d'intérêts an d'Auditprofession mat erabruucht an et huet d'Auditfirmen dozou gezwongen, sech anescht opzestellen. An d'Reaktiounen an Europa koumen dunn e puer Joer méi spéit an der Form vun der Direktiv 2006/43, déi de Rapporteur André Bauler a sengem gudden Rapport mentionnéiert huet an déi mer hei am Dezember 2009, also scho mëtten an der Finanzkris, transposéiert hunn an eist Gesetz.

Wat ass dunn 2008/2009 geschitt an der Finanzkris?

Ma et ass erauskomm, dass eng Partie Auditfirmen, wéi scho gesot ginn ass, hir Aarbecht net esou seriö gemaach hunn, wéi se hätte vläicht sollen, an dass eng ganz Partie Firme falsch oder op d'mannst keng ganz prezis Konten hatten an den Audit also defizient war. An elo, eben elo Mëtt 2016, transposéiere mer deenen, den nächste Schrëtt an der Supervisioun vum Audit.

Dat ass eng Direktiv, déi scho länger Zäit ënnerwee ass, déi scho laang diskutéiert ginn ass, an déi Direktiv huet eben zum Zweck, fir den Audit besser, also nach méi wahrheitsgetreu ze maachen. Bei dësem Gesetz sinn am Wesentlechen déi grouss Entrepreneuren, cotéiert Entreprisë betrafft. Dat sinn déi, déi een Entités d'intérêt public nennt. An och hei geet et erëm eng Kéier, e bëssen äänlech wéi ëmmer an deenen Diskussiounen, och schonn deemools beim Sarbanes-Oxley Act, ëm d'Onofhängegkeet vun den Auditeuren.

D'Auditeuren, déi op där enger Säit den Audit maachen, also de Contrôle vun de Konte vun enger Gesellschaft, an op där anerer Säit awer Services annexes ubidden, wéi Conseil an der Steuerberodung zum Beispill oder Conseil am Domaine réglementaire, hunn - an do brauch ee keen Expert ze sinn, fir dat ze verstoen - en natierleche Conflict d'intérêts, well wann een op där enger Säit enger Entreprise Servicé verkeeft an op där anerer Säit soll hir Konte kontrolléieren, da kann dat, dat eent op dat anert, wat d'Impartialitéit ugeet, en negativen Effekt hunn.

An d'Fro ass diskutéiert ginn an der Cofibu. An d'Fro kann ee sech och stellen, ob elo mat dëser Direktiv an dësem Gesetz déi Problemer, wat d'Impartialitéit an d'Conflict-d'intérêts ugeet, ganz aus der Welt geschaaft sinn.

Ech fir mäin Deel sinn do skeptesch. Déi Direktiv an dat Gesetz hei si sécher e Schrëtt an déi richteg Richtung, mä et ass awer och kloer, dass et e Kompromëss, eng Kompromëssléiung ass, nottamment wat de Principe de rotation ugeet, d'Dauer vun deem Principe de rotation, dass dat sécher keen Allheilmittel ass.

Dat gesot, sinn hei e puer gutt Elementer derbäi, op déi ech géif gär ganz kuerz agoen. Dat éischt Element, dat ass eben dee Principe de rotation. Dëse Prinzip erlaabt et, dass esou eng Entité d'intérêt public net éiweg vun darselwechter Auditfirma kontrolléiert gëtt. Et gëtt hei e Principe de rotation no 20 Joer, mengen ech, wou no zéng Joer muss en Appel d'offres gemaach ginn, fir deen Auditeur ze remplacieren.

Dat ass laang, ëmmer nach ganz laang. An och do kënnen sech Verkrustungen bilden, an ebe wéinst där Relatioun, déi sech ganz staark mécht iwwer esou eng Zäit, kann dat en Effekt hunn op d'Qualitéit vum Audit. Mä et geet an déi richteg Richtung.

Den zweete Punkt ass dee vun der Limitatioun vun de Services annexes. Auditfirmen kënnen elo just nach 70% vun hire Revenuen duerch Services annexes maachen, 70% par rapport zu deem Chiffer, dee se um Audit maachen. Dat ass eng Limitatioun, déi och, bon, déi net alles léist, mä déi awer och an déi richteg Richtung geet.

Da kënnt och nach eng Kreatioun vun deem Committee of European Auditing Oversight Bodies. Och dat ass eng Verbesserung. An da schlussendlech féiere mer och, an dat ass interessant, nach e Whistleblowing an am Beräich vum Audit, wou u sech dann, äänlech wéi et dat elo scho bei der CSSF gëtt an och äänlech wéi bei de Fongen, eben Employéé vun Auditfirmen, wa se dann Infraktiounen zu de Regele constatéieren, kënnen do dat melle beim Régulateur.

Voilà, aus all deene Grënn, well dat hei an déi richteg Richtung geet, si mir och als LSAP fir dëse Projet de loi. Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An ech ginn elo d'Wuert der Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir bleift just nach den Accord vun der grénger Fraktioun zu ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Och d'ADR wäert dësen Text matstëmmen. Mir félicitéieren dem Rapporteur! A virun allem och dem Franz Fayot seng Explikatiounen ware ganz opschlösseräich. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hu keng weider Wuertmeldungen, ginn dann direkt d'Wuert weider un de Finanzminister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech freeë mech natierlech driwwer, dass mer hei e Konsens hunn, fir déi heiten Direktiv an d'Lëtzebuurger Recht ëmzesetzen. Vläch e Wuert iwwert d'Wichtigkeet vum Secteur vun der Révision a vum Audit zu Lëtzebuerg. Dat ass e Chiffre d'affaires zu Lëtzebuerg vun enger Milliard Euro. Dat stellt 2% vun eisem Räichtum duer, 2% vun eisem PIB.

De Franz Fayot huet ganz richtegerweis den Historique gemaach, wéi wichteg deen Domän ass a wéi deen evolueiert huet, an huet och drop higewisen, wéi wichteg a komplizéiert dee Secteur ass. Ech géif och gären dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säi Rapport, deen och d'Wichtigkeet vun der Direktiv ënnertrach huet.

Well mir eng grouss international Finanzplatz sinn, ass natierlech de Service, deen d'Révisseure bréngen, vun extrem grousser Wichtigkeet. A well et esou e Stelleg wäert huet, hu mer och drop gehalen, fir esou séier wéi méiglech dës Direktiv ëmzesetzen. Mir sinn och eent vun deenen éischte Länner an Europa, wat dat mécht.

Zum Projet selwer. D'Direktiv 2014/56, déi verschafft och iwwerschaaft dat Gesetz vun 2009, wat mer haten. Do gesäit een also, dass an deem heiten Domän relativ vill Evolutionen sinn.

Déi zwee Hauptpunkte vun der Direktiv si schonn ugeschwat ginn. Deen éischten ass d'Obligatioun vun enger Rotatioun bei de Révisseure maximal no zéng Joer. All zéng Joer soll also eng Entreprise hire Réviseur änneren. Et gëtt zwar eng Méiglechkeet, fir et ze verlängeren, mä da muss een et awer frësch par appel d'offres public ausschreiwen. Ech verstinn déi Kritik, déi seet, zéng Joer ass awer och nach eng relativ laang Zäit. Fir déi, déi a verschiddeenen Entrepreneuren tätég sinn, déi wëssen, dass d'Entrepreneuren an der Pratique zu Lëtzebuerg en fait scho virun zéng Joer eng gewësse Rotatioun aféieren.

Deen zweete Punkt ass effektiv d'Separatioun tëschent den Aktivitéiten vum Audit op där enger Säit an der Aktivitéit vun der Berodung vun de Firmen. An do ass et relativ kloer, dass hei eng gewësse Limitéit agesat gëtt vu 70%, wou ee warscheinlech eréischt mat der Pratique ka feststellen, ob dat duergeet. Mä mir hunn eis hei ugeleent un dat, wat d'Direktiv virginn huet.

Mir hunn och, wat d'Conflict-d'intérêts ubelaangt, net ganz vill missen zu Lëtzebuerg änneren, well mer d'Regele vun der International Federation of Accountants zu Lëtzebuerg hei ganz staark applizéieren an der Pratique. An dofir waren eis Akteuren dorobber scho virbereet.

Elo zu engem ganz wichtige Punkt, deen och den Deputéierte Mosar évoquéiert huet, dee vum europäesche Pass. Et ass esou, dass duerch déi Direktiv hei e Réviseur d'entreprises, deen an engem anere Land an der EU etabléiert ass, ka Revisiounen hei zu Lëtzebuerg maachen. A mir hunn do virgesinn, dass dat natierlech méiglech ass, well dat de Marché unique och hiergëtt an dat dës Direktiv virgesäit, awer mat enger gewësserer Restriktioun, andeem mer exigéieren, dass den Haaptpartner, deen d'Revisioun mécht, hei zu Lëtzebuerg muss etabléiert sinn.

Dës Konditioun hate mer och schonn am Gesetz vun 2009. An ech mengen, dass dat de richtegen Équilibre ass tëschent de libres Prestations de services vum Bannemaart op där enger Säit an awer och enger nécessairem Ubannung vum Réviseur un eist Land, fir dass och d'CSSF kann hir Kontrollen hei exercéieren.

Zum Schluss nach zwee Punkten, an zwar, dass mer och de Rayon d'action oder d'Kompetenze vun de Révisseure méi breet gemaach hunn. Si kënnen en fait elo alles maachen, mat Ausnam vum Audit. Do maache mer also hire Rayon d'action méi breet.

An dat Zweet, wat ech nach wollt soen, dat ass, dass elo och Reklamatiounen vun Tiersé kënne bei der CSSF ugemellt ginn.

A leschtens wollt ech den Här Mosar rassuréieren, dass ech och effektiv d'CSSF wäert drop opmierksam maachen, ech hat dat och wëllen, dass natierlech d'Circularen oder d'Prezisiounen, déi néideg sinn, sollen esou séier wéi méiglech gemaach ginn, an engems wou ee sech awer vläicht och inspiréiert un deem, wat an deenen anere Länner gemaach gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir sinn domat um Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet ukomm a mer kënnen elo iwwert de Projet de loi 6969 ofstëmmen.

D'Ofstëmmung fänkt un - misst eigentlech ufänken.

**(Interruptions diverses)**

Mir ginn dem Apparat nach eng Chance.

**(Brouhaha)**

Ech mengen, en huet en Ermüdungsbroch.

**(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - E wäert schonn am Congé sinn.

**3. Ordre du jour**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech mengen, mir ginn zum nächste Projet iwwer.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An da maache mer d'Votten, wann d'Maschinn erwächt ass.

Kréie mer eng Meldung?

**(Concertation interne)**

De System huet sech e bëssen opgehaangen. Dat ass awer kee weidere Problem. Mir huelen en erof.

Da gi mer op deen nächste Projet iwwer, de Projet 6929, deen en neie Statut fir alternativ Investitiounsfonge schaaft. An d'Wuert huet direkt erëm deeseweichte Rapporteur, den Här André Bauler.

**4. 6929 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de:**

**1. la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;**

**2. la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal;**

**3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;**

**4. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;**

**5. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et de**

## 6. la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler** (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all véierter Euro an eise Statsbudget kënt direkt oder indirekt vun der Finanzplaz. Ouni dëse Finanzsektor glorifizéieren ze wëllen, muss een awer zouginn, dass mer eis villes hei zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill modern Infrastrukturen oder eise Sozialstat, net an deem Mooss leeschte kéinten, wa mer net, wéi mer et gewinnt sinn, op d'Revenue vun der Finanzplaz zréckgräife kéinten. Duerfir ass et wichteg, dass mer weider innovativ bleiwen, dass mer d'Palett vun hiren Services a Produkter ëmmer nees erëieren, virun allem fir an der internationaler Konkurrenz Bestand ze hunn.

Ech sinn duerfir dankbar, de Mëtten op dëser Plaz de mëndleche Rapport zu engem Projet de loi maachen ze kënnen, op den d'Akteure vun der Plaz schonn eng Zäit waarden. Et handelt sech méi genee ëm d'Afféierung vun engem neie Regimm fir sougenannt Fonds d'investissement alternatifs réservés, ofgekierzt FIAR.

ler ech an den Detail vun der Matière ginn, wollt ech kuerz den Historique vun der legislativer Prozedur maachen. De Gesetzesprojet 6929 gouf de 14. Dezember 2015 vum Här Finanzminister déposéiert. Den 22. Februar huet dunn d'Chambre de Commerce hiren Avis zum Gesetzestext ugeholl, ier de Statsrot säin Avis den 8. März adoptéiert huet. Och d'Chambre des Notaires huet en Avis verfaasst, nämlech den 31. Mee 2016.

Nodeems d'Cofibu den Avis vum Statsrot an hiren Sëtzung vum 21. Juni analyséiert hat, huet si eng Rei Amendementer technescher Natur ugeholl, fir den dräi formellen Oppositionen entgéintzekommen. Dës goufen dann och de 5. Juli vum Statsrot guttgeheescht, sou dass d'Kommissioun de Rapport den 8. Juli unhuele konnt.

Här President, mir hu fir de Moment eng duebel Kontroll vun eise Fongen. Ech erkläre mech. Dat modifizéiert Gesetz vum 12. Juli 2013 iwwert d'Gestaltung vun alternativen Fongen huet d'Direktiv 2011/61 an eist nationaalt Recht ëmgesat an hält fest, dass de Gestionnaire sécherstelle muss, dass säin alternatiiv Fonggeschäft éischtens déi sougenannt „Règles Produits“ aus dem ugesprochene Gesetz anhält, an zweetens d'Dispositionen vum spezifesche Gesetz respektéiert, sief dat elo d'Gesetz vun den OPCen, d'Gesetz vun de FISen oder awer och d'Gesetz vun de SICAVen.

Doduerch hu mer am Moment eng Situatioun, an där d'CSSF engersäits de Gestionnaire vum Fong selwer iwwerwaacht an anerersäits och de Produit, d'Produkt, also de Fong u sech kontrolléiert. Ob gewollt oder ongewollt, mir sinn zu Lëtzebuerg an dës duebel Kontroll eragewuess, well si ass éischer eng Konsequenz aus der Geschicht.

Éischtens, d'Lëtzebuerg Finanzplaz huet zanter Joren, besonnesch zanter der Ëmsetzung vun der éischer grousser EU-Fongendirektiv 1988, op d'Entwécklung an den Know-how am grenziwwerschreidende Verdeele vu Fongeprodukten gesat, déi Fongeprodukten, déi also vun enger exzellenter Marque de fabrique a Kontroll profitéieren, well da kënnen mer se gutt mam europäesche Pass verkaufen.

Zweetens, d'Finanzkris vum 2008 huet awer och nei Problemer belicht. Wéi kritt een d'Gestionnaire vum zum Beispill Hedgefongen eeneermooose kontrolléiert? Wéi soll ee verhéieren, dass si op der Juegd no hirem Bonus net nees de falschen Reizer nolafen an d'Marchéen destabiliséieren?

Sou kounn et zu engem Ëmdenken um Niveau vun der internationaler Reglementatioun. Et gëtt elo méi Wäert op d'Kontroll vum Gestionnaire geluecht, op d'Substanz vun senger Struktur, seng mënschlech an technesch Mëtten, d'Valeur ajoutée vu senger Aarbecht a wéi wäit hien d'Netz no frësche Sue vun externe Clienten an Investisseuren auswerft.

Et muss een awer elo wëssen, dass dës duebel Kontroll net emol vun der Europäescher Kommissioun gefuerdert ass, eng Kommissioun, déi an der Direktiv vun 2011 an d'Richtung gaange war, fir nëmmen de Gestionnaire selwer, an net méi de Produit u sech ze kontrolléieren. Dorüwer eraus hu mer am Moment scho Länner an der Europäescher Unioun, wou dës duebel Kontroll net méi spillt.

Här President, dës duebel Kontroll kann natierlech am Interess vum Investisseur sinn, dat well eis CSSF souwuel de Gestionnaire wéi och de Fong u sech iwwerwaacht.

Op där anerer Säit ginn et awer och vill Akteuren um Marché, fir déi esou eng duebel

Kontroll net néideg ass, dat well se selwer entscheede kënnen a wëllen, a wéi ee Fong se investéieren. Si wëssen also selwer, wéi en Typ vu Portfolio si wëllen, an dee si asteige wëllen, sief dat éischer an Aktien, an Obligatiounen oder an Immobiliën an a Währungen, oder och nach an Immobiliën oder Rohstoffe oder an e Mix vun allem.

Ech denken hei besonnesch un institutionell Investisseuren, u Pensionsfongen zum Beispill. Esou Leit wëllen och beispillsweis selwer decidéieren, ob de Fong aktiv oder passiv gemaagt gëtt. Et handelt sech hei also ëm professionell Akteuren, déi och agreéiert sinn an e ganze Pool un Investitiounen managen a wëssen, wat se maachen, Leit, déi déi technesch Detailler vum Geschäft kennen. Dëst sinn also keng Privatpersounen selwer.

De Präis vum Entréesticket spillt do och eng Roll. De Mindestasaz, fir an esou e Fong anzukommen, verlaangt, dass ee sech scho ganz gutt iwwerleeë muss, jo professionell ofschätze muss, fir do matzemaachen. En Nodeel vun den aktuelle Regimier fir dës Akteuren ass besonnesch deen, dass hire Fong fir d'Éischt den Accord vun der CSSF muss hunn, ier en um Marché aktiv ka ginn.

Dëst ass e Prozess, deen awer e puer Méint dauere kann, Méint, an deenen d'Investisseure riskéieren, dem Gestionnaire dovonzulafen. Dat heescht awer och, dass d'Gestionnaire nëmmen lues op spezifesche Demanden um Marché reagéieren kënnen. Si kënnen verschidde Clientellen also nëmmen ganz schwéier bedéngen.

Här President, fir dës Situatioun elo opzehiewen, proposéiert de Gesetzestext, dee mer haut de Mëtten diskutéieren, d'Afféiere vum FIAR, vun engem Fong, deen ebe keen Agrément vun der CSSF muss hunn, ier en um Marché aktiv ka ginn. Fir d'Gestionnaire huet dat e ganz kloer Virdeel. Well déi duebel Kontroll vun der CSSF an deem Kontext ewechfällt, gëtt d'Zäit tëschent der Schafung vun esou engem Fong a senger Vermarktung däitlech erofgesat.

Wann d'CSSF geleentlech Zäit brauch, fir e Fong ze geneemegen, da kënt dat dohier, dass si sech déi berechtigt Fro stellt, ob de Produit och Bestand kann hunn. Dës Fro gëtt elo net méi vun der CSSF bei de reservéierten alternativen Investmentfonge gestallt. Villes hänt also vun der Gewëssenhaftegkeet vum Gestionnaire of. An do spillt jo déi verstärkt Kontroll vum Gestionnaire duerch eng CSSF oder en equivalente Régulateur am Ausland.

Wann de Gestionnaire vun engem Lëtzebuerg Fong, deen duerchaus ausserhalb vun der EU etabliert ka sinn, esou wéi d'Direktiv AIFMD et virgesäit, verantwortlech, gewëssenhaft handelt, dann ass dat sécherlech kee Problem. Wann ee Fong, seng Ausrichtung a seng Zesummesetzung awer net méi vun der CSSF kontrolléiert a bewäert gëtt an och vun engem Gestionnaire verwalt gëtt, deen net hei zu Lëtzebuerg etabléiert ass, mä deen am Ausland kontrolléiert gëtt, da fällt aneren Akteuren hei am Land eng besonnesch Verantwortung zou. Sinn dat Notairen, d'Affekoten, déi Fonge schafen, d'Auditeuren, déi se revidéieren, mä awer virun allem d'Dépositairen, déi meeschtens e Finanzinstitut sinn an déi zu Lëtzebuerg gesidelt mussen sinn, entweder iwwer hire Sëtz oder eng Succursale. Et si si, déi am Fall vun engem FIAR eng net onbedeitend Responsabilitéit droen.

Wann ee gesäit, dass eis Banken hei am Land awer éischer preventiv ausgerichtet sinn, also Fongen, déi immens aggressiv um Marché virgoe wëllen, éischer ofleenen, da sinn d'Risiken an deem Beräich éischer geréng, well finalement sëtzt d'Bank jo selwer mat am Boot. Si huet also keen Interessi drun, e Produit unzuhuelen, dee si selwer an d'Labrante kéint bréngen.

Et muss eis hei zu Lëtzebuerg geléngen, dass eis Finanzplaz haut an e Zukunft transparent a propper ass. Skandalen, wéi zum Beispill d'Affär Madoff, kënnen mer eis keng leeschten. Lëtzebuerg ass e bedeitenden Akteur am Fonggeschäft, dat ass gewosst, zomol am Beräich vun den institutionellen Investisseuren. Et geet also dréms, souwuel eisen exzellente Numm, dee mer an deem Domän opgebaut a verdéngt hunn, ze verteidigen, eise Maartundeel auszubauen, wéi awer och derfir ze suergen, dass mer de Schutz vun eisen Investisseuren net a Fro stellen.

Et ass eng grouss Erausforderung, wa mer d'FIAR aféieren. Mir solle bei deem Produkt Vertraue kënnen opbauen. All seriösen Dépositaire wäert de FIAR genee kucken, ier en e fräigëtt. An et wäert virun allem op de Gestionnaire gekuckt ginn, dee jo vun der Bank akzeptéiert muss ginn an dee fir Qualitéit a verantwortlech Handels stoe muss.

Et ass e bësse wéi an engem gudden Restaurant, wann dësen dank sengem exzellente Kach

zwei Stäre kritt huet. Da weess een, dass dësen net mat schlechte Wuere schafft an dass op der Menükaart nëmmen héichqualitativ, héichwäerteg Produkter ugebuede sinn. Do gëtt eng geleentlech Kontroll geféiert, mä eng geleentlech Kontroll geet duer an et brauch ee sécherlech net all eenzelt lessen oder all eenzelne Menü ënnert d'Lupp ze huelen. D'Reputatioun vum Kach steet fir e gudden Produit, an et brauch een dann net méi Kontrolle wéi erfuert. Dat schléisst awer net aus, dass ee reputéierte gastronomesche Guide vun Zäit zu Zäit passéiert, fir ze préiwen, ob de Kach oder de Restaurant mat sengem exzellente Kach säi Stär oder seng Stäre behalen däerf.

Bei de FIAR ass et äänlech. All Joer muss de Bilan vum Fong bei der CSSF déposéiert ginn an och de Prospekt mat all de wichtegen Informatiounen muss vu virera bekannt sinn. A wéi beim FIAR geet een normale Mënsch och net all Dag mëttes säi Sandwich oder säi Menu du jour an en Zweetärerestaurant iessen. Mä wann een e Gourmet ass an engem dat eppes wäert ass, da geet ee vun Zäit zu Zäit dohinne.

Här President, ech wëll also drop hiweisen, dass mer bei de FIAR net nëmmen vu Gestionnaire schwätzen, mä och vun Investisseuren, déi sech mat Fongen auskennen. Ech hu vu professionellen Investisseuren geschwat, also vu Leit, wéi am Fachjargon gesot gëtt, déi avisiéiert sinn. Zousätzlech mussen dës Investisseuren awer och e Minimum vun 125.000 Euro op den Dësch leeën, fir an de Genoss vun de Virdeeler vun engem FIAR kommen ze kënnen.

Fir de Rescht ass d'Form vun FIAR ganz äänlech zu där vum FIS - Fonds d'investissement spécialisé -, dat, wat zum Beispill d'Zesummesetzung vum Fong ugeet. Sou muss e FIAR och op d'mannst iwwer e Kapital vun 1.250.000 Euro verfüegen, e Kapital, dat innerhalb vun zwielef Méint erreicht muss sinn, vun deem Moment un, wou de Fong incorporéiert ass.

Nach e Wuert zur Besteuerung. E FIAR kann hei tëschent zwou Optiounen wielen, entweder de Regimm, deen och fir d'Fonds d'investissement spécialisés virgesinn ass, also eng Taxe d'abonnement vun 0,01% vun all den Aktiva ze bezuelen, oder sech fir de Regimm vun de SICARen ze entscheeden. Dëst kann awer nëmmen de Fall sinn, wann de FIAR och ganz kloer a Risikokapital investéiert.

Här President, bis elo haten d'Investisseuren nëmmen de Choix tëschent verschidde relementéierte Produkter, ob FIS, SICAR oder OPC. Duerch dëse Gesetzestext kréien déi avisiéiert, éligibel an institutionell Investisseuren och d'Méiglechkeet, an en Instrument ze investéieren, dat net vun der CSSF agreéiert a kontrolléiert ass. D'FIAR ergänzen an deem Sënn d'Palett vun de Produkter op der Finanzplaz. D'FIAR sollen hiert dozou bäidroen, fir eis Finanzplaz weider gutt international positionéieren ze kënnen.

Et ass zu deem Moment net einfach ofzeschätzen, wéi grouss den Undrang op d'FIAR wäert sinn. Mä wann een awer gesäit, dass vill Dépositaire mat deem Produit an de Startlächer stinn, da mengen ech schonn, dass d'FIAR hire Wee maache wäerten.

Erlaabt mer, Här President, dass ech e Merci ausdrécken, virun allem un den Här Finanzminister, seng Beamten an d'Kollegen aus der Kommissioun, déi mech mat ganz vill Kompetenz a Fachwësse begleet hunn. Fir mech ass dat och heiansdo - ech ginn dat éierlech an offen zou - eng Formation continue en la matière.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler** (DP), rapporteur.- Et ass awer immens wichteg, dass mer dëse Projet nach virun der Summerpauz stëmmen.

Ech bedanke mech, Här President, léif Kollegen, fir Är grouss Opmierksamkeet an deem dach techneschen, ma duerfir awer net manner wichtegen a spannenden Beräich a ginn natierlech och den Accord vu menger Fraktioun, der Demokratescher Partei.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An éischen ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

### Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci och hei deem exzellente Rapporteur, dee seng Interventioun ugefaangen huet, andeem en op d'Wichtigkeet vun der Finanzplaz higewisen huet. Ech kann déi Ausso nëmmen ënnerstëtzen, well et huet een heiansdo d'Gefill, dass do bausse ganz vill Leit sech net méi der Wichtigkeet vun där Bankeplaz bewosst sinn. Duerfir fannen ech et gutt, dass een dat och emol heiansdo hei an deem Haus erëm eng Kéier widerhéit.

De Rapporteur huet hei eng ganz flott Presentatioun gemaach, andeem e gastronomesch Elementer mat erabuecht huet. Ech muss en plus soen, wann een deen Numm FIAR esou héiert, kéint ee bal mengen, et wier e gudden Restaurant, Här Rapporteur. Mä wéi gesot, och nach eng Kéier Merci fir Är Beschreibung, déi Der gemaach hutt, wat mir meng Aufgab dann och erlichtert, andeem ech net méi brauch an den Detail vum Projet anzegoen.

Ech wollt awer och nach eng Kéier soen hei an ënnersträchen, dass jo u sech dee FIAR eigentlech op eng Demande vum Secteur zréckgeet, e Secteur, dee ganz interesséiert ass un alternativen Investmentfongen. An ech mengen, et ass duerfir och wichteg, besonnesch och an deem Moment, dass mer erëm nei Produkter hei och an der Chamber approuvéieren, déi d'Kompetitivitéit vun eiser Bankeplaz wesentlech nach wäerte verbesseren.

Ech wollt vläicht nach eng Kéier ganz kuerz op d'Virdeeler vun deem Fong agoen an haaptsächlech och nach eng Kéier erklären, wat eigentlech den Ennerscheid ass a wat d'Virdeeler par rapport zu deenen traditionelle Fonge sinn, obschonn de Rapporteur dat elo schonn eng Kéier gemaach huet.

Ech mengen, wat jo hei ganz wichteg ass, dass ass, dass een déi Fonds alternatifs, déi mer souwiso kennen, u sech iwwer zwee Weeër kann en place setzen. Deen ee Wee, dat ass iwwert déi traditionell Instrumenter, dat ass FIS, OPC, SICAR. An neierdengs geet dat dann och elo iwwert de Wee vun de Fonds alternatifs réservés, deene sougenanntene FIARen.

Wat sinn elo d'Differenze par rapport zu deenen traditionelle Fongen?

Fir d'Alleréisch, an ech mengen, dat ass hei ënnerstrach ginn, et gëtt hei keng Agrémentprozedur méi. Dat heescht, et brauch een net méi bei d'CSSF ze goen, fir de Fong autoriséiert ze kréien. Dat heescht natierlech fir den Investisseur, et geet méi schnell, et kascht manner, et si vill manner Fraisen, soudatt ech scho mengen, dass dat fir eng Rei vun Investisseur-aviséien e grouse Virdeel ass.

Zweetens ginn et och keng weider Limitten um Niveau vun dem Investissement an och wat d'Diversifizierung betrëfft vun deene Portefeuillë vun deene Fonds alternatifs réservés; déi ënnerleien net deeneselwechte Bedéngunge wéi déi reglementéiert Fongen. Dat heescht, si hunn do u sech ganz vill Marge de manoeuvre.

Wat awer wichteg ass, ech mengen, de Rapporteur huet dat gesot, dass ass, dass awer dräi Bedéngungen nach wie vor müssen erfüllt sinn. Fir d'Alleréisch muss et e Gestionnaire sinn, deen agreéiert ass, dat heescht, deen agreéiert ass vun der CSSF, wou also eng Kontroll fir déi Fongen trotzdeem besteet.

Zweet Konditioun, et muss eng Banque dépositaire sinn, an drëtens muss et och e Réviseur indépendant agréé sinn, soudatt ech scho mengen, dass et hei fir d'Investisseuren awer eng Rei vu Garantien a vu Kontrolle gëtt, soudatt ech mengen, dass d'Risiken trotzdeem do limitéiert sinn.

Ech wollt awer, Här Minister, profitéieren de Mëtten, fir op eng Aktualitéitsfro anzegoen, déi och mat dese Fongen ze dinn huet, iwwerengs och mat deenen aneren, an do haaptsächlech op ee Punkt hiweisen, deen an den nächste Wochen a Méint seng Wichtigkeet ka kréien. Dat ass, dass déi Gestionnaire vun alle Fongen, net nëmmen vun dese Fongen, jo kënnen hei zu Lëtzebuerg, awer nëmmen mussen an der EU domiciliéiert sinn. Firwat soen ech dat? Ma do komme mer vläicht an eng méi kriddlech Situatioun mat eisen englesche Partner.

Firwat? Et muss ee wëssen, dass am gesamte Fonggeschäft déi englesch Partei, dat heescht vun engleschen Investisseuren, 16% ausmécht am gesamte Fonggeschäft. Ech mengen, dat ass eng Ziel, déi de Finanzminister och schonn hei gesot huet oder confirméiert huet. Dat ass also net onwesentlech! An déi Fongen do, déi ginn zu engem groussen Deel géréiert vu Gestionnairen, déi net hei zu Lëtzebuerg sinn, mä déi an der City of London sëtzen. An do muss ee sech also elo d'Fro stellen: Wéi geet dat dote virun?

Et ass sécherlech keng Fro, déi een haut scho ka beäntweren, mä déi ass trotzdeem net onni Wichtigkeet fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg, well ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass mer alles müssen ënnerhuelen, fir dass déi Fongen, déi 16%, och weider hei zu Lëtzebuerg bleiwen. An duerfir muss een dann och kucken, wat fir eng Léisungen een do ka fannen.

En résumé op dësem Projet, ass dat hei en exzellente Projet, dee mir begrëssen, deen, wéi gesot, d'Palett vum Fongegeschäft nach eng Kéier verbreedert, eng gutt Noriicht u sech fir d'Finanzplaz. Dat Eenzegt - an ech wëll dann och vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, datt mer haut de Mëtten iwwert dëse Projet hei diskutéieren: Mir géifen eis wënschen, Här Finanzminister, datt méi esou Projete géife kommen. An ech muss do awer kuerz op dräi Punkten agoen, déi eis e bësselche Suerge maachen.

Deen éischte Punkt, dat ass dee vun den Direktiven. Ech mengen, haut ass hei um Chambersbüro de Relevé vun den Direktiven ukomm. An do sinn eng Rei Direktiven aus dem Finanzsektor, déi leider nach ëmmer net transposéiert sinn. Do sinn der haaptsächlech zwou, déi awer extrèmement wichteg sinn, dat ass d'Direktiv iwwert d'Markets in Financial Instruments, an dann och ganz besonnesch déi zweet iwwer och eng Rei vun Agreements for consumers. An där Direktiv geet notament och rieds iwwert d'Crédit-hypothécaire, wou mäi Kolleg Léon Gloden virun enger Rei vun Deeg och eng Question parlementaire un lech gestallt huet.

Dëst sinn extrem wichteg - extrem wichteg! - Direktiven, wou et fir d'Éischt natierlech ëm d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz geet, wou et wichteg ass, datt mer déi méiglechst schnell transposéieren. Mä et sinn och Instrumenter, op déi d'Finanzplaz scho säit Laangem waart.

An ech géif do wierklech e waarmen Appell maachen, Här Finanzminister, datt mer wierklech déi Direktiven an deene beschtméiglechen Délaien transposéieren, well Dir wësst, d'Délaie sinn iwwerall hei schon iwwerschratt. Et sinn och nach eng Rei aner Direktiven; ech zielen lech déi net alleguerten op. Do sinn der notament vun 2014 a '15, déi aus dem Finanzsektor nach net transposéiert sinn. Dat ass net gutt.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt dat eng komplex Matière ass, datt dat net ëmmer esou evident ass. Mä ech géif wierklech awer nach eng Kéier hei en Appell och un lech, un d'Regierung riichten - mir wëllen ëmmer pami les „first movers“ sinn -, datt mer dat och hei maachen. Ech mengen, et ass am Intérêt vun der Bankeplaz an et ass och am Intérêt vun der Reputatioun vun eiser Finanzplaz.

En zweete Punkt, op deen ech awer och nach eng Kéier wollt agoen, well e mech awer e bësselche steiert, dat ass deen iwwert d'Fondation patrimoniale. Dat ass e Projet de loi, deen ass 2013 ënnert dem viregte Finanzminister Luc Frieden déposiert ginn. Mir hunn 2014 an enger ganzer Rei vu Sitzungen iwwert dee Projet geschwat. Et ass souguer esou wäit gaangen, datt d'Madamm Elvinger en exzellente Rapport presentéiert huet, deen och ugeholl ginn ass.

An dunn en dernière minute ass do e Problem opgedaucht, dee par ailleurs de Kolleg Gilles Roth an ech an enger vun de Sitzunge schon opgeworf haten, nämlech deen iwwert de Regéister vun de Benefissären. Et ass eis do gesot ginn, do géif eng Léisung kommen, do géif en Amendement kommen.

Or, Här Minister, dat war am Mäerz 2014! Elo si mer Juli 2016, an ech wär wierklech awer frou, wann d'Regierung sech fir dat eent oder fir dat anert géif decidéieren. Entweder solle mer elo dee Projet maachen, an dann hoffen ech, datt deen Amendement kënnt, oder wann d'Regierung der Meinung ass, datt deen net méi gutt ass, da solle mer en eben definitiv an den Tirang leeën an den Tirang zou- an net méi opmaachen.

Ech soen lech, an Dir wësst dat, wat Géft fir d'Finanzplaz ass, dat ass d'Imprévisibilitéit, wann een net weess, wat kënnt. An hei sinn iwwer Jore verschidde Finanzministeren, dee vun der viregter Regierung, déi elo och Wirtschaftsminister sinn, déi sinn ëmmer erëm déi Fondation patrimoniale an d'Ausland verkafe gaangen. Do si Broschüre scho gedréckt ginn. D'Clients hate schon d'Statute prett, an op eemol ass näischt méi geschitt. „Still ruht der See.“

Ech mengen, dat ass net gutt fir den Image vun eiser Finanz- a Bankeplaz, an ech géif lech wierklech do invitéieren, Här Finanzminister, datt mer do Neel mat Käpp maachen. Entweder mir sollen elo dee Projet bréngen oder mir sollen eben decidéieren, datt en definitiv am Tirang bleift.

Drëttens, an och do wollt ech lech awer nach eng Kéier un Äre Regierungsprogramm erënnere. Dir hutt do eng ganz Rei vu Propose gemaach, wat d'Diversifikatioun vun den Aktivi-

téiten am Finanzsektor hei zu Lëtzebuerg betrëfft, an dat sinn eigentlech exzellente Propositionen, Här Finanzminister. Dat Eenzegt, wat mir regrettéieren, ass, datt nach net schrecklech vill do geschitt ass. An ech wollt se awer wierklech och nach eng Kéier hei an Erënnung ruffen.

Do ass fir d'Éischt déi eigentlech ganz gutt Proposition vun engem Cash-Pooling, dee mer alleguerten wëllen. Dat ass e legalen an e fiskale Regimm vun engem Centre de coordination an de trésorerie vun engem Grupp. Dat géif eis och déi ganz Diskussioun iwwer Headquartere wesentlech vereinfachen. Dir hutt dat an Ärem Regierungsprogramm. Mir wäre frou, wann do endlech och géifen Neel mat Käpp gemaach ginn.

Dir hat och virgeschloen, datt soll en neit Gesetz iwwert de Contrat fiduciaire kommen. Dir wollt och de Régime juridique vum Crédit hypothécaire modifiéieren. Alles dat sinn Iddien, déi eis honnertprozenteg Ennerstetzung fanen. Dir hutt och proposéiert gehat, och iwwerengs eng exzellente Iddi, wat déi ganz nei Ekonomien, Start-uppe betrëfft, fir do Mesuren ze maachen, wat den Accès op de Risikokapital betrëfft; och eng Fuerderung, déi schon oft a laang gestallt ginn ass.

Wéi gesot, mir fannen nach, Här Finanzminister, dat ass alles exzellent. Mir stinn do derhantert. Mir wäre just frou, wann déi Mesuren net alleguerten nëmme géifen annonciert ginn, mä wa se och endlech géifen an d'Praxis ëmgesat ginn.

Äre Kolleg Premier huet virun enger Rei vun Deeg gesot, déi zweet Halschent vun dëser Legislatur wär ugepaff. Ech wär frou, Dir hutt nach plus ou moins zwee Joer, wa mer awer och an dësem Sektore e bësselche géife virkommen. Well ech mengen, et wär net gutt, wann herno d'Legislaturperiod eriwir wär an et wär nach kee Schoss op de Gol gaangen.

Dat gesot, soen ech lech Merci an ech ginn lech den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här Präsident. Et ass scho vill gesot gi vum André Bauler a sengem gudden Rapport an och vum Laurent Mosar iwwert dëse Projet de loi, soudass ech mech ka kuerzfaassen.

Et ass richtig, dass dëse Projet de loi mat ganz groussen Hoffnungen verbonden ass fir d'Lëtzebuurger Fongenindustrie. Et ass d'Hoffnung, dass deen heite Kader, äänlech wéi de UCITS-Kader, deen Enn den 80er Joren agefouert ginn ass, fir d'Lëtzebuurger Fongenindustrie en neie Standard gëtt, och en internationale Standard fir d'Distributioun vun alternative Fongeproduiten duerch Lëtzebuerg.

Et sinn e puer Attraité bei dësem Projet de loi, déi och schon erwänt gi sinn. Den Hauptvorteil ass de kuerze sougenannte „time to market“, dat heescht, dass ee relativ schnell mat engem neie Fong um Marché ass, well een eben déi duebel Reguléierung do net méi huet vum Manager engersäits a vum Fongeproduit op där anerer Säit. Et gëtt elo just nach gekuckt, dass de Promoteur seriö gepréift gëtt a seriö reguléiert ass.

An ech mengen, dat wär och eng gutt Saach. Domadder géif een och déi Schwierigkeiten évitéieren, déi mer mat anere Produiten haten. Ech denken do haaptsächlech un d'SICAR, wou jo eng Partie, wat deen éischte Véhicule war am Beräich vum Capital risque, wou der eng Rei an d'Schiffslag gerode sinn, well eben dee Produit wahrscheinlech net gutt genuch reglementéiert war, och wat déi Leit ugeet, déi déi SICARen do opgesat hunn. Dat gëtt elo heimadder hoffentlech anescht.

Ech géif gär vun der Okkasioun profitéieren awer, fir ze soen, dass och an dësem Projet de loi, dee jo kopéiert ass op déi aner Fongen, Legislationen, ëmmer nach e Schwaachpunkt ass, wat de Regimm ugeet vun de Liquidatiounen a vun den Insolubilitéiten. Dat ass en ale Regimm, deen aus den 80er Jore kënnt.

Ech mengen, Dir wësst dat och, do si Reflexiounen amgaangen, och, mengen ech, an Ärem Ministère, fir do eng Reform ze maache vun deem Régime de liquidation, fir dee méi modern ze maachen an och méi effikass. Well dat ass eppes, wat net immens gutt funktionéiert.

Deen anere groussen Avantage vun dësem Gesetz ass, dass et e Compartimentage erméiglecht. Dat ass eng Technik, déi et scho gëtt bei de Fongen an déi et engem Fong erméiglecht, fir verschidde Produiten an deemselwechte Fong opzuleeën, déi awer all Kéiers dann total segregéiert sinn, souwuel wat d'Riske wéi och d'Revenue vun deene verschiddene Classes d'avoir ugeet.

Och dat ass en attraktive Charakterzuch vun dësem Projet de loi. An ech mengen effektiv, dass deen och an déi richteg Richtung geet, soudass een effektiv kann hoffen, dass mer haut hei e Produit schafen, dee Lëtzebuerg, der Lëtzebuurger Fongenindustrie, wat jo awer ee vun de Fleuronen ass vun eiser Finanzplaz, et erlaabt, sech weider gutt opzestellen an och international dee Produit hei gutt ze diffuséieren.

Aus all deene Grënn si mir als LSAP dësem Projet natierlech favorabel a mir wäerten deen och matstëmme. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. déi gréng wäerten dee Projet och matstëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann ass den Här Reding prett. Dir hutt de Mikro.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här Präsident. Deen heiten Text ass wahrscheinlech dee wichtigsten, dee mer haut de Mëtte stëmmen. Et ass e ganz gudden a laang erwaartene Projet fir eis Finanzplaz: e Fong, dee sech reng u Professioneller riicht a keen CSSF-Agreement brauch. Dat ass ëmsou méi wichteg, wou - wéi mer des Lescht héieren hunn op der Réception vun der ABBL vu verschiddene Professioneller - d'Délaie bei der CSSF ofänken, excessiv laang ze ginn. Mir riskéieren do een Atout ze verléiere vun eiser Plaz, wou mer ëmmer soen: kuerz Weeër, gross Rapiditéit, gross Reaktivitéit. Et fänkt ganz einfach un, net méi tenabel ze sinn, datt ee fir en Agrément vun engem Fong, dee ganz normal ass, bis zu sechs Méint brauch. Dat kann net sinn!

Hei hu mer also elo e Fong, dee sech u reng Professioneller riicht an deen ouni Agrément auskënnt. An dat ass gutt esou. Et ass och keng Gefor - dat war ee vun de Punkten, déi mer an eiser Fraktioun diskutéiert hunn - fir de Konsument, well en ass jo nëmme, dës Fonge si jo nëmme gericht an Institutionen, u professionell Investisseure respektiv u Leit, déi 125.000 Euro oder méi an esou ee Fong investéieren, also Leit, déi wëssen, wat se maachen.

En plus muss ee soen, et ass jo net, wéi wa keng Kontroll do wier. Et ass jo net duerch d'Absence vum Agrément CSSF, datt net awer muss e Rapport-réviser gemaach ginn all Joer. An, wéi de Rapporteur och ganz richtig gesot huet, et muss eng Banque dépositaire do sinn. An och déi kuckt sech scho ganz genau un, mat wem se do ze dinn huet a wat se do cautionnéiert.

Et gëtt e Bémol. De Rapporteur huet et fäerdegbruecht op DP-Manéier, a sengem Rapport en Avis ze ernimmen, nämlech dee vun der Chambre des Notaires, ouni awer d'Konklusioun vun deem Avis ze soen!

D'Chambre des Notaires huet sech opgereegt, datt dës Fonge kënnen enner Form Sous-seing privé, dat heescht privatschrëftlech gemaach ginn, net duerch Acte authentique, an d'Chambre des Notaires seet do - zu Recht, mengen ech: «(...) le rôle du notaire n'est pas simplement d'apposer un tampon. La fonction de notaire exige le conseil aux clients, ainsi que le contrôle de l'identité des parties, de la conformité des dispositions de l'acte à la législation en vigueur, de la capacité du signataire et du respect de la législation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.» Dat ass ganz wichteg!

Gësch hu mer schon en Text gestëmmt, dee vun der Sàrl simplifiée, dee sous seing privé ka gemaach ginn. A gësch konnt een à la rigueur nach soen: Do ergëtt et iergendwéi nach e Sënn, well dat si Leit, déi fänken un, dat ass eng Start-up, dat si jonk Leit, déi hunn net vill Kapital, a mir huelen deenen d'Käschte vun engem Notairesakt ewech. Mä hei si mer an engem Beräich, ech mengen, mir schwätze bei engem FIAR vun engem Mindestkapital vun 1.250.000 Euro, wou déi puer Frang vum Notairesakt ganz bestëmmt net kënnen dat Determinant sinn.

An ech maache wierklech hei en Appell, fir opzehalen, fir déi Sous-seing-privés-Saachen en matière de droit des sociétés ze multiplizéieren! Et ass net gutt, grad och wéinst der Reputatioun vun der Plaz a wéinst dem Contrôle blanchiment.

Dat gesot, bréngen ech hei den Accord vu menger Fraktioun fir dësen Text. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här Präsident. Mir haten nach d'lescht Woch eng

Diskussioun am Kader vun der Finanzplaz a vum Brexit, wou den Här Finanzminister gemengt huet, Lëtzebuerg wier um Wee fir méi Transparenz. Ech mengen, wa mer dëse Gesetzesprojet matstëmme, wat mir als Lénk natierlech net wäerte maachen,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ...gi mer net onbedéngt...

Dat erstaunt lech elo. Wat aner Leit op dëser Säit och am Prinzip misste maachen. Mä bon, dat ass en anere Problem. Doriwwer diskutéiere mer eng aner Kéier.

(**Interruption**)

Ma firwat? Firwat? Well dee FIAR, dee wäert jo...

► **Une voix.** - Mir hu jo en Accord!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Oh, et war jo awer och eng ganz kontroverséiert Geschicht! Souguer Leit, déi am Prinzip relativ no un der Finanzplaz sinn, hunn awer gemengt, datt et vläicht e bëssen ze vill wäit geet. Also esou einfach ass déi Geschicht jo net iwwert d'Bün gaangen, wat jo och ganz verständlech ass.

Mä et ass eben, an et ass schon emol e puermol gesot ginn, dee FIAR-Vehikel, deen déi gréisstméiglech Flexibilitéit erlaabt, wann et ëm Stukturéierung geet, wou een och schlussendlech, an dorëms geet et jo, am mannste Kontroll huet an am mannste Contrainten huet. Dat heescht, et kann ee sech och am Fong geholl seng Steierbehandlung auswielen, esou wéi et engem an beschte passt. Et kann een, dat gouf och scho gesot, déi sougenannte Souscompartimentéierung maachen, „Umbrella-Strukturen“. An och wann eng minimal Risikostreuung virgesinn ass, sou huet ee mam FIAR keng Restriktionen, a wat een investéiert a mat wat fir enger Strategie.

Déi Flexibilitéit, déi gëtt als grouss Errungenschaft verkaaft. Si bréngt awer virun allem eppes mat sech, nämlech awer trotzdem Intransparenz. Doduerch ginn déi nei FIAR zu engem formidabelen Instrument och fir d'Steiervermeidung. An dat och virun allem fir US-Investisseuren, well déi nei FIAR opgrond vun hirer Strukturéierung a vun hirer Flexibilitéit sech perfekt dozou eegnen, och amerikanesch Steiernischen auszenotzen.

Wat och scho gesot ginn ass: D'CSSF huet bis elo souwuel d'Manager vun de Fongen am Kader vun der Direktiv GFIA kontrolléiert wéi och d'Fonge selwer. Déi nei FIAR, déi mat dësem Gesetz geschafe ginn, sollen elo net méi direkt kontrolléiert ginn, mä nach just d'Manager, also d'Käch.

Déi Manager, déi sëtzen awer net ëmmer hei zu Lëtzebuerg. De Kach, dee sëtzt am Prinzip ëmmer an der Kichen, wann dee kontrolléiert gëtt. Mä mir kënnen dovunner ausgoen, datt grad och bei deenen alternative Fongen d'Manager justament am Ausland sëtzen. An deem Fall huet Lëtzebuerg also iwwerhaupt u sech ganz wéineg Kontroll méi, well wann d'CSSF weder vis-à-vis vum Investmentfong nach vis-à-vis vum Manager kompetent ass, da kann ee sech awer eng Partie Froe stellen.

Den Här Reding ass och nach drop agaangen, wat d'Actes notariés ugeet, wat jo och awer scho problematesch ass. A mir hunn da Fongen hei ugemellt, a wann déi FIAR vun privilegéierten Outil ginn, hu mer dann iergendeng Kéier och wahrscheinlech - well ech mengen, dat ass och de Sënn vun der Saach - majoritär esou Fongen hei ugemellt, déi u sech genger kenger nationaler Supervisioun méi ënnerleien.

Natierlech dierfen, et gouf och gesot, nëmme Manager déi FIAR géieren, déi en EU-Pass hunn. An dat betrëfft dann an éischter Linn Leit, déi an aneren EU-Länner sëtzen, mä an noer Zukunft och an aneren Drëttstaten, deemno wéi. Mir müssen dann hoffen, datt an deem Land - well d'EU, dat ass Malta, d'EU, dat ass och Bulgarien -, datt tatsächlech esou gutt kontrolléiert gëtt, datt déi Leit och esou avisiéiert sinn, wéi ee sech dat kéint erwaarden. Ech weess dat awer net onbedéngt!

Oder mir müssen och drop hoffen, datt d'Depositären hei zu Lëtzebuerg just mat Vertrauensleit zesummeschaffen. Ech weess natierlech, all déi Leit an deene Geschäfte sinn am Prinzip a waren an der Vergaangenheet, deene konnt een ëmmer honnertprozenteg vertrauen. Mir haten och ni Krisen, mir haten och ni Finanzkrisen. Dat ass eppes, wat der Mënscheit nach net geschitt ass. An héchstwahrscheinlech wäerte mer dann och ni méi eng kréien.

Mir sinn der Meinung, datt et falsch ass, Lëtzebuerg komplett ofhängeg vun der Fongenindustrie ze maachen, well dat ass a Realitéit dat, wat amgaangen ass ze geschéien.

Iwwert de Wuelstand vum Land misst een eng Kéier och diskutéieren. Dat ass eng interessant



Diskussion. Ech mengen, et ginn aner Facteuren, déi wierklech dozou bäidroen. A wann ech heiansdo kucken, wat d'Finanzplaz, d'Lobbyisten alles fir Fuerderunge stellen, wat eise Sozialstat ueget, well dee wëlle se am Fong geholl eischter demontéieren, wéi soss eppes aneschtens, méi nach wéi dat Kleng- a Mëttelepatronat hei zu Lëtzebuerg - si si vill méi rabiat an deene Froen -, da weess ech net, ob dat wierklech ganz sympathesch Matbewunner hei sinn.

No der Finanzkris vum 2008, déi ganz Europa destabiliséiert huet a Milliounen Leit an d'Aarmut gedriwwen huet, hunn d'Politiker dann och ganz grouss Riede gehalen iwwert d'Nécessitéit, d'Finanzwelt vill méi streng ze reguléieren. Et si Leit, déi hunn hinnen dat ofkaaft. Ech mengen, et ware ganz flott Karikaturen deemools. Ech ka mech un eng Karikatur erënnere, wou een de Sarkozy gesäit, dee wollt de Kapitalismus moraliséieren, an dann huet en dat zwee groussen Haien erkläert, déi sech vreckt gelaacht hunn. Mä ech mengen, dat huet déi ganz Saach gutt erëmgespigelt.

A mir gesinn, datt déi Sonnesrieden, déi si passé, an elo geet et erëm an déi ëmgedreite Richtung, well mat deene FIAR hu mer erëm eng Reguléierung, déi erëm elo zréckgefuert gëtt.

An et ass schlussendlech jo och nach eng Reaktioun op eppes, wat jo scho geschitt. Mir sinn a Konkurrenz natierlech mat Irland, well do ginn et och schonn äänlech Vehikelen. An ech weess och net, ob Irland wierklech esou e Vorbild sollt sinn, zemools net, wann ee gesäit, wat fir en Effekt d'Finanzplaz an Irland och op déi sozial Situatioun an deem Land hat.

An da wéilt ech nach eng lescht Saach soen. Den Här Bauler, fir deen ech u sech all, immens vill Sympathie hunn, huet e ganz gudden Bericht gemaach,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. David Wagner** (déi Lénk). - ...an dat ass éierlech gemengt, dat weess en. An en huet en exzellente Historique gemaach och vum Projet de loi. En huet just en Detail vergiess, an ech wollt dorun awer nach erënnere.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. David Wagner** (déi Lénk). - Well selbstverständlech gouf de Projet de loi och déposiert am Conseil de Gouvernement, wéi sech dat gehéiert. Et gouf awer och nach eppes, et gouf esou eppes - ech weess net, wéi een dat nennt. Ech weess net, ob dat an der Gesetzgebung virgesinn ass, esou eng Aart „Prädépôt“, deen ee konnt gesinn. Ech mengen, et war an enger Newsletter vun enger Étude, vun Hoss Prussen mengen ech. Do gouf et nach „prédéposéiert“, ier et iwwerhaupt am Conseil de Gouvernement déposiert gouf! Dat ass eng Nouveautéit.

Dat geschitt anscheinend relativ oft, och soubal et ëm Projets de loi geet, wat d'Finanzplaz betrëfft. Wahrscheinlech hu mer Beamten am Finanzministère, déi, ech weess net, déi Projets de loi net onbedéngt kënnen schreiwen. Ech mengen net, well ech erlieue se awer ëmmer als äusserst kompetent, muss ech soen. Mä et geet vläicht méi schnell, wann déi direkt Interesséiert déi Projet-de-loie selwer schreiwen a se duerno der Regierung iwwerginn, fir datt si et am Conseil de Gouvernement kann déposieren.

Ech mengen, dat ass äusserst problematesch. Dës Kéier koun et zu enger Kommunikatiouns-pann. Si waren e bëssen, si konnten hir Freed net cachéieren a si hunn dat missen hire Lieser oder Clienten direkt kommunizéieren. Mir wësen, datt dat oft esou geschitt. Dat ass net normal, dat ass net seriö, dat ass entlarvend. An aus all deene Grënn wäerte mer selbstverständlech dese Gesetzesprojet net matstëmmen.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - An d'Wuert huet elo de Finanzminister.

#### **Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Här President, Dir Dammen an Dir Härren Deputéierten, fir d'Eischt géif ech gärden ufänken, fir dem André Bauler villmools Merci ze soe fir säin exzellente Rapport. An ech soen, dass säi Verglach mam Stärerestaurant, mam Kach, mer nawell ganz gutt gefall huet. An ech wënsche mer, dass de FIAR, de Fonds d'investissement alternatif réservé, dass dat muer e finanzielle Leckerbisse gëtt, awer nëmme fir d'Spezialisten.

► **Une voix.** - Nëmme fir d'Gourmeten.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Fir d'Gourmeten, fir d'Spezialisten, fir d'Professionellen, an de FIAR ass jo och fir déi reservéiert.

D'Fongenindustrie ass ee vun de Fleuronen, vläicht dee schéinste Fleuron vun eiser Finanz-

plaz haut. An deene leschte sechs Méint ass den Avoir an de Fongen e bëssen op an of gaangen, mä relativ stabil op enger méi laanger Period vum 3.500 Milliarden Euro ënner Management bei eis hei zu Lëtzebuerg. Domat si mer Nummer 2 an der Welt no Amerika an eis Part de marché an der ganzer Welt ass ganz grouss. Wann Der op Hongkong gitt, do sinn zwee UCITSe vun dräi, déi do verkaaft ginn, Lëtzeburger Strukturen.

Wann ech am Domän vun den alternativen Investmentfongen kucken, wat jo eng Denominatioun ass, déi et eréischt säit enger Direktiv vum 2014 gëtt, wéi mer eis do eropgeschafft hunn, dat ass och remarkabel. Mir hunn haut zu Lëtzebuerg 220 autoriséiert Alternativfongen a 600, déi enregistriert sinn. Mir sinn domadder och an den Top 3 vun Europa.

Eis Fonge gi verkaaft an iwwer 70 Länner, an d'Promoteuren, déi hei tätég sinn, komme vun 69 Länner. Lëtzebuerg ass also an deem Domän ganz gutt opgestallt scho säit Joren, an och an der rezenter Evolutioun si mer ganz gutt virukomm.

Mä mir dierfen net schlofen an eis op de Lorbeeren ausrouen, an dofir hu mer jo deen heite Projet presentéiert, deen eng grouss Innovatioun duerstelt fir Lëtzebuerg, well mer eis hei en neit Instrument ginn. A mir beräicheren domat d'Palett vun deene Servicer, déi mer kënnen ubidden.

Ech si mer bewosst, dass et wichteg ass, eis Finanzplaz ze diversifizéieren. A mir schaffe ganz vill dodrop. Mir hunn och regelméisseg Reunione vum Haut-Comité de la place financière, wou mer iwwert déi Projekte mam Secteur schwätzen. Mä ech leeën awer och grouse Wäert drop, dass mer de richtegen Équiliber fannen tëschent Attraktivitéit op där enger Säit a Reputatioun op där aner. An ech brauch lech jo net ze verheemlechen, dass wa Lëtzebuerg en neie Produit lancéiert, dat op alle Radare vun der Welt gesi gëtt.

Par rapport zu der Vergaangenheet kënnen mer net méi nëmmen op d'Attraktivitéit kucken, well wa mer dat géife maachen, géife mer ganz vill Riske lafen. Ech ginn elo net op d'Diskussion vun der Fondation patrimoniale am Discours an, mä ech kommen herno nach drop zréck, well ech muss dem Här Mosar soen, de Reputationsrisiko oder de Reputatiousschued, op dee mer haaptsächlech mussen oppassen, dat ass deen, dass mer konform sinn, „compliant“, wéi dat op Englesch gesot gëtt, mat allen internationalen Regeln, fir dass eis riseg Pannen, wéi der jo an der Vergaangenheet geschitt sinn, net méi solle virkommen.

Ech mengen, dass mer hei och de gudden Kompromëss fonnt hunn tëschent Attraktivitéit op där enger Säit a Respekt vun de Regeln. Mir baséieren eis jo justement op europäesch Direktiven, déi engem erlaben, net nëmmen d'Fongen, de Produit ze kontrolléieren an ze reguléieren, mä den Emetteur, de Promoteur vum Fong.

Dat ass fir Lëtzebuerg en fait eng Erneuerung, well mir spezialiséiert waren, en fait exklusiv eng Regelung haten, déi sech op de Produit applizéiert huet. Mat deem FIAR hei, deem Fonds d'investissement alternatif réservé, hu mir elo och d'Méiglechkeet, fir e Fong hei zu Lëtzebuerg ze erlaben, deen net iwwert de Produit reguléiert ass, mä wéi gesot iwwert de Promoteur.

Mir hunn natierlech ganz gutt opgepasst, dass mer awer hei déi néideg Garantien hunn. Ech sinn och frou, dass souwuel den Här Bauler wéi all déi aner Orateuren drop insistéiert hunn, dass mer hei relativ Kontrollen oder Gardefouen agebaut hunn. Ech wëll se rappeléieren.

Déi alleréischt ass am Fong geholl, an dat muss een ëmmer rappeléieren, dat steet jo am Acronyme, am Titel vun deem Produit, dat ass, dass se reservéiert ass fir Professioneller.

An dann, zweetens, muss de Gestionnaire agreéiert sinn. A wann een da kuckt, vu wou déi Gestionnairen hierkommen, fir do op eng Kritik, ech weess net méi, vu wem, ze äntwerthen, ob dat dann an alle Länner optimal gemaach gëtt: De Gros vun de Gestionnaire si jo just an e puer Länner vun der ganzer Welt, haaptsächlech an England, wat Europa ubelaangt, an e puer aner Länner. Also, wann déi Gestionnaire fir England gutt sinn, mat engem ganz strikte Régulateur, da wäerte se jo och fir Lëtzebuerg gutt sinn. Dat ass d'Idee de base hannert deem Produit an hannert den Direktiven an deem Domän.

Dat Zweet ass, dass natierlech e Réviseur agréé tätég ass, fir dat alles ze kontrolléieren. An drëtens, dass och eng Banque dépositaire heimat befaasst ass. A mir wëssen, dass d'Reglementatioun iwwert d'Banque dépositaire och vill méi renforcéiert ginn ass.

De Virdeel, ee vun den annexe Virdeeler vun dem FIAR ass d'Rapiditéit - dat ass vu Verschied-

denen ënnerstrach ginn -, well d'CSSF jo keen Agrément par définition muss ginn. Doriwwer kënnen mer eis natierlech freeën.

A leschte Punkt, deen ech nach wollt am Kontext FIAR soen, dat ass déi Kritik, déi komm ass, wat den Acte notarié ubelaangt. Dat hu mer eis gutt iwwerleucht, muss ech soen. A mir hu fonnt, dass déi simple Attestation genuch Garantie géif ginn, well bei der simple Attestation och den Notaire d'Informatiounen an d'Dokumenter fret. An et ass och esou, dass bei den aktuelle Formen vun Instrumenter, déi mer hunn, wa se ënner Gesellschaftsform gemaach ginn am Fongebereich, dann hu mer jo en Acte notarié. Wa mer awer bei Fonds communs de placement sinn, hu mer deen net. Aus all deene Grënn eraus, mengen ech, dass mer hei dee richtegen Équiliber fonnt hunn.

Wat d'Fiskaliteit ubelaangt, mengen ech, huet de Rapporteur och richtegerweis drop higewisen, wéi dat jee no Fall traitéiert gëtt. Mat deem Instrument beräichere mer eis Palett vu Produiten a mir leeschten domat eiser Finanzplaz e gudden Déngscht an domat och eisem Land.

Wat elo d'Kriticken oder d'Kommentare vum Deputéierte Mosar ubelaangt, wëllt ech zur Aktualitéit a Brexit soen: Jo, natierlech wäert dat méi schwéier gi mat dem Vereenegte Kinnekräich, mat deem mer jo e ganz wichtige Partner vun eiser Finanzplaz do hunn. Wa se erausginn, wat jo ganz probabel ass, da kënnen se natierlech net méi deeselwechten Accès op den europäesche Maart hunn. Dat wësse se. Dat ass och ee vun deene gréissten Enjeuen.

An ech wëll do net virgräifen. Ech wëll awer just signaléieren, dass dru geduecht gëtt, awer déi AIFMD ze erweideren och un Drëttlänner. Dat ass awer nach net geschitt. Mä wann England da géif erausgoen, ass dat e Wee, iwwert deen ee vläicht dee Problem kéint léisen.

Wat elo déi dräi aner Punkten ubelaangt, déi den Här Mosar genannt huet, d'Direktiven. Also ech wëll elo net soen, dass mir ëmmer d'Weltmeeschtere vun der Vitesse sinn, mä mir maachen do eist Bescht. Mir haten och eng europäesch Présidence d'lescht Joer, déi natierlech immens vill Energie kascht huet an eis e bëssen an d'Hannertreffe bruecht huet, mä mir sinn amgaangen, dee Retard opzeschaffen.

Den Deputéierte Mosar huet zwou Direktive genannt, déi ganz wichteg sinn, däers si mer eis och bewosst. Déi eng ass d'MiFID-Direktiv, an do wollt ech lech soen, Här Mosar: Mir sinn do net en retard. Do ass den Délai de transposition geréckelt ginn op den 3. Juli 2017. Mä mir schaffe ganz aktiv drop. Mä ech wëll awer hei riichtstellen, dass mer do net en retard sinn. A wat de Crédit hypothécaire ubelaangt, hunn ech eng gutt Noricht fir lech, well mer dat geschter am Conseil de Gouvernement zréckbehalen hunn, an dass dat an den nächsten Deeg déposiert gëtt.

Wat d'Fondation patrimoniale ubelaangt, do mengen ech, muss een d'Geschicht awer ganz erzielen! D'Fondation patrimoniale, esou wéi se geschriwwen war, esou wéi se och an engem Rapport schonn ugeholl gi war, wa mer dat ëmgesat hätten, hätte mer en duebele Feeler gemaach!

Dat Éischt wär, mir hätten do e Produit op de Maart gesat, deen no engem Joer obsolet gewiescht wier, well en net méi konform gewiescht wier mat der Direktiv, déi grad an deem Moment amgaange war adoptéiert ze ginn. Ech rappeléieren, dass déi Period, wou mer dat hätte solle stëmmen, ee Mount no LuxLeaks war! A wa mer déi Fondation patrimoniale dann erausbruecht hätten, also ech kann lech garantéieren, dass mer do de Contraire vun engem Succès gehat hätten. Mir hätte wahrscheinlech do ganz vill Missillen op Lëtzebuerg kritt!

Awer dann och am Intérêt vun der Plaz a vun der Reputatioun! Wat hätten dann déi Clienté gesot, deene mer eppes verkaaft hätten... Mir! Net mir, d'Akteure vun der Finanzplaz hätten e Produit, déi Fondation patrimoniale, u Clienté verkaaft, fir hinnen e puer Méint duerno ze soen: „Dat, wat mer lech do ugebueden hunn, fonctionnéiert elo net méi. An ënner anerem déi Anonymitéit, déi an deem Projet virgesinn ass, déi kënnen mer net méi anhalen.“ Mengt Der da wierklech, dass mer do de Clienten an eiser Finanzplaz en Déngscht geleescht hätten? Ech mengen net! - Dat war eng rhetoresch Fro.

Mä elo ze soen oder ze maachen, wéi wa mir net géife séier genuch schaffen an dass dat d'Erklärung wär, firwat mer mat der Fondation patrimoniale net hei an d'Chamber kommen, ass och net richteg. Déi ganz Situatioun vun de Regéster vum Bénéficiaire économique evolueiert all Dag! No de Panama Papers huet d'Vereenegt Kinnekräich proposéiert, dass sollen d'Leschte vun de Bénéficiaires économiques ausgetosch ginn tëschent allen Autoritéiten. Hätte mir viru sechs Méint, also elo Ufank vun deem Joer, eppes déposiert, wäere mer erëm an eng Fal gelaf a mir hätten erëm missen de

Clienté soen: „Et deet eis leed, et changéiert alles.“

Also ech mengen, dass et am Intérêt vun der Finanzplaz ass an am Intérêt vun der Reputatioun vun eisem Land, dass mer hei virsiichteg sinn, dass mer alleguerten d'Aspekte kucken, dass mer se alleguerte kennen. Et geet jo alles an d'Richtung, dass de Bénéficiaire économique an d'Zukunft wäert bekannt ginn, iwwerall, an all Produit. Dat ass d'Tendenz! Et ass nach net ganz esou, mä et wäert dohinner goen. Wann een dat als Hypothèse de base hält, jo, da muss een dee Produit Fondation patrimoniale nei molen.

An ech schlësse jo net aus, dass mer en nei mole kënnen mat deenen neien Aspekter. An da komme mer hei an d'Chamber an dann diskutéiere mer driwwer. Dofir wëll ech ganz kloer soen: Et ass net, well d'Regierung ze lues ass oder hir Aarbecht net mécht, dass mer net mat deem Projet heihinnerkomm sinn, mä well mer der Evolutioun, der internationaler Evolutioun wëlle Rechnung droen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Zu deem leschte Punkt. Dir hutt e puer Beispiller genannt. Am Capital à risque huet Lëtzebuerg an de leschte Jore ganz vill gemaach. De Luxembourg Future Fund, mir hunn och elo e Fong fir IT gegrennt, also dat ass eng direkt Antwort op Ar Fro Capital à risque. Do si mer virugaangen.

Bei verschiddene Saachen, wéi Cash-Pooling, muss ee sech och d'Fro stellen, ob een do wierklech en neit Instrument brauch oder ob net de Privatsécteur do scho Léisunge fonnt huet, well ech héiere vill Akteuren, déi Cash-Pooling zu Lëtzebuerg maachen. A mir wëlle jo och net iwwerreglementéieren.

Ech mengen, domat hunn ech op alleguerten d'Fro geäntwert. Ech freeë mech awer, dass mer eng ganz breet Majoritéit hunn, fir dese Projet ze ënnerstëtzen, deen eiser Finanzplaz vill wäert hëllefen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Jo, Merci un den Här Finanzminister fir déi vill Äntwerten. Ech wollt awer nach eng Kéier op eppes agoen, fir d'Geschicht da ganz ze maachen.

De Minister huet ganz recht, wann en op dee Problem do hiweist vum Regéster a vum Bénéficiaire économique. Ech wollt just dem Minister nach eng Kéier rappeléieren, datt, wéi de Projet fir d'Eischt an der Chamber diskutéiert ginn ass, schonn deemools de Gilles Roth an ech selwer op dee Problem do opmierksam gemaach hunn. Deemools hat ech net d'Impressioun, datt dat allze vill eescht geholl ginn ass, well wann deemools eis schonn nogelauschert gi wär, hätte mer, ech wëll net soen, de Problem vläicht scho kënnen léisen.

Duerfir sinn ech d'accord, fir ze soen, dat do ass e reelle Problem. Mä ech mengen, mir ware mat déi Eischt, déi op de Problem higewisen hunn.

Ech wëll och dat heite soen, Här Finanzminister: Ech mengen, datt mer guer net derlaanschtkommen, datt mer an deem Regéster ganz kloer d'Bénéficiaire-économiquen uginn. Ech mengen, dee Projet, wéi en a senger ursprénglecher Form déposiert war, ass effektiv esou net méi duerchezéien. An dat hu mir, wéi gesot, schonn 2014, also virun déck zwee Joer, gesot.

Ech si mat lech d'accord, datt mer do keng Risiko sollen agoen. Dir wësst just, an ech wëll dat awer nach eng Kéier widderhuelen, datt awer dee Projet do iwwer Jore scho verkaaft ginn ass vun de Banken, vun den Akteuren vun der Finanzplaz, an datt dat do fir eis Reputatioun net onbedéngt gutt ass.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Also, et deet mer leed, ech kann déi Konkusioun do net deelen! Wat eng Katschroph fir eis Reputatioun wier, wär, wa mer géifen e Produit op de Marché bréngen, deen net räif ass an deen net konform ass zu deenen neiste Regeln, an dee vläicht verschidde Clienten och nach géife gebrauchen a wou mer hinnen no e puer Méint misste soen: „Et deet eis leed, dee Produit geet net méi.“

Also, ech froe mech, wou elo muss de Balancier goen, wat d'Reputatioun ubelaangt. Ech mengen, ech hunn et gutt erkläert. A wann Dir dat agesitt, an doriwwer sinn ech frou, dass mer mussen de Bénéficiaire économique uginn: Déi ganz Diskussioun ass amgaangen, a mir

solle mat deem Produit, ech nennen dee Produit déi Fondation patrimoniale, mir solle mat där erauskommen, wann d'Situatioun sech stabiliséiert huet, well da kënne mer de Clienten, potenzielle Clienten eppes ubidden, wat d'Strooss hält.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hunn nach Wuertmeldung vum Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech géif just gär ganz kuerz agoen op eppes, wat de Spriecher vun deene Lenke gesot huet, dee gemengt huet, e misst eiser Fraktioun hei eng Recommendation de vote ginn zu dësem Projet. Ech géif dozou gär zwou Saachen soen.

Déi éischt, dat ass, dass d'LSAP vu kengem eng Recommendation de vote muss kréien. Mir wësse ganz genee, wat mer maachen op all Projet de loi.

An dat Zweet, wat ech géif gär soen, dat ass, dass mer, wann een da probéiert hei, eis op eiser Lénker ze iwwerhuelen, da muss ee sech awer och e bësse méi genee mat deene Projeten auserneeetzen. An da muss ee sech och seriö domadder auserneeetzen. Ech géif dem Här Wagner gär soen, dass déi Promoteuren, déi déi Fongen hei opleeën, dass déi reglementéiert sinn ënnert der Direktiv AIFMD. A wann en e bësse Gediechtnes huet, da kann e sech och vläicht erënnere, dass déi Direktiv net schrecklech populär war a Finanzkreesser.

Dat ass en zimleche Quantesprung an der Reglementatioun vun den alternativen Investissementer. An dat huet mat sech bruecht, dass déi Leit an déi Promoteuren, déi déi Produiten do opleeën, éischter vill méi seriö reglementéiert sinn, wéi dat virdru de Fall war. An deen eenzelne Standard, dee mer elo hei aféiere mat dësem Produit, wou just nach de Gérant, de Promoteur reglementéiert gëtt, dat ass en europawäiten. An ech mengen net, dass mer domadder hei e Produit schafen, deen net seriö ass an deen eng LSAP net kéint matdroen.

Voilà. Ech wollt just dat soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. An ech géif lech proposéieren, fir d'Éischt elo iwwert dëse Projet ofzestëmme an dann op dee viregte Projet zréckzekommen.

Domat d'accord?

**(Assentiment)**

Merci. Dann huele mer de Projet de loi 6929.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6929 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6929 ass mat 58 Jo-Stëmme, bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

**5. 6969 - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:**

**- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;**

**- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;**

**- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;**

**- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;**

**- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit (suite)**

An da komme mer op dee viregte Projet zréck. Dat ass de Projet de loi 6966. An... 6969, entschëllegt! 6969!

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6969 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

An de Vott ass unanime defir.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6963, wou et ëm eng Moderniséierung vun der Prozedur fir d'Taxe-d'abonnement geet. An, wéi kéint et anescht sinn, eisen Abonnements-rapporteur vun haut, den Här André Bauler, huet d'Wuert!

**6. 6963 - Projet de loi**

**- portant introduction en matière de taxe d'abonnement de l'obligation de dépôt électronique des déclarations par les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement;**

**- modifiant la loi modifiée du 22 février an VII organique de l'enregistrement;**

**- modifiant la loi modifiée du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques;**

**- modifiant l'article 2200 du Code civil; et**

**- abrogeant l'article 2201 du Code civil**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg a richteg, dass ee vu menge Virriedner, de Laurent Mosar, och nach emol drop higewisen huet, dass eis Statsfinanze staark ofhängeg si vun eiser internationaler Finanzplaz. An duerfir musse mer effektiv alles drusetzen, fir op déi technologesch Entwécklungen op dësem Feld schnellstméiglech ze reagieren.

D'Stéchwuert ass hei d'Digitaliséierung an hir Konsequenzen. Dorëms geet et och bei dësem Gesetzesprojet. De Gesetzesprojet, zu deem ech lech elo e ganz kuerze mëndleche Rapport maachen, reit sech effektiv an d'Efforten an, déi gemaach ginn, fir am Kader vun der Simplification administrative, der administrativer Vereinfachung ze agieren, a méi genau wat déi elektronesch Deklaratioun vun der sougenannter Taxe d'abonnement ugeet.

De Gesetzesprojet mat der Nummer 6963 gouf den 3. März 2016 vum Finanzminister déposiert. Den 29. Februar, et war e Schaltjoer, hat d'Chambre des Huissiers hiren Avis zum Gesetzestext schon uegoll. D'Chambre des Métiers huet hiren Avis de 17. März guttgeheescht, d'Chambre des Notaires den 23. März an d'Chambre des Salariés huet dëst de 4. Abrëll gemaach. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics datéiert vum 19. Abrëll, dee vun der Chambre de Commerce vum 21. Abrëll. De Statsrot huet de Gesetzestext elo de 5. Juli aviséiert an do konnte mer relativ séier schaffen an der Cofibu, a mir hunn de schrëftleche Rapport den 8. Juli guttgeheescht.

Här President, vu dass de Gesetzestext vun de Mëtten nëmme véier Artikelen huet, ginn ech op déi eenzel Ännerungen an.

Artikel 1, hei geet et ëm d'Deklaratioun vun der Taxe d'abonnement. Ab dem 1. Januar 2018 mussen déi trimestriell Deklaratiounen fir d'Fonds d'investissement spécialisés a fir d'Organismes de placement collectif obligatoresch iwwert den elektronische Wee déposiert ginn, esou wéi dat elo scho bei der TVA de Fall ass.

Dëst mécht d'Liewe souwuel vun de Verwaltung wéi och vun den Akteure vun der Finanzplaz méi einfach, andeem ee sech vun engem grouse Volume vu Pabeier befreit. Bei der Société de patrimoine familial, esou gouf eis nach eng Kéier an der Kommissioun gesot, bleift den Dépôt weider och iwwert de klassische Wee, de Pabeierwee, wann een dat esou soen däerf, méiglech. Et ginn dann awer och nach e puer weider Upassung gemaach, dat well verschidde Regëster iwwert den elektronische Wee gehale ginn.

Den Artikel 2 betrëfft déi intern Prozedur vun der Enregistrementsverwaltung. Hiert Gesetz gëtt geännert, dat well d'Pabeierregëstere ofgeschafft ginn.

Den Artikel 3 handelt iwwert d'Conservation des hypothèques. Dese Regëster gëtt dann och elo elektronesch gefouert.

An dann zum Artikel 4, deen de Code civil op zwou Plazen ofännert. Hei gëtt de Registre de dépôt och sous forme électronique gehalen. De Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) wäert hei e sougenannten Dépôt électronique sécurisé maachen.

Här President, et ass noutwendeg, d'Simplification administrative och am Finanzberäich weiderzeféieren, d'Dematerialisatioun vun de Prozeduren, déi d'Informatik an d'Digitalisatioun méiglech maachen, weiderzereifen. An duerfir kann een eigentlech dësem Gesetzestext nëmme zoustëmme.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Mosar.

**Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci och nach eng Kéier. Den Här Bauler huet de Mëtteg den „grand chelem“ gemaach, géife se am Tennis soen, dräi grouss Rapport gemaach, a besonnesch dee leschten, dee vläicht net spektakulär ass, ass extrem wichteg. Et ass e ganz, ganz technesche Projet.

Hien huet eis deen, wéi gesot, nach eng Kéier ganz flott am Detail hei virbruecht, soudatt ech net méi ganz vill dobäizesetzen hunn a just och nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun dozou bréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da ginn ech dovun aus, dass et um Här Bodry ass.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, ech mengen och, ech bräicht net weider hei auszuhuelen zu deem heite Projet. Mir hunn en

an der Kommissioun diskutéiert a mir waren alleguerten domat averstanen.

Ech géif och den Accord vun der LSAP-Fraktioun erabrénge.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Madamm Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Hei bei deene Gréngen ass et genau d'selwecht. Et ass alles gesot. Et bleift der grénger Fraktioun, den Accord zu dësem Projet de loi ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn dovun aus, dass mer dann um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun sinn an den Här Finanzminister huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, Merci. Ech freeë mech natierlech, dass mer iwwert dëse Projet e Konsensus hunn. Just e puer Wuert. Mat deem heiten Text maache mer eng Dematerialisatioun vun der Taxe d'abonnement. Dat ass gutt fir den Environnement. Dat ass gutt fir d'Effikasitéit vun der Administratioun. Dat geet alles méi séier. An dat ass eng modern Saach.

Ech wëll och der Administration de l'Enregistrement et des Domaines félicitéieren, well dat eng vun deenen Administratiounen am Stat ass, déi am meeschten op d'Elektronik gesat huet scho säit Joren, an dofir eng vun deenen effikassten am Land ass.

Ech wëll jo net onbedéngt dem Här Mosar widersprieche, vu dass mer allen zwee Tennisfrënn sinn, an ech wëll natierlech dem André Bauler Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, mä leider, André Bauler, ass et net en „grand chelem“ et ass en „petit chelem“, well wann een der dräi mécht, ass dat en „petit chelem“. Fir den „grand chelem“ muss een der véier hannertenee maachen. Dat ass da fir eng aner Kéier.

**(Hilarité)**

► **Une voix.** - Mä et léiert een awer ëmmer bäi.

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6963.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6963 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen um Vott, 59-mol Jo, also Eestëmmegkeet.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6963 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Alex Bodry), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps, Claude Lamberty (par Mme Joëlle Elvinger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

An da géife mer zum Projet de loi 6972 iwwergoen, eng Transpositioun vun der Direktiv iwwert den automatischen Austausch vun Informatiounen am fiskale Beräich. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

### 7. 6972 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Eugène Berger (DP)**, rapporteur.- Merci, Hâr President. Ech sinn also deen, dee verhönnert huet, datt hei den „grand chelem“ vum André Bauler konnt duerchgezu ginn. Mä dann, fir vläicht am Jargon vum Rapporteur André Bauler ze bleiwen, dat hei gëtt da vläicht d'Kischt op de Kuch vun deem ganze Menü...

#### (Brouhaha)

...vun all deene Projeten, Finanzprojeten, déi mer haut de Mëtteg hei haten. Well awer, mengen ech, an deem heite Projet - doriwuer eraus, datt mer eng Direktiv ëmsetzen - awer och eng gewësse Symbolik ass, déi all déi Projete respektiv d'Politik am Finanzberäich awer duerstelt.

Et ass jo esou, datt de Finanzminister an d'ganz Regierung sech virgeholl hunn, fir am Beräich vun der Finanzplaz Lëtzebuerg zum engen op Diversifikatioun ze setzen - mir haten de Projet haut de Mëtteg -, op där anerer Säit awer och op Transparenz ze setzen. An an deem Sënn ënnerstëtz d'Regierung jo och all d'Efforten, déi gemaach ginn op europäeschem Plang, op dem Niveau vun der OECD, déi an déi Richtung ginn.

Mëttlerweil si mer och, an dat ass och bekannt, net nëmmen Undreiwier an „first mover“, wann et drëms geet, am europäeschen, mä och am internationale Kontext, méi Transparenz an och méi gemeinsam Regele fir d'Transparenz ze fannen.

Ech mengen, duerfir si jo och an deene leschten zweeanenhalleft Joer eng Rei Initiative vun der Regierung geholl ginn op europäeschem Plang, mä awer och Initiativen, déi hiren Nidderschlag hei an der Chamber fonnt hunn, well mir hu jo eng ganz Rei Gesetzer an där Logik gestëmmt.

Mir kënnen och feststellen, datt d'Transparenz sech net negativ ausgewierkt huet op d'Finanzplaz Lëtzebuerg, au contraire, datt dat éischer positiv ass. Mir gesinn och, datt dat weiderhin e ganz aktive Secteur ass, datt och do weiderhin ganz vill Plus-value kreéiert gëtt, mä awer och vill Aarbechtsplaze weiderhin do bestinn.

Mir sinn doduerjer och mëttlerweil vun de groen a schwaarze Lëschten erofkomm. An et kann een awer soen, datt d'Attraktivitéit vun der City Lëtzebuerg méi wéi jee ganz grouss ass!

Dëse Projet de loi, deen d'Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, enger ganz rezenter Direktiv, läit och an dëser Logik vun der Transparenz. An ech wëll och rappeléieren, datt et ënnert der lëtzebuergescher Présidence war, am zweete Semester 2015, wou den Accord politique zustane komm war, eben ënnert der lëtzebuergescher Présidence, méi spezifesch och ënnert der Présidence vum Finanzminister Pierre Gramegna.

Ëm wat geet et bei där Direktiv respektiv dann elo bei deem Projet de loi, wou mer déi Direktiv ëmsetzen? Konkret geet et ëm en Échange automatique d'informations bei de sougenannte Steuer-Rulingen an den Accords pré-

lables bei de Prix de transfert. A säit der sougenannter LuxLeaks-Affär si Rulinge jo mëttlerweil e land- a stadbekannte Begrëff ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier vläicht ganz kuerz rappeléieren, ëm wat et dobäi eigentlech geet. Rulingen, eigentlech ass den techneschen Term „Décision anticipée“ vun der Steierverwaltung vis-à-vis vun engem Contribuable, hei am Regelfall Sociéitéiten. Firwat déi Accords préalables oder déi Décisions anticipées? Dat ass, fir datt eng gewësse Prévisibilitéit do ass, fir datt d'Sociétéit weess, op wat se sech kann aloossen, wéi vill Steiere se muss bezuelen.

Et ass also net e loucht Ofkommen oder iergendeen Arrangement zwëschen enger Verwaltung a Sociéitéiten. Neen, e Ruling, dat ass also eng Décision, déi am Virfeld geholl gëtt, opgrond vun deenen Informatiounen, déi d'Verwaltung huet. Et muss een och soen, dat sinn also legal Besteuerungen an a 26 Länner an der EU sinn déi och praktizéiert ginn a ginn och nach weiderhi praktizéiert.

Ech mengen, wat eben an der rezenter Vergaangenheet, besonnesch zu deem Moment, wéi LuxLeaks méi héich Welle geschloen huet, wat do natierlech diskutéiert ginn ass, ob déi Rulingen deontologesch vertriebbar wieren, wa ganz niddreg Steiertaxen dobäi erauskomm sinn. Mä do muss een awer och soen, déi Taxen, déi erauskoumen, ware letztendlech och nëmmen eng Kombinatioun vu besteeënden nationalen an europäesche Steuerregelen, déi een do applizéiert huet.

Ech wëll och rappeléieren, dat hei ass also eng Direktiv, wou et ëm d'Rulinge geet, mä et war awer och schon am Budgetgesetz fir 2015, wou mer d'Rulingen an eis Gesetzgebung ageschriwwen hunn, well mer se do déi éischte Kéier, déi Décisions anticipées, gesetzlech formaliséiert hunn an also an eis Gesetzer ageschriwwen hunn.

Dës Direktiv läit och an der Linn vun der fënnefter Aktioun vum BEPS. A mir féieren also elo hei den automateschen Austausch vun Informatiounen betreffend Vorabbescheide oder Décisions anticipées an.

Wéi soll dat elo konkret fonctionnéieren? Vlächte e puer Haaptakzenter. Dat heescht, hei gëtt also, fir et e bësse bildlech duerstellen, gëtt elo net en Échange automatique bilatéral zwëschen de Länner agefouert, mä hei gëtt en zentrale System etabléiert.

Dat heescht, wat fir eng Rulinge ginn dann an déi zentral Datebank geschéckt? Dat sinn dann ebe Rulingen, déi e Caractère transfrontalier hunn, wat och heescht, datt se muss Sociéitéite betreffen, déi a méi Länner déi eng oder aner Aktivitéit hunn.

Et gëtt esou eng zentral Datebank agefouert - déi ass bei der Kommissioun situéiert, déi organiséiert dat -, wou dann déi eenzel Memberstaaten hir Informatiounen eraginn an da kënnen déi eenzel Memberstaaten do op déi Informatiounen zréckgräifen. A jee nodeem, wann dat de Fall ass, kënnen se dann och natierlech all d'Informatiounen froen, wann et eng Sociétéitéit ass, déi zum Beispill och an hirem Land da concernéiert ass, datt se dann den integrale Ruling kënnen froen.

Et ass och esou, datt hei déi eenzel Memberlänner - also eng Rei, ech wäert der herno e puer opzielen - op Informatiounen kënnen Zougrieff hunn, datt awer d'Kommissioun keng nominativ Donnéeë ka kucken. Si zentraliséiert dat a si kann och déi Donnéeë benotzen, haaptsächlech fir statistesch Zwecker ka se dat maachen. Mä awer soss ass awer fir d'Kommissioun do net den Zougang, wou se all déi nominativ Date kéint kreien.

Bon, wat fir eng Basisinformatiounen ginn dann an déi zentral Datebank do geliewert, déi

dann de Memberlänner zougängelech sinn? Dat ass d'Identifikatioun vum Contribuable - dat ass zum Beispill eng Informatioun, déi d'Kommissioun net ka kucken -, de Résumé vun der Décision fiscale, d'Datumer vun der Décision, d'Durée, d'Validitéit vun der Décision, den Typ vun der Décision, well et jo verschidde Typen vu Rulinge ginn, d'Montante vun der Décision, d'Deskriptioun vun der Method zum Beispill, wéi een de Prix de transfert fixéiert huet, an nach verschidde aner Informatiounen. Dir fannt den Detail am Text respektiv an der Direktiv, haaptsächlech an den Artikel 6, 7 an 8, mengen ech, wou all déi Informatiounen, déi muss geliewert ginn, opgezielt ginn.

Et ass elo esou, datt déi Direktiv dann applikabel ass den 1.1.2017 fir all nei Rulinge respektiv fir all Accord préalable beim Prix de transfert. Wann d'Décision bis dräi Méint geholl ass, müssen déi Informatiounen dann an déi Datebank do geschéckt ginn.

Et gëtt awer och e Volet Retroaktivitéit hei bei där Direktiv. Ënner anerem ass dat esou: Rulingen, déi zwëschen 2012 an 2013 geholl gi sinn an déi och nach 2014 valabel waren, ginn och an de System agefiddert. An déi Rulingen zwëschen 2014 an 2016 ginn och erageschéckt. An dann ass et awer esou, datt Sociéitéiten, wou de Chiffre d'affaires manner wéi 40 Milliounen ass a wou d'Décision virum 1.4.2016 geholl ginn ass, déi müssen net geliewert ginn, ausser et si Sociétéitéite vum Investment oder déi an de Finanzen täteg sinn.

Bon, eppes, dat heescht, hei hu mer eigentlech eng Direktiv, déi mer eent zu eent ëmsetzen, wou Der also den Detail herno och do kéint noliesen. Et ass och nach esou, datt mer hei och eng Modifikatioun an engems huele vum Gesetz vun 2013 iwwert d'Coopération administrative dans le domaine fiscal, well dat jo dann och hei ëmgeännert gëtt.

Voilà, dat sinn déi wichtegst Eckwäerter vun dëser Direktiv. Ech mengen, virun allem ass dat hei e ganz wichtige Schrëtt fir nach eng weider Transparenz, déi mer ustriewen, wou mer et wierklech wichteg fannen, datt déi iwwerall ëmgesat gëtt, a wou mir eis dat jo och op de Fändel geschriwwen hunn a woumadder mer och eigentlech, géif ech soen, praktesch e Schlusstréch ënnert d'Opaarbechtung vum LuxLeaks-Dossier gemaach hunn.

Dat gesot, hoffen ech op eng grouss Zoustëmmung an ech ginn hei schon d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An elo awer dee richtegen „grand chelem“: den Hâr Mosar.

#### Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci och dem Hâr Berger. An effektiv: Wann een déi zwee zesummenhëlt, gëtt et am Double en „grand chelem“.

Merci och dem Hâr Berger, deen eigentlech och do e ganz schwierege Projet a relativ einfache Wieder, wann een dat iwwerhaapt ka maachen, hei erkläert huet. Ech wollt just och do nach eng Kéier op ee Punkt agoen, dee mer wichtig schéngt ze sinn, dee mer och in extenso an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn: Dat ass vun deem zentrale Regëster, deen also vun den Informatiounen vun deene jeeeweilege Steierverwaltungen gespeist gëtt.

Et ass awer esou, datt dee Regëster selwer keng Verantwortung huet, mä d'Verantwortung weider bei de Steierverwaltungen läit. An do wollt ech, Hâr Minister, awer och nach eng Kéier drop hiweisen, datt et mir awer wichtig schéngt ze sinn, datt an där ganzer Thematik Échange d'informations - d'ailleurs net nëmmen bei Rulingen, mä iwwerhaapt - ëmmer sollen a müssen déi Informatiounen bei de jeeeweilege Steierverwaltungen ugefrot ginn an datt déi jeeeweilege Steierverwaltungen och déi Informatiounen viruginn. An dësem Fall ass et iwwert deen zentrale Regëster. Bei anere Legislatiounen geet et ebe vu Steierverwaltung direkt zu Steierverwaltung.

An do wollt ech och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mir och do zu Ouere komm ass, datt eng Rei vu Steierverwaltung schon déi, géif ech soen, „schlecht Gewunnecht“ ugeholl hätten, net méi iwwer hir Homologen ze fueren, mä direkt bei Instituter, bei Etablissements, bei Sociéitéiten déi Informatiounen unzefroen, wat manifestement contraire ass net nëmmen zum Text vun all deene Gesetzer, mä och zum Esprit dovunner.

A wéi gesot, ech wär ganz frou, Hâr Minister, wann Der vlächte eis do och nach eng Kéier kéint herno berouegen, andeem Der nach eng Kéier bestätegt, datt alles, wat Échange d'informations ass, och um Niveau vun de Rulingen ëmmer nëmme kann iwwert déi jeeeweilege Steierverwaltungen exekutéiert ginn.

Dat gesot, bréngt mir natierlech och hei den Accord zu dësem Projet de loi. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet, en ass scho prett, den Hâr Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Hâr President. Jo, ech mengen, et ass alles gesot zu dësem Projet de loi. Mir si jo hei am Fong an den Noweie vun der Affär LuxLeaks an der Lëtzebuurger Reaktioun och op déi Affär. An ech muss soen, dass mer dëse Projet de loi begrëissen, well en déi Direktiv ëmsetzt, déi de Minister jo ënner Lëtzebuurger Présidence mat weidergedriwwen huet an och matgeholfel huet ze adoptéieren iwwert den Échange vun deene Rulingen.

Ech mengen a meng Fraktioun ass och der Meenung, dass mer hei an engem Cercle vertueux sinn, dass mer mat der Finanzplaz an där Politik, déi mer elo maache fir méi Transparenz, méi Échange vun Informatiounen, ewech vu Produiten, déi hasardeus sinn, déi och net ausgeräift sinn a wou mer eis e Reputations-schued domadder zouzéien a soss näischt - d'Fondation patrimoniale zum Beispill -, dass mer do mëttlerweil eng méi intelligent Politik maachen, eng Politik mat méi Discernement fir eng Finanzplaz, déi wierklech op Kompetenz-nische baut an net méi op Souveränitätsnischen, wéi dat allze oft an der Vergaangenheet de Fall war.

Dofir begrëisse mir dëse Projet de loi a mir stëmme deen och mat. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet d'Madamm Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Hâr President, déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet de loi matstëmme.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Hâr David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Hâr President. Bon, ass deen heite Projet de loi iwwert den automateschen Austausch vu Rulingen e Fortschrëtt? Mir soe ganz kloer: Jo! Dofir wäerte mir och dëse Projet de loi matstëmme.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

#### (Exclamations)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Entgéint deem, wat vlächte gemengt gëtt,...

► **Une voix.** - Dir verfaalt dem...

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Entgéint deem, wat vlächte gemengt gëtt, setze mir eis tatsächlech aussernee mat deene Gesetzer, déi tatsächlech oft komplizéiert sinn. An obwuel mer innerhalb vun eiser Sensibilitéit keng Fiskal-liste setzen hunn, kann ech lech awer versécheren, datt mer der kennen, déi eis och beroden. Dofir kënnen mer och heiansdo e puer Saache soen.

An ech mengen, et waren och... Ech wëll net dorobber zréckkommen, wat den Hâr Fayot viru gesot huet, mä ech mengen, e weess et jo awer och ganz genau, datt déi Direktiv GFIA ze relativiséieren ass. Et ginn awer och gewësse Saachen net kontrolléiert, ënner anerem...

#### (Interruption)

Jo, Madamm Loschetter, ech weess, ech nerven. Mä bon, mir si gläich eriwuer, oder et ass gläich eriwuer.

#### (Hilarité)

Mä et gi jo eng Partie Saachen, déi awer och net kontrolléiert ginn, wéi d'Stratégie d'investissement an esou weider. D'Kollege vun der Finanzplaz sinn natierlech ni frou, wa se kontrolléiert ginn. Mä déi Kontroll, déi mer viru gestëmmt hunn, dee Gesetzesprojet, dee mer viru gestëmmt hunn, ass awer trotzdem eng Deregulierung.

Obwuel mer elo deen Échange automatique wäerte matstëmme, muss ee sech awer trotzdem nach d'Fro stellen, ob een de Problem vun der Steiervermeidung vu grouse Multinationale wäert geléist kreien. An dat menge mir natierlech net.

Dat heiten ass e klunge Schrëtt no vir, dat ass richtig. Et féiert dozou, datt déi Faveuren, déi Firmen à titre individuel och moosgeschneidert vu verschidde Länner ugebuede kreien, e bësse méi ëmständlech trotzdem ginn. Mä et wäert op kee Fall dozou féieren, datt Multinationale elo wäerte substanzéiert méi Steiere bezuelen.

D'Regierung setzt sech als Virreider vun dëser Transparenz dohinner, mä mir wësse jo awer och ganz genau, datt mer u sech e bësse mam

Réck widdert der Mauer stoungen, wou mer hu missen dat heite schlussendlech ëmsetzen, well dat gouf, an dat gouf jo och scho gesot, nom LuxLeaks-Skandal entdeckt. Dat heescht, schlussendlech hu mer och deen heite Projet de loi deenen ze verdanken, déi de LuxLeaks-Skandal opgedeckt hunn. Déi Leit, déi kréien awer meeschtens kee Merci gesot. Si gi viru Geriicht zitiiert a si ginn och nach, an enger éischer Etapp op jidde Fall, condemnéiert. Dat ass net onbedéngt e Reproche un d'Justiz, mä et ass awer trotzdem e Reproche un d'Politik.

#### (Interruptions)

Ma d'Justiz applizéiert d'Gesetzgebung. Bon, si interpretéiert se zwar „à sa sauce“, mä d'Politik gétt net vun der Justiz gemaach, an d'Gesetzgeber och net.

Dofir, mengen ech, misst een och drun erënnere, dass mer weiderhin och nach eis Gesetzgebung iwwert de Whistleblower musse verbessere, fir esou Dériveren nach kënnen besser ze verënnere. Mir waarde mat ganz grousser Spannung d'ailleurs och op de Projet de loi vum Justizminister.

Mä ech mengen awer och, dass et politesch gesinn - et huet een et och gemierkt a leschter Zäit, wéi de LuxLeaks-Skandal erauskomm ass - esou eng Aart helleg Allianz gouf. An och vläicht ënnert der Bevëlkerung - well dat esou verstane gétt, dass ee Lëtzebuerg net dierft attackéieren - ass amgaangen och dee Glawen ze verschwannen, och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi, dass et gutt ass, dass Multinationellen hei zu Lëtzebuerg quasi keng Steiere méi bezuelen, awer dass den Otto Normalverbraucher e groussen Deel vu sengem Revenu muss awer fir Steiere bezuelen an och derfir suergen, dass d'Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt funktionéieren.

An ech mengen, dat gesinn ëmmer méi Leit an. Schlussendlech duerno gesi se och an, dass eis ëmmer méi Sue feelen an dass si dofir mussen opkommen, ënner anerem andeems d'TVA ëmmer méi eropgezu gétt.

An duerno muss ee sech awer och nach ëmmer weiderhin d'Fro stelle vum Steierdumping, vun der Steierkonkurrenz op europäeschem Niveau. Well dat ass jo awer och e Problem, dee mer musse wierklech an Ugrëff huelen. A leider ass awer Lëtzebuerg weiderhin e Virreider vun der Steierkonkurrenz op europäeschem Niveau. Dat gétt och esou assuméiert. Mä soulaang mer dat hunn, dann hu mer natierlech de Problem, dass eng Konkurrenz besteet, dass dann och Lëtzebuerg do matmécht. An dann dierft ee sech och net wonneren, dass esou Skandalen erauskommen.

Et kann een à la limite och nach verstoen, dass an der Logik, dans la logique des choses dann eben och Lëtzebuerg versicht, oder op jidde Fall d'Finanzplaz versicht, sech d'Korinthercher erauszehuelen. Mä d'Bierger, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä iwwerall an Europa, déi hunn dorunner guer näischt ze gewannen.

Dat heescht, mir hunn zwar elo en Alliierten héchstwahrscheinlech verluer a Groussbritannien. Dat ass vläicht iergendwéi eppes éischer Positives, wann een dat esou ka gesinn. Mä ech mengen, mir mussen elo awer wierklech ganz konkret ginn an nächster Zäit an eis derfir asetzen, wa mer wëlle wierklech wouergeholl ginn, géint Steierkonkurrenz op europäeschem Niveau.

Mä wéi gesot, dat heite wäerte mer awer matdroen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An och den Här Finanzminister ass um Wee, fir säin „Grand Chelem“.

#### (Hilarité)

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech freeë mech direkt natierlech, dass mer hei e Konsens an Unanimitéit hu fir dee Projet de loi. Dat ass eng ganz gutt No-riicht.

Dese Projet de loi, des Ëmsetzung vun der Direktiv fir den Échange automatique vu Rulingen läit mir perséinlech ganz besonnesch um Häerz, an dat wäert lech och net wonneren, an zwar aus ville Grënn, mä haaptsächlech emol, well et ënner Présidence vun Lëtzebuerg gelongen ass, en Accord zu deser Direktiv ze fannen, an zwar och nach a relativ kuerzer Zäit. A sechs Méint hu mer et fäerdegbruecht, en Accord, op enger Direktiv, déi mat Besteuerung ze dinn huet, eppes an Europa ze errechen.

Dat ass vu ville begréisst ginn, ënner anerem och vum Kommissär Moscovici, deem dat regelmeisseg ënnersträicht, an och nach am ECOFIN virun zwee Deeg, wou e gesot huet, dass, wa

mer an de fiskalesche Problemer an an der Koordinatioun an Europa esou gutt virukomm sinn, da wier dat och, well déi zwou Présidence virun - déi hollännesch, déi elo d'Joer war, an déi Lëtzebuergesch - esou gutt geschafft hunn.

Domat hu mir, mengen ech, et fäerdegbruecht, aus där ganz schwéierer Situatioun, an där mer ware mat LuxLeaks, erauszekommen. A mir hunn domat bewisen, dass Lëtzebuerg net en Deel vum Problem ass, mä dass Lëtzebuerg en Deel vun der Lösung ass. An dat ware keng eidel Wierder, mir hunn dat wierklech gemaach!

Den zweete Grond, firwat ech frou sinn, dass mer dat haut hei maachen, an deen ech wëll ënnersträichen, firwat dass dat heite mer esou um Häerz läit: Mat deem heite Vott bewiese mir, dass Lëtzebuerg an der Transparenz a fiskalesche Saachen ukomm ass, dass dat keng Wierder sinn an d'Loft, mä dass mer dat seriö huelen! Mä kommt, mir maachen eis näischt vir, a kommt, mir maachen net, wéi wann dat eng Selbstverständlechkeit wier! Mir sinn do alleguerten, alleguerten d'Parteien, eng Gratwanderung gaangen, an ech si frou, dass mer dat haut bal wéi eng Selbstverständlechkeit ugesinn.

Wéi ech ugefaangen hunn als Finanzminister, du war et just geschitt, dass Lëtzebuerg op eng schwaarz Lëscht komm ass bei der OCDE. Dat war meng alleréischte Aufgab an dat war net einfach. Ech krut du gesot, dass d'international multilateral Banken eis vläicht ee Joer Moratoire géife ginn, a wa mer dann net vun där Lëscht géifen ewechkommen, da géifen déi multilateral Banken net méi mat Lëtzebuerg schaffen. Et muss ee sech emol virstellen, wat fir eng Dégäten dat mat sech bruecht hätt!

Dofir ass d'Regierung relativ schätzeg virugaangen a mir hunn den Échange automatique a Steierfroen 2014 ugeholl. Mir hunn d'Direktiv „mère-fille“ hei am Parlament am Dezember 2014 ugeholl, mir hunn de Common Reporting Standard vun der OCDE zu Berlin ënnerschriwwen 2014 an an engem Gesetz vun 2015 hei zesummen ugeholl. An den 30. Oktober 2015, ongeféier zwee Joer nodeem mer op déi schwaarz Lëscht komm sinn, si mer dann dovunner erofkomm. A wéi den Eugène Berger et richtig gesot huet, vill Leit hate geduecht,...

#### (Interruption et hilarité)

...dass mer duerch déi Transparenzpolitik an duerch déi Changementer riseg Problemer op eiser Finanzplaz géife kréien an dass mer net méi kompetitiv wären. Dat huet sech als falsch erweisen. An doriwwer sinn ech ganz frou, dass eis Finanzplaz bewisen huet, dass se Atouten huet, déi näischt mat der Fiskalitéit ze dinn hunn.

An doduerch, dass mer haut opgestallt sinn, fir eng diversifizéiert Finanzplaz ze hunn, wéi mer et och bewisen hunn elo grad mat der Adoptioun vum Gesetz FIAR, kënnen mer och ganz zouversichtlech an d'Zukunft kucken. An dee Wuesstum, dee mer elo op eiser Finanzplaz hunn, ass e qualitative Wuesstum, dee sech weise léisst!

Ech mengen och, an dat ass ugeschwat gi vu Verschiedenen, dass den État d'esprit an der Bevëlkerung changéiert huet. Sait der Finanzkris vun 2008, wou d'Leit jo alleguerte gelidde hunn, wou d'Steieren a ville Länner - an deene meeschte Länner! - an d'Luucht gaange sinn, inklusiv zu Lëtzebuerg, hunn d'Leit ëmmer manner Verständnis gehat, dass Verschiedener, ob dat elo Privatleit sinn, mä haaptsächlech och Entrepreneuren, a grouss Entrepreneuren, sech laanscht d'Steieren drécken. An dofir ass jo och déi Weltinitiativ komm vum G20, fir en neie Kader fir d'Fiskalitéit ze schaffen.

An entgéint deem, wat vill Leit gemengt haten, dass deen Exercice BEPS - Base Erosion Profit Shifting -, deem am Kader vum G20 a vun der OCDE gemaach ginn ass, wou vill Leit geduecht hunn, dass dat géif Jorzéngten dauere, bis d'State sech géifen eens ginn, wéi se dann d'Fiskalitéit missten nei molen am 21. Jorhonnert, si hu sech all geiert: Well an dräi Joer ass deen Exercice op en Enn komm an ech hat déi Eier, an ech muss soen, och d'Okkasioun, do derbäi ze sinn, wéi dat zu Lima am Peru virgestallt ginn ass an enger Pressekonferenz.

Vill Journalisten hunn do Froen gestallt, ob dat dann elo wierklech eppes Seriöes wär, wat do op d'Bees gesat gi wär, all déi Recommendationen vum BEPS, dat sinn Honnerte Recommendationen, an do hu se déi Fro dem Här Schäuble gestallt. An den Här Schäuble huet geäntwert, an dat ass verbonnen hei mat eiser Diskussioun: „Net nëmme ass et seriö, wat mer hei maachen, mä mir hunn dat schon anticipéiert, mir hu virun e puer Deeg zu Lëtzebuerg en Accord fonnt iwwert den Échange automatique vu Rulingen.“ Ënner Lëtzebuerg Présidence!

Dat heescht, mir waren do - mir, grad d'Lëtzebuerg an der Présidence -, a mir hunn dat fäerdegbruecht. An dat ass um Niveau G20 unerkannt ginn.

Ech muss och nach eppes iwwert déi Pressekonferenz verzielen zu Lima, well et ganz interessant war. Si hate mer näamlech net gesot, dass ech och do misst intervenéieren. Mir waren do zu 15 op enger Tribün. A wéi se mer d'Wuert ginn hunn, huet all Mënsch gegrinst, wéi se d'Wuert u Lëtzebuerg ginn hunn, well ech war jo natierlech nëmme do, well mir d'Présidence vun der Europäescher Unioun hatten. An et si Leit am Sall, déi mer d'Zeen beschriwwen hunn. Déi hu gesot: Wéi de Lëtzebuerg d'Wuert kritt huet, all Mënsch duecht: A wat soll deen dann elo doriwwer soen?

Jo, a wat huet de Lëtzebuerg gesot? De Lëtzebuerg huet e Wuert an de Mond geholl, wat bis dohinner nach iwwerhaapt kee gebraucht hat, an zwar dat Wuert „level playing field“. A wéi ech dat du gebraucht hunn, huet all Mënsch mam Kapp genickt ronderëm, am Fong geholl: Jo, den „level playing field“ wär wichteg. An den „level playing field“ ass och wichteg. A vu dass dat Thema jo oft hei gebraucht gétt, wollt ech soen, dass Lëtzebuerg drop oppasst, dass esou wäit wéi méiglech den „level playing field“ soll gemonitort ginn, fir dass jiddweree mat deeneselwechte Regele spillt.

Wat ass elo de Contenu vun deser Direktiv? De Rapporteur huet dat ganz gutt a sengem schriftlechen a mündlechen Bericht bruecht. Duerfir ginn ech elo net an d'Detailer an, mä ech rappeléieren, dass dann alleguerten d'Rulingen, déi fënnf Joer zréckleien, mussen ausgetosch ginn, dass et do eng Exemptioun gétt fir Rulinge bei Gesellschaften, déi ënner 40 Milliounen sinn, dat heescht PMEen, an dass mir eent vun deenen éischte Länner an Europa sinn, déi des Direktiv ëmsetzen.

Zum Schluss wëllt ech awer och nach ënnersträichen mat engem gewëssenen Humor...

► **Une voix.** - Humor?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo. Wéinst dem LuxLeaks hu mer 500 Rulingen... Mat LuxLeaks si leider an der ganzer Welt 500 Rulinge vu Lëtzebuerg op den Internet komm. Bis haut sinn dat déi eenzeg an der Welt, déi esou bekannt sinn.

Mat deem Échange automatique wäerte ganz vill Rulingen elo bekannt ginn. Se wäerten net op den Internet kommen, well den Échange gétt jo um Niveau vun den Administratiounen gemaach, wéi mer dat och hei ënnerstrach hunn, mä, Dir wäert gesinn, d'Rulinge vun deenen anere Länner wäerten och vill méi bekannt sinn. An dat wäert eis d'Liewen och als Lëtzebuerg e bësse méi einfach maachen, well ech soupçonéieren, dass déi aner och Rulinge maachen, déi net ëmmer alleguerten honnertprozenteg vun deem Rengste sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Zum Schluss wëllt ech lech soen, dass mer a Saachen Transparenz an a Saache Blanchiment nach laang net fäerdeg sinn. Ech wäert an deenen nächste Wochen a Méint nach weider Projeten an d'Chambre des Députés schécken. Ech géif der gären dräi hei ervirsträichen:

Een, dee wäert gläich kommen, ass déi sougenannte Direktiv iwwert d'Coopération administrative Nummer 4, wou den „country by country reporting“ dran ass; dat heescht, Échange vun Informatiounen a Saache Steieren tëscht de Länner.

Deen zweete Sujet, dee wäert hei opkommen, ass d'Bekämpfung vum Blanchiment a vum Finanzement vum Terrorismus, wou d'Kommissioun virun zwee Deeg nei Propositionen op den Dësch geluecht huet.

An drëtten, an e puer Deeg gétt dann och d'Steierreform hei am Parlament déposéiert, wat ech och muer wäert an der Cofibu kuerz presentéieren an lech en Exemplar ginn. An do wäert Der fannen, dass mer och den Droit pénal fiscal vu Lëtzebuerg moderniséieren a kompatibel maache mat der europäescher Gesetzgebung.

Wéi Der gesitt, Här President, mir hunn nach vill an deem Beräich ze maachen. An ech freeë mech, dass mer eis haut hei all eens sinn, fir des wichteg Direktiv an d'Lëtzebuerg Gesetzgebung ëmzesetzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6972 et dispense du second vote constitutionnel

An da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6972 iwwergoen. An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Dese Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

#### (Assentiment)

Merci.

### 8. 6971 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, signé à Bruxelles, le 5 février 2015

#### - Sans rapport et sans débats

Ech mengen, dat do kënnen mer net méi toppen, obwuel mer elo zum Projet de loi 6971 iwwerginn, engem Accord tëschent Lëtzebuerg an der Belsch iwwert déi gemeinsam Hëllef am Beräich vun der Protection civile vum Zivilschutz.

Op Ufro vun der Commission des Affaires intérieures a mam unanimen Accord vun der Presidentekonferenz gouf zréckbehalen, dass dese Projet de loi konform zum Artikel 73 vun eise Chamberreglement ouni Rapport an ouni Debatten ofgestëmmt gétt.

Et ass keen Awand zu deser Prozedur virun deser Sëtzung erakomm, soudatt der Ufro vun der Kommissioun, mengen ech, Rechnung gedroe ka ginn, a mer da géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6971 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6971. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.



## 9. Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)

Mer kommen zu eisem virleschte Punkt. A mer sollen elo de Commissaire aux comptes vun der SNCI ernennen, esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1977 iwwert d'Schafe vun der Société Nationale de Crédit et d'Investissement an den Artikelen 140 bis 153 vum Chambersreglement dat virgesäit.

D'Kandidateléscht ass un all Deputéierte verdeelt ginn a läit lech och vir. Laut Artikel 148 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn.

Den Artikel 146 vum Reglement gesäit vir, dass dës Nominatioun duerch eng absolutt Majoritéit erfollegt. Well mir just ee Kandidat fir ee Posten hunn, kënnen mer dee Vott iwwer eisen elektronische System maachen. A wa keng Wuertmeldungen dozou sinn, géife mer zur Ofstëmmung iwwert dem Här Daniel Croisé seng Kandidatur iwwergoen. De Vote par procuratioun ass net erlaabt.

### Vote sur la candidature unique

An ech géif - elo kucken ech d'Gebrauchsanweisung - fir d'Eischt de Secretsknäppchen drécken an dann d'Ofstëmmung lancéieren. Wien derfir ass, stëmmt mat Jo, a wien net, mat Neen. Voilà! De Vott ass eriwwer.

A mer hunn 59 Participatiounen - wierklecher, also net Procuratiounen - an 59 Jo-Stëmmen. Domat wär den Här Croisé unanime zum Kontekommissär designéiert.

## 10. Discours de M. le Président

A mer wäeren elo bal um Enn vun der Sëtzung ukomm, vun eiser leschter ëffentlecher Sëtzung vun der Sessiou 2015-2016. Déi nächst ëffentlech Sëtzung, wou déi aktuell Sessiou zouge-maach an déi nei opgemaach gëtt, ass den 2. Dënschen am Oktober, also dëst Joer den 11. Oktober. D'Aarbechte lafen awer bis op Weideres an de Kommissiounen, an der Verwaltung an an de Fraktiounen weider.

Déi lescht Méint, Kolleeginnen a Kolleegen waren intensiv. Et ass vill a seriö Aarbecht gelescht ginn, um nationale wéi um internationale Plang. D'Chamber huet hir Roll während der Présidence vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun voll gespilt a Konferenz vum deenen 28 Memberen zur Aussen- an Europa-politik, der Kooperatioun an der sozialer Dimension organiséiert. Eis kleng Equipe, déi dës Konferenzen exzellent organiséiert huet, huet zu Recht vun eise Gäscht vill Luef kritt.

Als Ofschloss hate mer d'Konferenz vun de Presidente vun de Parlamenter aus der Europäescher Unioun. Bei där Geleehentheet hu sech déi 28 op eis Propositioun hin derfir staarkge-maach, dass déi international Handelsaccorde wéi CETA an TTIP misste virun déi national Parlamenter kommen.

Dat geschitt jo och elo. An dat ass och gutt esou. An dat weist, dass gemeinsam Démarché vun nationale Parlamenter eppes bréngen kënnen. Wéi e roude Fuedem ass déi noutwendeg Opwärtung vun der sozialer Dimension an der Europäescher Unioun duerch eis Konferenz gaangen. Déi Europäesch Gemeinschaft kann nämlech d'Vertraue vun de Leit nëmmen erëmgewannen, wa se hiert soziaalt Gesiicht erëmfënnt.

Och national gesinn ass vill geschafft ginn. D'Parlament huet nieft senger normaler legislativer Aarbecht eng ganz Rei vun Initiative geholl. Orientéierungsdebatte goufe gefouert, wéi zum Beispill iwwer Energie a Klima an d'Reform vun der Police. Mir hatten Debatten no de Regierungserklärungen iwwert den Terror zu Paräis, de Brexit, d'Flüchtlingen. A mer hate wichteg Aktualitéitsstoune, ënner anerem iwwert déi belsch Atomreakteren, ënner anerem och iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land. A mer hu wichteg Motiounen gestëmmt, wéi am Beräich Klima an Energie a betreffend international Handelsaccorden.

D'Chamber huet sech och méi Matsproocherecht bei der Prozedur fir de Semestre européen ginn, ënner anerem duerch d'Reform vum Débat iwwert den État de la nation, wou mer deemnächst och de Bilan wäerten zesammen zéien. Et waren och eng ganz Partie Hearingen hei am Haus, sief et no enger Petitioun oder zesumme mat Associatiounen vu jonke Leit; d'Jugendkonferenz, d'Jugendparlament, d'Jugendkonvent an esou weider.

Mam Hearing iwwer Är Virschléi zur Verfassungsreform si mer nei Weeër gaangen, an zesumme mat der Uni si bal gläichzäiteg déi geplangte Biergerpaneel gelaf. D'Chamber huet sech am leschte Joer weider no baussen opge-maach a mir hunn och eng aktiv Roll beim Opbau vum Institut fir politesch Bildung iwwerholl.

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup>45 et 46

### 45<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

7009 - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

5730 - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

6777 - Projet de loi modifiant, en vue d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée:

- 1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et
- 2. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité des comptes annuels des entreprises p. 673-677
- 6869 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte catholique et portant
  - 1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché
  - 2. modification de certaines dispositions du Code du Travail
  - 3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes
  - 4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

6870 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part;

6871 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église anglicane du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte anglican, conférant la personnalité juridique à ladite Église et portant abrogation de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église;

6872 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église orthodoxe du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte orthodoxe, conférant la personnalité juridique aux Églises orthodoxes et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église orthodoxe hellénique du Luxembourg, d'autre part, et de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises orthodoxes roumaine et serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public auxdites Églises;

6873 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église protestante du Luxembourg et à l'Église protestante réformée du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte protestant, conférant la personnalité juridique aux Églises protestantes et portant abrogation de la loi du 23 novembre 1982 portant approbation de la convention de reconnaissance de l'Église protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emplois rémunérés par l'État, et de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église protestante du Luxembourg, d'autre part

6874 - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte musulman et conférant la personnalité juridique à l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg

6475 - Projet de loi portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et modifiant

- a) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire
- b) la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe
- c) la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
- d) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État
- e) la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics
- f) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

6850 - Projet de loi portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

### 46<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

6969 - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;
- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;
- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;
- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit

### Ordre du jour

6929 - Projet de loi relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de:

- 1. la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- 2. la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal;
- 3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 4. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- 5. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et de
- 6. la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

6963 - Projet de loi

- portant introduction en matière de taxe d'abonnement de dépôt électronique des déclarations par les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement;
- modifiant la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- modifiant la loi modifiée du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques;
- modifiant l'article 2200 du Code civil; et
- abrogeant l'article 2201 du Code civil

6972 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

6971 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, signé à Bruxelles, le 5 février 2015

- Sans rapport et sans débats

Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)

Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech alleguer Merci fir déi gutt a kollegial Zesummenaarbecht. Ech wëll op dëser Plaz och dem ganze Personal vun der Chamber, mat un der Spëtz dem Generalsekretär Claude Frieseisen a sengen zwee Adjointen, dem Benoît Reiter an dem Isabelle Barra, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitäten, der Press an dem Sécherheetspersonal e grouse Merci soen.

Ech hoffen, datt mir alleguer iwwert de Summer e puer roueg Deeg wäerten hunn a wënschen de Leit dobaussen datselwecht. Un Aar-

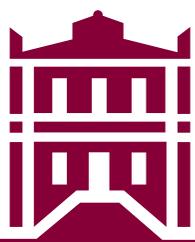
becht wäert et eis och am Hierscht net feelen, well esou wichteg Projete wéi d'Nationalitéitgesetz, de Congé parental, d'Simplification administrative, d'Steierreform oder de Budget kommen op eis zou.

An ech invitéieren lech alleguer elo schonn op déi grouse Porte ouverte vun den Institutiounen, samschdes de 24. September 2016, wou d'Chamber, zesumme mat villen aneren nationalen an, mengen ech, och deenen engen oder aneren internationalen Institutiounen hei am Land, hir Diere wäert fir de Public opmaachen.

Domat, Kolleeginnen a Kolleegen, ass d'Sëtzung op en Enn komm. Merci villmoos an alles Guddes fir déi nächst Wochen.

Merci. An d'Sëtzung ass eriwwer.

**(Fin de la séance publique à 16.16 heures)**



## Compte rendu n°1

### 1<sup>re</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 1
Clôture de la session ordinaire 2014-2015 et ouverture de la session ordinaire 2015-2016	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Discours de M. le Président	p. 1
Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes	p. 1
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 1-2

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi par M. Roy Reding p. 2

Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany p. 2

Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 2

Communications p. 2-4

Ordre du jour p. 4

**Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la crise des réfugiés et de l'accueil des demandeurs de protection internationale, suivie d'un débat** p. 4-11

**6454B** - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 11-12

**6828** - Projet de loi approuvant la participation de Grand-Duché de Luxembourg à la 17<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement p. 12-13

**6859** - Projet de loi du [...] relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures p. 13-14

### 2<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 15

Motion de M. Serge Urbany relative à l'opposition du Gouvernement au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues

et

Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou le soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante p. 15

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 15

**6772** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne; et transposant la directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024/2012 (UE) (refonte) p. 15-17

**6646** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique p. 17-19

**6756** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État p. 19-20

**6812** - Projet de loi portant approbation - de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche concernant l'échange et la protection réciproques des informations classifiées

- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées p. 20-21

**6813** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015 p. 21-22

**6782** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest p. 22-24

Ordre du jour p. 24

**6888** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au chapitre 9 «Frais et indemnités» de l'annexe 5 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» p. 24

**6836** - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 24-28

## Compte rendu n°2

### 3<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 29

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Paris en date du 13 novembre 2015 p. 29-30

Communications p. 30

**6889** - Proposition de révision de l'article 11bis de la Constitution

**6890** - Proposition de loi portant création d'un statut juridique particulier pour les animaux

**6894** - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution p. 30

Ordre du jour p. 30

Dépôt d'une motion par M. Marc Angel p. 30-31

Ordre du jour (suite) p. 31

Heure de questions au Gouvernement

Question n°125 du 17 novembre 2015 de M. Lex Delles relative aux discussions au sujet des attentats récents à Paris au sein de nos écoles et lycées, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 31

Question n°126 du 17 novembre 2015 de Mme Diane Aehm relative à l'encadrement scolaire des enfants de demandeurs d'asile, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 31

Question n°127 du 13 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la récente évaluation de l'EFSA confirmant la sécurité du glyphosate, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 31-32

Question n°128 du 17 novembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative à la politique d'information de la police en relation avec l'incendie de Mënjecker, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 32

Question n°129 du 17 novembre 2015 de M. André Bauler relative à la possibilité d'instaurer des guichets uniques régionaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 32

Question n°130 du 17 novembre 2015 de M. Claude Wiseler relative aux recommandations du Conseil national des finances au sujet du projet de budget pour 2016, adressée à M. le Ministre des Finances p. 32-33

Question n°131 du 16 novembre 2015 de M. Franz Fayot relative aux «Assises culturelles», adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 33

Question n°132 du 17 novembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à une réforme des

régimes de protection (sauvegarde de justice, curatelle et tutelle), adressée à M. le Ministre de la Justice p. 33-34

Question n°133 du 17 novembre 2015 de M. Laurent Mosar relative aux conclusions du sommet du G20 à Belek en Turquie, adressée à M. le Ministre des Finances

Ordre du jour (suite) p. 34

Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes p. 34

**Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat** p. 34-46

Ordre du jour (suite) p. 46

### 4<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 47

Question urgente n°1570 de M. Henri Kox relative au redémarrage des réacteurs belges de Tihange et Doel p. 47

Motion de M. Serge Urbany invitant le Gouvernement à s'opposer au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues

Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou au soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante concernant le bombardement d'un hôpital MSF à Kunduz en Afghanistan

Motion de M. Marc Angel relative à la persécution internationale de minorités ethniques ou religieuses au Moyen-Orient p. 47-51

**6542** - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant:

a) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

b) la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;

c) la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées p. 51-54

**6783** - Projet de loi relatif à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines p. 54-55

**6456** - Projet de loi sur le secteur des assurances p. 55-58

**6826** - Projet de loi portant

1) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté d'Andorre tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 2 juin 2014;

2) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Croatie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014;

3) approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2014;

4) approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Washington DC, le 9 octobre 2013;

5) approbation du Protocole, signé à Abou Dhabi, le 26 octobre 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Émirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Dubaï, le 20 novembre 2005;

6) approbation du quatrième Avenant, signé à Paris, le 5 septembre 2014, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions

et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1958 modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970, par un Avenant signé à Luxembourg le 24 novembre 2006 et par un Avenant signé à Paris, le 3 juin 2009;

7) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mai 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Irlande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 janvier 1972;

8) approbation du Protocole et du Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 20 juin 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004;

9) approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 28 janvier 2014, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole, signés à Luxembourg, le 15 février 1995;

10) approbation du Protocole et l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 8 juillet 2014, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tunisienne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 27 mars 1996 p. 58-60

## Compte rendu n°3

### 5<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 61

Dépôt d'une proposition de loi par M. Gilles Roth p. 61

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone (COM(2015)337) p. 61-62

**6688** - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie p. 62-73

Dépôt d'une proposition de loi par M. Marco Schank p. 73

**6688** - Débat d'orientation sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie (suite) p. 73-78

**6834** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Islande, d'autre part, concernant la participation de l'Islande à l'exécution conjointe des engagements de l'Union européenne, de ses États membres et de l'Islande au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2015 p. 78

**6771** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets p. 78-79

**6814** - Projet de loi relatif à la construction d'une école internationale à Differdange p. 79-81

**6825** - Projet de loi relatif à la construction de la 5<sup>e</sup> extension de la Cour de justice de l'Union européenne p. 81-83

### 6<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 84

Communications p. 84

**6909** - Proposition de loi portant interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics et

**6912** - Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable p. 84-85



Changement de composition d'une commission parlementaire p. 85

Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 85

Ordre du jour p. 85

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 85

Heure de questions au Gouvernement p. 85

- Question n°134 du 30 novembre 2015 de M. André Bauler relative au concept artistique du Festival de Wiltz, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 86

- Question n°135 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au projet «Moderne Schule durch moderne Programme», adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 86

- Question n°136 du 30 novembre 2015 de M. Roger Negri relative à la mise en œuvre de stations d'épuration mobiles par les syndicats de dépollution des eaux, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 86-87

- Question n°137 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 87

- Question n°138 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de M. Gérard Anzia relative aux suites données à l'étude sur l'évaluation de la réforme de la Formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 87

- Question n°139 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de M. Serge Wilmes relative à la politique future de la Société Nationale de Contrôle Technique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 87-88

- Question n°140 du 30 novembre 2015 de M. Edy Mertens relative au trajet de la piste cyclable entre Troisvierges et Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question parlementaire écrite n°1598 de M. Marco Schank et de M. Emile Eicher relative à la ligne ferroviaire du Nord p. 88

- Question n°141 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de M. Marcel Oberweis relative à l'étude ayant pour objet l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe», adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 88

- Question n°142 du 30 novembre 2015 de M. Gilles Baum relative à une piscine intercommunale à Echternach, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 88-89

- Question n°143 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la prolongation des permis de conduire au seuil d'une nouvelle catégorie d'âge, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 89

- Question n°144 du 1<sup>er</sup> décembre 2015 de M. Gusty Graas relative à la possibilité de la construction d'un pavillon Benelux lors de la prochaine exposition mondiale, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 89

**Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur la sécurité nationale et le terrorisme, suivie d'un débat p. 89-98**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois p. 98

## 7<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 99

Interpellation de M. Laurent Mosar sur l'avenir de la place financière et de la politique à mener dans ce domaine p. 99-109

Question élargie n°7 de M. Serge Urbany sur l'avenir de la zone euro et le «rapport des 5 présidents» p. 109-110

**6407** - Proposition de loi relative aux sondages d'opinion politique et portant modification

1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques;

3. de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national p. 110-114

Question élargie n°9 de M. Claude Adam sur l'introduction du futur cours unique d'éducation aux valeurs, baptisé «Vie et société» p. 114-115

## Compte rendu n°4

### 8<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 116

Interpellation de M. Gast Gibéryen sur le futur développement du pays p. 116-125

**6778** - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre national d'incendie et de secours et autorisant l'État à participer au financement des travaux y relatifs p. 125-129

### 9<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 130

Communications p. 130

Ordre du jour p. 130

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°145 du 9 décembre 2015 de M. Claude Wiseler relative à la proposition de constituer un groupe des petits pays européens dont la population est inférieure à un million d'habitants dit le «G9», adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 130

- Question n°146 du 8 décembre 2015 de M. André Bauler relative à l'engagement d'art-thérapeutes au sein de l'Éducation nationale, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 130-131

- Question n°147 du 8 décembre 2015 de Mme Cécile Hemmen relative au manque présumé de titulaires assurant les cours sportifs de la LASEP, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 131

- Question n°148 du 9 décembre 2015 de M. Gast Gibéryen relative au service oncologie du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

Question n°149 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Mergen relative à la confusion d'échantillons de biopsies mammaires au sein du Laboratoire National de Santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 131-132

- Question n°150 du 9 décembre 2015 de Mme Josée Lorsché relative à la directive ayant pour but de porter à 40% la part du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances p. 132

- Question n°151 du 9 décembre 2015 de Mme Martine Hansen relative au service d'intervention d'urgence par voie d'hélicoptère, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 132

- Question n°152 du 9 décembre 2015 de M. Max Hahn relative à l'accord avec l'ACEL sur les modifications des bourses étatiques pour études universitaires, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 132-133

Ordre du jour (suite) p. 133

**6718** - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce p. 133-134

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la restructuration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et notamment de la présence des bureaux de poste p. 134-137

**6858** - Projet de loi concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant

1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;

2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal p. 137-139

**6911** - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014

p. 139-140

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 de la Cour des Comptes p. 140

**6911** - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2014 (suite) p. 140

### 10<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 141

**6779** - Projet de loi

1. relative à la protection internationale et à la protection temporaire;

2. modifiant

- la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration,

- la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3. abrogeant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection p. 141-148

Débat d'orientation sur le deuxième rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs et sur le troisième rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie p. 148-155

**6852** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme «Alliance Ground Surveillance» (AGS) de l'OTAN p. 155-158

## Compte rendu n°5

### 11<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 159

Communications p. 159

Ordre du jour p. 159-161

**6900** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

**6901** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 161-165

### 12<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 166

**6900** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

**6901** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019

- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances p. 166-167

**6715** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 167-169

**6761** - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle aux fins de mettre en œuvre certaines dispositions de la Résolution 2178 (2014) du Conseil de Sécurité des Nations Unies p. 169-174

**6886** - Projet de loi portant modification de l'article 77 alinéa 2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 174

**6922** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques (sans rapport et sans débats) p. 174

**6878** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux p. 174-175

**6905** - Projet de loi modifiant l'article 72 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 175

**6907** - Projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles p. 175

### 13<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 176

**6900** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et



**6901** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019

- Débats p. 176-192  
Ordre du jour p. 192

**Compte rendu n°6**

**14<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 193

**6900** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (Abgabenordnung);

3) la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

4) la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

5) la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'investissements de la Cité Syrdall»;

6) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014;

9) le Code de la sécurité sociale;

10) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

et

**6901** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 (suite) p. 193-199

p. 201

**6838** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014 p. 199-200

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2014 du Médiateur p. 200-201

Ordre du jour p. 201

**6718** - Projet de loi modifiant, en vue de la transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil:

1) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

3) le titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce (suite) p. 201-202

**6847** - Projet de loi du (...) portant transposition

- de la directive 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

- de la directive 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabenordnung“);

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs p. 202-203

Ordre du jour (suite) p. 203

**6866** - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant: - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; - modification du Code de Commerce; - modification de la loi du 1<sup>er</sup> août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; - abrogation de la loi du 1<sup>er</sup> août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées p. 203-204

**15<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 205

**6866** - Projet de loi (...) (suite) p. 205-210

**6891** - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) p. 210-214

**6899** - Projet de loi du [...] portant approbation de l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles le 21 mai 2014 p. 214-215

**6775** - Projet de loi relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 215-221

**6904** - Projet de loi portant modification:

1. du Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. de la loi modifiée du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail p. 221-224

Discours de fin d'année de M. le Président p. 224-225

**16<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 225

Communications p. 225-226

Ordre du jour p. 226

Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 226-227

Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Alex Bodry p. 227

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 227

Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 227

Heure de questions au Gouvernement

Question n°153 du 18 janvier 2016 de M. André Bauler relative à la fermeture probable de quelques commissariats de proximité dans la région nord du Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 227-228

Question n°154 du 19 janvier 2016 de Mme Octavie Modert relative à l'emplacement des radars fixes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 228

Question n°155 du 18 janvier 2016 de Mme Tajna Bofferding relative aux aides financières de l'État pour études supérieures pour non-résidents, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 228

Question n°156 du 19 janvier 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la caserne Grand-Duc Jean à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 228-229

Question n°157 du 18 janvier 2016 de M. Gusty Graas relative à l'alerte incendie déclenchée dans le tunnel «Grouff» en date du 13 janvier 2016, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 229

Question n°158 du 19 janvier 2016 de Mme Sylvie Andrich-Duval relative à la mise en œuvre de la loi portant création de la profession de psychothérapeute, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 229

Question n°159 du 19 janvier 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 229-230

Question n°160 du 19 janvier 2016 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative au lancement dès la rentrée scolaire 2016-2017 de projets pilotes dans plusieurs structures d'accueil pour enfants de un à trois ans, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 230

Question n°161 du 18 janvier 2016 de M. Edy Mertens relative au nettoyage de la N7 en cas de chutes de neige, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 230

Question n°162 du 19 janvier 2016 de M. Gilles Roth relative à la légalité des banques de données de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 230-231

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la sûreté des centrales nucléaires belges suite au redémarrage et aux incidents intervenus ces dernières semaines dans les centrales de Doel et Tihange p. 231-234

Question élargie n°8 de M. Marcel Oberweis sur la recherche p. 234-235

**6769** - Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation p. 235-239

**Compte rendu n°7**

**17<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 240

**6818** - Projet de loi portant création d'une école internationale publique à Differdange p. 240-247

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Alex Bodry p. 247-248

**6863** - Projet de loi abrogeant la loi du 7 août 2002 portant création du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe p. 248-251

**6827** - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière p. 251-252

**6805** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire afin de transposer la décision 2009/426/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité p. 252-254

**6926** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux pétitions publiques p. 254-255

**18<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique p. 256

Communications p. 256-257

**6938** - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution p. 257

Discours de M. le Président p. 257

Ordre du jour p. 257

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Françoise Hetto-Gaasch p. 257

Octroi d'un titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'administration parlementaire p. 257

**Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les conclusions du Conseil européen des 18 et 19 février 2016, suivie d'un débat**

et

Évacuation conjointe de l'heure d'actualité de la sensibilité politique ADR sur les discussions au sein du Conseil européen au sujet du référendum en Grande-Bretagne («Brexit») p. 258-262

**6794** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications p. 262-267

**6846** - Projet de loi relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et portant transposition:

de la directive 2013/14/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 modifiant la directive 2003/41/CE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle, la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs en ce qui concerne la dépendance excessive à l'égard des notations de crédit;

et portant mise en œuvre:

1. du règlement (UE) n°260/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros et modifiant le règlement (CE) n°924/2009;

2. du règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux; et

3. du règlement (UE) n°462/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 modifiant le règlement (CE) n°1060/2009 sur les agences de notation de crédit;

et portant modification:

1. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

2. de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

4. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

5. de la loi du 28 octobre 2011 mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du 16 septembre 2009; et

6. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs p. 267-268



**6920** - Projet de loi portant approbation de la Décision du Conseil de l'Union européenne du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (2014/335/UE, Euratom) **p. 268-269**

**6410** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse **p. 269-277**

Interpellation de M. Marc Spautz au sujet du cours commun d'éducation aux valeurs **p. 277-285**

## Compte rendu n°8

### 19<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 287**

Discours de M. le Président **p. 287**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Serge Urbany **p. 287**

Heure de questions au Gouvernement

Question n°163 du 19 février 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échéancier de paiement des primes dans le secteur agricole, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 287**

Question n°164 du 24 février 2016 de Mme Nancy Arendt relative à la promotion des cours de premier secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 287-288**

Question n°165 du 24 février 2016 de M. Roger Negri relative à l'arrêt du réacteur de Tihange 1, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 288**

Question n°166 du 24 février 2016 de M. David Wagner relative à la tranche judiciaire d'avance, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 288**

Question n°167 du 24 février 2016 de M. Gérard Anzia relative à la durée de validité des chèques-cadeaux vendus dans les commerces luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 288**

Question n°168 du 24 février 2016 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 288-289**

Question n°169 du 22 février 2016 de M. André Bauler relative à l'accueil de grandes quantités de courrier aux centres de distribution, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 289**

Question n°170 du 24 février 2016 de Mme Diane Adehm relative au subventionnement d'accumulateurs électriques permettant de stocker l'énergie électrique issue d'installations photovoltaïques, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 289**

Question n°171 du 23 février 2016 de M. Max Hahn relative au recrutement pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 290**

Question n°172 du 24 février 2016 de M. Laurent Zeimet relative à l'évacuation des avis concernant l'ampleur et la précision des rapports sur les incidences environnementales dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement général par le Ministère de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 290**

Question n°173 du 24 février 2016 de M. Edy Mertens relative à la substance HBCD dans le matériel isolant, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 290**

Question élargie n°10 de Mme Nancy Arendt relative au Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg **p. 290-292**

**6819** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission internationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 décembre 2014 **p. 292**

**6839** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Varsovie le 12 mai 2015 **p. 292-294**

**6840** - Projet de loi portant approbation du Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, signé à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2015 **p. 294**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'amélioration des relations avec la Russie en œuvrant au sein de l'Union européenne et des instances internationales en ce sens et relative à la levée des sanctions contre la Russie **p. 294-296**

Ordre du jour **p. 296**

**6786** - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014 **p. 297-298**

**6802** - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, signée à Luxembourg le 27 octobre 2014 **p. 296-297**

**6833** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015 **p. 297-298**

**6879** - Projet de loi portant fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange **p. 298-299**

**6880** - Projet de loi portant fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaine **p. 299-300**

**6896** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile, signé à Paris le 26 mai 2015 **p. 300-301**

Interpellation de M. Marc Spautz sur le marché du travail **p. 301-309**

## Compte rendu n°9

### 20<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 310**

Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz **p. 310**

Communication **p. 310**

**6817** - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade **p. 310-313**

**6641** - Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal **p. 313-316**

**6865** - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de l'Environnement **p. 316-319**

**6835** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres et le Canada, signé à Bruxelles, le 17 décembre 2009;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2010;

- l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie, signé à Bruxelles le 26 juin 2012;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, signé à Luxembourg le 10 juin 2013 **p. 319-320**

**6807** - Projet de loi modifiant  
1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;  
2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 **p. 320-322**

**6824** - Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises **p. 322-331**

**6910** - Projet de loi modifiant:  
- la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

- la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 331**

### 21<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 332**

Communications **p. 332**

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique (document COM/2015/634) ainsi qu'à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens (document COM/2015/635) - Art. 168 du Règlement de la Chambre **p. 332-333**

**6955** - Proposition de loi relative à la transsexualité et modifiant le Code civil **p. 332-333**

**6956** - Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution **p. 333**

Ordre du jour **p. 333**

**Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère** **p. 333-338**

Question élargie n°14 de Mme Cécile Hemmen sur la situation des femmes dans l'espace public **p. 338-339**

Question élargie n°11 de M. Léon Gloden sur l'eau gastronomique **p. 339**

Ordre du jour (suite) **p. 339**

Question élargie n°12 de M. André Bauler sur les infrastructures publiques dans le nord du pays **p. 339-340**

Question élargie n°13 de M. Roy Reding sur la réforme du système de mise sous curatelle ou tutelle de majeurs **p. 340-341**

### 22<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 342**

**Débat sur la politique européenne et étrangère** **p. 342-356**

## Compte rendu n°10

### 23<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 357**

Débat de consultation sur la révision du code forestier **p. 357-363**

**6924** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts **p. 363**

**6925** - Projet de loi modifiant la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes **p. 363-364**

**6927** - Projet de loi modifiant 1) la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et 2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 364-365**

**6807** - Projet de loi modifiant  
1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;  
2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (suite) **p. 365**

### 24<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 366**

Communications **p. 366**

Ordre du jour **p. 367**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 367**

Heure de questions au Gouvernement

Question n°175 du 19 avril 2016 de M. Aly Kaes relative à la prévention des attaques cérébrales dues à un foramen ovale perméable, adressée à Mme la Ministre de la Santé **p. 367-368**

Question n°174 du 15 avril 2016 de M. Gusty Graas relative à la pollution de l'Attert suite à un incident à Colmar-Berg, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 368**

Question n°176 du 18 avril 2016 de Mme Cécile Hemmen relative aux procédures à suivre par un individu en vue de dénoncer un cas de maltraitance animale aux autorités publiques, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 368**

Question n°177 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative à l'imposition de la plus-value immobilière, adressée à M. le Ministre des Finances **p. 368-369**

Question n°178 du 18 avril 2016 de Mme Josée Lorsché relative au projet des affichages en temps réel aux arrêts des autobus régionaux RGTR, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 369**

Question n°179 du 19 avril 2016 de M. Gilles Roth relative à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 369**

Question n°180 du 18 avril 2016 de M. André Bauler relative à l'usage de montres électroniques/digitales qui permettent d'enregistrer des documents et des informations, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 369-370**

Question n°181 du 19 avril 2016 de M. Roy Reding relative aux modifications du Code de la route concernant les véhicules trainés, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 370**

Question n°182 du 18 avril 2016 de M. Max Hahn relative à la mise en place d'un système d'alerte et d'information, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 370**

Question n°183 du 19 avril 2016 de M. Marco Schank relative à la sécurité sur les tronçons ferroviaires à voie unique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 370-371**

Question n°184 du 19 avril 2016 de M. Félix Eischen relative au projet d'aménagement d'un Park&Ride à Arlon, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 371**

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la rencontre entre un membre de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État et un témoin

et

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des suites judiciaires données à ce jour aux constatations de la Commission d'enquête de dysfonctionnements du Service de Renseignement (SRE) **p. 371-377**

Ordre du jour (suite) **p. 377**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la maîtrise de la langue luxembourgeoise par le personnel travaillant dans toutes les crèches publiques et toutes les structures pour enfants **p. 377-379**

**6811** - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public **p. 379-381**

**6947** - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'application provisoire de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2015 **p. 381-382**

**6908** - Projet de loi sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg et modifiant le Code civil **p. 383**

Hommage à M. Serge Urbany **p. 383**

### 25<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique **p. 384**



Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés p. 384-385

Heure d'actualité de la sensibilité politique ADR au sujet d'un premier bilan relatif aux radars fixes p. 385-388

**6588** - Projet de loi portant

a) organisation des services de taxis et

b) modification du Code de la consommation p. 388-393

**6645** - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné p. 393-398

Changements de composition des commissions parlementaires et d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 398

## Compte rendu n°11

### 26<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 399

Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet de la recherche sur l'histoire contemporaine p. 399-406

**6845** - Projet de loi du [date]

- portant transposition de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions

- portant modification de:

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs p. 406-407

**6860** - Projet de loi du [...] portant:

1. transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2007/14/CE de la Commission portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la directive 2004/109/CE;

2. transposition de l'article premier de la directive 2014/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n°1060/2009, (UE) n°1094/2010 et (UE) n°1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers);

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

4. modification de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières p. 407-408

### 27<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 409

Communications p. 409

Ordre du jour p. 409

**Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** p. 409-413

### 28<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 414

**Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance**

**(PSC) et du Programme national de réforme (PNR)** p. 414-417

**Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)** p. 417-426

### 29<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 427

**Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)**

- **Suite du débat général et début des débats sectoriels**

- Débat général (suite) p. 427-431

- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité» p. 431-439

- Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 439-449

### Compte rendu n°12

#### 30<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 450

Ordre du jour p. 450

**Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)**

- Débats sectoriels - Volet «Développement durable» p. 450-457

- Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État» p. 457-461

- Prises de position du Gouvernement p. 461-468

*Question urgente n°2041 de M. David Wagner relative au procès «LuxLeaks» - Affirmation d'un ancien fonctionnaire de l'Administration des Contributions directes* p. 468

#### 31<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 469

Communications p. 469-470

Changements de composition des commissions parlementaires p. 470

Ordre du jour p. 470

Dépôt d'une motion par M. Marc Baum p. 470

*Heure de questions au Gouvernement*

- *Question n°185 du 9 mai 2016 de M. Lex Delles relative à l'engagement de 150 enseignants spécialisés au sein de l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* p. 470

- *Question n°186 du 10 mai 2016 de M. Félix Eischen relative à la sécurité routière, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 470-471

- *Question n°187 du 9 mai 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la promotion du commerce équitable, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* p. 471

- *Question n°188 du 10 mai 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la souveraineté de l'espace aérien luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 471

- *Question n°189 du 10 mai 2016 de Mme Josée Lorsché relative à la politique d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale* p. 471-472

- *Question n°190 du 10 mai 2016 de M. Gilles Roth relative au rapport d'activités de l'autorité de contrôle instituée par l'article 17, paragraphe 2, de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel pour les années 2014 et 2015, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure et à Mme la Secrétaire d'État à la Défense* p. 472

- *Question n°191 du 9 mai 2016 de M. André Bauler relative aux modalités et dispositions à respecter en cas de faillite d'une asbl, adressée à M. le Ministre de la Justice* p. 472

- *Question n°192 du 10 mai 2016 de M. Marcel Oberweis relative au développement de l'énergie éolienne, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures* p. 472-473

- *Question n°193 du 10 mai 2016 de M. Claude Lamberty relative au récent arrêt du Tribunal administratif concernant l'attribution des différentes*

*aides étatiques pour études supérieures, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* p. 473

- *Question n°194 du 10 mai 2016 de M. Max Hahn relative aux mesures à mettre en place par rapport aux répercussions potentiellement néfastes de l'usage d'un portable au volant, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures* p. 473

Motion de Mme Martine Hansen relative à la professionnalisation de la fonction directive des écoles fondamentales, à la rédaction d'une description possible de tâches et de fonctions d'une direction d'école et relative à l'élaboration d'un profil au niveau des qualifications pour un tel poste p. 473-475

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'introduction de la langue russe dans l'enseignement secondaire luxembourgeois p. 475-477

**6624** - Projet de loi

modifiant, en vue de réformer le régime de publication légale relatif aux sociétés et associations,

- la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,

- la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif

- l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de faillite par l'institution du régime de gestion contrôlée;

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles;

- la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique;

- la loi modifiée du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE);

- la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit;

- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

- la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP,

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

- la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement p. 477-479

#### 32<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 480

**6792** - Projet de loi portant modification:

1. des articles L. 126-1, L. 241-1 et L. 426-14 du Code du Travail;

2. de l'article 9 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification du Code du Travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau Titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 4. modification des ar-

ticles 454 et 455 du Code pénal; 5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

3. de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 mai 2008 relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes;

4. de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. de l'article 454 du Code pénal p. 480-484

**6755** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression,

**6768** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension,

**6793** - Projet de loi concernant la compatibilité électromagnétique,

**6800** - Projet de loi concernant les ascenseurs et les composants de sécurité pour ascenseurs et modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets,

**6806** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

et

**6816** - Projet de loi portant création d'un système de traçabilité des articles pyrotechniques p. 484-486

**6877** - Projet de loi

a) portant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°517/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;

b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés p. 486-488

p. 490-491

**6917** - Projet de loi modifiant les articles 11 et 14 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 488-490

*Question élargie n°16 de M. Gusty Graas relative aux négociations entre l'Union européenne et le Mercosur* p. 491

## Compte rendu n°13

### 33<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 493

**6857** - Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales p. 493-511

### 34<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 512

Communications p. 512

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 512

Ordre du jour p. 513

Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry p. 513

*Heure de questions au Gouvernement*

- *Question n°195 du 6 juin 2016 de M. Claude Lamberty relative au bilan des aides financières pour études supérieures pour l'année académique 2015-2016, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* p. 513

- *Question n°196 du 7 juin 2016 de M. Marc Spautz relative à la manifestation des salariés du secteur d'aide et de soins de samedi dernier, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale* p. 513-514

- *Question n°197 du 6 juin 2016 de M. Franz Fayot relative aux réflexions sur une refonte du système des ressources propres de l'Union européenne, adressée à M. le Ministre des Finances* p. 514

- *Question n°198 du 7 juin 2016 de M. Fernand Kartheiser relative aux relations avec la Turquie, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et européennes* p. 514

- *Question n°199 du 7 juin 2016 de M. Gérard Anzia relative aux compteurs dits «intelligents» pour la consommation de gaz et d'électricité, adressée à M. le Ministre de l'Économie* p. 515



- Question n°200 du 7 juin 2016 de M. Laurent Zeimet relative au niveau de l'eau de la Diddelen-ger Baach lors des pluies intenses du 30 mai 2016 et la gestion des eaux pluviales aux sites/chantiers Eurohub et Multimodal entre Bettembourg et Dudelange, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 515

- Question n°201 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative à la gourme, maladie infectieuse potentiellement mortelle et très contagieuse chez les équidés, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 515-516

- Question n°202 du 7 juin 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé

et

Question n°203 du 6 juin 2016 de M. Gilles Baum relative au premier cas d'infection à virus Zika au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 516

- Question n°204 du 6 juin 2016 de M. André Bauler relative à la circulaire RCSL 16/01 du 24 mars 2016, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 516-517

Ordre du jour (suite) p. 517

Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECC et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECC

et

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECC) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) p. 517-521

Ordre du jour (suite) p. 521

Motion de M. Marc Baum relative au refus au Conseil de l'accord du Gouvernement à une signature de l'AECC et relative à la recherche active d'alliés pour s'opposer à la signature de l'AECC,

Motion de M. Alex Bodry relative à l'Accord économique et commercial global (AECC) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA)

et

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'information de la Chambre des Députés de toutes les décisions du Gouvernement relatives aux négociations de l'accord TTIP p. 521-522

**6948** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la République du Kazakhstan relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et de son Protocole d'application signés à Bruxelles, le 2 mars 2015 p. 522-524

**6903** - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

3. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 524-526

### 35<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 527

**6815** - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire et portant modification du Code pénal p. 527-528

**6973** - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif;

2) de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

3) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 528-529

**6823** - Projet de loi concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles

**6848** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples

et

**6856** - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques p. 529-530

**6906A** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

et

**6906B** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable au Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre p. 530-533

**6930** - Projet de loi modifiant les articles 10 et 12 de la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides p. 533

## Compte rendu n°14

### 36<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 534

Question élargie n°15 de M. Marco Schank au sujet de la sécurité des centrales nucléaires françaises et belges p. 534-535

**6675** - Projet de loi

1) portant réorganisation du Service de renseignement de l'État;

2) modifiant

- le Code d'instruction criminelle,

- la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, et

- la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions d'avancement des fonctionnaires de l'État

et

**6589B** - Proposition de loi modifiant 1. la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'État; 2. l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle p. 535-546

p. 546

**6960** - Projet de loi portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième guerre mondiale et portant

1. modification de la loi modifiée du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant;

2. abrogation de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance;

3. abrogation de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé p. 546

p. 546-551

### 37<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 551

Discours de solidarité envers le Bundestag et les États-Unis d'Amérique p. 551

Communications p. 551

Ordre du jour p. 551

Question élargie n°17 de M. André Bauler sur le tourisme de congrès et en milieu campagnard p. 552

**6923** - Projet de loi portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle et des chargés d'enseignement à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle, 2. fixation des modalités et du déroulement du cycle de formation des chargés d'enseignement engagés à durée indéterminée et à tâche complète ou partielle à l'Institut de formation de l'éducation nationale, 3. création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées p. 552-554

**6964** - Projet de loi portant modification du paragraphe 91, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 („Abgabeneordnung“) p. 554-555

**6983** - Projet de loi portant modification d'une disposition en matière d'impôts directs p. 555-557

**6962** - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord concernant la protection réci-

proque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015 p. 557-558

### 38<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 559

Communications p. 559

Ordre du jour p. 559

Débat de consultation sur la réforme de la Police grand-ducale p. 559-571

Ordre du jour (suite) p. 571

**6940** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational „Multi Role Tanker Transport“ (MRTT) p. 571-573

**6952** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Énergie p. 573-574

## Compte rendu n°15

### 39<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 575

**6832** - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant p. 575-584

**6940** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational „Multi Role Tanker Transport“ (MRTT) (suite) p. 584

**6952** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Énergie (suite) p. 584

**6820** - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire,

2) du Code d'instruction criminelle,

3) du Code pénal p. 584-588

**6946** - Projet de loi concernant le transfert national de déchets

et

**6945** - Projet de loi concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux p. 588-589

### 40<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 590

Discours de solidarité envers les victimes de l'attentat perpétré le mardi 28 juin 2016 à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul p. 590

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 590

**Déclaration gouvernementale sur les conséquences du résultat du référendum du 23 juin 2016 en Grande-Bretagne, suivi d'un débat** p. 590-596

Ordre du jour p. 596

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la déclaration auprès de la Commission européenne que le Luxembourg souhaite que l'Accord économique et commercial global (AECC) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) soit un accord mixte p. 596-597

**6959** - Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange p. 597-599

**6998** - Projet de loi relatif à la réalisation de la phase 1 de la route Nouvelle N3 entre la Gare centrale et le Pôle d'échange Bonnevoie p. 599-603

**6978** - Projet de loi portant

1) transposition de la directive (UE) 2015/2060 du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) modification de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) abrogation de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la

directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts p. 603-604

**6591** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur p. 604-606

**6975** - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 606-611

### 41<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 611

Communications p. 611

Ordre du jour p. 611

Heure de questions au Gouvernement

Question n°205 du 1<sup>er</sup> juillet 2016 de M. André Bauler relative aux élèves intellectuellement précoces, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 612

Question n°206 du 5 juillet 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la politique de communication du Gouvernement sur la nouvelle loi sur les prestations familiales, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 612

Question n°207 du 5 juillet 2016 de M. Roger Negri relative à la circulation d'un train «Pendolino» entre Bruxelles-Luxembourg-Bâle et l'évolution des lignes ferroviaires Luxembourg-Bruxelles et Luxembourg-Liège, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question écrite n°2125 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative au train du type «Pendolino», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 612-613

Question n°208 du 5 juillet 2016 de M. Marc Baum relative à d'éventuelles négociations bilatérales entre le Luxembourg et le Royaume-Uni, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 613

Question n°209 du 5 juillet 2016 de M. Claude Adam relative au financement de la politique culturelle suite aux Assises culturelles, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 613-614

Question n°210 du 5 juillet 2016 de M. Aly Kaes relative à l'intervention de certains agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan «VIGILNAT» et des incidents avec des armes à feu survenus lors de ces interventions, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 614

Question n°211 du 4 juillet 2016 de M. Lex Delles relative à l'inscription des diplômés au registre d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche p. 614

Question n°212 du 5 juillet 2016 de Mme Martine Hansen relative au développement futur du Lycée technique hôtelier Alexis Heck à Diekirch, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 614-615

Question n°213 du 5 juillet 2016 de M. Gusty Graas relative à la peronospora de la vigne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 615

Question n°214 du 5 juillet 2016 de M. Léon Gloden relative à la circulaire ministérielle 3196 ayant trait aux calculs de l'amortissement des infrastructures et des équipements d'assainissement des syndicats de communes ayant pour objet l'assainissement d'eaux, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 615

Question élargie n°18 de M. Marcel Oberweis relative au «fairtrade» p. 615-616

Interpellation de Mme Françoise Hetto-Gaasch sur les troubles de l'apprentissage p. 616-622



**6985** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 622-626

## Compte rendu n°16

### 42<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 627

**6953** - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman 2015 p. 627-632

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du vote britannique en faveur d'une sortie du pays de l'Union européenne - les effets et les conséquences pour l'économie luxembourgeoise et notre place financière p. 632-636

**6894** - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution p. 636-640

**6868** - Projet de loi concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et

- portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes;

- portant modification:

- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- de la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: \* aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

\* aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 640-642

**6928** - Projet de loi portant réorganisation du Conseil supérieur de la sécurité sociale et modification:

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 642-643

### 43<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 643

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nancy Arendt p. 643-644

**6967** - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique et modifiant

1) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, (Titre VI: de l'enseignement secondaire),

2) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, et

3) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote p. 644-651

**6862** - Projet de loi portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours p. 651-654

### 44<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 654

Communications p. 654-655

Ordre du jour p. 655

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis (COM (2016) 285)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 655

**6829** - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant la coopération en matière de défense et de sécurité, fait à Bruxelles, le 5 février 2015 p. 655-657

**6949** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'intégration de la sécurité aérienne en vue de répondre aux menaces posées par des aéronefs non militaires (Renegade), signé à La Haye le 4 mars 2015 p. 657-660

**6986** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle p. 660-666

**6957** - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,

2. de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance,

5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,

6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire p. 666-668

## Compte rendu n°17

### 45<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 669

**7009** - Projet de loi portant modification de l'article 42 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse p. 669-670

**5730** - Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises p. 670-673

**6777** - Projet de loi modifiant, en vue d'instituer la société à responsabilité limitée simplifiée:

1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; et

2. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité des comptes annuels des entreprises p. 673-677

**6869** - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à

l'exercice du culte catholique et portant

1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché

2. modification de certaines dispositions du Code du Travail

3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes

4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

**6870** - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la communauté israélite du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte israélite, conférant la personnalité juridique au Consistoire israélite et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites du Luxembourg, d'autre part;

**6871** - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église anglicane du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte anglican, conférant la personnalité juridique à ladite Église et portant abrogation de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église;

**6872** - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église orthodoxe au Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte orthodoxe, conférant la personnalité juridique aux Églises orthodoxes et portant abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église orthodoxe hellénique du Luxembourg, d'autre part, et de la loi du 11 juin 2004 autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises orthodoxes roumaine et serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises;

**6873** - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église protestante du Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte protestant, conférant la personnalité juridique aux Églises protestantes et portant abrogation de la loi du 23 novembre 1982 portant approbation de la convention de reconnaissance de l'Église protestante réformée du Luxembourg, octroi de la personnalité juridique à celle-ci et détermination des fonctions et emplois rémunérés par l'État, et de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Église protestante du Luxembourg, d'autre part et

**6874** - Projet de loi réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, arrétant les exemptions en matière d'acquisition d'immeubles affectés à l'exercice du culte musulman et conférant la personnalité juridique à l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg p. 677-684

**6475** - Projet de loi portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale et modifiant

a) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

b) la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe

c) la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

d) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomina-

tion de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

e) la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics

f) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 684-688

**6850** - Projet de loi portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État p. 688-692

### 46<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 693

**6969** - Projet de loi relative à la profession de l'audit portant:

- transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés;

- mise en œuvre du règlement (UE) n°537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit p. 693-694

Ordre du jour p. 694

**6929** - Projet de loi relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés et portant modification de:

1. la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

2. la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

5. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et de

6. la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 694-698

**6963** - Projet de loi

- portant introduction en matière de taxe d'abonnement de l'obligation de dépôt électronique des déclarations par les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement;

- modifiant la loi modifiée du 22 février an VII organique de l'enregistrement;

- modifiant la loi modifiée du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques;

- modifiant l'article 2200 du Code civil; et

- abrogeant l'article 2201 du Code civil p. 698

**6972** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et portant modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal p. 699-700

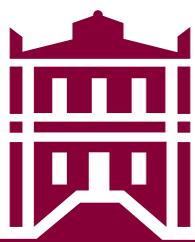
**6971** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, signé à Bruxelles, le 5 février 2015

- Sans rapport et sans débats p. 700

Nomination d'un commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) p. 701

Discours de M. le Président p. 701





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2118	Fernand Kartheiser	Cours de luxembourgeois dans les écoles de la région frontalière française
2128	Claudia Dall'Agnol	Enfants atteints d'un trouble d'apprentissage
2130	Gusty Graas	«Platooning»
2131	David Wagner	Pénurie d'enseignants brevetés
2133	Gusty Graas	Projet d'un transport de haut niveau de service dans le sud du pays
2134	Gilles Baum	«Park and Ride» à Junglinster
2139	Marcel Oberweis	Futur Centre de remisage et de maintenance du tramway
2142	Nancy Arendt	Encadrement au sein des écoles des victimes ou témoins de violence domestique
2181	Josée Lorsché, Gérard Anzia	Essai préalable d'un fauteuil roulant électrique
2182	Laurent Mosar, Gilles Roth	Évolution du contentieux auprès des juridictions administratives
2183	André Bauler	Projets d'infrastructure prioritaires le long de la N7
2185	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouvelle loi relative au service de renseignement allemand
2186	Cécile Hemmen	Avis de recherche de la Police grand-ducale
2187	Marc Spautz	Article L.124-7 (1) du Code du travail
2188	David Wagner	Accord sur minerais provenant de zones de conflit
2189	Diane Adehm, Gilles Roth	«Data centers»
2192	André Bauler	Dettes publiques
2193	Josée Lorsché, Gérard Anzia	Prise en charge par l'assurance dépendance d'applications de communication alternative et augmentative
2199	Octavie Modert	Réforme fiscale
2201	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher	Ligne ferroviaire du Nord
2202	Alexander Krieps, Edy Mertens	Médicaments oncologiques
2203	Martine Hansen	Bilan des certifications de la formation professionnelle pour l'année scolaire 2015-2016
2205	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Laboratoire national de santé
2206	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher	Ponctualité des trains
2207	Marc Angel	Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)

2208	Max Hahn, Eugène Berger	Cargolux
2211	Serge Wilmes	Acquisition de la nationalité luxembourgeoise par des ressortissants britanniques
2212	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Laboratoire national de santé
2213	Marcel Oberweis	Création d'une «banque climat» au Luxembourg
2214	Marc Lies	Offre de logements locatifs
2216	Franz Fayot, Marc Angel	Plan de développement culturel
2217	Emile Eicher	Prise en charge par le secours aérien
2218	Diane Adehm, Gilles Roth	Arrêt récent de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-494/15
2219	Diane Adehm, Gilles Roth	Utilisation de «bodycam» dans les transports publics
2220	Martine Hansen, Marco Schank	Festival de Wiltz
2221	Claude Lamberty, Max Hahn	École de Police
2222	Nancy Arendt	Poste de directeur de l'ENEPS
2223	Laurent Zeimet	Frais liés à la campagne d'information du Ministère de la Famille
2225	Aly Kaes	Réaménagement de la B7/N27A à hauteur du Fridhaff
2226	Henri Kox, Gérard Anzia	Promotion de l'agriculture biologique
2227	Martine Mergen	Archives du patrimoine culturel
2228	Laurent Mosar	Départs massifs de citoyens britanniques et continentaux dans le sillage du «Brexit»
2229	Marcel Oberweis	Plan d'action et de coopération pour le développement de l'énergie éolienne en mer du Nord
2231	Sylvie Andrich-Duval	Campagne publicitaire de «La Sécurité Routière»
2234	Léon Gloden	Paquet d'avenir
2235	André Bauler	Accessibilité au tourisme
2236	Josée Lorsché, Claude Adam	Rôle des artistes et acteurs féminins dans le domaine de la culture
2237	Aly Kaes	Utilisation des armes à feu par les agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»
2238	André Bauler	Agrandissement du futur Lycée E. Steichen à Clervaux
2239	Laurent Mosar, Gilles Roth	Traite des êtres humains
2240	Diane Adehm, Gilles Roth	Tolérance des implants médicaux
2241	André Bauler	By-pass pour le giratoire «Fridhaff»
2242	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Mendicité
2244	André Bauler	Histoire des médias et de la presse au Luxembourg

#### Question 2118 (03.06.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les cours de luxembourgeois dans les écoles de la région frontalière française:

D'Zeitungen „Le Républicain Lorrain“ an „Quotidien“ mellen, datt am Collège Général de Gaulle zu Sierk-les-Bains d'Gefor besteet, datt d'Coursen iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch ofgeschaf ginn.

Dës Coursë ginn enner anerem drop zrëck, datt an Etüden, déi an de Joren 1995 an 2004 gemaach gi sinn, d'Eltere sech fir Lëtzebuergeschcoursen ausgesprach hunn. D'Lëtzebuergeschcoursë ginn, als Optioun, an dëser Schoul zanter 1996 ugebueden. Aktuell géife ronn 250 Schüler vun der 6<sup>e</sup> bis d'3<sup>e</sup> dorunner deelhuefen.

Well den Enseignant, deen dës Coursë gëtt, a Pensioun geet a keen Ersatz bis elo fonnt gouf,

kéint et sinn, datt d'Lëtzebuergeschcoursë bei der nächster Rentrée ofgeschaf ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Weess den Här Minister, datt d'Lëtzebuergeschcoursen am Collège Général de Gaulle zu Sierk-les-Bains sollen ofgeschaf ginn? Bestinn do Kontakter tëschent de franséischen an de lëtzebuergeschen Autoritéiten?

2. Ginn et nach aner Schoulen am Grenzgebitt, déi Lëtzebuergesch als Optioun ubidden? Wa jo, wéi ass do d'Zukunft vun deene Coursë garantéiert?

3. Besti Kontakter tëschent dem franséischen an dem lëtzebuergeschen Ministère fir Éducatioun, fir Coursen iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch a Frankräich unzebidden?

4. Ass den Här Minister bereet, konkret am Fall vum Collège Général de Gaulle, direkt ze hëllefen, fir datt déi lëtzebuergesch Sprooch do weider enseignéiert gëtt, zum Beispill iwwert de Wee vun engem Détachement vun engem lëtzebuergeschen Enseignant?

5. Ass den Här Minister generell bereet, fir Schoulen aus dem Grenzgebitt, souwuel a Frankräich wéi och an der Belsch, esou eng Hëllef unzebidden?

**Réponse commune** (24.08.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture:

Zanter Jore mécht de Ministère Efforten, fir d'Léiere vum Lëtzebuergeschen an der Grenzregioun ze férdere. Iwwert d'Ofkommes vu Karlsruhe erméigleche mer et, fir Lëtzebuergeschcoursë fir déi Erwuessen am Saarland (Merzig, Saarbrécken), a Rheinland-Pfalz (Konz,

Saarburg, Schweich a Gusterath-Pluwig) an a Louthrengen (Däitsch-Oth, Florange, Hayange, Grouss-Hettengen, Sierk, Villerupt, Wuelmerengen, Rëttgen an Diddenuewen-Wolkrengen) ze organiséieren. Domat hëllef mer Leit, sech an eisen Aarbechtsmaart ze integréieren, an droen och dozou bäi, datt eis Sprooch an der Grenzregioun lieweg bleift. An deenen Owescourse schreiw sech och dacks jonk Leit an, déi nach an de Schoule sinn.

An Zuelen ausgedréckt:

Évolution des inscriptions aux cours de langue luxembourgeoise dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe:

Année	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
EuRegio	470	355	363	453	517	509	585	482	596	505	459	485	491	466	445	540



D'Kooperatioun mat Louthrengle leeft am Kader vun der Erwuessenebildung iwwer EuRegio (SaarlörLux - la voix des communes). An deem Kader si mer och iwwert d'Situatioun vu Sierk informéiert ginn an et ass dem Ministère och bekannt, datt an der Grenzregioun Schoule Lëtzebuergesch ubidden. Déi Coursë ginn an Eegeregie vun de Schoulen duerch hiert Personal offréiert, d'ënnert der Opsicht vun der franséischer Schoulinpektioun an dem zoustänneger Rektorat. Mir wëssen och, datt et ënnert der méi eelerer Generatioun nach Enseignantë gouf, déi eis Sprooch konnten an dofir déi Coursen offréiert hunn. Do ass d'Beispill vu Sierk typesch, wou elo eng Persoun, déi dat jorelaang gemaach huet, an d'Pensioun geet.

Wat d'Propositioun vun engem Détachement vu lëtzebuergeschen Enseignantën ugeet, wëll ech drop hiweisen, datt mer duerfir weder bei eis, nach an de Schoulen an de Nopeschlänner eng legal Basis hunn. Och ass ze bedenken, datt d'Kompetenzen an d'legal Situatiounen an eisen dräi Grenzregiounen ganz ënnerschiddlech sinn a vu Regioun zu Regioun a vu Schoul zu Schoul d'Uspruechpartner ëmmer anerer sinn. Ausserdeem muss ee sech bewusst sinn, datt wann een all d'Regiounen, an domadder all d'Schüler wëllt gläich behandelen, dat esouwuel vun de personelle Ressourcë wéi vun de Finanzen hier kaum tragbar wier. Ma en Ufank ass gemaach mam Schengen-Lyzeum, dee mir jo nach wëllen a Richtung Frankräich ausbauen. Déi entspreche Gsprécher hunn ugefaangen.

Mir sollen awer och an Zukunft Initiative wéi déi vu Sierk ënnerstëtzen. Duerfir hu mer iwwer EuRegio d'Gemengen an och d'Schoulinpektioun iwwer eis Formatioun fir Formateuren am Lëtzebuergeschen, „Zertifikat Lëtzeburger Sprooch a Kultur“ (ZLSK), déi um Institut national des langues an op der „Uni.lu“ ugebuede gëtt, informéiert a se encouragéiert, den Enseignantën des Weiterbildung virzeschloen, fir datt si nees kënnen an Eegeregie Lëtzebuergesch an hire Schoulen ubidden.

Och ass den Éducatiounsministère amgaangen, en didaktische Programm am Lëtzebuergesche fir d'international Schoulen zu Lëtzebuerg auszeschaffen. Selbstverständlech kënnen mir dat Material hanneno eisen Nopere gären zur Verfügung stellen.

**Question 2128** (08.06.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **enfants atteints d'un trouble d'apprentissage**:

On estime qu'entre cinq et dix pourcent de la population scolaire au Luxembourg est atteinte d'un trouble dit «dys», c'est-à-dire d'une dyslexie, dyscalculie, dysphasie, dyspraxie, etc. À côté de l'encadrement scolaire que reçoivent les élèves confrontés à un tel trouble de l'apprentissage, une aide spécifique et individualisée est souvent recommandée. Or, il s'avère que les méthodes thérapeutiques employées pour venir en aide aux enfants atteints d'un trouble dit «dys» s'avèrent être coûteuses, surtout lorsqu'elles sont dispensées par des acteurs privés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- À côté de l'encadrement scolaire, quelles autres initiatives étatiques existent pour venir en aide aux enfants atteints d'un trouble de l'apprentissage? Quel est le coût éventuel que doivent supporter les parents s'ils recourent à de telles aides?

- Des structures privées d'aide aux enfants atteints d'un trouble de l'apprentissage sont-elles subventionnées par l'État? Dans l'affirmative, dans quelle proportion les parents doivent-ils, le cas échéant, participer à leur financement?

- Le Gouvernement est-il d'avis que la Caisse nationale de santé devrait rembourser certains coûts, actuellement supportés par les parents, liés à l'aide d'enfants atteints de troubles de l'apprentissage?

**Réponse commune** (08.08.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En matière des troubles «dys», il y a lieu de distinguer les troubles aux niveaux du développement général de l'enfant et des prérequis d'une part et les troubles «dys» en tant que troubles d'apprentissage sévères d'autre part.

Le Ministère de la Sécurité sociale et la Caisse nationale de santé sont conscients du fait que le dépistage ou le diagnostic des causes susceptibles d'engendrer des difficultés d'appren-

tissage des enfants ou les mettant en échec scolaire, et l'accompagnement des enfants présentant des troubles «dys» ou le traitement des causes de ces troubles, nécessitent une approche croisée ou conjointe entre les professionnels du domaine scolaire et ceux du domaine de la santé.

À l'heure actuelle, aucune des nomenclatures des actes et services pris en charge par l'assurance maladie ne prévoit un traitement spécifique pour les enfants et jeunes souffrant des troubles de l'apprentissage. Or, la CNS prend en charge les actes et services dispensés par les orthophonistes et psychomotriciens, pour autant que les prestations soient prévues par la nomenclature et qu'elles aient été prescrites par un médecin sur base d'un bilan avec examen préalable et plan de traitement établis par le professionnel concerné. Force est de constater que les familles peuvent toujours solliciter un soutien auprès de l'Office national de l'enfance.

Les représentants de la sécurité sociale (Caisse nationale de santé et Contrôle médical de la sécurité sociale) et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont décidé de discuter prochainement des possibilités d'une approche transparente, concertée et coordonnée pour identifier les mesures éducatives, pédagogiques et thérapeutiques existantes et la répartition de leur charge entre les différents acteurs impliqués.

Pour ce qui en est des troubles «dys» en tant que troubles d'apprentissage à prendre en charge de manière pédagogique, cette prise en charge est une des missions primaires de nos écoles. Or, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse estime qu'il faut soutenir les écoles et les enseignants dans leurs efforts en créant prochainement 150 postes d'instituteurs supplémentaires experts dans la scolarisation des enfants à besoins spécifiques, en renforçant considérablement l'offre en formation continue touchant la problématique «dys», en thématisant ce sujet de manière approfondie dans le cadre du nouveau stage d'insertion professionnelle des futurs instituteurs et en mettant en place un centre de diagnostic et conseil, de la prise en charge, de la formation continue et de la recherche.

À ce stade, les équipes multiprofessionnelles organisent à travers le pays des «Lies- a Schreifatelieren» largement fréquentés. Au niveau des subventions, l'article budgétaire 11.0.33.003 prévoit une participation de l'État aux frais des cours d'appui organisés en faveur d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage (2016: 52.250 €) En général, ces sommes ont été intégralement versé à SOS-LRS afin d'atténuer la participation financière à charge des parents.

En ce qui concerne le financement des structures privées d'aide aux enfants atteints d'un trouble d'apprentissage, il est à noter que des services privés (comme p. ex. dys-positiv) ainsi que des orthophonistes et ergothérapeutes travaillant en libéral bénéficient des forfaits de l'Office national de l'enfance (ONE). Actuellement, il s'agit de 147 enfants atteints de troubles d'apprentissage et bénéficiant donc d'une prise en charge financée par forfaits par l'ONE. Un projet de règlement grand-ducal précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille par l'ONE et visant la gratuité de ces mesures est en voie de finalisation.

**Question 2130** (08.06.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le «**platooning**»:

La Présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne a récemment lancé un challenge baptisé «European Truck Platooning». Il s'agit d'un essai visant à regrouper des camions par pelotons et permettant ainsi d'automatiser certaines parties de leur conduite, en l'occurrence l'accélération et le freinage, tandis que le chauffeur ne s'occupe que de la direction du poids lourd.

Grâce à des nouvelles technologies de communication V2V «Vehicule to Vehicule», les camions maintiennent une seconde d'écart entre eux et forment ainsi un convoi compact. Cette façon de rouler diminue la résistance à l'air et permettrait aux camions concernés de réduire leur consommation de carburant de 15%.

Considérant que l'article 141 du Code de la Route luxembourgeois prévoit que «les conducteurs de véhicules automoteurs doivent, lorsqu'ils circulent en dehors d'une agglomération, maintenir par rapport au véhicule qui précède une distance correspondant à un temps de parcours d'au moins deux secondes», il est probable que, si cette nouvelle façon de conduire connaîtra un franc succès dans le sec-

teur de la logistique, les camions concernés ne seront pas autorisés à traverser le Luxembourg.

Dans ce contexte et au vu des résultats très prometteurs de ces essais, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si une demande de dérogation lui a été adressée de la part des participants du challenge pour traverser le Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle suite y a été donnée?

- Monsieur le Ministre connaît-il le «platooning» et estime-t-il que cette façon de conduire en convoi pourrait voir le jour sur nos autoroutes?

- Vu l'importance que le Gouvernement porte au secteur de la logistique, notamment avec la construction de la plateforme multimodale à Bettembourg, Monsieur le Ministre est-il favorable à une adaptation de la législation si ce nouveau genre de conduite se répand?

- Est-ce que l'infrastructure de la nouvelle plateforme multimodale à Bettembourg est adaptée aux types de véhicules et remorques utilisés lors des «platooning»?

**Réponse** (29.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Effectivement, sous l'influence de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne, des poids lourds partant de six pays européens différents ont participé au «European Truck Platooning Challenge 2016» pour se donner rendez-vous à Rotterdam aux Pays-Bas en date du 6 avril dernier.

Ce test est à positionner dans le contexte des efforts déployés par l'industrie automobile européenne de faire avancer la technologie constituant la base de la conduite autonome, donc les véhicules circulant sans que le conducteur n'ait besoin d'intervenir.

Actuellement, des experts au niveau européen sont en train d'analyser les résultats de cet essai, afin de décerner les priorités pour le développement futur de cette technologie et de coordonner les différents composants nécessaires pour utilisation à grande échelle, telles que les corridors possibles, de différentes questions d'ordre technique, la fiabilité du système, la réglementation relative à la sécurité du système, etc.

Afin de mieux pouvoir répondre à ces questions, le Gouvernement néerlandais a annoncé un projet pilote qui se trouve en voie d'élaboration pour 2017.

Étant donné que toutes ces innovations se situent également dans le cadre des développements poussés par la Commission européenne dans le cadre de la directive des systèmes de transports intelligents, le Gouvernement suivra également de près cette évolution au niveau communautaire du sujet.

Toutefois, il y a lieu de noter que cette technologie se trouve toujours dans une phase de développement et que ce test démontre les possibilités de cette technologie, mais pour une utilisation à grande échelle, bon nombre de questions restent à résoudre.

Ainsi, des questions sur le plan juridique, notamment la question de la responsabilité en cas d'accident est primordiale, de même que sur le plan de la sécurité routière (danger potentiel de ces trains routiers pour les autres usagers de la route) ou encore sur le plan des infrastructures (problématique des entrées et sorties d'autoroute) doivent être discutées avant de généraliser le «platooning» sur les routes européennes.

Enfin, bien que les résultats du projet semblent prometteurs pour l'instant, cette nouvelle technologie risque d'augmenter encore davantage la circulation de poids lourd sur nos routes au détriment du ferroviaire.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement intente clairement de continuer ses efforts de transférer un maximum de transport de marchandises de la route vers le rail.

**Question 2131** (08.06.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **pénurie d'enseignants brevetés**:

Depuis de nombreuses années, l'éducation nationale souffre d'une pénurie d'enseignants brevetés. Constatant un manque de données statistiques sur cette problématique, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Concernant l'enseignement secondaire et secondaire technique:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations statistiques retraçant l'évolution du nombre d'enseignants et en distinguant par catégorie de personnel (professeur nommé, stagiaire, chargé de cours, chargé d'éducation)?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations statistiques concernant les résultats du dernier examen-concours pour le poste de professeur fonctionnaire (plan de recrutements, candidats inscrits, candidats admis, postes non occupés)?

3. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations statistiques concernant les chargés d'éducation en retraçant la catégorie d'indemnité (A1 resp. E3ter, A2 resp. E3, B1 resp. E2) et en distinguant par spécialité recrutée?

4. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant à une éventuelle fonctionnarisation des chargés d'éducation/de cours? Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit de légiférer à cet égard?

Concernant l'enseignement fondamental:

5. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations statistiques concernant l'évolution du nombre d'enseignants et en distinguant par catégorie de personnel (instituteur, chargé de cours de la réserve de suppléants, remplaçants)?

6. Est-ce que le «2. Bildungswee», instauré à partir de l'année scolaire 2016-2017, aura un impact sur la pénurie d'enseignants brevetés? Si oui, lequel?

7. D'après un haut fonctionnaire du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, cité dans le «Tageblatt» du 3 mai 2016, le «2. Bildungswee» n'a pas été conçu pour les chargés de cours de la réserve de suppléants, mais pour les enseignants d'instruction religieuse et morale. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le «2. Bildungswee» a prioritairement été conçu pour les enseignants d'instruction religieuse et morale?

**Réponse** (18.08.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Statistiques du nombre d'enseignants par catégorie de personnel de l'enseignement secondaire et secondaire technique

Fonction	nombre d'agents				
	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011
enseignants fonctionnaires ES/EST	2.308	2.221	2.223	2.139	2.165
stagiaires enseignants fonctionnaires ES/EST	392	331	388	371	413
chargés d'éducation CDI	885	812	764	837	674
chargés d'éducation CDD	253	285	287	234	225

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



ad 2. Résultats de l'examen-concours recrutement 2015-2016

Fonction/ Spécialité	Candidats inscrits	Candidats pour épreuves préliminaires	Échec épreuves préliminaires	Absent épreuves préliminaires	Candidats admissibles épreuves de classement	Plan de recrutement	Candidats recrutés	Postes non occupés	Non classés en rang utile	Absent épreuves de classement	Retrait candidature
<b>professeur (grade A1)</b>											
agronomie/vétérinaire	7	1	1		4	1	1		1	2	1
allemand	59	27	1	1	49	26	22	4		2	5
anglais	30	18	2	1	21	22	15	7		1	5
architecture	7										
biologie	25	14	2	1	20	20	6	14		9	1
chimie	13	9	1		12	10	4	6		4	
communication	7	3	1		5	2	2			1	
doctrine chrétienne	7	3		1	4	2	2		1		2
éducation artistique	16	11	1	1	12	2	2			3	1
éducation musicale	3	2									
éducation physique	25	13			18	10	9	1		2	4
électrotechnique	5	2	1		3	4	1	3		1	
espagnol	6	4									
formation morale et sociale	14	4		1	10	2	2		4		3
français	45	18	4	1	33	27	15	12		3	2
génie civil	3										
géographie	13	7	1		11	7	4	3			
histoire	48	24	2	2	34	15	15			5	7
horticulture	1	1		1		1		1			
informatique	7	4		1	6	8	2	6		1	
italien	3	3				2		2			
latin	2	1									
logopédie	12	12			11	4	4		4	1	
luxembourgeois	1										
mathématiques	25	18	3		20	27	12	15		4	
mécanique	6	5	1		5	6	4	2			
pédagogie	8	3	2		5	1	1		1	1	
philosophie	14	7	1		11	2	2		3	1	4
physique	4	2	1		3	4	1	3			
psychologie	10	7			6	1	1		1	1	3
sciences économiques et sociales	42	32	3	2	32	22	13	9		6	3
sciences politiques	4	1			1	2		2			
sociologie	3				1	1		1		1	
<b>professeur d'enseignement technique (grade A2)</b>											
design graphique	1										
éducateur gradué	10	8		2	6	1	1		1	2	1
gestion hôtelière	2	2			2	1	1				1
professions de santé/infirmier	6	4			4	5	3	2			1
secrétariat	4	2	2		2	4		4			
<b>maître d'enseignement (grade B1)</b>											
boucherie-charcuterie	1				1	1	1				
boulangerie-, pâtisserie- confiserie	2	2	1		1	1		1			
coiffure	6	4	2	1	3	2	1	1		2	
cuisinier-traiteur	5	5			4	2		2			3
débosseleur-peintre	1										
électrotechnique	4	2	1		3	2	2			1	
imprimeur	1										
mécanicien d'autos	2	2			2	2	2				
menuisier	2	1			2	1	1			1	
métiers du bâtiment	1										
métiers du bois	1										
métiers du métal	4	3	1		3	1	1		2		
peinture-décoration	1	1	1			1		1			
photographie	1										
service-restauration	1										
<b>TOTAL</b>	<b>531</b>	<b>292</b>	<b>36</b>	<b>16</b>	<b>370</b>	<b>255</b>	<b>153</b>	<b>102</b>	<b>18</b>	<b>55</b>	<b>47</b>



### ad 3. Statistiques des chargés d'éducation par spécialité et grade

Spécialité	Groupe d'indemnité		
	A1	A2	B1
agronomie	1	1	
allemand	61	29	5
anglais	38	26	
architecture	5	1	
biologie	51	15	1
boucherie/charcuterie			1
boulangerie/pâtisserie/confiserie			5
chimie	12	7	2
coiffure			5
communication	4	4	
cuisinier, traiteur...		2	17
design graphique		3	
doctrine chrétienne	9	7	2
éducateur	2	9	3
éducation artistique	38	17	14
éducation musicale	10	3	5
éducation physique et sportive	43	14	5
électrotechnique/électronique	3	2	5
environnement	7	1	1
espagnol	5		
formation morale et sociale	3	1	1
français	76	48	7
génie civil	4		
géographie	9	5	1
gestion hôtelière		3	1
histoire	32	12	3
horticulture	6	2	4
informatique	8	6	1
ingénieur	1	1	
italien	2	1	
latin	1		
luxembourgeois			1
mathématiques	32	14	5
mécanicien			6
mécanique	7		6
médias		4	2
métiers divers (couture, toiture, installateur...)	3		11
métiers du bâtiment	1		3
métiers du bois (menuisier...)			11
métiers du livre			3
métiers du métal	1	1	7
pédagogie	7		
peinture/décoration			7
pépinière/paysagisme (jardinage...)	1		3
philosophie	2	1	1
physique	11	3	1
professions de santé	6	13	10
psychologie	3	1	2
régime préparatoire	24	39	48
sciences économiques et sociales	37	11	1
sciences naturelles	3	1	
sciences politiques		2	
secrétariat	2	6	5
service/restauration			2
sociologie	2	1	1
spécialités diverses (tourisme, danse, chinois...)	4	14	9
TOTAL	577	331	234

### ad 4. Fonctionnarisation

La réforme de la fonction publique prévoit la possibilité de la fonctionnarisation des employés pouvant se prévaloir de 15 années de service. L'agent doit avoir entre autres les qualifications académiques requises pour la carrière briguée et une connaissance adaptée au niveau de carrière des trois langues administratives. À défaut d'examen de promotion dans la carrière, l'agent est admis à passer l'examen de fin de stage prévu pour le groupe de traitement dont l'employé veut faire partie. L'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) est en train d'organiser les formations y relatives. Le Ministère est en train de finaliser un avant-projet de règlement grand-ducal en vue de la fonctionnarisation des chargés de cours, des chargés d'éducation et des chargés d'enseignement remplissant les prérequis ci-dessus. La fonctionnarisation a été l'objet des pourparlers entre le MENJE et la représentation syndicale des chargés de cours (ACEN). Cette dernière a salué ces nouvelles modalités.

À l'enseignement fondamental, d'après les données pour le classement des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, six candidats sont actuellement en possession d'un «diplôme d'instituteur» et ont travaillé depuis 15 ans au moins en tant que chargé de cours. Ils pourraient donc envisager leur fonctionnarisation.

### ad 5. Statistiques enseignement fondamental

Rapport de	2011	2012	2013	2014	2015
Instituteurs	4.087	4.242	4.403	4.395	4.404
Réserve de suppléants	795	660	765	772	698
Remplaçants CDD année entière	61	47	104	68	73
Remplaçants mensualisés	275	213	203	191	169
Remplaçants payés par leçon	673	704	763	804	744

(Données publiées dans les rapports d'activités du Ministère de l'Éducation nationale des années considérées)

#### Explications:

Réserve de suppléants: agents bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée en tant qu'employés de l'État.

Remplaçants CDD année entière: agents bénéficiant d'un contrat à durée déterminée d'une année en tant qu'employés de l'État.

Remplaçants mensualisés: agents bénéficiant d'un contrat à durée déterminée en tant qu'employés de l'État dépassant la durée de trois mois.

Remplaçants par leçons: agents bénéficiant d'un contrat à durée déterminée en tant qu'employés de l'État et qui effectuent généralement des remplacements de courte durée.

D'une manière générale, la tâche des membres de la réserve de suppléants ainsi que des remplaçants de toute catégorie est très variable d'une année à l'autre. Il en est de même des instituteurs dont les chiffres produits comprennent le nombre total des instituteurs fonctionnaires sans prendre en considération les états de service des agents lors de l'établissement des statistiques qui peuvent être de 25%, 50%, 75% ou 100% d'une tâche complète.

### ad 6. Effet du «2. Bildungswee» sur l'évolution du personnel de l'enseignement fondamental

À l'heure actuelle, il est prématuré de spéculer sur les effets du «2. Bildungswee», étant donné que celui-ci sera organisé pendant trois années de suite, que sa durée comprend deux années académiques, qu'il sera sanctionné par des examens et qu'il mènera au concours d'admission au stage.

### ad 7. Contexte de la mise en place du «2. Bildungswee»

L'honorable Député cite de façon erronée l'article en question. En effet, il en ressort clairement que la formation organisée par l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) pour la reprise des enseignants en religion dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental a été visée. Il n'est pas question ici de la formation du BSCE en cours d'emploi («Track 2») organisée par l'Uni.lu.

Celle-ci est ouverte à tous les chargés d'éducation et aux enseignants en religion qui remplissent les conditions d'accès au «Track 2» établies par l'Université du Luxembourg. D'ailleurs, en automne 2016, l'Université accueillera davantage de membres de la réserve de suppléants que d'enseignants de religion.

Une des conditions prérequis par l'Uni.lu pour pouvoir y accéder a été que les candidats ont dû se prévaloir de formations susceptibles d'être reconnues par l'Uni.lu pour un équivalent de douze crédits ECTS.

La formation théorique et pratique qui donne accès à la réserve de suppléants sera organisée à partir de la rentrée scolaire 2016-2017. Elle a déjà été suivie par les chargés de cours dans le passé et remplit cette condition d'accès.

### Question 2133 (09.06.2016) de M. Gusty Graas (DP) concernant le projet d'un transport de haut niveau de service dans le sud du pays:

Il me revient que les autorités de la commune de Pétange ont adressé une demande au Ministre du Développement durable et des Infrastructures afin d'inclure leur commune dans le «projet d'un transport de haut niveau de service» (encore appelé «Superbus»), actuellement en planification entre les localités de Dudelange et Differdange. Il est à préciser que l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «transports» avait prévu l'installation d'un «réseau de transport en commun à haut niveau de service dans la région Sud» (point 3.8), structure avec des nœuds centraux à Belval et à Esch-sur-Alzette et avec des branches vers Obercorn, Lallange, Russange, Foetz et Kayl.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Étant donné que le projet actuel du «Superbus» diffère des intentions émises à l'avant-projet de règlement grand-ducal mentionné, Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer sur l'état des lieux des démarches dans ce dossier?

- Quelles suites Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir donner aux revendications des autorités de la commune de Pétange?

- Au vu de l'intérêt local voire régional porté à ce projet d'envergure, Monsieur le Ministre est-il disposé à entamer des pourparlers avec d'autres communes du sud du pays?

### Réponse (23.08.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En effet, mes services sont en train d'analyser la mise en place d'un service «bus à haut niveau de service» (BHNS) dans la région Sud du pays. Plus concrètement, l'étude d'un tracé entre les centres de développement et d'attraction (CDA) de Differdange et de Dudelange en passant par le site de Belval, la ville d'Esch-sur-Alzette (bi-pôle Esch-Belval) et Schifflange. Il s'agira d'une offre performante de transport collectif afin de répondre aux besoins de la région ciblée.

Il faut préciser que cette offre de bus à haut niveau de service complètera l'offre existante afin de proposer des relations efficaces sur le tronçon central de la région Sud. Ce service s'intégrera dans l'offre existante du réseau de bus du TICE et des relations de chemin de fer existantes. Ce type de service est conforme au plan directeur sectoriel «transports», vu que le BHNS est un réseau de transport en commun à haut niveau de service.

Concernant la demande de la commune de Pétange, mes services ont la mission d'étudier toutes extensions possibles du BHNS. Ainsi, une évaluation d'une extension du projet vers Rodange a été faite. Il en résulte un potentiel de fréquentation plus faible sur le tronçon entre Differdange et Rodange que sur le tronçon Differdange-Belval-Esch/Alzette-Dudelange. Il faut rappeler que le projet d'un BHNS va de pair avec une rénovation urbaine, voire un réaménagement de l'espace-rue visant un maximum du tracé en site propre. Il s'agit donc de travaux infrastructurels d'envergure dont la mise en place du projet global ne peut se faire qu'en plusieurs étapes consécutives.

Ainsi, il se propose que l'extension vers Rodange fera part d'une phase ultérieure et de créer en premier lieu un BHNS sur l'axe Differdange-Dudelange. Bien sûr, les autres localités de la région Sud seront dès le début raccordées

au BHNS par des connexions hautement câblées du réseau de bus TICE.

En général, il faut préciser qu'un BHNS entre Differdange et Dudelange est un élément du réseau du transport commun de la région Sud et doit être connecté par des pôles d'échange au réseau TICE et CFL, voire également à la voie bus projetée sur l'autoroute A4 vers le futur pôle d'échange Cloche d'Or à Luxembourg-ville. Ce n'est que par l'interconnectivité performante entre les différents réseaux qu'il sera possible d'améliorer la mobilité au sein de la région Sud et ainsi aussi celle des habitants de la commune de Pétange.

Concernant la demande d'entamer des pourparlers avec d'autres communes du sud du pays, je peux vous rassurer que nous sommes ouverts aux demandes des communes en termes de questions de mobilité.

#### Question 2134 (09.06.2016) de M. Gilles Baum (DP) concernant le «Park and Ride» à Junglinster:

La presse nationale s'est récemment fait l'écho de l'utilisation peu intense du nouveau «Park and Ride» à Junglinster (P&R). Ce dernier a pour objet d'inciter les chauffeurs habitant dans les cantons d'Echternach et de Diekirch à opter pour les moyens de transport public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il livrer des précisions quant au coût du nouveau P&R à Junglinster?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le P&R en question était hors service pour une certaine période alors que les travaux étaient venus à leur fin?

- Face à l'intention déclarée de vouloir atteindre un taux de répartition des déplacements transport en commun/trafic individuel motorisé de 25/75% d'ici à l'an 2020, Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaires des mesures additionnelles, comme par exemple une campagne d'information, pour promouvoir les transports en commun dans la région de Junglinster?

- Le grand parking entre Junglinster et Gonderange pourrait-il servir également de P&R pour les habitants de ces localités se rendant à Luxembourg-ville?

#### Réponse (25.07.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le coût total du nouveau parking relais P&R à Junglinster s'élève à 1.122.586,26 € (TTC).

Les travaux du nouveau P&R ont été achevés fin avril 2016. La mise en service du parking a eu lieu en date du 1<sup>er</sup> juin 2016 suite à l'adaptation des horaires des lignes de bus desservant le parking P&R par le département des transports.

Le «Park and Ride» Junglinster sera officiellement inauguré le 26 juillet 2016, de façon que la promotion du parking devra alors être garantie.

Le parking entre Junglinster et Gonderange fait partie des infrastructures communales et il n'est pas prévu de le faire fonctionner comme parking P&R.

#### Question 2139 (09.06.2016) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le futur Centre de remisage et de maintenance du tramway:

Les travaux relatifs au Centre de remisage et de maintenance du tramway (CRM) ont débuté en automne 2015. Les trois bâtiments à construire seront répartis sur une surface de 33.000 mètres carrés et seront «ultramodernes» et «écologiques» d'après un article paru dans le «Journal» le 7 juin 2016.

Dans le cadre de l'accord international conclu à l'issue de la Conférence de Paris sur la lutte contre le réchauffement climatique (COP 21) le 12 décembre 2015 et signé le 22 avril 2016 à New York, le Gouvernement s'est engagé à une utilisation plus conséquente des énergies renouvelables afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Produite à partir du rayonnement solaire,

l'énergie photovoltaïque constitue une alternative aux énergies fossile et nucléaire et peut donc être considérée comme étant renouvelable et durable.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est effectivement prévu d'équiper les toitures du CRM de panneaux photovoltaïques?

- Dans l'affirmative, est-il envisagé que les citoyens pourront investir dans l'énergie produite grâce à ces installations via l'achat de parts?

#### Réponse (28.07.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par la question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis souhaite s'informer sur l'installation de panneaux photovoltaïques au Centre de remisage et de maintenance (CRM) du tram.

La conception actuelle des bâtiments de ce CRM s'inscrit dans une démarche écologique clairement affichée et de nombreuses mesures ont été prises pour contribuer à préserver l'environnement. Ainsi, à titre d'exemple, le lavage des rames utilisera de l'eau de pluie, les bâtiments sont performants du point de vue énergétique et l'essentiel des surfaces y compris en toitures sont engazonnées.

Dans le respect de cette approche, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures confirme que toutes les dispositions techniques ont été prises pour permettre l'installation ultérieure d'environ 4.000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques sur les toits des bâtiments de remisage et de maintenance. La structure de ces bâtiments a été calculée pour supporter les panneaux et tous les espaces nécessaires aux équipements techniques, y compris les réservations dans les murs, ont été prévus.

Cependant la loi de financement, dont le projet a été déposé en octobre 2013 et qui couvre les travaux en cours, n'inclut pas les coûts d'une telle installation.

Dans ce contexte, la Ville de Luxembourg se propose de financer et d'exploiter une telle installation photovoltaïque selon des modalités qui restent à convenir.

#### Question 2142 (10.06.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'encadrement au sein des écoles des victimes ou témoins de violence domestique:

La violence domestique est un problème universel et l'une des violations des droits de l'Homme la plus répandue dans le monde.

Le rapport intitulé «Violence domestique au Luxembourg» du Ministère de l'Égalité des chances, en collaboration avec le Luxembourg Institute of Health, a révélé en 2015 que 460 enfants, dont 399 enfants mineurs, ont vécu dans des ménages touchés par la violence. Parmi les 327 victimes directes de violence figurent sept mineurs et le parquet a signalé en plus 56 enfants (47 mineurs et neuf majeurs) comme personnes à protéger.

Le milieu scolaire est un milieu très important pour les enfants victimes ou témoins de violence domestique. Comme étant le deuxième endroit où ils passent le plus de temps, l'école représente souvent un refuge pour les enfants exposés à la violence domestique.

Ainsi, il est important de promouvoir dans les écoles une éducation particulière au sujet de la non-violence et d'encourager les enfants à parler du problème de la violence domestique s'ils en sont victimes ou témoins, pour qu'on puisse les aider.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Le personnel enseignant est-il assez formé pour pouvoir diagnostiquer des enfants victimes ou témoins de violence?

- Existe-t-il des formations continues en la matière?

- Ces formations sont-elles assez fréquentées par le personnel enseignant?

- Le sujet de la violence domestique est-il assez évoqué dans le milieu scolaire?

- Au niveau des crèches et au niveau de l'éducation précoce, existe-t-il des moyens de sensibilisation des enfants, ne serait-ce que de manière ludique, au problème de la violence domestique, avec l'objectif que les enfants osent

plus en parler s'ils sont exposés à la violence domestique, voire qu'ils osent révéler les maltraitances subies?

- Quelles mesures le Ministre envisage-t-il de prendre pour que le milieu scolaire devienne encore plus un acteur proactif dans la lutte contre la violence domestique envers les enfants?

- Dans la mesure où l'étude du Luxembourg Institute of Health constate que la violence domestique en général a connu une évolution à la hausse ces dernières années, le Gouvernement envisage-t-il une campagne de sensibilisation, d'information et de prévention en la matière notamment pour aider les victimes, mais aussi pour encourager, en cas de soupçon de violence domestique, l'entourage de la victime à signaler la maltraitance auprès des autorités?

#### Réponse commune (01.08.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances:

Au niveau du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

L'offre de formation continue de l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) comporte des formations en lien avec le sujet de la maltraitance. Ces formations touchent également la thématique de la violence domestique: Formations liées directement au sujet de la maltraitance:

- Mes élèves sont-ils/elles concerné/e/s par la violence domestique? (formatrices de «Femmes en détresse»): en moyenne 20 inscriptions par année entre 2008-2009 et 2010-2011;

- Je suspecte qu'un/e élève de ma classe est abusé/e! (formatrice de la «Fondation Pro Familia»): en moyenne douze inscriptions par année depuis 2009-2010;

- La maltraitance... et si on en parlait...! (formatrice de la «Fondation Pro Familia»): en moyenne douze inscriptions par année depuis 2009-2010;

- L'enfant confronté à une situation de violence domestique: comment agir en tant qu'enseignant? (formatrice de la «Fondation Pro Familia»): 20 inscriptions en 2015-2016;

- Gewalt am Stot a Wegweisungsgesetz (divers intervenants): 41 inscriptions en 2015-2016.

Formations sur les effets de traumatismes auprès des enfants et adolescents:

- Die Folgen der Traumatisierung - Traumata und deren Auswirkungen bei Kindern: 262 inscriptions en 2015-2016;

- Stabilisierungstechniken nach Trauma: Praxis-Workshop: 34 inscriptions en 2015-2016.

S'y ajoutent les formations sur la prévention de la violence et la communication non violente: depuis 2009-2010 en moyenne dix formations par année avec 20,5 inscriptions par formation et un total de 1.477 inscriptions. Parmi ces inscriptions, 63% sont totalisées sur des formations internes d'écoles ou de lycées.

Dans le cadre du projet «Stop Mobbing», des mesures visant à réduire la propension à la violence et le vandalisme chez les enfants sont discutées avec les enseignants des écoles fondamentales. En outre, la promotion des conditions démocratiques, des compétences sociales, des valeurs telles que l'empathie, la tolérance, la solidarité, le courage civique auprès des enfants est discutée avec les enseignants qui sont encouragés à développer ces aptitudes et compétences et à les soutenir grâce à l'introduction d'un conseil de classe.

Dans le cadre de ce projet, il arrive que les enseignants soient sollicités par des enfants qui relatent des expériences vécues de négligence, de violence domestique et d'abus sexuels. Lorsque ces rapports s'avèrent plausibles, des mesures appropriées sont engagées, telles que l'information de la police, le signalement au parquet, peut-être même la prise de contact avec le tribunal de la jeunesse. Souvent, on observe malheureusement une grande incertitude, mais aussi un certain manque d'information de la part du personnel enseignant, et le réflexe d'engager les mesures qui s'imposent fait parfois défaut.

Afin de pallier à ce manque, une campagne de sensibilisation et la distribution d'un guide pertinent à l'intention des enseignants, des éducateurs et de tout le personnel responsable de la prise en charge des enfants dans les écoles et les structures d'accueil s'avère utile et nécessaire. D'ailleurs, une sensibilisation des présidents des comités d'écoles a été faite il y a deux années par le parquet et des contacts réguliers ont été noués depuis.

Le service médical des Écoles de la Ville de Luxembourg - Cellule de conseil «enfance en détresse» a publié un fascicule (en allemand et

en français) avec des lignes directrices pour réagir correctement en cas d'abus physique sur des enfants mineurs. Cette brochure a été distribuée à toutes les personnes qui travaillent dans les écoles fondamentales de la Ville de Luxembourg, ainsi qu'au personnel des garderies et structures d'accueil de la ville. Le Ministère envisage une diffusion de ce document à l'échelle nationale.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a pris l'initiative de faire élaborer des lignes directrices sur les procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse en cas de suspicion de maltraitance de mineurs par des adultes.

Ce document, qui sera distribué au cours de l'année scolaire 2016-2017 à tous les professionnels de l'enfance et de la jeunesse, a été développé par un groupe de travail réunissant des représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Santé, du tribunal de la jeunesse, des parquets de Luxembourg et de Diekirch, de la Police grand-ducale, de la Ville de Luxembourg, de l'Alupse, de l'ORK et du SNJ.

En outre, le Service national de la jeunesse a élaboré en collaboration avec des experts de l'éducation affective et sexuelle la publication parue en 2016 «Pädagogische Handreichung: Von Gefühlen, Stärken, Sexualität und Grenzen. Körpererziehung bei Kindern von 0-12». Dans le cadre de la série «Dossier de l'animateur» du SNJ, la brochure «Jonker stärken, Jonker schützen. Sexualität a Beziungen» a été publiée en 2014 et peut être téléchargée sous:

<http://www.snj.public.lu/fr/publications/Dossiers%20de%20l%E2%80%99animateur>.

Au niveau du Ministère de l'Égalité des chances

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée sur la violence domestique en 2003, le Ministère de l'Égalité des chances, en coopération avec d'autres acteurs actifs en matière de lutte contre la violence domestique au Luxembourg, a intensifié la lutte contre ce fléau social au niveau de l'information, la prévention et la sensibilisation. Parmi ces campagnes figurent la campagne intitulée «La violence domestique fait du mal à toute la famille» qui renseigne par le biais d'une brochure en plusieurs langues sur les dispositions légales et réglementaires en vigueur. La campagne utilise des symboles du monde des jeux, comme le doudou ou le canard, afin de souligner l'impact que la violence peut avoir sur les enfants.

Cette brochure, accompagnée par des affiches, se réjouit d'un grand succès auprès des personnes directement concernées, mais aussi auprès des associations travaillant dans le domaine social en général, et œuvrant dans le domaine de l'encadrement des victimes et auteurs en particulier.

Dans le cadre de sa politique de sensibilisation et de prévention de la violence domestique, mise en place depuis plus d'une quinzaine d'années, l'État a toujours veillé à toucher notamment dans les trois langues officielles tous les résidents luxembourgeois. Il importe néanmoins à l'État d'atteindre aussi par des moyens plus ciblés, accessibles et adaptés à leurs besoins spécifiques, les communautés étrangères faisant partie intégrante de sa population, dont la communauté lusophone. Dans cet ordre d'idées, le Ministère de l'Égalité des chances et la Confédération des Communautés portugaises luxembourgeoises (CCPL), avec la collaboration des différents acteurs du terrain y associés, la police, le parquet, le service d'assistance aux victimes de la violence domestique, le service prenant en charge les auteurs de violence domestique proposent le projet intitulé «Histoires» - Théâtre-Débat - Théâtre éducatif dans la prévention de la violence domestique, un outil interactif et adapté, notamment, à la culture et à la langue de la communauté lusophone.

Ce projet est l'élément clé de la campagne de sensibilisation pour une meilleure prévention de la violence domestique à l'attention de la communauté lusophone au niveau local respectivement régional lancée par la Ministre de l'Égalité des chances en décembre 2015 pour l'année 2016.

Tant les auteurs que les victimes, adultes et enfants, mais aussi les témoins, les familles et l'entourage sont visés par cette campagne d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formation. Elle se veut être accessible à tout public lusophone de tout le pays. Une traduction en français est assurée. Cette campagne fait appel au soutien et au partenariat de toutes les communes du pays intéressées par le projet en vue d'atteindre leurs communautés lusophones respectives, destinataires finaux de celle-ci. Un courrier en ce sens a été adressé par la Ministre de l'Égalité des chances à tous



les bourgmestres du pays afin de les informer du lancement de la campagne précitée et de l'encouragement à y participer.

Il est évident, voire essentiel, d'étendre le projet à d'autres communautés étrangères touchées par la violence domestique.

Il y a également lieu de signaler que le Ministère encourage les organisations conventionnées de prendre leurs propres initiatives intéressantes afin de mieux cibler leur travail d'information et de sensibilisation dès le bas âge. Dans ce contexte, le service S-PsyEA de l'asbl «Femmes en détresse» a édité le livret d'enfant «Dem Ben säi Geheimnis», projet initié à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire du service. Étant donné que le travail avec les enfants témoins et/ou victimes directes revêt une importance croissante, ce projet vise notamment les enfants et les enseignants de l'enseignement fondamental. Ce livret s'est inspiré de projets existants d'ores et déjà à l'étranger et permet de briser les tabous notamment auprès des enfants d'évoquer leur situation, mais aussi de sensibiliser le corps enseignant qui est fréquemment débordé pour analyser convenablement la situation de l'enfant et pour agir de façon appropriée. Il s'agit donc aussi de renforcer la confiance des enseignants pour qu'ils réagissent de façon appropriée lorsque des cas de violence se manifestent auprès d'un enfant.

Le livret a été édité en 2015 en mille exemplaires, et a été distribué et présenté dans trois écoles à Luxembourg-ville et a obtenu des échos très positifs. Les séances s'effectuent en 60 minutes avec la possibilité de poser des questions et sont adaptées aux besoins spécifiques des enseignants. Des demandes parviennent également des éducateurs dans les maisons relais. Toutefois, la priorité est actuellement mise sur l'enseignement fondamental.

**Question 2181** (29.06.2016) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant **l'essai préalable d'un fauteuil roulant électrique**:

Pour les personnes à mobilité réduite, le choix du bon fauteuil roulant est essentiel pour tous les actes de la vie quotidienne et le maintien de la qualité de vie.

En Belgique, la législation prévoit en l'occurrence «un test obligatoire qui doit être effectué au domicile du bénéficiaire». La législation française prévoit quant à elle un «essai préalable réalisé pour toute première mise à disposition du fauteuil et, en cas de renouvellement, seulement lorsqu'il y a changement de type de fauteuil». Pour certaines voitures, elle précise même que «l'essai doit inclure une période d'utilisation dans l'environnement de la personne utilisatrice pendant une durée suffisante (48 heures au minimum)».

En France, il existe d'ailleurs un «centre d'essai des fauteuils roulants» où les bénéficiaires peuvent s'informer et tester gratuitement 200 modèles de fauteuils roulants avant de se décider pour un modèle. Dans certains autres pays, un entraînement à l'utilisation du fauteuil roulant est proposé aux bénéficiaires intégrant un test sur un parcours tout-terrain.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Les essais des fauteuils roulants dans l'environnement dans lequel évolue le bénéficiaire sont-ils réglementés au Grand-Duché de Luxembourg?

2. La mise à disposition pour une période d'essai ou de test d'un fauteuil roulant électrique au bénéficiaire est-elle prévue sous forme de prêt de courte durée ou de location?

3. À qui incombent les charges locatives?

4. L'avis de l'ADAPTH est-il sollicité pour les fauteuils roulants électriques à commandes adaptées?

5. L'assurance dépendance coopère-t-elle avec un centre d'essai des fauteuils roulants de nos pays voisins? Dans la négative, une telle coopération pourrait-elle être négociée et dans quels délais?

**Réponse** (27.07.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Détermination du requis en fauteuil roulant électrique

Selon les articles 356 et 357 du Livre V du Code de la sécurité sociale, la mise à disposition ou l'acquisition d'aides techniques à domicile ou en établissement sont faites à la suite d'un avis de la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) de l'assurance dépendance qui détermine le type d'aide technique ainsi que les activités de conseil s'y rapportant.

En cas de demande d'un fauteuil roulant électrique, l'expert ergothérapeute ou kinésithérapeute de la CEO rencontre le demandeur afin de déterminer la nécessité d'un fauteuil roulant électrique de même que le modèle adapté au mieux aux besoins, aux capacités et à la situation du demandeur.

Le choix du ou des modèles requis se fait en concertation avec le demandeur, en connaissance de ses besoins, de son domicile et de son environnement habituel.

Si le demandeur est en contact avec des professionnels de santé, s'il fréquente un institut ou un service spécialisé (centres de rééducation, services ou institutions du secteur handicap, services de rééducation précoce, éducation différenciée, etc.), la CEO sollicite également l'avis de ces professionnels afin de profiter de leurs connaissances relatives aux besoins et à la situation de vie de la personne concernée.

Essais et mises en situation

Avant chaque mise à disposition d'un fauteuil roulant électrique, un essai est proposé au demandeur en présence de l'expert ergothérapeute ou kinésithérapeute de la CEO, au SMA<sup>1</sup> ou au domicile du demandeur:

- L'essai peut se faire directement au SMA si les différents types de fauteuils roulants adaptés à la situation du demandeur y sont disponibles. Si l'essai est concluant, la mise à disposition peut être directe.

- Si les modèles requis ne sont pas de stock, la CEO procède à un appel d'offres pour essai auprès des fournisseurs afin que différents modèles soient mis à disposition pour une mise en situation. Le fournisseur respectif s'adjoint toujours à l'essai, de même qu'un spécialiste de la firme concernée, si la spécificité du fauteuil roulant électrique l'exige.

L'expert de la CEO s'assure des capacités nécessaires du demandeur à la bonne manipulation d'un fauteuil roulant électrique et ceci tant au niveau cognitif qu'au niveau fonctionnel. L'expert procède à des mises en situation standardisées afin de vérifier les habiletés telles que la précision de la conduite, les réactions lors de la conduite, la conduite en ligne droite, la réalisation de demi-tours, le franchissement d'obstacles, etc.

Les mises en situation au domicile et/ou sur le lieu de vie du demandeur sont notamment privilégiées pour des nouvelles acquisitions (première mise à disposition ou matériel novateur) afin de prendre en compte l'environnement du demandeur et l'utilisation du matériel dans un contexte réel.

Il est à préciser que les ergothérapeutes et kinésithérapeutes de la CEO participent régulièrement à des formations continues en matière d'aides techniques afin de se tenir au courant des dernières évolutions et de parfaire ainsi leurs connaissances.

Mise à disposition

Lors de la mise à disposition, le demandeur reçoit une initiation quant à l'utilisation des aspects techniques et aux possibilités de réglage du fauteuil roulant électrique.

Si un entraînement plus poussé s'avère nécessaire, la CEO prévoit un «Conseil en aides techniques» pour une durée de deux heures sur le plan de prise en charge du demandeur concerné. Cette activité vise à conseiller et à rendre compétent la personne pour l'utilisation des aides techniques en lui transmettant les techniques et le savoir nécessaires. Dans le cadre de la réforme de l'assurance dépendance, une formation liée aux aides techniques d'une durée de deux heures prestées en individuel continuera à être prévue.

La mise à disposition du fauteuil roulant électrique ainsi que de tous les accessoires nécessaires (commandes, contrôles de l'environnement, etc.) est gratuite au Luxembourg et aucune charge financière n'incombe au bénéficiaire. Les frais de location pris en charge incluent également tous les frais relatifs aux réparations éventuelles et à la maintenance. Seules les convenances personnelles engendrant des frais supplémentaires sont à charge du bénéficiaire.

Selon les chiffres fournis par l'IGSS<sup>2</sup> pour l'année 2015, les modèles suivants se trouvaient en location chez les bénéficiaires de l'assurance dépendance:

Ensembles de propulsion manœuvrés par joystick et/ou accompagnateur	346
Fauteuils roulants électriques	269
Scoters	186

Expertise de l'ADAPTH

La CEO peut recourir aux services de l'ADAPTH<sup>3</sup> en tant qu'expert pour les adaptations du logement et les aides techniques.

Actuellement, l'ADAPTH est surtout sollicitée pour les adaptations du logement. Néanmoins, si la spécificité de la situation l'exige et si les experts de la CEO souhaitent s'adjointre des compétences supplémentaires de l'ADAPTH, une intervention de leur part est sollicitée. Tous les besoins en expertise et en accompagnement sont ainsi couverts au niveau national.

D'après les chiffres fournis par l'ADAPTH, 33 expertises en relation avec le contrôle de l'environnement et six expertises concernant les fauteuils roulants électriques ont été réalisées entre janvier 2011 et juin 2016 pour le compte de la CEO.

**Question 2182** (29.06.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant **l'évolution du contentieux auprès des juridictions administratives**:

D'après nos informations, beaucoup d'affaires devant le Tribunal administratif sont actuellement refixées pour plaidoiries sur plusieurs mois. Les administrés sont ainsi obligés de faire preuve de beaucoup de patience avant de voir leur cause plaidée puis jugée.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que tout type de contentieux est concerné par ces reports? À défaut, quelles sont les matières qui sont évacuées prioritairement et pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas cette situation intenable?

- Quelles sont les initiatives envisagées par Monsieur le Ministre pour mettre fin à cette situation?

**Réponse** (15.07.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

D'après les informations données par Messieurs les Présidents du Tribunal administratif et de la Cour administrative, ils n'ont pas connaissance du fait que «beaucoup d'affaires» seraient actuellement refixées devant le Tribunal administratif.

Les quelques refixations interviennent soit à la demande des parties, soit de l'initiative du tribunal lorsque l'instruction de l'affaire l'exige; il est vrai que ce cas de figure se rencontre régulièrement lorsque l'instruction du dossier par les parties s'avère lors de l'audience des plaidoiries être incomplète, hypothèse ayant notamment justifié la circulaire du 25 avril 2016 de Monsieur le Président du Tribunal administratif, ou lorsque le tribunal soulève un moyen d'office, tel que la loi l'y oblige: dans cette hypothèse, l'affaire est refixée à la prochaine audience utile afin de permettre aux parties de prendre position par écrit par rapport au(x) moyen(s) soulevé(s) par le tribunal.

Il est encore vrai, selon les renseignements fournis par les juridictions administratives, que le tribunal a été amené dans le passé à reporter des affaires fixées initialement pour plaidoiries, et ce au vu d'un afflux important de recours auxquels le législateur a conféré un caractère urgent (notamment basés sur les articles 15, 16, 20 et 23 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires; l'article 120 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration; l'article 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande).

Ainsi, tel qu'il ressort des graphiques ci-après, au cours de l'année judiciaire 2013-2014, 464 affaires sur un total de 1.036 jugements (abstraction faite des jugements de radiation) et au cours de l'année judiciaire 2014-2015, 374 affaires (sur un total de 1.051 jugements) ont été

évacuées conformément à une telle procédure accélérée. Il est évident qu'un tel afflux d'affaires urgentes a un effet d'éviction par rapport aux affaires ne bénéficiant pas d'un tel rang de préférence en vertu de la loi.

Cette circonstance, couplée notamment au fait que depuis l'année 2011-2012, début de la récente vague migratoire, le nombre d'affaires nouvelles enrôlées dépasse régulièrement le nombre d'affaires évacuées, explique le fait que les délais de fixation du Tribunal administratif, qui se situent actuellement, toutes chambres confondues, autour de la fin de l'année 2016, s'allongent, puisque plus le stock d'affaires à traiter augmente, plus les délais de fixation ont tendance à s'allonger.

Par contre, pour l'année judiciaire en cours, sur 1.080 affaires prises au 1<sup>er</sup> juillet 2016 en délibéré, 285 affaires l'ont été dans le cadre d'une procédure accélérée, essentiellement sur base des articles 22, 27 (1) et 28 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, sans que ce nombre, nettement plus faible que celui des affaires urgentes enrôlées les années judiciaires précédentes, n'ait toutefois justifié le report d'autres affaires.

Le contentieux de l'immigration étant cependant par nature fluctuant, le Président du Tribunal administratif a néanmoins émis le 25 avril 2016 une circulaire destinée à éviter dans la mesure du possible les refixations intempestives ainsi que le rallongement inutile des délais de fixation; dans ce contexte, l'attention des plaideurs a été attirée sur le risque, en cas d'afflux d'affaires urgentes, d'un report à une date ultérieure pour les affaires ne bénéficiant pas d'un rang de priorité.

Au vu des éléments et informations qui précèdent, je ne juge pas «intenable» la situation actuelle, tel que le demandent les honorables Députés.

Je donne à considérer qu'il n'est pas à exclure, si le contentieux administratif continue d'augmenter de façon constante, qu'un renforcement des effectifs des juridictions administratives pourrait être envisagé par le Gouvernement.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 2183** (29.06.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **projets d'infrastructure prioritaires le long de la N7**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1082 du 24 avril 2015 (*cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*), Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé que la sécurisation de la bifurcation au lieu-dit «Flébour» près de Michelau (éclairage, bande d'accélération en direction de Diekirch) figurerait parmi les projets d'infrastructure prioritaires le long de la N7. Selon le Ministre, un avant-projet détaillé, suite à un avant-projet sommaire approuvé, «serait présenté prochainement».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur le projet de sécurisation en question et sa mise en œuvre (début des travaux, durée, etc.)?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure d'informer également sur les mesures de sécurité à prendre aux lieux-dits «Closdelt» et «Këppenhaff»?

**Réponse** (28.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des informations supplémentaires concernant les diverses mesures de sécurisation projetées sur la route N7 entre Friedhof et Hosingen.

En ce qui concerne la sécurisation de la bifurcation au lieu-dit «Flébour» près de Michelau, des études supplémentaires se sont encore avérées nécessaires. Dès que ces études seront ache-

<sup>1</sup> Service des Moyens Accessoires, asbl née de l'Inspection sanitaire du Ministère de la Santé, fournisseur spécialisé d'aides techniques ayant conclu une convention avec la Caisse nationale de Santé sur base de l'article 394 du Code de la sécurité sociale.

<sup>2</sup> Inspection générale de la sécurité sociale

<sup>3</sup> «Association pour le Développement et la Propagation d'Aides Techniques pour Handicapé(e)s». Asbl créée en 1985, conventionnée depuis 2000 par le Ministère de la Famille, expert de la CEO en matière d'adaptations du logement et d'aides techniques plus spécifiques. Existence d'un contrat de collaboration depuis 1999.

vées, le projet définitif pour la sécurisation de la bifurcation en question pourra démarrer.

Les mesures de sécurité à prendre aux lieux-dits «Clodelt» et «Képpenhaff» se trouvent également encore dans le stade de l'étude.

Le projet en question figure sur la liste des nouveaux projets à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés permettant l'imputation des dépenses pour frais d'études à charge des fonds d'investissement, liste qui vient d'être soumise à la Chambre des Députés.

**Question 2185** (29.06.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **nouvelle loi relative au service de renseignement allemand**:

Wie u. a. die Zeitung „Die Welt“ gestern zu berichten wusste, wird das Abfangen von Gesprächen oder E-Mails aus anderen EU-Regierungen oder -Einrichtungen im neuen BND-Gesetz ausdrücklich erlaubt sein.

Voraussetzung für das Ausspähen muss sein, dass Gefahren für die innere und äußere Sicherheit abgewendet werden müssen, die Handlungsfähigkeit Deutschlands gewahrt werden soll oder sonstige Erkenntnisse von außen- und sicherheitspolitischer Bedeutung gewonnen werden.

Aus diesem Grund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Staatsminister stellen:

1. Wie schätzt der Herr Minister das neue BND-Gesetz ein?
2. Ist der Herr Minister der Meinung, dass das Ausspähen von EU-Regierungen oder EU-Einrichtungen erlaubt werden soll? Wenn ja, unter welchen Bedingungen?
3. Hat der Herr Minister Erkenntnisse darüber, dass die Luxemburger Regierung bereits in der Vergangenheit vom BND ausgespäht wurde?
4. Beabsichtigt die Luxemburger Regierung, bei der deutschen Bundesregierung gegen das neue BND-Gesetz zu protestieren?

**Réponse** (14.07.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Die beiden Abgeordneten stellen vier Fragen in Bezug auf das neue Bundesnachrichtendienst-Gesetz. Ich möchte Ihnen folgendermaßen antworten.

ad 1. Die Luxemburger Regierung erwägt nicht, das Bundesnachrichtendienst-Gesetz zu kommentieren.

ad 2. Die Überwachung von EU-Regierungen und Einrichtungen der Europäischen Union sind im Rahmen der aktuellen Luxemburger Gesetzgebung nicht erlaubt und diesbezügliche Änderungen werden derzeit nicht in Erwägung gezogen.

ad 3. Nein. Ich möchte diesbezüglich die Abgeordneten auch auf meine Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°1534 vom 30. Oktober 2015 des Abgeordneten Fernand Kartheiser verweisen (*cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016*).

ad 4. Siehe meine Antwort auf Frage 1.

**Question 2186** (30.06.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les **avis de recherche de la Police grand-ducale**:

Ces derniers jours, plusieurs avis de recherche de personnes portées disparues ont été émis par la Police grand-ducale pour être relayés ensuite par les organes de presse et sur les réseaux sociaux.

Ces avis contiennent en règle générale un nombre plus ou moins important de données à caractère personnel sur les individus recherchés, comme par exemple les nom(s) et prénom(s), l'âge, le lieu de résidence, une description de leur apparence physique, le cas échéant des indications sur leur état de santé ou d'autres informations relevant de leur sphère privée. Enfin, une ou plusieurs photos des personnes en question sont publiées.

Or, il s'avère que même si la personne portée disparue a été retrouvée et que l'avis de recherche est retiré par les autorités publiques, les photos et les informations divulguées auparavant continuent à figurer en ligne. Souvent, les médias électroniques informent le public

que l'avis de recherche est annulé, tout en maintenant les photos et les autres informations à caractère privé en ligne.

S'il est parfaitement normal que des images et des données à caractère personnel des personnes recherchées soient publiées afin de permettre leur identification, force est cependant de constater qu'une fois retrouvées, ces photos et données n'ont plus de raison de rester visibles. Ainsi, la Police grand-ducale enlève les avis de recherche de son site Internet et des réseaux sociaux aussitôt que les personnes portées disparues ont été retrouvées, et se borne à informer le public de l'annulation de l'avis de recherche.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Selon quels critères la Police grand-ducale émet-elle des avis de recherche? Faut-il que la personne recherchée constitue un danger pour soi-même ou pour autrui, qu'il soit péril en la demeure, que la personne soit disparue depuis un certain temps déjà, ou suffit-il que la personne en cause soit portée disparue par un de ses proches par exemple, sans autre circonstance particulière?

2. Lorsqu'une personne portée disparue a été retrouvée, les organes de presse ne devraient-ils pas se borner à en informer le public et retirer aussitôt les photos et toute autre donnée à caractère privé de l'Internet?

3. Quelle est la situation légale en la matière, notamment lorsque des mineurs sont concernés?

**Réponse commune** (21.07.2016) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice, et de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

Toute personne peut signaler la disparition d'une personne à la Police grand-ducale sans qu'une durée minimale de disparition soit requise.

L'article 43-1 du Code d'instruction criminelle prévoit les moyens à disposition de la Police grand-ducale et du Procureur d'État en cas de disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé. Ces disparitions sont en principe considérées comme étant des disparitions inquiétantes. Le dernier alinéa du même article précise que les autorités disposent des mêmes compétences en cas de disparition d'un majeur présentant «un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances, à l'âge de l'intéressé ou à son état de santé».

Cependant, la Police grand-ducale n'émet pas pour chaque cas de disparition un avis de recherche relayé par la presse. Le parquet compétent ensemble avec la Police grand-ducale procède à une évaluation du risque auquel la personne disparue est exposée. L'appréciation du caractère d'une disparition se fait suivant les renseignements recueillis par la première unité saisie et sur base des informations fournies par le déclarant ou la famille de la personne disparue. Ce n'est que s'il existe des éléments permettant de conclure que la personne disparue se trouve en danger qu'un avis de recherche est publié par la Police grand-ducale sur ordre du parquet compétent.

La loi modifiée du 8 juin 2004 (ci-après la «Loi») sur la liberté d'expression dans les médias réitère le principe du respect de la vie privée de chacun. L'article 15 de la Loi prévoit cependant que la personne responsable (au sens de l'article 21 de cette même Loi) n'engage pas sa responsabilité lorsqu'elle communique une information relative à la vie privée d'une personne (donc également sa disparition) lorsque la communication est faite sur demande «des autorités judiciaires pour les besoins ou dans le cadre d'une enquête ou instruction judiciaire».

Concernant les mineurs, l'article 18 de la Loi interdit la communication au public de l'identité «d'un mineur ayant quitté ses parents, son tuteur, la personne ou l'institution qui était chargée de sa garde ou à laquelle il était confié». L'article 19 de la Loi prévoit cependant des exceptions à cette interdiction notamment lorsque la communication au public «est faite à l'initiative des autorités administratives ou judiciaires».

Il n'existe à l'heure actuelle aucune disposition légale obligeant les organes de presse à retirer les photos ou autres données personnelles par exemple de leur site Internet lorsqu'une personne disparue a été retrouvée. De manière générale, les médias luxembourgeois adoptent une attitude responsable et éthique et retirent les avis de recherche lorsque la personne a été retrouvée. Le problème se situe avant tout au niveau des médias sociaux utilisés à titre privé par des personnes privées.

**Question 2187** (30.06.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**article L.124-7 (1) du Code du Travail**:

Comme l'a relevé «paperjam.lu», la Cour de Justice a dans un arrêt du 19 avril 2016 Dansk Industri (DI) c/Rasmussen considéré que priver un salarié d'une indemnité légale de licenciement au motif qu'il pourrait percevoir une pension de vieillesse serait équipollent à une discrimination fondée sur l'âge.

Or, notre Code du Travail comporte une disposition qui pourrait un jour connaître ce même sort. L'article L.124-7 du Code du Travail dispose en effet que:

«Le salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié par l'employeur, sans que ce dernier y soit autorisé par l'article L.124-10, a droit à une indemnité de départ après une ancienneté de services continus de cinq années au moins auprès du même employeur, lorsqu'il ne peut faire valoir des droits à une pension de vieillesse normale: la pension de vieillesse anticipée n'est pas considérée comme pension pour les besoins de l'application du présent alinéa.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'au vu de la jurisprudence précitée, l'employeur luxembourgeois qui prive son salarié licencié d'une indemnité de départ légale au motif que ce dernier peut percevoir une pension de vieillesse pourrait être accusé d'agir de manière discriminatoire à l'encontre de ce salarié, peu importe qu'il ait simplement respecté l'article L.124-7 (1) du Code du Travail?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi pour remédier à cette situation? Si oui, endéans quel délai?

**Réponse** (25.07.2016) de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire:

Au vu de la jurisprudence citée par l'honorable Député, il est tout à fait envisageable que l'exclusion des salariés licenciés du paiement de l'indemnité de départ lorsque ceux-ci peuvent faire valoir des droits à une pension de vieillesse normale puisse être considérée comme discriminatoire.

Une modification conséquente de l'article en question est envisagée pour la rentrée parlementaire.

**Question 2188** (30.06.2016) de **M. David Wagner** (déli Lénk) concernant l'**accord sur les minerais provenant de zones de conflit**:

Le mercredi 15 juin 2016, un accord politique a été conclu par les députés européens, les ministres et la Commission européenne sur les minerais provenant de zones de conflit. Selon cet accord, les grandes entreprises de l'Union européenne important de l'étain, du tantale, du tungstène, de l'or et leurs minerais devront dorénavant procéder à des contrôles de «diligence raisonnable» de leurs fournisseurs.

Si cet accord marque un certain pas en avant, il a néanmoins été fortement critiqué dans un communiqué de la société civile européenne, relayé au Luxembourg par Fairtrade Lëtzebuerg, le Cercle de Coopération, l'Action Solidarité Tiers Monde, Caritas Luxembourg et Briddlerlech Deelen<sup>1</sup>. Ces organisations désapprouvent le caractère non contraignant de l'accord pour les entreprises et le fait qu'unique-ment des importateurs de minerais sous forme brute soient ciblés et non les importateurs de produits contenant ces minerais. Afin d'honorer l'engagement de l'UE pour les Droits humains, celle-ci aurait dû aller beaucoup plus loin.

Le président de Fairtrade Lëtzebuerg est cité avec les mots: «L'espoir des populations de l'Afrique centrale d'avoir un allié européen est en partie détruit avec cette décision des États européens. L'objectif d'éliminer les minerais de conflit de nos chaînes d'approvisionnement, de réduire l'immense souffrance, les guerres interminables ainsi que les violations des droits de l'Homme qui découlent de l'extraction et du commerce de minerais ne pourra pas se réaliser à travers ce règlement européen, malgré le

fait qu'un premier pas avait été réalisé. Cette mesure n'éradiquera pas les sources de conflits et n'est pas en cohérence avec les objectifs du développement durable (SDG's) que chaque État et organe institutionnel sont censés prendre en considération dans leurs choix politiques.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes les questions suivantes:

1. Quelle position le Luxembourg a-t-il défendue dans ces discussions et avec quels arguments?
2. Comment évaluez-vous l'accord finalement retenu?
3. Combien d'entreprises seront concernées au Luxembourg par l'accord retenu?

**Réponse** (26.07.2016) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Au cours de sa présidence du Conseil de l'Union européenne du deuxième semestre 2015, le Luxembourg s'est fortement engagé afin de dégager une position commune sur la question des minerais de conflit et a donc davantage assumé une position de médiateur afin de parvenir à un accord entre les colégislateurs européens. Le compromis du 15 juin issu du trilogue entre le Parlement européen, le Conseil sous présidence néerlandaise ainsi que la Commission européenne s'inscrit dans une lignée d'équilibre entre l'objectif poursuivi d'éradiquer les violations des droits fondamentaux dus à l'extraction et au commerce d'étain, de tantale, de tungstène et d'or, et celui d'instaurer un système efficace qui soumettra la très grande majorité des importations de ces produits au devoir de diligence, en excluant toutefois les importateurs à faible capacité (p. ex. les dentistes).

Il s'agit bien, comme le souligne l'honorable Député, d'un accord politique visant à se mettre d'accord sur les points essentiels en vue de l'élaboration d'un règlement sur les minerais provenant de zones de conflit. Les détails techniques et pratiques de la mise en œuvre dudit règlement devront encore être articulés au cours des prochains mois avec comme objectif de conclure les négociations en trilogue d'ici la fin de cette année.

Le Luxembourg s'est engagé et s'engage pour un règlement sérieux, efficace et équilibré qui soutienne l'éradication des violations des droits fondamentaux en lien avec l'extraction et le commerce de ces minerais et métaux et qui, en même temps, ne crée pas une situation où les entreprises européennes sont remplacées par d'autres acteurs moins scrupuleux, sans qu'il n'y ait de changements concrets au sein de ces régions. L'objectif de ce règlement étant également de garantir le développement durable de ces régions et le respect des conventions internationales en la matière sans pousser les acteurs économiques européens à désertir des régions qui dépendent pratiquement entièrement de ces exportations. L'exemple d'un règlement similaire aux États-Unis (l'acte Dodd-Frank) a en effet mené à un abandon complet des activités des opérateurs américains concernés, avec des effets désastreux pour l'économie locale de la région des Grands Lacs en conséquence. La proposition de règlement UE se veut certes obligatoire en amont, mais avec des périodes de transition et une clause de révision qui permettront de mieux accompagner les entreprises européennes actives dans les régions concernées afin d'éviter tout phénomène d'embargo suite à la mise en œuvre du règlement.

Enfin, il est à prévoir qu'une trentaine d'entreprises au Luxembourg seront concernées, ce qui démontre l'étendue de la mise en œuvre dudit règlement. Dans ce contexte, il y a lieu de relever également qu'un règlement qui imposerait des mesures contraignantes, mais uniquement pour les entreprises cotées en bourse, comme c'est le cas aux États-Unis, ne couvrirait qu'une partie infime des entreprises importatrices de ces minerais.

**Question 2189** (30.06.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **«data centers»**:

À travers des investissements conséquents dans la connectivité et dans les centres de données hautement sécurisés, le Gouvernement entend renforcer et consolider à terme la position du pays dans le domaine de l'ICT. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures vient d'annoncer la réalisation d'un nouveau «data center» dans les sous-sols de l'aéroport. Ce nouveau centre de données aurait une capacité d'environ 2.000 racks de serveurs.

<sup>1</sup> <http://transfair.lu/index.php/de/presse/articles/id-27062016-minerais-du-conflit-lue-privilege-le-profit-au-detriment-des-personnes.html>



Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de «data centers» publics et de leur capacité actuelle?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le taux d'occupation effectif des différents data centers ainsi que le taux de réservation?

- Combien de «data centers» disposent de la certification Tier IV, la norme la plus exigeante?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si les infrastructures de l'Aéroport de Luxembourg disposent d'un raccordement à la fibre optique permettant d'ores et déjà l'implantation d'un «data center» dans le gros-œuvre existant de la gare souterraine?

- Dans la négative, qui (POST Technologies, État ou lux-Airport) va prendre en charge les frais occasionnés par les travaux d'installation de la fibre optique dans l'Aéroport de Luxembourg?

**Réponse (28.07.2016) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias:**

Actuellement on compte au Luxembourg 23 centres de données publics d'une capacité totale de plus de 46.000 m<sup>2</sup>. Ces centres de données sont gérés par des acteurs tant publics que privés et localisés dans différentes régions du pays. Huit centres de données sont de niveau Tier IV, dont sept certifiés et un en cours de certification.

Malheureusement, je ne me vois pas en mesure de fournir des précisions quant au taux d'occupation des centres de données. Ces informations ne sont pas publiques.

L'Aéroport de Findel est connecté aux réseaux à fibre optique de POST, de LuxConnect et de Cegecom. Des investissements supplémentaires seraient le cas échéant nécessaires pour la connexion d'un éventuel nouveau centre de données sur le site de l'aéroport. L'envergure et le financement de ces investissements seraient à préciser dans le contexte de la réalisation d'un tel projet.

**Question 2192 (01.07.2016) de M. André Bauler (DP) concernant la dette publique:**

À l'heure actuelle, l'État luxembourgeois a contracté plusieurs emprunts auprès de différentes institutions financières.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la répartition de la dette publique parmi les différents prêteurs de la Trésorerie de l'État et sur les modalités de l'endettement (durée, évolution du taux d'intérêt)?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de présenter l'évolution du service de la dette publique (remboursements par an en distinguant entre l'amortissement et les intérêts dus) et de la dette primaire depuis 2009?

- Monsieur le Ministre peut-il dresser le tableau des emprunts qui étaient en cours depuis 2009 et préciser leur objet respectif?

**Réponse (01.08.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

Au 30.06.2016, la dette publique émise et gérée par la Trésorerie de l'État se chiffre à 7,082 milliards EUR et se compose des prêts bancaires (PB) et emprunts obligataires (EO) suivants:

		échéance finale	montant nominal émis
4,56% 2007-2017 BCEE (132)	PB	22/05/2017	132.000.000,00
4,318% 2008-2018 BCEE (200)	PB	08/02/2018	200.000.000,00
4,935% 2008-2018 BCEE (200)	PB	02/10/2018	200.000.000,00
4,935% 2008-2018 BCEE (300)	PB	02/10/2018	300.000.000,00
0,436% 2014-2019 LGB Sukuk (200)	EO	07/10/2019	200.000.000,00
3,375% 2010-2020 LGB (2000)	EO	18/05/2020	2.000.000.000,00
2,25% 2012-2022 LGB (1000)	EO	21/03/2022	1.000.000.000,00
2,125% 2013-2023 LGB (2000)	EO	10/07/2023	2.000.000.000,00
2,25% 2013-2028 LGB (750)	EO	19/03/2028	750.000.000,00
2,75% 2013-2043 LGB (300)	EO	20/08/2043	300.000.000,00

Cette dette est entièrement libellée en EUR, le taux d'intérêt moyen pondéré au 30.06.2016 s'élève à 2,546% et la durée moyenne à cette date est de six ans et 218 jours.

S'y ajoute à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2016 des prêts bancaires contractés par le Fonds Belval auprès de la BCEE et repris par l'État à cette date pour un montant de quelque 135 millions EUR.

En ce qui concerne les emprunts obligataires, la souscription à l'émission était réservée à des in-

vestisseurs institutionnels nationaux et internationaux (Banques, Banques centrales, Fonds d'investissement, Fonds de pensions, Compagnies d'assurances et autres gestionnaires de fonds professionnels) dont la répartition géographique a différé. Comme ces obligations sont librement cessibles sur le marché secondaire, la Trésorerie de l'État ne peut pas fournir des informations sur les détenteurs actuels de ces obligations.

La charge budgétaire annuelle pour intérêts et amortissement de la dette publique se présente comme suit depuis 2009:

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
intérêts	128,8	129,0	196,3	196,3	218,8	211,5	212,3	199,8
amortissement	-	-	-	-	2.000,0	-	-	400,0

Les fonds récoltés par voie de prêts et emprunts ont été entièrement portés en recette soit sur le budget de l'État soit directement sur le Fonds des routes et le Fonds du rail.

**Question 2193 (01.07.2016) de Mme Josée Lorsché et M. Gérard Anzia (déi gréng) concernant la prise en charge par l'assurance dépendance d'applications de communication alternative et augmentative:**

Actuellement, la liste des aides techniques prises en charge par l'assurance dépendance prévoit des aides à la communication face-à-face dont, entre autres, des «appareils de communication portables» comprenant les écrans digitaux, les sorties papier et les synthèses vocales, voire les «logiciels permettant la communication face-à-face».

À côté de ces logiciels et de leur support respectif, on pourrait aussi envisager le téléchargement d'applications d'aide à la communication, souvent moins coûteuses, sur des supports grand public comme les tablettes tactiles ou les smartphones. Ces supports pourraient en même temps servir de télécommande pour contrôler par exemple diverses fonctions du logement d'une personne dépendante (stores, lumières, matériel audiovisuel, etc.).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Ne serait-il pas judicieux de suivre le progrès technologique en la matière et d'élargir la panoplie des moyens d'aide à la communication pris en charge par l'assurance dépendance par des applications téléchargeables sur tablettes tactiles et smartphones grand public, solution moins chère et également moins stigmatisante?

2. L'expertise de l'Association pour le Développement et la Propagation d'Aides Techniques pour Handicapé(e)s (l'asbl ADAPATH) est-elle systématiquement sollicitée dans ces cas de figure?

3. De façon générale, Monsieur le Ministre entend-il encore renforcer la collaboration avec l'asbl ADAPATH afin de faire profiter les personnes dépendantes de façon optimale de son expertise? Quelle est dans ce contexte l'évolution du nombre de demandes formulées à l'adresse de l'asbl ADAPATH dans le cadre de l'assurance dépendance au cours des cinq dernières années?

**Réponse (27.07.2016) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

Liste des aides techniques prises en charge par l'assurance dépendance

Selon les articles 356 et 357 du Livre V du Code de la sécurité sociale, la mise à disposition ou l'acquisition d'aides techniques à domicile ou en établissement sont faites à la suite d'un avis de la Cellule d'évaluation et d'orientation

(CEO) de l'assurance dépendance qui détermine le type d'aide technique ainsi que les activités de conseil s'y rapportant.

Les aides techniques prises en charge par l'assurance dépendance sont inscrites sur une liste proposée par la commission consultative et arrêtée par règlement grand-ducal. (RGD du 22.12.2006).

Dans le cadre de la réforme de l'assurance dépendance, il est prévu de revoir la liste des aides techniques prises en charge, dont les aides à la communication, afin d'y amener les

adaptations nécessaires en tenant compte des progrès technologiques en la matière.

Les différents partenaires réalisant des expertises pour le compte de la CEO de l'assurance dépendance seront consultés à partir de mi-septembre. Les rencontres et consultations des associations de personnes concernées se feront à la même période afin qu'elles puissent fournir leurs observations, remarques et suggestions par rapport aux aides techniques prises en charge par l'assurance dépendance. Certaines prises de contact sont déjà en cours.

Étant donné que les aides techniques spécifiques dépassant les objets de consommation courants contribuent à une meilleure autonomie de vie des personnes concernées et que le dernier remaniement de la liste date de l'année 2006, il est évident qu'une analyse s'impose dans le cadre de la réforme sur l'assurance dépendance.

Types d'aide technique	Nombre d'expertises (2011 - juin 2016)
Aides à la communication	5
Ordinateur	5
Fauteuil roulant électrique	6
Voiture	8
AT en relation avec les transferts et les déplacements (lève-personnes avec rails, motorisation de portes,...)	17
Contrôle de l'environnement	33

Détermination des modèles appropriés

En cas de demande d'une aide à la communication, l'expert de la CEO rencontre le demandeur afin de déterminer la nécessité d'une aide à la communication de même que le modèle adapté au mieux aux besoins, aux capacités et à la situation du demandeur.

Le choix du ou des modèles requis dans le domaine de la communication verbale ou écrite se fait en concertation avec le demandeur, en connaissance de ses besoins et de ses capacités ainsi qu'avec son entourage.

Année	Total demandes	Total aménagement	SdBains	Douche	ChNvInt	AccExt	Autre	Logem	NvConst	CoAnnx	Cuisine	AT	2 <sup>e</sup> bénéf.
2011	238	294	125	63	23	22	22	5	16	2	2	13	1
2012	230	260	95	82	15	26	9	4	10	4	2	13	0
2013	282	324	98	115	25	27	13	3	16	4	3	20	0
2014	284	303	81	131	27	21	8	0	18	3	3	9	2
2015	256	266	64	118	24	18	8	0	15	1	2	14	2
2016 (-juin)	157	168	32	86	15	14	2	1	10	0	2	6	0

Si le demandeur est en contact avec des professionnels de santé (médecins, logopèdes, orthophonistes,...), s'il fréquente un institut ou un service spécialisé (centres de rééducation, services ou institutions du secteur handicap, services de rééducation précoce, éducation différenciée, etc.), la CEO s'appuie sur l'avis de ces professionnels afin de profiter de leurs connaissances relatives aux besoins et à la situation de vie de la personne concernée.

Expertises et collaboration CEO - ADAPATH

La CEO peut recourir aux services de l'ADAPATH<sup>5</sup> en tant qu'expert pour les adaptations du logement et les aides techniques.

Actuellement, l'ADAPATH est surtout sollicité<sup>1</sup> pour les adaptations du logement. Néanmoins, si la spécificité de la situation l'exige et si les

experts de la CEO souhaitent s'adjoindre des compétences supplémentaires de l'ADAPATH, une intervention de leur part est sollicitée.

Cette collaboration de longue date (la CEO est liée depuis l'année 1999 par un contrat de collaboration à l'ADAPATH) a d'ailleurs permis à la CEO de solliciter l'ADAPATH quand une expertise spécifique était nécessaire.

D'après les chiffres fournis par l'ADAPATH, cinq expertises en relation avec les aides à la communication et cinq expertises concernant les ordinateurs ont été réalisées entre janvier 2011 et juin 2016 pour le compte de la CEO.

Il est à préciser qu'en dehors de l'ADAPATH, la CEO peut s'adjoindre d'autres experts afin de déterminer au mieux les besoins du demandeur et le type d'aide à la communication approprié à sa situation.

Ainsi, il existe des contrats de collaboration avec l'IDV (Institut pour déficients visuels), le SOP (Service d'Orthoptie) et le SAP (Service audiophonologique) afin de réaliser les expertises nécessaires en matière d'aides visuelles et auditives pour le compte de la CEO.

La CEO continuera à s'appuyer sur l'ensemble des partenariats qui ont jusqu'à présent fait leur preuve. Néanmoins, la réforme sera l'occasion de vérifier s'il existe des opportunités d'amélioration pour une adaptation, au plus juste, des besoins en constante évolution.

La mise à disposition des aides à la communication et de tous les accessoires nécessaires est gratuite au Luxembourg et aucune charge financière n'incombe au bénéficiaire. Les frais de location pris en charge incluent également tous les frais relatifs aux réparations éventuelles et à la maintenance. Seules les convenances personnelles engendrant des frais supplémentaires sont à charge du bénéficiaire.

Évolution du nombre d'expertises de l'ADAPATH pour la CEO

En ce qui concerne les expertises pour aides techniques, l'ADAPATH a été sollicitée de janvier 2011 à juin 2016 pour les types d'aides techniques suivants (chiffres fournis par l'ADAPATH):

En ce qui concerne les expertises en général, l'ADAPATH a été sollicitée de janvier 2011 à juin 2016 pour les types de demandes suivants (chiffres fournis par l'ADAPATH):

Légende	Types de demande
AT	Aides techniques
Cuisine	Adaptation de la cuisine
CoAnnx	Construction d'une annexe
NvConst	Nouvelle construction
Logem	Élaboration d'un concept général «adaptation de logement»
AccExt	Accès extérieur
ChNvInt	Changement de niveau interne
Douche	Adaptation de la douche
SdBains	Adaptation de la salle de bains

<sup>1</sup> «Association pour le Développement et la Propagation d'Aides Techniques pour Handicapé(e)s». Asbl créée en 1985, conventionnée depuis 2000 par le Ministère de la Famille, expert de la CEO en matière d'adaptations du logement et d'aides techniques plus spécifiques. Existence d'un contrat de collaboration depuis 1999.

**Question 2199** (06.07.2016) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **réforme fiscale**:

En date du 29 février 2016, le Gouvernement a présenté lors d'une conférence de presse les éléments de la réforme fiscale, qui devrait entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017. En date du 21 avril 2016, il a présenté des détails complémentaires et des précisions spécifiques par rapport au paquet initialement présenté au public.

Or, force est de constater qu'aucun projet de loi portant sur la réforme fiscale n'a été déposé à ce jour.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le projet de loi qui portera introduction des nouvelles mesures fiscales n'est pas encore déposé à la Chambre des Députés?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il faire déposer un tel projet de loi?

- Considérant que le texte du projet de réforme n'est pas encore disponible et que la Chambre des Députés en tant qu'organe législatif n'a donc pas encore pu en entamer l'examen, comment Monsieur le Ministre entrevoit-il l'échéancier menant à l'entrée en vigueur du projet de loi sur la réforme fiscale pour 2017?

- Dès l'annonce d'une réforme fiscale par le nouveau Gouvernement, ce dernier a déclaré qu'il allait associer les partenaires sociaux aux travaux préparatoires avant l'élaboration du projet de loi. Dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis la présentation des grands traits de la réforme au début de l'année courante, y a-t-il encore eu concertation entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, hormis la phase de consultation officielle qui débutera une fois le projet de loi disponible?

**Réponse** (04.08.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Le texte du projet de loi a été remis aux membres de la Commission des Finances et du Budget (Cofibu) de la Chambre des Députés en date du 15 juillet 2016. Le projet correspondant a été formellement déposé en date du 26 juillet 2016 (dossier parlementaire n°7020).

Les députés disposeront ainsi de plusieurs mois pour examiner le projet. En comparaison avec les réformes fiscales élaborées par des gouvernements précédents, il s'agit d'un délai particulièrement long.

Les partenaires sociaux ont été associés à l'élaboration du projet de réforme dès le début des travaux. Leur consultation s'est poursuivie suite à la présentation du projet au public en date du 29 février 2016. Leurs commentaires ont ainsi été pris en compte pour l'élaboration des éléments complémentaires présentés en date du 21 avril 2016.

**Question 2201** (06.07.2016) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Aly Kaes**, **Marco Schank** et **Emile Eicher** (CSV) concernant la **ligne ferroviaire du Nord**:

Le Gouvernement a accordé une priorité absolue à l'extension et à la modernisation du réseau ferroviaire de même qu'au niveau de l'amélioration de l'offre dans le domaine des transports en commun.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les heures d'ouverture des guichets de la gare d'Ettelbruck, de Clervaux et de Troisvierges?

- Les heures d'ouverture sont-elles harmonisées et garanties afin de pouvoir offrir aux utilisateurs des transports en commun le même service de qualité?

- Est-il prévu d'aménager le système automatisé d'information aux clients, comprenant des affichages dynamiques à toutes les gares et points d'arrêt de la ligne ferroviaire du Nord et, le cas échéant, dans quel délai?

Selon nos informations, la Société nationale des Chemins de Fer envisagerait de fermer le guichet de la gare de Clervaux, et ce malgré la construction d'un nouveau lycée à côté de la gare.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quel est le but poursuivi par cette fermeture qui va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'améliorer la qualité du transport public et de le rendre plus attrayant aux yeux du grand public?

**Réponse** (26.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les heures d'ouverture des guichets d'Ettelbruck, Clervaux et Troisvierges se présentent actuellement comme suit:

Gare	Heures d'ouverture		
	Lundi-Vendredi	Samedis	Dimanche et jours fériés
Troisvierges	6h15 - 13h45	fermé	fermé
Clervaux	6h30 - 11h30 et 13h00 - 15h30	fermé	fermé
Ettelbruck	6h15 - 21h30	9h00 - 16h30	9h00 - 16h30

Ces heures sont adaptées au potentiel et à la demande. À Ettelbruck, la demande est environ cinq fois plus importante qu'à Troisvierges, et même environ 20 fois plus importante qu'à Clervaux.

Les heures d'ouverture d'Ettelbruck sont harmonisées avec celles d'Esch-sur-Alzette, autre centre de vente régional à potentiel comparable, tandis que celles de Troisvierges sont identiques à celles d'autres guichets de plus faible potentiel, tel par exemple Wasserbillig ou Pétange.

En ce qui concerne les heures d'ouverture du guichet de Clervaux, celles-ci n'ont pas été alignées sur celles d'une autre gare, vu que la décision de fermer ce guichet à moyen terme fut déjà prise en 2012 dans le cadre du premier concept d'accueil et de vente, approuvé à cette époque.

À titre d'information, il y a lieu de signaler qu'au courant des six derniers mois, en moyenne 18 billets par jour ont été vendus en gare de Clervaux.

En outre, on peut avoir des doutes quant à un apport positif du nouveau lycée au développement du chiffre de vente actuellement très faible de la gare de Clervaux (chiffre d'affaires de 19.490 euros durant les six premiers mois de 2016), étant donné que ses élèves disposeront d'une myCard qui sera acceptée comme titre de transport dans tous les moyens de transports publics au Luxembourg à partir de la rentrée scolaire 2016-2017.

Finalement, pour ce qui est du système automatisé d'information aux clients, comprenant des affichages dynamiques à toutes les gares et tous les points d'arrêt; son aménagement sur la ligne ferroviaire du Nord est projeté pour l'année 2018.

**Question 2202** (06.07.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** (DP) concernant les **médicaments oncologiques**:

Il nous revient que certains médicaments à visée oncologique ont disparu de notre marché pharmaceutique par reprise ou fusion de certains laboratoires pharmaceutiques. Le meilleur exemple est un anticorps monoclonal du nom commercial de «Arzerra», utilisé dans la leucémie lymphocytaire chronique, maladie grave avec survie à cinq ans de plus ou moins 60%. Ce produit n'est plus mis sur le marché au Luxembourg et les patients doivent se fournir en Allemagne où le prix est deux fois plus élevé et non remboursé par notre Sécurité sociale.

À ce sujet nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Nous voulons questionner les Ministres sur les quotas de médicaments délivrés par la distribution pharmaceutique belge au Luxembourg. Certains malades graves sont en effet victimes de fenêtres thérapeutiques par exemple entre le 10<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> jour du mois. Quelles sont les raisons de ces quotas?

- Les Ministres veilleront-ils à ce que nos patients malades bénéficient des meilleurs traitements et, à défaut d'être commercialisés au Luxembourg, soient au moins pris en charge par notre Caisse nationale de santé? L'industrie et la distribution belges invoquent, pour justi-

fier ces quotas, un trafic illicite de ces médicaments de la Belgique vers l'Allemagne via le Luxembourg, les prix allemands étant le double de ceux de la Belgique. Les Ministres sont-ils en mesure de confirmer un tel phénomène?

- Les Ministres peuvent-ils nous expliquer ces trafics et vont-ils, au niveau européen, veiller à ce que ces pratiques soient interdites et les prix harmonisés pour ces médicaments qui sont utilisés pour des patients gravement malades?

Réponse commune (28.07.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Le médicament Arzerra cité par Messieurs les Députés a reçu en août 2010 une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg. En vertu de l'article 31 sous 3) du règlement

fiées, 16 sont encore inscrites et deux ont arrêté leur formation.

Sur un total de 1.553 jeunes ou adultes en formation professionnelle niveau de qualification DAP (diplôme d'aptitude professionnelle) en classe terminale ou de rattrapage, 1.009 ont été certifiés, 498 sont encore inscrits et 46 ont arrêté leur formation.

Sur un total de 861 jeunes en formation professionnelle niveau de qualification DT (diplôme de technicien), 415 ont été certifiés, 418 sont encore inscrits et 28 ont arrêté leur formation.

En ce qui concerne la formation du technicien administration et commerce, la session de rattrapage vient d'être avancée et elle aura lieu fin septembre.

**Question 2205** (06.07.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **Laboratoire national de santé**:

En 2014 plusieurs questions parlementaires relatives au fonctionnement du Laboratoire national de santé (LNS) ont été adressées de notre part à Madame la Ministre de la Santé.

Aujourd'hui, deux ans plus tard, le Laboratoire ayant disposé de suffisamment de temps pour se réorganiser, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Dans sa réponse à la question parlementaire n°0257 du 6 mai 2014 (*cf. compte rendu n°6/ session extraordinaire 2013-2014*), Madame la Ministre a indiqué qu'un chasseur de tête était en train de recruter un chef du département médical. D'après les informations données par la Ministre lors d'une interview sur RTL télé Lux le 5 juillet 2016, il apparaît que ce poste n'est toujours pas occupé. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que le bon fonctionnement d'une entité dépend en grande majorité de son dirigeant, dont la mission consiste e. a. à assurer la gestion du laboratoire en tant que chef hiérarchique?

- Comment Madame la Ministre explique-t-elle le fait que ce poste reste inoccupé à ce jour, et comment entend-elle remédier à ce problème?

- Dans la même interview Madame la Ministre parle de «procédures lourdes» (Prozedurenstau) qui seraient à l'origine des nombreux délais d'attente inacceptables. Comment est-ce possible que, suite à des recrutements de nombreux anatomopathologues (ils sont douze en ce moment), cette situation ne se trouve toujours pas améliorée? A quoi cela tient-il finalement?

- Si les procédures sont lourdes et le climat spécial - tel que l'a confirmé la Ministre - ne faudrait-il pas procéder à un audit de cet établissement public pour parvenir à ce que le fonctionnement soit le plus performant que possible?

- Est-ce que Madame la Ministre entend-t-elle engager un audit sur le fonctionnement du LNS?

- Dans la même réponse Madame la Ministre a prétendu que le conseil d'administration du LNS était appelé à soumettre l'organisation interne du service d'anatomopathologie à un examen approfondi, et à charger son nouveau chef de service de son optimisation. Quel est le résultat de cet examen approfondi? Qui est responsable de l'optimisation du fonctionnement?

- Des témoignages de patients, tout à fait récents, montrent que les temps d'attente de résultats ne se sont point améliorés. Bien au contraire. Il apparaît que des échantillons envoyés à l'étranger sont traités de façon beaucoup plus rapide que ceux traités au Luxembourg. Comment Madame la Ministre explique-t-elle ces faits?

- Comment la Ministre envisage-t-elle réduire ces délais pour éviter aux patients des attentes douloureuses?

**Réponse** (11.07.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Ma réponse à la question parlementaire n°0257 du 6 mai 2014 indiquait effectivement que le recrutement d'un chef pour le département médical, qui inclut le service d'anatomopathologie, était en cours. Je confirme que ce poste est occupé depuis octobre 2014.

Lors de mon interview sur RTL le 5 juillet 2016, j'ai en fait parlé d'un autre poste, à savoir celui du directeur général du Laboratoire national de santé. Actuellement, ce poste est occupé de façon transitoire par le Prof. Philippe Hartemann, dont le contrat se terminera fin février 2017. Le recrutement de son successeur est en cours et devrait être finalisé pour la fin de l'année.

La transition d'une administration de l'État vers un établissement public, rapide sur le papier,

est en réalité un processus qui prend beaucoup de temps, surtout quand il s'agit de changer des processus de travail qui étaient établis de longue date. Si le nombre d'anatomopathologistes est important pour le bon fonctionnement du service - et le Laboratoire national de santé a encore recruté quatre personnes additionnelles ces dernières années -, il n'est pas le seul facteur qui influence la qualité et la rapidité du service. Le Laboratoire national de santé est en train d'investir également dans le recrutement et la formation continue de personnel technique qui assiste les anatomopathologistes (accueil et préparation des échantillons, colorations des pièces de biopsies...) et de personnel administratif (suivi administratif des échantillons, rédaction et envoi des rapports...).

La question d'un audit est pertinente. En fait, le conseil scientifique du Laboratoire national de santé, un organe composé surtout d'experts internationaux et indépendants, a fait des évaluations de différents services en 2013 et a fait une deuxième série d'évaluations début juillet 2016. Les conclusions de ces évaluations seront présentées prochainement au conseil d'administration du Laboratoire national de santé qui suivra certainement les recommandations des experts et prendra les mesures nécessaires à leur implémentation. Par ailleurs, en tant que ministre de tutelle et au vu des plaintes multiples concernant le service d'anatomopathologie, j'ai pris la décision de demander un audit supplémentaire du service d'anatomopathologie à un expert belge en 2014. Cet expert a mis en évidence certaines pistes d'amélioration, et le Laboratoire national de santé a pris l'engagement de les mettre en œuvre, formalisé par un cahier des charges avec des objectifs chiffrés et des délais à respecter. Le même expert a réévalué la situation en juin 2016 et vient de me soumettre son rapport que j'ai continué au conseil d'administration du Laboratoire national de santé pour prise de position avant le 15 septembre 2016.

La personne en charge des améliorations à implémenter est en premier lieu le chef de département de médecine (qui cumule le rôle de chef du service d'anatomopathologie) qui est évidemment assisté et soutenu par le directeur ainsi que le responsable administratif et financier. À noter également que le Laboratoire national de santé a engagé un «manager de laboratoire» expérimenté qui assiste maintenant le chef du département pour des tâches organisationnelles. Finalement, il faut insister que le service a commencé les démarches d'amélioration suivantes depuis 2014: préparation d'un projet de télépathologie avec les hôpitaux luxembourgeois, lancement d'un processus de certification de qualité selon les normes ISO, spécialisations des anatomopathologies dans certains domaines, participation à des contrôles de qualité internationaux, participation à des réunions pluridisciplinaires dans certaines spécialités, formation continue du personnel, installation d'un logiciel de traçage des échantillons (logiciel Da Vinci), - autant de mesures qui n'existaient pas auparavant. Ces démarches prennent initialement beaucoup de temps et ne délivrent leurs bénéfices que progressivement.

Je regrette fortement que malgré les mesures énumérées ci-dessus, une réduction significative du temps d'attente des résultats n'a pas encore été obtenue. L'avantage de l'utilisation du logiciel Da Vinci, qui est à 100% effectif depuis quelques mois, est que le laboratoire peut maintenant tracer le temps de traitement de chaque échantillon et peut intervenir rapidement pour les échantillons qui prennent du retard, d'ailleurs souvent pour des bonnes raisons (notamment les cas complexes nécessitant des analyses complémentaires). À l'avenir, le médecin prescripteur en attente du résultat sera aussi informé régulièrement si l'échantillon prend du retard et les raisons de ce retard. Le Laboratoire national de santé espère que ce contact plus direct avec ses clients permettra une meilleure compréhension du médecin et du patient des délais nécessaires à certaines analyses particulières.

Il n'est pas correct de prétendre que le temps de traitement des échantillons soustraits à l'étranger est significativement et systématiquement plus court que celui des échantillons traités localement. En effet, le temps moyen de réponse pour un échantillon envoyé à l'étranger était de 10,75 jours (Homburg) respectivement 15,38 jours (Cologne), alors que le temps de réponse moyen en local était de 11,52 jours (données Da Vinci pour le mois de mai 2016).

Je peux rassurer les honorables Députées que je continue à suivre ce dossier important de très près et que je reste personnellement en contact étroit et avec le conseil d'administration et avec la direction du Laboratoire national de santé afin de m'assurer d'un progrès nécessaire.

**Question 2206** (07.07.2016) de **Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marco Schank et Emile Eicher** (CSV) concernant la **ponctualité des trains:**

La régularité des trains est souvent pointée du doigt par les utilisateurs de trains. Selon les chiffres du rapport annuel 2015 des CFL, le taux de ponctualité des trains a été révisé à la baisse avec 90,9% en 2015 par rapport à 92,6% en 2014.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les sources des retards?

- Quels sont les lignes et les trains particulièrement affectés par les retards?

- Quel est le degré de ponctualité des trains aux heures de pointe?

- Les trains supprimés sont-ils pris en compte pour le calcul du taux de ponctualité des trains?

- Combien de trains sont en moyenne supprimés par mois?

**Réponse** (22.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à votre question parlementaire, je vous confirme la régression du taux de ponctualité voyageurs de 92,6% en 2014 à 90,9% en 2015.

Ce taux de ponctualité est caractérisé par une pondération du taux de ponctualité de chaque train par le nombre de clients qu'il a transporté.

• Le taux de ponctualité voyageurs annuel de 2015 s'alignait à celui de 2014 jusqu'à la fin du troisième trimestre 2015, pour baisser en fin d'année.

Le nombre de clients du rail a augmenté de 60% durant la dernière décennie pour atteindre 22,5 millions de voyageurs transportés en 2015. Cette croissance, en corrélation directe avec une augmentation de l'offre et la création d'arrêts supplémentaires pour couvrir au mieux la demande, a conduit à une saturation progressive du réseau ferré national.

Les gares de Luxembourg et Bettembourg constituent les nœuds ferroviaires les plus importants du réseau ferré. Des retards y générés sont susceptibles d'avoir des répercussions sur toutes les lignes. Le pourcentage important de trains transfrontaliers amplifie l'importation de retards en provenance limitrophe. L'ensemble du réseau est exploité de manière non discriminatoire en trafic mixte se composant de trains voyageurs et de trains fret, ce qui engendre des interactions entre des circulations à des vitesses très différentes sur les mêmes lignes.

Ces éléments soulignent la nécessité d'augmenter la capacité de l'infrastructure ferroviaire afin de continuer à développer l'offre et d'assurer une robustesse au niveau de la qualité de service.

La mise à double voie de la ligne Pétange à Luxembourg a constitué un premier projet récent d'augmentation de la capacité du réseau. La construction du nouveau viaduc de Pulvermühle permettra le dégroupage de la ligne 10 de Luxembourg à Troisvierges et de la ligne 30 de Luxembourg vers Wasserbillig, ligne dont la capacité sera augmentée par la mise à double voie du tronçon de voie entre Luxembourg et Sandweiler. Le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg permettra aux clients en provenance du nord du pays de rejoindre directement le Kirchberg et la Ville-Haute sans devoir passer par la gare de Luxembourg. Ces travaux impactent actuellement la capacité de l'infrastructure, et donc aussi la robustesse au niveau de la ponctualité.

L'extension de la gare de Luxembourg par la construction des quais supplémentaires V et VI et par l'adaptation de la tête Sud, l'aménagement d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg et le réaménagement de la gare d'Ettelbruck avec la construction d'un troisième quai constituent les grands projets futurs d'extension du réseau dont la réalisation s'achèvera durant la première moitié de la prochaine décennie.

• En 2015, les lignes les plus affectées par les retards étaient la ligne 80, entre-temps abandonnée, entre Thionville et Longwy via Bettembourg, Esch/Alzette et Rodange (taux de ponctualité voyageurs annuel de 81,72%) et la ligne 90 entre Thionville et Luxembourg (taux de ponctualité voyageurs annuel de 86,71%). La ligne 10 de Luxembourg à Troisvierges affichait

avec 95,32% le meilleur taux de ponctualité voyageurs en 2015. Les trois trains les plus affectés par des retards en 2015 étaient:

- le train n°86520 (départ 7h04 à Thionville, arrivée à 8h07 à Longwy);

- le train n°86762 (départ 7h50 à Thionville, arrivée à 8h17 à Luxembourg);

- le train n°86702 (départ 7h27 à Thionville, arrivée à 7h51 à Luxembourg).

• Étant donné que la méthode de calcul de la ponctualité voyageurs prend en compte le nombre de voyageurs dans chaque train, les trains retardés en heures de pointe sont déterminants pour le taux de ponctualité voyageurs. Ainsi, le taux de ponctualité des trains voyageurs en heures de pointe se rapproche du taux de ponctualité voyageurs annuel.

• Conformément aux stipulations du contrat de service public par rail et par route, un train est considéré comme supprimé s'il ne circule pas ou s'il affiche un retard supérieur à 30 minutes. Il n'est donc pas considéré dans le taux de ponctualité, mais dans un indicateur à part appelé «continuité de service».

• Le pourcentage de trains supprimés suite à des perturbations, incidents ou retards importants était de 1,16% en 2015.

**Question 2207** (07.07.2016) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant **l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP):**

La Commission européenne a proposé le 5 juillet 2016 une réforme de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) afin de pouvoir financer le soutien militaire de pays tiers à travers cet instrument. Selon un article publié sur «Spiegel Online», cette initiative de la Commission est une réaction à un papier commun de plusieurs États membres de l'UE, dont le Luxembourg, qui auraient demandé ce changement de l'IcSP.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées par la presse?

2. Quels changements à l'IcSP sont prévus exactement, étant donné que cet instrument est aujourd'hui destiné au «renforcement, sur le long terme, des capacités des organisations impliquées dans la gestion des situations de crise et la consolidation de la paix»?

3. Comment serait-il assuré que l'aide publique au développement reste surtout un moyen de combattre l'extrême pauvreté et ne soit pas utilisée comme prétexte pour financer des programmes de soutien militaire et de sécurité des frontières, lorsque toutes les mesures sont financées par les mêmes instruments?

4. Selon les normes du financement du développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, les aides financières versées par le biais de l'IcSP seraient-elles toujours considérées comme aides au développement?

5. Est-ce que, le cas échéant, ce changement de politique aurait également un impact sur la politique d'aide au développement du Luxembourg?

6. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la coopération en matière de défense et de sécurité militaire devrait être financée plutôt à travers le budget de la défense, notamment en coopération étroite avec l'OTAN et dans le cadre de la PSDC?

**Réponse** (16.08.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

ad 1. La proposition dont il est fait référence dans la presse fait partie d'un paquet de la Commission européenne et de la Haute représentante Federica Mogherini. Ce paquet, adopté le 5 juillet, comprend deux volets, d'une part une communication sur la réforme du secteur de sécurité dans les pays partenaires de l'Union européenne et, d'autre part, une proposition législative pour étendre l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP).

Cette démarche est la suite logique des conclusions du Conseil de mai 2005 sur le renforcement des capacités pour le soutien à la sécurité et au développement. C'est l'approche globale («comprehensive approach»), mise en avant par toutes les institutions européennes pour réunir tous les instruments disponibles aussi bien de la PSDC que de la Commission pour répondre aux conflits et crises externes. Le nexus sécurité et développement dont nous vivons les

conséquences quotidiennement dans nos pays partenaires comme au Mali ou au Niger doit ici trouver des réponses cohérentes.

L'extension de l'IcSP est dans ce cadre le résultat d'une consultation publique lancée le 1<sup>er</sup> avril au cours de laquelle 78 réponses ont été transmises, dont celle d'un groupe de pays parmi lesquels le Luxembourg. Ce document n'est donc pas à l'origine de la proposition de la Commission, mais a fourni une des nombreuses contributions. Le point central de ce document était de rappeler la préférence de disposer d'un instrument financier spécifique pour la PSDC, et à courte échéance de revoir le champ d'application de l'IcSP. Il s'agissait, sur base des expériences vécues des missions civiles et militaires de l'Union européenne, de voir comment mieux les outiller pour le travail sur le terrain.

ad 2. Les adaptations proposées à l'IcSP sont destinées à renforcer la capacité des États tiers à prévenir et gérer les crises par leurs propres moyens. L'UE fournirait une assistance sous forme de formations, conseil, mentoring, équipements non létaux, infrastructures et autres services dans une perspective de développement durable, et suivant l'esprit et la lettre de l'objectif de développement durable 16. L'assistance doit contribuer à assurer le respect de l'État de droit, la bonne gouvernance et le contrôle civil des forces de sécurité. À l'avenir cette assistance peut, sous des conditions précises et dans des circonstances exceptionnelles, être étendue aux forces militaires d'un pays partenaire. Cette utilisation exceptionnelle doit se justifier en cas de crise et quand l'assistance répond à des objectifs clairs de développement, quand les militaires sont un facteur clé pour contribuer à la stabilité et donc au développement.

Cette adaptation proposée doit encore être discutée au Parlement européen et au Conseil et approuvée selon la procédure de codécision.

La proposition exclut le soutien aux dépenses récurrentes, l'acquisition d'armes et de munition ainsi que l'entraînement des forces militaires pour développer leurs capacités de combat.

ad 3. Le financement de cette extension de l'IcSP proviendra de la rubrique 4 du budget général de l'UE et comprendra probablement aussi des fonds d'aide publique au développement. Un transfert de cent millions est envisagé jusqu'en 2020. Dans ce contexte le Luxembourg, ensemble avec d'autres États membres, est vigilant pour que l'APD reste vouée au développement et à l'éradication de la pauvreté. Nous avons dès le début de la discussion sur «l'approche globale» plaidé vigoureusement pour que d'éventuels fonds APD restent «débouchés», c'est-à-dire respectent les critères d'éligibilité de l'APD tels que fixés par le CAD/OCDE. En même temps, nous avons lors de la révision de ces critères au CAD/OCDE refusé avec quelques autres que ceux-ci ne subissent des amendements qui aillent trop loin et dépassent la logique de sécurité et développement telle que nous la comprenons. La réunion ministérielle du CAD a finalement entériné en février 2016 une modification minimale des lignes directrices en matière de comptabilisation des efforts de paix et de sécurité dans le cadre de l'APD. Face à une approche globale de l'UE et un Agenda 2030, il était pour nous essentiel de limiter ici le recours à des fonds APD.

Dans le cas de l'IcSP et d'un recours à des fonds du budget APD de l'UE, ces critères du CAD/OCDE devront être respectés.

Toutes les dépenses au titre de l'IcSP ne seront donc pas conformes à ces critères, mais dans ce cas-ci les fonds doivent provenir d'autres lignes de la rubrique 4 du budget général de l'UE.

ad 4. Comme déjà indiqué, les critères d'éligibilité de dépenses ADP au titre des efforts de paix et de sécurité ont été revus au CAD au cours de l'année 2015 avec des demandes importantes de révision de certains membres, y compris européens, pour aboutir finalement à un compromis que le Luxembourg, tout comme d'autres pays très attachés à l'aide publique au développement au service de l'éradication de la pauvreté, ont pu accepter. Ces retouches portent sur les modalités de recours, surtout en cas de crise humanitaire, à une logistique militaire et policière. Les opérations de maintien de la paix de l'ONU restent exclues de ces critères, mais des exceptions ponctuelles existent comme les formations en matière de droits de l'Homme, la réintégration de soldats démobilisés ou la détection et l'enlèvement de

mines. Toutes opérations de renseignement et de collecte de données sont formellement exclues.

ad 5. On ne peut pas dire qu'il s'agit dans le cas de la proposition d'extension de l'IcSP d'un changement substantiel de politique. Entre 2001 et 2009, la Commission a dépensé plus d'un milliard d'euros en soutien aux secteurs de sécurité et de la justice, la gestion des frontières, la réforme de la justice, le désarmement/démobilisation/réintégration et la supervision du secteur de sécurité par des civils.

Le Luxembourg pratique de son côté la politique des «3D», notamment au Mali et au Niger où des fonds d'aide publique au développement ont permis de soutenir les missions civiles de police, et où des fonds de la direction de la défense du MAEE ont permis de soutenir la mission militaire de l'UE au Mali, et ce toujours dans des opérations qui répondent pleinement aux critères du CAD/OCDE (avant et après la révision).

ad 6. J'aimerais souligner que dans le cas de l'extension proposée de l'IcSP, nous ne nous trouvons pas face à une coopération large en matière de coopération militaire avec des pays partenaires, mais dans des cas précis et limités aux besoins de stabilité et de développement. Comme le «non-paper» auquel le Luxembourg a souscrit le précise, il serait plus approprié de créer pour le soutien de ces opérations un instrument spécifique PSDC. La revue à mi-parcours des instruments financiers du budget de l'UE en 2017 sera le moment propice pour soulever cette question.

Il faut néanmoins aussi souligner que la logique de l'Agenda 2030 et ses 16 objectifs du développement durable signifient une sortie des silos traditionnels et une recherche de complémentarité des actions, y compris en matière de politique étrangère de l'Union européenne («comprehensive approach»). Il y aura donc à l'avenir à trouver la bonne structuration des politiques, sans mélanger les genres et les budgets, mais en organisant la complémentarité et les zones de recoupement. L'extension de l'IcSP est un essai dans les circonstances actuelles de ce faire. Encore faudra-t-il veiller à ce que les lignes rouges de l'utilisation des fonds d'aide publique au développement ne soient pas franchies.

**Question 2208** (07.07.2016) de **MM. Max Hahn et Eugène Berger** (DP) concernant **Cargolux**:

Depuis 2012, les médias luxembourgeois relaient de façon régulière des informations selon lesquels il y aurait eu un «traitement asymétrique» des actionnaires privés lors de la vente des actions détenues par l'État dans la société Cargolux à la société Qatar Airways, causant ainsi une moins-value importante aux actionnaires publics et à l'État luxembourgeois que les médias estiment à une dizaine de millions d'euros. La radio socioculturelle revient dans un reportage récent sur cette transaction en citant un ancien cadre dirigeant de la société Cargolux qui affirme que le prix de vente de 117,5 millions de dollars n'englobait non seulement les actions rachetées par Qatar Airways à l'État luxembourgeois, mais également un droit de vol/d'atterrissage illimité sur le territoire luxembourgeois. Des autorisations qui sont normalement payées chères par les compagnies aériennes et qui pourraient valoir à elles-seules quelques douzaines de millions d'euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer qu'un «traitement asymétrique» a eu lieu lors de la vente des actions de l'État à la société Qatar Airways, favorisant les actionnaires privés par rapport aux actionnaires publics? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur la moins-value causée aux différents actionnaires étatiques?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'éléments écrits qui permettent de retracer la position des actionnaires privés par rapport au prix de vente de 117,5 millions d'euros?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si le droit de vol illimité dont dispose actuellement la société Qatar Airways au Luxembourg a fait l'objet de négociations entre le Gouvernement luxembourgeois et les repré-

sentants de Qatar Airways lors de la vente des actions étatiques?

**Réponse commune** (05.08.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En relation avec le prix des actions cédées par les différents actionnaires lors de la vente des actions détenues par la société Cargolux à la société Qatar Airways, il ressort de différents documents que les actionnaires SNCI, BCEE, État et Luxair ont cédé leurs actions, dans le cadre de l'entrée de Qatar Airways dans le capital de la société Cargolux pour un prix de 31,69 USD par action et les actionnaires BIP et Luxavantages ont touché 36,69 USD par action.

Dans le cadre de cette opération, une partie des actionnaires a accepté de transformer des actions B qu'ils détenaient en actions ordinaires en renonçant entièrement au paiement du dividende préférentiel y lié, ainsi qu'à tout autre avantage relatif aux actions B.

Dans le rapport PwC du 24 mai 2013 remis à la Chambre des Députés, il est noté en ce qui concerne le traitement de BIP: «Alors que BIP réclamait un surplus d'environ USD six millions pour céder ses actions ordinaires et ses actions de type B, après négociations, un surplus d'environ USD trois millions lui fut accordé. Le prix moyen [Actions A et B] de cession de BIP pour les actions Cargolux détenues fut d'USD 36,69.»

Le rapport du 24 mai 2013 en question figure sur le site Internet du Gouvernement.

Il importe de préciser que les négociations en matière de droits de trafic aérien se font entre gouvernements et relèvent d'accords interétatiques. Dans ce contexte, la société Qatar Airways dispose non pas de droits de vol illimités, mais bénéficie de droits dits de cinquième liberté illimités en sa qualité de transporteur désigné par le Gouvernement du Qatar.

**Question 2211** (08.07.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant **l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par des ressortissants britanniques**:

La presse allemande rapporte qu'à l'approche du référendum sur le «Brexit» et plus encore depuis le vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne, l'intérêt pour l'acquisition de la nationalité allemande par les ressortissants britanniques n'a cessé de croître.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les autorités communales et le Ministère de la Justice ont relevé des tendances similaires?

- Quid de l'évolution des demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par des ressortissants britanniques proprement dites?

**Réponse commune** (02.08.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Pendant la période de 2009 à 2015, les statistiques concernant le nombre des acquisitions volontaires de la nationalité luxembourgeoise par des ressortissants britanniques se présentent comme suit:

2009:	62
2010:	53
2011:	44
2012:	56
2013:	37
2014:	66
2015:	75

Au cours de la première moitié de l'année 2016, le Ministère de la Justice a reçu de la part des autorités communales un nombre total de 64 dossiers présentés par des ressortissants britanniques en vue d'acquiescer volontairement la nationalité luxembourgeoise:

janvier:	5
février:	6
mars:	8
avril:	10
mai:	18
juin:	17

Pendant la première moitié de l'année 2016, on constate un intérêt supérieur aux années précédentes de la part des ressortissants britanniques pour la nationalité luxembourgeoise.

Considérant le laps de temps très court entre le référendum sur le «Brexit», organisé le 23 juin 2016, et la présente question parlementaire, il est prématuré de déterminer l'impact réel du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur le nombre des demandes d'acquisition volontaire de la nationalité luxembourgeoise par des ressortissants britanniques.

**Question 2212** (08.07.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval et Françoise Hettogaesch** (CSV) concernant **le Laboratoire national de santé**:

Par la loi du 7 août 2012, les missions et le cadre structurel du LNS ont été redéfinis pour être à la hauteur des progrès scientifiques et pour disposer d'une plus grande réactivité. Anciennement une administration publique intégrée au Ministère de la Santé, le LNS a changé son statut en établissement public, le 1<sup>er</sup> janvier 2013, disposant dès lors d'une autonomie administrative et financière. La loi prévoit cependant e. a. que la politique générale et le plan stratégique, ainsi que l'engagement et le licenciement du directeur, nécessitent l'approbation du Ministre de la Santé de même que l'approbation des comptes annuels à la clôture d'exercice est soumise à l'approbation du Gouvernement en Conseil, étant donné qu'il bénéficie d'une contribution financière annuelle provenant du budget de l'État. En outre, la fin des travaux de construction de la première phase du nouveau LNS ont permis le déménagement dans des locaux modernes à Dudelange fin 2013.

La Cour des Comptes a procédé pour la première fois au contrôle de la gestion financière de cet établissement public pour les exercices 2013 et 2014 et a publié un rapport spécial sur les établissements publics en 2015. Le bilan de la gestion du LNS fut l'objet d'un échange de vues au sein de la Commission parlementaire de la Santé en date du 23 février 2016.

En raison des recommandations de la Cour des Comptes et de divers constats d'irrégularités financières, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Vu que le plan stratégique 2014-2016 de l'établissement ne fait que rassembler les objectifs à suivre par les différents départements du LNS, sans pour autant présenter une vision globale à moyen et à long terme, Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si le plan stratégique qu'elle a demandé au LNS de finaliser pour le 30 avril 2016 au plus tard lui a été présenté?

- Étant donné les projets du Gouvernement de faire de certains domaines d'activités du LNS des centres d'excellence, quelles sont les démarches d'assurance-qualité entamées jusqu'à présent par l'établissement afin d'agir dans l'intérêt et à la satisfaction des patients?

- Concernant le conseil scientifique:

• Pourquoi le conseil scientifique n'a pu remplir les missions qui lui ont été légalement attribuées, comme son avis quant à la signature en date du 6 février 2015 d'une convention pluriannuelle entre le Ministère de la Santé et le LNS, ses membres ne s'étant réunis qu'une seule fois depuis sa création?

• Est-ce que le nouveau conseil d'administration du LNS a invité, comme annoncé par Madame la Ministre, le conseil scientifique au courant du 1<sup>er</sup> semestre 2016, allant de pair avec une évaluation scientifique des activités des divers départements?

• Est-ce qu'un nouveau règlement d'ordre intérieur a été élaboré?

- Est-ce que le plan d'action concret concernant les irrégularités financières constatées par la Cour des Comptes a été mis en œuvre? Si oui, de quelle façon?

- Le LNS n'étant pas propriétaire des bâtiments qui lui sont affectés pour l'exercice de ses missions, il appartient à l'État propriétaire, représenté à travers le Ministre des Finances, de saisir l'établissement public en vue de la conclusion de la convention de bail emphytéotique qui définit les droits et obligations respectifs. Est-ce que la conclusion d'un bail emphytéotique a eu lieu?

- Madame la Ministre ayant estimé qu'il serait essentiel que les membres de la Commission de la Santé puissent se faire une idée de la situation et de la qualité du travail presté au LNS sur place, quelle est la raison de l'annulation récente de cette visite initiée par la présidente du conseil d'administration?

**Réponse** (19.07.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le plan stratégique 2014-2016, un plan stratégique de transition, ne développe effectivement pas de vision globale à moyen et long terme. Pour cette raison, un nouveau plan stratégique 2016-2018 a été demandé au LNS. Le délai initial pour délivrer ce plan stratégique avait été fixé au 30 avril 2016, mais j'ai accordé un délai supplémentaire au LNS afin de pouvoir inclure les réflexions et idées du nouveau directeur, Prof. Hartemann, qui a pris ses fonctions seulement le 1<sup>er</sup> mars 2016.

Sous sa direction, le nouveau plan stratégique a bénéficié, entre autres, des contributions d'un groupe de réflexion du conseil d'administration et du conseil scientifique et des chefs de départements. Compte tenu de cette concertation élargie, le plan stratégique a pu être adapté en conséquence. Le plan stratégique 2016-2018 a finalement été discuté et approuvé par le conseil d'administration en date du 8 juillet 2016. Le document en question m'a été notifié en date du 13 juillet 2016. Avant approbation finale de ma part, le plan stratégique sera analysé par mes services et ceux de la Direction de la santé afin de vérifier son alignement avec la politique de santé du Gouvernement.

L'assurance-qualité est une condition indispensable à toute réalisation d'analyses de biologie clinique. Pour cette raison, je me réjouis du fait que tous les services du Laboratoire national de santé sont soit déjà accrédités ou certifiés, ou alors en processus de l'être, avec pour date limite la fin du plan stratégique en 2018.

Il est vrai que le conseil scientifique du Laboratoire national de santé s'est réuni peu depuis sa mise en place. Cette circonstance s'explique entre autre par le fait que les membres du conseil scientifique, experts de réputation internationale, disposent d'agendas très chargés. Par ailleurs, le retard pris dans l'élaboration du plan stratégique a décalé le début des travaux du conseil scientifique.

Le conseil scientifique s'est cependant réuni, comme annoncé, au premier semestre 2016. A cette occasion, les experts ont réalisé sur place des audits des départements.

Un rapport oral de ces audits a été présenté au conseil d'administration du 8 juillet dernier et les contributions du conseil scientifique ont été prises en compte pour la finalisation du plan stratégique. Le rapport écrit de ces audits est en attente.

Un nouveau règlement d'ordre intérieur pour le conseil scientifique est en cours de finalisation. Il sera approuvé sous peu par le conseil d'administration.

Concernant les remarques émises par la Cour des Comptes, celles-ci ont été prises en compte et toutes les anomalies évoquées ont été redressées.

Une démarche pour une convention de bail a été effectuée auprès du Ministère des Finances. Celui-ci a annoncé un délai d'au moins six mois pour finaliser ce dossier.

Je persiste à croire qu'il est essentiel que la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports puisse se faire une idée de la situation, des progrès réalisés et de la qualité du travail presté au Laboratoire national de santé.

D'après les informations dont je dispose, une première réunion annulée en juillet pour raisons d'agenda serait renouvelée au début du mois d'octobre 2016 d'après les dires de la présidente de la commission parlementaire afférente.

**Question 2213** (08.07.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **la création d'une «banque climat» au Luxembourg**:

Le secteur résidentiel représente un des grands consommateurs d'énergie finale dans notre pays et constitue un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Afin de réduire de manière substantielle la consommation d'énergie, le Gouvernement a décidé dans son programme gouvernemental de 2013 de créer un instrument de financement du type «banque climat». Ce mécanisme devrait permettre de mettre en œuvre une politique innovante en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, notamment l'instauration d'un éco-prêt à taux zéro.

En France, l'éco-prêt à taux zéro connaît actuellement un vif succès. En aval, il permet à financer sans intérêts des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique jusqu'à 30.000 € par logement utilisé à titre de résidence principale. La durée de l'éco-prêt est de dix ans, pouvant même être étendue jusqu'à 15 ans.



Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Gouvernement poursuit toujours l'objectif de créer cette «banque climat»?

- Dans l'affirmative, dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il faire déposer un tel projet de loi?

- Monsieur le Ministre, dans le cadre de la «banque climat», estime-t-il qu'un tel éco-prêt à taux zéro pourrait être instauré afin d'améliorer l'efficacité énergétique des constructions résidentielles?

**Réponse (29.07.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

Le 14 juillet 2016, le projet «banque climatique» a été présenté lors d'une réunion conjointe de la Commission Logement et de la Commission Environnement à la Chambre des Députés et à la suite au public.

Le projet de loi afférent relatif à un régime d'aides à des prêts climatiques est en voie d'être déposé à la Chambre des Députés.

Le Gouvernement entend, entre autres, aider les propriétaires de logements à revenus modestes dans leurs projets d'assainissement énergétique et écologique des logements ou d'équipement des logements avec des installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables, par la possibilité de prêts climatiques à taux zéro.

**Question 2214 (08.07.2016) de M. Marc Lies (CSV) concernant l'offre de logements locatifs:**

Le Gouvernement a accordé une priorité absolue à l'augmentation de l'offre de logements locatifs. En effet, le Gouvernement indique vouloir travailler activement à la dynamisation de la création de logements sociaux et à prix abordables, y compris pour la location.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quel est le nombre de logements sociaux locatifs qui ont été réalisés, achetés voire transformés entre l'année 2013 et la première moitié de l'année 2016 par la Société nationale des habitations à bon marché, le Fonds du Logement et les communes (2013 - mi 2016 inclus)?

- Combien de conventions quant à la création de logements sociaux locatifs ont été signées ou sont en phase d'être signées avec la Société nationale des habitations à bon marché, le Fonds du Logement et les communes (2013 - mi 2016 inclus)?

- Quel est le nombre total de logements sociaux locatifs qui ont été ou qui seront construits par le biais de ces conventions et dans quels délais?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations précises et détaillées concernant l'activité des différentes communes tant en ce qui concerne la réalisation que la planification de logements sociaux pendant cette période?

**Réponse (08.08.2016) de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:**

Entre l'année 2013 et la première moitié de l'année 2016, un total de 660 unités de logements locatifs sociaux ont été réalisés, achetés ou transformés par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du Logement), par la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ainsi que par diverses communes du pays.

Il est à noter qu'il est tout à fait possible que des communes aient réalisé des logements locatifs sociaux sans que pour autant ces projets aient été subventionnés par le Ministère du Logement. Dès lors, les données ci-après concernent uniquement des projets initiés dans le cadre du programme de construction d'ensembles de logements subventionnés prévu par l'article 19 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Globalement, 114 conventions relatives à des projets portant sur la réalisation de logements destinés à la location ont été signées entre 2013 et la première moitié de 2016, ou sont en phase d'être signées, pour un nombre total de 1.031 unités de logement.

Entre l'actualisation du 27 août 2013 du programme de construction d'ensembles de logements subventionnés et la dernière actualisation datant du 26 avril 2016, 105 projets initiés par différentes communes et concernant la réalisation d'un total de 538 unités de logement destinées à la location ont été ajoutés audit programme.

Il est à souligner que l'inscription au programme de construction d'ensembles de logements subventionnés se fait uniquement sur demande explicite de la commune réalisant un projet donné.

Quant aux délais de réalisation desdits projets, il est toujours difficile de se prononcer sur des délais précis étant donné la possibilité de retards ou d'imprévus notamment au niveau de l'acquisition de l'immobilier (terrain, bâtiment) et/ou au niveau des autorisations (PAP).

Afin de dresser une image complète, on peut indiquer que des projets de grande envergure s'ajoutent dans les années à venir. En guise d'exemple on peut en citer deux: grâce à l'accord trouvé avec ArcelorMittal, le site Neischmelz à Dudelange et le site «Wunnen mat der Woltz» à Wiltz vont à terme abriter un total d'environ 2.000 logements, avec une proportion élevée de logements locatifs.

À l'heure actuelle le programme portant sur la construction d'ensembles de logements subventionnés prévoit 493 projets pour un total de 10.880 logements, dont 6.385 logements concernent des projets de réalisation de logements destinés à la vente et 4.495 logements portent sur des projets de réalisation de logements locatifs.

**Question 2216 (08.07.2016) de MM. Franz Fayot et Marc Angel (LSAP) concernant le plan de développement culturel:**

En conclusion des assises de la Culture des 1<sup>er</sup> et 2 juillet, Monsieur le Ministre de la Culture a confirmé son intention d'élaborer un «plan de développement culturel» à l'issue du processus de planification et de consultation ayant débuté avec les assises. Il a par ailleurs annoncé la nomination de Monsieur Jo Kox pour piloter ce processus.

Le programme gouvernemental prévoit en rapport avec le plan de développement culturel:

«Le Gouvernement procédera, en concertation avec tous les acteurs concernés, à une analyse des forces et des faiblesses de la scène culturelle nationale, notamment en ce qui concerne la production, la programmation et la diffusion d'œuvres culturelles. Cette analyse devra permettre de déterminer la stratégie d'une vraie politique culturelle à long terme qui se traduit par la publication à courte échéance d'un plan de développement culturel (Kulturentwicklungsplan). Ce plan de développement considérera tous les secteurs du monde culturel ainsi que tous les enjeux à moyen et long terme de la politique culturelle. Et ceci tant au niveau des objectifs à atteindre qu'en matière de moyens structurels à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs (par exemple la politique des subsides et bourses, le conventionnement, la promotion nationale et internationale, la complémentarité de l'offre culturelle, en particulier pour de nouveaux groupes cibles, la collaboration avec les communes, et autres).»

L'élaboration d'un plan de développement culturel comprend différentes phases, qui ont été décrites par l'expert allemand Patrick Föhl lors d'une conférence tenue à Luxembourg le 18 avril 2016<sup>1</sup>.

Après une première phase de collecte d'informations vient une phase prolongée de consultation et de discussion, une phase d'analyse des forces et faiblesses du secteur et enfin une phase d'élaboration d'un plan de développement culturel. Les experts considèrent qu'il faut au moins deux ans pour faire un plan de développement culturel sérieux et digne de ce nom. Ceci a d'ailleurs été confirmé par Monsieur Tony Attard, l'expert de Malte convié aux assises de la Culture.

Il nous revient que Monsieur Kox ne dispose que d'un cadre de 16 heures par semaine pour mener à bien sa tâche. Il aurait par ailleurs déclaré à la radio qu'élaborer un plan de développement culturel serait illusoire et qu'il conviendrait de parler plutôt d'un «Leitbild» pour la culture.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous informer s'il estime que Monsieur Kox sera à même de mener sa tâche à bien avec un cadre de 16 heures par semaine, sans disposer d'une équipe autour de lui?

2. Monsieur le Ministre de la Culture peut-il confirmer que le plan de développement culturel sera bien élaboré dans le cadre de l'actuelle législature et nous informer quand il sera présenté, respectivement quel est le calendrier des

différentes étapes devant mener au plan de développement culturel?

**Réponse (17.08.2016) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:**

La question parlementaire se compose de deux sous-questions auxquelles il est proposé de répondre dans l'ordre prédéfini par les auteurs de la question parlementaire.

ad 1. Le Ministère de la Culture et Monsieur Jo Kox, expert en ingénierie culturelle, ont signé un contrat qui manifeste leur accord commun sur l'objet, le contenu et la durée de prestations précisées dans le même contrat. Il va de soi que les parties contractantes s'investissent pleinement dans l'exécution du contrat conclu et qu'elles ont confiance l'une dans l'autre.

Monsieur Kox n'est pas seul à l'œuvre comme il est présumé dans la question sous examen. En effet, le contrat d'expert prévoit que Monsieur Jo Kox travaille en étroite collaboration avec les agents du Ministère de la Culture. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles un bureau a été mis à disposition de l'expert à l'Hôtel des Terres Rouges.

ad 2. Il est prévu qu'une première ébauche du plan de développement culturel sera présentée au plus tard début juillet 2018 lors des deuxième assises de la Culture. Le calendrier concernant la phase de consultations, de discussions et d'analyse des différentes matières collectées lors des assises avec le secteur culturel est en cours d'élaboration. Il est actuellement prématuré pour présenter un calendrier exact.

**Question 2217 (11.07.2016) de M. Emile Eicher (CSV) concernant la prise en charge par le secours aérien:**

Suite à un grave accident qui aurait nécessité un transport par voie aérienne, qui finalement n'a pas été demandé par le médecin urgentiste de garde, Madame la Ministre de la Santé avait répondu à la question orale n°151 de Madame Martine Hansen dans le cadre d'une heure de questions le 9 décembre 2015 (cf. *compte rendu n°4/session ordinaire 2015-2016*) que le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Santé organiseront un tour de table en présence de tous les concernés pour que des situations similaires à celle décrite ci-dessus ne se répètent plus.

Or, il me revient qu'après un grave accident de travail survenu tout récemment dans le nord du pays, le médecin ayant pris en charge le patient aurait refusé de se déplacer par hélicoptère, alors qu'une machine aurait été disponible. Il s'est avéré par la suite que la victime avait subi des brûlures extensives de second degré, et qu'elle avait dû être hospitalisée dans une structure spécialisée localisée à l'étranger. D'après mes sources, ce ne serait pas la seule fois que le médecin en question refuserait un transport aérien alors que la situation l'aurait clairement justifié.

C'est à ce sujet que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre est-elle au courant de l'accident de travail dont il est question?

- Comment Madame la Ministre réagit-elle au fait qu'un médecin puisse décider librement de ne pas solliciter un transport aérien alors que la vie du patient pourrait être en danger?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur la durée supplémentaire du transport par route par rapport au transport par voie aérienne dans le cas décrit ci-dessus?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur les résultats du tour de table qu'elle avait annoncé conjointement avec le Ministère de l'Intérieur ainsi que tous les acteurs concernés?

**Réponse (11.08.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:**

La Ministre de la Santé est au courant de l'accident auquel fait référence l'honorable Député.

Sur base d'une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la «Luxembourg Air Rescue» (LAR), le SAMU peut, en cas de besoin, être complété par l'hélicoptère de sauvetage de la LAR. Mis à la disposition des services de secours pour intervenir dans le cadre du SAMU, l'hélicoptère de sauvetage, qui dispose du même équipement médical que les véhicules d'intervention du SAMU, constitue une alternative à l'antenne mobile terrestre du SAMU pour acheminer le médecin SAMU vers le lieu d'intervention.

Selon les modalités d'exécution de ladite convention, il appartient au médecin-spécialiste en anesthésie-réanimation de décider du

choix du moyen de transport du blessé par voie terrestre ou aérienne.

Le recours au transport par hélicoptère est toutefois conditionné par la distance depuis le lieu de l'emplacement de l'hélicoptère (hôpital de garde) vers le lieu d'intervention qui, suivant ladite convention, doit être supérieure à 15 kilomètres.

Si, à partir de ce seuil, l'hélicoptère est en effet susceptible de procurer un gain de temps par rapport à l'antenne mobile terrestre, toujours est-il que la décision du médecin du SAMU en faveur du meilleur moyen de transport possible pour atteindre le lieu d'intervention, choix dont il assume d'ailleurs la responsabilité, est fonction de plusieurs critères, dont notamment celui de la facilité d'accès.

Dès lors, et même lorsque le lieu d'intervention se situe à plus de 15 kilomètres de l'emplacement de l'hélicoptère, il s'agit pour le médecin du SAMU de vérifier si la configuration du terrain permet un atterrissage à proximité immédiate du lieu d'intervention.

La configuration même du terrain où a lieu une intervention constitue dès lors un autre critère à prendre en considération dans le choix du médecin du SAMU. Ainsi, lorsque le lieu d'intervention se situe dans une région difficilement accessible par les airs ou en un lieu éloigné d'un point d'atterrissage, il se peut que le recours à l'hélicoptère ne permette pas de diminuer de manière significative le temps d'intervention par rapport à un véhicule terrestre.

Si l'accident auquel fait allusion le parlementaire avait effectivement eu lieu en agglomération, toujours est-il que le lieu de l'accident se trouve à proximité immédiate d'un terrain de football, qui aurait permis un accès par voie aérienne.

Suivant le logiciel de localisation et de routage des moyens de secours, qui contribue à l'optimisation de la régulation au Central des secours d'urgence (CSU-112), les temps de parcours et les distances estimés et proposés pour le trajet s'établissent comme suit:

- pour le moyen aérien (LAR2): durée du trajet onze minutes pour une distance de 22,8 km;

- pour le moyen terrestre (voiture SAMU CHdN): durée du trajet 42 minutes pour une distance de 33,1 km.

Malgré le fait que le logiciel ait désigné le moyen hélicoptère comme étant le plus rapide, l'équipe SAMU s'est déplacée par véhicule depuis Ettelbruck (départ à 8h51) vers Clervaux.

La durée supplémentaire de transport est donc de 31 minutes.

À noter que la différence de délai d'intervention ne tient compte ni du fait que le véhicule SAMU roule au-delà de la limitation de vitesse usuelle ni du temps requis pour le transfert du matériel de réanimation du SAMU de l'hélicoptère au véhicule de secours nécessaire, ni du temps de trajet entre le lieu d'atterrissage et le lieu d'intervention.

Des échanges réguliers ainsi que des réunions de concertation ont eu lieu entre l'Administration des Services de Secours et les différents acteurs du SAMU, ceci en vue de l'implémentation du nouveau «Einsatzleitsystem» (ELS) au Central des secours d'urgence (CSU-112), un système informatique qui permet une meilleure gestion et régulation du système d'alerte.

Il paraît important d'évaluer la nouvelle régulation des secours et d'adapter, le cas échéant, l'organisation du Service d'aide médicale urgente, dans l'optique, notamment, de la réforme des services de secours.

**Question 2218 (11.07.2016) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant l'arrêt récent de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-494/15:**

La Cour a décidé que l'exploitant d'une place de marché physique peut lui aussi être contraint de faire cesser les infractions commises par les marchands en matière de marque et de prendre des mesures visant à prévenir de nouvelles infractions. La Cour a relevé par ce même arrêt les conditions auxquelles est subordonnée une injonction émise par une autorité judiciaire à l'encontre d'un intermédiaire, opérateur d'une place de marché physique. Ces injonctions doivent non seulement être effectives et dissuasives, mais également équitables et

<sup>1</sup> <http://www.fondationrobertkrieps.lu/un-plan-de-developpement-culturel-pour-le-luxembourg>

proportionnées. Elles ne doivent par conséquent pas être excessivement coûteuses et ne doivent pas non plus créer d'obstacles au commerce légitime. Il ne peut non plus être exigé de l'intermédiaire qu'il exerce une surveillance générale et permanente de ses clients. En revanche, l'intermédiaire peut être contraint de prendre des mesures qui contribuent à éviter que de nouvelles atteintes de même nature par le même marchand aient lieu.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de conformer la législation luxembourgeoise à l'arrêt de la CJUE, notamment en ce qui concerne les obligations de surveillance d'un opérateur de marché physique et les conditions d'injonctions à l'encontre d'un intermédiaire?

- Quel impact l'arrêt de la CJUE aura-t-il, le cas échéant, sur les opérateurs de marché physique au Luxembourg en général, et en particulier sur celui-ci de la «Braderie» et de la «Schueberfouer»?

**Réponse** (12.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

En ce qui concerne la première question relative au besoin de conformer la législation luxembourgeoise à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après la «CJUE»), il est à noter que le 2 mars 2015 le projet de loi n°6784<sup>1</sup> a été déposé auprès de la Chambre de Députés. Ce projet de loi modifie et adapte le régime applicable au droit des brevets. Il réintroduit par la même occasion des sanctions pénales en matière de marques, dessins et modèles. Enfin, il vise à sanctionner des pratiques trompeuses auxquelles sont confrontés de plus en plus régulièrement les titulaires d'un droit de propriété intellectuelle.

En vertu de l'article 61 de l'Accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord ADPIC), le Luxembourg est tenu de prévoir des «procédures pénales et des peines applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale».

Étant donné que le droit des marques, dessins et modèles n'est pas régi par une loi nationale mais par la législation Benelux de 1971, respectivement de 1975, il est apparu propice de rattacher cette initiative législative à ce projet de loi sur les brevets.

L'article 33 du projet de loi prévoit entre autres que:

«Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 100 à 100.000 euros ou à l'une de ces peines seulement: (...)

c) Ceux qui ont sciemment vendu, mis en vente ou en circulation des produits revêtus d'une marque contrefaite ou frauduleusement apposée; (...)

Alors que le présent projet de loi a été déposé en 2015, il n'a évidemment pas pu tenir compte de l'affaire C-494/15 Tommy Hilfiger Licensing LCC e.a./Delta Center a.s..

Actuellement, ce projet de loi suit la procédure législative. La Chambre de Commerce a rendu son avis le 10 novembre 2015<sup>2</sup>. Le Conseil d'État doit encore rendre son avis. Par la suite, le projet de loi sera soumis au vote de la Chambre des Députés. En fonction des débats et après l'adoption de mesures pénales en matière de marques, dessins et modèles, le législateur luxembourgeois pourra dès lors examiner la possibilité et la nécessité de légiférer en ce qui concerne les obligations de surveillance d'un opérateur de marché physique et les conditions d'injonctions à l'encontre d'un intermédiaire.

Par ailleurs, au sujet de la deuxième question relative à l'impact de l'arrêt de la CJUE sur les opérateurs physiques au Luxembourg, il est à souligner qu'étant donné qu'aucune disposition dans la législation luxembourgeoise n'impose actuellement une obligation de surveillance aux opérateurs de marché physique, seul l'arrêt de la CJUE pourrait être invoqué par un titulaire de droits afin de demander à un opéra-

teur de marché physique d'exercer une surveillance des stands de marchands.

**Question 2219** (11.07.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'utilisation de «bodycam» dans les transports publics:

Au Luxembourg comme à l'étranger, les actes d'agressions envers le personnel des transports publics respectivement de violence envers les voyageurs ne cessent de croître. Pour faire face à cette violence, la Deutsche Bahn vient d'équiper son personnel de «bodycam» durant leur service. Les «bodycam» peuvent avoir un effet préventif et dissuasif et peuvent servir à obtenir des preuves en cas de violence.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Gouvernement envisage l'utilisation de «bodycam» dans les transports publics luxembourgeois?

- Cette option a-t-elle déjà été étudiée par les CFL et, si oui, quelles ont été les conclusions?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il lutter contre les agressions et incivilités diverses commises dans les transports publics?

**Réponse** (22.08.2016) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La DB AG vient d'équiper une partie de leurs agents de sécurité par des «bodycam» dans le cadre d'un projet pilote visant à mieux protéger leur personnel contre des actes de violence. Pendant une première période d'essai, le projet se limitera aux gares de la métropole de Berlin. Dans une seconde phase, il sera également étendu à d'autres gares de la DB AG.

Afin d'exposer les fonctionnalités de ce produit, un fournisseur qui commercialise les «bodycam» a été contacté par les CFL.

Or, étant donné que les trains et autobus des CFL ainsi que les principales gares sont équipés par des caméras de vidéosurveillance, il n'est pas jugé utile d'équiper le personnel de trains par des caméras supplémentaires.

En outre, afin d'optimiser la sûreté des clients et du personnel CFL, les CFL ont récemment conclu un contrat avec une entreprise externe spécialisée pour assurer le gardiennage, la surveillance et la sécurisation des sites CFL et à bord des trains CFL sur le territoire luxembourgeois et transfrontalier. Les objectifs visés par ce nouveau contrat consistent principalement dans:

- l'accompagnement d'environ 10% des trains par rapport à 3-4% aujourd'hui;

- la présence d'équipes de surveillance externes après 22.00 heures, ainsi que les samedis et dimanches matins sur les premiers trains.

Néanmoins, le développement des «bodycam» est à observer, notamment en ce qui concerne le projet pilote mené par la DB AG.

Dans la lutte contre les agressions et incivilités commises dans les moyens de transports publics, la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics confère au ministre certains pouvoirs dans ce domaine et fixe des amendes en cas d'infractions. Le ministre peut ainsi agréer des agents qui sont employés sous un statut de droit public, et qui peuvent notamment enjoindre aux usagers des transports publics qui refusent d'obtempérer à un rappel à l'ordre, de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux. Le ministre peut également interdire aux usagers des transports publics qui contreviennent aux prescriptions en matière d'ordre et de sécurité dans les transports publics, l'accès et le séjour dans les moyens de transports publics, dans les gares ferroviaires et routières et aux arrêts.

Il me reste à signaler qu'un comité de pilotage se voit régulièrement sous ma présidence, regroupant tous les acteurs concernés par la sécurité dans les transports publics (opérateurs des transports publics, forces de l'ordre, syndicats), pour faire état de la situation, présenter les bilans d'incidents et s'échanger sur toutes les mesures à envisager dans ce domaine. Lors de la dernière réunion de ce comité, l'on a discuté l'opportunité d'équiper dorénavant également les bus du réseau RGTR avec des caméras. Une décision à ce sujet sera prise prochainement.

**Question 2220** (11.07.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **Festival de Wiltz**:

Depuis sa création en 1953, le Festival de Wiltz, une manifestation culturelle de longue tradi-

tion, est profondément ancré dans le paysage culturel national. La 64<sup>e</sup> édition, qui a lieu en ce moment même, risque pourtant d'être la dernière. Ayant toujours pu bénéficier d'un partenaire fiable, ce dernier a malheureusement dû abandonner la collaboration avec le Festival suite à la résiliation des conventions culturelles par l'ancienne Ministre de la Culture en février 2015.

L'association se trouve désormais dans une situation budgétaire plus que précaire qui pourrait menacer sa survie, et ce même si une restructuration est prévue en 2017. Il est en effet envisagé que le Festival de Wiltz fasse partie d'une nouvelle structure englobant d'autres projets culturels de la Ville de Wiltz.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Au vu de la situation financière précaire de l'association «Festival de Wiltz», Monsieur le Ministre serait-il disposé à octroyer une aide exceptionnelle à ladite association afin que la pérennité du Festival puisse être garantie? Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, argumenter sa position?

- Monsieur le Ministre peut-il prédire le volume de l'aide financière attribuée à la nouvelle structure «Culture Wiltz» à partir de 2017?

**Réponse** (10.08.2016) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Culture:

La convention qui liait le Ministère de la Culture à l'association «Festival de Wiltz» a effectivement été résiliée en 2015 de commun accord avec le collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Wiltz, dans la perspective d'une réorganisation et d'une restructuration du Festival en question. De nombreuses entrevues et concertations avec l'asbl «Festival de Wiltz» et la Ville de Wiltz avaient précédé cette décision.

Par ailleurs, deux agents du Ministère de la Culture ont participé aux «workshops» animés par Monsieur Andreas Reiter du «Zukunftsbüro Wien», que les autorités de la Ville de Wiltz avaient organisés du 24 avril au 6 juin 2015. Les conclusions des quatre journées de réflexion ont encouragé les autorités communales à procéder à une restructuration de toutes les activités culturelles de la ville sous forme d'une nouvelle structure «Culture Wiltz asbl» qui devrait être mise en place sous peu, et ce en concertation étroite avec le Ministère.

Au début de l'année, le Ministère de la Culture a conclu une convention exceptionnelle et transitoire à hauteur de 80.000,- € limitée à un an avec l'asbl «Festival de Wiltz», afin d'assurer pour 2016 la continuité de cette manifestation qui est un événement phare dans le calendrier culturel du nord du pays.

Jusqu'à la résiliation en 2015, la convention prévoyait une aide financière de 140.000 €. Afin de soutenir le Festival de Wiltz dans sa situation budgétaire précaire, le Ministère a en plus accordé une aide supplémentaire de 100.000 € à deux reprises, à savoir en 2014 et en 2015.

Pour ce qui est de l'aide financière à attribuer à la nouvelle structure «Culture Wiltz», il y a lieu d'attendre que cette structure soit mise en place et qu'une demande officielle avec le budget prévisionnel soit introduite en bonne et due forme au Ministère.

**Question 2221** (12.07.2016) de **MM. Claude Lambert** et **Max Hahn** (DP) concernant l'École de Police:

Afin d'augmenter l'effectif des agents de la Police grand-ducale, la politique de recrutement a été revue afin d'admettre un plus grand nombre de candidats à la formation de base.

Pour l'année 2015, 105 candidats ont été admis à ladite formation, ce qui représente une augmentation d'environ 75% du nombre d'élèves par rapport aux années précédentes. Sachant que 280 candidats se sont présentés à l'examen cette année, le nombre de candidats admis à la formation de base pourrait à nouveau se situer aux alentours des 100 élèves. Il s'agit de mesures nécessaires afin d'atteindre le nombre de 346 policiers d'ici 2018.

Concernant l'instruction tactique de base qui se déroule à la caserne Grand-Duc Jean à Diekirch, la police peut recourir sur le plan logistique à une collaboration avec l'armée luxembourgeoise. Par contre, l'École de Police située au Verlorenkost aurait atteint ses capacités maximales. En plus d'une infrastructure trop petite, le nombre du personnel enseignant n'aurait pas été adapté en fonction du nombre grandissant d'élèves. Le déplacement des élèves lors de la formation est assuré par une

flotte de camionnettes, dont le nombre ne saurait prochainement plus être en adéquation avec le nombre d'élèves.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives aux difficultés rencontrées?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation au niveau de l'infrastructure, du cadre enseignant et des moyens de transport, et par quels moyens?

**Réponse** (10.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

Jusqu'en 2014, le nombre maximal de volontaires de police autorisés par le Gouvernement se situait entre 50 et 65. En 2015, le Gouvernement a décidé d'admettre à la formation de base les 106 candidats ayant réussi les épreuves de sélection. Lors de sa séance du 22 juillet 2016, le Conseil de Gouvernement a décidé d'admettre à la formation de base l'ensemble des candidats qui réussirent les épreuves de sélection.

La police s'est engagée à offrir les infrastructures nécessaires pour assurer une formation de qualité à tous les volontaires de police.

L'École de Police a pris des mesures visant à optimiser la gestion des moyens et le management. Par ailleurs, des projets d'aménagement infrastructurels ont été engagés. Ainsi, l'ancien réfectoire et l'ancienne cuisine sont réaménagés en trois salles de classe pouvant accueillir 40 élèves chacune, la salle des fêtes est transformée en salle informatique avec 85 postes de travail et les capacités en armoire-vestiaires sont augmentées à 110 unités pour les volontaires de police de 2<sup>e</sup> année.

Il est par ailleurs prévu que l'École de Police puisse recourir ponctuellement à la salle de conférence de la direction de la circonscription régionale de Luxembourg.

Il subsiste certains problèmes infrastructurels au niveau des vestiaires et des sanitaires de l'Institut National des Sports et de l'absence d'une salle sociale pouvant accueillir les volontaires de police de 2<sup>e</sup> année, non casernés, pendant la pause de midi.

L'École de Police dispose d'un pool de 14 camionnettes auxquelles elle peut constamment recourir, de manière flexible et suivant les besoins. En cas d'impasse prévisible, pouvant survenir en cas de déplacement simultané de tous les volontaires en même temps, la police prévoit de recourir à des camionnettes de location.

En ce qui concerne les ressources humaines, l'effectif du cadre enseignant de l'École de Police est resté constant au cours des dernières années. Afin de faire face à la politique de recrutement renforcée, l'École de Police figure parmi les unités à renforcer dans la stratégie quinquennale d'affectation du personnel de la Police grand-ducale. A court terme, la police a affecté deux fonctionnaires supplémentaires à l'encadrement de l'instruction tactique de base.

**Question 2222** (12.07.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **poste de directeur de l'ENEPS**:

D'après des informations publiées sur «rtl.lu», le directeur de l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) partira en retraite l'année prochaine. Son poste ne devrait pas subsister tel quel puisqu'un nouvel organigramme serait en cours d'élaboration au sein de l'ENEPS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons cette décision a-t-elle été prise?

- Quand est-ce que le nouvel organigramme pourra-t-il être présenté?

- Le fonctionnement optimal de l'ENEPS sera-t-il garanti sans directeur aux commandes?

**Réponse** (01.08.2016) de **M. Romain Schneider**, Ministre des Sports:

Tout d'abord je tiens à rappeler que la loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports institue deux services particuliers, à savoir une École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) et un Institut national des sports (INS).

La législation en question prévoit que ces deux services particuliers sont dirigés par un directeur.

<sup>1</sup> [http://www.chd.lu/wps/PA\\_RoleEtendu/FTSByteServingServletImpl?path=/export/exped/sexpdata/Mag/115/473/141742.pdf](http://www.chd.lu/wps/PA_RoleEtendu/FTSByteServingServletImpl?path=/export/exped/sexpdata/Mag/115/473/141742.pdf)

<sup>2</sup> [http://chd.lu/wps/PA\\_RoleEtendu/FTSByteServingServletImpl?path=/export/exped/sexpdata/Mag/114/566/151635.pdf](http://chd.lu/wps/PA_RoleEtendu/FTSByteServingServletImpl?path=/export/exped/sexpdata/Mag/114/566/151635.pdf)

Dans le cadre d'une réorganisation globale de la structure du Ministère des Sports et de ses services, j'ai envisagé d'intégrer tous les services du Ministère des Sports, à savoir aussi l'ENEPS et l'INS, au sein de la structure du Ministère proprement dite dans l'optique d'une meilleure efficacité et d'une efficacité optimale. À ce moment l'ENEPS et l'INS deviendraient des départements du Ministère et ceci à côté d'autres départements comme par exemple celui du sport-loisir, du sport de compétition ou encore du département médical. Les départements en question seraient dirigés chacun par un chef de département comme cela se fait dans d'autres ministères et non plus par un directeur.

Le nouvel organigramme est actuellement discuté au sein du Ministère des Sports, mais nécessite au préalable une modification de la loi précitée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports. L'envisage de saisir le Conseil de Gouvernement d'un avant-projet, y afférent, en automne, après avoir clôturé les discussions au sein du Ministère.

Cette nouvelle structuration n'entraîne pas de changements majeurs et a pour but principal une meilleure intégration des services particuliers existants. La nouvelle dénomination en tant que chef de département au lieu de directeur des responsables concernés n'influence en rien le fonctionnement ni de l'INS, ni de l'ENEPS ou du Ministère en entier.

Cette restructuration aura d'ailleurs comme avantage de pouvoir choisir le nouveau responsable du département de la formation non seulement parmi des professeurs d'éducation physique, mais aussi parmi les personnes titulaires d'un master en sciences du sport, ce qui augmente les chances de trouver le candidat idéal pour assurer la succession de l'actuel directeur, une fois que celui-ci part à la retraite.

#### Question 2223 (12.07.2016) de M. Laurent Zeimet (CSV) concernant les frais liés à la campagne d'information du Ministère de la Famille:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2204 datant du 6 juillet 2016 concernant un spot audiovisuel diffusé par un membre du Gouvernement au sujet de la politique familiale (cf. compte rendu n°15/session ordinaire 2015-2016), Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias a précisé que la campagne d'information a coûté 19.000 euros sur un budget total de 85.000 euros, qui sont réservés pour «frais de publicité» dans le budget du Ministère de la Famille. Lesdits coûts comportent, selon Monsieur le Ministre, les frais d'agence, les droits d'images, les frais de production et les frais d'impression des 197.500 dépliant d'information, dont 187.500 seront envoyés.

C'est au sujet du montant de 19.000 euros que j'aimerais avoir les précisions supplémentaires de la part du Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, à savoir:

- Quelle est la part des frais d'agence dans le montant précité de 19.000 euros respectivement à combien se chiffrent exactement ces frais? S'agit-il d'un montant HTVA ou TTC?

- Quelle est la part des droits d'image dans le montant précité de 19.000 euros respectivement à combien se chiffrent exactement ces frais? S'agit-il d'un montant HTVA ou TTC?

- Quelle est la part des frais de production du spot audiovisuel dans le montant précité de 19.000 euros respectivement à combien se chiffrent exactement ces frais? S'agit-il d'un montant HTVA ou TTC?

- Quelle est la part des frais d'impression des quelques 197.500 dépliant dans le montant précité de 19.000 euros respectivement à combien se chiffrent exactement ces frais? S'agit-il d'un montant HTVA ou TTC?

- À combien se chiffrent les frais d'envoi des 187.500 dépliant?

**Réponse commune** (09.08.2016) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

L'honorable Député s'enquiert dans sa question parlementaire du détail des frais de la campagne d'information du Ministère de la Famille ainsi que des frais d'envoi des dépliant afférents. Comme il a été précisé dans la réponse à la question parlementaire n°2204, «le budget du Ministère de la Famille prévu pour la campagne d'information en cours s'élève à 19.000 euros et comporte les frais d'agence, les droits d'image, les frais de production et les

frais d'impression de 197.500 dépliant d'information».

Il y a lieu de préciser que les frais d'envoi des dépliant, pour lesquels l'honorable Député demande des précisions, de même que les lettres d'information envoyées aux bénéficiaires des allocations familiales et les frais de développement du site Internet sont couverts par les budgets de la Caisse pour l'avenir des enfants et du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) et non pas par le budget du Ministère de la Famille.

Selon les informations dont nous disposons à l'heure actuelle, le détail des frais globaux de la campagne d'information hors TVA à charge du budget de l'État se compose comme suit:

1. frais d'envoi (lettre d'information aux parents et dépliant): ±60.000 euros (montant estimé) à charge du budget de la Caisse pour l'avenir des enfants, à savoir 64,28% des frais globaux de la campagne;
2. frais d'impression du dépliant (format ouvert DIN A4, plié 99 x 210 mm, 197.500 exemplaires): 5.235 euros, à savoir 5,61% des frais globaux de la campagne;
3. layout du dépliant effectué par agence: 1.620 euros, à savoir 1,74% des frais globaux de la campagne;
4. coûts de développement interne du site Internet [www.reforme-famille.lu](http://www.reforme-famille.lu) et [www.cae.lu](http://www.cae.lu) couverts par le budget du CTIE: 17.000 euros (montant estimé), à savoir 18,21% des frais globaux de la campagne;
5. production et montage du spot: 7.150 euros, à savoir 7,66% des frais globaux de la campagne;
6. achat images pour dépliant effectué par agence: 160 euros, à savoir 0,17% des frais globaux de la campagne;
7. achat images pour site Internet: 179 euros, à savoir 0,19% des frais globaux de la campagne;
8. préproduction, frais d'agence et divers: 2.000 euros, à savoir 2,14% des frais globaux de la campagne.

#### Question 2225 (14.07.2016) de M. Aly Kaes (CSV) concernant le réaménagement de la B7/N27A à hauteur du Fridhaff:

Dans le cadre de l'aménagement d'une nouvelle zone industrielle intercommunale au Fridhaff, un certain nombre d'adaptations sont prévues au niveau de l'infrastructure routière pour permettre une meilleure desserte de la future zone. Les premiers travaux d'aménagement devraient commencer d'ici la fin de l'année. Dans ce contexte, il me revient que l'accès à la décharge SIDEC via la N27A serait également modifié. En effet, il serait prévu d'y installer un grand rond-point.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le planning détaillé concernant les modifications de l'infrastructure routière au niveau de la B7/N27A?

- Monsieur le Ministre peut-il me garantir que ces aménagements ne vont pas hypothéquer un élargissement futur à 2x2 voies de ce tronçon?

**Réponse** (23.08.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En ce qui concerne le planning détaillé relatif aux modifications de l'infrastructure routière au niveau de la B7/N27A, l'avis de marché relatif aux travaux de réaménagement a été publié le 14 juillet 2016 et la date de l'ouverture de la soumission est fixée au 6 octobre 2016. Les travaux devraient donc pouvoir commencer avant la fin de l'année et leur durée est estimée à deux ans.

Les travaux de réaménagement comprennent notamment:

1. la transformation de la route N27A actuelle en voie express B7;
2. le déplacement de la N27A à travers la nouvelle zone d'activités économiques ZAE «Fridhaff» du Syndicat intercommunal ZANO pour desservir la nouvelle ZAE via la nouvelle N27A;
3. la réalisation d'un échangeur dénivelé avec giratoire pour raccorder la voie B7 à la route N27A avec desserte de la nouvelle ZAE «Fridhaff» et du site du Syndicat intercommunal SIDEC.

Le réaménagement de la route N27A actuelle avec construction d'un échangeur dénivelé est

la base pour une amélioration routière notable du tronçon de la nouvelle B7 entre l'échangeur Eppeldange et le giratoire Fridhaff.

#### Question 2226 (15.07.2016) de MM. Henri Kox et Gérard Anzia (déi gréng) concernant la promotion de l'agriculture biologique:

Lors des récentes assises de l'Agriculture, le Premier Ministre a remarqué qu'il serait opportun de produire plus de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique. Il a fondé sa remarque sur le fait que les supermarchés en sont demandeurs et se plaignent de ne pas trouver suffisamment de produits de qualité biologique «Made in Luxembourg».

Le plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique pourrait représenter l'instrument adéquat pour réagir à cette situation.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Le Ministère a-t-il l'intention de relancer le plan national pour la promotion de l'agriculture biologique au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quels seront l'objectif et l'envergure financière dudit plan d'action réactif?

3. De quelle façon seront conseillés les agriculteurs qui aimeraient effectuer la transition vers l'agriculture biologique?

**Réponse** (16.08.2016) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1. et 2. Le plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique est en cours depuis 2009 et va être poursuivi durant les prochaines années. Je considère que ce plan devra s'intégrer davantage dans la politique de soutien générale envers l'agriculture durable sous toutes ses formes, dont l'agriculture biologique fait partie intégrante.

Ainsi, diverses mesures, financées jusqu'ici exclusivement par un poste budgétaire dédié spécifiquement à ce plan, vont être reprises par d'autres régimes d'aides comme le soutien aux produits de qualité en général, des aides aux investissements, des aides concernant le conseil agricole, le transfert de connaissances et la recherche ainsi que la protection des consommateurs.

Sont visées notamment des mesures comme les champs d'essais, l'entretien d'un réseau de fermes de démonstration, les séances d'information sur la conversion vers l'agriculture biologique, les actions servant à l'information et à la formation des acteurs concernés en vue de l'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective ainsi que des mesures de sensibilisation et d'information en général, destinées spécifiquement aux divers intervenants dans la chaîne alimentaire et la chaîne de distribution ainsi qu'aux consommateurs.

Cette approche plus globale permettra de libérer une partie du budget du plan actuellement majoritairement réservée pour ces actions afin de lui permettre à nouveau de jouer son rôle d'initiateur de nouveaux projets et actions dans des domaines nécessitant un appui de lancement, comme par exemple la commercialisation de la viande bovine, le développement de la production de fruits et légumes et en général l'aide à l'élaboration de nouveaux concepts de production, de transformation et de commercialisation de divers produits issus des fermes biologiques luxembourgeoises.

Pour 2016, le plan, au sens strict, est doté de 72.400 €. Pour 2017, il a été provisoirement retenu un montant de 104.100 € dans le cadre des propositions budgétaires.

À part ces considérations, il y a lieu de souligner que j'ai entrepris des efforts considérables pour soutenir davantage l'agriculture biologique:

- l'État a accordé dans le cadre d'une convention établie entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et l'Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg asbl) une contribution financière de 90.000 € pour des activités de recherche;

- une aide de 50.000 € a été accordée à ce même institut pour réaliser des champs d'essais dans les cultures de légumineuses et les céréales d'hiver;

- les aides annuelles par hectare pour soutenir l'agriculture biologique vont connaître des augmentations substantielles. Ainsi, l'aide pour les prairies passera de 150 €/ha à 220 €/ha, celle pour les grandes cultures de 150 €/ha à

250 €/ha, celle pour les cultures maraîchères plein champ ainsi que les cultures fruitières de 450 €/ha à 600 €/ha et celle pour les vignobles en production de 600 €/ha à 950 €/ha;

- les règles de compatibilité des aides pour l'agriculture biologique avec d'autres aides ont été assouplies de façon conséquente;

- les projets d'investissement réalisés dans le cadre d'une exploitation produisant selon les critères de l'agriculture biologique sont largement favorisés dans le cadre du système de sélection, qui classe, selon un système de points, les investissements susceptibles de bénéficier d'une aide;

- dans le cadre de la réforme de l'éducation en 2008, le LTAE a intégré dans son programme d'éducation de nouveaux modules concernant la conversion vers l'agriculture/horticulture biologique.

ad 3. En ce qui concerne l'utilisation de services de conseil, les nouvelles dispositions réglementaires en matière de financement national imposent un montant d'aide maximal de 1.500 € par action de conseil. Les programmes de vulgarisation ne peuvent donc plus bénéficier d'un taux fixe comme ce fut le cas sous l'empire du règlement grand-ducal du 4 décembre 2008, mais la prise en charge des frais doit dorénavant se baser sur des prestations de conseil. Durant les deux dernières années, le Ministère de l'Agriculture a élaboré des modules de conseil en étroite collaboration avec les acteurs concernés.

La description, les objectifs et le contenu minimal des modules de conseil, le taux et le montant maximal de l'aide, les documents à remettre au bénéficiaire du conseil, la qualification minimale du conseiller et le temps de travail usuel ont ainsi été définis pour chaque module de conseil.

Six modules de conseil sont consacrés à l'agriculture biologique:

Agriculture biologique - conversion

Description: Évaluation de la faisabilité de la conversion à l'agriculture biologique

Agriculture biologique - suivi conversion

Description: Suivi de l'exploitation agricole pendant la période de conversion à l'agriculture biologique

Agriculture biologique

Description: Appui technico-économique et réglementaire aux agriculteurs engagés en agriculture biologique

Viticulture biologique - conversion

Description: Évaluation de la faisabilité de la conversion à la viticulture biologique

Viticulture biologique - suivi conversion

Description: Suivi de l'exploitation viticole pendant la période de conversion à la viticulture biologique

Viticulture biologique

Description: Appui technico-économique et réglementaire aux viticulteurs engagés en viticulture biologique

Un conseil spécifique est par ailleurs prévu pour tous les exploitants désirant faire leurs premières expériences avec l'agriculture biologique.

L'Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg asbl) a été sélectionné pour gérer le système de conseil ayant trait à l'agriculture biologique pour l'année 2016. L'aide est calculée en fonction du nombre de prestations de service réalisées auprès des agriculteurs/viticulteurs. Le taux de soutien est de 80% ou de 100%. La prise en charge par l'État se fera sur base d'un relevé des prestations de service à remettre au Ministre.

#### Question 2227 (15.07.2016) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant les archives du patrimoine culturel:

Il me revient que la «Société luxembourgeoise de musique contemporaine», reconnue comme «association d'utilité publique» en 1999, a été convoquée pour comparer en justice en raison d'une «occupation sans droit ni titre» des bureaux sis à Luxembourg, route d'Arlon, appartenant à l'État.

Il est vrai que l'association n'a plus été à même de régler ses frais locatifs suite à la résiliation de

la convention culturelle par l'ancienne Ministre de la Culture, Madame Maggy Nagel, en février 2015.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la société en question a été convoquée en justice?

2. Monsieur le Ministre peut-il me dire si d'autres associations du secteur culturel se trouvent dans une situation similaire, ou s'il s'agit d'un cas isolé?

3. Monsieur le Ministre peut-il me certifier qu'une solution pourra être trouvée pour sauvegarder l'ensemble des archives de l'association en question, voire d'autres associations le cas échéant, qui constituent une partie du patrimoine culturel national?

**Réponse** (09.08.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

Avant de répondre une par une aux questions détaillées posées par l'honorable Députée, il convient de contredire l'affirmation suivant laquelle l'association «Lëtzebuurger Gesellschaft fir nei Musek» asbl «n'a plus été à même de régler ses frais locatifs suite à la résiliation de la convention culturelle (...) en février 2015». En réalité, la «Lëtzebuurger Gesellschaft fir nei Musek» asbl fut logée gratuitement dans le cadre de ses relations privilégiées avec le Ministère de la Culture.

Revenant au questionnaire de l'honorable Députée, il est proposé d'y répondre dans l'ordre prédefini par la question parlementaire:

ad 1. En ce qui concerne la citation de la «Lëtzebuurger Gesellschaft fir nei Musek» asbl devant la justice de paix en matière «d'occupation sans droit ni titre» que je confirme, il y a lieu de faire la remarque que l'association en question a refusé de quitter les lieux en dépit d'une résiliation formelle du bail gratuit et qu'en l'occurrence du refus de l'association, la procédure entamée est le seul moyen de droit permettant à l'État de récupérer la jouissance des lieux.

ad 2. Les raisons qui ont amené la rupture des liens privilégiés entre le Ministère de la Culture et la «Lëtzebuurger Gesellschaft fir nei Musek» asbl ont été longuement exposées à la Chambre des Députés. Il n'existe pas de cas similaire.

ad 3. L'État dispose, par l'intermédiaire et grâce aux compétences de ses instituts culturels, des moyens pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel national. Dans la mesure où ce patrimoine se trouve entre les mains de personnes privées, l'État et ses instituts culturels doivent pouvoir compter sur la bonne coopération des propriétaires de ce patrimoine. Dans le cas de la «Lëtzebuurger Gesellschaft fir nei Musek» asbl, le Ministère de la Culture n'a pas connaissance d'une volonté confirmée de l'association en question de faire don de ses archives à l'État.

**Question 2228** (15.07.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **départs massifs de citoyens britanniques et continentaux dans le sillage du «Brexit»:**

En effet, selon un récent sondage de la société de recrutement norvégienne «Stepstone», repris le 13 juillet par le quotidien allemand «Die Welt» («Britten droht der schnelle Exodus ihrer Job-Elite»), quelque 600.000 employés et travailleurs qualifiés britanniques envisageraient de quitter le Royaume-Uni pour l'Allemagne (44%), la France (30%), l'Espagne (29%), les Pays-Bas (26%) et l'Irlande (24%). Dans ce contexte, il faut savoir qu'une partie importante des 2,1 millions d'employés et de travailleurs qualifiés de l'Europe continentale résident actuellement en Grande-Bretagne pourrait également quitter le Royaume dans un avenir proche. Pour la grande majorité, le facteur décisif semble être l'avenir incertain de la liberté de circulation. S'y ajoutent les 1,5 millions de citoyens britanniques qui travaillent actuellement sur le continent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, notamment dans sa qualité de responsable politique de la Direction de l'immigration:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer la stratégie politique, si stratégie il y a, du Gouvernement vis-à-vis des mouvements précités de personnel qualifié dans le cadre du «Brexit»?

2. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il préciser les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour remédier aux incertitudes personnelles des expatriés britanniques au Luxembourg, comme le demande entre autres le LCGB dans son communiqué de presse du 12 juillet?

3. Dans ce contexte encore, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le Luxembourg devrait suivre l'exemple allemand en appliquant une politique d'immigration plus choisie et plus proactive afin d'inciter plus d'employés et de travailleurs qualifiés quittant le Royaume-Uni à s'installer au Luxembourg et à satisfaire ainsi aux besoins en personnel qualifié du marché de l'emploi au Luxembourg?

**Réponse** (10.08.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. Le Gouvernement ne s'est pas doté de stratégie politique spécifique visant à attirer au Grand-Duché des travailleurs qualifiés du Royaume-Uni dans le cadre du retrait de ce pays de l'Union européenne. Le Gouvernement a néanmoins mis en place le mois dernier une «task force» interministérielle pour examiner toutes les implications du «Brexit» pour le Luxembourg, y compris les aspects concernant les citoyens britanniques évoqués par l'honorable Député. De manière générale, le Gouvernement continuera à améliorer les procédures internes afin de faire bénéficier l'économie luxembourgeoise de l'apport que peut générer une immigration de salariés hautement qualifiés.

ad 2. Le résultat négatif du référendum consultatif sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne n'aura pas de conséquences immédiates pour les ressortissants britanniques installés au Luxembourg. S'agissant plus particulièrement des revendications du syndicat LCGB relatives à une facilitation et une accélération des procédures de naturalisation, il est renvoyé au projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise, adopté par le Conseil de Gouvernement le 11 mars 2016 dernier. Sous l'empire de la future loi sur la nationalité luxembourgeoise, les ressortissants britanniques bénéficieront des mêmes facilités que les autres candidats à la naturalisation. À titre d'exemple, ceux-ci bénéficieront d'une réduction de la durée obligatoire de résidence au Grand-Duché, qui sera de cinq années en matière de naturalisation. Le temps de service passé au Grand-Duché par les agents britanniques des institutions de l'Union européenne continue d'être pris en considération comme durée de résidence au pays dans le cadre des procédures d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

ad 3. Le Gouvernement n'a pas l'intention de définir une politique spécifique visant à attirer de manière ciblée des employés et travailleurs qualifiés du Royaume-Uni pour s'installer au Luxembourg.

**Question 2229** (15.07.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **plan d'action et de coopération pour le développement de l'énergie éolienne en mer du Nord**:

Pendant sa Présidence du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2015, le Grand-Duché a promu les avantages d'une coopération régionale en tant que pilier essentiel pour le développement d'une Union de l'énergie. Un des défis majeurs de la coopération en est de permettre une flexibilité accrue sur un plus grand marché élargi et aplanir l'éventuelle imprévisibilité des sources d'énergie renouvelables. Il est de mise que la fourniture sûre et continue de l'électricité reste au cœur de la coopération régionale.

Selon un article de presse paru dans le «Paperjam» (juillet/août 2016), le Luxembourg a signé le 6 juin 2016 avec huit de ses partenaires européens (l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède) et la Commission européenne une déclaration qui établit une feuille de route concrète pour la coopération qui devra déboucher sur un réseau intégré de parcs éoliens en mer du Nord. Selon la déclaration, l'accent doit ainsi être placé sur le développement à grande échelle de l'énergie éolienne en mer, ce qui contribuera à garantir un approvisionnement en énergie fiable, abordable et durable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il apporter des précisions quant à l'étendue de cette déclaration ainsi qu'aux engagements concrets pris par le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre estime-t-il investir davantage dans des parcs éoliens en mer du Nord suite à la signature de cette déclaration?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir une estimation du montant que le Gouvernement aimerait investir entre 2016 et 2019 dans le développement de parcs éoliens en mer du Nord?

**Réponse** (10.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Les Ministres de l'Énergie des États de la mer du Nord ont signé en 2010 un memorandum d'accord qui définit les objectifs et les mesures à adopter dans le contexte du développement des infrastructures électriques permettant la création de parcs éoliens en mer du Nord et leur intégration dans le réseau électrique interconnecté européen. La déclaration politique signée le 6 juin dernier, dont question, définit un programme de travail pour les années 2016 à 2019 et a comme objectif de donner un nouvel élan à la coopération régionale pour la réalisation d'un réseau électrique interconnecté favorable aux développements de l'énergie éolienne «offshore» en mer du Nord.

Par leur signature, les États impliqués ne sont pas directement engagés dans des projets de construction ou d'exploitation de centrales d'énergies renouvelables. La déclaration politique établit cependant une feuille de route pour une coopération qui devra déboucher sur un réseau intégré de parcs éoliens en mer du Nord et vise notamment les aspects de la planification territoriale, les régulations et standards en place ainsi que les modalités de financement des réseaux «offshore».

Pour ce qui est des investissements dans des parcs éoliens en mer du Nord, la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit que les États membres réalisent leur objectif national soit par le développement d'énergies renouvelables sur leur territoire national, soit par le biais de mesures de coopération entre différents États membres respectivement avec des pays tiers. Les mesures principales de coopération prévues par la directive 2009/28/CE sont le transfert statistique entre États membres, la réalisation de projets communs entre États membres ainsi que la réalisation de projets communs avec des pays tiers. (cf. la réponse à la question parlementaire n°0408 du 22 janvier 2010) (cf. *compte rendu n°10/session ordinaire 2009-2010*)

En ce qui concerne la réalisation de l'objectif national de 11% à l'horizon 2020, le Luxembourg doit recourir aux mécanismes de coopération prévus par la récente directive relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables pour obtenir des transferts de quantités d'énergies renouvelables qui sont produites hors du territoire national. L'implication du Luxembourg dans le processus du développement des réseaux «onshore» et «offshore» dans le cadre du développement du potentiel éolien «offshore» est donc importante pour avancer dans ces discussions stratégiques. Reste cependant à préciser que ce sont en principe les entreprises privées qui réaliseront les investissements dans les parcs éoliens et commercialiseront l'énergie produite sur le marché de l'électricité et d'après les règles des mécanismes de soutien en vigueur au niveau des différents États membres de l'Union européenne.

Ceci implique que, même si une entreprise luxembourgeoise exploitait un parc éolien en mer du Nord, la capacité de cette plate-forme ne va pas automatiquement pouvoir contribuer à l'objectif national en ce qui concerne la part d'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables pour l'année 2020. (cf. la réponse à la question parlementaire n°0633 du 7 mai 2010) (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2009-2010*)

Dans le contexte des mesures de coopération, le Ministère de l'Économie identifie les États membres disposant d'une production excédentaire respectivement d'un potentiel de développement d'énergie produite à partir de sources renouvelables sur leur territoire national qui pourrait être transféré à d'autres États membres avec le but de pouvoir mener des discussions concrètes sur les possibilités de coopération avec ces pays.

Dans cet ordre d'idées, je peux confirmer que l'État luxembourgeois n'a jusqu'à présent pas investi dans des projets en mer du Nord et qu'il n'existe pas de projets concrets pour ce faire dans un futur proche. En conséquence, la question d'éventuels soutiens publics pour des projets futurs sera analysée le moment venu.

**Question 2231** (18.07.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **campagne publicitaire de «La Sécurité Routière»:**

De nombreux parents se soucient en raison de la campagne publicitaire actuelle de «La Sécurité Routière» qui montre une dame au visage ravagé. Selon leurs appréciations, cette image très réaliste et violente est susceptible de choquer et d'effrayer les jeunes enfants. Dans la mesure où il s'agit d'une campagne qui est affichée dans l'espace public, il sera difficile pour les parents de préserver leurs enfants. Il est compréhensible que «La Sécurité Routière» essaie d'utiliser pour leurs campagnes publicitaires des images et des messages qui frappent les esprits, afin d'avoir un impact sur le comportement des chauffeurs. Cependant, les concepteurs de telles campagnes devraient aussi réfléchir à l'impact qu'une telle image peut avoir sur les enfants. En outre, les victimes de la route ainsi que leurs membres de famille risquent d'être touchés par ce type de campagne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre considère-t-il les images utilisées dans la campagne comme appropriées?

- Monsieur le Ministre peut-il comprendre les soucis des parents et des autres personnes susceptibles de ressentir la présente campagne comme inappropriée?

- À quel montant s'élèvent les coûts de cette campagne publicitaire?

- Quelles sont les conditions de l'appel d'offres, les procédures et les constitutions de jury pour la sélection d'une telle campagne?

- Est-il envisagé de retirer les affiches?

**Réponse** (22.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

De manière générale, il y a lieu de noter que les campagnes de sensibilisation sont un pilier important dans le combat de l'insécurité routière qui constitue une des priorités du Gouvernement actuel.

Au cours d'une année, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) élabore plusieurs campagnes avec différents sujets ayant comme objectif soit d'informer les usagers de la route sur les nouveaux changements intervenus au niveau du Code de la Route, soit de les sensibiliser aux comportements dangereux tels que la conduite sous l'influence d'alcool ou encore la vitesse excessive - les deux facteurs principaux d'accidents graves avec des morts et des blessés sur nos routes. D'autres sujets peuvent être des règles générales de bonne conduite ou de respect mutuel. D'une manière générale, la Police grand-ducale ainsi que les autres principaux acteurs œuvrant en matière de sécurité routière sont associés à ces campagnes.

Mises à part les campagnes de sensibilisation du MDDI, un certain nombre de campagnes par année sont diligentées par «La Sécurité Routière asbl». Bien que le MDDI en soit informé en avance, le sujet ainsi que la conception de ces campagnes restent de la compétence de ladite association de prévention routière.

Il est évident que la manière de véhiculer le message à la base d'une campagne de sensibilisation peut varier en fonction de différents facteurs, notamment du groupe cible et de l'objectif à atteindre, ce message pouvant avoir un caractère informatif, moralisateur ou choquant. Toutefois, n'importe le choix retenu, le fait à lui seul qu'une campagne de sensibilisation soit discutée a le mérite que le sujet est thématiquement et que l'objectif de prévention semble être atteint.

La campagne faisant l'objet de la présente question parlementaire est une campagne de «La Sécurité Routière asbl» de sorte qu'il ne m'appartient pas de la commenter.

**Question 2234** (18.07.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **paquet d'avenir**:

In der Samstagsausgabe vom „Luxemburger Wort“ hat der Vizepremierminister und Wirtschaftsminister folgende Aussage gemacht: „Das «Zukunftspak» war ein Fehler.“

Wissend, dass der Premierminister und der Finanzminister in den letzten Wochen und Mo-

naten immer wieder betont haben, das „Zukunftspak“ sei unumgänglich im Hinblick auf die Gesundung der Staatsfinanzen und müsse integral umgesetzt werden, möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

1. Hält die Regierung weiterhin am „Zukunftspak“ fest?
2. Wenn ja, werden einzelne Maßnahmen fallen gelassen?
3. Wenn nicht, wie kommt es zu diesem plötzlichen Umdenken?

**Réponse commune** (05.08.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

ad 1. Die Regierung sieht den „Zukunftspak“ als wesentlichen Bestandteil der Politik der Regierung, die darin besteht, einen konsolidierten Haushalt zu präsentieren und das Staatsdefizit zu reduzieren. Die im Koalitionsvertrag festgehaltenen Ziele werden derzeit erreicht und sogar übertroffen. So liegt die Staatsverschuldung zurzeit bei etwa 19,6% des BIP. Sie liegt demnach sowohl unter dem Wert, den die Regierung bei Amtsantritt vorgefunden hat, als auch unter der 30%-Marke, zu der die Regierung sich im Regierungsprogramm verpflichtet hat.

Die Bewertungen der Europäischen Kommission, des Internationalen Währungsfonds und aller großen internationalen Ratingagenturen bestärken die Regierung in der Analyse, dass die Maßnahmen, wie sie unter anderem im „Zukunftspak“ beschrieben und festgehalten sind, notwendig zum Erreichen der oben genannten Ziele waren. Die Regierung steht zu dieser Neuausrichtung der Haushaltspolitik. So wurde unter anderem erreicht, dass die Ausgaben langsamer wachsen als die Einnahmen sowie dass eine Steuerreform ausgearbeitet werden konnte, die zu einer gerechteren Verteilung der Lasten und einer generellen Entlastung der Bürger führt.

ad 2. + 3. Der größte Teil der Maßnahmen ist bereits umgesetzt, die restlichen sind in Ausarbeitung.

**Question 2235** (18.07.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**accessibilité au tourisme**:

Afin de favoriser l'accessibilité pour tous à l'information, de plus en plus de destinations touristiques proposent sur leur site Internet de promotion des services spécifiques comme des fichiers audio pour aveugles, des agrandissements de la taille des textes pour malvoyants ou des vidéos avec langue des signes pour les personnes sourdes. Le site [www.barrierefreibrandenburg.de](http://www.barrierefreibrandenburg.de) est un exemple modèle illustrant comment promouvoir les sites touristiques adaptés aux personnes à besoins spécifiques tout en proposant un accès aux informations y relatives adapté.

Le guide «Tourisme pour tous au Luxembourg», édité par le Ministère de l'Économie et destiné aux professionnels du secteur touristique, regroupe d'ailleurs toutes les mesures pouvant être entreprises pour faciliter l'accès aux personnes ayant des besoins spécifiques.

Dans ce contexte, je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre compte-t-il promouvoir davantage via le site Internet [www.visitluxembourg.com](http://www.visitluxembourg.com) les attractions touristiques ainsi que les autres infrastructures destinées aux touristes (hôtels, restaurants, etc.) qui sont adaptées aux personnes ayant des besoins spécifiques?

- Dans le même état d'esprit, Monsieur le Ministre envisage-t-il de favoriser l'accès pour tous à l'information, notamment sur le site Internet [www.visitluxembourg.com](http://www.visitluxembourg.com)? Ces améliorations d'accessibilité pour tous à l'information électronique incluraient-elles également les sites des Offices Régionaux du Tourisme?

- Plus généralement, quel est l'état des lieux des sites touristiques concernant leur accessibilité aux personnes ayant des besoins spécifiques? Est-ce que des efforts supplémentaires sont prévus?

- Est-ce que l'État met à disposition des professionnels du tourisme des moyens financiers afin de les inciter, dans le cadre de leurs actions individuelles de promotion, à investir dans une information spécifique concernant leurs infrastructures adaptées pour tous? Quels moyens sont mis à leur disposition pour garantir l'accès à l'information sur place (panneaux en écriture braille, bandes sonores, etc.)?

**Réponse** (12.08.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Cloesener, a lancé en 2014 le projet «Tourisme pour Tous» qui vise à sensibiliser les acteurs touristiques au «Design for All/Conception Universelle» et à promouvoir l'idée que le «Design for All» ne concerne pas uniquement une catégorie isolée de touristes, mais vise à améliorer le confort, la qualité et le service «pour tous». Ainsi, ce projet tend à conseiller les acteurs et à les soutenir dans leurs efforts vers le «Tourisme pour Tous».

Les efforts d'amélioration de l'offre sur le terrain sont permanents. Ainsi, les travaux réalisés dans le cadre du projet «Tourisme pour Tous» depuis 2014 portaient sur:

- un inventaire des sites disposant du label «EureWelcome»;

- l'organisation de divers workshops sur la stratégie «Design for All» avec les ORT, LFT, Luxembourg City Tourist Office (ci-après «LCTO»), organisations professionnelles et Chambre de Commerce;

- la sensibilisation des acteurs touristiques et des prestataires de services par plusieurs forums d'information aux niveaux national et régional;

- le développement de produits touristiques «pour tous»;

- l'édition du guide bilingue «Tourisme pour Tous» à l'attention des professionnels du tourisme;

- la création d'un groupe de travail «Tourisme pour Tous» comprenant des représentants de tous les acteurs touristiques (LFT, ORT, LCTO, organisations professionnelles) ayant pour objectif de promouvoir le «Design for All» de façon concertée;

- le coaching des collaborateurs des organismes d'information touristique afin d'être en mesure de conseiller les acteurs touristiques dans leurs démarches «Design for All»;

- le coaching individuel des prestataires touristiques, suivi de conseils personnalisés et d'aide à l'élaboration d'une stratégie conséquente afin de faciliter leur mise en conformité avec l'accessibilité.

Le Ministère continuera à promouvoir l'idée d'un «Tourisme pour Tous» comme garant de qualité et de confort et s'intégrant parfaitement dans la promotion de l'image de marque de notre pays.

Le label «EureWelcome» permet de distinguer les infrastructures, les services et les événements qui d'ores et déjà tiennent compte, selon le concept du «Design for All», des attentes des visiteurs et hôtes les plus divers. Ce label symbolise l'existence d'informations fiables sur le degré d'accessibilité et la volonté des prestataires touristiques, ainsi que celle de leurs collaborateurs, d'accueillir tous les clients et visiteurs de façon bienveillante et serviable.

Les établissements, sites et événements classés «EureWelcome» sont contrôlés et leurs fiches techniques peuvent être consultées sur le site [www.eurewelcome.lu](http://www.eurewelcome.lu). Actuellement, 108 infrastructures, services et événements dont des hôtels, campings, musées, gares, supermarchés, etc. affichent le label «EureWelcome», auxquels s'ajouteront le 21 septembre 2016, lors de la prochaine remise du label, 19 établissements ainsi qu'un sentier auto-pédestre.

Les projets d'investissements dans le cadre d'établissements d'hébergement visant la mise en œuvre de programmes de certification de la qualité de service, reconnus ou décernés par le Ministère de l'Économie et sanctionnés par l'attribution d'un label, tel que le label «EureWelcome», peuvent bénéficier d'une subvention de 20% du coût des investissements éligibles.

Les taux de subvention dans le 9<sup>e</sup> plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique peuvent être augmentés de cinq points pour les investissements spécialement effectués dans l'intérêt des personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, une aide d'information et d'accompagnement dans les projets adaptés pour tous est proposée dans le cadre du projet «Tourisme pour Tous».

Le site [www.visitluxembourg.com](http://www.visitluxembourg.com) recense tous les établissements répondant aux critères du label «EureWelcome». Le visiteur y trouve également le lien vers [www.eurewelcome.lu](http://www.eurewelcome.lu). Cette page spécifique décrit le label «EureWelcome» et fournit des contacts pour des renseignements plus spécifiques ainsi que le lien vers les établissements et attractions qui sont certifiés avec ce label. Ce site est en train d'être refait, entre autres pour le rendre conforme aux régies W3C pour l'accessibilité et aux normes européennes WAI (Web Accessibility Initiative). Les développements du site [www.visitluxembourg.com](http://www.visitluxembourg.com) afin de répondre aux régies W3C pour l'accessibilité et aux normes européennes WAI (Web Accessibility Initiative) sont subventionnés à hauteur de 70%.

Les sites Internet des Offices Régionaux du Tourisme (ci-après les «ORT») sont connectés à la banque de données de [www.visitluxembourg.com](http://www.visitluxembourg.com) et signalent également l'accessibilité des attractions et établissements pour tous dans leurs régions respectives.

De même, les brochures d'attractions touristiques, guides d'hébergements et la brochure descriptive jointe à la «Luxembourg Card», éditées par «Luxembourg for tourism» (ci-après «LFT») consacrent des pages spécifiques respectivement signalant auprès de chaque établissement son accessibilité pour tous.

La publication de ces informations se fait en étroite collaboration avec Info-Handicap.

**Question 2236** (19.07.2016) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **rôle des artistes et acteurs féminins dans le domaine de la culture**:

Lors des assises culturelles qui se sont tenues les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2016 à Luxembourg, et auxquelles les acteurs dans leur ensemble étaient invités à débattre sur un Plan national de développement culturel pour le Luxembourg, le rôle des artistes et acteurs féminins dans le domaine de la culture n'a été thématiqué ni dans les rapports des groupes de travail, ni lors des discussions menées en groupe.

Malgré l'absence de statistiques culturelles ventilées par sexe, il est indéniable que les femmes sont sous-représentées dans l'action culturelle au Luxembourg. Dans le domaine de la musique classique, les données suivantes ont notamment pu être révélées:

- Parmi les concerts prévus pour l'année 2017 à la Philharmonie de Luxembourg, seulement 0,56% de compositrices et 1,89% de cheffes d'orchestre seront à l'honneur.

- Sur les 77 CDs de l'OPL (Orchestre Philharmonique du Luxembourg), seulement deux sont dédiés à l'œuvre d'une compositrice (Lou Koster et Lili Boulanger), soit 1,54% de la production musicale enregistrée.

Considérant que le Gouvernement actuel a déclaré dans son programme gouvernemental vouloir agir selon le principe de l'égalité des chances et considérant les mesures proposées par le Ministère de la Culture pour la mise en œuvre du Plan national pour l'égalité des chances, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Le Ministre de la Culture a-t-il prévu d'établir des statistiques ventilées par sexe dans le domaine culturel? Le cas échéant, quels seront les moyens et instruments mis en place à cette fin? Existe-t-il un projet d'observation et de correction des mesures selon l'évolution des statistiques?

2. Quels sont les moyens que le Ministère de la Culture entend mettre en œuvre pour l'élaboration du Plan national de développement culturel afin de garantir une représentation équitable et de promouvoir la création culturelle féminine?

3. Existe-t-il une représentation paritaire des genres dans les organes de direction des établissements publics et du secteur conventionné sous la tutelle du Ministère de la Culture? Dans la négative, est-elle en voie de réalisation?

4. Le Ministère de la Culture soutient-il des organisations œuvrant pour la promotion de la création culturelle des femmes? Dans l'affirmative, de quelles organisations s'agit-il et quelles sont les différentes ressources qu'il met à la disposition des créatrices culturelles?

**Réponse** (22.08.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

La question parlementaire se compose de quatre sous-questions auxquelles il est proposé de répondre dans l'ordre prédéfini par les auteurs de la question parlementaire.

ad 1. Il y a un an et demi, le Ministère de la Culture a transféré son département des statistiques vers le Statec qui s'occupe d'ores et déjà des statistiques culturelles au Luxembourg. Un groupe de travail composé de représentants du Statec et du Ministère de la Culture se réunit régulièrement afin de déterminer ensemble les thèmes et sujets à analyser dans le domaine culturel. Ainsi, une première analyse sur «L'emploi culturel au Luxembourg» a pu être présentée lors des assises culturelles organisées par le Ministère de la Culture les 1<sup>er</sup> et 2 juillet. Si l'analyse a essayé de déterminer entre autres la part de l'emploi culturel dans la population totale en emploi, le niveau d'études de l'emploi culturel et la part des salariés dans l'emploi culturel au Luxembourg, elle a aussi entrepris à faire une différenciation entre les sexes pour les sujets analysés. Le Statec a ainsi pu conclure pour l'année 2014 que:

- la part de l'emploi culturel dans l'emploi total est plus importante chez les femmes (6,3%) que chez les hommes (5,3%);

- la part des femmes dans l'emploi culturel (46,9%) est plus élevée que dans la population totale en emploi (44,6%);

- la part des femmes dans les «professions culturelles» représente 50,2% par rapport aux hommes, alors que la part des hommes dans les «activités culturelles» représente quelque 58%.

La présente analyse peut être consultée sur le site du Statec sous: <http://www.statistiques.public.lu/fr/actualites/population/travail/2016/07/20160701/index.html>.

Dans le même ordre d'idées, le Ministre de la Culture a présenté le 21 juin une étude que l'ILReS avait réalisée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 au sujet du «Stellewäert vun der Kultur am Alldag» auprès du public au Luxembourg. Le Ministère de la Culture a veillé à obtenir à chaque fois des statistiques ventilées par sexe.

ad 2. Afin d'encourager l'implication active des acteurs culturels dans la définition du contenu des assises culturelles et par là même du Plan national de développement culturel, le Ministère de la Culture a invité les acteurs culturels à des groupes de réflexion qui se sont tenus entre février et avril de cette année aux Annexes du Château de Bourglinster. 41% de femmes et 59% d'hommes ont répondu à cette invitation. Les discussions ont été très fructueuses et de nombreuses pistes ont été dégagées par les participants pour être thématisées de manière transversale lors des assises. Le Ministère de la Culture a documenté les attentes et les défis du secteur formulés par les acteurs culturels présents. La promotion culturelle a bien été relevée comme défi prioritaire par le secteur, toutefois le sujet a été traité de façon neutre du point de vue du «genre».

Lors des assises culturelles, en présence de tous les acteurs culturels, la promotion culturelle spécifiquement féminine a été soulevée comme étant essentielle et comme méritant considération dans l'établissement du Plan national de développement culturel.

Conformément à sa démarche participative, le Ministère de la Culture prendra bien évidemment en compte toute attente et revendication majeure du secteur dans la préparation du Plan national de développement culturel.

ad 3. La représentation paritaire des genres dans les organes de direction des établissements publics est actuellement en cours de réalisation. Le Ministère de la Culture a établi un tableau de bord interne pour surveiller la période des mandats, les vacances de postes et d'échéances de mandats ainsi que la parité des genres au sein des conseils d'administration intégrés par des représentants du Ministère de la Culture.

En ce qui concerne le milieu associatif conventionné, le Ministère ne peut intervenir dans la composition des conseils d'administration indépendants, mais il s'efforce à promouvoir la représentation paritaire de femmes et d'hommes par l'intermédiaire de son représentant.

ad 4. Chaque projet artistique de qualité en provenance d'artistes femmes ou d'organisations œuvrant pour la promotion de la création culturelle des femmes peut bénéficier au même titre que les projets artistiques en provenance d'artistes masculins d'une subvention du Ministère de la Culture sur présentation d'un dossier, qui sera soumis pour avis à la commission des subsides. Les ressources mises à disposition sont déterminées en fonction du projet soumis. Tous les projets soumis sont abordés selon une approche intégrée et en fonction de la qualité des projets.

Parmi les projets subventionnés, le Ministère de la Culture a soutenu nombreux projets de créatrices tant luxembourgeoises qu'étrangères. À titre d'exemple, 48,5% de créatrices ont reçu une bourse d'aide à la création ou un subside aux particuliers en 2015, contre 51,5% de créateurs. Le pourcentage des bourses et subsides aux particuliers accordés aux femmes en 2015 s'élève à 51,3%.

Les institutions culturelles financées ou subventionnées par le Ministère de la Culture sont encouragées à promouvoir la diversité artistique et culturelle ainsi que l'accès à la culture pour tous.

Le Ministère de la Culture s'efforce donc à intégrer dans sa gestion politique des initiatives en faveur de l'égalité des hommes et des femmes,

conformément aux mesures proposées dans le Plan d'action national pour l'égalité entre hommes et femmes.

**Question 2237** (19.07.2016) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'utilisation des armes à feu par les agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»:

Dans le cadre du plan «Vigilnat», les mesures de vigilance, de prévention et de protection ont été renforcées dans les gares. Ces missions sont entre autres assurées par des agents de l'Administration des douanes et accises. Or, des incidents sont survenus avec des armes à feu, deux coups ayant été tirés involontairement. Il me revient dans ce contexte que les agents de l'Administration des douanes et accises auraient demandé la mise en place d'une «Entladungskiste» sur les sites d'intervention destinée à la vérification du fonctionnement des armes et ce dans un souci de sécurité des usagers et agents en service.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas pris en compte la demande des agents de l'Administration des douanes et accises?

- Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation susmentionnée et installer des «Entladungskisten» sur les sites d'intervention des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan «Vigilnat»?

**Réponse** (05.08.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Député rappelle que dans le cadre du plan «Vigilnat», les mesures de vigilance, de prévention et de protection ont été renforcées dans les gares.

Ces missions sont entre autres assurées par des agents de l'Administration des douanes et accises.

Dans ce contexte, Monsieur Kaes demande ce qu'il en est de la mise en place sur les sites d'intervention d'une «Entladungskiste» destinée à la vérification du fonctionnement des armes et ce dans un souci de sécurité des usagers et agents en service.

À cet égard, il y a lieu de relever que les démarches concernant l'acquisition du matériel en question ont été prises dès juin 2016. Le matériel qui a été livré fin juillet est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> août 2016.

**Question 2238** (19.07.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'agrandissement du futur Lycée E. Steichen à Clervaux:

Je viens d'apprendre que l'Administration des bâtiments publics est en train de se pencher sur un programme de construction concernant l'agrandissement du futur Lycée E. Steichen à Clervaux. À cet effet, les plans des bâtiments qui sont actuellement en construction auraient dû être légèrement adaptés. Selon mes informations, l'agrandissement projeté pourrait être finalisé en l'an 2025.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur un projet d'extension sommaire du Lycée E. Steichen? Quelle serait la fonction spécifique des bâtiments à finaliser en 2025 (ateliers, salles de classes,...)? Sur quel effectif d'élèves et d'enseignants l'extension en question est-elle tablée?

- Quelles sont les adaptations mineures qui ont été apportées aux bâtiments en chantier afin de les ajuster par rapport aux bâtiments à réaliser après l'an 2020?

- Depuis quand les terrains permettant l'extension sont-ils la propriété de l'État? La commune de Clervaux a-t-elle dû procéder à des reclassements dans le cadre du PAC afin de rendre possible la construction de ces bâtiments?

**Réponse** (23.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

D'une façon générale, l'extension, dont aucun calendrier de réalisation n'a été établi jusqu'à

présent, vise à offrir des localités pour accueillir la division supérieure de l'enseignement secondaire ainsi que le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique. Le programme de construction relatif à cette extension, transmis par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, fait actuellement l'objet d'une analyse par mes services afin d'être en mesure de pouvoir donner un avis détaillé basé sur une étude préliminaire y relative.

En ce qui concerne le programme de construction susmentionné, il compte 19 salles de classe, deux salles de sciences, 13 salles informatiques, dix ateliers, des locaux supplémentaires pour le corps enseignant, une salle de fitness et une cafétéria, d'une part, et il se base sur un effectif de 400 élèves, 54 enseignants et 16 personnes occupées dans les domaines administratif, technique et éducatif, d'autre part.

Une adaptation essentielle a été apportée à la capacité de la chaufferie et des adaptations mineures au niveau des équipements techniques de la cuisine de production seront prévues.

Les terrains permettant une éventuelle extension sont devenus la propriété de l'État en janvier 2013 et la commune de Clervaux a procédé au reclassement des terrains en «zone des bâtiments publics» en mai 2008, ensemble avec le reclassement du terrain pour le bâtiment du Lycée proprement dit.

**Question 2239** (19.07.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **traite des êtres humains**:

Un rapport sur la traite des êtres humains, publié en juin 2016 par le Ministère des Affaires étrangères américain et dont le «Luxemburger Wort» s'est fait l'écho dans son édition du 18 juillet 2016, rétrograde le Luxembourg pour la première fois de la catégorie 1 des pays complètement en phase avec les standards minimum des États-Unis en matière de traite des êtres humains dans la catégorie 2. Le Luxembourg serait ainsi le seul pays de l'Europe de l'Ouest à ne pas être «fully compliant».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il ce classement désastreux?

- Le Gouvernement entend-il durcir la législation applicable en matière de traite des êtres humains, voire d'en élargir le champ d'application?

- Monsieur le Ministre entend-il renforcer le parquet pour permettre à ce dernier de poursuivre plus systématiquement les cas de traite des êtres humains?

- Monsieur le Ministre entend-il donner plus de moyens à la Commission consultative des droits de l'Homme?

- Le programme gouvernemental prévoit-il de nombreuses reprises le renforcement des aides aux victimes. Qu'en est-il dès lors des mesures envisagées pour améliorer la protection des victimes de la traite des êtres humains?

**Réponse** (21.07.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La traite des êtres humains est considérée comme l'une des atteintes les plus insupportables aux droits de l'Homme.

Le Luxembourg n'est pas à l'abri de ce phénomène et de ce fait, les autorités luxembourgeoises se sont dotées assez tôt de tout un arsenal afin de prévenir et combattre ce fléau moderne.

Il s'agit d'une approche multidisciplinaire telle que recommandée par les organisations internationales et régionales (UNO, EU, OSCE, Conseil de l'Europe, Benelux).

Des efforts considérables ont été entrepris les dernières années afin de mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec les instruments européens (Ratification Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains du 16 mai 2005 et transposition de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes).

La politique de lutte contre la traite des êtres humains passe par une approche horizontale et notamment par la mise en place d'un «comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains» institué par la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains. Ce comité interministériel est chargé de la coordination

des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite et se réunit trois à quatre fois par ans et en cas de nécessité spécifique.

Des sous-groupes ont également été créés afin de résoudre des questions spécifiques.

Le comité interministériel est composé de représentants du Ministère de l'Égalité des chances, du ministère ayant l'Enfance et la Jeunesse dans ses attributions, du Ministère de la Justice qui le préside, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Sécurité intérieure, du Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'immigration, du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère des Classes moyennes, de l'Inspection du travail et des mines, de l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration), de chaque parquet, de la Police grand-ducale et de deux représentants des services d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains agréés.

Des représentants de la Commission consultative des droits de l'Homme, dans leur mission de rapporteur national, peuvent participer aux réunions du comité.

Le comité est en train de finaliser un plan d'action national de lutte contre la traite qui sera soumis au Conseil de Gouvernement au deuxième semestre 2016.

Pour le surplus, le comité finalisera sous peu une feuille de route, constituant le mécanisme luxembourgeois d'identification et d'orientation des victimes qui devra servir à toutes les autorités concernées de vade-mecum sur l'identification, l'orientation, l'assistance et la prise en charge de la victime de la traite.

L'élaboration de ces deux documents a demandé une collaboration étroite de tous les membres du comité susvisé afin de pouvoir garantir que sa mise en pratique soit efficace.

En parallèle de ces travaux, le Luxembourg a assuré la Présidence du Conseil au deuxième semestre 2015 pendant laquelle fut organisé le «national rapporteur meeting» par la Commission européenne, et ce avec la collaboration du rapporteur luxembourgeois.

Le Luxembourg a également participé à un autre projet d'envergure pendant sa Présidence alors qu'il a collaboré avec les Pays-Bas, la Slovaquie et le Malte dans l'organisation d'une conférence qui s'est tenue en janvier 2016 à Amsterdam ayant pour sujet la traite en matière d'exploitation de travail (projet «Team-work!»).

Le Luxembourg a par ailleurs accueilli des experts du GRETA (groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains) fin 2015 afin de discuter sur le rapport à dresser et constituant prise de position par rapport aux recommandations du GRETA à l'issue de la première évaluation.

Ce rapport a été communiqué début 2016 au Conseil de l'Europe et le Luxembourg fera l'objet d'une deuxième évaluation fin 2016/début 2017 et a dû déjà prendre position par écrit il y a quelques semaines seulement.

Fin 2012, les instances compétentes du Benelux ont lancé une coopération afin d'échanger les connaissances, les bonnes pratiques, les évolutions et les tendances dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

Un groupe de travail prépare la mise en place d'une série de mesures concrètes pour assurer une meilleure protection transnationale des victimes de la traite des êtres humains.

À titre d'exemple, les partenaires du Benelux ont élaboré une brochure décrivant les mécanismes nationaux d'orientation nationale des victimes et qui a été publiée fin 2015.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, le Luxembourg assure par ailleurs la Présidence du Benelux et le phénomène de la traite est le sujet phare de cette Présidence dans le domaine «Justice et Affaires intérieures».

Deux journées d'échange seront organisées en septembre et octobre 2016 et une conférence est projetée pour début décembre 2016 avec en parallèle le lancement d'une campagne de sensibilisation.

Ces journées ont pour but d'encourager les coopérations eurégionales entre les centres d'accueil des victimes, et ce dans un souci de fournir la meilleure protection possible aux victimes.

S'agissant du cadre juridique national de la lutte contre la traite, l'incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en son article 382-1, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par les lois du 13 mars 2009, relative à la traite des êtres humains, et du 9 avril 2014.

D'autres dispositions légales et réglementaires, comme la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, le règlement grand-ducal du 10 mars 2014 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains et le règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 déterminent les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite, la collaboration avec la police en la matière ou bien encore la création du comité de suivi et de lutte contre la traite des êtres humains.

Les victimes de la traite des êtres humains, adultes et mineures, ont des droits, notamment celui d'être reconnues victimes, aidées, assistées et protégées, par le biais notamment:

1) De la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Cette loi définit l'assistance à laquelle ont droit les victimes et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

2) Du règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 portant 1. exécution de l'article 2, paragraphes (1) point a) et (2) et (4) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains; 2. modification du règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants

Le règlement permet aux gestionnaires qui désirent assister les victimes de la traite de demander un agrément.

En fonction du sexe, de l'âge respectivement de l'état physique et/ou psychique des victimes, les compétences ministérielles concernant l'agrément à octroyer en matière d'assistance aux victimes de la traite sont réparties entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Égalité des chances.

La coordination des services agréés pour la prise en charge des personnes en situation de détresse et par conséquent des victimes de la traite est assurée par l'asbl «Femmes en détresse» et la Fondation «Maison de la Porte Ouverte». Ces deux associations sont membres du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

En date du 29 juin 2016, les Ministres de l'Égalité des chances et de la Justice, Madame Lydia Mutsch et Monsieur Félix Braz, ont par ailleurs présenté la stratégie en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg. Cette stratégie se compose d'une part d'un projet de loi et d'autre part du premier Plan d'Action National (PAN) «Prostitution».

Le PAN prévoit un renforcement du cadre législatif qui a été en partie proposé et discuté par la plateforme «Prostitution» et le Comité de suivi «Traite» et qui nécessite des modifications du Code pénal et du Code d'instruction criminelle.

Ces réflexions sont entérinées dans le projet de loi n°7008 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et qui prévoit notamment l'institutionnalisation de la plateforme «Prostitution» comme comité permanent et la création de synergies avec le Comité de suivi «Traite», des mesures législatives préconisées par le Parquet général et par la Police grand-ducale et le Comité de suivi «Traite» et l'introduction de la pénalisation des clients s'il s'avère qu'il s'agit d'une personne mineure, d'une personne particulièrement vulnérable ou d'une victime d'exploitation sexuelle dans le cadre de l'exploitation de la prostitution, du proxénétisme ou de la traite des êtres humains à des fins sexuelles avec la possibilité de ne pas exercer l'action publique contre le client sous certaines conditions (témoignage du client).

Le droit des victimes sera par ailleurs renforcé en général par la transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité par le biais du projet de loi n°6758 sur les garanties procédurales.

Quant aux critiques émanant du rapport américain, il y a lieu d'analyser le rapport et les re-

commandations ensemble avec le Comité de suivi avant de tirer des conséquences éventuelles.

Pour toutes ces raisons, je conteste le bien-fondé de la rétrogradation qui a été décidée sans tenir compte des démarches en cours pour l'année 2016.

**Question 2240** (21.07.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **tolérance des implants médicaux**:

Allergien treten immer häufiger gegen zahlreiche Stoffe auf, mit denen die Menschen tagtäglich in Kontakt sind. Sehr unangenehme Folgen kann dies haben, wenn ein Betroffener eine Allergie gegen ein Metallimplantat wie z. B. ein künstliches Knie- oder Hüftgelenk oder Zahnprothesen hat. Solche sogenannte Kontaktallergien werden oft lange nicht erkannt und die betroffenen Patienten leiden nicht selten während Jahren nach der Operation. Im schlimmsten Fall muss das Implantat ausgetauscht werden. Der Großteil (90-95%) aller Implantate besteht aus Titan, da hier die Verträglichkeit am größten ist und man jahrelang davon ausging, dass dieses Metall keine Allergien auslöse.

Neueste Studien haben jedoch bewiesen, dass mehr als 15 Prozent der Patienten bei der Versorgung mit Titan Entzündungen entwickeln. Experten raten aus diesem Grund zu Verträglichkeitstests vor einer Operation.

Vor diesem Hintergrund erlauben wir uns, folgende Fragen an die Regierung zu stellen:

- Gibt es Statistiken zur Verträglichkeit von Implantaten in Luxemburg?

- Wenn ja, werden die oben genannten Zahlen bestätigt?

- Werden systematisch Verträglichkeitstests vor Operationen durchgeführt?

- Wenn ja, werden diese Tests von der Krankenkasse übernommen?

- Wenn nicht, würde die Regierung solche Tests nicht als sinnvoll erachten?

- Welche Alternative zu Titanimplantaten wird in Luxemburg am häufigsten angewendet?

**Réponse commune** (22.08.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

De manière préliminaire, il y a lieu de relever que la littérature médicale indique que:

- Les réactions allergiques aux métaux sont à l'origine d'une part très minime d'échecs en matière de prothèses, la plupart des échecs étant dus à des causes infectieuses ou mécaniques.

- Il n'existe aucun mécanisme reconnu formellement impliquant le titane ou les métaux à l'origine d'une réaction immunitaire autour d'un implant.

- Il n'existe pas de recommandation ni de consensus quant aux investigations à réaliser à la recherche d'un terrain allergique aux métaux avant la pose d'une prothèse, en dehors de l'interrogatoire du patient.

- Les tests allergiques cutanés (patchs cutanés) restent la méthode de choix dans le cadre du bilan allergique en cas d'intolérance à une prothèse; ces tests cutanés peuvent être complétés par un test de transformation lymphocytaire, dont la valeur reste cependant très contestée sachant que l'utilité des tests biologiques de prolifération lymphocytaire n'a pas fait ses preuves dans le cadre de tels bilans.

Au Luxembourg, il n'existe pas de statistique relative à la tolérance à des dispositifs médicaux implantables et implantables actifs. Il n'existe pas non plus de données relatives au nombre total d'implants, ni relatives au nombre d'implants par type de composant pour les prothèses mentionnées par les honorables Députés.

Les établissements hospitaliers tiennent des registres concernant les dispositifs médicaux implantés, mais la législation sur les dispositifs médicaux implantables n'impose pas la tenue de statistiques. Par contre, la législation impose la notification des événements indésirables aux fabricants et, en fonction de leur gravité, à l'autorité compétente ainsi qu'à la Commission européenne. Ces données ne sont cependant pas collectées à des fins statistiques, mais à des fins de veille sanitaire.

Il n'est donc pas possible de corroborer les chiffres avancés par les parlementaires, qui affirment que plus de 15% des patients développent une inflammation suite à une exposition à un implant en titane. La (ou les)

référence(s) des publications des experts cités par les députés n'a (n'ont) d'ailleurs pas pu être retrouvée(s).

Il n'est actuellement pas recommandé de réaliser systématiquement des tests de tolérance avant toute pose d'implant dans la mesure où les spécifications des implants et leur notice d'utilisation précisent les précautions d'emploi qui leur sont applicables le cas échéant. Ceci comprend évidemment les tests de sensibilité recommandés avant leur implantation si tel est le cas.

Lesdits tests ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé.

**Question 2241** (21.07.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **by-pass pour le giratoire «Fridhaff»**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 10 février dernier, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait noté que la Division de la voirie de Diekirch est en train de finaliser une variante de by-pass pour le giratoire «Fridhaff» laquelle ne nécessiterait pas d'emprises.

Ainsi, la construction d'un by-pass - long de 330 mètres - rendrait nécessaire un réaménagement léger du giratoire «Fridhaff». Ce réaménagement serait réalisé par le biais d'un marquage nouveau et d'une signalisation nouvelle qui doivent être étudiés à fond avant que les travaux en question ne débutent.

Le début du chantier serait encore prévu pour cette année 2016.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les conclusions de ces études?

- Quand les travaux de construction débiteront-ils et quelle est leur durée probable?

- Combien d'automobiles passent tous les jours par ce by-pass, notamment aux heures de pointe?

- Quel est le coût estimatif des travaux de réaménagement du by-pass «Fridhaff»?

**Réponse** (24.08.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Tout d'abord, je vous confirme que les renseignements vous transmis à ce sujet à l'occasion de la question parlementaire n°1801 du 10 février 2016 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*) sont toujours valables.

En ce qui concerne le nombre d'automobilistes susceptibles d'emprunter le futur by-pass, un comptage de trafic au rond-point «Fridhaff» du mercredi, 5 octobre 2011 a donné une charge de 821 véhicules pour la relation Hoscheid (N7) - Ettelbruck (B7) durant la pointe matinale (7h15 - 8h15), de 267 véhicules pour la pointe vespérale (16h45 - 17h45) et de 4.034 véhicules entre 6h00 et 19h00 (trafic 13 heures).

Les compteurs permanents de l'Administration des Ponts et Chaussées à cet endroit ont révélé les chiffres suivants en 2015 (moyennes journalières 24h durant les jours ouvrables):

• Direction Hoscheid-Fridhaff: 7.268 voitures, et

direction Fridhaff-Hoscheid: 6.316 voitures.

• Direction Fridhaff-Ettelbruck: 7.019 voitures, et

direction Ettelbruck-Fridhaff: 6.531 voitures.

• Direction Fridhaff-Diekirch: 3.149 voitures, et direction Diekirch-Fridhaff: 3.397 voitures.

Je compte sur la compréhension de l'honorable Député qu'il n'est pas possible de communiquer un devis estimatif des travaux de réaménagement du giratoire «Fridhaff» à ce stade du dossier, ce qui serait même interdit suivant l'art. 39 (5) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi sur les marchés publics.

**Question 2242** (22.07.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant la **mendicité**:

Dans le contexte de son «City Breakfast», Madame le Bourgmestre de la ville de Luxembourg est revenue sur la situation des mendiants dans la capitale qui se serait empirée depuis l'année dernière. C'est pourquoi Madame le Bourgmestre a urgé les autorités dans les termes suivants:

«Ech maache wierklech e waarmen Appel un all d'Autoritéiten, déi hei Kompetenzen hunn, fir

hei zesummenzewierken, fir datt mer déi do Situatioun an de Grëff kréien, well dat do gëtt vun de Leit wierklech als eng Ofdankung vun der ëffentlecher Muecht oder Uerdnung ugesinn an dat si geféierlech Momenter an enger demokratescher Gesellschaft.»

Au vu de cet ultime appel de secours de Madame le Bourgmestre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles sont les mesures adoptées depuis l'été dernier par le Gouvernement pour endiguer le phénomène de la mendicité «organisée» et ordinaire?

- Rappelant que l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités prévoit entre autres que les fonctions propres au pouvoir municipal sont «de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics», le Gouvernement peut-il nous indiquer concrètement quelles mesures les autorités communales pourraient adopter pour limiter le phénomène de la mendicité «organisée» et ordinaire?

- Quels sont les moyens à disposition des autorités policières pour, au moins temporairement, freiner le mouvement «mendiants» en direction de la capitale du Luxembourg, voire les autres grandes villes du pays?

- Madame et Messieurs les Ministres estiment-ils que la présence accrue de mendiants dans la ville de Luxembourg est le signe d'un système social défaillant? Dans l'affirmative, quelles sont ces failles et comment le Gouvernement entend-il y subvenir?

**Réponse commune** (19.08.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le phénomène de la mendicité simple ou qualifiée d'«ordinaire» par les honorables Députés Laurent Mosar et Serge Wilmes met avant tout en exergue les difficultés sociales auxquelles est confrontée une partie de notre population et nécessite par conséquent un traitement social et certainement pas un traitement répressif. Le Gouvernement a, à plusieurs reprises, souligné qu'il n'entend pas criminaliser les sujets les plus faibles de notre société. Ainsi, en adoptant la «stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement 2013-2020», les Gouvernements précédent et actuel ont marqué leur volonté, et de prévenir le sans-abrisme, et de mieux prendre en charge les situations aiguës de sans-abrisme. Dans ce contexte, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, chargé de la coordination des actions menées dans le cadre de cette stratégie, a mis en place, avec des associations conventionnées, une série de mesures novatrices, dont un projet «housing first» destiné à fournir des logements privatifs et durables à des personnes avec un vécu de sans-abri.

La mendicité sous la forme de la traite des êtres humains constitue une infraction grave réprimée par l'article 382-1 3) du Code pénal. Le Gouvernement rappelle sa position exprimée lors de sa réponse à la question parlementaire n°1356 du 7 août 2015 de l'honorable Député Laurent Mosar (cf. *compte rendu n°5/session ordinaire 2014-2015*) et souligne à nouveau que tant notre législation en matière de mendicité en réunion qu'en matière de mendicité sous la forme de la traite des êtres humains (loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains) constituent des bases légales nécessaires et suffisantes.

La Police grand-ducale veille conformément à l'article 33 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale au maintien de l'ordre public, à l'exécution des lois et règlements de police généraux et communaux, à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens. En outre, l'article 37 de la loi précitée permet à la Police grand-ducale d'agir à l'encontre «des personnes qui compromettent l'ordre ou la sécurité publics», quels qu'en soient les auteurs.

D'une façon plus générale et donc au-delà du contexte ciblé par les auteurs de la question parlementaire, le Gouvernement, sous l'impulsion du Ministère de l'Intérieur, travaille sur un projet de loi visant à établir un système de sanctions administratives qui doit définir les compétences des agents municipaux dans l'application des règlements de police communaux, y compris certains troubles à l'ordre public, quels qu'en soient les auteurs.

Des concertations étroites et régulières existent entre la Police grand-ducale, les parquets et les communes. Il est du souci du Gouvernement d'améliorer de façon constante cette collaboration.

**Question 2244** (22.07.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**histoire des médias et de la presse au Luxembourg**:

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le secteur des médias audiovisuels a trouvé au Grand-Duché de Luxembourg un environnement plus que favorable à son développement. L'émergence et la bonne santé de groupes internationaux créés et implantés au Luxembourg comme RTL Group et SES en témoignent à merveille. Les émissions internationales de Radio Luxembourg ont indéniablement contribué à faire connaître notre pays à travers l'Europe, y compris au-delà du «rideau de fer». Le monde de la presse nationale a, quant à lui, connu depuis le XIX<sup>e</sup> siècle un foisonnement impressionnant de publications.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, Ministre des Communications et des Médias:

- Est-ce que le Gouvernement estime que la recherche scientifique sur l'histoire des médias et de la presse au Luxembourg est suffisamment développée?

- Dans quelle mesure l'Institut d'histoire du temps présent pourrait-il constituer le lieu idéal pour promouvoir la recherche scientifique sur l'histoire des médias? Le Ministère des Communications et des Médias serait-il disposé à formuler un projet de recherche sur ce sujet qui pourrait être pris en charge par cet institut?

- Compte tenu de l'importance des médias audiovisuels au Luxembourg et de leur renommée internationale, ne serait-il pas opportun d'envisager une exposition permanente sur leur développement et leur histoire?

- Est-ce que des coopérations avec des groupes de médias établis au Luxembourg seraient envisageables dans ce cadre?

- L'ancien auditorium de la Villa Louvigny, peu utilisé actuellement, ne se prêterait-il pas pour accueillir une telle exposition?

**Réponse** (26.08.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture, Ministre des Communications et des Médias*:

Certains pans de l'histoire des médias et des communications ont été traités par différents acteurs dans le passé. Ainsi, le Centre national de l'audiovisuel (CNA), depuis sa création en 1989, conserve, numérise, documente et met à disposition des chercheurs l'ensemble des collections RTL (télévision et radio) déposées dans ses archives. En tant qu'institut responsable du dépôt légal en matière de productions audiovisuelles, il reçoit également les productions d'autres chaînes de télévision et de radio sur le territoire national.

En 2005, le CNA a coproduit avec RTL Group le documentaire «Télé Luxembourg, 50 ans» réalisé par Andy Bausch. Actuellement, le CNA prépare un documentaire qui retracera l'histoire de «Radio 208» (la chaîne en langue anglaise). À cet effet, l'institut collabore notamment avec un historien que RTL Group a engagé il y a déjà plusieurs années pour travailler sur l'histoire du groupe.

Le CNA vient par ailleurs d'entamer une collaboration intensive avec le nouvel Institut d'histoire du temps présent et un groupe d'étude sur l'histoire de Radio Luxembourg a déjà été mis en place. L'un des employés du CNA enseignera par ailleurs à partir de la rentrée 2016 l'histoire des médias luxembourgeois aux étudiants de l'Université.

L'Université, l'Institut d'histoire du temps présent, RTL Group et le CNA collaborent donc d'ores et déjà à différents niveaux pour développer la recherche scientifique sur l'histoire des médias audiovisuels au Luxembourg. Le CNA travaille également à la mise en ligne de ses archives qui permettra à partir de 2018 à tous les citoyens de consulter librement et en grande partie gratuitement un grand nombre de documents historiques produits par la télévision et la radio luxembourgeoises.

Le Gouvernement est en effet d'avis que la recherche scientifique sur l'histoire des médias audiovisuels, secteur important de l'histoire économique et sociale du pays, mérite d'être développée encore davantage en étroite collaboration avec l'Université et les autres acteurs concernés sous la coordination du CNA.

Quant à l'idée d'une exposition, elle a déjà été évoquée par le passé et reste en effet une piste à explorer sans perdre de vue que les nouvelles technologies permettent aujourd'hui la réalisation d'expositions virtuelles accessibles à la communauté internationale et ayant ainsi un plus large impact potentiel.